

CHARLES RAPPOPORT

JEAN JAURÈS

L'Homme - Le Penseur - Le Socialiste

AVEC UNE PRÉFACE D'ANATOLE FRANCE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Une Photographie et une Lettre autographe de Jaurès



PARIS
L'ÉMANCIPATRICE (IMPRIMERIE COOPÉRATIVE)
ÉDITEUR
3, Rue de Pondichéry, 3
—
1915

JEAN JAURÈS

Il a été tiré de cet ouvrage
trente exemplaires sur papier de Hollande,
numérotés de 1 à 30.



Photo Manuel.

CHARLES RAPPOPORT

JEAN JAURÈS

L'Homme - Le Penseur - Le Socialiste

AVEC UNE PRÉFACE D'ANATOLE FRANCE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Un Portrait et une Lettre autographe de Jaurès



PARIS
L'ÉMANCIPATRICE (IMPRIMERIE COOPÉRATIVE)
ÉDITEUR
3, Rue de Pondichéry, 3
—
1915

18 Avril 1915.

Cher ami,

Je viens de lire votre livre sur Jaurès. Je l'admire et l'approuve du commencement à la fin. Vous seul pouviez embrasser ainsi tous les aspects de ce vaste génie. Je vous avais promis une préface quand le livre était à peine ébauché dans votre esprit, comment pourrais-je revenir sur cet engagement alors que l'œuvre passe en force et en beauté toutes mes espérances. Je vous donnerai donc une préface dans laquelle je tâcherai de suivre votre pensée et de rendre hommage au plus grand génie des temps modernes. Mais il me serait impossible d'écrire une ligne de ce

travail pendant la guerre. Dès les préliminaires de la paix, vous recevrez une étude que je m'efforcerai de rendre digne de votre étude. Après la guerre le génie et l'œuvre de Jaurès, que vous faites revivre, nous serviront de guide et d'inspiration.

Je vous serre la main cordialement.

Anatole France

UN MOT DE L'AUTEUR

Un simple mot pour faire excuser la témérité de ma tâche.

Je me suis borné au rôle modeste de secrétaire des pensées de Jaurès et des événements qui les ont provoquées. En effet, j'aurais pu intituler mon livre : *Jaurès raconté et exposé par lui-même.* C'est encore Jaurès qui fait le mieux comprendre et aimer Jaurès.

J'ai cherché, en outre, en exposant l'*essentiel* de sa vie et de son œuvre, à en établir l'idée fondamentale et le principe directeur. Je me flatte d'avoir trouvé le lien intime existant entre toute son action politique et sociale et ses idées philosophiques peu connues et d'autant plus méconnues.

Si j'ai réussi à « faire revivre » l'œuvre de Jaurès, j'ai rempli ma tâche et j'ai fait une bonne action envers la France et l'humanité en deuil.

J'ai accompli en même temps un devoir.

Car, pour réparer, au moins partiellement, l'immense préjudice causé à la France et à l'humanité par la perte prématurée de cette grande et géniale force de vérité et de bonté qu'était Jaurès — et c'est en ce moment surtout qu'elle nous serait salutaire — il nous faut entreprendre une étude intensive, approfondie et systématique de son œuvre qui, à travers son glorieux martyre, brillera pour toujours d'une clarté et d'une splendeur incomparables. C'est ainsi que nous, socialistes, entendons venger notre grand mort.

Sa sublime parole est un réconfort pendant la période d'épreuves tragiques que traverse actuellement le monde ensanglanté et souillé. Elle est aussi un grand enseignement pour le présent et l'avenir.

Qu'il me soit permis enfin de remercier à cette place les vaillants prolétaires de la Coopérative l'*Émancipatrice* qui ont courageusement, à leurs risques et périls, pris l'initiative de cette publication.

Les amis de Jaurès constateront avec satisfaction que la première étude sur l'apôtre immortel de la Paix et du Socialisme a pu voir le jour grâce au dévouement d'une Coopérative ouvrière, dont Jaurès fut le partisan passionné sa glorieuse vie durant.

Paris, le Premier Mai 1915.

CHARLES RAPPOPORT.

Une Lettre autographe de Jaurès

Cette lettre de Jaurès, qui contient quelques observations d'un intérêt biographique, m'a été adressée de Bessoulet, près d'Albi, le 26 août 1901. La brochure dont elle parle, c'est sa conférence sur *Travail,* roman d'Emile Zola, que j'ai publiée dans la *Bibliothèque Ouvrière et Socialiste,* fondée par mon ami le docteur Kasimir.

Elle parle également de son volume sur la *Convention,* faisant partie de son *Histoire socialiste de la Révolution,* de ma brochure *La Philosophie de Pierre Lavroff,* parue en 1901, et des articles que j'ai publiés cette année dans la *Revue Socialiste* sous la direction de Gustave Rouanet. — Ch. R.

Le Lundi 26 Août.

Mon cher ami,

Je m'en remets entièrement à vous pour les corrections à opérer. Croyant toute correction inutile, je n'ai pas gardé les épreuves. Mais vous maniez le français à merveille, et vous saurez bien faire les petites retouches utiles.

J'éprouve une répugnance presque maladive à revenir sur des choses passées.

Ne me grondez pas trop. Songez à la vie que mène un homme qui, avec ses besognes et préoccupations de chaque jour, est en outre aux prises avec la Convention, et se considèrerait comme déshonoré s'il bâclait ce grand sujet. — Je vous assure que j'ai pour vous une solide et sincère amitié, et que je suis très sensible à votre attachement et aux raisons élevées qui le déterminent. Si vous venez à la *Petite République* le mercredi 28 août à cinq heures j'aurai grand plaisir à vous voir : je viens passer deux jours à Paris. Je n'ai pas reçu ces vacances la *Revue Socialiste.* Je l'emporterai de Paris pour lire vos articles. Je trouve votre Lavroff très intéressant et important.

A vous,

Jaurès.

le Lundi 26 Août

Mon cher ami,

Je m'en remets entièrement
à vous pour les corrections
à opérer. Croyant toute
correction inutile je n'ai
pas gardé les épreuves.
Mais vous maniez le
français à merveille.

et vous saurez bien faire
les petites retouches utiles

~~C'est~~, j'éprouve une répugnance presque maladive à revenir sur des choses passées.

Ne me grondez pas trop. Songez à la vie que mène un homme qui, avec ses besoins et préoccupation de chaque jour, est en outre aux

prisés avec la Convention
et se considérerait comme
déshonoré s'il bâclait
ce grand sujet. — Je
vous assure que j'ai
pour vous une solide et
sincère amitié, et que
je suis très sensible à
votre attachement et
aux raisons élevées qui le

déterminent. Si vous venez à la Petite République le mercredi 28 Août à cinq heures j'aurai grand plaisir à vous voir : je viens passer deux jours à Paris — Je n'ai pas reçu en vacances la Revue Socialiste je l'emporterai de Paris pour lire vos articles. Je trouve votre Lavroff très intéressant et important

à vous Jaurès

PREMIÈRE PARTIE

L'HOMME

CHAPITRE PREMIER

La Vie de Jaurès

Jean Jaurès, né à Castres le 3 septembre 1859, appartient, par ses dons aussi merveilleux que variés et solides, à cette admirable région de France qui porte le nom de Languedoc; ce pays unit à la solidité granitique du sol la régularité, la belle ordonnance des lignes et la majesté des laves écoulées. Cette vieille province méridionale présente de longues plages basses, formées d'un sable presque entièrement siliceux apporté des montagnes granitiques par le Rhône et les fleuves cévenols et s'arrondissant « en une vaste courbe rentrante » (Elisée Reclus). Le fond même de la mer est harmonieux et égal : les lignes de même profondeur déroulent concentriquement leur courbe au large entre le cap Bear et le cap Couronne. Le littoral du Languedoc présente une forme des plus gracieuses.

Cette région a fourni à la France et à l'humanité une riche moisson de grands hommes d'une nature à la fois enthousiaste et positive : Guizot, Aug. Comte, La Fayette, Lapeyrouse, Rivarol, Ingres et bien d'autres.

Des races variées, fécondes et actives, ont occupé la région et y ont laissé des traces ineffaçables : les Ibères, que beaucoup regardent comme les ancêtres des Basques; les Ligures ou Lygues, peuple probablement d'origine indo-européenne, et enfin les Gaulois. Les Celtes sont, au moment où l'histoire commence à parler d'eux, les maîtres du Languedoc. A ces éléments descendus du Nord se sont joints d'autres venus par mer : des Phéniciens et des Grecs. Un mélange inextricable et heureux de races a créé une population vivante, active et richement douée.

L'histoire du Languedoc est extrêmement mouvementée et remplie de luttes incessantes pour la liberté et l'indé-

pendance. N'oublions pas que le pays de Jaurès est celui des martyrs de la pensée libre et des hérésies : des Albigeois, des Vanini, des Calas.

L'homme est le produit du sol, de l'histoire et, en dernier lieu, des conditions matérielles, intellectuelles et morales de son époque. Jetons tout d'abord un coup d'œil sur le passé de la région où est né Jaurès.

Le régime féodal ne s'y est point développé comme dans le nord de la France, en Normandie, par exemple ; on n'y trouve pas cette superposition savante de personnes et de terres qui fait l'originalité du régime. Beaucoup de petits propriétaires ont su faire respecter leur indépendance, et le nombre de leurs terres allodiales est relativement considérable. Dans les campagnes, et principalement dans le Toulousain et sur les terres d'Eglise, on trouve encore des serfs (hommes *de Corpore, de Caselajio*), mais le nombre en diminue tous les jours, et dès lors la majeure partie des cultivateurs a obtenu la liberté personnelle. La condition des habitants des centres urbains s'est de même fort améliorée. Tout d'abord on trouve de grandes républiques municipales, aussi libres d'allure, aussi puissantes que certaines cités italiennes : Toulouse, Montpellier, Nîmes, Béziers, Narbonne s'administrent elles-mêmes ; elles doivent encore à leurs anciens seigneurs aide matérielle et morale, mais elles traitent avec eux de puissance à puissance et n'hésitent pas à recourir à la guerre quand on fait mine de violer leurs privilèges. Les consuls de Narbonne concluent des alliances politiques et commerciales avec les cités italiennes ; ceux de Montpellier, allant plus loin encore, rachètent de leur suzerains, à beaux deniers comptants, des droits supérieurs ; ailleurs, à Toulouse, à Nîmes, par des insurrections savamment menées, on oblige le comte à renoncer à tous droits de justice sur les membres de la communauté. Les consuls de Toulouse ont leur bannière, leur armée, et, suppléant à l'impuissance du suzerain, vont forcer les petits barons des environs à supprimer les péages qui gênent le commerce de la grande ville. Moins libres en apparence, les habitants des villes de second ordre ont obtenu l'adoucissement des taxes, la réglementation des droits seigneuriaux et des frais de jus-

tice, et presque partout en Languedoc la justice criminelle est rendue par des tribunaux consulaires qui fixent eux-mêmes l'amende à percevoir et décident de la valeur des accusations. Enfin, tous les serfs, désireux d'échapper à la tyrannie de leurs seigneurs, s'élèvent de nombreux asiles, villes neuves, sauvetés (*salvitates*), où tout homme, à condition d'abandonner à son maître la terre qu'il tient de lui à titre héréditaire, est sûr de trouver du travail et la liberté civile.

On s'étonne — et parfois on s'indigne — du grand rôle que jouent le Midi et les méridionaux dans la politique de la France. Les hommes politiques les plus considérables et les plus influents de la troisième République sont des enfants du Midi. Cette situation n'a pas été créée artificiellement. Elle est l'effet de la situation géographique et de l'évolution historique de cette région. La politique de notre époque se caractérise par la lutte pour la démocratie — politique et sociale — et pour la laïcité. Or, les origines de cette lutte se trouvent dans la partie méridionale de la France, et dans le Languedoc, la petite patrie de Jaurès, en particulier.

Dans le Midi, l'Eglise ne joue presque jamais le rôle prédominant et ne jouit pas d'une grande influence. Jusqu'au XIII[e] siècle, le Midi n'a produit aucun grand théologien. La foi est plutôt tiède dans cette partie du royaume. A part quelques prélats, nul ne songe à la persécution pour une question de croyance. Les biens et les revenus ecclésiastiques sont souvent « usurpés » par les barons et par les princes. Les privilèges du clergé sont mal respectés, les dîmes et les églises saisies par les laïques, les « bénéfices » brutalement occupés, et cette situation sera plus tard une des causes laïques de la guerre des Albigeois. Au lieu d'études théologiques, le Midi produit une littérature brillante. Les poètes du Midi ont été les premiers en Europe à exprimer des sentiments délicats sous une forme élégante. Mais l'organisation sociale et militaire est moins solide que dans le Nord. Les chevaliers aguerris de Simon de Montfort triomphent sans difficulté de masses indisciplinées. Cependant la croisade contre les Albigeois au XIII[e] siècle développe la haine et

l'intolérance cléricales. Au cours du XIVe siècle, les capitouls de Toulouse fondent la célèbre Académie du *Gai Savoir,* plus intéressante par la conception que par l'exécution, qui en amène l'avortement. On sait quel succès a remporté la Réforme dans le Languedoc au XVIe siècle. En 1540 les protestants tiennent la majeure partie du Languedoc ; ils sont les maîtres de Montauban, très nombreux dans le pays de Foix et dans le Vivarais, le Velay, le Gévaudan et le pays albigeois. Dans la seconde moitié du XVIe siècle, les luttes religieuses sévissent sans interruption. Partout on se massacre et la confusion est à son comble (1).

Nous avons déjà mentionné Vanini (brûlé en 1619) et Calas (roué en 1762).

La famille de Jaurès appartient à la bourgeoisie moyenne qui, privée de fortune personnelle, n'est pas délivrée de la nécessité d'une constante lutte pour l'existence et ne perd jamais un certain lien avec la masse populaire.

Jean Jaurès est apparenté avec l'amiral Constant Jaurès, sénateur républicain, ancien ambassadeur à Madrid et à Saint-Pétersbourg et ministre de la Marine en 1888. (Il est mort en 1889 lorsque Jaurès, député, avait l'âge de 30 ans).

Par sa constitution robuste, par la simplicité touchante de toutes ses manières, par sa passion et sa capacité de travail, Jaurès rappelait un paysan cultivé. Il disait parfois : « Je suis entêté comme un paysan. » Communiant par tout son être avec les forces intimes de la terre et du peuple travailleur, il était, au fond, un paysan de génie.

La situation matérielle des parents de Jaurès dut être peu brillante. C'est grâce à la protection d'un bienfaiteur, M. Félix Deltour, qu'il a pu terminer avec éclat ses études. Jaurès lui dédie sa thèse philosophique française.

Grâce à M. Gustave Téry, qui l'a connu personnellement, nous avons quelques renseignements, à la fois précis et pittoresques, sur ce « bienfaiteur ».

---

(1) Voir les travaux remarquables de M. A. Molinier.

M. Félix Deltour était inspecteur de l'Enseignement, et M. Gustave Téry décrit ainsi son rôle à l'époque où il fit sa connaissance :

Il faut dire qu'en ce temps-là M. Félix Deltour était le plus diligent pourvoyeur du grand séminaire de l'Université. Il parcourait les provinces, recrutant des forts en thème et des « sujets d'espérance », comme les émissaires de M. Dupanloup, vers 1840, amenaient à Paris de jeunes clercs pour suivre les cours de Saint-Nicolas du Chardonnet. C'est ainsi que l'inspecteur général avait distingué le jeune Jaurès, élève au collège de Castres, et... qu'il en gardait un ineffaçable remords.

Car M. Félix Deltour était un fieffé réactionnaire. Il ne lui suffisait pas d'être clérical et de communier avec une courageuse ostentation ; il rêvait encore de rétablir sur le trône de France un prince de la Maison d'Orléans. Ce qui ne l'empêchait pas d'être le meilleur homme que j'aie rencontré sur ma route, avant Jaurès. Mais comment, sans se renier lui-même, aurait-il pu comprendre Jaurès? Et quelle ironie de la destinée rapprocha ces deux êtres, d'apparence si diverse?

Le bon M. Deltour avait placé le petit Jaurès au collège Sainte-Barbe ; il le faisait sortir chaque dimanche et le choyait comme un fils adoptif. Quelle ne fut pas sa joie lorsque l'élève Jaurès moissonna toutes les couronnes du Grand Concours, fut reçu le premier à l'École Normale, et le premier encore à la licence, et le premier toujours à l'agrégation ! (1)

La jeunesse de Jaurès est consacrée tout entière à l'étude. Déjà à l'école il éblouit ses camarades par ses dons oratoires. Doué d'une mémoire prodigieuse, il sait habilement placer dans ses improvisations des morceaux entiers des auteurs classiques anciens et modernes.

En 1876, il entre au lycée Louis-le-Grand et en 1878, à l'âge de 19 ans, à l'École Normale, d'où il sort, en 1881, agrégé dans la même promotion que M. Bergson, le grand philosophe français.

Professeur dans un lycée de jeunes filles, à Albi, de 1881 à 1883, il devint maître de conférences à l'Univer-

---

(1) Pendant le Congrès de Lyon de 1901, Jaurès, en compagnie de M. Viviani, de Ferroul et de moi, nous racontait à table, avec bonne humeur, comment son « bienfaiteur » assistant à un de ses brillants examens le caressait comme un homme heureux d'avoir mis la main sur un bon cheval de course.

sité de Toulouse, où il professa de 1883 à 1885, année où il fut nommé pour la première fois député. Il avait alors 26 ans et fut désigné, à raison de son âge, comme membre du bureau de la Chambre le jour de l'ouverture.

Avant de passer à son action parlementaire, qui remplit une moitié de sa vie et s'étend sur un quart de siècle environ, signalons ses deux thèses, l'une en latin, l'autre en français, qu'il a passées en 1891, à Paris, sous la présidence du philosophe spiritualiste Paul Janet. La thèse française porte le titre : *La Réalité du Monde sensible* et contient un exposé remarquable et éloquent des idées philosophiques de l'auteur (1). Nous l'étudierons dans un chapitre consacré à la Philosophie de Jaurès.

Sa thèse latine est intitulée *Des Origines du socialisme allemand.*

Jaurès ne rattache pas le socialisme allemand « au matérialisme de l'extrême-gauche hégélienne », mais à ces idéalistes qui s'appellent Luther, Kant, Fichte et Hegel. Selon lui « les socialistes ont été les vrais disciples de la philosophie allemande et comme du génie allemand lui-même.

« Tout d'abord, cela indiquera plus clairement combien les événements découlent des idées, combien l'histoire dépend de la philosophie. A première vue, l'on pourrait croire que le socialisme a surtout fleuri en Angleterre, puisque c'est particulièrement en Angleterre qu'a insolemment grandi le nouvel ordre économique, qui a pour base fondamentale l'Argent. En Angleterre, de toutes façons, il était facile de saisir le procès économique. Mais qui l'a vu et décrit? Ce n'est pas un philosophe anglais, c'est un Allemand habitant l'Angleterre, Karl Marx. Si Marx n'eût pas eu gravée dans son esprit la dialectique hégélienne, il n'eût pas rattaché tout le mouvement économique de l'Angleterre à cette dialectique socialiste. L'Angleterre a fourni les faits, mais la philoso-

---

(1) Je tiens de mon regretté ami Charles Longuet, gendre de Karl Marx, le propos suivant du spiritualiste Janet : « Depuis trente ans, je professe la philosophie, et c'est la première fois que je vois un homme aussi *naïf* que Jaurès croyant sérieusement que le monde sensible *existe*.

phie allemande les a interprétés. Le socialisme était né dans l'esprit allemand bien avant l'accroissement anormal de la grande industrie et l'apparition des conditions constitutives du socialisme économique. »

Et il ajoute :

« Bref, pour comprendre le socialisme allemand de nos jours, il ne suffit pas de le surprendre dans la forme particulière et transitoire que lui donnent Bebel et autres; il faut fouiller ses origines, c'est-à-dire toute la source de l'intelligence et de la conscience. Voilà pourquoi j'ai examiné le socialisme chrétien de Luther, le socialisme moral ».

En 1891, Jaurès n'a pas encore adhéré au mouvement socialiste. Il ne connaît le socialisme que par l'étude théorique des idées socialistes, dans les livres. Ces études furent alors loin d'être complètes. Et c'est plutôt le côté moral et philosophique qui l'attire dans le socialisme allemand ainsi que le démontre le passage de sa thèse que voici :

Nous savons à la vérité que le socialisme allemand n'est pas une philosophie pure et contemplative; il lutte et combat pour abattre les fondements de la société civile actuelle. Ce n'est pas seulement une doctrine, mais encore un parti dans l'Etat. Mais la philosophie elle-même revêt parfois des dehors belliqueux, fourbit ses armes et se mêle au combat politique; elle ne regarde pas seulement le ciel, mais aussi la terre. Si Socrate a fait descendre la philosophie du ciel, le socialisme en a fait descendre la justice, c'est-à-dire qu'il cherche dans la région « des idées » des vues pratiques pour l'arrangement de cette vie terrestre. Fichte, Lassalle, Marx, Schaeffle furent à la fois des précurseurs et des maîtres.

En pénétrant le socialisme allemand, on y trouve incluse une philosophie. Celle-ci prétend qu'il y a dans l'histoire et l'économie politique une certaine dialectique qui change les formes des choses et les relations des hommes. Elle définit la liberté, non pas comme une abstraite faculté de choisir entre les contraires, comme une hypothétique indépendance de chaque citoyen pris individuellement, mais comme la véritable base de l'égalité des hommes et de leur communion.

...Au socialisme allemand tient donc une solide doctrine dialectique du devenir universel, de la liberté humaine, de la Nature et de Dieu.

Au Parlement, où il finit par jouer un des premiers rôles, Jaurès débute assez modestement, en 1886, par un

discours sur l'enseignement. Il est curieux de noter l'impression que le plus grand orateur de notre temps a produite par ce que les Anglais appellent *maiden speech*.

Le chroniqueur parlementaire du *Figaro* est plutôt défavorable au débutant. Il note :

Nous avons eu un début attendu et préparé depuis longtemps. M. Jaurès, député du Tarn, tout frais émoulu de l'École Normale, a essayé pour la première fois sa jeune éloquence, dont hier encore on disait merveille. A droite comme à gauche, personne ne lui a refusé les encouragements usités en pareil cas, et toute la Chambre a fêté sa bienvenue. M. Jaurès demandait qu'à côté des écoles de l'État les communes eussent le droit de fonder des écoles municipales et d'y faire donner tel enseignement qu'il leur conviendrait.

Tout cela sent un peu le Sorbonnien redondant et sonore ; mais j'ai voulu donner un échantillon de la manière d'un orateur en herbe sur qui le parti républicain fonde les plus grandes espérances. (*Figaro* 22 octobre 1886.)

La *République Française* (fondée par Gambetta) est plus juste. Elle traite le discours de Jaurès de « langage élevé et clair ». La *Justice* (dirigée par M. Clemenceau) le qualifie de « beau » et souhaite à la Chambre d'entendre souvent « une parole aussi éloquente, aussi substantielle que celle de M. Jaurès ».

De 1885 jusqu'à sa mort (31 juillet 1914), la vie de Jaurès se confond avec celle de la France républicaine et socialiste. Depuis 1893, où il adhère définitivement au mouvement socialiste, il ne cesse d'être aux premiers rangs des combattants pour la République laïque et sociale. Il en est le chef le plus glorieux et en même temps le plus haï de leurs adversaires. Il est impossible de raconter sa vie par le menu sans faire revivre l'histoire de toute une époque. Jaurès est un des grands fondateurs de la troisième République et le plus grand promoteur du mouvement socialiste démocratique, un des plus actifs propagandistes des idées socialistes pendant les vingt dernières années. Il passera dans l'histoire comme apôtre du socialisme idéaliste et humanitaire et, par sa glorieuse mort, comme martyr de la paix humaine et universelle.

Jaurès ne fut jamais le dictateur de la République, comme

le prétendaient à tort quelques-uns. Toute sa noble nature, faite de bonté souriante et de simplicité, répugnait à ce rôle. Mais souvent son influence bienfaisante fut décisive. « Vous êtes, à vous seul, la majorité », lui cria un jour, au Parlement, un adversaire politique, marquant ainsi le premier rôle que lui assuraient à la Chambre son talent, ses connaissances, sa grande compétence dans presque toutes les questions débattues et son grand ascendant moral.

Des adversaires politiques s'amusaient souvent à le présenter sous la figure d'un châtelain millionnaire. Nous passons la parole à M. Gustave Téry, pamphlétaire de talent, qui est privé de la « bosse du respect » et plutôt enclin à une malveillance et à un scepticisme exagérés à l'égard des hommes politiques. Voici comment il décrit l'intérieur de Jaurès :

Je lisais l'autre jour, dans une feuille cléricale, que le cabinet de Jaurès — cela fait suite au château de Bessoulet — était d'un luxe inouï, « avec ses murs tendus de soies mourantes ». En songeant au pigeonnier d'Auteuil où travaille Jaurès, ces « soies mourantes » m'ont fait mourir de rire. Une « chambre haute » de dix pieds carrés, une table, avec tout juste ce qu'il faut pour écrire et pour s'asseoir, des livres sur des rayons ou en piles, voilà tout ce que j'ai vu : rien qui rappelle ces « pensoirs » d'écrivains célèbres, tels que nous les montrent les photographies avantageuses exposées aux vitrines du boulevard; rien qui soit là pour reposer l'œil ou distraire un moment de la besogne entreprise; pas un objet d'art, pas une fleur, pas même la pipe de Spinoza. C'est austère et négligé, comme la « turne » sous les toits, où Jaurès préparait son agrégation à l'École Normale.

M. Gustave Téry caractérise spirituellement la façon dont la grande presse capitaliste profitait des divisions des socialistes pour dénigrer systématiquement leur grand orateur Et il écrit :

Et ne me dites pas surtout que Jaurès n'est pas socialiste. C'est bien possible, mais ça m'est égal. Ce qu'il fait présentement m'intéresse fort et me paraît très bon : si ce n'est pas du socialisme, comme l'assurent nos docteurs, j'en suis désolé pour le socialisme et pour les docteurs. Néanmoins, j'ai comme une idée que nos docteurs s'abusent. Et ce n'est pas dans Marx, ni même dans Robertus, que j'en trouve la preuve, mais dans les gazettes bourgeoises qui se piquent d'idées générales. Je ne sais rien de plus réjouissant que d'en-

tendre les bons apôtres du *Temps,* des *Débats* ou du *Figaro,* donner à Jaurès des leçons de socialisme, en lui opposant l'orthodoxie guesdiste. « Ah ! s'écrient-ils avec une émotion contenue, parlez-nous de M. Guesde ! Celui-là, au moins, est fidèle à ses principes ; pour lui, la Révolution sociale est un bloc, et il le veut tout entier, tout de suite. Pas de compromis avec les bourgeois, pas de quartier aux capitalistes ! A la bonne heure ; voilà qui est parler ! Avec un tel adversaire, vous savez immédiatement à quoi vous en tenir ; tous les bourgeois, on les pendra... Quelle franchise ! Quelle droiture ! Et combien cette noble sincérité, cette pureté d'intention, cette belle intransigeance doctrinale vous font honneur, quand on les compare aux palinodies et aux pirouettes de ce baladin qu'est M. Jaurès. Ah ! parlez-nous du citoyen Guesde : quel brave homme de révolutionnaire ! Et comme les congressistes d'Amsterdam ont eu raison de lui donner raison... »

On pourrait former des bibliothèques des attaques et des calomnies dirigées contre Jaurès. Le *Temps*, le plus grand journal bourgeois de France, fournissait à lui seul un article — et parfois deux — par jour contre Jaurès. Cependant, sa vie privée fut inattaquable. *Jaurès est mort pauvre*, bien que ne jouant jamais à l'ascète. Tous les partis, jusqu'aux plus hostiles, ont fini par lui rendre justice et par reconnaître, avec le *Temps,* son « extrême intelligence » et sa parfaite probité ». (*Temps,* 2 août 1914.)

Sa vie politique, surtout depuis son adhésion au Parti socialiste, fut une véritable bataille, même au sens matériel du mot. Jaurès, qui parla très rarement de lui-même, raconta, au Congrès de Toulouse, en 1908, la façon dont il fut combattu dans sa circonscription de Carmaux.

Pour constater la différence existant entre les partis bourgeois, Jaurès dispose de son expérience personnelle. Et il fait observer :

« Il est contraire à la réalité, contraire à la sincérité de proclamer qu'en fait et habituellement, entre les autres partis, quels qu'ils soient, nous ne faisons aucune différence. Ce n'est pas vrai. Pour moi, je déclare dans mon expérience, dans mes conditions de lutte, que cela n'est pas vrai. Vous penserez de moi si vous voulez que je suis un parlementaire obsédé par des soucis de réélection. Je crois avoir donné au Parti, en restant fidèlement attaché, *alors que des possibilités de lutte plus facile, je puis vous le dire, m'ont été of-*

fertes maintes fois, en restant fidèlement attaché à une circonscription où les forces sont sensiblement égales, où je ne maintiens le drapeau socialiste avec le petit bataillon de mes ouvriers mineurs de Carmaux qu'au prix d'un héroïque, incessant effort de mes camarades et de moi-même ; je crois avoir donné au Parti la preuve que je n'ai pas le souci misérable des succès, immédiatement et étroitement personnels. Mais je tiens à vous dire que, dans la bataille électorale, lorsque je n'ai pour me soutenir qu'une minorité formée par les ouvriers mineurs, lorsque je vais dans les cantons ruraux, dans les cantons des Cévennes porter la parole socialiste — oh ! clairement : je n'ai jamais été de ceux qui enroulent la moindre partie du drapeau — lorsque j'y vais et que dans cet âpre bloc de montagnes cévenoles où le pouvoir du châtelain de la mine possède encore les forêts des campagnes, s'étend jusque là-haut, se combinant avec la puissance du curé, avec la puissance des sorciers, avec la vieille ignorance des populations montagnardes façonnées par un catholicisme intolérant ; *lorsque je vais sur ces chemins et que je suis assailli, matériellement assailli, non par des huées, mais par les bâtons, par les pierres, par les embuscades qui me guettent derrière les haies et derrière les buissons d'où surgissent tout-à-coup des figures sauvages, lorsque je suis guetté par les gens de la mine, par les gens du château, par les gens du presbytère,* et que près de tomber dans le guet-apens, je suis dégagé par les radicaux, petits médecins de village, petits propriétaires paysans, démocrates qui mènent à leur manière, en dehors de toute formule, une instinctive lutte de classe, et lorsqu'ils nous arrachent du danger et aident les ouvriers de Carmaux à affirmer contre le château, contre le capital, contre le curé, leur volonté d'émancipation... *le lendemain de cette victoire, je ne dirai pas que je ne fais aucune différence entre les gens qui m'attendaient dans un guet-apens et les démocrates qui m'aidaient à y échapper.* » (Ve Congrès National tenu à Toulouse les 15-18 octobre 1908. Compte rendu sténographique, Paris, pp. 363-4.)

Cependant les violences locales et patronales ne suffisaient pas pour combattre l'intrépide défenseur des petits et des

misérables : les pouvoirs publics se mettaient du côté du patronat réactionnaire pour lui prêter main-forte. Les comptes rendus de mandat du député de Carmaux se transformèrent en véritables bagarres. Ainsi, en 1895, Jaurès publia l'appel suivant à ses électeurs :

Citoyens de Carmaux !

Pour la troisième fois depuis quatre mois, je suis venu vous rendre compte du mandat que vous m'avez donné ; pour la troisième fois j'en suis empêché par la violence.

Hier, sachant qu'une bande organisée par nos ennemis m'attendait à l'arrivée du train et qu'une bagarre était probable, je suis venu par une autre voie et à une autre heure pour éviter tout ce qui pouvait surexciter les esprits.

C'est devant un véritable guet-apens que nous nous trouvons pour la troisième fois. Nous savons quel est le but, quelle est la tactique de nos ennemis ; ils n'espèrent plus avoir raison de notre foi socialiste par la séduction ou l'intimidation, ils veulent nous réduire par la faim. Entre la Préfecture, la Verrerie, la Mine, il a été convenu qu'à chacune de mes tentatives pour rendre compte de mon mandat, des bagarres seraient provoquées, que nos amis seraient arrêtés, dénoncés par une police à tout faire, livrés aux juges, condamnés par fournées, et exclus de la mine. Ainsi privés de travail et de pain, on espère qu'ils finiront par se rendre à merci, et les misérables lâches qui calculent ainsi imputeront au socialisme les misères créées par eux.

Il ne nous convient pas de servir cette tactique, et jusqu'à nouvel ordre toute manifestation, toute réunion publique sera suspendue ici. On ne fera pas de moi le pourvoyeur involontaire de la police qui nous guette, du patronat qui veut nous affamer pour nous dompter.

A l'insolence du pouvoir, il ne convient pas d'opposer de vaines tentatives. C'est le gouvernement lui-même qui vous apprend que, pour le peuple, il n'y a plus aujourd'hui qu'un recours, qu'un salut : la force.

Les violences du pouvoir préparent et justifient d'avance les violences populaires. Que les responsabilités de l'avenir retombent sur les criminels imprévoyants qui soulèvent dans toutes les consciences honnêtes la colère et le mépris !

Attendez avec calme le jour inévitable de la Révolution, et sachez bien que, si je me préoccupe d'éviter à vos militants d'inutiles souffrances et des persécutions préméditées, je serai parmi vous au premier rang pour les sérieuses et décisives batailles.

Jean Jaurès.

Et il suffisait souvent du déplacement de quelques centaines de voix pour fermer la bouche la plus éloquente du monde dont la parole retentissait dans tous les pays civilisés. Jaurès pouvait ainsi juger par ses propres aventures du scandale d'un scrutin d'arrondissement qui permet aux aspirations des petits groupes et des individus d'étouffer la voix nationale. De là son âpre combat pour le système électoral proportionnel dit R. P.

Les adversaires de Jaurès ne se contentèrent pas de le combattre par *tous les moyens* sur le terrain politique. Ils allèrent fouiller jusqu'à sa vie de famille. En 1901, la première communion de M[lle] Madeleine Jaurès leur fournit l'occasion de soulever un gros incident. Et Jaurès fut de nouveau obligé, malgré sa répugnance de s'occuper de sa personne, d'exposer publiquement sa vie intime pour faire disparaître le malentendu qui était en train de se créer entre lui et une partie de l'opinion socialiste. Il le fit d'une façon magistrale et avec fierté et dignité en publiant *Ses raisons* dans la *Petite République,* à laquelle il collaborait depuis 1893. Voici les parties essentielles de ce document d'un grand intérêt biographique :

Depuis trois mois, depuis que la presse cléricale a annoncé avec un ensemble merveilleux, et une orchestration savante, que j'avais laissé ma fille faire sa première communion, j'ai subi les outrages et les railleries triomphants des uns, l'étonnement douloureux de quelques autres. Au fait exact, nos ennemis ont donné les interprétations les plus calomnieuses; ils ont ajouté les plus jésuitiques mensonges. Ils ont dit que cet acte religieux était l'expression de ma volonté personnelle, de ma conviction personnelle, et que j'avais joué dans le Parti un rôle d'une incroyable duplicité.

C'est un mensonge.

Je suis, depuis l'adolescence, affranchi de toute religion et de tout dogme. Ils ont abusé de ce que le curé de Villefranche-d'Albigeois, par une irrégularité que j'ai signalée à l'Inspection universitaire, a fait le catéchisme paroissial, destiné à tous les enfants de la paroisse, dans un local dépendant de l'école congréganiste, pour dire que j'avais confié l'éducation de ma fille aux congrégations.

Or, je répète qu'elle n'a jamais eu que des professeurs laïques, qu'elle a toujours été élevée dans des établissements laïques, au Collège Sévigné et au Lycée Molière. Elle est, en ce moment même, au Lycée Molière.

Pour travestir aussi odieusement les faits, il a fallu tout le jé-

suitisme clérical, servi par les rancunes de l'ancien instituteur de Toulouse Lamourère, dont, comme adjoint à l'Instruction publique, j'ai refusé de subventionner, sur le budget de la ville, les mirifiques inventions!

Mais, en vérité, de quoi s'agit-il? Ce n'est pas moi seulement qui suis en cause; c'est l'immense majorité des militants. Comment donc est posé le problème?

Dans la plupart des familles de la bourgeoisie républicaine et du prolétariat socialiste, les jeunes filles ne sont ni cléricales, ni libre-penseuses. Devenues femmes et mères, elles n'entendent pas que la vie soit absorbée par une dévotion fanatique et minutieuse. Elles ont le dédain de la bigoterie et l'horreur de l'intolérance. Le mari, le père, ne croient pas et ne pratiquent pas; elles ne s'en émeuvent point. Ou elles s'intéressent peu à la politique, ou, si elles s'y intéressent, elles ne veulent point de l'invasion de l'Église dans l'État, de l'invasion du prêtre dans la famille. Elles n'accepteraient point pour leurs enfants une éducation systématique et étouffante : elles désirent qu'ils restent en contact avec toute la vie moderne. Elles ne sont donc pas cléricales.

Mais à l'exception d'un très petit nombre, toutes, ouvrières ou bourgeoises, sont restées attachées, par une partie au moins de leur pensée et de leur cœur, à la foi chrétienne, à la tradition catholique. Elles n'ont pas dit : « Non » à la croyance religieuse. Elles ne se sont pas créé, par la science et la philosophie, une autre conception de l'univers. Elles n'ont pas, hors du christianisme, tout le point d'appui de la vie morale.

A la tradition religieuse, qu'elles ne veulent ni exclusive ni intolérante, elles rattachent encore les grands événements de la vie : le mariage, la naissance des enfants, la mort. Et elles ne se croient pas le droit d'interrompre, à l'égard des enfants, la tradition avec laquelle elles-mêmes n'ont pas rompu. Qu'ils soient élevés librement, avec d'autres enfants de toute religion ou de toute irréligion, avec des maîtres qui leur apprennent à réfléchir et à penser, qui ne leur cachent rien des œuvres de l'esprit humain, des conquêtes et des hypothèses de la science! La vie et la liberté, ces grandes éducatrices, auront le dernier mot. L'enfant, habitué peu à peu à se gouverner lui-même dans l'ordre de la conscience, continuera ou abandonnera la tradition religieuse. Mais elles ne croient pas avoir le droit de l'intercepter.

Voilà l'état d'esprit d'un grand nombre de femmes catholiques en France. Elles ne sont pas à la merci du mot d'ordre de l'Eglise. Elles ne sont pas non plus affranchies du dogme.

Or, je suppose qu'un de nous, bourgeois ou prolétaire, eût épousé il y a dix ans, il y a quinze ans, vingt ans, une jeune fille ainsi élevée. Je suppose qu'au moment où il s'est marié il ne fût pas engagé dans la lutte politique et sociale, ou qu'il appartînt à un de ces partis modérés et moyens qui acceptent dans la vie privée, comme dans la vie politique et sociale les transactions. Quoique personnellement

libre-penseur, il n'a fait aucune difficulté pour se marier à l'église, il a accepté, à la constitution même de son foyer, la cérémonie religieuse. Mais si le même homme évolue personnellement vers une conception plus hardie, plus révolutionnaire de la société, du monde et de la vie, s'il est révolté par l'injustice et s'il est conduit par l'étude, par la recherche passionnée du vrai, dans le parti de la Révolution sociale ; si, dès lors, en de grandes crises de la vie nationale, il est plus violemment et plus directement aux prises avec l'Eglise : a-t-il le droit d'imposer par la force à tous les siens sa propre évolution? A-t-il le droit de ne plus tenir compte, dans l'éducation commune des enfants, des scrupules qu'au moment du mariage il a ménagés? A-t-il le droit de briser, par sa seule volonté, c'est-à-dire par la violence, la transaction qui est à la base commune de son foyer?

Voilà le problème qui est posé par la vie, non seulement à moi, mais à neuf militants sur dix. Et je sais qu'en fait, à la question ainsi posée, la plupart ont répondu comme moi.

Je plains en tout cas ceux qui, dans le trouble et l'angoisse d'un tel problème, cherchent seulement une occasion d'accabler un adversaire ou de diminuer un compagnon d'armes. J'ai répondu selon ma conscience, et si les attaques prévues, annoncées, organisées, m'avaient fait reculer ou hésiter, j'aurais été un misérable et un lâche.

Mais jamais je n'ai dit (là est la ruse cléricale et l'abominable mensonge) que c'est par la violence, dans la famille ou dans l'Etat, qu'il fallait abolir les antiques croyances, jamais je n'ai dit que les individus socialistes devaient, dans la famille, user de violence contre la conscience de la femme, de la mère, et ne lui faire aucune part. Jamais je n'ai dit que le Parti socialiste, maître de l'État, userait de violence dans l'État, pour abolir le culte traditionnel. Je n'ai jamais fait appel qu'à l'organisation graduelle de la liberté, qu'à la force intime de la science et de la raison.

Pour moi, non seulement je n'ai jamais fait appel à la violence contre des croyances, quelles qu'elles soient, mais je me suis toujours abstenu, envers les croyances religieuses, de cette forme de violence qui s'appelle l'insulte. Je ne crois pas que ce soit par les procédés hébertistes que nous viendrons à bout de la religion.

D'autres socialistes, d'autres militants, ont une autre méthode : je n'ai pas le droit de les blâmer. L'Église a façonné si savamment le joug qui pèse sur les nations, elle a si bien multiplié les prises sur l'esprit et sur la vie, que peut-être bien des hommes ont besoin d'aller jusqu'à l'outrage pour se convaincre eux-mêmes qu'ils sont affranchis. J'aime mieux pour nous tous d'autres voies de libération. Le grossier couplet de la *Carmagnole* :

Le Christ à l'écurie,
La Vierge à la voirie,

m'a toujours choqué, non pas seulement par sa grossièreté même, mais parce qu'il me semble exprimer la révolte débile et convulsive plus que la liberté de la raison.

Il serait malséant d'affaiblir les raisons de Jaurès par un commentaire superflu. Notons seulement que cet incident de sa vie privée pose le grand problème de l'accord entre la vie privée d'un socialiste et ses principes socialistes. Un socialiste, c'est un *homme nouveau* obligé de vivre dans les cadres d'une *vieille société* qu'il condamne et qu'il exécre s'il est vraiment socialiste. D'où de nombreux cas de conscience, des conflits d'ordre très douloureux. Il lui faut parfois une force extraordinaire de caractère et de raison ainsi que des circonstances extérieures très favorables pour sortir plus ou moins vainqueur d'une telle lutte. Que celui qui n'y a jamais laissé une parcelle de sa conscience et de sa foi socialiste ose jeter la pierre à un camarade qui n'a pas pu mettre en complète harmonie sa vie privée *dans le régime capitaliste* avec sa conception de la *société à venir*. Mais plus nous approchons de la réalisation de notre idéal, et plus cet accord sera non seulement désirable, mais aussi possible,

Toute la vie de Jaurès est une lutte pour la réalisation de l'idéal socialiste. C'est la vie héroïque d'un travailleur du droit, de la justice et de la vérité qui ne connaît ni trêve, ni repos. A la haine, Jaurès répond par la douceur. Il cherche à désarmer son adversaire par des arguments, par l'action, avec une patience inlassable. Il se sauve le plus souvent des misères de la lutte quotidienne, des rivalités mesquines dans les hautes sphères de la pensée et surtout dans le travail. Le travail est pour Jaurès le remède universel qui guérit tous les maux, qui fait disparaître toutes les souillures de la vulgarité. En cela aussi il est profondément socialiste. Car le socialisme, c'est le travail universalisé, la création et la fécondité universelles. Et Jaurès ne cessa jamais de féconder de son ardent travail tout ce qu'il touchait.

CHAPITRE II

Son Action parlementaire

Les interventions parlementaires de Jaurès pendant la période de 1885-1889 sont peu nombreuses et d'une importance secondaire. Elles marquent pourtant son orientation de plus en plus accentuée vers le socialisme. Le 21 octobre 1886 il prononce son premier discours important sur l'enseignement primaire. Il parle sur les droits des communes en matière d'enseignement primaire. Nous y trouvons déjà quelques idées qui domineront plus tard son action politique. « La société française, dit-il, repose non plus sur l'idée religieuse transmise et discutable, mais sur l'idée naturelle de justice acceptée par tous ». Il voit dans l'école un instrument d'éducation sociale supérieure. Elle est destinée à préparer et à inaugurer « la vie des sociétés ».

Le 8 mars 1887, il parle sur le protectionnisme. C'est à propos de ce discours que son grand ami, Gustave Rouanet, qui a su plus que tout autre l'apprécier, a écrit dans la *Revue Socialiste* (avril 1887), les lignes suivantes :

« A côté de M. Deschanel par la forme, mais bien supérieur par le fond, s'est placé M. Jaurès, dans cette discussion. Un jeune également, siégeant au centre ou aux confins de la gauche, mais dont le opinions en matière d'économie sociale dépassent certainement plus d'un extrême-gaucher qui se croit très avancé parce qu'il revendique la liberté économique.

« M. Jaurès a déposé en effet une proposition de même nature que celle de notre ami Boyer, venue après la sienne. Il a demandé au Gouvernement d'étudier les précautions à prendre pour que le bénéfice résultant des nouvelles taxes « soit assuré aux fermiers et aux ouvriers agricoles ». Le considérant unique dont cette proposition était précédée est signi-

ficatif. « Considérant, dit M. Jaurès, que sous un régime « démocratique, la protection ne peut s'exercer qu'au profit « du travail... »

« Bravo ! monsieur. Voilà de la bonne et saine politique économique. Mais savez-vous que vous frisez terriblement le socialisme, et que si vous faisiez un pas de plus dans cette voie, vous tomberiez, sautant à pieds joints par-dessus l'extrême gauche, en plein Parti socialiste, à côté de nos amis Boyer, Camélinat, Planteau, Basly, Gilly, Millerand, Michelin ? Que nos lecteurs en jugent par ce passage de votre discours : « Je déclare que je ne suis pas un ennemi du « régime protecteur ; non seulement je reconnais, avec beau- « coup de mes collègues, qu'il peut être bon de déroger aux « principes du libre échange, mais j'ai la conviction absolue « que la protection, entendue d'une certaine manière, répond « aux exigences de l'idée démocratique. Seulement, *il faut « qu'elle soit entourée de certaines précautions, qu'elle soit « complétée par certaines mesures de justice sociale* ». Au profit du travailleur dépouillé par les lois spoliatrices antérieures ? — Si oui, monsieur, si ces « mesures de justice « sociale » doivent, dans notre pensée, être des mesures réparatrices en faveur du travail jusqu'à ce jour exploité, sur quelque banc que vous siégiez, soyez le bienvenu dans Elseneur ! Vous êtes des nôtres. »

Rien à ajouter à ces prophétiques paroles d'un ami à la fois bienveillant et clairvoyant, qui lui fut fidèle durant toute sa vie.

Dans ce discours Jaurès dénonce également la grande propriété comme ayant pour « tactique constante » de s'abriter derrière la petite propriété. Par l'exemple du Loiret, où 35 0/0 du sol sont occupés par des propriétés au-dessus de 100 hectares, il démontre que le protectionnisme est réclamé pour la grande proppriété foncière.

Au sujet de la classe ouvrière, l'orateur s'exprime en ces termes : « L'ouvrier, quand il a une petite épargne, quand il est assuré du lendemain et du surlendemain, discute son salaire, il se défend ; mais quand la famine est à la maison, il ne se défend plus, il se livre » :

On voit que déjà en 1887, le Jaurès du « centre gauche » tient un langage digne d'un socialiste éclairé.

Les 17 et 24 juin et le 8 juillet Jaurès traite la question des délégués mineurs. Ses paroles témoignent que Jaurès comprend à cette époque toute la portée du problème social et qu'il a des préférences socialistes. Il dit : « Je ne prétends pas, je ne peux pas prétendre que nous ayons touché au centre, au cœur même du problème social. Non; tant que les sociétés n'auront pas réglé l'avènement du prolétariat à la puissance économique, tant qu'elles le laisseront à l'état d'agent extérieur et mécanique, tant qu'il ne pourra pas intervenir, pour sa juste part, dans la répartition du travail et des produits du travail, tant que les relations économiques seront réglées par le hasard et la force, beaucoup plus que par la raison et l'équité, ayant *pour organes de puissantes Fédérations de travailleurs libres et solidaires*, tant que la puissance brute du capital déchaînée dans les sociétés comme une force naturelle ne sera pas disciplinée par le travail, par la science, par la justice, nous aurons beau accumuler les lois d'assistance et de prévoyance, nous n'aurons pas atteint le cœur même du problème social. »

Il est caractéristique que Jaurès parle déjà en 1887 « des puissantes Fédérations de travailleurs ». Plus tard sa pensée se précisera pour aboutir à la reconnaissance de la valeur socialiste des Syndicats.

Nous notons également dans cette première esquisse — un peu vague — de la pensée socialiste de Jaurès la claire compréhension du lien existant entre « la liberté républicaine » et « toutes les hautes formules de l'organisation sociale ». Il dit avec chaleur : « Il y aurait eu folie, il y aurait eu peut-être trahison à jeter d'emblée dans le sillon des servitudes antiques les semences de l'avenir ». Il croit que « pour préparer l'émancipation du producteur, il faut d'abord émanciper l'homme par l'éducation, le citoyen par la pratique de la liberté ». Ainsi dès l'origine de sa carrière politique Jaurès préconise, en les liant ensemble, les trois formes essentielles de l'action socialiste : action laïque, action républicaine et action sociale. Tout le programme de la vie de Jaurès est là.

Le 11 février 1889, Jaurès disait aux députés :

« Vous voulez revenir vous asseoir, en bons bourgeois, au foyer patriarcal de l'arrondissement ». Il frappait juste. C'était à la veille des élections. Et c'est avant tout à sa réélection que tout député pense naturellement. L'*Officiel* note : « Mouvements divers », tandis que le bon Camille Pelletan envoie à Jaurès un radical « Très bien ! ».

Attentif à l'évolution des esprits, l'orateur prévient les arrondissementiers que le mécontentement se répand parmi les masses, que des politiciens de village aimeraient mieux voir « Vaillant que Joffrin », c'est-à-dire que les sympathies populaires vont aux intransigeants. Il signale, entre autres, l'influence de la presse à un sou, qui a passé et repassé le pays « comme une charrue à vapeur, coupant dans la racine les vieilles influences locales, creusant en tous sens des sillons nouveaux où des idées plus générales ont germé ».

S'élevant au-dessus des misères et des préoccupations électorales, Jaurès réclame une politique républicaine « offensive ». Il adresse au parti républicain ces paroles significatives : « Est-ce que le génie de la Révolution française est épuisé ? Est-ce que vous ne trouverez pas dans la pensée de la Révolution le moyen de faire face à toutes les questions qui se dressent, à tous les problèmes qui se posent ? Est-ce que la Révolution n'a pas gardé une vertu immortelle, qui pourra faire face à toutes les changeantes difficultés au milieu desquelles nous marchons ? »

La Chambre fit la sourde oreille. En supprimant le scrutin de liste, elle préféra « l'expédient électoral » dénoncé par Jaurès. Croyant de bonne foi sauver la République, elle sauva avant tout le système arrondissementier que Jaurès combattra plus tard dans sa campagne ardente pour la Représentation Proportionnelle.

Jaurès arrivait au terme de son mandat en 1889. Il ne se représenta pas aux élections générales du mois d'août de cette année.

A la suite de la grève de Carmaux, M. de Solages, député réactionnaire de la deuxième circonscription d'Albi, donne sa démission. Il est remplacé le 20 janvier 1893 par Jaurès

qui est élu, au scrutin de ballottage, par 5,317 voix contre 4,843 à M. Héral, républicain.

Le 8 février 1893, l'orateur socialiste prend la parole pour tirer du Panama quelques enseignements d'ordre social. Il fait observer que « dans l'ordre social actuel, avec le tour nouveau qu'ont pris les entreprises et les affaires, il est impossible de discerner sûrement l'honnêteté de la malhonnêteté, l'entreprise loyale de l'escroquerie ». Plus tard il reviendra sur ce même scandale à propos du vote des lois scélérates; il prononcera le 24 juillet 1894 les célèbres paroles : « Et le jour où le même navire emportera vers les terres fiévreuses de la relégation le politicien véreux et l'anarchiste meurtrier, ils pourront lier conversation : ils s'apparaîtront l'un à l'autre comme les deux aspects complémentaires d'un même ordre social ».

Les interventions les plus importantes de Jaurès pendant la législature 1893-1898 furent ses discours sur la question agraire, qui sont de véritables monographies. Les 17 et 20 février il parle de la crise agricole qu'il fait procéder de « l'impuissance constatée de la politique douanière et des mesures protectionnistes » ainsi que des excès de la spéculation.

Mais avant tout Jaurès tient à rendre responsable de la crise agricole le régime capitaliste lui-même, « l'appropriation individuelle des grands moyens de production et d'échange », la « concurrence universelle de producteur à producteur, la lutte économique d'homme à homme ». (« C'est la loi du progrès », interrompt M. Delcassé.) La protection et le libre échange sont des phénomènes relatifs et provisoires, comme la société capitaliste elle-même. Jaurès propose le monopole du blé par l'Etat. Quelques journalistes spirituels l'accusent de recommencer ce que faisait, en Egypte, Joseph pour le compte des Pharaons... Jaurès raille à son tour ses contradicteurs : « Je ne savais pas que dans notre société judéo-chrétienne la Bible fût à ce point une puissance surannée ». Joseph n'est plus un humble sujet : il s'est élevé peu à peu au-dessus de l'Etat. Il fait le commerce international des blés non au profit de son maître, mais au sien. « Il a cessé d'immobiliser ses douze frères dans une seule cour orien-

tale; il les a distribués dans tous les pays du globe; il en a fait de grands commerçants, de grands banquiers, des spéculateurs, et, quand il a pu, aussi *des ministres* ».

Aux moralistes bourgeois à la Jules Roche, Jaurès adresse cette apostrophe: « Non, il ne suffit pas d'apporter une sorte de prédication philanthropique ou morale à cette société; il faut encore que cette société elle-même ne soit pas en contradiction brutale avec les leçons de morale qu'elle fait répandre par ses pédagogues officiels ». Jaurès considère sa proposition (contresignée par MM. Vaillant, Sembat, Millerand, Viviani et autres) comme « une des propositions nombreuses qui se produiront successivement (à la Chambre) et par lesquelles l'oligarchie capitaliste qui s'est emparée de notre société sera battue en brèche » par les socialistes.

C'était alors le grand combat socialiste que, de Millerand à Jaurès, en passant par Jules Guesde, les députés socialistes, unis dans l'action sinon dans la doctrine, menaient à la Chambre au jour le jour. Leur phalange, relativement peu nombreuse — une quarantaine! — a grandi singulièrement dans ce combat incessant pour les principes socialistes. Elle a montré que l'action socialiste est possible au Parlement, si on le veut bien. Ces batailles parlementaires eurent un écho retentissant au dehors et firent une œuvre admirable de recrutement. Le socialisme n'avait qu'à continuer.

Le socialisme se dressait alors de toute sa noble hauteur et contre la réaction politique et contre la réaction économique. Les Méline, les Barthou et les Dupuy passèrent de mauvais quarts d'heure. Jaurès s'écrie, le 21 novembre 1893 en face du cabinet de M. Charles Dupuy: « Toutes les paroles, toutes les attitudes du Gouvernement nous signifient la guerre ». Et il déclare à la majorité bourgeoise que le socialisme n'est pas « un fantôme », mais est déterminé tout à la fois par la forme de la production dans le monde contemporain et par l'état des sociétés politiques, et tient tout ensemble au cœur même des choses et aux entrailles du prolétariat. Lorsqu'on aura dompté le prolétariat sur un point, il se relèvera sur un autre. On obtiendra peut-être un silence momentané, mais on n'obtiendra pas la résignation.

Pendant la période 1893-1898, Jaurès utilisait la tribune

parlementaire pour faire entendre au pays tout entier la parole socialiste. Parmi les discours qu'il prononce, il y en a un qui est un véritable acte historique. C'est celui du 21 décembre 1893 où se trouve la célèbre phrase si souvent citée sur l'interruption « de la vieille chanson qui berçait la misère humaine ». Il y a pourtant dans ce discours autre chose de plus important qu'une heureuse trouvaille oratoire : un exposé admirable de la conception socialiste. Jaurès, en homme politique expérimenté et habile, commence par une attaque directe contre la légende de meneurs ambitieux qui auraient provoqué artificiellement le mouvement socialiste. Tout le passage est à citer. Il est instructif au plus haut degré. Le voici :

En vérité, vous êtes dans un état d'esprit étrange. (*Exclamations au centre.*) Vous avez voulu faire des lois d'instruction pour le peuple; vous avez voulu, par la presse libre, par l'école, par les réunions libres, multiplier pour lui toutes les excitations et tous les éveils. Vous ne supposiez pas, probablement, que dans le prolétariat tous au même degré fussent animés par ce mouvement d'émancipation intellectuelle que vous vouliez produire. Il était inévitable que quelques individualités plus énergiques vibrassent d'une vibration plus forte. Et parce que ces individualités, au lieu de se séparer du peuple, restent avec lui et en lui pour lutter avec lui, parce qu'au lieu d'aller mendier je ne sais quelles misérables complaisances auprès du capital soupçonneux, ces hommes restent dans le peuple pour préparer l'émancipation générale de la classe dont ils sont, vous croyez les flétrir et vous voulez les traquer par l'artifice de vos lois !

Savez-vous où sont les meneurs, où sont les excitateurs ? Ils ne sont ni parmi ces ouvriers qui organisent les Syndicats que vous voulez sournoisement dissoudre, ni parmi les théoriciens, ni parmi les propagandistes du socialisme; non, les principaux meneurs, les principaux excitateurs, ils sont d'abord parmi les capitalistes eux-mêmes, mais ils sont dans la majorité gouvernementale elle-même. (*Applaudissements à l'extrême gauche. — Protestations au centre.*)

Ah ! messieurs, c'est un singulier aveuglement que le vôtre, d'attribuer à quelques hommes l'évolution universelle qui se produit. N'êtes-vous pas frappés par l'universalité du mouvement socialiste ? Partout, dans tous les pays du monde, il éclate à la même heure. Vous ne pouvez depuis dix ans faire l'histoire de la Belgique, de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche, sans faire l'histoire du parti socialiste. Il en est de même des Etats-Unis, de l'Australie et même de cette Angleterre qui était, selon vous, le refuge de l'individualisme; voilà que les trade unions entrent dans le mouvement socialiste; voilà qu'elles renoncent à faire simplement une agitation professionnelle,

voilà qu'elles entrent dans l'action politique; elles ne s'enferment plus dans leur île, elles prennent part à tous les Congrès internationaux; elles ne veulent plus simplement constituer une aristocratie ouvrière, se créer dans l'ordre capitaliste des avantages particuliers; elles s'ouvrent à tous les métiers, aux plus misérables, à ceux qu'on appelait disqualifiés : c'est l'idée socialiste qui s'affirme dans ce pays prétendu individualiste. Ce sont les formules mêmes du socialisme qui ont eté récemment promulguées par le Congrès des trade unions de Belfast, et sous la pression de l'idée socialiste en Angleterre, on voit le Gouvernement libéral obligé de proposer des lois sociales; on le voit intervenant dans les conflits entre le capital et le travail, non pas, comme les ministres de la République française, pour écraser les travailleurs... (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche et à l'extrémité droite de la salle*), mais pour amener une trêve honorable qui calme, au moins momentanément, la fermentation des haines.

Et c'est devant ce mouvement universel qui entraîne à la fois les peuples les plus divers, quels que soient le climat, le régime politique et la race, que vous venez parler de quelques excitations isolées ! Mais vous faites trop d'honneur, monsieur le président du Conseil, à ceux que vous accusez; vous donnez trop de puissance à ceux que vous appelez les meneurs. Il ne dépend pas d'eux de déchaîner un mouvement aussi vaste, et il ne suffit pas du souffle débile de quelques bouches humaines pour soulever cette houle du prolétariat universel. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Non, messieurs, la vérité c'est que ce mouvement sort des profondeurs mêmes des choses; c'est qu'il sort d'innombrables souffrances, qui jusqu'ici ne s'étaient point concertées, mais qui ont trouvé dans une formule libératrice leur point de ralliement. La vérité, c'est qu'en France même, dans notre France républicaine, le mouvement socialiste est sorti tout à la fois de la République, que vous avez fondée, et du régime économique qui se développe dans le pays depuis un demi-siècle.

Vous avez fait la République, et c'est votre honneur; vous l'avez faite inattaquable, vous l'avez faite indestructible, mais par là vous avez institué entre l'ordre politique et l'ordre économique dans notre pays une intolérable contradiction.

M. René Goblet. — Très bien !

M. Jaurès. — Dans l'ordre politique, la nation est souveraine et elle a brisé toutes les oligarchies du passé; dans l'ordre économique la nation est soumise à beaucoup de ces oligarchies, et, entre parenthèses, monsieur le président du Conseil, il ne suffisait pas de dire à la Chambre, ce qu'elle sait amplement sans vous, que la question de la Banque de France se posera devant elle; il fallait lui dire de quelle façon le Gouvernement entendait qu'elle fût résolue. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à l'extrémité droite de la salle.*)

Oui, par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, qui trouve son expression définitive et logique dans la République, vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de

rois. C'est d'eux, c'est de leur volonté souveraine qu'émanent les lois et le Gouvernement ; ils révoquent, ils changent leurs mandataires, les législateurs et les ministres ; mais au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est dans l'ordre économique réduit à une sorte de servage.

Oui ! au moment où il peut chasser les ministres du Pouvoir il est, lui, sans garantie aucune et sans lendemain, chassé de l'atelier. Son travail n'est plus qu'une marchandise que les détenteurs du capital acceptent ou refusent à leur gré.

Il peut être chassé de l'atelier, il ne collabore pas aux règlements d'atelier qui deviennent tous les jours plus sévères et plus captieux, et qui sont faits sans lui et contre lui.

Il est la proie de tous les hasards, de toutes les servitudes, et à tout moment, le roi de l'ordre politique peut être jeté dans la rue ; à tout moment, s'il veut exercer son droit légal de coalition pour défendre son salaire, il peut se voir refuser tout travail, tout salaire, toute existence, par la coalition des grandes Compagnies minières. Et tandis que les travailleurs n'ont plus à payer, dans l'ordre politique, une liste civile de quelques millions aux souverains que vous avez détrônés, ils sont obligés de prélever sur leur travail une liste civile de plusieurs milliards pour rémunérer les oligarchies oisives qui sont les souveraines du travail national. (*Applaudissements répétés sur plusieurs bancs à l'extrême gauche et à l'extrême droite de la salle.*)

Et c'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente, c'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici; c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme il est souverain dans l'ordre politique; c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain. C'est la République qui est le grand excitateur, c'est la République qui est le grand meneur : traduisez-la donc devant vos gendarmes! (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Et puis, vous avez fait des lois d'instruction. Dès lors, comment voulez-vous qu'à l'émancipation politique ne vienne pas s'ajouter, pour les travailleurs, l'émancipation sociale quand vous avez préparé et décrété vous-mêmes leur émancipation intellectuelle? Car vous n'avez pas voulu seulement que l'instruction fût universelle et obligatoire : vous avez voulu aussi qu'elle fût laïque, et vous avez bien fait. (*Marques d'assentiment sur divers bancs. — Bruit au centre.*)

M. Adolphe TURREL. — Monsieur l'abbé Lemire ne vous applaudit pas au mot « laïque » tandis qu'il vous applaudissait tout à l'heure. (*Bruit.*)

M. Louis JOURDAN. — Dans tous les cas, il donne un exemple qui n'est malheureusement pas assez suivi. Il faudrait en voir beaucoup comme lui. (*Bruit.*)

Jaurès. — Vous n'avez pas, comme vous en accusent souvent des adversaires passionnés, ruiné les croyances chrétiennes, et ce n'était pas votre objet. Vous vous proposiez simplement d'instituer dans vos écoles une éducation rationnelle. Ce n'est pas vous qui avez ruiné les croyances d'autrefois; elles ont été ruinées bien avant vous, par les développements de la critique, par la conception positive et naturaliste du monde, par la connaissance et la pratique d'autres civilisations, d'autres religions, dans l'horizon humain élargi. Ce n'est pas vous qui avez rompu les liens vivants du christianisme et de la conscience moderne; ils étaient rompus avant vous. Mais ce que vous avez fait, en décrétant l'instruction purement rationnelle, ce que vous avez proclamé, c'est que la seule raison suffisait à tous les hommes pour la conduite de leur vie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs à l'extrémité gauche et à l'extrémité droite de la salle.*)

M. Lemire. — Très bien! très bien!

M. Ferdinand Ramel. — Vous oubliez, monsieur Jaurès, qu'en décrétant l'instruction laïque, vous avez violé la liberté dont vous parliez tout à l'heure.

Jaurès. — Par là même vous avez mis en harmonie l'éducation populaire avec les résultats de la pensée moderne; vous avez définitivement arraché le peuple à la tutelle de l'Église et du dogme; vous avez rompu, non pas les liens vivants dont je parlais tout à l'heure, mais les liens de passivité, d'habitude, de tradition et de routine qui subsistaient encore.

Mais qu'avez-vous fait par là? Ah! je le sais bien, ce n'était qu'une habitude et non pas une croyance qui survivait encore en un grand nombre d'esprits; mais cette habitude était, pour quelques-uns tout au moins, un calmant et un consolant. *Eh bien! vous, vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine...* (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*) et la misère humaine s'est réveillée avec des cris, elle s'est dressée devant vous, et elle réclame aujourd'hui sa place, sa large place au soleil du monde naturel, le seul que vous n'ayez point pâli.

De même que la terre perd, par le rayonnement nocturne, une partie de la chaleur que le jour y a accumulée, une part de l'énergie populaire se dissipait par le rayonnement religieux dans le vide sans fond de l'espace.

Or, vous avez arrêté ce rayonnement religieux, et vous avez ainsi concentré dans les revendications immédiates, dans les revendications sociales, tout le feu de la pensée, toute l'ardeur du désir; c'est vous qui avez élevé la température révolutionnaire du prolétariat, et si vous vous épouvantez aujourd'hui, c'est devant votre œuvre! (*Applaudissements à l'extrême gauche et à droite.*)

Ici nous avons la manière parlementaire et le secret du succès de Jaurès. Il part de prémisses acceptées, pour la

plupart, par l'auditoire, et il en déduit, avec une logique impeccable et dans un langage harmonieux et passionné, bien ordonné et riche d'images, toutes les conséquences. Il s'adresse à la démocratie, aux républicains, aux libre-penseurs et leur dit : Vous avez fondé la démocratie, la République, la laïcité. Soyez logiques, allez jusqu'au bout, et vous serez forcément socialistes. L'auditeur est surpris, ébloui, convaincu pour le moment, quitte à se reprendre ensuite sous la pression de son intérêt de classe.

Jaurès est un des rares orateurs dont les discours publiés ne perdent rien de leur intérêt. Il y a trois catégories d'orateurs. Les uns s'adressent de préférence aux sentiments. Ils pratiquent *l'éloquence émotive de sentiment.* Les autres cherchent à nous persuader par *l'éloquence de la raison,* des chiffres et des faits. Enfin il y a des orateurs qui nous charment par la belle ordonnance des périodes et la magnificence d'une langue harmonieuse. Jaurès réunit en lui toutes ces qualités. C'est l'orateur parfait, intégral. Même lorsqu'il improvise, il ne parle que de choses qu'il a étudiées à fond. Il s'adresse tout ensemble à la raison, aux sentiments et à l'oreille. Il est un artiste doublé d'un savant et d'un homme d'Etat. Plein de vigueur et de passion, il se possède pleinement. Il ne dit que ce qu'il veut et doit dire. Ses pensées se suivent et forment un tout harmonieux. Il ne s'interrompt pas à chaque instant, comme Gambetta, dont les discours, selon M. Joseph Reinach, qui, dans *Gambetta orateur,* leur consacre une étude spéciale, présentent une série « de parenthèses ». C'est un véritable athlète de la tribune. Il crie, il tonne, il tempête, il empoigne, il emporte l'auditeur, mais il ne cesse pas en même temps de l'éclairer et de l'instruire. L'orateur ne fait pas disparaître le professeur ou le propagandiste. Malgré sa voix monotone qui n'a rien d'agréable, mais qui agit plutôt comme une force élémentaire, il ne cesse pas d'intéresser. On sent la sincérité, la solidité, la vérité de tout ce qu'il dit. Si le débit est sans variété et dépourvu d'artifice, le caractère du discours change à chaque instant. De claires et fines pensées alternent avec des images somptueuses. Des faits intéressants s'accumulent et viennent en foule au secours des idées développées par l'orateur avec une véhé-

mence et une passion qui se communiquent à l'auditoire, qui l'électrisent et l'élèvent au-dessus de toute vulgarité.

Au milieu des périodes enflammées et pourtant bien ordonnées, un trait d'ironie délicieuse et de gaîté charmante éclate et brille comme un éclair au milieu de l'orage. Une douce chaleur de bonté réelle et de bonne humeur pénètre toutes les paroles de l'orateur. Tantôt les pensées paraissent descendre d'une grande hauteur, tantôt elles jettent une masse de lumière éblouissante sur des problèmes en apparence inextricables. Toutes les cordes de l'âme de l'auditeur vibrent à l'unisson de la parole à la fois passionnée et précise, véhémente et mesurée de l'orateur : on est emporté, édifié et charmé. On éprouve un besoin physique d'applaudir et d'exalter le noble, le grand tribun. On se sent en présence d'une force extraordinaire, d'une force supérieure, d'une force de bonté et de clarté, en présence « d'un diable d'homme », comme disait Paul Lafargue. Un courant d'amitié, de cordialité, s'établit entre l'orateur et son auditoire. Et on sort meilleur de la salle où Jaurès vient de répandre les flots sonores et limpides de sa vigoureuse et saine éloquence. Après l'avoir entendu, on voudrait être l'ami, le frère de tout ce qui vit et qui souffre. On semble être revenu d'un voyage à travers un pays idéal d'éternelle beauté, d'éternelle justice. Ces mots qui ont perdu leur fraîcheur par l'usage — et l'abus — reprennent, après avoir passé par la bouche d'or du grand orateur, leur sens sublime, *leur sens plein*...

Si Jaurès savait aimer, il savait également haïr : la haine du mal est un effet fatal de la passion pour le bien.

Le procès intenté à son ami Gérault-Richard à la suite d'un article de ce dernier contre Casimir-Perier date de cette période de combat parlementaire, en est la suite logique. Ce procès nous montre Jaurès dans le rôle de justicier, flétrissant l'orgueil et la vanité des privilégiés, dénonçant leur origine ténébreuse et inique. C'est une belle page d'histoire sociale et politique, que nous tenons à donner aussi complètement que possible.

Le 5 novembre 1894, Gérault-Richard passe devant les assises de la Seine pour un article outrageant contre Casimir-

Perier, Président de la République, publié dans le *Chambard*. Voici quelques passages, des plus modérés, de cet article :

A bas Casimir!

Casimir-Perier a raison de haïr le peuple. Rarement il aura fait un placement aussi avantageux, car sa haine lui est rendue au centuple.

Cela ne peut que flatter les instincts ataviques d'un petit-fils d'usurier.

Si vive lui est l'impression de son impopularité, qu'il n'ose se montrer aux foules qu'encadré d'escadrons épais, à travers les grilles d'acier des sabres, couvert à l'avant et derrière d'opaques nuées de mouchards.

Il passe en train de poste, saluant les badauds qui ne le saluent pas, souriant à des visages moroses ou dégoûtés.

Depuis Guizot, nul homme politique n'assuma pareille antipathie. Il a même sur l'outrancier de l'enrichissement, l'avantage de la rapidité.

A peine élu Président, il ressentit ce qu'un psychologue de l'amour appellerait le coup de foudre inverse. Oh! le vilain moineau! s'écriaient les passants raccrochés par ses photographies outrageusement copieuses, qui battent le quart au coin des rues.

Sale tête! disaient entre deux coups de sifflet les gavroches, à la grande colère des policiers.

Casimir commit la première faute de vouloir se faire aimer de force. Ceux qui lui contestèrent sa beauté physique, dont il se montre si fier, se virent appréhendés, jetés au violon où ils passèrent quelques heures et à tabac, ce qui n'est point suggestif d'amitié.

Jaurès explique aux juges les raisons qui l'ont déterminé à prendre la défense de Gérault-Richard.

Le mandat que j'ai accepté, après quelques hésitations bien naturelles, et que vous comprenez sans peine, mais bien courtes aussi, je l'ai accepté pour revendiquer devant vous la responsabilité morale de vives, mais justes et nécessaires polémiques, que l'on essaye en vain de frapper et de flétrir; et c'est sans crainte que je suis devant vous.

Il ne s'agit point ici de difficultés juridiques ou de subtilités d'interprétation. Si je ne porte pas la robe de l'avocat, vous ne portez pas non plus la robe du juge; mais il suffit que les uns et les autres nous soyons des citoyens libres, cherchant dans la loi républicaine non la lettre morte dont Monsieur l'avocat général veut abuser pour une œuvre de servitude, mais l'esprit vivant, qui est liberté.

Vous avez dit que le titre « A bas Casimir! » constituait un outrage. Pourquoi donc? Est-ce que par hasard on s'offenserait,

pour la majesté présidentielle, de la familiarité de cette appellation? Mais vous savez bien que ce sont les journaux officieux, les journaux amis qui, pour expliquer le silence des citoyens sur le passage du Président, ont prétendu que son nom était trop long à prononcer. Ils ont dit que le peuple ne pouvait pas se risquer dans des appellations à perdre haleine, et que de peur d'épuiser son souffle, il était obligé de réprimer son enthousiasme. Gérault-Richard a été plus hardi : il s'est risqué sur ce nom épuisant, et si, à court de souffle, il s'est arrêté à moitié chemin, ce n'est en vérité pas un crime. D'ailleurs, vous savez bien que c'est par leur prénom qu'on appelle les rois. Je vous rappelle surtout que le prénom de Casimir a cessé d'être un prénom, et que depuis deux générations, il a été pieusement incorporé au nom de famille pour que l'orléanisme autoritaire, avide, égoïste et sanglant de l'aïeul fût désormais le patrimoine impérissable des Perier.

Est-ce parce que nous avons écrit les mots « A bas! » devant le prénom ou devant le nom, que le titre de l'article contient un outrage?

Mais je comprends, à la rigueur, que si ce cri avait été poussé dans la rue pour provoquer sur le passage du Président un attroupement hostile ou une manifestation tapageuse, je comprends, dis-je, qu'il soit poursuivi. Mais si l'on prend l'article dans son sens littéral et dans le sens politique que lui donne son auteur, quand il termine par ces mots : « A bas Casimir! c'est-à-dire Vive la République des travailleurs! » il est clair que ce cri ne signifie qu'une chose : c'est que dans notre pays, les vrais démocrates et les vrais républicains souhaitent et préparent la chute du Président Perier. Et c'est leur droit.

Nous étions à l'époque des bombes anarchistes et des lois scélérates, digne réponse de l'anarchie au pouvoir à l'anarchie d'en bas. Et Jaurès explique admirablement le secret de la fortune politique de Casimir-Perier.

« A l'heure où des républicains traîtres à leur passé veulent neutraliser l'effet des lois républicaines, votées par eux-mêmes; à l'heure où les privilégiés s'émeuvent et s'inquiètent des progrès de la démocratie ouvrière et de la démocratie paysanne; à l'heure où le haut capital se sent menacé par les revendications sociales et par les scandales qui pullulent en lui comme dans un organisme décomposé, on cherche autour de soi des hommes de combat et de résistance. Et l'on voit que presque tous sont usés, tarés ou flétris; mais un nom reste : le nom d'un ministre de la monarchie bourgeoise, qui a élevé sa fortune sur la misère des

salariés, qui a écrasé dans le sang les revendications ouvrières, qui a chassé de la République de 1830 l'esprit républicain. Le nom de ce ministre est en même temps le nom d'un grand banquier, qui a trafiqué, agioté et spéculé, pour les spéculations duquel on espère cette prescription suprême qu'on appelle l'oubli. En sorte que pour l'œuvre de réaction politique et sociale et pour la revanche impatiemment attendue des improbités menacées, on aura un nom significatif, mais moins discrédité que ceux sur lesquels sont passés les scandales d'hier.

« Et alors on va à l'homme qui porte ce nom et on lui dit : Soyez, comme un autre Perier, le maître des hommes de France, pour devenir à votre tour notre serviteur et notre instrument. Et il se trouve que, depuis quelques années, cet homme se préparait précisément à ce rôle et qu'il s'appliquait à se façonner sur la statue du grand aïeul. »

Après avoir expliqué ainsi la fortune politique de l'adversaire de son client, Jaurès montre l'origine des richesses de la famille Perier. Il profite d'un interruption maladroite du Président de la Cour pour faire une réponse d'une cruauté inouïe.

Casimir Perier, futur ministre de Louis-Philippe, essayera de jouer un rôle à la cour de Charles X avant de s'emparer de la Monarchie de Juillet; de même que plus tard encore le Président actuel de la République attendra entre des marquises et des duchesses l'ouverture de la succession présidentielle, Claude Perier achète la survivance d'une charge de conseiller à la cour de Grenoble, afin de s'anoblir. Puis, comme le décès tarde et comme la vacance se fait attendre et que le sol commence à trembler, Claude Perier prête une salle de son château aux Etats du Dauphiné qui préludaient à la Révolution bourgeoise. Eternelle race de traitants qui n'ont même pas la fierté des pouvoirs nouveaux, et qui ne se mêlent aux révolutions de la bourgeoisie que parce qu'ils n'ont pu réussir à faire reluire en noblesse traditionnelle leur fortune d'hier!

L'orateur emploie, pour flétrir certains procédés de la famille Perier, un terme énergique. Le Président l'interrompt en lui disant : Monsieur Jaurès, vous allez trop loin. Vous avez fait jusqu'à présent le procès de la famille Perier et vos dernières comparaisons dépassent toutes les bornes :

vous comparez la maison du Président de la République à une maison de débauche...

JAURÈS. — Je ne la compare pas, je la mets au-dessous.

Il y a à Lyon des ouvriers qui gagnent dix-huit sous par jour pour dix-huit heures de travail, et il se trouve que dans une réunion de prud'hommes patrons et prud'hommes ouvriers, présidée par le général et par le préfet, un tarif de salaires a été élaboré d'un commun accord entre les ouvriers et les patrons. Mais Casimir-Perier n'admet pas que les ouvriers puissent intervenir dans la fixation des salaires et produire ainsi une diminution du dividende. Il envoie alors au préfet et au général l'ordre de briser le tarif convenu. Il déchaîne ainsi à Lyon un commencement de révolution qui est réprimé à coups de fusil. En faisant ainsi tirer sur les ouvriers de Lyon, il savait qu'il faisait tirer sur ses propres ouvriers, sur les droits, sur les espérances du prolétariat.

Gérault-Richard fut acquitté. Quelques jours après, Casimir-Perier démissionna. C'était une victoire socialiste. La réputation de Jaurès comme grand tribun fut depuis solidement assise.

En 1898, Jaurès ne fut pas réélu. Il rentra à la Chambre en 1902, où il siégea jusqu'à la fin de sa vie.

C'est la période la plus féconde de la troisième République. La vie de Jaurès pendant cette période est un incessant combat pour la justice, pour la démocratie, pour la laïcité et pour les réformes sociales.

Nous ne pouvons, dans les cadres de notre travail, donner qu'une esquisse incomplète des moments décisifs de cette lutte féconde et glorieuse.

CHAPITRE III

L'Affaire Dreyfus

L'Affaire Dreyfus fut à la fois une épopée morale, un drame national, une tragédie politique sans cesser d'être, par certains côtés, un mélodrame populaire. Quelques comparses d'ordre secondaire (Bertillon, du Paty de Clam, dit « la Dame voilée » et Q. de Beaurepaire) menaçaient de la transformer en une farce tragi-comique. Mais les souffrances atroces d'un innocent et les passions idéologiques et politiques lui ont conservé jusqu'à la fin son caractère sérieux. Elle a mis en mouvement tout un monde d'idées, de passions et d'intérêts. Les partis, les familles, la France elle-même, se sont divisés en deux camps : revisionnistes et antirevisionnistes, dreyfusards et antidreyfusards. L'historien qui n'a pas vécu les poignantes péripéties de la lutte aura de la peine à déchiffrer le sens exact de ces dénominations.

Nous avons appelé l'Affaire Dreyfus une épopée morale. Il faut avoir vécu cette époque pour sentir la vérité de ce mot. Des hommes parmi les plus éminents, aux consciences délicates, traversaient de véritables crises morales avant de se décider à « libérer leur conscience », comme on disait alors. Un de ces hommes, M. Gabriel Séailles, a donné, dans sa déposition écrite au procès Zola une expression vivante de cet état d'âme chez une catégorie assez nombreuse d'intellectuels.

Comment j'ai été amené à signer la protestation ? Le voici : Je venais de corriger une leçon de morale. J'avais dit à ces jeunes gens ce que tous, j'en suis assuré, vous voulez qu'on leur dise : que la personne humaine est sacrée ; que la justice n'est pas une servante qu'on sonne quand on a besoin de ses services... Je suis rentré dans mon cabinet. Un étudiant m'a apporté une pétition. J'ai signé. Notre enseignement serait sans autorité si nous n'étions pas prêts à le confirmer par nos actes.

(J. Reinach, *Histoire*, t. III p. 406.)

L'Affaire Dreyfus — ou tout simplement l'*Affaire* — touchait directement l'armée. De grands chefs ont commis la faute de solidariser leur honneur et celui de l'armée avec une erreur judiciaire à la base de laquelle il y avait un faux matériel. Cette solidarité — six ou sept ministres de la Guerre affirmaient solennellement la culpabilité de Dreyfus — a transformé une affaire judiciaire en un drame national. Les nationalistes affectaient de croire — et cherchaient à faire croire à la nation — que l'Affaire Dreyfus allait déchaîner des complications extérieures, une catastrophe nationale.

Elle fut une tragédie politique, car elle a irrémédiablement compromis — politiquement et moralement — tous les partis de la réaction qui ont lié leur fortune à un crime judiciaire. De l'Affaire Dreyfus est sortie, comme d'une source immédiate, l'action précipitée de la laïcisation et de la démocratisation de la France pendant toute la période des ministères les plus démocrates que ce pays ait connus : ceux de Waldeck-Rousseau-Millerand et Combes.

Nous ne pouvons pas exposer ici toute l'histoire de cette Affaire extraordinaire. Mais nous donnerons quelques documents décisifs qui font ressortir le rôle de Jaurès. C'est dans cette Affaire qu'il a développé avec le plus d'éclat toutes ses merveilleuses qualités d'homme d'Etat, d'orateur, d'agitateur de l'opinion populaire et surtout d'homme de cœur et de sens droit.

C'est le 13 janvier 1898 que parut dans l'*Aurore* — à la suite d'une campagne préalable de Bernard Lazare — la lettre de Zola, son fameux *J'accuse,* qui fut le point de départ d'un véritable bouleversement de la conscience universelle dans toutes les parties du monde. Voici la conclusion de cette lettre adressée au Président de la République :

. . . .

J'accuse le lieutenant-colonel du Paty de Clam d'avoir été l'ouvrier diabolique de l'erreur judiciaire, en inconscient, je veux le croire, et d'avoir ensuite défendu son œuvre néfaste, depuis trois ans, par les machinations les plus saugrenues et les plus coupables.

J'accuse le général Mercier de s'être rendu complice, tout au moins par faiblesse d'esprit, d'une des plus grandes iniquités du siècle.

J'accuse le général Billot d'avoir eu entre les mains les preuves

certaines de l'innocence de Dreyfus et de les avoir étouffées, de s'être rendu coupable de ce crime de lèse-humanité et de lèse-justice, dans un but politique et pour sauver l'Etat-Major compromis.

J'accuse le général de Boisdeffre et le général Gonse de s'être rendus complices du même crime, l'un sans doute par passion cléricale, l'autre peut-être par cet esprit de corps qui fait des bureaux de la Guerre l'arche sainte, inattaquable.

J'accuse le général de Pellieux et le commandant Ravary d'avoir fait une enquête scélérate, j'entends par là une enquête de la plus monstrueuse partialité, dont nous avons, dans le rapport du second, un impérissable monument de naïve audace.

J'accuse les trois experts en écriture, les sieurs Belhomme, Varinard et Couard, d'avoir fait des rapports mensongers et frauduleux, à moins qu'un examen médical les déclare atteints d'une maladie de la vue et du jugement.

J'accuse les bureaux de la Guerre d'avoir mené dans la presse, particulièrement dans l'*Eclair* et dans l'*Echo de Paris*, une campagne abominable, pour égarer l'opinion publique et couvrir leur faute.

J'accuse enfin le premier conseil de guerre d'avoir violé le droit en condamnant un accusé sur une pièce restée secrète, et j'accuse le second conseil de guerre d'avoir couvert cette illégalité, par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable.

Les journaux publièrent les lettres de la victime, qui provoquèrent une émotion extraordinaire.

Les lettres de Dreyfus à sa femme étaient si troublantes dans leur extrême douleur qu'on en défendit la lecture aux gardiens (à qui le prisonnier les remettait ouvertes) « de crainte que leur surveillance ne perdît de sa rigueur ».

« Ce que j'ai souffert depuis le début de ce lugubre drame, mon cœur seul le sait... Ma misère est à nulle autre pareille ; il n'est pas une minute de ma vie qui ne soit une douleur ; je m'effondre et la tombe me serait un bienfait... Dès le lendemain de ma condamnation, quand le commandant du Paty de Clam est venu me trouver, au nom du ministre de la Guerre, pour me demander si j'étais innocent ou coupable, je lui ai répondu que non seulement j'étais innocent, mais que je demandais la lumière, toute la lumière, et j'ai sollicité aussitôt l'aide des moyens d'investigation habituels, soit par les attachés militaires, soit par tout autre moyen dont dispose le gouvernement. Il me fut répondu que des intérêts supérieurs en empêchaient l'emploi, mais que les recherches se poursuivraient. Et voilà trois ans que j'attends, que j'attends toujours, dans la situation la plus épouvantable qu'il soit possible de rêver ; et les recherches n'aboutissent pas !... Chaque jour, la situation est devenue plus

atroce, chaque jour les coups ont continué à pleuvoir sur moi, sans trêve... Tout mon être est broyé par les supplices, la douleur m'étreint à la gorge et m'étouffe, mon cerveau s'hallucine... Je viens de recevoir les lettres de ma chère femme, de mes enfants; encore une fois, je vous supplie de mettre un terme à ce martyre de tant d'êtres humains... Mes forces diminuent chaque jour; je ne demande plus qu'une chose dans la vie : pouvoir descendre apaisé dans la tombe, sachant le nom de mes enfants lavé de cette souillure. »

Le Parti socialiste hésita longtemps avant de prendre parti dans cette affaire troublante qui paraissait, au début, n'intéresser que les classes privilégiées. Il est vrai que Jules Guesde fut parmi les premiers « dreyfusards » socialistes. Nous avons là-dessus un témoignage direct, irréfutable, celui de M. Gabriel Deville, publié dans la *Petite République*.

Dans ses premiers articles, ainsi que dans le premier manifeste des socialistes à la Chambre, l'Affaire Dreyfus ne joue que le rôle d'un argument de plus contre la société capitaliste et « la réaction méliniste ». (M. Méline était alors au pouvoir.) Voici ce qu'écrit Jaurès à cette époque :

A travers les incidents de l'Affaire Dreyfus-Esterhazy, à travers ses périodes successives de crise aiguë ou d'accalmie, les socialistes ont noté, attentifs chirurgiens, le jeu des forces profondes qui se livrent combat.

Ennemis de la force de la Finance cosmopolite, comme de la force militariste et cléricale, ils dénoncent les convulsions organiques dont le corps social est tout secoué. Mais nous tournons des yeux d'espérance vers l'autre force, la grande et la bonne, demain la force maîtresse et toute-puissante, qui chaque jour croît et grandit, vers la force ouvrière.

A propos d'une menace gouvernementale de restreindre la liberté de la presse :

Le gouvernement n'a pas encore mis à exécution la menace contenue dans son communiqué à l'Agence Havas. Il n'a pas déposé le projet de loi restreignant la liberté de la presse. Le fera-t-il? Il lui faudrait une singulière audace. Il dira sans doute que les polémiques suscitées par l'Affaire Dreyfus sont de nature à nuire à nos relations extérieures et que le gouvernement doit avoir un moyen légal d'y mettre un terme. Je ne discute pas à cette heure le fond même de la question. Quand elle sera posée, le Parti socialiste aura le droit de dénoncer une fois de plus les effroyables périls que le militarisme européen fait courir à la civilisation et à l'humanité. Non seulement des nations qui, officiellement, sont en paix, arment les unes contre

les autres, mais elles recourent sans cesse aux plus bas procédés d'espionnage. Elles essayent de corrompre les officiers étrangers pour les induire en trahison; elles tentent de surprendre par le vol, par la ruse, les secrets les unes des autres; et les combattants « héroïques » sont ravalés, des deux côtés des frontières, au rôle de policiers. Espionnages, contre-espionnages, achats de consciences, vols de documents, voilà le haut idéal moral où le système actuel de l'Europe élève les nations. L'autre jour, quand les officiers de l'Etat-Major perquisitionnaient, déguisés en policiers, ils n'étaient point en effet déguisés, ils portaient le véritable uniforme des armées modernes. Quand la civilisation européenne sera débarrassée de ce système, elle s'étonnera d'en avoir pu si longtemps supporter la honte.

C'est seulement par sa déposition au procès d'Emile Zola traduit aux assises pour son *J'accuse,* que Jaurès s'engage, lui et ses amis, complètement dans cette affaire. Voici le passage essentiel de cette déposition :

Et maintenant, pourquoi des citoyens comme Zola, comme beaucoup d'autres avec lui, se sont-ils jetés dans la bataille ? pourquoi sont-ils intervenus ? pourquoi ont-ils jeté ce cri de leur émotion et de leur conscience? Mais parce que les pouvoirs responsables, voués à l'impuissance, n'agissaient pas, ne paraissaient pas. Est-ce que ce n'était pas le premier devoir des législateurs et des gouvernants, depuis l'heure où le bruit avait couru qu'une pièce secrète avait été communiquée aux juges d'un procès criminel sans être communiquée à l'accusé et à la défense, est-ce que ce n'était pas le premier devoir des législateurs et des gouvernants de s'assurer si, en effet, cette violation de la loi républicaine et des droits humains avait été commise?

Et pourquoi ne l'a-t-on pas fait? Nous avons essayé d'obtenir sur ce point du gouvernement responsable les déclarations qu'il devait au pays; il a été fait à cette violation de la loi et du droit une allusion à la tribune du Sénat; je me suis permis de préciser la question à la tribune de la Chambre et j'ai demandé nettement à M. le Président du Conseil : Oui ou non, une pièce pouvant intéresser un accusé, pouvant établir ou confirmer sa culpabilité, oui ou non cette pièce a-t-elle été communiquée aux juges sans être communiquée à l'accusé et à son défenseur? Et je n'ai pu obtenir aucune réponse précise. On se réfugie toujours dans l'équivoque de la vérité légale !... Eh ! oui ! c'est la vérité légale qu'un homme est coupable quand il a été légalement condamné et c'est aussi la vérité légale, paraît-il, que cet homme est coupable et qu'il a été légalement jugé lorsque son pourvoi en révision a été rejeté; mais cela ne dit pas si la communication inconnue à l'heure où le pourvoi en révision a été formé, si la communication d'une pièce secrète, en dehors de toutes les garanties légales, a été faite ou non.

Et à cette question posée par les représentants responsables du pays au gouvernement responsable, pourquoi s'est-on refusé toujours à faire une réponse claire?... Je me trompe, M. Méline, M. le Président du Conseil m'a répondu : « Je ne puis vous répondre sans servir vos calculs... » Il paraît que c'est un calcul, dans le pays de la Déclaration des Droits de l'Homme, d'affirmer qu'on ne peut pas être jugé sur des pièces secrètes!

Mais il m'a dit, et ses paroles sont à l'*Officiel* : « On vous répondra ailleurs... » Ailleurs!... Je pensais que ce serait à la cour d'assises, et il est vrai qu'on m'avait dit qu'ici, comme par surprise, la vérité avait fini enfin par sortir de terre; mais je ne sache pas qu'aucun des représentants responsables du pouvoir soit venu ici, pas plus qu'au Parlement, répondre à la question que le pays a le droit de poser, et il est vraiment prodigieux qu'un pays qui se croit libre ne puisse savoir si la loi a été respectée, ni dans le palais où l'on fait la loi, ni dans le palais où on l'applique.

Une fois engagé dans la lutte, Jaurès ne connaissait ni trêve ni repos. Il méprisait tous les dangers, toutes les considérations d'ordre secondaire. Il aimait à répéter, ainsi que Gambetta, cette parole d'homme d'action parfait : *Ago quod ago*. Je fais tout ce que je fais, jusqu'au bout.

Il menait la lutte sur tous les terrains. M. Reinach, qui luttait à ses côtés, nous donne un récit exact de sa première intervention parlementaire.

Une révolte bouillonnait en lui depuis trop longtemps. Trop longtemps il avait contenu, retenu le cri de sa conscience, asservi son génie à la médiocrité des combinaisons électorales de son groupe. Précédemment, quand il répondit, pour la première fois à Cavaignac, il s'était, pour complaire à ses amis, tenu dans des généralités philosophiques. Et tout à l'heure encore, les politiques du Parti l'avaient conjuré de prendre garde, de se ménager, de ne pas les engager. Ils voyaient, eux aussi, se dresser, non plus à l'horizon, mais tout près d'eux, un passé qu'ils avaient cru aboli, et qui ressuscitait : l'État militaire et clérical. Cette alliance de la Croix et de l'Épée, si elle triomphe, c'en est fait non seulement des réformes laïques de la République, mais encore des conquêtes essentielles de la Révolution. Seulement cette alliance se réclame du patriotisme, d'un patriotisme nouveau qui consiste exclusivement à croire que les conseils de guerre sont infaillibles. Voilà le ciment, la base même de cette formidable coalition. Evidemment, pour abattre un arbre, c'est au tronc, à la base même qu'il faut le frapper. Quoi! proclamer que Dreyfus est innocent! donner raison à Scheurer, à Zola, me donner raison!

Mais Jaurès, enfin, éclata. Il dénonça d'abord la diversion de Méline contre les écrivains socialistes. Ceux qui préparent les futures débâcles, « ce ne sont pas ceux qui signalent à temps les fautes », mais ceux qui les commettent, « hier, les généraux de cour protégés par l'Empire; aujourd'hui les généraux des jésuitières protégés par la République ! »

Puis, quand le tumulte causé par ces paroles fut apaisé, et sourd aux avertissements de Brisson, qui lui enjoignait de « surveiller son langage », il prit Méline corps à corps et l'invita à regarder autour de lui. Sont-ce des socialistes, « ceux qui ont entrepris, les premiers, la campagne contre les décisions des conseils de guerre? » Sont-ce des socialistes encore, « ceux qui déchaînent dans les meetings et dans les rues les haines de sectes et les passions religieuses ? » Ainsi, le gouvernement se trouve dans cette situation singulière qu'il ne peut plus prononcer une seule parole sans poignarder, sans flétrir une partie de ceux dont les suffrages le font vivre. » Or, pourquoi tout cela? « Parce que la question qui est posée devant le pays ne peut pas être résolue par des incidents ou des polémiques de séance ».

Et alors, il fit hautement sa profession de foi, identique à celle de tous ceux qui, depuis des mois, criaient vers la justice : « Savez-vous ce dont nous souffrons, ce dont nous mourons tous ? Je le dis sous ma responsabilité personnelle : Nous mourons tous, depuis que cette affaire est ouverte, des demi-mesures, des réticences, des équivoques, des mensonges, des lâchetés ! Oui, des équivoques, des mensonges, des lâchetés ! »

Il ne parlait plus, il tonnait, le visage empourpré, le bras tendu vers les ministres qui protestaient, vers la droite qui beuglait. Mais plus les clameurs devenaient furieuses, plus haut s'élevait sa voix, comme un grand cri d'oiseau de mer dans la tempête : « Il y a d'abord mensonge et lâcheté dans les poursuites incomplètes dirigées contre Zola. » (Brisson le rappelle à l'ordre.) « Le huis-clos tout au moins a besoin de ce correctif nécessaire de la libre critique au dehors ». (Les clameurs redoublent.) « Mais enfin, puisque vous portiez ce document au jury pour que le jury décidât, de quel droit avez-vous fait un choix entre les diverses parties de cet article? »

Des scènes d'une violence inouïe éclatèrent pendant cette intervention. Un droitier insulta grossièrement l'orateur socialiste. Une bagarre s'ensuivit dans l'enceinte même du Parlement.

Jaurès commença une campagne de presse dans la *Petite République*. Ses articles, où il accumulait les preuves lumineuses de l'innocence de Dreyfus, ont paru sous la forme d'un livre : *Les Preuves*.

Il définit ainsi l'objet de sa campagne :

De l'examen attentif des faits, des documents, des témoignages, il résulte :

1° Que Dreyfus a été condamné illégalement, en violation des garanties essentielles dues à l'accusé;

2° Que Dreyfus a été condamné par erreur. C'est un innocent qui souffre au loin pour le crime d'un autre. C'est pour prolonger le supplice d'un innocent que sont coalisées aujourd'hui toutes les puissances de réaction et de mensonge.

Comme il se dessinait, dans les rangs socialistes, une opposition assez puissante à l'intervention active et directe dans l'Affaire Dreyfus, Jaurès a intercalé dans sa campagne une admirable page qui fait ressortir comment *l'intérêt socialiste* exige cette intervention. Jaurès ayant eu plus tard à se défendre contre Jules Guesde, Vaillant et leurs amis, partisans de l'abstention, il est nécessaire de citer cette page en entier. Elle nous donne, en même temps, une idée de sa conception socialiste.

« Ce jour-là, nous aurons le droit de nous dresser, nous, socialistes, contre tous les dirigeants qui, depuis des années, nous combattent au nom des principes de la Révolution française.

« Qu'avez-vous fait, leur crierons-nous, de la Déclaration des Droits de l'Homme et de la liberté individuelle? Vous en avez fait mépris; vous avez livré tout cela à l'insolence du pouvoir militaire. Vous êtes les renégats de la Révolution bourgeoise.

« Oh! je sais bien! Et j'entends le sophisme de nos ennemis : « Quoi! nous dit doucement la *Libre Parole*, ce sont « des socialistes, des révolutionnaires, qui se préoccupent de « légalité! »

« Je n'ai qu'un mot à répondre : Il y a deux parts dans la légalité capitaliste et bourgeoise. Il y a tout un ensemble de lois destinées à protéger l'iniquité fondamentale de notre société; il y a des lois qui consacrent le privilège de la propriété capitaliste; l'exploitation du salarié par le possédant. Ces lois, nous voulons les rompre, et même par la Révolution s'il le faut, abolir la légalité capitaliste pour faire sur-

gir un ordre nouveau. Mais, à côté de ces lois de privilège et de rapine, faites par une classe et pour elle, il en est d'autres qui résument les pauvres progrès de l'humanité, les modestes garanties qu'elle a peu à peu conquises par le long effort des siècles et la longue suite des révolutions.

« Or, parmi ces lois, celle qui ne permet pas de condamner un homme, quel qu'il soit, sans discuter avec lui, est la plus essentielle peut-être. Au contraire des nationalistes qui veulent garder de la légalité bourgeoise tout ce qui protège le capital et livrer aux généraux tout ce qui protège l'homme, nous, socialistes révolutionnaires, nous voulons, dans la légalité d'aujourd'hui, abolir la portion capitaliste et sauver la portion humaine. Nous défendons *les garanties légales contre les juges galonnés* qui les brisent, comme nous défendrions au besoin la légalité républicaine contre des généraux de coup d'Etat.

« Oh! je sais bien encore, et ici ce sont des amis qui parlent : « Il ne s'agit pas, disent-ils, d'un prolétaire; laissons les bourgeois s'occuper des bourgeois ». Et l'un d'eux ajoutait cette phrase qui, je l'avoue, m'a peiné : « S'il s'a-
« gissait d'un ouvrier, il y a longtemps qu'on ne s'en occu-
« perait plus! »

« Je pourrais répondre que si Dreyfus a été illégalement condamné et si, en effet, comme je le démontrerai bientôt, il est innocent, il n'est plus ni un officier ni un bourgeois : il est dépouillé, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe; il n'est plus que *l'humanité elle-même, au plus haut degré de misère et de désespoir qui se puisse imaginer.*

« Si on l'a condamné contre toute loi, si on l'a condamné à faux, quelle dérision de le compter encore parmi les privilégiés! Non : il n'est plus de cette armée qui, par une erreur criminelle, l'a dégradé. Il n'est plus de ces classes dirigeantes qui, par poltronnerie d'ambition, hésitent à rétablir pour lui la légalité et la vérité. Il est seulement un exemplaire de l'humaine souffrance en ce qu'elle a de plus poignant. *Il est le témoin vivant du mensonge militaire, de la lâcheté politique, des crimes de l'autorité.*

« Certes, nous pouvons, sans contredire nos principes

et sans manquer à la lutte des classes, écouter le cri de notre pitié; nous pouvons, dans le combat révolutionnaire, garder des entrailles humaines; nous ne sommes pas tenus, pour rester dans le socialisme, de nous enfuir hors de l'humanité.

« Et Dreyfus lui-même, condamné à faux et criminellement par la société que nous combattons, devient, quelles qu'aient été ses origines et quel que doive être son destin, une protestation aiguë contre l'ordre social. Par la faute de la société qui s'obstine contre lui à la violence, au mensonge et au crime, il devient un élément de révolution.

« Voilà ce que je pourrais répondre; mais j'ajoute que les socialistes qui veulent fouiller jusqu'au fond les secrets de honte et de crime contenus dans cette affaire, s'ils ne s'occupent pas *d'un ouvrier,* s'occupent de *toute la classe ouvrière.*

« Qui donc est le plus menacé aujourd'hui par l'arbitraire des généraux, par la violence toujours glorifiée des répressions militaires? Qui? Le prolétariat. Il a donc un intérêt de premier ordre à châtier et à décourager les illégalités et les violences des conseils de guerre avant qu'elles deviennent une sorte d'habitude acceptée de tous. Il a un intérêt de premier ordre à précipiter le discrédit moral et la chute de cette haute armée réactionnaire qui est prête à le foudroyer demain.

« Puisque, cette fois, c'est à un fils de la bourgeoisie que la haute armée, égarée par des luttes de clan, a appliqué son système d'arbitraire et de mensonge, la société bourgeoise est plus profondément remuée et ébranlée, et nous devons profiter de cet ébranlement pour diminuer la force morale et la puissance d'agression de ces états-majors rétrogrades qui sont une menace directe pour le prolétariat.

« Ce n'est donc pas servir seulement l'humanité, c'est servir directement la classe ouvrière que de protester, comme nous le faisons, contre l'illégalité, maintenant démontrée, du procès Dreyfus et contre la monstrueuse prétention d'Alphonse Humbert de sceller à jamais ce crime militaire dans l'impénétrabilité du huis-clos. »

C'était une réponse directe aux paroles de Jules Guesde déclarant que le Droit et la Justice sont « des mots vides »

dans la société capitaliste ou à Paul Lafargue se moquant, à sa façon, des moralistes bourgeois en lançant contre eux cette phrase à effet que les idées morales sont « des grues métaphysiques ».

Jaurès traitait le problème de plus haut. Il savait que la morale bourgeoise n'est pas la morale socialiste. Mais, fidèle à sa conception de la continuité historique et soucieux d'attacher son action socialiste à toutes les forces de démocratie et de révolution, il prenait au mot les moralistes bourgeois et réclamait l'exécution de leurs promesses tout en les élargissant. Jaurès avait l'horreur de toute exagération qui est un demi-mensonge souvent plus funeste qu'un mensonge entier. Car, sous cette forme, le mensonge s'affuble d'un masque de vérité en faisant de la vérité elle-même un complice du mensonge. Il est pourtant difficile pour un propagandiste, pour un agitateur et surtout pour un orateur s'adressant non seulement à la raison, mais aux passions de foules, de garder les justes proportions des choses. Car il lui faut être à la fois juste en entraînant, véridique et intéressant. Jaurès y réussit presque toujours grâce à sa profonde compréhension de la complexité des choses et à son talent. Tout en faisant la part belle à la thèse qu'il combat, il met à utiliser les éléments de la réalité qui servent sa thèse, à lui, un tel éclat, une telle abondance, qu'elle ne se trouve nullement diminuée par les prétendues « concessions » faites à l'adversaire. Souvent les amis de Jaurès, moins perspicaces et surtout moins généreux, lui reprochaient cette sorte de libéralités faites à ses contradicteurs et même à ses adversaires. Jaurès ne les écoutait pas. Il savait que la vérité gagne en force persuasive si on la montre *toute,* sans aucune restriction, en la confrontant avec toutes les *demi-vérités* qui se dressent contre elle et qui menacent de l'envahir et de se substituer à elle.

« Oui, disait-il à ses contradicteurs, la légalité bourgeoise est souvent dirigée contre la classe ouvrière. Mais à côté des lois iniques, il y en a dans cette légalité d'autres « qui résument les pauvres progrès de l'humanité ». Et il s'empare de cet *acquis humain* pour faire faire à l'humanité un

pas en avant. Jaurès rendait la vérité généreuse et nullement rébarbative et égoïste.

C'est cette générosité native unie à la connaissance pénétrante des hommes et des choses qui faisait de lui — on peut dire malgré lui et sa bonhomie — un railleur redoutable de ses adversaires — s'il le voulait bien.

Qu'on savoure les portraits qu'il esquissait de quelques rares intellectuels réactionnaires qui se sont jetés dans la mêlée comme « antirevisionniste » et antidreyfusards :

« M. Brunetière, après avoir essayé, dans l'histoire littéraire, de vaines constructions systématiques incertaines et croulantes, s'est abrité enfin sous les voûtes pesantes de l'Eglise, et il essaye de sauver cette sorte de faillite personnelle en proclamant la faillite générale de la science et de la liberté. Après avoir vainement essayé de tirer de son fond quelque chose qui ressemblât à une pensée, il glorifie l'autorité avec une sorte d'humilité superbe; ayant perdu tout crédit auprès des générations nouvelles qu'abusa un moment sa facilité vaine de généralisation, il veut mortifier la pensée libre qui lui échappe.

« M. Barrès ne se pardonne pas d'avoir manqué, à propos de l'Affaire Dreyfus, une occasion rare d'affirmer son « moi », et le voilà maintenant avec l'Académie, c'est-à-dire « avec les barbares ».

« M. Bourget sent venir sur son œuvre et sa renommée des rides précoces; il a beau accuser la maladresse des éditeurs qui ne savent plus « lancer » ses livres; il a beau aller au-devant de la critique et railler lui-même, dans la *Duchesse bleue*, les analystes qui appliquent tout un appareil de philosophie aux événements d'alcôve, son miroir, le miroir du succès, lui renvoie une image fanée, inquiète et triste. La courageuse et robuste initiative de Zola ébranlant le monde de l'action a aigri les pauvres jalousies littéraires. Que lui restait-il, à lui, pour agir? Se ranger du côté d'Esterhazy. Après avoir flatté les salons dans leur manie d'adultère compliqué, il fallait bien les flatter dans leur frénésie réactionnaire et militariste. Comment s'amuserait-on, comment pourrait-on combiner les triples et quadruples rendez-

vous, ou masquer d'un délicat décor mondain la platitude du vice, si la haute armée indiscutée ne veillait pas sur la clientèle de M. Bourget? Signer donc, écrivains : c'est sérieux, cette fois, c'est l'album de la défense nationale.

« Mais il y a autre chose dans cette mobilisation des intellectuels réactionnaires. La société d'aujourd'hui, qui, malgré ses vices et ses crimes, ne veut pas périr, entend restaurer à tout prix l'autorité. Et elle exige que des hommes dont c'est le métier de penser donnent eux-mêmes l'exemple et le signal de l'abdication de la pensée. Et elle ne sera tout à fait tranquille que quand la science aura été reniée par les savants, quand l'esprit critique aura été renié par les critiques, et quand la pensée se sera elle-même prostituée à la force. »

Et voici l'exquis portrait de Jules Lemaître, président de la *Patrie Française :*

Il avait du moins le don de tout comprendre. Dans l'œuvre de Renan, où tant d'étourdis affectent de ne voir que dilettantisme, il a vu les hautes cimes, les beaux élans de pensée et d'idéal. Et, après avoir écrit sur ce grand maître des pages qui resteront, il s'amusait à suivre le fil de logique et de pensée qui court à travers l'œuvre de Verlaine, bizarre en apparence et dispersée. Ou bien il traduisait pour tous, avec un sourire bienveillant, les parties difficiles de Stéphane Mallarmé.

Mais, vers la fin, le ton de gouaillerie et presque de gaminerie s'accentuait comme si M. Lemaître eût voulu se moquer de lui-même et de sa besogne d'amateur intelligent.

En vérité, c'est une crise qui se préparait tout à coup : comme saint Augustin renonçant aux vanités du monde et aux perfides voluptés, M. Jules Lemaître a pris en défaut sa curiosité errante et voluptueuse, Il a vu avec effroi s'accumuler les chroniques, les livres, et il s'est demandé soudain : A quoi cela sert-il ? et quel service ai-je rendu? Ai-je contribué à peupler et à fertiliser les colonies? Ai-je enseigné aux jeunes Français les langues vivantes qui permettent seules de se débrouiller dans le monde de la concurrence? Ai-je formé les muscles de mes contemporains et développé en eux les études sportives? Horreur! je n'ai été qu'un lettré, un amateur, qu'un docteur!

Et soudain, foudroyé, vers les quarante-cinq ans, par la grâce chauvine et coloniale, M. Jules Lemaître est devenu éperdument positif et affirmatif. D'un bond, comme les mondains qui s'enfermaient au cloître ou s'enfuyaient au désert, il s'est jeté à l'opposé de sa propre vie et de sa propre pensée. Maintenant il n'a plus de

respect que pour ceux qui ignorent le latin et le grec, font de la gymnastique et remontent le cours du Congo.

Toute sa dévotion est pour l'armée professionnelle dont la discipline et les mouvements d'ensemble lui apparaissent comme le correctif et la rançon des fantaisies dissolvantes où trop longtemps il se complut. Pour avoir tout discuté et tout raillé, il s'interdit maintenant de critiquer la sentence monstrueuse d'un conseil de guerre. Il se militarise à outrance pour se mortifier, et il fait pénitence dans une guérite. A la bonne heure! Et nous ne pouvons qu'admirer cette fougue de repentir. Par malheur, ce n'est pas seulement pour lui, c'est pour nous tous que M. Jules Lemaître fait pénitence. Comme les coquettes repenties qui soudainement deviennent prêcheuses, il fait du zèle et veut nous convertir tous à une sorte de discipline automatique de l'esprit et à un chauvinisme épais. Pour un peu, il nous interdirait l'usage modéré et honnête des facultés dont peut-être il abusa. L'esprit comme le corps a ses viveurs sur le retour qui sont parfois d'une sévérité intransigeante.

En se jetant dans la mêlée furieuse de l'Affaire, Jaurès déchaîna contre lui toutes les haines de la réaction. Au moment du ministère Brisson, avant la mort de Félix Faure (1899), la réaction projetait un coup d'éclat : l'arrestation des chefs de la campagne revisionniste.

Cavaignac, ministre de la Guerre à cette époque, soumit officieusement aux ministres réunis, le 11 août, à un dîner donné par Brisson, Président du Conseil, à Félix Faure, Président de la République, la liste des dreyfusards à déférer à la Haute-Cour.

Voici les noms qui figuraient sur cette liste : Scheurer et Trarieux, Leblois et Picquart, Christian; et des écrivains : pour l'*Aurore :* Vaughan, Clemenceau, Urbain Gohier; pour le *Radical :* Ranc, Victor Simond; pour la *Petite République:* *Jaurès*, Gérault-Richard; pour le *Siècle :* Yves Guyot et moi; Zola et, comme de juste, Mathieu Dreyfus et Bernard Lazare.

On sait comment Jaurès dévoila le faux Henry quelques jours avant sa découverte officielle. Tandis que *tous* les républicains, *presque tous* les socialistes de la Chambre votaient l'affichage de ce faux et que des hommes comme Millerand suppliaient Jaurès d'abandonner la partie, Jaurès résista héroïquement et recommença sa campagne passionnée contre « les faussaires ». On aurait dit un duel à mort entre

l'ange de la vérité et le diable du mensonge. Jamais Jaurès ne fut aussi beau, aussi grand, aussi courageux. Tout se concentra pour lui dans cette affaire. Elle résumait pour lui la lutte contre le mensonge clérical, contre la violence monarchiste et réactionnaire, contre la lâcheté des foules et des majorités parlementaires, contre la haine des races, contre l'aveuglement militariste, contre les jésuites et les réactionnaires dans le haut commandement de l'armée, contre la servilité des juges subalternes, contre les fantaisies des experts ridicules, contre les calomniateurs professionnels de l'antisémitisme. L'Affaire Dreyfus est devenue, par la force des choses, l'Affaire de l'Humanité et de la Vérité par excellence. Elle attira l'élite française avec Anatole France en tête. Même les réactionnaires du *Figaro,* les modérés du *Temps* avec M. Joseph Reinach, les militaristes et les chauvins, comme Clemenceau, même des catholiques sincères et probes combattirent pour la justice. Toute une phalange de journalistes brillants comme Cornély, Gohier et Téry s'y sont illustrés.

Après la condamnation de Rennes, Jaurès comprit la nécessité d'une trêve. Il accepta la grâce de Dreyfus malgré la résistance de Clemenceau. Mais il ne désarmait pas. En 1903, il provoqua, avec le concours du parti républicain, la seconde revision du procès. Dans une réunion à Paris, sous les auspices de son ami le plus fidèle, Gustave Rouanet, il expliqua, en profitant d'une fausse lettre attribuée à Guillaume, son attitude :

Car c'est là ce qui constitue la gravité de l'intrigue nouée autour de la lettre de Guillaume II, autour du faux bordereau annoté de la main de Guillaume II : le faux Henry pouvait, à la rigueur, n'être qu'un crime individuel tout au moins ; puisqu'il est certain qu'il avait été couvert et encouragé par les chefs, il pouvait n'être que le crime d'un petit groupe et, notez-le bien, c'était un crime qui, dans la pensée de l'auteur, était destiné à rester secret ; c'était surtout pour couvrir avec un document maniable, avec un faux subalterne, le ministre et les généraux ; Henry faisait au public de France l'honneur de lui destiner le faux impérial ; à ces chefs il ne destinait que des faux moins élevés en grade.

Donc, le faux Henry pouvait n'être que le faux d'un petit groupe d'individus et destiné à une action secrète, à une action occulte ;

au contraire, c'est pour agir sur le pays tout entier, c'est pour frapper d'épouvante le Président de la République, c'est pour alimenter la propagande de toute la presse nationaliste et cléricale que le faux impérial, que le bordereau annoté a été créé et jeté dans la circulation, et c'est là, j'ose le dire, un fait sans précédent historique, je ne crois pas qu'il y ait dans l'histoire quelque chose de comparable à ce phénomène : l'histoire connaît les grands crimes, les assassinats, les meurtres, mais expédiés en un jour, en une nuit, l'histoire connaît l'usage du faux, mais par des particuliers et dans une sphère particulière, ou bien l'usage du faux un jour, pour surprendre le verdict d'un tribunal révolutionnaire, qui se prononce le matin et dont la sentence est exécutée l'après-midi par la guillotine... Alors, le faux a bien un caractère public, mais il dure une heure, une demi-journée.

Ce qui est prodigieux et sans exemple, ce qui montre que ce pays était tombé en la puissance du mensonge systématisé, universalisé, organisé, c'est qu'on ait pu faire du faux l'usage public, permanent, collectif pendant plusieurs années, c'est qu'on ait pu combiner cette clandestinité, qui paraît être la marque du faux, avec la publicité du forum...

Tandis que tant d'anciens « dreyfusards » ont profité de l'Affaire pour se hisser au pouvoir, Jaurès utilisa l'Affaire pour des luttes démocratiques et laïques ultérieures et pour inaugurer une série de réformes sociales. On aurait dit qu'il voulait déblayer le terrain, purifier et assainir l'air du pays pour pouvoir bâtir la nouvelle Maison du Peuple qui doit être la République intégrale dans la lumière de la Justice et la Vérité. Pour lui, ce n'étaient pas là des « mots vides de sens ». Car il voulait les réaliser, avec le socialisme moderne, par le prolétariat, et il disait :

« Il n'y a plus qu'une classe désormais qui puisse donner à la pensée une force sociale : *c'est le prolétariat*. Lui qui ne jouit d'aucun privilège, lui qui, selon le mot de Marx, n'a à perdre que ses chaînes, il n'a peur d'aucune vérité, parce que toute vérité le sert. Toute libre critique qui désagrège les conceptions surannées et fausses prépare son avènement.

« Aussi l'idéalisme instinctif qui porte la classe ouvrière vers la vérité est d'accord avec son intérêt profond. Il y a, à coup sûr, dans le prolétariat bien des cerveaux opprimés par un travail servile et encombrés de préjugés bour-

geois. Il y a en dehors du prolétariat bien des penseurs hardis et intrépides, qui mettent au-dessus de tout la vérité; mais, dans l'ensemble, c'est le prolétariat seul qui est en harmonie complète avec la vérité. La vraie classe intellectuelle, malgré son inconscience et son ignorance, c'est la classe ouvrière, car elle n'a jamais besoin du mensonge. »

CHAPITRE IV

Jaurès et la Classe ouvrière

Jaurès arriva au socialisme par la République et la démocratie. Il considérait l'idéal socialiste comme le dernier terme de l'évolution démocratique et républicaine. La meilleure définition du socialisme, selon Jaurès, serait la réalisation du droit intégral, de la justice intégrale, ou, pour employer une expression de Jaurès lui-même, l'*humanité intégrale*. Jaurès était avant et par-dessus tout un *idéaliste*. Mais son esprit réaliste, ses études approfondies du socialisme moderne, son contact permanent avec le peuple paysan d'abord et le prolétariat des villes ensuite, toute son action vivante dans et à côté des organisations socialistes à base prolétarienne, donnèrent à son idéalisme une forme concrète, le placèrent à la tête même de la classe ouvrière organisée et consciente. Sa propre organisation des *Socialistes Indépendants,* où entrèrent Rouanet, Viviani et Millerand, n'eut qu'une existence éphémère.

Son action socialiste peut être divisée en deux grandes périodes. Pendant la première, il lutte pour l'Unité socialiste. Pendant la seconde, il utilise les cadres de l'Unité pour faire valoir sa conception propre : *le socialisme démocratique, républicain et laïque se réalisant par l'action réformatrice organique sous la haute inspiration de l'idéal socialiste intégral.*

Jaurès a compris la nécessité et la possibilité de faire du socialisme une grande force politique nationale et internationale. L'éparpillement infini des groupements et des sectes socialistes était une grande cause de faiblesse politique. Le peuple disait aux socialistes : Avant de tenter de réorganiser le monde, essayez de vous organiser vous-mêmes.

Et Jaurès commence une campagne active pour l'Unité

socialiste qui était pour lui tout ensemble une nécessité politique, une nécessité morale et un besoin de cœur. Déjà en 1897, il publie un appel à l'Unité fortement motivé.

...Voici l'œuvre immédiate qui s'impose à nous. Il faut d'abord préparer l'unité du Parti socialiste français. Il ne s'agit point d'une unité despotique et morte : les diverses organisations socialistes peuvent et doivent subsister, mais il faut qu'elles puissent toujours se concerter et délibérer cordialement pour l'action commune. En fait, ce résultat est beaucoup plus près d'être atteint que ne l'imaginent nos ennemis. *Tous, collectivistes ou communistes, ont le même idéal social. Il est vrai qu'il se produit des divergences sur la tactique, sur la méthode de combat.* Mais elles ne sont pas irréductibles, et d'ailleurs est-ce que tout récemment encore, le Parti socialiste belge, malgré les tendances contraires de ceux qui acceptaient les alliances électorales avec les radicaux démocrates et de ceux qui les repoussaient, ne nous a pas donné l'admirable et encourageant exemple de sa concorde, de son esprit vraiment fraternel? De même, il n'importe que parmi nous les uns croient davantage à l'efficacité du suffrage universel, les autres à la nécessité de l'action révolutionnaire! Il n'est personne parmi nous qui se refuse à la bataille électorale, et il n'est personne aussi qui entende barrer la route aux poussées imprévues de l'histoire et enfermer le socialisme dans l'urne du scrutin. La substitution de la propriété sociale à la propriété capitaliste est une révolution économique trop profonde, elle met en jeu trop de passions contraires, trop d'espérances et trop de craintes pour qu'il soit permis à personne de tracer d'avance avec certitude la route par où passera le prolétariat. L'essentiel, c'est que chacun soit résolu à tirer parti de toutes les forces, politiques et économiques, qui peuvent préparer l'ordre nouveau. L'essentiel est que nul ne se grise de sa propre action; tous ceux qui travaillent à l'organisation économique, tous ceux qui fondent, gèrent, développent des syndicats ou des coopératives, tous ceux qui répondent à l'appel des travailleurs en lutte, tous ceux qui arrachent au capital un lambeau du pouvoir municipal et du pouvoir législatif, tous ceux qui dans la bataille parlementaire portent des coups et déploient le drapeau dans l'enceinte même où l'ennemi forge ses armes, tous ceux-là sont les soldats de la même armée, les combattants du même combat, les frères de la même espérance. Et la force des choses, le groupement même de nos adversaires, la persécution capitaliste également acharnée contre les partis politiques et les groupes économiques, contre la Verrerie Ouvrière au Midi, contre le prolétariat roubaisien au Nord, tout nous amènera peu à peu à cette unité socialiste qui décuplera l'action de notre parti.

Jaurès ne prêchait jamais une unité mécanique, aveugle. Il protestait contre toute « Unité despotique et morte ». Il

désirait une unité vivante, où les vieilles organisations de la veille apporteraient chacune leur contribution matérielle, intellectuelle et morale. Jaurès n'était jamais « chef de parti » dans le sens étroit du mot, ou ce qu'on appelle « un pontife ». C'était tout simplement un camarade dont on reconnaissait l'autorité morale et l'ascendant intellectuel. Son abord était facile, cordial même. Jamais on ne se sentait devant lui subjugué ou hypnotisé. Il avait l'air plutôt d'apprendre chez ceux qui l'approchaient que de leur dicter ses idées et encore moins ses volontés. Toute sa figure rayonnait de bonté et de bonhomie, et il ne faisait peur à personne. Et rien n'était plus contraire à la réalité que de le traiter de dictateur ainsi que l'a fait souvent la presse modérée, le *Temps* en tête, dans un but de polémique. Jaurès ne pouvait exercer qu'une seule forme de dictature : celle de l'intelligense, du bon sens et du cœur. Car, malgré son idéalisme, sa candeur même, qui découlaient d'une conception supérieure et de son grand cœur, Jaurès avait infiniment de bon sens : il a pu même paraître à quelque observateur méfiant « un paysan madré ».

La générosité de son caractère et la largeur de ses conceptions faisaient de lui, dans les Congrès du Parti, un conciliateur idéal. On le chargeait ordinairement de rédiger les résolutions. Et il réussissait presque toujours à trouver une formule obligeant tout le monde à se mettre d'accord, qu'ils le voulussent ou non. C'était de la diplomatie, si vous voulez, mais de la diplomatie naturelle, spontanée, résultant de la nature même des circonstances et de l'intérêt général à sauvegarder.

Au milieu des discussions les plus passionnées, il se gardait bien de créer de l' « irréparable ». Il sacrifiait tout à l'unité.

Les moments les plus douloureux de sa vie politique furent pour lui ceux qui ont suivi la scission socialiste en 1899, à la suite de l'entrée de M. Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau-Galliffet.

Les vieilles organisations publièrent un manifeste où elles désavouaient les partisans de la participation au pouvoir

en les accusant de « déviation ». Ce manifeste disait entre autres choses :

Le Parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel. Il n'a pas à partager le pouvoir avec la bourgeoisie, dans les mains de laquelle l'Etat ne peut être qu'un instrument de conservation et d'oppression sociales. Sa mission est de le lui arracher pour en faire l'instrument de la libération et de la Révolution sociales.

Parti d'opposition nous sommes, et parti d'opposition nous devons rester, n'envoyant des nôtres dans les Parlements et autres assemblées électives qu'à l'état d'ennemis, pour combattre la classe ennemie et ses diverses représentations politiques.

Jaurès mena toute une campagne dans la *Petite République* qui, depuis 1893, prêchait l'Unité. Cette campagne avait un double but : elle combattait la conception « guesdiste » et « blanquiste » du socialisme et, en outre, elle devait établir la nécessité absolue de l'Unité.

Jaurès écrit :

« La lutte de classe est le principe, la base, la loi même de notre parti. Ceux qui n'admettent pas la lutte de classe peuvent être républicains, démocrates, radicaux ou mieux radicaux socialistes ; ils ne sont pas socialistes. Reconnaître la lutte de classe, c'est dire que dans la société d'aujourd'hui il y a deux classes : la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat, qui sont dans de tels rapports que l'entier développement de l'un suppose la disparition de l'autre. »

Jaurès combattait l'idée de la neutralité du Parti socialiste dans l'Affaire Dreyfus. Et il motivait son attitude entre autres par les raisons suivantes :

« Guesde nous dit souvent : « Regardons-les se battre, « marquons les coups et tirons parti contre tous des vérités « révélées par eux ». Mais le but de la révolution prolétarienne, c'est de créer enfin l'humanité, et quand autour d'un homme accablé par la puissance des bourreaux conjurés, une bataille s'engage, le prolétariat ne regarde pas les autres se battre : il se bat lui-même.

« Nous qui voulons détruire tous les parasitismes, nous

ne voulons pas être les parasites des vérités trouvées par d'autres. Il nous plaît, pour l'honneur du prolétariat, et pour sa force de révolution, qu'il ait, par ses militants, découvert et dénoncé, lui-même, les faux de l'état-major, les crimes de la haute armée; il nous plaît qu'il ait mis sur ce drame impérissable la marque de sa pensée et de sa générosité. Il nous plaît que la bourgeoisie elle-même soit obligée de dire que sans le prolétariat révolutionnaire elle n'aurait pu faire justice à un des siens. Car le moyen le plus décisif d'annuler une classe, c'est d'exercer à sa place et pour elle, les hautes fonctions qu'elle ne sait plus, qu'elle ne peut plus remplir. »

Guesde et Vaillant le savent : et voilà pourquoi, n'osant nous attaquer sur ce point, ils affirment seulement en paroles flétrissantes et vagues que nous avons déserté « depuis longtemps la lutte de classe ». Ils ajoutent, et c'est l'outrage le plus sanglant qui puisse être adressé à un militant, à un homme, que nous avons essayé de duper le prolétariat et le Parti socialiste, « Le temps des dupes est passé », disent-ils. Mais ils ont beau envelopper de formules vagues leurs accusations, peut-être pour inscrire plus aisément au bas de leur manifeste telles ou telles signatures, les signataires du manifeste ne peuvent pas s'y tromper plus que nous-mêmes. Ils ne peuvent prétendre qu'il s'agit de la combinaison ministérielle, sur laquelle d'ailleurs nous nous expliquerons. Il s'agit d'une politique « de déviations, de compromissions, de duperie » pratiquée « depuis longtemps ». Ou ces paroles n'ont pas de sens ou Guesde et Vaillant signifient qu'en luttant depuis quinze mois contre l'État-Major et les prêtres dans l'Affaire Dreyfus, nous avons fait dévier le Parti socialiste et nous l'avons dupé. Puisque c'est leur pensée, ils auraient dû la formuler explicitement. Mais, je le répète, ceux qui ont signé après eux ne peuvent pas s'y tromper : comme Guesde et Vaillant, ils condamnent notre attitude dans l'Affaire Dreyfus.

Mais j'ai le droit de demander alors : Qui trompe-t-on? Nous touchons ici à une vraie crise de conscience, où la discipline étroite et mécanique des groupes, substituée à la vivante et libre unité que nous voulons fonder, a faussé, non seulement tous les sentiments de camaraderie et d'amitié, mais toutes les notions morales.

Dans quelles étranges impasses sont acculés ces meilleurs?

Notre vaillant ami Maxence Roldes a été, dans l'Affaire Dreyfus, un des militants de la première heure. Candidat socialiste aux élections législatives contre M. Brisson, il a affirmé nettement la nécessité de la revision. Il a reproché à M. Brisson ses timidités, ses faux-fuyants; et sa parole généreuse et forte, toute nourrie des doctrines socialistes et animée des passions révolutionnaires a

un moment ébranlé la circonscription. C'est avec la même puissance de pensée et de combat qu'au Creusot, à Montceau-les-Mines, il a aidé à la résurrection de la classe ouvrière couchée depuis vingt ans dans sa servitude comme en un tombeau. Nous vivions, nous vivons encore en communauté absolue de conscience et de pensée — et nous publions sa signature au bas du manifeste qui ne nous désavoue pas seulement, qui nous flétrit.

Il y a quatre jours, à la demande des militants de Gentilly, nous avons été, Gérault-Richard et moi, y donner une réunion, et je demande aux camarades si nous avons essayé de frelater la pensée socialiste, si nous n'avons pas traduit devant eux toute la grande espérance communiste avec toute la passion de notre cœur. Je leur demande si, quand ils nous reconduisaient à travers la nuit en chantant le chant des révolutionnaires, ils croyaient marcher derrière des hommes qui depuis deux ans « dupent » le Parti.

Le citoyen Thomas, conseiller général, a pris la parole : il a constaté la force croissante du socialisme qui obligeait la République bourgeoise elle-même, aux heures de péril, à faire appel à l'énergie socialiste. Il m'a dit, avec une haute sagesse, qu'au lendemain de la constitution du ministère, il avait convoqué les militants pour qu'on se gardât de céder à des idées irréfléchies, et il était troublé par la complexité du problème..

Coutant, qui présidait, s'est écrié en terminant : « Maintenant, j'ai une déclaration à faire. Je tiens à rappeler à Jaurès un souvenir. Il y a un an, je l'ai rencontré sur le boulevard Saint-Germain. Il m'a parlé de l'Affaire Dreyfus. Il m'a dit que Dreyfus était innocent, et que les crimes de l'État-Major, quand on les aurait expliqués à la France, hâteraient le discrédit du militarisme. Je ne le croyais pas alors. Aujourd'hui, je le crois : Oui, Dreyfus est innocent et les crimes de l'État-Major retomberont sur le militarisme tout entier ». Coutant fut acclamé par toute la salle. Maintenant nous publions le nom de Thomas et le nom de Coutant au bas du manifeste qui condamne toute notre attitude dans l'Affaire Dreyfus et qui ne nous désavoue pas seulement, qui essaie de nous déshonorer.

Que se passe-t-il donc, dans le mystère des groupes, pour que notre parti, tout de franchise, d'élan et de loyale violence, puisse se donner des apparences de traîtrise ? Nous accusons le détestable système du morcellement socialiste qui empêche les explications de se produire, les consciences de s'affirmer.

. . . .

Quels que soient leurs immenses services, quelle que soit leur autorité, Guesde et Vaillant ne peuvent plus à eux seuls chasser du socialisme et de l'action qui leur plaît. Eux-mêmes, par leurs longs efforts, ont fait du socialisme un domaine trop vaste pour qu'ils puissent l'occuper souverainement et le gouverner en maîtres. De même que la propriété individuelle et la propriété corporative doivent se transformer en propriété sociale, le socialisme va cesser d'être la propriété individuelle des chefs de groupe ou même la

propriété corporative des groupes eux-mêmes. Il va devenir la propriété commune de tout le Parti, de tout le prolétariat militant. Avant de socialiser tout le reste, le socialisme doit lui-même être socialisé.

Jaurès réussit à faire proclamer l'Unité, en 1899, au Congrès de la salle Japy. Mais cette première unité n'était pas viable. La présence de M. Millerand au pouvoir nourrissait abondamment la polémique entre les organisations. Jaurès était préoccupé de résoudre avant tout la crise républicaine, de porter des coups à la réaction cléricale, les vieilles organisations, soit par des considérations électorales, soit pour des raisons de principe et de doctrine, mettaient au-dessus de tout la propagande et l'organisation socialistes. Une scission s'ensuivit en 1900 avec le Parti Ouvrier Français (« les Guesdistes ») et en 1901, au Congrès de Lyon, avec leurs alliés, les Socialistes Révolutionnaires (les « Blanquistes »).

Deux partis se formèrent : *Le Parti Socialiste de France* (Unité Révolutionnaire) formé principalement du P. O. F. et des Socialistes Révolutionnaires, amis d'Ed. Vaillant, et le *Parti Socialiste Français,* sous la direction de Jaurès, Rouanet, Briand, Viviani, Renaudel, Révelin et d'autres.

Pendant la période 1901-1904, les luttes entre les organisations ne cessèrent pas. Jaurès et ses amis jouèrent alors un rôle décisif en combattant contre la réaction, pour la République démocratique et laïque. Son parti était régulièrement représenté dans la « Délégation des Gauches » ou le « bloc » républicain. Et Jaurès était le véritable chef intellectuel de la coalition républicaine qui, avec le ministère Combes, porta un coup décisif, sinon mortel, à la coalition réactionnaire, composée des monarchistes, des cléricaux et des nationalistes.

C'est sur la décision du Parti Socialiste de France, réuni au Congrès de Reims, en 1904, que le conflit français fut porté devant l'Internationale, au Congrès d'Amsterdam en août 1904.

Les amis de Jaurès lui ont souvent reproché sa « faiblesse » en se fondant sur deux raisons : 1° Jaurès aurait trop facilement cédé à ses anciens adversaires dans le Parti socialiste, aux amis de Jules Guesde et de Vaillant ; 2° Jau-

rès aurait capitulé devant les syndicalistes révolutionnaires de la C. G. T.

Les critiques de Jaurès ont absolument tort sur ces deux points. Leurs griefs contre le grand socialiste méconnaissent sa véritable nature. Jaurès, malgré son grand idéalisme, était profondément réaliste. Il connaissait à fond le socialisme moderne, qui a le prolétariat industriel pour base de son action. Et il était décidé à tout plutôt que de rompre avec le Parti socialiste et le prolétariat organisés. Toute action détachée de cette base lui paraissait, avec raison, stérile et éphémère. Même pour son œuvre démocratique et réformatrice, qu'il ne désavouait jamais, il considérait le concours de la classe ouvrière organisée comme indispensable. Il ne sacrifiait jamais dans sa pensée ni la démocratie au socialisme ni le socialisme à la démocratie : il cherchait à les concilier.

Jaurès était la personnification du courage moral, dont le courage physique n'est que l'effet inévitable. Il le démontra pendant l'Affaire Dreyfus et pendant la période « ministérialiste » en critiquant avec violence, contre ses propres amis, la tactique intransigeante du Parti Ouvrier Français et des Socialistes Révolutionnaires et la grève générale contre Briand. Malgré les réels dangers, les menaces, les calomnies et les outrages, il ne cessa pas de résister, avec la dernière énergie, à la barbarie nationaliste et chauvine, qui a fini par l'assassiner lâchement.

Tout en faisant des concessions au Parti socialiste et à la Confédération Générale du Travail (C. G. T.), Jaurès ne dissimula jamais ses réserves. Après le Congrès d'Amsterdam, comme avant, il combattait dans le Parti socialiste unifié pour sa conception organiquement réformiste. Tout en tenant compte de cette situation de fait que la C. G. T. représentait seule l'organisation économique corporative de la classe ouvrière, il marqua toujours ce qui le distinguait des partisans des méthodes de la C. G. T.

Il est vrai que sa situation particulière dans le Parti : celle d'un chef venu à l'organisation à l'âge mûr, d'un « réformiste » et d'un « idéaliste » dans le sein des vieilles organisations révolutionnaires, demandait souvent des ménage-

ments infinis, des précautions, et même des « compromissions ». Selon les circonstances politiques, il était obligé de baisser le ton de sa critique, de souligner plus ou moins fortement certaines divergences. Mais dans aucun cas il ne laissa de doute sur ses préférences, sur sa propre conception. S'il cédait à la majorité, dans l'intérêt du mouvement général, il le faisait après avoir vaillamment soutenu ses idées à lui. Un chef de parti n'est jamais complètement libre : il doit souvent suivre ses troupes s'il ne veut par les voir se disloquer.

Il manqua cependant à Jaurès une forme de courage : Homme de réflexion et de raison, il n'avait pas de courage *contre* la vérité et contre la réalité. *Il avait la peur de ne pas être dans le vrai.* Souvent la belle assurance des hommes inférieurs lui imposait. Il hésitait longuement avant de prendre parti. Et c'est à ces moments-là qu'il était faible. Voyant et sachant la complexité infinie des choses et des hommes, il avait une certaine infériorité — infériorité bienfaisante et humaine — sur des hommes faits d'une pièce et partant comme un boulet dans la direction où les appelle leur égoïsme ou leur idée fixe. *Jaurès hésitait parce qu'il savait. Jaurès hésitait parce qu'il comprenait...*

Une autre source de faiblesse, c'était sa bonté et son idéalisme, qui l'empêchaient de voir les hommes et les choses dans leur misère et dans leur mesquinerie. Il attribuait à la réalité sa lumière et sa flamme intérieures. *Il idéalisait la réalité.* Aussi la vie ne lui ménagea-t-elle pas les surprises. Il subit parfois le contact de gens inférieurs, vulgaires même.

Au Congrès d'Amsterdam, en 1904, il lutta seul contre toute l'Internationale pour la participation au pouvoir et le « bloc » démocrate et socialiste.

Avec quelle virulence il attaqua de front la socialdemocratie allemande, qui, soutenue par les vieilles organisations socialistes de France, dominait le Congrès! Il l'accusa d'impuissance. Et il l'apostropha dans les termes que voici :

Je disais que le vice essentiel de la motion de Dresde et qui avait échappé à nos camarades socialistes allemands, c'est qu'elle tendait

à appliquer les règles d'action, ou plutôt d'inaction qui s'imposent à l'heure actuelle à la démocratie socialiste allemande. Et je disais que les deux prises par lesquelles le prolétariat peut agir sur le milieu politique et social lui font défaut à l'heure présente. D'abord la tradition révolutionnaire du prolétariat. Il y a eu des dévouements admirables dans le prolétariat allemand. Il n'a pas, historiquement, une tradition révolutionnaire Ce n'est pas lui qui a conquis sur les barricades le suffrage universel. Il l'a reçu d'en haut, et si on ne peut pas penser à l'arracher à ceux qui l'ont conquis eux-mêmes, puisqu'il leur serait aisé de le reconquérir, on peut, au contraire, penser à retirer d'en haut ce qu'on avait donné d'en haut. Et vous ne pouvez pas assurer, vous qui avez vu votre royaume rouge, votre « royaume socialiste » de Saxe subir sans résistance la suppression du suffrage universel.....

Quand, au Reichstag, Bebel a prononcé contre l'empereur allemand au sujet de l'incident Krupp, des paroles admirables d'éloquence et de courage, que nous avons traduites et répandues, vous avez été contraints, dans l'organe officiel de votre parti, dans les revues qui me dénoncent quotidiennement comme le grand corrupteur du prolétariat, *den grossen Verderber,* vous avez été contraints, lorsque les patrons allemands, dans leurs usines, ont obligé les ouvriers allemands socialistes à signer de plates adresses de félicitations à votre empereur, c'est-à-dire à vous souffleter vous-mêmes, vous avez été contraints de leur conseiller de ne pas refuser leur signature! Et vous continuez ainsi à émousser, à obscurcir, à affaiblir dans le prolétariat allemand cette force historiquement trop débile d'une tradition révolutionnaire insuffisante.

Eh bien, parce que vous, vous n'avez pas cette tradition révolutionnaire, vous la regardez avec une sorte de déplaisir chez les peuples qui y recourent, et vous n'avez qu'outrages, vos théoriciens n'ont que dédain pour nos camarades belges qui étaient, au péril de leur vie, descendus dans la rue pour conquérir le suffrage universel. (*Vifs applaudissements.*)

Et pas plus que vous n'avez de moyens d'action révolutionnaires, pas plus que vous n'avez la force que vous donnerait la tradition révolutionnaire du prolétariat, vous le savez bien, vous n'avez pas non plus de force parlementaire. Et quand bien même vous seriez la majorité au Reichstag, vous êtes le seul pays où vous ne seriez pas, le socialisme ne serait pas le maître, s'il avait la majorité. Car votre Parlement n'est qu'un demi-Parlement, un Parlement qui n'est pas un Parlement lorsqu'il n'a pas en mains la force exécutive, la force gouvernementale, quand ses décisions ne sont que des vœux, arbitrairement cassés par les autorités de l'empire. Et alors vous savez, vous sentez bien qu'il y a pour vous une situation difficile. Et vous cherchez une issue. Et je sais bien que vous la trouverez. On ne barre pas la route au destin. Vous, prolétariat de l'Allemagne, vous êtes le destin, le salut de l'Allemagne! On ne vous barrera pas la route. Mais vous ne savez pas encore, dans la pratique, quelle

route vous prendrez, si vous serez révolutionnaires ou parlementaires, comment vous instituerez la démocratie dans votre pays.

On attendait de vous, l'humanité attendait de vous, à ce Congrès de Dresde, qui a suivi la victoire de trois millions de suffrages, la définition d'une politique. Vous aviez crié dans vos journaux : « L'empire est à nous ! Le monde est à nous ! *Unser das Reich ! Unser die Welt!* » Non ! l'Empire n'est pas encore à vous puisque vous n'êtes même pas assurés de donner, dans votre capitale, l'hospitalité au socialisme international. (*Applaudissements.*)

Donc vous ne savez pas quelle route vous choisirez. On attendait de vous, au lendemain de cette grande victoire, un mot d'ordre, un programme d'action, une tactique. Vous avez exploré, vous avez tâté, guetté les événements ; les esprits n'étaient pas mûrs. Et alors, vous avez, devant votre propre prolétariat, vous avez devant le prolétariat international, masqué votre impuissance d'action en vous réfugiant dans l'intransigeance des formules théoriques, que votre éminent camarade Kautsky vous fournira jusqu'à épuisement vital. (*Applaudissements et rires.*)

Et alors, l'adoption dans ce Congrès international de la résolution de Dresde signifie que le socialisme international, dans tous les pays, dans tous ses éléments, dans toutes ses forces, s'associe à l'impuissance momentanée, mais formidable, à l'inaction provisoire, mais forcée de la démocratie allemande.

Et il répondit énergiquement à la critique faite par Bebel de la République bourgeoise :

« Ah ! je sais bien que la République ne contient pas, en substance, la justice sociale. Je voudrais que, sur ce point, entre Bebel et moi, il n'y ait pas de malentendu. Je ne pousse pas jusqu'à la superstition le formalisme politique. Je ne prétends pas que la République, par cela seul qu'elle est la République, est un principe de progrès, et si la démocratie, même républicaine, n'était pas sans cesse avertie, contrainte par l'action de classe du prolétariat, elle resterait stagnante. Donc elle ne suffit pas à assurer le progrès, et il peut y avoir des progrès économiques et sociaux en dehors de la République. J'entends dire qu'aujourd'hui, dans beaucoup de pays d'Europe, le prolétariat socialiste, en Allemagne, en Belgique, en Italie, ne se propose pas comme objet essentiel et immédiat le remplacement de la forme monarchique par l'institution républicaine, et qu'il croit plus utile de se servir des moyens d'action que lui donne déjà, même sous la forme

monarchique, un *commencement* de régime constitutionnel et de démocratie s'appuyant sur son action de classe. J'entends dire cela. Mais prenez garde! Si la République n'est pas en ce moment dans tous les pays la condition nécessaire du progrès économique et social, elle est en France, par ses origines, par la série d'événements révolutionnaires : en 1791, par la pétition du Champ de Mars, en 1792 par l'entrée du peuple au château des Tuileries, en janvier 1793 sur la place de la Concorde, où tombait la tête de Louis XVI, en 1830, en 1848, en 1871, elle est le résultat d'un mouvement révolutionnaire qui a créé la France moderne. Toujours c'est le prolétariat qui a voulu donner au mouvement révolutionnaire inconscient de la démocratie la forme suprême, la forme logique de la République, à laquelle, comme à un symbole, il a attaché ses espérances. Et voilà pourquoi la République, en France, a historiquement une signification de progrès et de liberté qu'elle n'a pas nécessairement, au même degré, dans les autres pays; voilà pourquoi le prolétariat socialiste est fidèle à lui-même, à sa tradition profonde, à Babeuf, à Buonarotti, à Blanqui, lorsqu'il défend, au nom de ses intérêts de classe, le régime républicain et la liberté républicaine.

« Et un second point, Bebel, toujours là-dessus. Vous dites que la République n'est pas, au même degré, immédiatement nécessaire dans les autres pays! Mais prenez garde! La République est la forme logique et suprême de la démocratie. Et si la démocratie est déprimée en France sous sa forme logique qui est la République, elle subit, par contre-coup, un dommage dans les autres pays d'Europe. Voilà pourquoi il est imprudent d'établir, comme vous l'avez fait hier, la balance des avantages et des inconvénients de la République, même bourgeoise. Et cette monarchie sociale qui, non pas par amour pour le peuple, mais par égoïsme, est, en effet, en quelque façon, supérieure aux classes et peut, pour se défendre contre la surprise possible de la bourgeoisie, donner au prolétariat quelques réformes, prenez garde, ce jeu qui peut donner pratiquement quelques résultats, il ne vaut pas pourtant les viriles et directes conquêtes par la volonté du prolétariat libre. Nous sommes en Europe à un moment où il n'y a pas seulement une poussée prolétarienne vers le socia-

lisme, mais chez presque tous les peuples un travail, une aspiration vers la démocratie, et même dans tous vos Etats particuliers d'Allemagne, où on commence à obtenir le suffrage universel, en Italie, en Autriche-Hongrie. Prenez garde qu'il ne soit imprudent de faire croire à tous ces hommes qui vont vers la liberté politique, à ces révolutionnaires russes comme notre éminent ami Plekhanoff, et qui ne peuvent pas répondre qu'au mouvement ouvrier ne se mêleront pas des éléments républicains, libéraux, de la part d'une bourgeoisie exaspérée par le despotisme, prenez garde qu'il ne soit imprudent de leur faire croire que la République n'a pas les avantages complets que le prolétariat en pourrait espérer, puisque, à vous entendre, ce triomphe de la démocratie remplacerait l'égoïsme intelligent d'un monarque par le libre égoïsme de classe de la bourgeoisie s'emparant du mouvement d'émancipation. Et ainsi nous avons cru servir non seulement la démocratie française, mais la démocratie européenne universelle en empêchant le cléricalisme et le militarisme de détruire en France cette République qui est l'aspiration logique de la démocratie. »

Comme dans une vision prophétique, il répudia d'avance ce qu'il appela au Congrès de Saint-Etienne (1909) « le confusionisme des confusionismes », le bloc nationaliste.

Et il dit, en s'adressant à Kautsky, son plus grand adversaire théorique d'alors :

« Je ne veux pas poser, en ce moment, des problèmes que les événements ne posent plus devant nous. Mais lorsque j'ai entendu le citoyen Kautsky répéter qu'il acceptait la possibilité de la participation des socialistes au gouvernement central en cas de péril national, qu'il accepterait que le communiste Blanqui fît partie du gouvernement dans une République bourgeoise chargée de refouler l'invasion, je me demandais si le ministérialisme devenait orthodoxe à condition d'être compliqué de nationalisme, s'il était plus excusable à un prolétaire de sacrifier la lutte de classes pour collaborer à la défense de cette même patrie qui était administrée et surtout exploitée par la classe bourgeoise. Je me demandais si la liberté politique, la liberté intellectuelle, la possibilité

d'organiser le prolétariat n'étaient pas pour le prolétaire d'un intérêt aussi essentiel que la *patrie d'aujourd'hui*. Et je sens que, dans certaines circonstances, je ne pourrais suivre jusqu'au bout le ministérialisme nationaliste de notre camarade ».

Jaurès fut vaincu à Amsterdam. Au lieu de déserter la lutte, de bouder le Parti socialiste et la classe ouvrière ou d'aller tout seul au pouvoir, il adhéra bientôt, en 1905, à l'Unité socialiste définitive. Il resta sa vie durant homme du Parti, du Parti socialiste et révolutionnaire.

Jaurès souscrivit loyalement, sincèrement, au pacte de l'Unité. Mais il exprima en termes clairs et décisifs sa propre pensée. Il ne veut rien entendre ni d'une « coterie d'opportunisme » ni d'une « coterie d'intransigeance ». Il voit dans l'Unité une garantie solide contre « toute politique de secte ». Il demande « une politique de classe », une politique révolutionnaire, mais qui n'exclut pas l'évolution « vers une démocratie ». (Jaurès a évidemment en vue une *démocratie socialiste*.) Et il s'explique de façon à ne laisser aucun doute sur sa pensée intime :

Je sais bien que le document qui a été signé ne donne pas satisfaction entière à toutes nos habitudes de pensée, et que certaines formules en sont ou un peu étroites ou un peu surannées. Je conviens que, s'il était appliqué d'une façon partiale, violente et sectaire, et par là même inexacte, il pourrait contrarier parfois le nécessaire développement et la vitalité du socialisme dans une démocratie. Mais comment stipuler entre des tendances diverses un contrat d'unité qui réponde exclusivement aux préoccupations des uns ou des autres? L'essentiel, c'est que l'unité soit conclue et pratiquée de bonne foi, entre hommes également dévoués au socialisme, et qui ne veulent laisser dégénérer la vivante pensée communiste ni en une intransigeance toute verbale, doctrinaire et stérile, ni en une simple variété du radicalisme démocratique. Or, c'est là, quelles que puissent être les réserves de détail des uns ou des autres sur telle ou telle formule, le service décisif que l'unité socialiste, largement instituée et pratiquée, rendra aux uns et aux autres. Tous, « révolutonnaires » ou « parlementaires », elle nous arrachera aux tentations et aux périls de l'esprit de coterie, coterie d'opportunisme ou coterie d'intransigeance. Elle nous affranchira de toute politique de secte pour fonder une politique de classe, et d'une classe révolutionnaire, mais qui évolue vers une démocratie. Elle conformera notre action à la

pensée entière du prolétariat qui ne se désintéresse pas des luttes immédiates et des réformes prochaines, qui est passionné pour la liberté politique et intellectuelle, pour les lois de protection ouvrière et d'assurance sociale, mais qui sait aussi qu'il ne sera pleinement affranchi, dans sa pensée comme dans son travail, que par une révolution profonde de propriété et par l'institution complète du régime communiste.

Revenu d'Amsterdam, Jaurès quitta le Bloc, déjà effrité depuis longtemps. Le parti radical, après avoir soutenu Jaurès dans sa lutte pour la République, la démocratie et la laïcité, après l'avoir même désigné pour la vice-présidence de la Chambre, n'eut pas le courage d'aller jusqu'au bout Certains radicaux se plaignaient de la « dictature » de Jaurès, d'un excès de faveurs accordé aux protégés socialistes. D'autres, par intérêt de classe, craignaient d'aller trop loin dans la voie des concessions au Parti socialiste. Il y avait aussi des ambitieux qui ne pardonnaient pas au « petit père » Combes de tenir trop longtemps la place qu'ils croyaient mieux mériter...

M. Combes, le démocrate intègre et ferme, d'un courage tranquille et méthodique, avait prévenu Jaurès qu'il quitterait le pouvoir si le leader socialiste abandonnait « le Bloc ». Jaurès quitta « le Bloc » en suivant son Parti : M. Combes quitta le pouvoir, mais non sans forcer ses successeurs à suivre sa politique, qui aboutissait à son terme logique : *la séparation des Eglises et de l'Etat.*

Le 17 mai 1904, Jaurès publia une lettre du pape protestant, dans des termes peu mesurés, contre le voyage du Président de la République à Rome. Cette lettre, parue dans le journal *l'Humanité,* que Jaurès fonda avec Briand et leurs amis, le 17 avril 1904, eut un grand retentissement et amena la rupture de la République avec le Vatican.

Depuis l'unité, en 1905, l'action de Jaurès se confond avec celle du Parti socialiste. Il est le véritable chef intellectuel et moral du Parti. Il développe une activité extraordinaire. Il prodigue son immense talent à la Chambre, dans le pays, comme propagandiste socialiste et démocrate, aux Congrès du Parti. Presque toutes les résolutions des Congrès socialistes de 1905 à 1914 sont de sa main et portent l'empreinte de

son esprit généreusement et vigoureusement conciliateur. Et il rend souvent justice à la critique des amis de Jules Guesde, contre-poids nécessaire à toute exagération réformiste.

Avec ses amis et collaborateurs intimes, Vaillant et Renaudel, il empêche la rupture du Parti avec la Confédération Générale du Travail et l'affaiblissement de l'Unité par l'exclusion de deux « enfants terribles » du Parti : Hervé et Breton. (Ce dernier a tout de même trouvé moyen de quitter le Parti.)

Il dirige, avec une compétence sans égale, l'action parlementaire du Parti socialiste et s'impose au respect de l'opinion mondiale.

Comme tous les grands esprits, tels Tolstoï et Ruskin, il devient un des directeurs de la conscience humaine. Et c'est au moment où un grand et terrible crime — le crime de la guerre — va se commettre que la main armée de la réaction éteint lâchement cette lumière dans la maison européenne : le crime a besoin des ténèbres.

CHAPITRE V

Jaurès apôtre de la Paix

Toute la noble nature de Jaurès, toute sa philosophie, toute sa conception sociale et politique s'opposaient pour ainsi dire organiquement à la violence brutale et à son application systématique et voulue qu'est la guerre. Toute la vie de ce grand homme d'Etat humanitaire et idéaliste fut une croisade presque ininterrompue contre la guerre. Cette lutte sans trêve fut menée par lui sur tous les terrains : au Parlement, dans la presse, dans les réunions publiques, dans les Congrès nationaux et internationaux, en France et à l'étranger.

Et si, à la fin de sa glorieuse carrière, criminellement interrompue, il étudie avec passion l'art de la guerre, c'est encore pour combattre efficacement toute velléité de guerre agressive, qu'il abhorre, qu'il maudit et qu'il cherche à rendre à jamais impossible.

C'est dans ce but qu'il devait aller, sur l'invitation de la Social-Democratie, en juillet 1905, à Berlin, pour combattre le militarisme dans une de ses plus importantes forteresses. Le gouvernement eut peur et interdit la conférence de Jaurès, tout en faisant des platitudes devant l'illustre orateur par l'intermédiaire de son ambassadeur à Paris, M. de Radolin, qui se présenta en personne au domicile de Jaurès pour lui notifier, comme à une puissance, cette interdiction. Le but ne fut pas atteint. La conférence a été publiée par le *Vorwaerts,* organe central de la Social-Democratie, et lue dans une grande réunion publique par un leader du Parti, Richard Fischer.

Nulle part Jaurès n'embrasse la question de la guerre et de la paix avec autant d'ampleur que dans cette conférence, dont nous donnons de larges extraits. Jaurès jette une lumière

éblouissante sur des problèmes de la politique internationale qui continuent à passionner le monde. Et on en peut facilement conclure quelles seraient les solutions qu'il proposerait aux heures que nous traversons, les plus tragiques de la destinée humaine.

Les diplomaties cherchaient, dit-on, à se tâter, elles essayaient l'une sur l'autre la puissance magnétique de leurs attitudes et de leurs regards. Je ne sais s'il y a eu, dans le conflit, cette part de jeu et de parade. Ce serait en tout cas un jeu plein de péril. Quand deux mécaniciens lancent leurs trains l'un contre l'autre sur la même voie et qu'on ne sait rien d'ailleurs de leurs intentions, on a beau dire qu'ils ne veulent qu'éprouver réciproquement la solidité de leurs nerfs, nul ne peut savoir comment les choses tourneront. Il se peut qu'un des mécaniciens au moins perde la tête. Il se peut qu'entraînés par la parade, ils lancent si bien leurs machines qu'ils ne puissent les arrêter à temps, et que la collision se produise. Si c'est un jeu, les voyageurs aimeraient mieux autre chose. Cette fois, le heurt a pu être évité : les deux mécaniciens se font des politesses : on s'apprête même à orner de fleurs les locomotives et à les atteler toutes deux à l'interminable train de la conférence internationale. C'est bien : mais cette alerte redoutable, survenue subitement en pleine tranquillité, en pleine sécurité, rappelle au peuple et aux prolétaires combien la paix est fragile et précaire dans la société d'aujourd'hui. Elle rappelle à toute la classe ouvrière d'Europe, à toute la classe ouvrière du monde son devoir d'union internationale, de vigilance internationale. Il ne faut pas que le prolétariat international soit un mot magnifique et vain. Il ne faut pas qu'il soit une force intermittente et superficielle, se manifestant à intervalles par ses Congrès internationaux ou par les circulaires du Bureau socialiste international. Il faut qu'il soit une force constante, toujours avertie, toujours éveillée, toujours en état de contrôler les événements à leur naissance, de surveiller dans leur germe les premiers conflits qui, en se développant, pourraient produire la guerre.

Jaurès voit clairement le danger de catastrophe qui menace le monde. Les deux « mécaniciens qui lancent leurs trains l'un contre l'autre sur la même voie », c'est la Triple Alliance et la Triple Entente. Il ne croit qu'à un moyen d'arrêter le choc fatal : l'action *internationale et simultanée* du prolétariat.

La voix du prolétariat universel, qui commence à s'élever pourtant vibrante et forte au-dessus des nations agitées par une éternelle rumeur d'inquiétude et de guerre, ne peut pas répéter tout ce que dit la cloche de Schiller. Elle peut bien dire : *Vivos voco, mortuos*

plango, j'appelle les vivants et je pleure sur les morts. Elle ne peut pas dire encore : *Fulgura frango:* je brise la foudre. Il nous reste encore une œuvre immense d'éducation et d'organisation à accomplir. Mais malgré tout, dès maintenant, il est permis d'espérer, il est permis d'agir. Ni optimisme aveugle, ni pessimisme paralysant. Il y a un commencement d'organisation ouvrière et socialiste, il y a un commencement de conscience internationale. Dès maintenant, si nous le voulons bien, nous pouvons réagir contre les fatalités de guerre que contient le régime capitaliste.

Le monde présent est ambigu et mêlé. Il n'y a en lui aucune fatalité, aucune certitude. Ni le prolétariat n'est assez fort pour qu'il y ait certitude de paix, ni il n'est assez faible pour qu'il y ait fatalité de guerre. Dans cette indécision des choses et cet équilibre instable des forces, l'action humaine peut beaucoup. La formidable part d'inconnu n'est pas redoutable seulement pour nous, socialistes. Elle l'est aussi pour ceux qui déchaîneraient témérairement des guerres dont nul aujourd'hui ne peut prévoir les conséquences politiques et les contre-coups intérieurs.

Jaurès n'aimait pas les jugements tranchants et irrévocables des fatalistes et des faux prophètes. Il voulait la voie libre pour l'action. C'est d'elle qu'il fait dépendre le sort du monde.

Nous n'avons pas, nous, socialistes, la peur de la guerre. Si elle éclate, nous saurons regarder les événements en face, pour les faire tourner de notre mieux à l'indépendance des nations, à la liberté des peuples, à l'affranchissement des prolétaires. Si nous avons horreur de la guerre, ce n'est point par une sentimentalité débile et énervée. Le révolutionnaire se résigne aux souffrances des hommes, quand elles sont la condition nécessaire d'un grand progrès humain, quand, par elles, les opprimés et les exploités se relèvent et se libèrent. Mais maintenant, mais dans l'Europe d'aujourd'hui, ce n'est pas par les voies de la guerre internationale que l'œuvre de la liberté et de justice s'accomplira et que les griefs de peuple à peuple seront redressés. Certes, depuis cent cinquante ans, bien des violences internationales ont été commises en Europe, dont les meurtrissures subsistent encore en des millions de consciences, dont les conséquences pèsent lourdement sur l'Europe et sur le monde. Mais c'est par la croissance de la démocratie et du socialisme, et par là seulement, que ces souffrances seront apaisées, que ces problèmes douloureux seront résolus. La démocratie fait du consentement des personnes humaines la règle du droit international. Le socialisme veut organiser la collectivité humaine, mais ce n'est pas une organisation de contrainte ; et sous la loi générale de justice et d'harmonie qui préviendra toute tentative d'exploitation il laissera aux nations la libre disposition d'elles-mêmes dans l'humanité, comme aux individus la libre disposition d'eux-mêmes dans la nation. Or, dans la

paix, la croissance de la démocratie et du socialisme est certaine. D'une guerre européenne peut jaillir la Révolution, et les classes dirigeantes feront bien d'y songer; mais il en peut sortir aussi, pour une longue période, des crises de contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme exaspéré, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences rétrogrades et de haines basses, de représailles et de servitudes. Et nous, nous ne voulons pas jouer à ce jeu de hasard barbare, nous ne voulons pas exposer sur ce coup de dés sanglants la certitude d'émancipation progressive des prolétaires, la certitude de juste autonomie que réserve à tous les peuples, à tous les fragments de peuples, au-dessus des partages et des démembrements, la pleine victoire de la démocratie socialiste européenne.

Jaurès ne veut pas de guerre, même dans le cas où de la guerre sortirait la Révolution. Il n'admet pas ce jeu de hasard barbare.

Et il considère comme « une grande faillite d'idéalisme » que les Français ne soient arrivés que par le chemin de la guerre à la République, et les Allemands à l'unité. Jaurès trace devant ceux qui devaient l'entendre en Allemagne un tableau remarquable du rôle historique de la France.

Je puis, sans contradiction et sans embarras, parler ici tout à la fois en socialiste international et en fils de cette France qui a, sans doute, dans sa longue histoire, commis bien des fautes ; qui, de Charles VIII à Louis XIV et de celui-ci à Napoléon, a trop souvent abusé de son unité nationale, constituée avant les autres, pour brutaliser et offenser les nations morcelées encore et inorganisées; qui, même sous la Révolution, a mêlé trop vite une ivresse de domination et d'orgueil au pur enthousiasme de la liberté universelle et de l'humanité; qui a laissé déflorer, comme dit votre poète Herwegh, par la brutalité conquérante de ses soldats, la liberté qu'elle offrait au monde comme une fiancée; qui s'étant portée d'abord d'un mouvement héroïque à l'extrémité de la révolution et de la démocratie, n'a pu s'y maintenir et a subi des vicissitudes de liberté et de réaction, parfois même un horrible mélange césarien de démagogie et d'esclavage; qui a porté dans sa politique extérieure les contradictions ou les ambiguïtés de sa politique intérieure, aidant de sa sympathie ou même de son effort les nationalités à naître, et les arrêtant aussitôt à moitié développement ou les contrariant d'une jalousie secrète; qui a payé d'un morceau de son âme et de sa chair les imprudences et les incohérences de ce despotisme napoléonien, dont elle fut tout ensemble la complice et la victime; mais qui, à travers toutes ses étourderies, tous ses enivrements et toutes ses défaillances, a donné sans compter le meilleur

de son sang pour les plus grandes causes; qui, la première, a ébranlé le vieux monde féodal et absolutiste, et la première a combattu le nouvel égoïsme bourgeois; qui met au service de l'humanité des dons admirables : une fine et profonde culture, un instinct démocratique et républicain, la clarté de l'esprit et de la volonté, la rapidité de la décision, l'élan de la sympathie, et qui, aujourd'hui, ramenée par la dureté des événements et la salutaire croissance des autres peuples à une appréciation plus exacte du rôle de tous et de chacun, reste une des grandes forces de progrès humain et de libération ouvrière, une force nécessaire et inviolable, résolue, dans la limite à son droit, à ne se laisser ni violenter, ni humilier. Oui, je parle ainsi de la France, sans embarras aucun, devant vous, socialistes d'Allemagne, parce que je sais que dans votre conscience vous vous efforcez de juger impartialement votre pays, comme nous nous efforçons de juger impartialement le nôtre. Ce fut pour nos deux nations, il y a trente-cinq ans, une grande faillite d'idéalisme, que nous ne soyons arrivés que par le chemin de la guerre, nous à la République, vous à l'unité.

Les conséquences de la guerre de 1870 ont été désastreuses pour la politique française, que l'alliance franco-russe pratiquée d'une façon étroite a subordonnée à la politique tsariste, en donnant à la France un programme qui, par moments, semblait dire : « le tsar d'abord, la France ensuite ».

Ainsi ils donnèrent à la France, dans un pacte qui n'aurait pu valoir que comme une égale et mutuelle garantie de paix, une situation subalterne et humiliée. De là deux conséquences funestes, l'une intérieure, l'autre extérieure. Au dedans, le tsarisme, exploité par nos gouvernants contre la tradition révolutionnaire de la France, aggravait le poids de la réaction française d'une partie au moins du poids de la servitude russe. Au dehors, la France perdait tout contrôle de l'alliance; c'est la Russie seule qui en fixait le sens. C'est la Russie seule qui en déterminait la direction ; elle put transformer un pacte de mutuelle garantie en un pacte d'aventure dont la France devait payer les frais et dont la Russie du tsar devait recueillir le bénéfice présumé. Ainsi, la France républicaine devint en Extrême-Orient la servante des ambitions et des imprudences de la Russie. Cette funeste application de l'alliance faussa dès lors tous les événements européens, toutes les relations européennes. L'entente de la Russie, de l'Allemagne et de la France, qui aurait été excellente et admirable si elle avait eu pour objet le maintien de la paix, devenait dangereuse et détestable lorsqu'elle se tournait contre le Japon, lorsque, par le traité de Simonosaki, elle servait en Extrême-Orient les calculs et les convoitises russes. Là encore, la France ne voulait pas la guerre, mais ayant été mise par les réacteurs sous la tutelle de la Russie, n'étant plus pour celle-ci qu'une alliée en sous-ordre, la France préparait

inconsciemment les conflits qui devaient éclater plus tard : elle fomentait à son insu des aventures où elle risquait un jour d'être entraînée, et la même politique réactionnaire qui compromettait la liberté mettait la paix en péril. La politique française était attachée et suspendue à la politique russe comme une nacelle à un ballon. Et ce ballon énorme, tout gonflé d'orgueil autocratique, pouvait emporter au loin, dans les espaces et les aventures d'Extrême-Orient, la politique de la France. Que ce ballon se dégonfle, que son enveloppe fragile et gâtée se déchire : c'est tout le destin de la France qui se précipite d'une chute formidable. Voilà le péril que les socialistes français ont sans cesse dénoncé à la nation, trop longtemps dupée par des manœuvres de réaction. Et si la France s'est ressaisie avant les suprêmes imprudences, si elle ne s'est pas laissé entraîner dans le conflit d'Extrême-Orient, si elle ne s'est pas livrée sans réserve au déréglement de la politique tsariste, si elle n'a pas permis que la neutralité fût violée au profit des escadres russes à ce point de scandale qui aurait rendu impossible le maintien de la paix, c'est pour une part à la prévoyance du parti socialiste qu'elle en est redevable.

Jaurès fut partisan de l'entente franco-anglaise. Il voyait dans cette entente une garantie de démocratie et de paix. Mais il protestait violemment toutes les fois qu'on semblait donner à cet accord nécessaire une pointe dirigée contre l'Allemagne. Il y voyait, avec raison, un terrible danger pour la paix.

Je ne sais pas si notre diplomatie a jamais regardé en face ce dessein et les conséquences extrêmes auxquelles il conduisait nécessairement. Mais c'est déjà trop que quelques indices, quelques attitudes, permissent de le supposer. C'était déjà trop, pour la paix de l'Europe et pour la tranquille évolution des démocraties, que l'Allemagne pût prétendre avec quelque apparence que la diplomatie française essayait de l'envelopper. Je revendique comme un titre d'honneur pour les socialistes français d'avoir pressenti ce danger, de l'avoir signalé dès la première heure, dès que la nouvelle diplomatie française commençait à dessiner sa courbe. Et nous avons voulu qu'aucune équivoque ne subsistât, qu'aucune ombre ne demeurât. Dès les premières réunions, dès les premières manifestations où participèrent à Paris des délégués italiens et anglais, nous déclarâmes avec insistance que ces ententes n'avaient rien d'exclusif et d'agressif, qu'elles devaient peu à peu s'étendre à toute l'Europe. Quand, au mois de novembre dernier, est venu devant la Chambre l'accord franco-anglais, j'ai, pour ma part, très fortement insisté en ce sens : « Prenez garde, disais-je, que l'accord anglo-français puisse être interprété par une partie de l'opinion européenne comme une coalition des jingoes anglais et des nationalistes français. Dites bien qu'il n'y a dans cet accord aucune pointe cachée contre l'Allemagne ». Et une fois

de plus, je démontrais la nécessité pour la France, dans l'intérêt de la France elle-même et de la civilisation, de compléter par une entente loyale et durable avec l'Allemagne tout le système d'alliances ou d'amitiés sur lequel elle fonde sa politique.

Des adversaires politiques reprochaient à Jaurès de « donner toujours raison à l'Allemagne ». C'est une calomnie absurde. Jaurès était à la fois un grand patriote et un homme d'une rare impartialité, ayant la passion et l'instinct de la vérité. Il ne séparait jamais, d'ailleurs, l'intérêt de son pays de celui de la vérité. Et il ne manquait jamais l'occasion de critiquer avec violence la diplomatie allemande. Ainsi, dans le discours qu'il devait prononcer dans la capitale du militarisme prussien, il dit sévèrement leur fait aux diplomates allemands.

Mais si notre diplomatie a sa part, sa lourde part de responsabilité dans la crise qui a mis un moment en émoi les deux peuples, votre diplomatie aussi a ses responsabilités. Sa faute la plus grave, c'est de n'avoir pas averti à temps et assez nettement l'opinion française du prix qu'elle attachait aux intérêts de l'Allemagne au Maroc et des inquiétudes que l'accord franco-anglais lui inspirait à cet égard. Il y a bien eu des réserves faites dès le début par votre chancelier, et mon ami le citoyen Vaillant les rappelait à la tribune pour bien marquer les responsabilités de notre diplomatie, mais comme ces réserves étaient incertaines ! Et quel contraste avec le coup de tonnerre qui a suivi ! Si le souci de ménager les transitions caractérise l'art classique, il n'y a rien eu de moins classique que la conduite de toute la diplomatie allemande en cette affaire : c'est un air de flûte qui a fini en ouragan. Il est vrai que votre diplomatie dispose de moyens éclatants dont la diplomatie d'une république ne peut pas fournir l'équivalent. Mais si l'on veut vraiment maintenir et assurer la paix, si l'on veut permettre à un grand peuple voisin qui a été meurtri par le destin, mais qui a gardé toute sa fierté, de contracter avec l'Allemagne une entente honorable, il vaut mieux peut-être résoudre les difficultés par des procédés moins heurtés.

Mais ce qui a profondément blessé la conscience française, ce qui a révolté tous les Français, des socialistes aux conservateurs, c'est la prétention émise par quelques journaux et par quelques docteurs de faire de la France une sorte d'otage s'il survenait un conflit entre l'Allemagne et l'Angleterre. Ce qui serait intolérable, c'est qu'on attendît de notre pays qu'il rompît avec l'Angleterre, qu'il dénonçât le pacte de bon accord qu'il a conclu avec elle. Pas plus que nous ne voulons d'un accord avec l'Angleterre qui serait dirigé contre l'Allemagne, nous ne voulons acheter le rapprochement avec l'Allemagne par une rupture avec l'Angleterre.

A la politique de mutuelle provocation des chancelleries, génératrice des guerres, Jaurès oppose la politique de la Révolution et du socialisme, la politique de la solidarité universelle qui cherche une base concrète à la paix mondiale définitive.

Aujourd'hui, au contraire, quelle que soit la violence de la concurrence économique, quel que soit le péril des compétitions coloniales, ce conflit n'est pas aggravé entre les peuples par un conflit politique et social. Toutes les grandes nationalités sont constituées : et malgré les différences secondaires de régime, elles participent toutes à la même évolution générale. Il n'y a pas un peuple qui représente contre un autre un système politique et social. Partout, selon un rythme différent, mais dans une direction identique, la démocratie s'organise, le prolétariat se meut. Heurtez aujourd'hui l'une contre l'autre l'Allemagne, la France, l'Angleterre, il vous sera impossible de dire quelle est l'idée engagée dans le conflit. Or, ce n'est pas manquer au matérialisme historique, c'est l'interpréter au contraire dans son vrai sens que de dire que les conflits des intérêts économiques, pour atteindre toute leur ampleur et se déchaîner dans toute leur violence, ont besoin de se déguiser, pour eux-mêmes et pour le monde, en conflits d'idées. Maintenant ce déguisement est impossible. Ceux qui chercheraient à mettre aux prises l'Angleterre et l'Allemagne seraient obligés de s'avouer à eux-mêmes et à l'humanité tout entière que la seule âpreté de la concurrence capitaliste suscite et légitime le conflit. Or, le capitalisme, quelles que soient son audace et son impudence, n'aime pas à être surpris de la sorte à l'état de nudité, et il a si souvent couvert ses méfaits de prétextes honnêtes qu'il ne reste plus de feuilles au figuier.

Le prolétariat universel sent en lui la double force révolutionnaire de la nature, la force d'éruption et la force d'érosion de la lave qui soulève et de la vague qui use! En Russie aujourd'hui, c'est la lave; ailleurs, c'est le flot; tantôt c'est l'ébranlement, tantôt c'est l'effritement. Et toutes ces actions partielles, toutes ces conquêtes partielles se communiquent de peuple à peuple; toutes ces commotions nationales se propagent. Qui dira le ressentiment et les contre-coups possibles de la révolution russe où la classe ouvrière aura eu une si large part? Quelle force de libération générale pourra émaner un jour de la France républicaine affranchie des castes du passé et de la tutelle de l'Eglise, si elle parvient (comme je l'espère) à rallier au socialisme ouvrier ses millions de paysans démocrates, tous les jours plus libres d'esprit? Et quelle conséquence aura pour l'équilibre du monde et pour l'affranchissement du travail l'avènement politique de cette démocratie socialiste allemande qui, par sa croissance continue, à peine marquée de dépressions passagères, ressemble, en effet, à une force naturelle d'une lente et irrésistible poussée? C'est ainsi que nous mettons en commun les efforts et les espérances.

C'est ainsi que s'établit une vie internationale ouvrière et socialiste, capable de réagir sur le désordre des antagonismes nationaux : si bien qu'enfin notre volonté de justice sociale donnera un corps au rêve d'universelle paix qui a visité sans cesse, comme une ironie atroce ou un réconfort illusoire, toutes les mêlées d'égorgement, de haine et de meurtre où l'humanité des races, des castes, des classes, depuis des milliers de siècles, a ensanglanté son âme et ses mains.

Jaurès croyait impossible que les intérêts et les ambitions des puissances se cachent sous les masques idéologiques. Son optimisme d'action, sa bonté naturelle lui ont fait voir la triste réalité sous un jour par trop favorable. Les événements lui ont malheureusement donné sur ce point un démenti sanglant.

Mais avec quelle force de conviction, avec quelle puissance d'argumentation et avec quelle clairvoyance il dénonçait les forces aveugles poussant à la guerre et les sophistes doctrinaires de la guerre éternelle ! Voici une page immortelle qu'il a écrite sur ce sujet :

Et ceux-là aussi qui ont proclamé que la guerre est la nécessaire et sévère éducation des hommes voient leur idéal se dérober. Car les générations s'écoulent dans l'attente inquiète de la guerre sans en recevoir la rude discipline. Les vastes collisions deviennent trop rares, malgré tout, et trop incertaines pour avoir une vertu. Le militarisme n'est guère plus, durant de longues périodes, qu'une bureaucratie énorme dont les facultés techniques subsistent peut-être encore, mais dont le ressort moral se dissout dans l'équivoque d'une fausse guerre et d'une fausse paix. Les hommes sont pliés sous le fardeau de la paix armée et ils ne savent pas si ce qu'ils portent sur leurs épaules c'est la guerre ou le cadavre de la guerre. La haute probabilité du péril prochain, la certitude du sacrifice imminent, la fréquente familiarité de la mort joyeusement acceptée ne renouvellent plus dans le militarisme administratif les sources de la vie morale. La somnolente barbarie de la paix armée est comme un marais dormant où plonge l'illusoire reflet de nuées ardentes. Quand donc le socialisme international s'organise pour assurer la paix entre les peuples par la suppression du privilège capitaliste et par l'émancipation du travail, ce n'est pas seulement contre l'injustice et la violence qu'il s'efforce ; mais il lutte aussi contre les ambiguïtés et les contradictions qui faussent à la longue la vie morale des peuples. Pour cette grande œuvre de révolution sociale et morale, le prolétariat allemand et le prolétariat français peuvent beaucoup par leur union, par leur action commune. Notre devoir est haut et clair : toujours propager l'idée, toujours exciter et organiser les énergies, toujours

espérer, toujours lutter jusqu'à la définitive victoire de la démocratie socialiste internationale, créatrice de justice et de paix.

Mais où est donc, en fait, cette fatalité prétendue d'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne? Sans doute la rivalité des intérêts économiques y est assez aiguë. Mais la guerre ne serait ni pour un peuple ni pour l'autre une solution. Il est sans doute impossible d'abolir la grande puissance d'expansion de l'Angleterre, et il est impossible d'écraser la force méthodique de production de la populeuse et savante Allemagne. En se heurtant désespérément, les deux peuples se meurtriraient, se blesseraient, éclabousseraient de sang les vastes mers orageuses; mais aucun d'eux n'éliminerait l'autre; et après des luttes épuisantes, ils devraient compter encore l'un sur l'autre. Ou si, par un coup de fortune extraordinaire, l'un des deux peuples réduisait l'autre à une longue impuissance, le vainqueur, devenu formidable au reste du monde, verrait se former contre lui, comme l'a si bien dit le professeur Delbruck, ces coalitions universelles où se brisèrent Louis XIV et Napoléon.

La sagesse, le souci de leurs intérêts, conseillent donc à l'Angleterre et à l'Allemagne de négocier, de transiger, de rechercher sur tous les points du globe où leurs activités se rencontrent et où leurs ambitions se froissent, des accommodements. C'est là qu'est le devoir de leurs hommes d'Etat. C'est là que sera leur gloire. Et c'est à quoi aussi le prolétariat des deux nations doit s'occuper sans délai et sans relâche.

Le plus grand service que la France peut rendre à la civilisation, à la paix, à la liberté politique et à la justice sociale, c'est de modérer le conflit anglo-allemand. Qu'on ne dise pas qu'elle risquerait ainsi de s'aliéner les deux peuples et d'attirer sur elle-même un double orage. Oui, il y aurait péril pour elle si elle jouait un jeu ambigu et sournois. Mais si, constamment, ouvertement, sans aucune arrière-pensée agressive, sans aucune tentative secrète, elle s'efforçait dans le sens de l'équité et de la paix, si elle apaisait les malentendus au lieu de les envenimer de je ne sais quels desseins cachés, elle serait doublement protégée contre les surprises du destin; d'abord par l'autorité morale qu'une politique aussi évidemment loyale lui assurerait, et ensuite par la ferveur enthousiaste de tous les citoyens qui seraient toujours prêts à défendre en elle, jusqu'au dernier souffle, la grande patrie de l'humanité, de la justice et de la paix.

Le crime de M. Delcassé, c'est d'avoir gâché par d'outrecuidantes combinaisons ce beau rôle de la France. Il n'est pas trop tard pour le reprendre. Mais, de grâce, ayons une pensée claire et un ferme dessein. Je m'épouvante parfois de l'obscurité et de l'incertitude de la pensée publique. Il me semble que nous sommes revenus à ces jours troubles qui suivirent Sadowa et où les politiques les plus contradictoires se heurtaient, se mêlaient comme en des abîmes d'incohérence. La France ne veut pas la guerre; elle a besoin de la paix pour l'œuvre immense de transformation socialiste qui va solliciter son effort, comme elle a eu besoin de la paix depuis trente années pour le difficile établissement républicain. Cette volonté de paix n'est pas une

volonté d'abaissement, et nul au dehors ne s'y trompera. Mais il faut qu'elle apparaisse nette, dégagée, éclatante. Le signe le plus décisif que la France puisse donner au monde de ce vouloir pacifique, c'est de ne se livrer ni à l'Allemagne contre l'Angleterre, ni à l'Angleterre contre l'Allemagne. C'est de ne pas se laisser aller un seul instant, dans le secret de sa conscience, à la tentation des chances inespérées que pourrait lui apporter un conflit entre les deux peuples ; c'est de croire à la possibilité de la paix entre l'Allemagne et l'Angleterre, et d'y travailler sans cesse discrètement mais sincèrement. Voilà la politique sage. Voilà la politique nécessaire. Ceux qui veulent la paix, mais qui, en annonçant des conflits inéluctables, créent le vertige de la guerre, énervent et déséquilibrent par des contradictions secrètes la raison du pays. Et ils enlèvent à la France le bénéfice de l'absolue clarté, clarté pour les autres et clarté pour soi, qui est pour elle et pour le monde une sauvegarde.

Jaurès ne renonça jamais au retour de l'Alsace-Lorraine à la France. Mais il attendait, selon son expression, « la France *intégrale* » de « l'humanité *intégrale* ».

Dès l'apparition de l'hervéisme, en 1905, Jaurès ne cessa pas de le combattre tout en l'interprétant comme une réaction violente et exagérée de la nécessaire lutte contre le militarisme et le danger de guerre. Il disait qu'Hervé a le « génie du malentendu ». Lorsqu'il voulait glorifier le drapeau de Valmy, il faisait semblant de le planter « dans le fumier ».

Dans le but de flétrir les républicains infidèles à la République, il criait : « A bas la République ! » Et il était ainsi condamné à passer son temps à rattraper ses paradoxes lancés avec étourderie. Le « casseur de vitres » était obligé de se faire « raccommodeur de faïence ».

Jaurès revient souvent aux paradoxes d'Hervé. Il en profite pour exposer ses idées sur la patrie, le militarisme, la guerre et la paix.

En 1905, il écrit :

« Les instituteurs « patriotes » dont M. Bocquillon est le chef viennent de livrer leur secret. Le détestable et absurde paradoxe du citoyen Hervé n'est qu'un prétexte dont ils s'emparent grossièrement. Ils affectent de confondre l'internationalisme avec une doctrine qui, quand on la presse, en est la négation.

« Il est intéressant de noter que ceux des groupements socialistes qui votent des ordres du jour d'approbation aux formules du citoyen Hervé en transforment le sens. Ils en éliminent ce qu'ils ont de particulier et de caractéristique, et ils ne retiennent que l'affirmation générale d'action révolutionnaire qui est toute différente et même toute contraire. Oui, la guerre qui mettrait aux prises des fractions de ce prolétariat universel qui a le même idéal, le même vouloir, serait le plus grand des crimes commis par la société d'aujourd'hui contre la classe ouvrière. De ce crime, la classe ouvrière aurait le droit et le devoir de demander compte à la société. Elle aurait le droit et le devoir d'arracher la conduite des choses humaines et la direction du travail aux forces d'oppression, de convoitise et d'inconscience qui déchaînent les conflits internationaux. Elle aurait donc le droit et le devoir de faire surgir de cette commotion européenne la Révolution sociale. Cette Révolution sociale, elle peut, tant que dure la paix, s'y efforcer selon la loi par les moyens que la démocratie grandissante met à la disposition des travailleurs, par la conquête graduelle du pouvoir politique, par la croissante organisation économique. Mais la crise d'une grande guerre bouleverserait cette évolution. Ou elle refoulerait le socialisme et la classe ouvrière submergée dans le flot sanglant des passions chauvines, ou elle porterait révolutionnairement au pouvoir une minorité prolétarienne audacieuse qui brusquerait la marche des événements. Mais comment cette Révolution ouvrière pourrait-elle se défendre si elle ne défendait pas l'existence nationale qui lui sert de base? Ainsi, dans la thèse du citoyen Hervé, il y a deux éléments grossièrement contradictoires : l'idée de la résignation passive à l'invasion, et l'idée d'une Révolution sociale nécessairement active et qui confondrait la patrie et le prolétariat, s'excluent et se détruisent l'une l'autre. C'est avec stupeur que l'on constate l'adhésion des uns, l'émoi des autres, quand il s'agit d'une doctrine aussi incohérente et qui ne peut vivre un jour sans se décomposer. Il n'en restera qu'une chose : c'est un nouvel avertissement, après tant d'autres, donné aux classes possédantes et privilégiées qu'il ne suffit plus de dresser la patrie comme une idole pour faire se prosterner

les générations ; que la patrie ne peut exister désormais pour tous les citoyens qu'à proportion des droits qu'elle leur assure ; que la patrie bourgeoise, symbole et sauvegarde de la propriété bourgeoise, s'effrite dans la conscience ouvrière comme la propriété bourgeoise elle-même, et qu'il est temps, si l'on veut mettre à l'abri de toute surprise extérieure l'autonomie des grands groupements historiques, de fonder une patrie nouvelle sur une propriété nouvelle, l'invincible patrie socialiste appuyée à la propriété sociale.

« Et quel chauvinisme imbécile et bas ! Le patriotisme consiste à « préférer passionnément la France ». Cela n'est pas vrai. Le patriotisme consiste, pour un Français, à bien connaître la France, ses qualités et ses défauts, ses vertus et ses vices, ses lumières et ses ténèbres, afin de pouvoir corriger ses défauts, atténuer ses vices, dissiper ses ténèbres, et faire servir l'accroissement de ses qualités, de ses vertus, de ses lumières au progrès général de l'humanité. Dire au Français que son devoir est de préférer passionnément la France, à l'Allemand que son devoir est de préférer passionnément l'Allemagne, à l'Anglais l'Angleterre, à l'Italien l'Italie, au Chinois la Chine, c'est créer chez tous les peuples un parti pris d'aveuglement, d'infatuation, d'injustice et de violence. Quiconque se préfère délibérément aux autres ne reconnaît aux autres qu'un droit inférieur ; et c'est le principe de tous les attentats, de toutes les iniquités. C'est la formule et la doctrine de la barbarie nationaliste ; et les instituteurs qui, à la suite de M. Bocquillon, propageraient cette théorie basse commettaient un crime de lèse-humanité et de lèse-patrie. Misérables patriotes qui, pour aimer et servir la France, ont besoin de la « préférer », c'est-à-dire de ravaler les autres peuples, les autres grandes forces morales de l'humanité. La vraie formule du patriotisme, c'est le droit égal de toutes les patries à la liberté et à la justice, c'est le devoir pour tout citoyen d'accroître en sa patrie les forces de liberté et de justice. M. Bocquillon a beau parler en même temps du respect sincère pour les autres nations. S'il y a pour nous dans tous les cas un devoir de « préférence raisonnée » à l'égard de notre pays, si nous devons juger les conflits, les différends qui peuvent s'élever entre lui et les

autres, non pas selon la raison et le droit, mais selon le coefficient arbitraire de nos préférences systématiques, il n'y a plus de règle de justice internationale ; et comme le respect ne peut être fondé que sur la justice, le respect affecté pour les autres pays est illusoire et mensonger, toute politique d'arbitrage, c'est-à-dire d'impartialité, devient, avec la formule de M. Bocquillon, une ignominieuse comédie. Il était bon que les « patriotes » définissent enfin leurs conceptions. On sait maintenant ce que signifie pour eux le patriotisme et la patrie : réaction sociale au dedans, violence hypocrite au dehors. Non, ce n'est pas le bout de l'oreille qui est sorti, c'est toute l'oreille, et ce n'est pas celle d'un animal noble. »

Apôtre de la paix, Jaurès ne négligea aucun effort, d'où qu'il vînt, destiné à augmenter les chances de paix. Il défendit toujours la Conférence de la Haye. Dans un discours au Congrès de Toulouse (1907), et en répondant à ses contradicteurs, il s'exprime ainsi :

Quant à la Conférence de la Haye, il est facile de dire que ce n'est qu'une fumisterie, comme le dit Rappoport. Nous, nous disons : Cela pourra être et cela restera une comédie, une hypocrisie, un simulacre ou tout au moins une tentative incomplète et inefficace, si le prolétariat ne s'en mêle pas, s'il ne s'empare pas des premières tentatives faites, sous sa pression, en faveur de la paix par les gouvernements eux-mêmes, pour les obliger à prendre au sérieux les Conférences de la Haye. Déjà, sous la pression, sous la vigilance des prolétariats français, anglais, allemand, cette procédure a abouti, dans l'incident de Hull, à régler à l'amiable un conflit qui pouvait mettre aux prises, qui allait mettre aux prises l'Angleterre et la Russie. Hier, vous citiez comme l'homme le plus consciencieux de la démocratie socialiste internationale, le plus soucieux de ses responsabilités, notre éminent camarade et prédécesseur dans le combat, Bebel. Avez-vous oublié, citoyen Rappoport, qui suivez de si près les choses d'Allemagne, qu'à propos de la dernière Conférence de la Haye, Bebel a interpellé le chancelier allemand, le gouvernement allemand, pour leur reprocher de n'avoir donné au délégué de l'Allemagne à la Conférence de la Haye que des instructions insuffisantes et restrictives ? Il a dit : « Nous voulons la paix, la Conférence de la Haye est un premier organisme, une première tentative de paix, nous voulons que le gouvernement la prenne au sérieux, nous voulons que ce ne soit pas une parade, et le prolétariat interviendra pour que cela devienne l'organisme d'une volonté réelle,

européenne, ouvrière, internationale de paix et d'équité. Pourquoi vous, chancelier, ne prenez-vous pas au sérieux cette œuvre? » Eh bien, citoyen Rappoport, le chancelier n'aurait eu qu'à répondre *qu'il ne valait* pas la peine de participer à une entreprise que le socialisme lui-même dénonçait comme une duperie, un piège, une hypocrisie et un danger de plus.

En vérité, vous parlez comme si nous prétendions réaliser les réformes par des combinaisons dans les couloirs, par des groupements de formules et de mots qui viendraient ensuite se coucher sur le papier du *Bulletin des Lois*. Non, ce n'est pas ainsi que les réformes se conquièrent. Nous, nous savons mieux que vous que le Parlement n'est pas un foyer, il n'est pas une source, il n'est qu'un aboutissant; ce n'est pas là que se créent les forces, ce n'est pas là qu'elles s'engendrent, mais, lorsqu'elles ont été créées, lorsqu'elles ont été engendrées, lorsqu'un groupement de masse a été déterminé dans le prolétariat et dans la partie de la démocratie voisine que le prolétariat peut ébranler de son effort, alors cet ébranlement se propage jusqu'au Parlement, il en fait vibrer les portes, il pénètre jusque dans l'enceinte, et nous, vos délégués parlementaires, nous ne sommes que les ingénieurs de la dernière heure chargés d'ajuster au mieux les derniers rouages de la machine pour que la force vive du prolétariat organisé ait le plus clair de son emploi et de son énergie. Voilà tout. Lafargue disait : « Vos lois de protection ouvrière, le repos hebdomadaire, la journée de huit heures, les assurances sociales... » Eh oui ! oui, on a obtenu que la bourgeoisie qui tient tout le prolétariat sous son fouet, le ménage un peu, qu'elle ne le fouette pas, qu'elle ne l'assomme pas jusqu'au point où, épuisé, il se couche dans la mort. Il y a des lois sociales pour les prolétaires comme il y a la loi Grammont pour les chevaux. Et je me rappelais l'admirable morceau de ce moraliste dont je parlais tout à l'heure, de La Rochefoucauld, l'auteur de ces « Maximes » où, recherchant dans le groupement humain toutes les analogies possibles avec les animaux, après avoir trouvé parmi les hommes des chiens, des loups, des tigres — beaucoup de tigres — des lièvres en assez petit nombre, un très grand nombre de renards, un nombre encore plus grand de perroquets, il conclut par cette phrase tragique : « Et combien d'animaux qui ne restent soumis que parce qu'ils n'ont pas conscience de leur force! »

Citoyen Lafargue, l'homme, si ressemblant qu'il soit aux animaux, a une particularité, c'est que même sous son joug, sous le fouet, il prend conscience de sa force, et les lois sociales ne sont pas une loi Grammont parce que le prolétariat n'est pas une animalité servile et indéfiniment résignée, mais une force consciente qui tous les jours se redresse, qui tous les jours s'organise, qui tous les jours se syndique, qui tous les jours, de la faiblesse de chacun crée la force de tous. C'est ce prolétariat organisé, vigilant, conscient, qui a été le générateur profond des réformes et qui est la puissance de contrôle et de vie qui leur donne réalité et efficacité.

Jusqu'au dernier soupir, Jaurès lutta pour la paix. Quelques jours avant sa mort, il alla à Bruxelles, en compagnie de Jules Guesde, Longuet, Sembat et Vaillant, pour conférer, au nom du Parti socialiste français, avec les représentants de l'Internationale ouvrière sur la meilleure méthode de conjurer le danger de la guerre, qu'il croyait toujours évitable.

Et voici son dernier discours prononcé *en France*, le 25 juillet, six jours avant sa mort, à Vaise, près Lyon, où il est venu soutenir la candidature de Moutet :

« Citoyens,

« Je veux vous dire ce soir que jamais nous n'avons été, que jamais depuis quarante ans, l'Europe n'a été dans une situation plus menaçante et plus tragique que celle où nous sommes à l'heure où j'ai la responsabilité de vous adresser la parole. Ah! citoyens, je ne veux pas forcer les couleurs sombres du tableau, je ne veux pas dire que la rupture diplomatique dont nous avons eu la nouvelle il y a une demi-heure, entre l'Autriche et la Serbie signifie nécessairement qu'une guerre entre l'Autriche et la Serbie va éclater et je ne dis pas que si la guerre éclate entre la Serbie et l'Autriche que le conflit s'étendra nécessairement au reste de l'Europe, mais je dis que nous avons contre nous, contre la paix, contre la vie des hommes à l'heure actuelle des chances terribles et contre lesquelles il faudra que les prolétaires de l'Europe tentent les efforts de solidarité suprême qu'ils pourront tenter.

« Citoyens, la note que l'Autriche a adressée à la Serbie est pleine de menaces et si l'Autriche envahit le territoire slave, si les Germains, si la race germanique d'Autriche fait violence à ces Serbes qui sont une partie du monde slave et pour lesquels les Slaves de Russie éprouvent une sympathie profonde, il y a à craindre et à prévoir que la Russie entrera dans le conflit, et si la Russie intervient pour défendre contre l'Autriche la Serbie, l'Autriche ayant devant elle deux adversaires, la Serbie et la Russie, invoquera le traité d'alliance qui l'unit à l'Allemagne et l'Allemagne fait savoir par ses ambassadeurs auprès de toutes les puissances qu'elle se

solidariserait avec l'Autriche. Et si le conflit ne restait pas entre l'Autriche et la Serbie, si la Russie s'en mêlait, l'Autriche verra l'Allemagne prendre place sur les champs de bataille à ses côtés. Mais alors, ce n'est plus seulement le traité d'alliance entre l'Autriche et l'Allemagne qui entre en jeu, c'est le traité secret mais dont on connaît les clauses essentielles, qui lie la Russie et la France et la Russie dira à la France : « J'ai contre moi deux adversaires, l'Allemagne et l'Autriche, j'ai le droit d'invoquer le traité qui nous lie, il faut que la France vienne prendre place à mes côtés. » A l'heure actuelle, nous sommes peut-être à la veille du jour où l'Autriche va se jeter sur les Serbes et alors Autriche, Allemagne se jetant sur les Serbes et les Russes, c'est l'Europe en feu, c'est le monde en feu.

« Dans une heure aussi grave, aussi pleine de périls pour nous tous, pour toutes les patries, je ne veux pas m'attarder à chercher longuement les responsabilités. Nous avons les nôtres, Moutet l'a dit et j'atteste devant l'histoire que nous les avions prévues, que nous les avions annoncées; lorsque nous avons dit que pénétrer par la force, par les armes au Maroc, c'était ouvrir à l'Europe l'ère des ambitions, des convoitises et des conflits, on nous a dénoncés comme de mauvais Français et c'est nous qui avions le souci de la France.

« Voilà, hélas! notre part de responsabilités, et elle se précise si vous voulez bien songer que c'est la question de la Bosnie-Herzégovine qui est l'occasion de la lutte entre l'Autriche et la Serbie et que nous, Français, quand l'Autriche annexait la Bosnie-Herzégovine, nous n'avions pas le droit, ni le moyen, de leur opposer la moindre remontrance, parce que nous étions engagés au Maroc et que nous avions besoin de nous faire pardonner notre propre péché en pardonnant les péchés des autres.

« Et alors notre Ministre des Affaires étrangères disait à l'Autriche :

« Nous vous passons la Bosnie-Herzégovine, à condition « que vous nous passiez le Maroc » et nous promenions nos offres de pénitence de puissance en puissance, de nation en nation, et nous disions à l'Italie :

« Tu peux aller en Tripolitaine, puisque je suis au Maroc, « tu peux voler à l'autre bout de la rue, puisque moi j'ai « volé à l'extrémité ».

« Chaque peuple paraît à travers les rues de l'Europe avec sa petite torche à la main et maintenant voilà l'incendie. Eh bien! citoyens, nous avons notre part de responsabilité, mais elle ne cache pas la responsabilité des autres et nous avons le droit et le devoir de dénoncer, d'une part, la sournoiserie et la brutalité de la diplomatie allemande.

« Duplicité de la diplomatie russe. Les Russes qui vont peut-être prendre parti pour les Serbes contre l'Autriche et qui vont dire : « Mon cœur de grand peuple slave ne sup- « porte pas qu'on fasse violence au petit peuple slave de « Serbie. » Oui, mais qu'est-ce qui a frappé la Serbie au cœur? Quand la Russie est intervenue dans les Balkans, en 1877, et quand elle a créé une Bulgarie, soi-disant indépendante, avec la pensée de mettre la main sur elle, elle a dit à l'Autriche : « Laisse-moi faire et je te confierai l'admi- « nistration de la Bosnie-Herzégovine. » L'administration, vous comprenez qu'entre diplomates ce que cela veut dire, et du jour où l'Autriche-Hongrie a reçu l'ordre d'administrer la Bosnie-Herzégovine, elle n'a eu qu'une pensée, c'est de l'administrer au mieux de ses intérêts.

« Dans l'entrevue que le Ministre des Affaires étrangères russes a eu avec le Ministre des Affaires étrangères de l'Autriche, la Russie a dit à l'Autriche : « Je t'autoriserai à « annexer la Bosnie-Herzégovine à condition que tu me « permettes d'établir un débouché sur la mer Noire, à proxi- « mité de Constantinople ». M. d'Æhrenthal a fait un signe que la Russie a interprété comme un oui, et elle a autorisé l'Autriche à prendre la Bosnie-Herzégovine, puis quand la Bosnie-Herzégovine est entrée dans les poches de l'Autriche, elle a dit à l'Autriche : « C'est mon tour pour la mer Noire ». — « Quoi? Qu'est-ce que je vous ai dit, rien du tout », et depuis c'est la brouille avec la Russie et l'Autriche, entre M. Iswolsky, ministre des Affaires étrangères de la Russie et M. d'Æhrenthal, ministre des Affaires étrangères de l'Autriche; mais la Russie avait été la complice de l'Autriche

pour livrer les Slaves de Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie et pour blesser au cœur les Slaves de Serbie.

« C'est ce qui l'engage dans les voies où elle est maintenant.

« Si depuis trente ans, si depuis que l'Autriche a l'administration de la Bosnie-Herzégovine, elle avait fait du bien à ces peuples, il n'y aurait pas aujourd'hui des difficultés en Europe, mais la cléricale Autriche tyrannisait la Bosnie-Herzégovine, elle a voulu la convertir par force au catholicisme en la persécutant dans ses croyances, elle a soulevé le mécontentement de ces peuples.

« La politique coloniale de la France, la politique sournoise de la Russie et la volonté brutale de l'Autriche ont contribué à créer l'état de choses horrible où nous sommes. L'Europe se débat comme dans un cauchemar.

« Eh bien! citoyens, dans l'obscurité qui nous environne, dans l'incertitude profonde où nous sommes de ce que sera demain, je ne veux prononcer aucune parole téméraire, j'espère encore malgré tout qu'en raison même de l'énormité du désastre dont nous sommes menacés, à la dernière minute, les gouvernements se ressaisiront et nous n'aurons pas à frémir d'horreur à la pensée du désastre qu'entraînerait aujourd'hui pour les hommes une guerre européenne.

« Vous avez vu la guerre des Balkans, une armée presque entière a succombé soit sur le champ de bataille, soit dans les lits d'hôpitaux, une armée est partie à un chiffre de trois cent mille hommes elle laisse dans la terre des champs de bataille, dans les fossés des chemins ou dans les lits d'hôpitaux infectés par typhus cent mille hommes sur trois cent mille.

« Songez à ce que serait le désastre pour l'Europe : ce ne serait plus, comme dans les Balkans, une armée de 300.000 hommes, mais 4, 5 et 6 armées de deux millions d'hommes. Quel désastre, quel massacre, quelles ruines, quelle barbarie! Et voilà pourquoi quand la nuée de l'orage est déjà sur nous, voilà pourquoi je veux espérer encore que le crime ne sera pas consommé. Citoyens, si la tempête éclatait, tous, nous socialistes, nous aurons le souci de nous sauver le plus tôt possible du crime que les dirigeants auront commis et

en attendant, s'il nous reste quelque chose, s'il nous reste quelques heures, nous redoublerons d'efforts pour prévenir la catastrophe. Déjà dans le *Vorwaerts* nos camarades socialistes d'Allemagne s'élèvent avec indignation contre la note de l'Autriche et je crois que notre bureau socialiste international est convoqué.

« Quoi qu'il en soit, citoyens, et je dis ces choses avec une sorte de désespoir, il n' ya plus au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie, qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation, c'est que le prolétariat rassemble toutes ses forces qui comptent un grand nombre de frères et que tous les prolétaires Français, Anglais, Allemands, Italiens, Russes et nous demandons à ces milliers d'hommes de s'unir pour que le battement unanime de leurs cœurs écarte l'horrible cauchemar.

« J'aurais honte de moi-même, citoyens, s'il y avait parmi vous un seul qui pourrait croire que je cherche à tourner au profit d'une victoire électorale, si précieuse qu'elle puisse être, le drame des événements. Mais j'ai le droit de vous dire que c'est notre devoir à nous, à vous tous, de ne pas négliger une seule occasion de montrer que vous êtes avec ce parti socialiste international qui représente à cette heure, sous l'orage, la seule promesse d'une possibilité de paix ou d'un rétablissement de la paix. »

(Reproduit d'après l'*Avenir Socialiste,* paraissant à Lyon, n° 384, du 1er au 7 août 1894.)

Ce sont les *ultima verba* du grand et immortel orateur en France, comme son discours du 29 juillet, au *Cirque Royal* de Bruxelles, furent ses dernières paroles prononcées publiquement devant un auditoire humain.

CHAPITRE VI

La Mort de Jaurès

Jaurès était encore plein de force et de santé. Il allait à travers la vie, bon et vigoureux ouvrier de l'Idéal, confiant et ardent au travail, les yeux fixés sur l'étoile polaire de l'Idée. Et il ne voyait pas qu'autour de lui rôdaient la haine et la folie armées par la réaction. Jaurès était modeste. Aussitôt descendu de la tribune, d'où il dominait les masses entraînées par sa parole puissante et passionnée, il se mêlait à la foule. En véritable grand esprit, il ne se considérait pas au-dessus du commun des hommes. Il ne prenait aucune précaution pour sa sécurité, oubliant que des milliers et des milliers d'yeux chargés de haine étaient braqués sur lui. Des propos meurtriers et stupides couraient les rues et les salons, que personne, d'ailleurs, ne prenait au sérieux.

Cependant, après le Congrès socialiste du 14-18 juillet 1914, l'animosité de la presse réactionnaire souffle en tempête. Elle dénature et falsifie une parole de Jules Guesde prétendant, contre Jaurès, que la grève générale, même internationale et simultanée, serait un crime de haute trahison *contre le socialisme*. Elle coupe les mots *contre le socialisme* pour pouvoir déclarer que Jules Guesde accusait Jaurès de trahison envers la France. Voici un spécimen de cette polémique meurtrière et criminelle. C'est M. Charles Maurras, dans l'*Action Française* du 18 juillet 1914 (n° 199, p. 1, col. 2-3), qui écrit, sous le titre « Le sérieux du régime » :

« M. Jules Guesde a accusé M. Jaurès de haute trahison. C'était bien dit. Mais qu'a-t-il fait? Va-t-il se séparer de ce traître?

« Le *Temps* dénonce, blâme, censure et flétrit l'alliance des radicaux avec M. Jaurès, considéré comme ennemi public. C'est encore fort bien écrit. Mais que fera le *Temps?* S'abstiendra-t-il d'échanger des idées avec M. Jaurès, de confa-

buler avec lui comme avec un Français naturel et normal et de lui proposer, le cas échéant, son alliance en bonne forme, sur la Proportionnelle avec le quotient par exemple?

« Oh! si M. Guesde et le *Temps* continuent à frayer comme par le passé avec l'homme qu'ils s'accordent à considérer comme un traître, nous n'en concevrons ni surprise, ni colère, ni mépris, ni même pitié. Nous nous contenterons de montrer la chose au public, de le prier de regarder, de réfléchir et de conclure : — C'est cela, le régime. Il se définit dans ces flétrissures verbales suivies des plus intimes et des plus cordiales camaraderies dans l'action.

« L'acte de M. Jean Jaurès au « Congrès socialiste extraordinaire » a été précédé de centaines d'actes pareils qui méritent les mêmes notations d'infamie, lesquelles ne lui ont pas été épargnées. Chacun le sait, M. Jaurès, c'est l'Allemagne. Or, quand M. Jaurès fait du patriotisme à la Chambre, il n'y a personne dans les travées, dans les tribunes, pas un collègue, pas un journaliste, pas un huissier pour lui jeter les pommes cuites auxquelles a droit ce misérable. Et quand M. Jaurès est nommé membre de la Commission de l'armée ou qu'il entre dans la Commission mixte chargée d'enquêter sur l'État-Major général et sur les bureaux de la Guerre, il ne se trouve même pas des hommes de sang français pour le conspuer comme il le mérite.

« De deux choses l'une. Ou bien M. Jaurès ne mérite pas les épithètes dont l'accablent de loin les libéraux et les nationalistes républicains de la Chambre. Ou, comme tout le montre, comme tout l'avoue, ces messieurs ayant parfaitement raison de traiter M. Jaurès comme ils le font dans leurs journaux, les amabilités publiques sans cesse échangées avec un individu qui trafique du pays montrent que sa conduite ne les indigne pas autant qu'ils le font croire au lecteur et à l'électeur : soit que la trahison en elle-même leur paraisse un crime assez véniel, soit que l'atmosphère, le langage et les mœurs du Palais-Bourbon leur aient appris à n'y rien prendre au sérieux et que, là plus qu'ailleurs, il y ait de la marge entre les choses et les mots.

« Quel régime! Parlementarisme nationaliste, parlementarisme socialiste, tout s'y résout en propos bruyants et volu-

mineux dont chacun se détache et se désintéresse aussitôt qu'ils sont proférés. « Mon cher Jaurès », dit Cochin ; « mon vieux Jaurès », dira Jules Guesde, et le patriote Bazire invoquera « la confiance et la sympathie » de Jaurès dans les petites feuilles qu'il répand dans la circonscription où il est candidat.

« On peut rire de cette comédie dégradante. Mais il faut réfléchir à ce qui en sort. Si les Russes nous trouvent « plus tranquilles que l'eau, plus dociles que l'agneau » ; s'ils s'étonnent que nous ne relevions pas toutes « les honteuses violences commises en Alsace-Lorraine » ; si le monde entier se détourne avec dégoût et pitié de notre inertie devant le massacre de religieux français au Mexique, croyez-vous que nos habitudes de gouvernement verbaliste aient été étrangères à ce sordide oubli de sanglantes réalités ?

« Mœurs ignobles. Mœurs parricides. Je veux dire plus cruelles à la patrie que la trahison de Jaurès lui-même. C'est en vouant ces mœurs au mépris de la France, c'est en nous refusant à les pratiquer et même à les tolérer, c'est en accordant nos actes à nos paroles que nous nous sommes fait tant d'ennemis puissants ! Mais la fidélité, la fermeté, la constances des amitiés qui nous suivent ont coulé aussi de la même source. On sait que notre politique n'est pas de mots. **Au réalisme des idées correspond le sérieux des actes.** »

Il est à noter que les paroles de M. Charles Maurras, chef d'un clan de zélateurs fanatiques qui ont fait leurs preuves, ont une autre portée que la polémique violente d'un simple journaliste, comme celle de M. Gohier, dont on connaît la méthode de polémique (1).

Jaurès ne répondait même pas. Le 28 juillet il alla, en compagnie de Vaillant, Sembat, Guesde et Jean Longuet, à Bruxelles, pour assister, le 29, à un effort suprême de l'Internationale pour sauver la paix. Au Cirque Royal de

(1) Lorsque j'ai signalé le même jour à Jaurès cet article de M. Maurras, il m'a simplement répondu : « N'y attachez aucune importance : M. Charles Maurras ne peut pas me pardonner de ne le jamais citer ». J'ai pourtant cru de mon devoir de signaler de nouveau ce même article à mon ami Philippe Landrieux, administrateur de l'*Humanité*, qui d'ailleurs recevait souvent des lettres de menace contre Jaurès.

Bruxelles, il prononça son dernier discours, qui littéralement souleva l'auditoire, composé de milliers de personnes appartenant à toutes les classes de la société. Voici quelques passages essentiels de son chant du cygne pour la paix du monde (d'après *l'Humanité*, le compte rendu du *Peuple* de Bruxelles et d'après mes souvenirs personnels) :

« Et l'Allemagne? Si elle a connu la note austro-hongroise, elle est inexcusable d'avoir permis une pareille démarche. Et si l'Allemagne officielle n'a pas connu la note autrichienne, quelle est sa sagesse gouvernementale? Quoi? vous avez un contrat qui vous lie et qui vous entraîne à la guerre et vous ne savez pas ce qui va vous y entraîner! Je demande quel peuple a donné un exemple pareil d'anarchie! (*Applaudissements.*)

« Cependant, les dirigeants hésitent. Profitons-en pour nous organiser. Nous, socialistes français, notre devoir est simple. Nous n'avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique. Moi, qui n'ai jamais hésité à assumer sur ma tête la haine de nos chauvins par ma volonté obstinée, et qui ne faillira jamais, d'un rapprochement franco-allemand, j'ai le droit de dire que le gouvernement français veut la paix. » (*Ovation.*)

En parlant des menaces de la guerre, Jaurès dit : « Attila est au bord de l'abîme, mais son cheval trébuche et hésite encore ».

S'opposant, comme il le fit toute sa vie, à ce que la France se soumît à un rôle subalterne, il dit textuellement : « Si l'on fait appel à un traité secret avec la Russie, nous en appellerons au traité public avec l'Humanité ».

Et il termina son discours, le meilleur de sa vie (1), par des paroles prophétiques dont voici le texte quasi littéral :

---

(1) Une preuve de sa vigueur intellectuelle. La veille, il avait fait un voyage fatigant de Paris à Bruxelles. *Toute la journée du 29 juillet*, il travaille à la Maison du Peuple avec les membres du Bureau Socialiste International. Après la réunion, il écrit un article pour l'*Humanité*. Ayant à peine avalé un morceau, il part pour le meeting en me disant : « J'ai une migraine terrible. » Malgré ces fatigues, il écoute et souligne de ses interruptions spirituelles tous les discours des orateurs internationaux. Et il prononçe à la fin un formidable discours de trois quarts d'heure...

« Au début de la guerre, tout le monde sera entraîné. Mais lorsque les conséquences et les désastres se développeront, les peuples diront aux responsables : « Allez-vous en et « que Dieu vous pardonne ».

Après son retour de Bruxelles, Jaurès ne quitta pas, pour ainsi dire, la Chambre, désertée par *tous* les partis politiques. Il tenta des efforts suprêmes pour sauver la paix.

Voici les principaux passages de son dernier article, publié dans *l'Humanité* du 31 juillet, le jour de sa mort, sous le titre: *Sang-froid nécessaire :*

« Que l'on mette, si l'on veut, les choses au pire ; qu'on prenne en vue des plus formidables hypothèses les précautions nécessaires, mais, de grâce, qu'on garde partout la lucidité de l'esprit et la fermeté de la raison.

. . . .

« Et si l'on juge de ce que serait la guerre elle-même et des effets qu'elle produirait par la panique, les sinistres rumeurs, les embarras économiques, les difficultés monétaires et les désastres financiers que déchaîne la seule possibilité du conflit, si l'on songe que dès maintenant il faut ajourner le règlement d'échéances et se préparer à décréter le cours forcé de petites coupures de billets de banque, on se demande si les plus fous ou les plus scélérats des hommes sont capables d'ouvrir une pareille crise.

« Le plus grand danger à l'heure actuelle n'est pas, si je puis dire, dans les événements eux-mêmes. Il n'est même pas dans les dispositions *réelles* des chancelleries, si coupables qu'elles puissent être ; il n'est pas dans la volonté *réelle* des peuples ; il est dans l'énervement qui gagne, dans l'inquiétude qui se propage, dans les impulsions subites qui naissent de la peur, de l'incertitude aiguë, de l'anxiété prolongée. A ces paniques folles les foules peuvent céder et il n'est pas sûr que les gouvernements ne cèdent pas. Ils passent leur temps (délicieux emploi) à s'effrayer les uns les autres et à se rassurer les uns les autres. Et cela, qu'on ne s'y trompe pas, peut durer des semaines. Ceux qui s'imaginent que la crise diplomatique peut être et doit être résolue en quelques jours se trompent. De même que les batailles de la guerre moderne, se développant sur un front immense, durent sept

ou huit jours, de même les batailles diplomatiques, mettant maintenant en jeu toute une Europe et un appareil formidable et multiple de nations puissantes, s'étendent nécessairement sur plusieurs semaines. Pour résister à l'épreuve, il faut aux hommes des nerfs d'acier ou plutôt il leur faut une raison ferme, claire et calme. C'est à l'intelligence du peuple, c'est à sa pensée que nous devons aujourd'hui faire appel si nous voulons qu'il puisse rester maître de soi, refouler les paniques, dominer les énervements et surveiller la marche des hommes et des choses, pour écarter de la race humaine l'horreur de la guerre.

« Le péril est grand, mais il n'est pas invincible si nous gardons la clarté de l'esprit, la fermeté du vouloir, si nous savons avoir à la fois l'héroïsme de la patience et l'héroïsme de l'action. La vue réelle du devoir nous donnera la force de le remplir.

« Tous les militants socialistes inscrits à la Fédération de la Seine sont convoqués dimanche matin, à la salle Wagram, à une réunion où sera exposée la situation internationale, où sera définie l'action que l'Internationale attend de nous. Des réunions multipliées tiendront en action la pensée et la volonté du prolétariat et prépareront la manifestation, assurément magnifique, qui préludera aux travaux du Congrès international. Ce qui importe avant tout, c'est la continuité de l'action, c'est le perpétuel éveil de la pensée et de la conscience ouvrières. Là est la vraie sauvegarde. Là est la garantie de l'avenir.

« J. J. »

Après l'entrevue qu'il eut avec M. Abel Ferry, Jaurès vint pour la dernière fois à la rédaction de *l'Humanité*. Voici, d'après ce journal, le récit de sa mort :

« Jaurès était venu à *l'Humanité* un peu avant huit heures. Il venait du Ministère des Affaires Étrangères, où, délégué par le Groupe socialiste, il avait vu M. René Viviani; Renaudel et Longuet l'accompagnaient.

« Il s'entretint un instant avec l'administrateur du journal

et quelques amis. Il n'avait pas dîné et il avait beaucoup à travailler.

« On descendit au restaurant du Croissant, à deux pas de *l'Humanité,* où Jaurès et ses amis prirent place à la longue table qui est à gauche de l'entrée. La gravité de l'heure mettait en tous une émotion profonde. Jaurès parlait de sa belle voix grave... Il donnait quelques instructions à ses collaborateurs politiques. On achevait de dîner. A cet instant, le citoyen Dolié, du *Bonnet Rouge,* qui dînait avec sa jeune femme à une table voisine, se lève et vient avec une photographie à la main et la tend à un des voisins de table de Jaurès en disant :

— « Voyez. C'est ma petite fille.

« — Peut-on voir? dit Jaurès, avec un bon sourire.

« Il prit la photographie, l'examina un instant, demanda l'âge de l'enfant au jeune père, en le complimentant.

« Il était dix heures moins vingt.

« Tout à coup, deux coups de feu retentissent, un éclair luit, un cri de femme s'élève d'une des tables : Jaurès est tué! Jaurès est tué!

« Jaurès, comme une masse, venait de s'effondrer sur le côté gauche. Tout le monde était debout, criant, se précipitant. Ce fut une minute de confusion et de stupeur. Tandis que quelques-uns de ses amis se précipitaient dans la rue — car les deux coups de feu avaient été tirés du dehors — à bout portant, par la fenêtre ouverte contre laquelle Jaurès se trouvait adossé, on étendit l'assassiné sur la banquette. Il respirait à peine et il avait les yeux fermés. A-t-il eu conscience du crime? C'est ce que l'on ne saura jamais.

« Il ne mourut pas tout de suite. En attendant le médecin qu'on était allé chercher, un dîneur, pharmacien de son état, s'approcha, tâta le pouls du mourant, puis secoua la tête. On ouvrit la chemise, le cœur ne battait plus qu'à peine. Le corps fut placé sur une table. Compère-Morel, accouru, tenait en pleurant la main inerte. Renaudel, avec sa serviette, étanchait le sang qui sortait de la blessure, un tout petit trou rouge à l'arrière du crâne, avec, autour, un peu de matière blanchâtre.

« — Messieurs, dit le médecin, qui venait d'arriver, je crains bien qu'il n'y ait rien à faire.

« Au bout de trois minutes, où les sanglots roulaient dans les gorges serrées :

« — Messieurs, dit le médecin, M. Jaurès est mort. »

Le gouvernement fit afficher sur les murs de Paris l'appel suivant :

Un abominable attentat vient d'être commis : M. Jaurès, le grand orateur qui illustrait la tribune française, a été lâchement assassiné. Je me découvre personnellement et au nom de mes collègues devant la tombe si tôt ouverte du républicain socialiste qui a lutté pour de si nobles causes et qui, en ces jours difficiles, a, dans l'intérêt de la paix, soutenu l'action patriotique du gouvernement.

Dans les graves circonstances que la patrie traverse, le gouvernement compte sur le patriotisme de la classe ouvrière, de toute la population, pour observer le calme et ne pas ajouter aux émotions publiques par une agitation qui jetterait la capitale dans le désordre. L'assassin est arrêté; il sera châtié. Que tous aient confiance dans la loi, et que nous donnions en ces graves périls l'exemple du sang-froid et de l'union.

Pour le Conseil des Ministres :

Le Président du Conseil,
VIVIANI.

La presse fut unanime — y compris l'*Action Française* — à flétrir l'assassinat. Elle rendit justice au grand disparu dans les termes les meilleurs. Il suffit de citer le principal organe de la bourgeoisie capitaliste, *le Temps*, et *l'Humanité*, organe du Parti socialiste.

Du *Temps*, 2 août 1914 :

Au milieu des circonstances tragiques que nous traversons, alors que tous les Français éprouvent le besoin de s'unir pour défendre la patrie, un fou, ou un misérable, a assassiné, hier soir, Jean Jaurès : deux coups de feu tirés par derrière, l'un à la nuque, l'autre à la tempe, dans un restaurant voisin de son journal.

Quelque opinion qu'on puisse avoir sur le rôle politique du grand orateur socialiste, un sentiment d'indignation soulèvera les honnêtes gens à la nouvelle de cet attentat odieux. Cette réprobation sera d'autant plus véhémente que depuis huit jours Jean Jaurès s'efforçait dans ses articles quotidiens, en dépit des théories mêmes du parti internationaliste, de faire comprendre aux siens la gravité

de l'heure présente et d'amener chacun à l'idée de rejoindre le poste où l'appelait le devoir national.

Il faut que, malgré leur douleur, tous les partisans, tous les amis de Jean Jaurès écoutent le conseil qui fut sa parole suprême : le conseil, — toute discussion politique ou sociale cessant, — de faire notre devoir de Français. Nous avons confiance qu'il en sera ainsi et que ce meurtre affreux, au lieu de troubler une entente si émouvante et si belle, la scellera mieux encore.

Pour nous, nous n'avons cessé de combattre le directeur de *l'Humanité,* de dénoncer son rôle dangereux, de condamner, *chez un homme de cette extrême intelligence et de cette parfaite probité,* son attitude antimilitariste et ses erreurs en politique extérieure, nous, que son journal n'a jamais ménagé, nous avons le droit de proclamer notre indignation de cet assassinat et de saluer ce mort.

L'*Humanité,* par la plume de Marcel Sembat :

Ils nous le tuent à l'heure terrible où, plus que jamais, la France avait besoin de lui.

Ah! fous qui l'insultiez! maintenant qu'il est mort vous vous apercevez de ce qu'il valait, et la grandeur de votre perte vous effraie.

Vous reconnaissez en lui une source de lumière, parce que cette lumière est éteinte.

Dans la guerre de 1870, la France, au milieu de ses désastres, tenta d'assembler les débris de ses forces, et pour l'effort suprême elle trouva Gambetta.

Qui donc, parmi nous, maintenant que Jaurès est mort, qui donc serait de taille à tenir ce rôle redoutable?

Il a disparu : et nos adversaires même, jetant les yeux autour d'eux, s'épouvantent qu'il ait disparu.

Nos adversaires! mais nous! nous! qui perdions, ce printemps, Francis de Pressensé et qui perdons aujourd'hui Jaurès!

Jaurès meurt, et la mobilisation est décrétée! Jaurès s'en va; la guerre arrive.

Ah! si on l'avait écouté, si on avait mieux suivi ses conseils, peut-être ne serions-nous pas sous les griffes du monstre! On l'approuvait, oui, je le sais! je l'ai vu! j'ai vu les ministres l'interroger, solliciter ses avis, s'inspirer de ses conseils. Mais on l'approuvait trop mollement! et au langage net et intelligent qu'il souhaitait qu'on fît entendre, on substituait des propos mêlés, équivoques et confus qui demeuraient sans efficacité.

Aussi le bien qu'il eût tant voulu faire à son pays fut empêché. Quelle douleur cruelle il eût éprouvée s'il avait lu sur les murailles le décret de mobilisation que nous y avons lu tantôt.

Mais il eût persisté, tous ceux qui l'ont connu en jureront, il eût persisté à espérer contre toute espérance et son vaillant optimisme aurait lutté jusqu'au bout pour la paix. Il aurait refusé de croire que la guerre fût inévitable, même après la mobilisation décrétée, et

notre devoir est de continuer sa tâche en nous entêtant furieusement à lutter pour la paix.

L'impression dans le monde fut formidable. On oubliait presque les terribles événements qui se préparaient pour ne penser qu'à cette « catastrophe mondiale », selon l'expression d'un journal anglais. Le peuple pleurait à chaudes larmes son ami le plus noble et le plus éclairé. Des témoignages de sincère douleur venus des hommes de tous les partis affluaient à son modeste domicile, 8, passage de la Tour, où sa famille, atrocement frappée : Mme Jaurès, sa femme, Mlle Madeleine Jaurès, sa fille, et M. Louis Jaurès, son jeune fils, étaient entourés de ses nombreux amis et camarades du Parti, qui ne quittèrent pas un instant la dépouille mortelle de l'immortel martyr du socialisme international et de la paix.

Ses obsèques eurent lieu le 4 août 1914, au milieu d'une immense affluence populaire. Nous donnons quelques extraits des discours prononcés sur sa tombe.

M. Viviani, Président du Conseil, dit, notamment, les larmes aux yeux :

« Je l'avais reçu jeudi soir. Sa voix, éclatante dans le discours, persuasive et douce, presque câline dans l'entretien, suppliait pour la paix, dans la justice et dans l'honneur.

« ...Son cœur, son caractère, sa haute conscience, cette vie probe et simple, tout entière vouée au devoir, cet apostolat inlassable, ce parti pris de défendre les opprimés emportaient notre estime et notre admiration. »

Vaillant, son collaborateur des dernières années, dit :

« Il nous dirait que, devant cette catastrophe générale qui s'annonce, au moment où toutes les forces de barbarie, toutes les puissances du militarisme impérialiste se déchaînent contre nous, nous ne devons pas perdre, ni même laisser faiblir notre foi internationaliste ni notre foi socialiste ».

Léon Jouhaux, au nom de la Confédération Générale du Travail, prononça les paroles suivantes :

« Ami Jaurès, tu pars, toi l'apôtre de la paix, de l'en-

tente internationale, à l'heure où commence, devant le monde atterré, la plus terrible des épopées guerrières qui aient jamais ensanglanté l'Europe. Victime de ton ardent amour de l'humanité, tes yeux ne verront pas la rouge lueur des incendies, le hideux amas de cadavres que les balles coucheront sur le sol.

« Et c'est pour nous, classe ouvrière, un réconfort dans notre deuil. Car si les horreurs de la guerre te sont épargnées, à toi cœur généreux et valeureux, ton souvenir, ton image seront présents à chaque instant de ces moments tragiques pour nous conduire dans la nuit sanglante qui s'ouvre pour nous. Devant ce cercueil, où gît, froid, insensible désormais, le plus grand des nôtres, nous avons le devoir de dire, de clamer avec force, qu'entre lui et nous, classe ouvrière, il n'y eut jamais de barrière. On a pu croire que nous avions été les adversaires de Jaurès. Ah! comme on s'est trompé! Oui, c'est vrai, entre nous et lui, il y eut quelques divergences de tactique. Mais ces divergences n'étaient, pour ainsi dire, qu'à fleur d'âme. Son action et la nôtre se complétaient. Son action intellectuelle engendrait notre action virile. Elle la traduisait lumineusement dans les grands débats oratoires que soulevaient, dans les pays, les problèmes sociaux. C'est avec lui que nous avons toujours communié.

« Jaurès était notre pensée, notre doctrine vivante; c'est dans son image, c'est dans son souvenir que nous puiserons nos forces dans l'avenir. »

Marcel Sembat :

« Ils nous l'ont tué au moment où la France avait le plus besoin de lui, et c'est maintenant que ses adversaires comprennent ce que la France et le monde ont perdu ».

M. Ferdinand Buisson :

« J'apporte, au nom de tous les hommes, le dernier salut envers celui qui fut le modele et l'exemple de la sincérité.

« Au nom de ses anciens collègues, élèves et maîtres de l'Université, je salue le grand citoyen qui avait toujours su partout aimer la Patrie dans l'humanité et l'humanité dans la Patrie. »

Camille Huysmans prononça un discours mémorable au nom de l'Internationale Ouvrière Socialiste. En voici l'essentiel :

« Nous sommes, à travers le monde, dix millions d'ouvriers organisés pour lesquels le nom de Jaurès incarnait l'aspiration la plus noble, la plus éloquente et la plus complète du socialisme.

« Le génie de Jaurès ne s'enfermait pas dans les cadres d'un parti. Il était plus encore que le représentant d'une classe. Il symbolisait une époque.

« Jaurès n'appartenait pas seulement à la France. Il appartenait à toutes les nationalités. « Sa disparition est une « catastrophe européenne », écrivait hier un des organes principaux de la presse anglaise... Je me rappelle aussi ce qu'il fut pour les ouvriers des autres pays. Je vois encore les délégués étrangers attendre qu'il eût parlé pour fixer leur opinion décisive; et, même, quand ils n'étaient pas d'accord avec lui, ils aimaient à se rapprocher de sa conception. Il était plus qu'un artiste. Il était plus que la Parole. Il était plus que l'Orateur. Il était la Conscience. Il était une valeur morale. Il savait donner l'exemple de la discipline. Il était comme ces chênes de Finlande qui, hauts comme des mâts et puissamment attachés au sol, savent incliner leur cime sans se déraciner et dont l'élasticité redouble la force.

« Jaurès disparaît au moment où toute l'Europe est menacée d'être mise à feu et à sang.

« L'assassinat du plus grand des citoyens a été l'annonciateur de la plus grande calamité, et l'on dirait que le Destin a voulu épargner cette vision barbare à l'inlassable optimisme de celui qui persistait, malgré tout, à croire au triomphe final de l'intelligence et du bon sens de l'homme. »

Nous n'avons rien à ajouter à ce portrait, fait de main de maître.

Nous connaissons l'homme.

Etudions son œuvre.

Nous y retrouverons l'homme.

DEUXIÈME PARTIE

LE PENSEUR

CHAPITRE PREMIER

La Philosophie de Jaurès

Jaurès possédait un grand talent philosophique. Pour être un grand philosophe, il ne lui manqua que du temps : la politique l'a ravi à la philosophie. Mais toute son action politique fut inspirée et dirigée par ses principes philosophiques. Jaurès fut un homme d'Etat, dans le grand sens du mot, doublé d'un philosophe. Il agissait en penseur pénétrant et avisé. Et il soumettait son activité merveilleuse à un examen constant, éclairé de quelques idées fondamentales et directrices. On ne saurait comprendre toute la portée de l'action politique de Jaurès sans avoir pénétré profondément le sens de sa philosophie qu'expose, dans ses grandes lignes, sa thèse philosophique : *La Réalité du Monde sensible* (première édition 1891, deuxième 1902) (1).

Quelles étaient les idées directrices de la philosophie jauressiste?

Jaurès peut être classé, si l'on se tient aux termes d'école, comme partisan d'un panthéisme évolutionniste. Mais ce terme, tout en signalant les fondements mêmes de la philosophie jauressiste, n'épuise pas toute la richesse d'idées souvent géniales et toujours ingénieuses de son œuvre philosophique qui tient à la fois de la philosophie et de la poésie. Car, d'accord avec la grande école idéaliste allant de Platon à Bergson en passant par Kant et Schopenhauer, Jaurès considère et pratique la métaphysique comme une création spontanée de l'esprit. Et toute création de l'esprit, c'est de la poésie. Voilà pourquoi Jaurès dit : « La poésie, *c'est-à-dire la vérité* ».

---

(1) Nous citons partout d'après la seconde édition

La forme fondamentale de la création de notre esprit, c'est l'*Unité*. L'expérience nous met en face de la multiplicité et de l'infinie variété des choses.. *L'esprit les unit. L'idée de l'unité de l'être domine la philosophie de Jaurès.* « Le besoin de l'unité, dit-il, est le plus profond et le plus noble de l'esprit humain ». Il n'y a pas de rupture dans la nature ni dans la vie. Tout est dans tout. Tout est un. « Tout moment de la durée retentit à l'infini dans les moments ultérieurs, et l'esprit, en franchissant les siècles d'un bond, retrouve la suite intelligible de ce qu'il a quitté ». Il n'y a pas d'abîme entre la vie et la mort. Car « la mort est mêlée à la vie ». « La liberté se mêle à la nécessité, comme le hasard à la loi ». « Nous vivons en partie dans la région du hasard, en partie dans le monde des lois ».

C'est aussi l'idée de M. Bergson, selon lequel « l'océan de la nécessité » est parsemé « d'îlots de liberté ». Et Jaurès critique M. Lachelier qui « en réduisant toute la réalité à la détermination stricte, exclut de la conscience humaine cette sorte de panthéisme flottant pour qui les choses sont parce qu'elles sont et sans produire leurs titres ». L'étendu et l'inétendu, l'espace et l'esprit, ne sont pas séparés par des cloisons étanches.

« L'espace est le premier pacte et, en un sens, le pacte fondamental conclu entre la nature et l'esprit ; il est donc à la base même de toute expérience et de toute connaissance : il est à la base de l'esprit ». (P. 268, édit. I.)

« Tous les êtres, depuis la molécule jusqu'à l'homme, sont composés d'une âme et d'un corps. » (315.)

Pour que nous puissions comprendre l'univers, il faut pouvoir le retrouver en nous-mêmes : *similia similibus*. Nous ne concevons que ce qui nous ressemble.

« Je suis convaincu, écrit-il, avec Carlyle que lorsque les premiers hommes pensants voyaient dans les grands phénomènes de la nature des personnages distincts, ils étaient plus près de la vérité que le mécanisme qui ne verrait partout que des variations à peine différentes d'un thème uniforme. Il y a dans l'univers un élément dramatique ; il y a des rôles dans le monde ; et quand nous cherchons à définir la fonc-

tion métaphysique distincte qu'accomplissent dans l'être les forces diverses que la science ramène à une banale unité, nous n'entendons pas rompre avec la science qui, d'ailleurs, n'a rien à craindre ou à attendre de nous ; nous entendons seulement réconcilier, dans la conception de l'univers, le sens de l'unité et le sens de la vie ».

Une des conséquences de l'unité universelle est la *pénétration* également universelle. Les choses et les événements se pénètrent, s'enchaînent les uns aux autres.

Il n'y a pas d'action sans réaction et dans la mesure même où nous agissons sur le monde extérieur, il agit sur nous ; et si nous pénétrons en lui par notre effort, il pénètre aussi en nous. Il y a des heures où nous éprouvons à fouler la terre une joie tranquile et profonde comme la terre elle-même... Que de fois, en cheminant dans les sentiers, à travers champs, je me suis dit tout à coup que c'était la terre que je foulais, que j'étais à elle et qu'elle était à moi ; et, sans y songer, je ralentissais le pas, parce que ce n'était point la peine de se hâter à sa surface, parce qu'à chaque pas je la sentais et je la possédais tout entière, et que mon âme, si je puis dire, marchait en profondeur. Que de fois aussi, couché au revers d'un fossé, tourné, au déclin du jour, vers l'Orient d'un bleu doux, je songeais tout à coup que la terre voyageait, que, fuyant la fatigue du jour et les horizons limites du soleil, elle allait d'un élan prodigieux vers la nuit sereine et les horizons illimités, et qu'elle m'y portait avec elle ; et je sentais dans ma chair aussi bien que dans mon âme, et dans la terre même comme dans ma chair, le frisson de cette course, et je trouvais une douceur étrange à ces espaces bleus qui s'ouvraient devant nous, sans un froissement, sans un pli, sans un murmure. Oh ! combien est plus profonde et plus poignante cette amitié de notre chair et de la terre, que l'amitié errante et vague de notre regard et du ciel constellé ! Et comme la nuit étoilée serait moins belle à nos yeux, si nous ne nous sentions pas en même temps liés à la terre ; s'il n'y avait pas une sorte de contradiction troublante entre la liberté vague du regard et du rêve, et cette liaison à la terre, dont le cœur déconcerté ne peut dire si elle est dépendance ou amitié !

C'est cette pénétration universelle qui fait la délicieuse et infinie variété des choses.

« Il n'y a rien dans la nature de la lumière qui empêche les splendeurs de se mêler au crépuscule en les avivant, les crépuscules d'apaiser les splendeurs et les jours de se fondre avec les nuits en une sorte de clarté lunaire. Si l'espace ne permettait pas à la lumière d'étaler tous ses degrés, toutes ses combinaisons, si la quantité extensive ne traduisait pas

en chacun de ses points la variété des forces diversement affectées par la lumière crue, le monde n'aurait jamais à la fois qu'une clarté, qu'une valeur. »

Lorsque Buffon disait des astres qu'ils étaient les pierres mouvantes de l'architecture des cieux, l'image n'était pas seulement grandiose, mais exacte ; c'est selon des courbes définies que les astres se meuvent, quoique aucune formule de calcul ne puisse, peut-être, épuiser la loi de ces courbes.

L'Infini n'est pas une maison rigide, mais bien, selon le mot de Buffon, une architecture mouvante. Et c'est précisément parce que l'étendue infinie de l'univers, permettant des actions et des réactions infinies, exprime et concentre l'infini dans chacune des formes finies, qu'il y a dans le monde *pénétration et fusion* de l'infini et des mathématiques, du rêve et de la forme.

Dans l'ordre physique, il y a « des milieux relativement homogènes et immuables qui représentent, pour ainsi dire, l'indétermination de l'être ». Tous les organismes terrestres se développent dans une atmosphère chimiquement homogène. Les fonctions vitales ont pour base des lois physiques et chimiques qui sont communes au monde organique et au monde inorganique. De même les astres se meuvent dans un milieu illimité et sans doute homogène, l'éther, « qui n'oppose aux évolutions stellaires et aux lois mathématiques de ces évolutions aucune résistance ou qui du moins ne les trouble par aucune diversité. »

« Le cerveau n'invente rien : il est plongé dans un milieu cosmique animé de mouvements précis... La conscience suit avec une affection étroite toutes les vibrations lumineuses dans leurs transformations. Il devient presque certain que les mouvements cérébraux correspondant à la lumière et aux couleurs ne font que prolonger dans l'organisme les vibrations de l'éther... Le cerveau *est pénétré* par l'univers et par les formes précises de mouvements qui animent l'univers. Il est, à vrai dire, une partie de l'univers lui-même ; il est fait de la même étoffe et de la même activité que l'infini cosmique : La conscience liée au cerveau n'est point par lui *isolée* du monde, mais, au contraire, liée au monde ». (P. 43-44.)

L'unité de Jaurès n'est pas une unité morte et inerte, mais une unité mouvante et vivante, une unité qui évolue, qui se crée perpétuellement. Tout est mouvement. Tout est vie.

Les âmes sont aux prises avec toutes les forces données, avec tous les sentiments premiers ; elles s'y débattent et s'y développent, appelant à la clarté les éléments encore obscurs, cherchant à résoudre en harmonies les éléments contradictoires. Je crois qu'on pourrait considérer l'univers comme une immense société de forces et d'âmes : ces forces, ces âmes, sollicitées entre le bien et le mal, aspirant, du fond des contradictions et des misères, à la plénitude et à l'harmonie de la vie divine, tirent parti de tous les éléments éternellement donnés dans le monde : la chaleur, la lumière, l'électricité, le son ; elles les appellent à la clarté de la conscience, elles les ordonnent en une vie intérieure toujours plus riche et plus proportionnée à l'ensemble. Ainsi, dans l'univers, comme dans les sociétés, il n'y a pas création d'idées nouvelles, de rapports essentiels nouveaux. De même que le bien et le mal, l'acte et la puissance, Dieu et le monde sont donnés éternellement, de même aussi les rapports essentiels de l'être avec lui-même, de l'universel avec l'universel, de l'universel avec l'individuel, de l'individuel avec l'individuel, sont éternellement donnés. A vrai dire, ces rapports sont nécessairement donnés avec l'être et la conscience, puisqu'ils sont les rapports de l'être avec la conscience. Or, l'être est éternel, la conscience aussi est éternelle ; car si l'être ne disait pas éternellement *moi*, comment, en aucune parcelle de l'être, le moi aurait-il pu s'éveiller ? La lumière, le son, la chaleur, la matière sont donc éternels comme l'être et la conscience. L'évolution de l'univers n'est pas superficielle ; elle ne déroule pas une qualité après une qualité : *c'est l'évolution intérieure et profonde des forces et des âmes* cherchant toutes dans l'infini le point d'où elles pourront le posséder.

L'universelle vie qui anime le monde n'exclut pas la régularité, la « légalité » des phénomènes.

« Mais la vie n'est, nulle part dans le monde, à l'état informe : il n'y a pas de force qui ne soit soumise à des lois ; il n'y a pas de flot vague qui ne se creuse un lit de sable ou de roche ; il n'y a pas de sève qui ne coule dans les canaux ; il n'y a pas de parfum flottant qui ne soit une formule de chimie. Et, en se répandant dans ces formes, la vie n'en reste pas moins la vie, avec son infinie liberté. » (P. 183.)

Jaurès évite l'écueil où se trouve prise la philosophie bergsonnienne qui oppose l'intuition à la raison, la vie à la science, l'organique au mécanique. Il concilie ce qui paraît dans la philosophie intuitive se contredire. L'intimité des choses sensibles n'exclut pas la quantité. Et la quantité elle-même a quelque chose de moral. Tout est en tout.

« La quantité étant l'expansion indéfinie, est, en un sens, une puissance morale. Quand le paysan, cheminant dans la

plaine, médite un mauvais coup, il se ramène sur soi, il ne cherche plus l'horizon du regard : il supprime l'espace. » (P. 186.)

Jaurès critique, comme Bergson, le matérialisme, et il considère comme « ... sophisme inconscient du matérialisme qui, constatant certaines conditions organiques à tout phénomène de conscience, ramène la conscience elle-même à des conditions organiques. » (P. 193.)

L'*unité* et la *pénétration universelles* conduisent logiquement à l'*animation* universelle. La vie refleurit partout.

Le métal a « une âme », parce qu'il « vibre ». Mais cette âme est simple et ne fait pas retour sur soi tandis que « la voix humaine est pénétrée de conscience ». Les *choses* vibrent *en nous*, sont en nous, et voilà pourquoi nous pouvons, dans la musique, oublier en quelque sorte notre âme, échapper à « la tyrannie du moi humain ». Le son, c'est l'âme secrète des choses. La lumière exprime l'universalité de l'être. Le profond et clairvoyant regard du poète démêle « sous les apparences des choses » les choses elles-mêmes; sous les phénomènes, des *forces*. L'aspect physique du phénomène est corrélatif avec son aspect métaphysique. Il ne faut nier ni l'un ni l'autre, mais étudier leur corrélation. La vie interne des choses se manifeste dans la lumière. L'espace est la forme de la sensibilité humaine, disait Kant. On peut comprendre, ajoutons-nous, cette idée de deux façons : ou espace = sensibilité ou sensibilité = espace. Jaurès, fidèle à sa doctrine de pénétrabilité universelle, accepte à la fois les deux interprétations, cherchant à les réconcilier : l'une est *pénétrée* par l'autre.

Cette universalisation de la vie nous élève au-dessus de nous-mêmes et nous grandit singulièrement. L'homme n'est plus un isolé, un faible. Il fait partie intégrante d'un grand tout. S'il cherche une expression assez forte pour rendre son nouvel état il la trouve dans la foi traditionnelle qui désigne la suprême force, la suprême beauté par *Dieu*. Les principes de l'unité et de la pénétration universelles aboutissent à l'animation et à la divinisation universelles. Ainsi apparaît comme conclusion logique le panthéisme biologique et évolutionniste de Jaurès. La vie cesse d'être une surprise, une

catastrophe, un miracle. Elle s'insère dans l'être universel. Ou, plus exactement, le miracle de l'existence, de l'être, le seul que la science reconnaisse parce qu'inexpliqué et inexplicable, s'universalise.

Après avoir ainsi résumé les principes dominants de la philosophie de Jaurès, nous sommes ramenés à son point de départ : la réalité du monde sensible. Si le moi subjectif n'est qu'une infime partie du tout, il ne saurait créer le tout. Le monde n'est pas une création du moi subjectif comme le tout n'est pas celle d'une partie. La réalité n'est pas un rêve. Car le rêve n'est qu'un moment fugitif de la réalité.

Le monde sensible, que nous voyons, que nous touchons, où nous vivons, est-il réel ? La question semblera puérile aux hommes d'action, et je compte parmi eux les hommes de pensée qui acceptent d'emblée les choses pour en étudier sans retard les rapports et l'enchaînement. Ce n'est pourtant pas une dispute d'école, car l'esprit humain s'est interrogé sur la réalité de l'univers bien avant qu'il y eût une tradition scolastique et des raffinements artificiels de curiosité. Parménide, dans la première et simple lumière de la pensée grecque, comparant le monde à l'être, n'y voyait qu'une prodigieuse illusion. Il ne s'agit point, d'ailleurs, de contester la réalité du monde telle que l'entend le vulgaire. Celui-ci croit naïvement à la réalité d'un objet sur les témoignages concordants de ses sens : une pomme que l'on peut voir, goûter, toucher, est une pomme; et lorsqu'un bâton bien visible et bien palpable lui caresse les epaules, ce sont bien des coups de bâton qu'il reçoit. Aussi s'imagine-t-il volontiers, lorsqu'on met en question la réalité du monde extérieur, qu'on met en question ses sensations elles-mêmes. La facétie de Molière dans Sganarelle n'a pas d'autre fondement. Tout le comique vient de ce que le philosophe commence par accepter la notion vulgaire de la réalité, sauf à y contredire ensuite en paroles. « Il se peut que je vous entende, il se peut que vous me parliez. » Son doute porte non pas sur la réalité intime et mystérieuse des choses, mais sur les sensations mêmes. Ainsi, c'est de ces sensations mêmes qu'il fait le type de la réalité, puisque c'est à ces sensations, comme telles, qu'il applique sa critique et son doute; et pensant au fond comme le vulgaire, il se donne l'air de penser autrement, mais c'est là une contradiction lamentable qui le livre sans défense à cette logique des coups de bâton dont il a reconnu d'avance implicitement la légitimité. Le vrai problème qui se pose n'est donc pas : Le monde est-il réel ? car, comme on fait d'habitude du monde même et de l'impression qu'il produit sur nous le type de la réalité, cette question n'est qu'une misérable tautologie. Ce qu'on peut demander et ce que demande au fond l'esprit humain, c'est : En quel sens, de quelle manière, à quelle profondeur le monde est-il réel ? La question est tout autre, et on peut même dire qu'ici la situation

réciproque du philosophe et du vulgaire est renversée. Tout à l'heure, c'est le vulgaire qui triomphait du philosophe, car celui-ci, ayant admis en effet la notion de la réalité qu'a celui-là, n'y pouvait plus contredire que par une niaise fanfaronnade de paroles, et, maintenant, au contraire, le philosophe peut troubler et déconcerter le vulgaire dans sa notion naïve de la réalité en démontrant combien cette notion, simple et une en apparence, est complète et équivoque. Et quand j'oppose ainsi le philosophe au vulgaire, qu'on m'entende bien : il n'y a pas dans mon propos le plus petit grain d'aristocratie. Je n'admets point qu'il y ait des castes dans les intelligences humaines, il n'y a point des hommes qui sont le vulgaire, d'autres hommes qui sont les philosophes. Tout homme porte en lui-même le vulgaire et le philosophe. Dans la question particulière qui nous occupe, il n'est peut-être point d'âme simple et inculte qui ne puisse être élevée à ce degré d'émotion intellectuelle et religieuse où le monde changeant des sens n'est plus qu'illusion et vanité. Et réciproquement, il n'est peut-être pas de philosophe, si convaincu qu'il soit que le monde n'existe que par la liaison harmonieuse de toutes ses parties, qui ne soit tenté bien souvent, en cédant à l'égoïsme et en se séparant du tout, de se réduire lui-même à une sorte de néant. Ainsi, quand le philosophe dédaigne le vulgaire, il se dédaigne lui-même, et quand le vulgaire raille la philosophie, il se raille lui-même. S'il est puéril de se demander si vraiment le monde est réel et en quel sens, pourquoi les hommes entendent-ils la réalité de tant de manières différentes ? Vous dites que cette table est réelle : cela veut dire d'abord qu'elle frappe vos sens avec une suffisante intensité et une suffisante netteté. Si elle n'était qu'une image faible et vague, si elle effleurait à peine vos sens d'une impression fugitive, vous croiriez à une illusion du regard. Mais l'image est ferme, précise, vigoureuse, et de plus, elle est persistante. Voilà un premier signe de la réalité et un premier sens du mot. En second lieu, vos différents sens sont d'accord et témoignent de concert : vos yeux voient la table et vos mains la touchent ; bien mieux, la forme que voient vos yeux, vos mains la constatent ; et si la table oppose à vos mains une résistance continue, elle oppose à votre vue une opacité continue.

La réalité du monde n'est pas un fait éphémère de conscience. Elle s'impose au philosophe comme au vulgaire qui, d'ailleurs, ne sont pas séparés par un abîme infranchissable.

Or, rien n'est plus familier, je dirai presque, rien n'est plus vulgaire que la notion de substance ; il n'est pas de paysan inculte qui ne l'applique continuellement, et il est même des philosophes raffinés qui ne consentent pas aisément à être peuple, qui ne voient dans la substance qu'un lourd préjugé, une idole grossière de l'imagination et des sens. Et pourtant, dans cette notion si banale qui est pour tous les hommes l'équivalent même de la réalité, l'esprit a pénétré, l'esprit a sa part. Quand le paysan ou l'homme d'affaires disent : cet

arbre existe, ce fruit existe, cette pierre existe, ils se servent de l'idée de substance, et cette idée leur est fournie non pas par les sens tout seuls, mais par l'esprit uni aux sens. C'est donc que la réalité la plus familière, la plus vulgaire, est constituée, au moins en partie, par l'esprit et n'a toute sa signification que par l'esprit. Si donc l'esprit se demande : En quel sens le monde est-il réel? il n'est pas un seul homme qui ait le droit de s'en étonner, d'abord parce que la réalité a pour tout homme plusieurs formes et plusieurs degrés, et ensuite parce que l'esprit lui-même est au moins un élément de la réalité.

Mais ce n'est pas tout. Un objet a beau m'apparaître avec intensité; il a beau émouvoir mes différents sens, le toucher, l'ouïe, la vue, d'une manière concordante, je puis encore me demander s'il est réel ou imaginaire. Car en rêve aussi, je crois percevoir avec netteté, et il y a concordance entre les impressions illusoires de mes sens. Et pourtant je ne confonds pas l'état de sommeil et l'état de veille, le rêve de la réalité. Et si je les distingue, c'est que les visions du rêve ne peuvent se rattacher à l'ensemble de ma vie selon les lois de mon expérience et les règles de ma raison. Au contraire, les visions de la vie réelle forment un système où tout est lié, où tous les faits sont rattachés les uns aux autres par certaines lois, et par la plus vaste de toutes, la loi de causalité, où tout mouvement est précédé d'un autre mouvement, où tout événement est précédé d'un autre événement, où l'absolue continuité du temps et de l'espace, condition et image de la continuité causale, s'impose à toutes nos actions et à toutes nos perceptions. C'est donc l'esprit qui, selon ses formes essentielles, ses principes et ses lois, selon sa vocation naturelle d'ordre et d'unité, décide de la réalité et l'oppose aux fantômes de la nuit. Donc, pour l'homme et pour tout homme, à moins qu'il ne soit assez stupide ou assez fou pour ne pas distinguer la réalité du rêve, le réel c'est ce qui est intelligible.

Voyez comme peu à peu le sens du mot *réalité* s'élève; et non point en quelques intelligences d'élite, mais en toute intelligence, en toute conscience. C'est une métaphysique sublime qui est le ressort caché des esprits les plus pratiques et des existences les plus vulgaires. Je sais bien que quelques disputeurs sceptiques ou quelques philosophes de profession se sont servis du rêve et de l'apparence de réalité qu'il a pour nous au moment où il se produit pour ébranler notre croyance à la réalité du monde.

Les sceptiques auraient raison si l'homme et son rêve étaient des faits isolés. Mais ce n'est pas le cas. Un fait n'est jamais isolé. Il fait partie d'un ensemble, d'un système de faits.

Pour qu'un fait soit réel à nos yeux, d'une réalité pleine, il faut que ce fait ait, pour nous, sa place déterminée et intelligible dans un ensemble solidaire de faits; il faut qu'il concoure, avec tous les

autres faits de l'univers, à une fin idéale, et qu'il ait ainsi son rôle dans l'immense harmonie du tout. Cela donc seul est réel en ce sens qui est à la fois logique et agissant ; et ici, la réalité n'est que la raison agissante, c'est-à-dire l'absolu vivant, c'est-à-dire l'être en acte. Mais il y a un sens plus vague, plus diffus du mot *réalité*. Les visions incohérentes du rêve ne sont point réelles au sens le plus strict du mot, mais elles ne sont point non plus le néant ; elles attestent, en dehors de toute liaison intelligible et de toute cohésion rationnelle avec l'ensemble des faits, la prodigieuse puissance d'invention qui sommeille au fond de l'être, cette vague aptitude à toutes les formes que possède l'infini et qui, déterminée selon la raison, devient la réalité sublime de l'univers, infiniment variée et infiniment harmonieuse. Bien souvent, dans la contemplation et la rêverie, nous jouissons de l'univers sans lui demander ses comptes ; nous aspirons la vie enivrante de la terre avec une irréflexion absolue, et la nuit étoilée et grandiose n'est plus bientôt, pour notre âme qui s'élève, une nuit dans la chaîne des nuits. Elle ne porte aucune date ; elle n'éveille aucun souvenir ; elle ne se rattache à aucune pensée ; on dirait qu'elle est, au-dessus même de la raison, la manifestation de l'éternel.

Les faits ne sont pas isolés dans l'espace. Ils ne le sont pas non plus dans le temps. Les faits sont solidaires et forment un organisme vivant.

L'esprit ne peut pas concevoir qu'un objet qui se manifeste par des qualités multiples ne soit qu'une agglomération de ces qualités et qu'il n'y ait entre elles aucun lien interne. Et de fait, dans tout objet naturel, la température, la forme, la densité, la couleur, varient ensemble ; chauffez un métal, il se transforme pour tous nos sens. Plus encore dans les êtres vivants : il y a dans la plante, dans l'animal, une corrélation étroite entre tous les organes, entre l'énergie intérieure de la sève, la vigueur résistante et la sonorité saine du tronc, la coloration des feuilles. Tout porte à croire qu'un être vivant, homme ou plante, pourrait se résumer dans une formule unique. L'homme futur n'existe pas en réduction, à l'état d'homunculus imperceptible, mais tout formé, dans les organes générateurs de ses ascendants, et pourtant tous les traits de sa constitution physique et morale les plus profonds et les plus superficiels, l'énergie de son vouloir et le tic léger de sa lèvre, la couleur de ses yeux et la nuance intraduisible de sa mélancolie, tout est déterminé d'avance dès la conception ; il y a donc une forme caractéristique de la vie qui enveloppe et harmonise, avant même qu'elles se déploient, les qualités les plus diverses de la vie.

Tous les éléments aspirent à une vie propre et aspirent à l'harmonie.

Si chacun des éléments qui entrent dans un organisme vivant s'épuisait dans un acte déterminé, il devrait, sous peine de destruction totale, persister immuablement dans cet acte, et il y serait comme figé. Dès lors la forme de l'être vivant ou de l'individu chimique ne serait plus que le total rigide d'éléments rigides. Elle ne serait plus une forme, elle ne serait qu'une somme ; car pour qu'il y ait forme, unité vraie, il faut que tous les éléments vivent d'une vie propre et en même temps aspirent à l'harmonie de la forme et de l'unité du type. Il faut donc qu'en tout élément il y ait, outre son activité propre, un fonds d'être et, si je puis dire, une réserve d'aspirations tendant vers la forme ; il faut donc que, dans tout élément d'activité finie, il y ait de l'être et toujours de l'être à l'infini. Car il n'y a rien qui limite et mesure *a priori* l'aspiration des éléments de l'univers vers une forme toujours plus belle et une unité toujours plus vaste.

A la lumière de cette haute et profonde conception de l'universelle unité, de l'universelle pénétration, de l'universelle vie, combien fausses doivent paraître toutes les tentatives pour se créer une religion artificielle en dehors de la réalité ! Cette religiosité apparente n'est que le vide du scepticisme déguisé. Jaurès, adversaire irréductible de toute doctrine négative et étriquée, rejette loin de la vie ces tentatives stériles.

Renan nous apprend qu'il a, dès les premiers jours, mis dans un parc de réserve les objections de l'idéalisme subjectif. Pourquoi ne pas faire comme lui ? A vrai dire il est commode d'enfermer ainsi dans l'outre d'Eole les souffles qui flétrissent l'éclat des fleurs et la splendeur du soleil. Mais qui sait si les doutes ainsi écartés ne reviendront pas soudain nous troubler dans nos joies d'artistes ? Et puis la contemplation artistique du monde est bien vaine et fatigante si elle n'atteint pas une vérité. Quand on renonce à la lutte de la raison avec les choses, on ne tarde pas à glisser dans les puérilités de l'impressionnisme. Il semble qu'il y ait en France, depuis deux générations, une sorte d'abandon d'esprit et une diminution de virilité intellectuelle. On veut se plaire aux choses ou aux apparences des choses beaucoup plus que les pénétrer et les conquérir. Dieu, l'univers, l'infini sont devenus des formules littéraires qu'aucune pensée forte ne remplit. Il y a, à l'heure actuelle, comme un réveil de religiosité, on rencontre partout des âmes en peine cherchant une foi, à moins que ce ne soient des plumes en peine cherchant un sujet. On a besoin de croire, paraît-il ; on est fatigué du vide du monde, du néant brutal de la science : on en aspire à croire... quoi ? quelque chose, on ne sait ; et il n'y a presque pas une de ces âmes souffrantes qui ait le courage de chercher la vérité, d'éprouver toutes ses conceptions et de se construire à elle-même, par un incessant labeur, la maison de repos et d'espérance. Aussi on ne voit que des

âmes vides qui se penchent sur des âmes vides comme des miroirs sans objet qui se réfléchissent l'un l'autre. On supplée à la recherche par l'inquiétude; cela est plus facile et plus distingué. Ou si l'on a besoin d'une formule, on va la demander pour un moment à quelque mystique du moyen âge, comme ces paresseux imaginateurs qui, n'ayant pas la force d'extraire de la terre des richesses nouvelles, essaient de retrouver sous les flots les trésors dormants des antiques naufrages. Quiconque n'a pas une fois eu besoin d'une foi est une âme médiocre; quiconque a un système ou une doctrine pour appuyer sa foi est un lourd scolastique. De même, dans l'ordre social, on se plait à parler de justice, à rêver de fraternité humaine, on a pour les humbles d'adorables attitudes de pitié.

Le panthéisme vivant, créateur et agissant de Jaurès, est-il simplement une création arbitraire de l'esprit métaphysique? Nous ne le pensons pas. En faisant abstraction des expressions particulières, il y a un fond solide dans ce panthéisme : c'est l'unité du monde physique et moral, la réalité d'une loi universelle embrassant tous les phénomènes. Les plus grands esprits de l'humanité — de Platon à Spinoza et à Gœthe — et les plus illustres représentants de la science moderne ont cherché à formuler cette unité qui est suggérée et par l'expérience des sens et par les constructions de la raison.

Cette aspiration vers l'unité est l'âme même de la philosophie et de la science. Les solutions particulières peuvent échouer. Les systèmes passent. Mais le problème reste. Nul grand esprit ne saurait l'éluder.

Cette idée de l'unité universelle transportée dans le domaine social porte un autre nom : *la solidarité universelle.*

Et nous retrouverons à chaque pas de l'action féconde et vivante de Jaurès les idées fondamentales de son œuvre philosophique : *Unité et pénétration universelles, solidarité et vie universelles.*

Toute la vie de cet homme admirable découle de ces hautes cimes philosophiques. Sa vie sublime est la réalisation d'une pensée sublime et immortelle : l'*Unité.*

CHAPITRE II

Jaurès et l'Enseignement

Jaurès, dans son œuvre de régénération méthodique de la France, a mis, comme de raison, au premier plan l'enseignement. Et il l'a voulu intégral. Même son action politique et sociale ne fut que le prolongement voulu et conscient de son action sur le terrain de l'enseignement. En effet, qu'est-ce que la politique pour qui n'y voit pas un misérable moyen de vulgaire arrivisme, si ce n'est un instrument puissant d'éducation populaire employé au service d'une classe, d'une nation, d'un pays? Un homme d'Etat *véritable* est un grand éducateur national. Un homme politique digne de ce nom est un professeur des vertus civiques, un professeur de la nation. Il n'y a que la démagogie réactionnaire ou la critique hâtive et empirique des libertaires pour s'accorder à confondre les ambitions mesquines, vulgaires et souvent scandaleuses des professionnels de la politicaillerie avec les aspirations élevées des grands constructeurs et ouvriers des organisations politiques.

Proudhon définissait la démocratie un système où prédomine le principe de l'éducation : « La démocratie, c'est la peudocratie ». Marx, son grand antagoniste, reconnaît la force décisive de l'éducation des masses en déclarant qu'une *idée s'emparant des masses devient une force matérielle.* On sait la valeur prépondérante que Blanqui attribue à l'éducation laïque et républicaine. Jules Guesde, le chef des marxistes français, en ramenant *toute* l'action socialiste à la propagande, à l'organisation, qui est l'éducation systématique de la volonté, réduit, au fond, le problème de la préparation socialiste à *instruire* le prolétariat de la doctrine socialiste.

Jaurès donna à l'enseignement, même pris dans le sens technique, la plus grande partie de son immense activité au Parlement et au dehors. Comme professeur, comme député, comme journaliste, comme directeur de la *Revue de l'Enseignement primaire,* il revient toujours au même problème en l'étudiant sous ses différentes faces.

Jaurès avait fait le tour des problèmes de l'enseignement. Il en connaissait parfaitement tous les détails. En s'adressant, dans *la Dépêche de Toulouse* du 15 janvier 1888, aux instituteurs et institutrices, il leur tient le discours excellent que voici :

« Vous tenez en vos mains l'intelligence et l'âme des enfants; *vous êtes responsables de la patrie.* Les enfants qui vous sont confiés n'auront pas seulement à écrire et à déchiffrer une lettre, à lire une enseigne au coin d'une rue, à faire une addition et une multiplication. *Ils sont français et ils doivent connaître la France, sa géographie et son histoire : son corps et son âme.* Ils seront citoyens et ils doivent savoir ce qu'est une démocratie libre, quels droits leur confère la souveraineté de la nation. Enfin ils seront hommes, et il faut qu'ils sachent quelle est la racine de toutes nos misères : l'égoïsme aux formes multiples; quel est le principe de notre grandeur : *la fierté unie à la tendresse.* Il faut qu'ils puissent se représenter à grands traits *l'espèce humaine domptant peu à peu les brutalités de l'instinct,* et qu'ils démêlent les éléments principaux de cette œuvre extraordinaire qui s'appelle la civilisation. *Il faut leur montrer la grandeur de la pensée; il faut leur enseigner le respect et le culte de l'âme en éveillant en eux le sentiment de l'infini qui est notre joie, et aussi notre force, car c'est par lui que nous triompherons du mal, de l'obscurité et de la mort* ».

On ne saurait résumer la mission du maître d'école dans des termes plus heureux, à la fois simples et sublimes, clairs et profonds. Ils contiennent, si on en comprend toute la portée, les éléments de toute une philosophie sociale et politique, de toute une morale laïque, même d'une sorte de religion rationnelle. Car le besoin de l'infini est naturel à l'homme cherchant à se surpasser, à triompher de sa médiocrité et de sa vie terrestre et éphémère. Et par quel moyen

rationnel peut-il s'échapper de cette médiocrité humiliante? Par la *grandeur infinie* du monde physique et moral et de l'œuvre à accomplir dans sa vie. Il peut se surpasser dans la communion avec la vérité scientifique qui ne connaît pas de limites, dans son pieux et ardent attachement à un idéal supérieur qui lie le présent au passé et à l'avenir. L'homme passe. L'humanité reste. En nous identifiant avec l'humanité, nous participons à l'éternité, à l'Infini. Voilà une manière toute naturelle, toute rationaliste d'acquérir l'immortalité, ou de « communier » avec l'Infini. Nous retrouvons ici, comme partout ailleurs, la conception panthéiste de Jaurès réconciliant les éléments sains de la religion traditionnelle avec les conquêtes indestructibles de la science moderne. Il dit aux hommes : Soyez grands et bons, vivez dans et pour la vérité et la justice et vous échapperez à la mort et au néant, qui vous effraie à juste titre. Et, pour que cette vérité, aussi nécessaire à l'homme que l'air, que la lumière, ne soit pas l'apanage des privilégiés de l'esprit, il la confie à tout instituteur et à toute institutrice et leur fait un devoir de la transmettre à chaque enfant.

En possession d'un tel programme, l'école républicaine et laïque est bien armée pour répondre aux railleries encore plus superficielles que méchantes des réactionnaires à l'adresse des « primaires ». On ne détruit que ce qu'on remplace. Jaurès est un esprit constructeur. S'il détruit, c'est pour reconstituer avec des matériaux nouveaux plus aptes à résister aux nouvelles exigences, aux nouvelles vérités du siècle. Mais, par cette méthode de reconstruction, Jaurès devient *le démolisseur le plus redoutable* de tout ce qui est, par l'Histoire, condamné à mort.

Jaurès fait une analyse pénétrante et décisive des programmes des écoles primaires, « qui manquent absolument de proportion ». Il critique « le système déplorable que nous avons en France avec ces examens à tous les degrés qui suppriment l'initiative du maître et aussi la bonne foi de l'enseignement, en sacrifiant la réalité à l'apparence ».

L'inspection d'une école par Jaurès serait bientôt faite : il ferait lire les écoliers. En effet, la plupart des écoliers ne savent pas lire.

« Sachant bien lire, écrit Jaurès en 1888. l'écolier, qui est très curieux, aurait bien vite, avec sept ou huit livres choisis, une idée très générale, il est vrai, mais très haute, de l'histoire de l'espèce humaine, de la structure du monde, de l'histoire propre de la terre dans le monde, du rôle propre de la France dans l'humanité ». Il faut suivre la voie de la nature. « Les enfants ont une curiosité illimitée, et vous pouvez tout doucement les mener au bout du monde ». Comme dans la nature, comme dans la société, comme dans l'Etat, Jaurès trouve dans les enfants « des germes, des commencements d'idées ». « Voyez, dit-il, avec quelle facilité ils distinguent le bien du mal, touchant ainsi aux deux pôles du monde; leur âme recèle des trésors à fleur de terre : il suffit de gratter un peu pour les mettre à jour. Il ne faut donc pas craindre de leur parler avec sérieux, simplicité et grandeur ».

Et il résume ses conseils aux maîtres et maîtresses d'école dans des termes excellents : « Lorque d'une part vous aurez appris aux enfants à lire à fond, et lorsque, d'autre part, en quelques causeries familières et graves, vous leur aurez parlé des grandes choses qui intéressent la pensée et la conscience humaines vous aurez fait sans peine, en quelques années, œuvre complète d'éducateurs. *Dans chaque intelligence il y aura un sommet, et, ce jour-là, bien des choses changeront* ».

Quelle idée féconde que celle de l'unité universelle, à la fois la base de toute la science moderne et la racine profonde ainsi que le couronnement de toute philosophie! Avec elle Jaurès ouvre toutes les portes, pénètre dans tous les grands problèmes et prépare toutes les solutions. Une fois l'idée de l'unité universelle acceptée, nous n'avons qu'à étudier les ébauches, les premiers jets des idées qui se manifestent, découvrir la direction d'une évolution déterminée, et la solution désirée apparaît. Car elle ne peut se trouver que dans cette direction dont les commencements, les germes s'étalent devant nos yeux. *In omnibus rebus respice finem* (dans toutes les choses, observez la fin) disaient les Anciens. Jaurès dit, avec les Modernes, avec les évolutionnistes : « Dans toutes choses, voyez les origines ». La méthode est des plus

applicables. Car la fin est lointaine et cachée, tandis que les commencements et les germes des choses se trouvent tout naturellement lorsqu'on approfondit leur état présent, leur vie, leur *devenir*.

Le 21 octobre 1886, Jaurès développe ses idées à la Chambre des députés, à la suite d'un amendement au projet de loi, adopté par le Sénat, *sur l'organisation de l'enseignement primaire*. Il veut faire place, dans cette organisation, à la commune. Il dit :

Il est vrai que d'habitude c'est pour combattre indirectement la laïcité qu'on fait appel aux franchises communales. Mais je crois, après réflexion sérieuse, qu'au fond de cette tactique il y a une erreur de doctrine. Si la commune n'est pas un être fictif, elle n'est pas non plus une personne réelle. Elle a été, il est vrai, faite par l'histoire, mais elle tient son autorité de l'Etat ; elle tient de l'Etat le droit sans lequel tous les autres sont vains : le droit de lever l'impôt. Donc, si vous accordiez à la commune la faculté d'avoir des écoles à elle, fondées, entretenues, dirigées par elle seule, la commune, parce qu'elle tient son autorité de l'Etat, n'aurait pas le droit d'aller contre le principe dominant de l'enseignement public. Or, ce principe, c'est que la société française repose non plus sur l'idée religieuse transmise et discutable, mais sur l'idée naturelle de justice acceptée par tous. Et la laïcité n'étant que l'expression de ce principe, non seulement l'école publique, mais l'école exclusivement communale devra être laïque. Mon vœu est donc bien simple ; je demande seulement, lorsque la commune aura pourvu à toutes ses obligations envers l'Etat, lorsqu'elle aura créé le nombre d'écoles publiques exigé par celui-ci, qu'elle ait encore le droit, à ses frais, et sans sortir de la laïcité, d'instituer des écoles d'expériences où des programmes nouveaux, des méthodes nouvelles puissent être essayés, où des doctrines plus hardies puissent se produire.

Remarquez, d'ailleurs, messieurs, que, sur ce point, la loi de 1882 et la loi complémentaire qui vous est soumise aujourd'hui ne sont pas explicites. J'ai consulté plusieurs de mes collègues, parmi les plus compétents ; la plupart m'ont répondu qu'ils ignoraient si le droit des communes subsistait ou non. Quelques-uns m'ont dit : Oui, il subsiste, mais il est sous-entendu. Prenons garde, n'en parlons pas ; n'avertissons pas les villes qu'elles peuvent faire concurrence à l'Etat ; n'imitons pas le confesseur, qui révèle les fautes au pénitent. Messieurs, je suis convaincu qu'à l'occasion nos adversaires politiques ne manqueront ni de conseillers ni de directeurs pour les instruire au péché. Il serait étrange de maintenir obscurément les franchises communales dans la loi pour être libéral, et de ne pas en avertir les communes pour rester pratique.

Nous devons d'autant plus nous préoccuper, au moins dans l'ave-

nir, d'accorder aux municipalités des écoles exclusivement municipales que tout lien entre les communes et les écoles publiques va être désormais rompu. Nous traversons une période où tout se fait dans l'enseignement primaire, à tous les degrés, par la collaboration confiante des communes et de l'État.

Le peuple sera obligé de subir passivement pour ses fils un enseignement qu'il n'aura pas préparé, comme la bourgeoisie a subi passivement, depuis plus d'un siècle, un enseignement qui avait été réglé sans elle. Laissez, au contraire, à quelques municipalités la gestion de quelques écoles indépendantes, et les municipalités mettront tous les jours les familles en face des problèmes de l'éducation. J'espère bien, lorsque l'école républicaine aura porté ses premiers fruits, que les travailleurs, les vrais, arriveront en grand nombre dans les conseils locaux, et là ils diront, si vous leur en donnez la tentation avec le droit, quelle est la partie de l'enseignement autrefois reçue par eux qui leur a été le plus utile ; ils vous diront ce qui a le plus servi à l'épreuve : ou la connaissance précise de quelques règles techniques, ou la ferme intelligence de certains principes généraux, et ils vous diront dans quelle mesure on peut les associer ; ils vous diront quelle partie de l'Histoire a le mieux éclairé pour eux ces problèmes politiques et sociaux qui travaillent notre siècle ; ils vous diront aussi jusqu'où leur esprit peut s'élever sans trouble dans les hautes conceptions générales d'où la science prétend résumer l'univers ; à quels exemples, à quels récits, à quels accents.....

Quel doit être le caractère de l'enseignement public ? Dans la lutte entre la tradition religieuse et la science critique, Jaurès prend résolument parti pour cette dernière. Mais il rejette énergiquement toute insulte à la conscience religieuse.

Deux forces se disputent aujourd'hui les consciences : la tradition, qui maintient les croyances religieuses et philosophiques du passé ; la critique, aidée de la science, qui s'attaque non seulement aux dogmes religieux, mais aux dogmes philosophiques ; non seulement au christianisme, mais au spiritualisme.

Eh bien, en religion, vous pouviez résoudre la difficulté, et vous l'avez résolue : l'enseignement public ne doit faire appel qu'à la raison ; et toute doctrine qui ne se réclame pas de la seule raison s'exclut elle-même de l'enseignement primaire. Vous nous dites tous les jours que c'est nous qui avons chassé Dieu de l'école ; je vous réponds que c'est votre Dieu qui ne se plaît que dans l'ombre des cathédrales. En religion, nous pouvons nous taire sans abdiquer ; nous n'avons qu'un devoir, c'est de ne pas introduire dans l'école nos agressions personnelles, qui peuvent être offensantes et qui sont inutiles, agressions constantes de la vérité scientifique contre vous.

Mais en philosophie, entre toutes les doctrines qui ne se réclament

que de la raison, quel choix ferez-vous? Vous avez choisi, et vous ne pouviez pas faire autrement, la doctrine qui a le plus de racines dans le pays, je veux parler du spiritualisme traditionnel.

Vous êtes l'Etat, vous ne pouvez faire qu'une chose : traduire pour l'enfant la conscience moyenne du pays. J'entends que l'on ne peut guère enseigner dans les écoles de l'État que les opinions les plus généralement répandues dans le pays ; mais j'ajoute que le spiritualisme, qui est notre doctrine d'Etat, est contesté par un très grand nombre d'esprits ; il est répudié par l'élite, à tort ou à raison, je n'ai pas à me prononcer là-dessus, par l'élite intellectuelle de l'Europe.

Messieurs, je crois m'être borné à constater un fait : c'est qu'il y a une différence très grande pour l'Etat, une difficulté très sérieuse, une difficulté qui n'a pas préoccupé nos collègues, mais qui éclatera très prochainement sur tous les points de la France, dans les milieux les plus différents ; alors que les doctrines les plus diverses peuvent s'emparer des esprits, dans les campagnes et dans les villes, vous êtes obligé, vous, Etat, qui avez toute la responsabilité devant la nation, d'enseigner des doctrines qui partout auront pu être acceptées. Je dis qu'il y a de grandes villes où les travailleurs se sont approprié les résultats généraux de la critique et de la science et que, dans ces grandes villes, le spiritualisme ne peut être la règle exclusive des esprits et le dogme scolaire. J'ajoute que, dans l'intérêt même de l'Etat, qui ne peut pas aller au delà de l'opinion générale de la nation, vous devez permettre aux municipalités d'interroger, par certaines écoles communales, la conscience populaire, et de proportionner l'enseignement à cet état des esprits.

Le 1er décembre de la même année, Jaurès, dans la discussion du budget de 1889, prend la défense des intérêts matériels des instituteurs :

Pour ma part, messieurs, j'avais tout d'abord incliné du côté des nécessités budgétaires, et, pendant les dernières vacances, j'avais dit aux instituteurs de notre région, sans autre souci que d'équilibrer le budget, que les ressources actuelles de nos finances leur faisaient un devoir d'attendre, d'élargir le délai de huit ans que la loi avait inscrit. J'ai senti que je me trompais, et ce ne sont pas les réclamations véhémentes de quelques-uns qui m'ont averti de mon erreur, c'est le silence et la résignation attristée du plus grand nombre ; j'ai senti qu'en ajournant une fois de plus pour les instituteurs les améliorations que nous leur présentons depuis longtemps, et avec raison, comme étant la condition de leur indépendance et de leur autorité morale, nous risquions de décourager le personnel enseignant, et, par suite, d'amoindrir, d'arrêter le mouvement de l'enseignement primaire, qui est, à l'heure présente, si vous y réfléchissez bien, la seule richesse du peuple.

Il le faut d'autant moins que jamais les circonstances politiques et

sociales n'ont fait au parti républicain un devoir plus impérieux de pousser à fond l'enseignement populaire.

Quand je songe aux périls que peut encore courir dans ce pays la liberté, aux évolutions inévitables et prochaines du monde du travail, aux devoirs d'une démocratie libre, qui doit faire une élite humaine des multitudes elles-mêmes... je ne puis m'empêcher de trouver que l'enseignement du peuple est encore dans notre pays à l'état d'ébauche et de rudiment.

Et ce n'est pas seulement parce que la fréquentation des écoles est insuffisante, malgré la fiction de l'obligation ; ce n'est pas seulement parce que le nombre des écoles primaires supérieures est encore presque dérisoire ; ce n'est pas parce qu'il y a un grand nombre d'écoles où un seul instituteur a à sa charge, comme M. le rapporteur l'indique dans son substantiel rapport, jusqu'à soixante-dix et quatre-vingts élèves. Non ! C'est parce que nous ne donnons pas aux enfants qui fréquentent l'école jusqu'à l'âge de treize ou quatorze ans tout l'enseignement auquel ils ont droit, et cela faute de maîtres suffisamment éclairés, faute peut-être aussi d'ambition suffisante de la part de la démocratie pour l'avenir des classes laborieuses.

Il est à noter que Jaurès, siégeant alors au centre, parle déjà en 1888 des « *évolutions inévitables et prochaines du monde du travail* ». Une confirmation de plus de la continuité de sa pensée.

Avant de formuler les revendications économiques de la classe ouvrière, il exige, dès cette époque, une sorte de socialisation de l'enseignement. Il veut donner au peuple « un enseignement qui soit aussi plein et aussi complet à sa manière que celui qui est donné aux enfants de la bourgeoisie ». Et il s'écrie :

Messieurs, faites un seul instant ce parallèle : Voyez l'enfant de la bourgeoisie qui sort de nos lycées, s'il le veut, vers l'âge de quatorze ans ; il connaît ou il peut connaître les lois les plus générales du monde physique, les principaux organes de la vie et leur fonctionnement ; il connaît les noms et l'histoire sommaire des grands hommes qui ont honoré l'humanité. Il a été formé au sentiment de l'art, et il a pu goûter et comprendre la beauté simple et grande des chefs-d'œuvre, depuis l'*Odyssée* — dans la traduction, bien entendu — jusqu'aux chœurs d'*Athalie*, jusqu'aux *Feuilles d'Automne*.

Mettez en face la masse des enfants du peuple qui sortent de l'école à treize ou quatorze ans. Oh ! messieurs, je ne réclame pas pour eux la même culture sous la même forme, mais je ne sais pas en vertu de quel préjugé nous leur refuserions une culture équivalente. Lorsqu'on voit que l'éducation des enfants de la bourgeoisie est conduite, dès les premiers pas, en vue d'une culture très haute

et très générale ; lorsqu'on voit que, dans les classes les plus humbles, les enfants de la bourgeoisie sont confiés à une série de maîtres très éclairés, très remarquables, surtout depuis les conditions nouvelles que vous avez justement exigées dans ces derniers temps pour la classe élémentaire, on a le droit de dire qu'on n'a pas encore fait pour les enfants du peuple tout ce à quoi ils ont droit. Et cependant ce seront des travailleurs, des citoyens et des hommes, et à tous ces titres, et pour les luttes et pour les joies de la vie, ils ont droit aussi à un enseignement qui soit aussi plein et aussi complet à sa manière que celui qui est donné aux enfants de la bourgeoisie.

Messieurs, il faut que les enfants du peuple soient mis en état tout d'abord de saisir rapidement les grands traits du mécanisme politique et administratif... (*Applaudissements ironiques à droite.*) Oui, je dis qu'ils soient mis en état de les saisir rapidement. Et vous savez bien pourquoi vous protestez : c'est parce que vous êtes dans l'intention de leur refuser ce minimum de clarté nécessaire. Vous savez bien qu'il y a encore, à l'heure actuelle, dans ce pays de France — et c'est peut-être là-dessus que vous comptez — trois millions d'électeurs qui s'imaginent volontiers que les milliards du budget circulent au hasard de toutes les convoitises.

A droite. — C'est vrai !

Jaurès. — Vous dites que c'est vrai. Eh bien, précisément, vous ne tiendriez pas ce langage si vous ne comptiez, pour leur faire croire ces choses, sur l'ignorance de ces électeurs déshérités.

Oui, il y a, à cette heure, des centaines de mille de gens naïfs auxquels les effrontés qui envahissent de plus en plus la politique cherchent à faire croire que les membres de la Commission du Budget délibèrent autour d'une cuve pleine d'or et qu'il y a là de mystérieux partages. Nous n'avons donc pas assez réagi, par le développement de l'instruction, contre les ténèbres de l'ignorance accumulées depuis des siècles par les régimes antérieurs. Nous n'avons pas pu aérer les couches profondes du peuple, et c'est là le secret non pas de la crise que nous traversons, mais du péril qui se mêle à cette crise.

Messieurs, il faut encore apprendre à cette jeune démocratie le goût de la liberté. Elle a la passion de l'égalité ; elle n'a pas, au même degré, la notion de la liberté, qui est beaucoup plus difficile et beaucoup plus longue à acquérir. Et voilà pourquoi il faut donner aux enfants du peuple, par un exercice suffisamment élevé de la faculté de penser, le sentiment de la valeur de l'homme et, par conséquent, du prix de la liberté, sans laquelle l'homme n'est pas.

De plus, il se prépare dans le monde du travail un mouvement qui ne peut pas échapper aux esprits les plus inattentifs : des ambitions, des espérances, des rêves, si vous voulez, se sont éveillés.

Eh bien, puisque l'heure paraît approcher où les travailleurs de ce pays essaieront de dépasser la condition actuelle des salariés ; puisqu'ils voudraient conquérir dans l'ordre économique, comme ils l'ont fait dans l'ordre politique, leur part de souveraineté et participer plus

largement aux fruits et à la direction du travail, il est nécessaire que les enfants du peuple, en même temps qu'ils respireront au dehors ces hautes et légitimes ambitions, acquièrent à l'école, par un exercice suffisant de l'esprit, la réflexion, la discipline volontaire, le discernement dans l'appréciation des supériorités vraies et toutes les vertus nécessaires à la constitution d'un ordre nouveau. Et je dirai plus, messieurs, au risque de paraître verser à fond dans la chimère : Il ne me paraît pas juste que les enfants du peuple, précisément parce que leur vie sera faite de labeurs monotones et routiniers, soient déshérités des joies de l'art, et qu'ils ne soient pas mis en état de comprendre la beauté simple et grande des chefs-d'œuvre de notre langue. Je sais bien que la difficulté est beaucoup plus grande pour les enfants du peuple que pour les enfants de la bourgeoisie : il y a une moitié de la France dans laquelle les instituteurs s'épuisent encore à apprendre les éléments de la langue française à leurs élèves. Et si dans la famille l'enfant trouve souvent l'entrain, l'esprit naturel, le goût du travail et de l'ordre, la naïve bonté, de solides vertus enfin, il n'y trouve certainement pas une culture de pensée suffisante pour comprendre les beautés de nos chefs-d'œuvre, qui ne sont pas une forêt vierge, mais un beau jardin.

C'est pour cela qu'il faut suppléer par le nombre et la valeur des maîtres, par la vigueur et l'élévation de l'enseignement, à l'insuffisance de l'éducation familiale ; cette éducation augmentée agira à son tour sur les générations nouvelles et, après vingt ou trente années, il s'établira un équilibre d'enseignement entre la famille et l'école, non pas, comme quelquefois aujourd'hui, par la médiocrité de l'école, mais par la valeur accrue de l'enseignement dans la famille populaire.

Jaurès veut donner aux enfants du peuple, par l'exercice de la faculté de penser, « le sentiment de la valeur de l'homme » et par là leur inspirer « le goût de la liberté, sans laquelle *l'homme n'est pas* ».

On ne saurait trouver d'objet plus élevé pour l'enseignement populaire. La pratique de la vie capitaliste abaisse à chaque pas la valeur et la dignité de l'homme que le régime de la propriété oligarchique considère comme une marchandise. Jaurès veut, dès maintenant, combattre cette dégradation du peuple, et cela par l'enseignement. Mais il sent la contradiction fondamentale, essentielle, entre les conditions matérielles de la vie du peuple et la réforme de l'enseignement populaire qu'il réclame pour lui. Et l'orateur, déjà pénétré de l'esprit socialiste, s'empare de cette contradiction pour y trouver un argument de plus en faveur de ses revendications.

Il parle de l'heure, qui approche, « où les travailleurs de ce pays essaieront *de dépasser la condition actuelle* des salariés ». Il envisage donc, en 1888, une transformation économique profonde. Aussi exige-t-il que les enfants du peuple acquièrent à l'école, par un exercice suffisant de l'esprit, la réflexion, la discipline volontaire ainsi que « toutes les vertus nécessaires à la constitution d'un ordre nouveau ». Ainsi se manifeste dès le début de l'action parlementaire de Jaurès sa confiance absolue dans les hommes et dans les choses, confiance qui est organiquement liée, nous ne nous lasserons pas de le répéter, à sa conception philosophique de l'unité universelle. Jaurès dit aux classes privilégiées et dominantes : « Le peuple qui travaille, qui produit, va vers son émancipation, vers une société nouvelle. Aidez-le ». Il demande une politique de prévoyance sociale aux privilégiés, un quatre-août économique. Et, plein de bonté et de raison lui-même, il voit déjà le cœur des privilégiés s'ouvrir au contact des chauds rayons d'un nouveau soleil qui se lève à l'horizon social.

L'idée de l'unité et de la pénétration universelles qui anime Jaurès, son esprit philosophique, détermine chez lui une large compréhension des problèmes de la vie. En traitant celui de l'enseignement, Jaurès voit immédiatement les liens intimes qui le rattachent étroitement à l'ensemble des conditions vitales de la nation. Et il passe avec une facilité étonnante, qui a dû surprendre beaucoup de ses auditeurs parlementaires moins avertis, ainsi que beaucoup de ses lecteurs, de la question de l'enseignement à celle de la concentration capitaliste. Mais qu'on l'écoute ou qu'on le lise jusqu'au bout, et ce lien apparaîtra évident, clair, éblouissant :

Je disais naguère que le mouvement social, dans notre siècle, pourrait se résumer ainsi : abaissement continu du prolétariat, écrasement continu de la classe moyenne par la classe capitaliste. Les industriels petits et moyens fléchissent sous le poids des grands capitaux. Ceux-ci seuls peuvent procéder aux grandes installations mécaniques ; seuls, ils ont le crédit à très bon marché.

C'est ainsi que, de plus en plus, les petits magasins sont absorbés par les gros, et que les petits patrons sont dévorés par les sociétés anonymes. La spéculation des financiers a travaillé, en outre, contre la classe moyenne ; les hauts barons de la banque, qui sont une puis-

sance dans l'État, ont haussé peu à peu le cours des actions de chemins de fer, qu'ils détiennent, et ils ont obtenu des Gouvernements successifs, pour ces valeurs de spéculation, la consolidation des dividendes. C'est ainsi que les tarifs des chemins de fer sont obligés de payer l'intérêt d'une majoration de plus d'un milliard sur la valeur première et vraie des actions. Or, ces tarifs, accroissant les frais généraux de la production, contribuent encore à écarter de la lutte les petits capitaux.

De plus, à mesure que les entreprises industrielles et commerciales, mises en action, sont devenues des entreprises financières, le jeu de la spéculation s'est étendu non seulement à ces actions mêmes, mais aux produits, aux marchandises; on joue aujourd'hui sur tout, sur les laines, la soie, le coton, le sucre, le café, les métaux. Le marché industriel et commercial est livré ainsi aux mêmes secousses, aux mêmes entreprises, aux mêmes paniques et aux mêmes combinaisons que le marché financier. Le petit industriel, le petit commerçant sont, malgré eux, sans s'en douter, traînés en Bourse. Or, pour résister à toutes les secousses de la spéculation, il faut avoir les reins solides, et, par là encore, les capitaux modestes sont écrasés.

Mais ce n'est pas tout. Les gros capitalistes se sont dit : « Puisque tout n'est qu'un jeu, il faut jouer à coup sûr ; pour cela il faut accaparer les produits par des syndicats puissants; étant maîtres de toute la marchandise, nous serons maîtres des prix. » Le fameux syndicat des cuivres, qui va faire autant de mal par sa chute qu'il en a fait par sa formation, est l'exemple le plus connu; mais c'est par centaines que se comptent les syndicats internationaux.

La classe moyenne des producteurs ruraux a été atteinte, elle aussi, par le capitalisme; les fermiers ont été, en somme, ruinés par lui. En effet, dans le mouvement général de la spéculation, la terre elle-même est entrée en danse. Le développement des grandes villes et de la consommation, le développement des moyens de transport, l'abondance des capitaux ont fait, vers le milieu de l'Empire, hausser subitement le prix des terres et, en même temps, le prix des fermages. Le propriétaire a demandé deux fois plus, trois fois plus au fermier. Les capitaux engagés dans le sol exigeaient, comme les autres, une large rémunération. Les fermiers ont consenti, d'abord parce qu'ils n'avaient pas le choix, et puis parce qu'ils étaient aveuglés et éblouis par la prospérité passagère qui résultait de la hausse générale des prix.

Ainsi, pendant vingt ans, de 1860 à 1880, la terre a produit de l'argent à flots, mais cet argent ne retournait pas à la terre en améliorations durables : il ne faisait que passer par les mains du fermier, et il allait se perdre aux mains du propriétaire oisif ou dans les dissipations du luxe ou d'autres placements financiers. Aussi, quand la crise agricole est survenue, quand la concurrence étrangère s'est développée, lorsque la chute de toutes les valeurs en 1882 a entraîné la baisse générale des prix, la classe moyenne des fermiers a été écrasée sous des baux excessifs. Un capitalisme absorbant ne lui avait

pas laissé les ressources nécessaires, qui auraient permis de perfectionner l'outillage, d'améliorer le sol et le bétail, de multiplier les engrais et de lutter. Ils se sont aperçus alors qu'au fond de l'apparente prospérité qui avait duré de 1860 à 1880, il n'y avait, à la première épreuve, que le néant et la ruine. Aussi la classe moyenne des producteurs ruraux songe-t-elle aujourd'hui à chercher des garanties pour le travail rural.

Elle ne subit pas seulement un dommage matériel, elle subit un dommage moral; non seulement elle est atteinte dans son esprit d'indépendance, mais elle est menacée dans ce sentiment de générosité humaine que développent presque toujours la haute éducation et la science. L'élite scientifique des classes moyennes se fait une place dans le monde nouveau, elle monte, mais à quel prix? En se mettant du côté de la force, je veux dire du capital oppressif. Avec le machinisme et la grande industrie, les capitalistes ont besoin des ingénieurs et ceux-ci arrivent à de belles situations. Mais comme leur rôle social est éloigné de ce qu'il doit être! Ils pouvaient être la science mise au service du travail et des travailleurs ; ils pouvaient être non seulement des valeurs techniques, mais des valeurs humaines; ils pouvaient organiser non seulement les installations mécaniques, mais encore la solidarité, la prévoyance, l'équitable répartition des fruits du travail; ils pouvaient, en introduisant tous les perfectionnements mécaniques, ménager les transitions, ouvrir doucement des débouchés nouveaux aux travailleurs éliminés par une machine, déterminer, par l'accord des producteurs, les limites que la production ne pouvait dépasser sans périls d'encombrement et de chômage; ils pouvaient, en un mot, réaliser la belle formule que Bancel proposait en 1848, la formule du progrès convergent, c'est-à-dire l'harmonie continue du progrès mécanique et du progrès humain.

Et, certes, ils le voulaient : il n'y a qu'à voir le travail de l'Ecole Polytechnique de 1830 à 1848. Tous ces jeunes gens étaient pleins de vastes pensées et de hautes ambitions; ils avaient le sentiment que les conditions nouvelles de la science et de l'industrie allaient faire la vie très dure aux travailleurs; ils auraient voulu corriger la transformation industrielle par la transformation sociale ; ils auraient voulu que la science fût vraiment et en tous sens libératrice.

Depuis, peu à peu, par la force des choses, par le naufrage des idées de fraternité sociale, disparues au Deux-Décembre avec la liberté politique, ils ont été accaparés et annexés par le capital; il les a peu à peu intéressés à ses exigences, et ils ne sont plus guère aujourd'hui que les serviteurs du dividende; mais cette chute forcée n'a pas été sans humiliation et sans souffrance, et je suis convaincu que lorsque les horizons fraternels se rouvriront devant nous, l'élite scientifique des classes moyennes retrouvera avec joie les inspirations généreuses de la première heure. (1888.)

Dans les deux derniers passages, Jaurès fait allusion à cette grande et noble génération de penseurs, d'hommes

d'Etat, d'ingénieurs et d'administrateurs industriels qui se groupèrent sous la bannière saint-simonienne et que l'on a trop longtemps complètement méconnus et négligés, un peu à cause de quelques bizarreries de procédés et d'expressions. Ils commirent la maladresse impardonnable de se donner, au milieu d'une foule incrédule, pour une Eglise et pour un culte. C'était une phalange brillante d'hommes de premier ordre qui voulaient organiser à la fois l'industrie et la nouvelle société basée sur le travail et sur la science.

Nous étions en 1888. Franchissons une période de vingt années, où Jaurès ne cessa pas de s'occuper de l'enseignement, pour arriver aux dates des 21 et 24 janvier 1909, où de nouveau il prononce un grand discours sur l'enseignement. Nous pourrons ainsi constater l'unité parfaite de sa pensée et la portée universelle qu'il attribuait à l'enseignement.

On sait quelles passions et quels intérêts s'agitent autour de la question du monopole de l'enseignement. Jaurès cherche à dépouiller cet important problème de tout ce qu'il a de fortuit et de mesquin. Au fond, ce problème se réduit à ceci : Qui doit être l'éducateur de la nation ? Et Jaurès répond :

« On discute, on raisonne comme si une grande nation pouvait arbitrairement donner tel ou tel enseignement. Messieurs, on n'enseigne pas ce que l'on veut ; je dirai même que l'on n'enseigne pas ce que l'on sait ou ce que l'on croit savoir : on n'enseigne et on ne peut enseigner que ce que l'on est. J'accepte une parole qui a été dite tout à l'heure, c'est que l'éducation est, en un sens, une génération.

« Je n'entends point par là que l'éducateur s'efforcera de transmettre, d'imposer à l'esprit des enfants ou des jeunes gens telle ou telle formule, telle ou telle doctrine précise.

« L'éducateur qui prétendrait ainsi façonner celui qu'il élève ne ferait de lui qu'un esprit serf. Et le jour où les socialistes pourraient fonder des écoles, je considère que le devoir de l'instituteur serait, si je puis ainsi dire, de ne pas prononcer devant les enfants le mot même de *socialisme*.

« S'il est socialiste, s'il l'est vraiment, c'est que la liberté de sa pensée appliquée à une information exacte et étendue l'a conduit au socialisme. Et les seuls chemins par où il y puisse conduire les enfants ou les jeunes gens, ce serait de leur apprendre la même liberté de réflexion et de leur soumettre la même information étendue. »

« L'exercice de la souveraineté, l'exercice de la puissance politique dans les nations modernes n'est subordonné à aucune formule dogmatique de l'ordre religieux ou métaphysique. Il suffit qu'il y ait des citoyens, il suffit qu'il y ait des êtres majeurs ayant leur liberté, leur personnalité et désireux de mettre en œuvre ce droit pour que la nation moderne dise : Voilà la source unique et profonde de la souveraineté ».

« On n'enseigne pas ce que l'on *veut*, on n'enseigne pas ce que l'on *sait*, on enseigne ce que l'on *est* ». Voilà un mot juste et profond qui indique la *direction* où il faut chercher la solution du problème. L'enseignement n'est qu'une manifestation, qu'une fonction de notre être, c'est-à-dire de la nature, du caractère de la nation historiquement et socialement déterminé. *La nation s'enseigne elle-même.* Elle donne à ses enfants l'éducation qu'elle *peut* donner après avoir atteint un degré de civilisation donné. Une nation d'esclaves éduquera ses enfants dans l'esprit de soumission aveugle et d'avilissement. Une nation d'hommes libres éduquera des hommes conscients et libres. Une nation monarchique formera des *sujets*. Une nation vraiment républicaine éduquera des *citoyens*. Une nation soumise au joug capitaliste, divisée contre elle-même en classes, reflètera inévitablement, dans son enseignement, les mêmes divisions, les mêmes déchirements, avec ses passions et ses luttes de classe.

Une fois la méthode établie, Jaurès cherche à déterminer l'esprit de la nation enseignante.

Fidèle à sa conception fondamentale, qui exclut toute partialité, Jaurès ne veut pas faire contenir la France dans une seule époque ni dans un seul parti. Il veut la France

totale, comme il veut la vérité totale, la justice totale, l'humanité totale.

« Ceux qui ont lutté dans les siècles disparus, à quelque parti, à quelque religion, à quelque doctrine qu'ils aient appartenu, mais par cela seul qu'ils étaient des hommes qui pensaient, qui désiraient, qui souffraient, qui cherchaient une issue, ils ont tous été, même ceux qui, dans les batailles d'alors, pouvaient paraître des conservateurs, ils ont tous été, par la puissance invincible de la vie, des forces de mouvement, d'impulsion, de transformation, et c'est nous qui recueillons ces frémissements, ces tressaillements, ces mouvements, c'est nous qui sommes fidèles à toute cette action du passé, comme c'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source.

« Messieurs, oui, nous avons, nous aussi, le culte du passé. Ce n'est pas en vain que tous les foyers des générations humaines ont flambé, ont rayonné; mais c'est nous, parce que nous marchons, parce que nous luttons pour un idéal nouveau, c'est nous qui sommes les vrais héritiers du foyer des aïeux; nous en avons pris la flamme, vous n'en avez gardé que la cendre... C'est-à-dire l'habitude de subordonner l'individu à un ensemble, quel que soit le contenu de cette religion, quelles qu'en soient les origines, quelles qu'en soient les sanctions, quelles qu'en soient les garanties!

« Quand nous parlons, nous, de la religion de l'espérance humaine, de la justice, vous nous dites : « Elle n'a pas de « sanction; il n'y a pas l'autorité de Dieu. » Est-ce que vous dites, vous, catholiques intransigeants, que la religion japonaise a la sanction de votre Dieu?

« Non, messieurs, la vérité est que malgré tout, quoi que vous fassiez, à mesure que le monde s'élargit, vous êtes obligés de reconnaître vous-mêmes que partout jaillissent en abondance des sources que vous n'avez pas fait surgir du sol et que la valeur humaine, la puissance de pensée, de dévouement, de sacrifice, de grandeur qui est dans la nature humaine se manifeste dans toutes les races, sous toutes les formes et que ce qui importe, ce qui vaut, ce n'est pas la forme partielle, locale, temporelle de l'esprit de sacrifice

et de pensée, mais c'est la puissance même du sacrifice et de la pensée.

« La preuve, et une preuve nouvelle que ce mouvement se poursuit et qu'il est irrésistible, c'est que ou l'Eglise fléchit, comme je l'indiquais tout à l'heure, et cède ou bien, quand elle résiste, elle résiste en s'appuyant sur des forces qui lui sont extérieures ».

Oui, Jaurès veut maintenir, sauver tout ce qui est tenable et sauvable du passé. Il a même le culte du passé. Mais dans un mouvement admirable d'éloquence, il jette cette apostrophe mortelle aux traditionnalistes, aux conservateurs figés et aveugles qui veulent arrêter le cours de l'Histoire en subordonnant le présent au passé, la vie à la mort : « Nous en « avons pris la *flamme,* vous n'en avez gardé *que la cendre!* »

La flamme, c'est la vie. Le passé contenait des éléments de vie, comme en contient le présent. Car le passé fut gros du présent, comme le présent est gros de l'avenir. Et pour dégager ces éléments de vie, il fallait impitoyablement briser les cadres rigides des formes temporaires de la vie. Tout être persiste dans son être, dit Spinoza. Le passé voulait durer éternellement, comme le présent veut également persister éternellement dans sa manière d'être actuelle. L'éternelle loi du mouvement s'y oppose. La flamme de la vie s'éteint. Et du passé il ne reste que de la cendre... Les conservateurs s'y accrochent, croyant sincèrement demeurer fidèles à la vie du passé, tandis qu'ils n'en gardent que le squelette.

Le véritable continuateur du passé, c'est celui qui obéit à la loi du mouvement, de l'évolution. Ainsi la Révolution française a continué l'œuvre totale de la France d'avant la Révolution, en laissant de côté ou en détruisant le poids mort qui lui avait été transmis.

Oh ! messieurs, je ne suis pas de ceux qui disent que c'est la Révolution française qui a créé la nation. La France préexistait à la Révolution française.

J'entends qu'elle préexistait comme personnalité consciente — même quand elle n'avait d'autre symbole de son unité, que la famille royale en qui elle résumait mystiquement son origine, son titre, son droit.

Même alors elle était une; mais ce qui est vrai, c'est que cette nation, cette patrie, la Révolution française l'a singulièrement élargie et intensifiée. Et pourquoi la patrie à l'heure de la Révolution est-elle devenue plus une, plus consciente, plus ardente et plus forte ? Est-ce à un renouvellement de foi religieuse, est-ce à l'unité de la foi chrétienne que la Révolution a demandé ce surcroît d'ardeur et de flamme ? Non, messieurs; c'est parce que les citoyens qui n'étaient jusque-là que des sujets, qui n'étaient qu'une sorte de foule passive ont été appelés, tous, à l'exercice d'un droit individuel, d'un droit personnel fondé sur la raison, que tous ces hommes, entrant ensemble avec leurs âmes neuves et ardentes dans la patrie d'hier, l'ont enflammée et l'ont agrandie.

Lorsque dans la fête de la fédération, au 14 juillet 1790, des délégués de toutes les provinces se sont rencontrés pour affirmer l'unité nationale et la liberté commune, ce n'est pas la messe constitutionnelle célébrée au Champ de Mars par l'évêque boiteux qui a propagé sur tout ce peuple l'émotion et l'enthousiasme, ce n'est pas de cet autel improvisé et équivoque qu'a rayonné la force des temps nouveaux, c'est de la communauté du sentiment humain et de l'espérance humaine.

Je ne veux pas blesser nos collègues catholiques de la droite, mais je constate un fait historique en disant qu'en 1793 et 1794, dans ces jours de l'an II si ardents, si débordants de sacrifices, où la foi chrétienne, pour une heure peut-être, était en bas, en fait et sans que je prétende rattacher les deux ordres d'idées, c'est à l'heure où la foi chrétienne était dans les âmes au plus bas que la patrie était au plus haut.

Et de même, messieurs, ce n'est pas le culte de la foi traditionnelle, ce n'est pas le culte de l'ancienne religion nationale qui a jeté les hommes de l'Empire, incroyants pour la plupart, aux aventures épiques, malgré les oripeaux de catholicisme officiel dont Napoléon drapait son césarisme demi-païen; ce n'est pas la foi chrétienne qui a suscité alors les énergies et les enthousiasmes, et comme la Révolution avait laïcisé la patrie, l'Empire a laïcisé la gloire.

Et de la science, messieurs, qui ne voit que le caractère autonome apparaît dans les nations modernes ? Je veux parler de la science comme d'une institution, non pas seulement parce qu'elle a des laboratoires publics, mais qu'elle agit si profondément sur les esprits auxquels elle fournit des données communes, et sur la marche même de la vie sociale, qu'elle a, en effet, la valeur d'une institution, institution autonome, institution indépendante. Il y a eu des temps où la science elle-même était obligée de subordonner son enquête à des affirmations religieuses extérieures à sa propre méthode et à ses propres résultats. Eh bien, aujourd'hui, lorsque par sa méthode propre, par l'expérience qui élargit le calcul, par le calcul qui vérifie l'expérience, lorsque la science a constaté des faits, si lointains soient-ils dans l'espace, lorsqu'elle a déterminé des rapports, il n'y a pas de livre, même s'il se déclare révélé en toutes ses parties, qui puisse faire dans aucun esprit, pas plus dans l'esprit des catholiques que

dans l'esprit des libre-penseurs, équilibre et échec à la vérité scientifique proclamée dans son ordre et dans son domaine.

Je ne dis pas non plus que la science épuise tous les problèmes; et l'admirable savant qui a écrit un jour : « Le monde n'a plus de mystère », me paraît avoir dit une naïveté aussi grande que son génie.

Mais dans son domaine, dans l'ordre des faits qu'elle atteint, des rapports qu'elle constate, elle est invincible et incontrôlable à toute autre autorité; et si entre un livre et elle, étudiant, explorant l'univers, il y a conflit, c'est le livre qui a tort et c'est l'univers qui a raison.

Voilà donc le mouvement de laïcité, de raison, de pensée autonome qui pénètre toutes les institutions du monde moderne; et ce n'est pas là une société médiocre. Depuis que dans le vieux monnde a retenti l'appel du monde nouveau, depuis que dans les vieux clochers la Révolution a sonné le tocsin des temps nouveaux, jamais la vie humaine n'a atteint une plus prodigieuse intensité. Ce n'est pas seulement l'intensité de la vie, ce n'est pas seulement l'ardeur de la bataille menée par les principes du monde nouveau contre les principes encore affirmés du monde ancien; c'est qu'une occasion admirable s'est offerte au monde nouveau soulevé ainsi par la raison.

La démocratie, messieurs, nous en parlons quelquefois avec un dédain qui s'explique par la constatation de certaines misères, de certaines vulgarités; mais si vous allez au fond des choses, c'est une idée admirable d'avoir proclamé que, dans l'ordre politique et social d'aujourd'hui, il n'y a pas d'excommuniés, il n'y a pas de réprouvés, que toute personne humaine a son droit.

Et ce ne fut pas seulement une affirmation; ce ne fut pas seulement une formule; proclamer que toute personne humaine a un droit, c'est s'engager à la mettre en état d'exercer ce droit par la croissance de la pensée, par la diffusion des lumières, par l'ensemble des garanties réelles, sociales, que vous devez à tout être humain si vous voulez qu'il soit en fait ce qu'il est en vocation : une personne libre.

Et voilà comment, par l'ardeur intérieure du principe de raison, par la revendication des foules éveillées par l'idée du droit à l'espérance, la démocratie politique tend à s'élargir en démocratie sociale, et l'horizon devient tous les jours plus vaste devant l'esprit humain en mouvement.

Ah ! messieurs, nos collègues de droite nous reprochent parfois de n'avoir pas de base métaphysique à notre morale. Ils nous reprochent d'être obligés ou de nous réfugier dans l'ancienne morale dépouillée de ses sanctions, ou de nous humilier dans l'humilité de la morale pratique et domestique.

Ils oublient que, dans la dure nature dont elle subit encore les lois, l'humanité cherche à créer une forme sociale où toutes les personnes humaines seraient vraiment libres et, par la pratique de la justice, seraient harmonisées les unes aux autres; lorsque nous créons ce fait, lorsque nous faisons jaillir dans l'univers aveugle et brutal cette possibilité, cette réalité de liberté et d'harmonie, nous jetons, nous, dans la réalité, le fondement d'une interprétation idéaliste du monde.

Voilà le grand mot libérateur lâché! *L'interprétation idéaliste du monde!* Tout chez Jaurès se ramène à un idéalisme supérieur fécond, idéalisme concret et réaliste, idéalisme qui a pour point de départ la *réalité totale,* car l'idée elle-même, les forces idéales de l'humanité, les impondérables, ne constituent pas moins un aspect de la réalité. Ainsi tous les problèmes s'éclairent d'une lumière d'en haut, transcendante. Et il faut souvent faire abstraction de telle ou telle manifestation brutale et grossière de la vie pour découvrir le principe, l'idée fondamentale qui la met en mouvement. Pour le réactionnaire, la démocratie est un régime de vulgaires appétits déchaînés, d'ambitions et de haines organisées en système politique. Pour Jaurès, le socialisme ainsi que la démocratie constituent un principe *moral* supérieur. « Depuis que *le droit de la raison,* s'écrie Jaurès, a été promulgué, depuis que dans le vieux monde a retenti l'appel du monde nouveau, depuis que dans *les vieux clochers de la Révolution a sonné le tocsin des temps nouveaux, jamais la vie humaine n'a atteint une plus prodigieuse intensité* ».

Les réactionnaires se croient d'ordinaire seuls dépositaires d'une morale supérieure, des grandes traditions idéalistes. Le plus souvent, cette morale dite supérieure, prêchée comme la religion à l'usage du peuple opprimé et résigné, n'est que la transposition idéaliste de bas intérêts matériels. La morale des classes dominantes n'est en général autre chose qu'une sorte de moyen de police mentale destinée à maintenir le règne des privilèges et des inégalités sociales. Sous de grands mots, elle couvre le règne des réalités bien mesquines. Jaurès conserve le mot, le contenant, mais en lui donnant un autre sens, un contenu tout autre.

On parle avec dédain de la démocratie à cause « de certaines vulgarités », mais si on va « au fond des choses », « c'est une idée admirable d'avoir proclamé que, dans l'ordre politique et social *d'aujourd'hui, il n'y a pas d'excommuniés, il n'y a pas de réprouvés, que toute personne humaine a son droit* ».

En théorie, en principe, ou, comme disent les juristes, *en droit,* Jaurès a raison. C'est un grand fait historique d'avoir

proclamé *les droits de l'Homme*. C'est un fait qui entraîne des conséquences incalculables. Et rien de permet de mépriser *ce droit conquis* à l'aide de tant de sacrifices douloureux sous prétexte qu'il n'est encore qu'une promesse qui attend sa réalisation. Cette promesse arrachée de haute lutte révolutionnaire marque un tournant de l'Histoire, une nouvelle ère. Elle indique une *nouvelle orientation* de la politique, une nouvelle direction à suivre. Et on ne condamne, on ne néglique pas une nouvelle direction donnée parce qu'elle impose *une marche qui reste encore à accomplir*.

A une condition pourtant. Il faut que la direction *donnée* soit *suivie*. Il faut que le droit proclamé ne reste pas lettre morte. Jaurès le sait. Et il veut que « par *l'ardeur intérieure du principe de raison, par la revendication des foules éveillées par l'idée du droit à l'espérance, la démocratie politique tende à s'élargir en démocratie sociale*, et que l'horizon devienne tous les jours plus vaste devant l'esprit humain en mouvement ».

Jaurès comprend bien que l'idée seule ne régit pas le monde, qu'il ne suffit pas d'avoir raison pour vaincre les immenses forces de l'iniquité. Et voilà pourquoi il met au service de l'idée « *les foules éveillées* », ou, comme aurait dit un partisan de la conception matérialiste de l'Histoire, « les forces du prolétariat conscient au service de l'idée socialiste ». Mais, même en invoquant cette force matérielle des « *foules éveillées* », Jaurès reste foncièrement et consciemment fidèle à son « interprétation idéaliste du monde ». Car il ajoute, en parlant des « foules éveillées » : « *par l'idée du droit* à « l'espérance ». Un matérialiste aurait dit : « par l'intérêt matériel et social de classe ».

Unité ne veut pas dire confusion. Jaurès connaît l'abîme qui sépare les hommes et les conceptions. Et il cite dans le même discours sur l'enseignement prononcé en 1910 une pensée profonde du cardinal Newman, appelé « le magicien d'Oxford » : « Dans la société humaine il y a des individus « qui, s'ils mouraient subitement, seraient sauvés ; il y en a « d'autres à côté d'eux qui, s'ils mouraient, seraient à jamais perdus. Et tous ces hommes parlent, et tous ces « hommes causent entre eux, et tous ces hommes échangent

« des poignées de main, des affections, des sourires, *igno-*
« *rant qu'un prodigieux abîme et un gouffre effroyable les*
« *séparent* ». Jaurès sait également que, « dans l'apparente uniformité de la vie moderne, dans l'apparente familiarité de nos rapports, dans l'estime réciproque que nous avons, que nous affectons, que nous croyons avoir les uns pour les autres, du camp des incroyants au camp des croyants, *si chacun pousse ses principes jusqu'au bout*, c'est un gouffre terrible qui se creuse ». Jaurès, l'homme de la paix, l'homme de l'harmonie et de la réconciliation universelles, entrevoit, comme dans une vision sinistre, le terrible obstacle, son ennemi irréductible, personnel : la haine. Et il ajoute :
« Pour moi, je ne pouvais pas lire les paroles de Newman
« *sans avoir une sorte de cauchemar*, sans entrevoir sous
« les pas de tous les êtres humains misérables et fragiles
« qui se croient reliés par une communauté de sympathie et
« d'épreuves, sans entrevoir sous leurs pas *un abîme ef-*
« *froyable prêt à se creuser* ».

Jaurès démontre, textes en main, que « ce qui fait la gravité du problème de l'enseignement, c'est le conflit passionné, violent, des principes de la société moderne, manifestés par toutes ses institutions, et des principes, des affirmations essentielles de l'Église catholique elle-même ».

Jaurès ne veut pas laisser à l'Église le monopole de l'enseignement d'un idéal supérieur. Il ne veut pas limiter l'éducation du peuple « à une collection de préceptes médiocres d'hygiène ou de morale subalterne, à un recueil de recettes morales et de recettes culinaires ». Ce serait la faillite de la société civile. Car elle proclamerait ainsi que « l'Église seule est capable de donner à la conscience quelque lumière ».

Mais ce conflit condamne-t-il la France à une division éternelle, irrémédiable? Non. Les luttes de classe elles-mêmes supposent un terrain commun. « La classe bourgeoise et la classe ouvrière sont les filles d'un même monde moderne, d'un même système de production et de pensée ». Elles ont « des nécessités communes ». Donc pas de « déchirement intégral de la nation ».

Jaurès trace, dans un tableau magnifique et grandiose, l'évolution de l'Église en marquant les concessions qui lui

ont été arrachées « par la force des choses ». Elle approuve de magnifiques découvertes astronomiques qu'elle a d'abord condamnées et flétries chez Galilée. Elle s'adapte à la géologie moderne en déclarant, par la bouche d'un grand savant catholique, M. de Lapparent, que « la transformation suc-« cessive des faunes et des flores ne peut s'évaluer qu'en « millions d'années ». Nous sommes loin de l'interprétation littérale de la création biblique « en six jours ». Des représentants illustres de l'Eglise reconnaissent qu' « une partie de la Genèse provient des légendes chaldéennes ». Il y a évolution même dans l'intérieur de l'Eglise. Elle se réconcilie avec la démocratie. Et elle dit, par la bouche de Lamennais et de Lacordaire : « Dégage-toi des gouverne-« ments nationaux, *qui sont pour toi une entrave, et qui « sont en même temps pour les peuples une chaîne.* Brise tes « propres chaînes pour pouvoir travailler à briser les chaî-« nes des peuples et *réconcilier la démocratie grandissante « avec l'Eglise,* qui meurt de ce malentendu et de cet aban-« don ». L'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII procède du même esprit. C'est « la revanche de la raison ».

Jaurès résume sa pensée en disant que « l'Eglise catholique ne peut plus se mouvoir sans se mouvoir dans le sens du siècle ». Et il dit à l'Eglise : « Quoi que vous fassiez, ou vous périrez ou vous ferez à la science, à la démocratie, à la liberté de *nouvelles et si fortes concessions que tous les enfants de la patrie pourront se réunir dans une entente commune* ».

C'est l'Eglise qui « excommunie » Jaurès. Jaurès n'excommunie pas l'Eglise. En tout cas, Jaurès comprend mieux l'Eglise que l'Eglise ne comprend Jaurès. Lisez plutôt :

« Ainsi, tandis que l'intransigeance catholique, quand elle se dresse en sa rigueur abstraite, semble rendre impossible dans ce pays une communauté d'existence et d'enseignement, la force assouplissante de la vie oblige l'Eglise elle-même à s'accommoder. Et, d'autre part, messieurs, est-ce que nous sommes, nous, le parti de la révolution, un parti de sectaires? Nous sommes, non pas le parti de la tolérance — c'est un mot que Mirabeau avait raison de dénoncer comme insuffisant, comme injurieux pour les doctrines des autres,

Nous n'avons pas de tolérance, mais nous avons, à l'égard de toutes les doctrines, le respect de la personnalité humaine et de l'esprit qui s'y développe.

« Cet esprit-là, il est présent à toute la Révolution française. Oh! vous pouvez montrer cette lutte intérieure, vous pouvez abuser contre elle des combats terribles où elle a été réduite par la nécessité de vivre et de défendre sa pensée; mais ce qu'il y a d'admirable, sachez-le bien, et de bien caractéristique, et qui devrait vous émouvoir, vous, le fervent de la tradition, c'est que c'est depuis la Révolution française que la grande tradition nationale a été le mieux comprise. C'est chose admirable de voir comment la grande force historique qui a soulevé un monde nouveau a ouvert en même temps l'intelligence des mondes anciens.

« Messieurs, ce n'est pas seulement parce que la Révolution française, en infligeant aux hommes les épreuves d'un drame aux péripéties ramassées, a invité toutes les consciences à se recueillir, ce n'est pas seulement parce que la Révolution française a donné une sorte d'attrait mélancolique et romantique au monde qu'elle avait aboli, non! c'est parce qu'en faisant surgir pour la première fois des profondeurs sociales et jaillir en pleine lumière de l'action et de la raison ces forces populaires qui n'avaient été, dans l'ancienne France, que des forces obscures ou désordonnées, en les faisant jaillir, elle a obligé l'historien du lendemain, quand l'atmosphère se serait à nouveau éclaircie, à rechercher dans le passé l'histoire de ces forces populaires profondes.

« Le volcan qui éclate et qui projette des profondeurs du sol les roches et les laves enfouies depuis des siècles a invité le géologue à fouiller les couches profondes; de même la force mécanique de la Révolution, en faisant monter, en faisant jaillir la vie du peuple jusque-là ensevelie, jusque-là enfouie, support obscur de toute la terre de France, la Révolution a amené les historiens à chercher, à fouiller, et c'est de là que sont venus les Chateaubriand, les Thierry, les Michelet et tous les grands historiens qui ont ressuscité le passé avec une sympathie que les siècles précédents ne connaissaient pas.

« Messieurs, c'est l'honneur nouveau de notre siècle et de notre civilisation. L'hellénisme si merveilleux, si intelligent, il n'a compris les civilisations antérieures ou les civilisations différentes que par une curiosité accidentelle de quelques rares esprits comme Hérodote. L'ensemble du peuple grec considérait comme barbare tout ce qui n'était pas hellénique. Et le christianisme! Qu'il a été souvent injuste pour l'antiquité de la Grèce et de Rome! Le monde moderne est la première grande formation historique qui ait eu le souci des origines lointaines, le sens de la continuité et de la tradition humaine, et voilà pourquoi nous pouvons nous enseigner nous-mêmes sans abaisser le passé.

M. Lemire. — A cause du christianisme.

Jaurès. — A cause du christianisme! Mais il est l'un des éléments évidents de notre formation. Et qui donc parmi les historiens issus de la Révolution française ou parmi ses philosophes l'a contesté?

« M. Gérard-Varet disait l'autre jour que nous étions les héritiers de la culture hellénique. Pas d'elle seule. J'espère que nous avons hérité d'elle le sens de la loi, du rythme, de l'équilibre, l'admiration de la beauté aisée. Mais je sais bien aussi que la tradition hellénique n'a pas été le seul élément de l'origine de la grande force française; il y a la tradition de l'Orient, il y a la tradition chrétienne. Et nous perdrions beaucoup s'il ne s'était pas prolongé dans la conscience française le sérieux de ces grands Juifs qui ne concevaient pas seulement la justice comme une harmonie de beauté, mais qui la réclamaient passionnément de toute la ferveur de leur conscience, qui en appelaient au Dieu juste contre toutes les puissances de brutalité, qui évoquaient l'âge où tous les hommes seraient réconcilliés dans la justice et où le Dieu qu'ils appelaient, suivant l'admirable mot du psalmiste ou du prophète, « effacerait, essuierait les « larmes de tous les visages. »

« C'est cet appel passionné à la justice humaine, c'est ce sérieux de la conscience hébraïque, mêlé à la grâce, à la force, à la raison de la pensée grecque, qui s'est fondu dans le génie de la France. »

« Eh bien, je l'avoue, je comprends mal ces regrets de M. Piou. Ah! comme les paroles et les jugements de nos adversaires changent! Je me rappelle le temps où l'Université était dénoncée parce qu'elle enseignait le Dieu de Victor Cousin et de Jules Simon. Ce Dieu-là menait au panthéisme, qui lui-même menait au socialisme, lequel aurait été le pire des fléaux, s'il n'avait été destiné à se perdre dans l'athéisme et dans l'anarchie! Maintenant ce Dieu de Jules Simon, ce Dieu de Cousin que l'on anathématisait, que l'on dénonçait, on le regrette et on fait grief aux instituteurs de n'en plus répéter quotidiennement la formule. »

. . . .

« Et quel triste écho de vos propres querelles intérieures! Ah! que jésuites et jansénistes ne se soient point aimés, on le sait. Qu'ils aient pu avoir de justes griefs les uns contre les autres, je vous l'accorde. Mais est-ce une raison à M. de la Guillonnière, lorsqu'il parle de la littérature française du grand siècle, d'énumérer les grands prosateurs, les grands poètes, les philosophes hardis, même Descartes, même le Molière de *Tartufe*, mais, pour prouver que l'on hait davantage ceux qui sont plus près, de n'omettre qu'un nom, celui de Pascal?

« Et puis, est-ce que, arrivant au dix-huitième siècle, vous avez le droit, vous, éducateurs du peuple, même des fils chrétiens du peuple chrétien, est-ce que vous avez le droit, comme le fait M. de la Guillonnière, de dire de Voltaire et de Rousseau : Je ne veux point les juger moi-même : je ne serais pas assez impartial ou je serais suspect de partialité; je veux les juger l'un par l'autre; et alors de ne donner aux enfants d'autre idée de Voltaire qu'une phrase injurieuse de Rousseau sur Voltaire et de ne donner aux enfants d'autre idée de Rousseau qu'une critique et qu'une épigramme de Voltaire sur Jean-Jacques Rousseau? »

L'Eglise ne veut pas être juste pour ses adversaires, tandis que ses adversaires lui rendent souvent pleinement justice en signalant son rôle positif, parfois salutaire dans le passé. Les manuels scolaires de l'Eglise fourmillent d'erreurs et d'injustices dans le genre du jugement sur Voltaire et Jean-Jacques.

Si les manuels laïques pèchent par quelque côté, c'est plutôt par une sorte d'optimisme excessif.

Et Jaurès continue :

« Oh! je ne dis pas du mal du présent; je trouve médiocres les hommes qui ne savent pas reconnaître dans le présent la force accumulée des grandeurs du passé et le gage des grandeurs de l'avenir. Je ne méconnais donc pas le présent. Mais enfin il n'est qu'un moment dans l'humanité en marche. Et il y a dans quelques-uns de nos manuels une sorte d'admiration un peu complaisante et béate pour les choses d'aujourd'hui qui est injurieuse pour le passé et stérilisante pour l'avenir. Je vous l'avoue, quand je lis dans nos manuels, à la charge des siècles passés, à la charge de la monarchie, qu'alors les riches vivaient dans des palais splendides et que les pauvres végétaient dans des taudis, j'ai peur précisément qu'un fils du peuple venu à l'école par le détour de nos riches avenues et sortant de ces pauvres taudis où sont encore accumulées tant de familles ouvrières, j'ai peur que cette petite tête se redresse anxieuse et interrogative et que l'enfant ne dise tout haut : « Eh bien, et aujourd'hui? »

« J'ai peur que nos écrivains ne soient pas justes lorsqu'ils condamnent toute une époque par le seul trait des famines qui l'ont désolée, oubliant que ce n'est pas la seule faute de l'organisation politique et sociale d'alors, mais une insuffisance des moyens de production, et je trouve douloureux que nous reprochions ainsi aux siècles passés les famines qui venaient de pauvreté, de misère, quand dans l'abondance et dans la puissance des moyens de production d'aujourd'hui, nous ne pouvons pas toujours, nous ne savons pas, ou nous ne voulons pas épargner toujours aux hommes ces dures épreuves! Famine de l'Inde, famine d'Irlande, en plein dix-neuvième siècle! Chômages meurtriers dans nos civilisations industrielles! Oh! messieurs, glorifions le présent, mais avec mesure, avec sobriété, avec modestie!

« Oui, ce qu'il faut, ce n'est pas juger toujours, juger tout le temps. Ah! je sais bien qu'il est impossible que l'historien, dans le récit des faits, ne s'oriente pas, pour ainsi dire, vers les clartés d'aujourd'hui; il est impossible qu'il ne

recherche pas, qu'il ne retrouve pas avec émotion tout ce qui annonce, tout ce qui prépare les grandeurs de l'époque moderne; mais chaque époque doit être jugée en elle-même, dans ses moyens d'action et dans son enchaînement naturel.

« Il faut se demander dès l'origine de notre histoire française et avant Clovis, avant le christianisme, dans cette Gaule qui avait déjà, même avant les Romains, une physionomie saisissable, il faut se demander d'époque en époque, de génération en génération, de quels moyens de vie, d'action, de culture disposaient les hommes, à quelles difficultés ils étaient en proie, quel était le péril ou la pesanteur de leur tâche et rendre justice à chacun sous le fardeau.

« Alors, si vous traduisez ainsi l'histoire, si vous la menez ainsi dans son enchaînement, vous serez justes pour les grandeurs d'aujourd'hui, puisque vous aiderez l'enfant, par acheminement, à les mieux comprendre; mais en même temps vous verrez à chaque période surgir d'admirables grandeurs. Et pour moi, le Charlemagne qui, au huitième siècle, quand tout croule, sait, un moment, organiser et maintenir, pour ainsi dire, à la surface de l'eau un monde qui allait sombrer, celui-là m'apparaît avec une admirable hauteur, et lorsque trois siècles après je vois sortant du chaos féodal où l'empire de Charlemagne avait sombré, sortant du jargon qu'était devenue notre pauvre langue décomposée, incapable de suffire à la clarté et à l'analyse des idées, lorsque je vois au douzième siècle surgir les grands poèmes avec leur admirable langue qui a gardé un peu de la sonorité du latin et a déjà la précision d'analyse de notre belle langue classique, j'admire que de ce chaos aient déjà pu surgir de l'ordre et de la pensée.

« Je regrette, non pas pour vous, mais pour moi, que mes forces ne me permettent pas de pousser dans le même sens l'analyse et l'indication de ce mouvement de l'histoire, mais c'est ainsi que les enfants apprendront à connaître la France, la vraie France, la France qui n'est pas résumée dans une époque et dans un jour, ni dans le jour d'il y a des siècles, ni dans le jour d'hier, mais la France qui est tout entière dans la succession de ses jours, de ses nuits, de ses aurores, de ses crépuscules, de ses montées, de ses

chutes et qui, à travers toutes ces ombres mêlées, toutes ces lumières incomplètes et toutes ces vicissitudes, s'en va vers une pleine claité qu'elle n'a pas encore atteinte, mais dont le pressentiment est dans sa pensée.

« Alors, comme j'ai dit d'une part, et comme je crois avoir démontré, que l'Eglise, si elle veut vivre, doit continuer jusqu'à l'affirmation de sa pleine liberté de conscience et du droit des démocraties la nécessaire évolution qu'elle a été obligée d'accomplir depuis des siècles, et comme je montre d'autre part que vous pouvez enseigner la France nouvelle, la France laïque, la France de la Révolution, l'enseigner tout entière, non pas petitement et humblement, mais hardiment et généreusement, et en l'enseignant tout entière enseigner cependant le respect du passé, de toutes ses forces, de toutes ses initiatives, de toutes ses grandeurs; comme je crois avoir démontré cela, j'ai démontré par là même qu'une école vraiment laïque et nationale est possible aujourd'hui où se rencontreraient tous les enfants de la patrie. »

Jaurès veut aussi obliger les partisans de l'Eglise eux-mêmes à permettre à la France, à l'Etat de France d'enseigner l'esprit de la France moderne, de faire aimer par tous les petits Français « la France nouvelle, la France laïque, la France de la Révolution ».

Jaurès prépare ainsi très finement, très habilement, l'esprit de ses auditeurs à accepter l'idée du monopole de l'enseignement, problème fondamental, non encore résolu, qui provoque tant de débats passionnés. Voici ce qu'il en dit en 1910 :

« Je veux, pour finir, dire un mot de cette question. Je n'ai jamais dit, comme l'a déclaré, en termes, d'ailleurs, extrêmement courtois pour moi, le *Journal des Débats,* je n'ai jamais dit que j'étais opposé au monopole. J'ai dit deux choses. La première, c'est qu'il pouvait être du droit de l'Etat d'organiser un service public national de l'enseignement.

« M. Aynard. — Personne ne le nie.

« Jaurès. — ...j'entends un service national où seraient appelés tous les enfants de France.

« M. Aynard. — C'est la nationalisation de l'enfant!

« Jaurès. — Laissez-moi, monsieur Aynard, expliquer les deux termes de ma pensée.

« Je dis qu'il ne s'agit ni du droit de l'Etat, ni du droit des familles, mais qu'il y a un droit de l'enfant.

« Proudhon, qui était un grand libéral en même temps qu'un grand socialiste, Proudhon l'a dit avec force : l'enfant a le droit d'être éclairé par tous les rayons qui viennent de tous les côtés de l'horizon, et la fonction de l'Etat, c'est d'empêcher l'interception d'une partie de ces rayons.

« Voilà comment, au point de vue du droit, se définit le problème. J'ajoute qu'il ne me paraît pas que nécessairement l'Etat, en exerçant cette faculté enseignante, serait un tyran. Je ne crois pas, comme l'a indiqué mon excellent ami Allard, je ne crois pas que le contrôle des citoyens sur l'Etat demeurerait inefficace. Je crois qu'il pourrait, au contraire, s'exercer et, par conséquent, je ne crois pas qu'il y ait d'objection de doctrine, d'objection de principe à ce que l'enseignement national pour tous soit organisé.

« Mais je déclare très volontiers et j'ai toujours dit que c'était, en effet, un droit extrême, qui ne peut et ne doit être revendiqué et exercé que lorsqu'il a été fait contre le droit de l'enfant, sous le nom de liberté, un tel abus, si visible et si scandaleux, qu'il est nécessaire d'y mettre un terme.

« Et j'ajoute qu'avant d'aborder par cet aspect le problème, avant de songer à étendre à d'autres, par la loi, l'enseignement de l'État, vous devez vous-mêmes organiser et améliorer cet enseignement lui-même. Comment aurions-nous le droit de recruter, même par la loi, des écoliers nouveaux si nous laissons des classes de 60, 70 élèves? Comment le pourrions-nous si nous n'avons pas le courage de pousser jusqu'à quatorze ans la scolarité? Comment le pourrions-nous si nous ne nous mettons pas en état de donner, en effet, à tous nos maîtres de l'enseignement primaire, qui commencent déjà à s'élever, mais de leur donner d'une façon plus générale encore, et plus haute, cette culture dont Allard disait, avec raison, l'autre jour, qu'elle est la condition absolue

d'un enseignement à la fois élevé et impartial? Comment voulez-vous qu'ils aient ou qu'ils maintiennent ou qu'ils développent en eux cette culture quand beaucoup d'entre eux plient sous le fardeau démesuré de classes énormes? »

Jaurès demande donc d'effectuer une série de réformes avant d'aborder pratiquement le problème du monopole.

Il termine son discours sur l'enseignement en demandant la limitation de la journée de travail, « la semaine anglaise » et autres réformes. De nouveau « la question scolaire rejoint la question sociale ». Et Jaurès s'engage, « en républicain socialiste », à lutter « pour toutes les deux ».

Tout se tient. Tout est dans tout. L'univers est un. L'humanité est une. Le principe de l'unité universelle de Jaurès se retrouve sur le terrain de l'enseignement, son terrain de prédilection.

CHAPITRE III

Jaurès historien

Il y a différentes manières d'écrire l'histoire. L'histoire-bataille, qui a pour base les conflits armés entre les nations, a été, pendant des siècles, le genre préféré des historiens. Depuis la seconde moitié du XIX[e] siècle, l'histoire-culture, ou l'histoire de la civilisation, tend à prendre rang dans la science historique. On commence à vouloir pénétrer le sens de la vie civile et pacifique des nations et connaître le développement des arts et de la science, de l'industrie et du commerce, des institutions sociales et économiques. L'*événement,* dans cette nouvelle manière, attire moins que *le fait* qui persiste. Dans notre *Philosophie de l'Histoire* (Paris, 1903), nous avons montré les origines de cette nouvelle méthode historique, inaugurée par un homme d'État et un historien arabe, Ibn Khaldoun, au XIV[e] siècle (1332-1406).

La Révolution française, qui a provoqué tant de bouleversements, a également révolutionné la science historique. Saint-Simon a réclamé pour le travail industriel et productif une place d'honneur dans les préoccupations scientifiques en opposant « le principe industriel » aux principes militaire et théologique. Des historiens de premier ordre, Aug. Thierry, Guizot et Mignet, se rattachent à cette conception. Le développement de la démocratie et du socialisme, venant à la suite des progrès industriels, a définitivement consolidé la nouvelle manière d'écrire l'histoire. Karl Marx a donné à cette méthode la forme d'une loi historique. Il subordonne les institutions sociales, politiques, juridiques et religieuses au « facteur économique », ou, plus exactement, au développement des forces productrices de la société. La société cesse d'être un camp retranché pour devenir une usine ou un atelier. Les guerres des nations et des

races cèdent la place à la lutte des classes et des groupements sociaux. L'histoire se démocratise et devient peuple. Les héros, les rois et les capitaines descendent de leur trône ou de leur piédestal et se mêlent aux masses populaires remplissant de leur bruyant tumulte le forum et l'arène.

Avec l'objet, l'histoire change de style. Elle ne cherche plus à briller et à éblouir, mais à expliquer et à instruire. Au lieu *de descriptions,* elle donne *des lois.*

Jaurès historien cherche dans le domaine de l'histoire, comme dans les autres, à réaliser la synthèse, à réunir en un tout harmonieux les qualités les plus variées et d'une opposition apparente. Dans son ouvrage remarquable sur la Révolution, il veut réconcilier « Plutarque, Michelet et Karl Marx », c'est-à-dire l'histoire héroïque, l'histoire dramatique et l'histoire sociologique.

Jaurès a été classé comme idéaliste. Mais il suffit de lire son *Histoire de la Révolution* pour se convaincre qu'aucun historien marxiste n'a étudié aussi complètement « la base » économique de la Révolution que Jaurès. Voici comment il explique dans l'*Introduction* à la *Constituante,* sa méthode historique :

« C'est du point de vue socialiste que nous voulons raconter au peuple, aux ouvriers, aux paysans, les événements qui se développent de 1789 à la fin du XIXe siècle. Nous considérons la Révolution française comme un fait immense et d'une admirable fécondité ; mais elle n'est pas, à nos yeux, un fait définitif dont l'histoire n'aurait ensuite qu'à dérouler sans fin les conséquences. La Révolution française a préparé indirectement l'avènement du prolétariat. Elle a réalisé les deux conditions essentielles du socialisme, la démocratie et le capitalisme. Mais elle a été, en son fond, l'avènement politique de la classe bourgeoise.

« Peu à peu, le mouvement économique et politique, la grande industrie, la croissance de la classe ouvrière qui grandit en nombre et en ambition, le malaise des paysans écrasés par la concurrence et investis par la féodalité industrielle et marchande, le trouble moral de la bourgeoisie intellectuelle qu'une société mercantile et brutale offense en

toutes ses délicatesses, tout prépare une nouvelle crise sociale, une nouvelle et plus profonde Révolution où les prolétaires saisiront le pouvoir pour transformer la propriété et la moralité. *C'est donc la marche et le jeu des classes sociales depuis* 1789 *que nous voudrions retracer à grands traits.* Il est toujours un peu arbitraire de marquer des limites, des divisions tranchantes dans le progrès ininterrompu et nuancé de la vie. Pourtant, on peut, avec une suffisante exactitude, distinguer trois périodes dans l'histoire de la classe bourgeoise et de la classe prolétarienne depuis un siècle.

« *D'abord de* 1789 *à* 1848, *la bourgeoisie révolutionnaire triomphe et s'installe.* Elle utilise contre l'absolutisme royal et contre les nobles la force des prolétaires, mais ceux-ci, malgré leur prodigieuse activité, malgré le rôle décisif qu'ils jouent en certaines journées, ne sont qu'une puissance subordonnée, une sorte d'appoint historique. Ils inspirent parfois aux possédants bourgeois une véritable terreur ; mais au fond ils travaillent pour eux ; ils n'ont pas une conception de la société radicalement différente : le communisme de Babeuf et de ses rares disciples ne fut qu'une convulsion sublime, le spasme suprême de la crise révolutionnaire avant l'apaisement du Consulat et du premier Empire. Même en 1793 et 1794, les prolétaires étaient confondus dans le tiers État : ils n'avaient ni une claire conscience de classe, ni le désir ou la notion d'une autre forme de propriété. Ils n'allaient guère au delà de la pauvre pensée de Robespierre : *une démocratie politiquement souveraine, mais économiquement stationnaire, faite de petits propriétaires paysans et de petite bourgeoisie artisane.* La merveilleuse sève de vie du socialisme, créateur de richesses, de beauté et de joie, n'était point en eux : aux jours terribles, ils brûlaient d'une flamme sèche, flamme de colère et d'envie. Ils ignoraient la séduction, puissante et douce, d'un idéal nouveau. »

Ce n'est pas la répétition quasi-mécanique de la formule de Marx. C'est la vie elle-même, dans ce qu'elle a de plus substantiel, parlant par la bouche de l'historien qui a beaucoup étudié et beaucoup observé.

Jaurès ne se contente pas de dire que la Révolution a donné le pouvoir à la bourgeoisie. Il a étudié les étapes par lesquelles passe la domination bourgeoise. Sa pensée est toujours nuancée et pleine de réalité.

Sous Louis-Philippe, la bourgeoisie lutte à la fois contre les nobles et les prêtres et contre les ouvriers. Elle se « croit naïvement l'aboutissement de l'histoire », l'expression sociale de la raison. Les révolutionnaires, de leur côté, ne sont pas des socialistes conscients. « C'est surtout dans la classe intellectuelle » que les « utopies » socialistes recrutent d'abord des adeptes. Le système de Saint-Simon est imprégné de pensée capitaliste, celui de Proudhon de pensée petite-bourgeoise.

Cependant la classe ouvrière se réveille. Mais, pendant la deuxième période de la domination bourgeoise, allant de Février 1848 à Mai 1871, sa conscience est encore incertaine et trouble. Pourtant la classe ouvrière devient si menaçante que les classes dirigeantes coalisent contre elle toutes les puissances de conservation « affolées par le spectre rouge ». Sous la Commune, blanquistes, marxistes, proudhonniens impriment à la pensée ouvrière des directions divergentes.

« En outre, il y a trouble et mélange dans le mouvement même comme dans la pensée. En 1848, la Révolution est préparée par la démocratie radicale ou petite-bourgeoise autant et plus peut-être que par le socialisme ouvrier, et aux journées de Juin la démocratie bourgeoise couche sur le pavé ardent de Paris les prolétaires. En 1871 aussi, *c'est d'un soulèvement de la bourgeoisie commerçante, irritée par la loi des échéances et par la dureté des hobereaux de Versailles,* c'est aussi de l'exaspération patriotique et des défiances républicaines de Paris que le mouvement de la Commune est sorti.

« Le prolétariat socialiste n'a pas tardé à mettre sa marque révolutionnaire sur cette confusion, et Marx a eu raison de dire, en ce sens, dans sa forte et systématique étude sur la Commune que, par elle, la classe ouvrière a, pour la première fois, pris possession du pouvoir. C'est un fait nouveau d'une incalculable portée; mais *le prolétariat a profité d'une sorte de surprise;* il était, dans la capitale isolée

et surexcitée, la force la mieux organisée et la plus digne, mais il n'était pas encore en état d'entraîner et d'assimiler la France ; celle-ci appartenait aux prêtres, aux grands propriétaires fonciers et à la bourgeoisie dont M. Thiers était le chef. La Commune a été comme une pointe rougie au feu, qui se brise contre un gros bloc réfractaire. Mais de 1848 à 1871, le progrès prolétarien est immense. En 1848, la participation du prolétariat au pouvoir est presque fictive : Louis Blanc et l'ouvrier Albert sont paralysés au gouvernement provisoire ; et une bourgeoisie perfide organise contre eux la tricherie des ateliers nationaux. Les socialistes discutent platoniquement au Luxembourg, ils abdiquent et se résignent à n'être qu'une impuissante *Académie*. N'ayant pas la force d'agir, ils désertent. Puis, quand la classe ouvrière trompée se soulève en juin, elle est écrasée avant d'avoir pu une minute toucher au pouvoir. *En* 1871, *les fils des combattants de Juin ont tenu le pouvoir; ils l'ont exercé; ils n'ont pas été l'émeute, ils ont été la Révolution.*

« Les prolétaires ainsi haussés au gouvernement ont pu en être précipités ; ils n'en ont pas moins donné aux nouvelles générations ouvrières un haut signal d'espérance qui a été compris. La Commune clôt la seconde période, où le socialisme s'affirme comme une force de premier ordre, confuse encore et convulsive, mais c'est bien elle ; aussi, c'est bien la Commune qui a rendu possible la période nouvelle, celle où nous sommes tous engagés et où le socialisme procède méthodiquement à *l'organisation totale de la classe ouvrière, à la conquête morale des paysans rassurés, au ralliement de la bourgeoisie intellectuelle désenchantée du pouvoir bourgeois,* et à la prise de possession complète du pouvoir pour des formes nouvelles de propriété et d'idéal.

« *Maintenant la confusion n'est plus à craindre.* Il y a dans la classe ouvrière et le Parti socialiste unité de pensée. Malgré les chocs des groupes et les rivalités superficielles, toutes les forces prolétariennes sont unies, au fond, par une même doctrine et pour une même action. Si demain le prolétariat s'emparait du pouvoir tout entier, il en pourrait d'emblée faire un usage défini et décisif. Il y aurait, à coup sûr, des conflits de tendances. Les uns voudraient fortifier

et pousser au plus haut l'action centrale de la communauté, les autres voudraient assurer aux groupes locaux de travailleurs la plus large autonomie possible. Pour régler les rapports nouveaux de la nation, des fédérations professionnelles, des communes, des groupes locaux, des individus, pour fonder à la fois la parfaite liberté individuelle et la solidarité sociale, pour *donner forme juridique aux innombrables combinaisons de la propriété sociale et de l'action des individus,* un immense effort de pensée sera nécessaire; et, dans cette complexité, il y aura des désaccords. Mais, malgré tout, c'est un commun esprit qui lie aujourd'hui les socialistes, les prolétaires; le socialisme n'est plus dispersé en sectes hostiles et impuissantes. Il est de plus en plus une grande unité vivante et qui multiplie ses prises sur la vie. *C'est de lui maintenant que toutes les grandes forces humaines : le travail, la pensée, la science, l'art, la religion même, entendue comme la prise de possession de l'univers par l'humanité, attendent leur renouvellement et leur essor.* »

Jaurès a toujours tenu à marquer ce qui distingue sa pensée de celle des marxistes français. Il était l'ennemi né des formules toutes prêtes, toutes faites, qui deviennent des dogmes intangibles. Jaurès aimait et comprenait la vie dans toute sa complexité infinie. Il est d'autant plus significatif qu'après avoir étudié la Révolution il fait une adhésion formelle à la substance même de la doctrine de Marx. Les passages de l'*Introduction* qui y ont trait méritent d'être relevés dans leur intégralité :

« Comment, à travers quelles crises, par quels efforts des hommes et quelles évolutions des choses le prolétariat a-t-il grandi jusqu'au rôle décisif qu'il va jouer demain? C'est ce que nous tous, militants socialistes, nous nous proposons de raconter. *Nous savons que les conditions économiques, la forme de la production et de la propriété sont le fond même de l'histoire.* De même que pour la plupart des individus humains l'essentiel de la vie c'est le métier, de même que le métier, qui est la forme économique de l'activité individuelle, détermine le plus souvent les habitudes, les pensées, les douleurs, les joies, les rêves même des hommes, de même, à chaque période de l'histoire, la structure écono-

mique de la société détermine les formes politiques, les mœurs sociales et même la direction générale de la pensée. Aussi nous appliquerons-nous, à chaque époque de ce récit, à découvrir les fondements économiques de la vie humaine. Nous tâcherons de découvrir le mouvement de la propriété, et l'évolution même de la technique industrielle et agricole. Et, à grands traits, comme il convient dans un tableau forcément sommaire, nous marquerons l'influence de l'état économique sur les gouvernements, les littératures, les systèmes.

« Mais nous n'oublions pas, Marx lui-même, trop souvent rapetissé par des interprètes étroits, n'a jamais oublié, que c'est sur des hommes qu'agissent les forces économiques. Or les hommes ont une diversité prodigieuse de passions et d'idées ; et la complication presque infinie de la vie humaine ne se laisse pas réduire brutalement, mécaniquement, à une formule économique. De plus, bien que l'homme vive avant tout de l'humanité, bien qu'il subisse surtout l'influence enveloppante et continue du milieu social, il vit aussi, par les sens et l'esprit, dans un milieu plus vaste, qui est l'univers même.

« Sans doute, la lumière même des étoiles les plus lointaines et les plus étrangères au système humain n'éveille dans l'imagination du poète que des rêves conformes à la sensibilité générale de son temps et au secret profond de la vie sociale, comme c'est de l'humidité cachée de la terre que le rayon de lune forme le brouillard léger qui flotte sur la prairie. En ce sens, même les vibrations stellaires, si hautes et si indifférentes qu'elles paraissent, sont harmonisées et appropriées par le système social et par les formes économiques qui le déterminent. Gœthe, entrant un jour dans une manufacture, fut pris de dégoût pour ses vêtements qui exigeaient un si formidable appareil de production. Et pourtant, sans ce premier essor industriel de la bourgeoisie allemande, le vieux monde germanique, somnolent et morcelé, n'aurait pu ni éprouver ni comprendre ces magnifiques impatiences de vie qui font éclater l'âme de Faust. »

Mais Jaurès n'abdique pas sa pensée idéaliste et pan-

théiste. Il rattache l'homme à l'ensemble des forces cosmiques. Ainsi il écrit dans l'*Introduction :*

« Mais quel que soit le rapport de l'âme humaine, en ses rêves même les plus audacieux et les plus subtils, avec le système économique et social, elle va au delà du milieu humain, dans l'immense milieu cosmique. Et le contact de l'univers fait vibrer en elle des forces mystérieuses et profondes, forces de l'éternelle vie mouvante qui précède les sociétés humaines et qui les dépassera. Donc autant il serait vain et faux de nier la dépendance de la pensée et du rêve à l'égard du système économique et des formes précises de la production, autant il serait puéril et grossier d'expliquer sommairement le mouvement de la pensée humaine par la seule évolution des formes économiques. Très souvent l'esprit de l'homme s'appuie sur le système social pour le dépasser et lui résister; entre l'esprit individuel et le pouvoir social il y a tout à la fois solidarité et conflit. C'est le système des nations et des monarchies modernes, à demi émancipées de l'Eglise, qui a permis la libre science de Kepler et de Galilée; mais une fois en possession de la vérité, l'esprit ne relève plus ni du prince, ni de la société, ni de l'humanité; c'est la vérité elle-même, avec son ordonnance et son enchaînement, qui devient, si je puis dire, le milieu immédiat de l'esprit, et, bien que Kepler et Galilée aient appuyé leurs observations et leurs travaux d'astronomes aux fondements de l'État moderne, ils ne relevaient plus, après leurs observations ou leurs calculs, que d'eux-mêmes et de l'univers. Le monde social où ils avaient pris leur point d'appui et leur élan s'ouvrait et leur pensée ne connaissait plus d'autres lois que les lois mêmes de l'immensité sidérale.

« *Il nous plaira, à travers l'évolution à demi mécanique des formes économiques et sociales, de faire sentir toujours cette haute dignité de l'esprit libre, affranchi de l'humanité elle-même par l'éternel univers.* Les plus intransigeants des théoriciens marxistes ne sauraient nous le reprocher. Marx, en une page admirable, a déclaré que jusqu'ici les sociétés humaines n'avaient été gouvernées que par la fatalité, par l'aveugle mouvement des formes économiques, les institutions, les idées n'ont pas été l'œuvre consciente de l'homme

libre, mais le reflet de l'inconsciente vie sociale dans le cerveau humain. Nous ne sommes encore, selon Marx, que dans la préhistoire. L'histoire humaine ne commencera véritablement que lorsque l'homme, échappant enfin à la tyrannie des forces inconscientes, gouvernera par sa raison et sa volonté la production elle-même. Alors son esprit ne subira plus le despotisme des formes économiques, créées et dirigées par lui, et c'est d'un regard libre et immédiat qu'il contemplera l'univers. Marx entrevoit donc une période de pleine liberté intellectuelle, où la pensée humaine, n'étant plus déformée par les servitudes économiques, ne déformera pas le monde. Mais à coup sûr Marx ne conteste pas que déjà, dans les ténèbres de la période inconsciente, de hauts esprits se soient élevés à la liberté ; par eux l'humanité se prépare et s'annonce. C'est à nous de recueillir les premières manifestations de la vie de l'esprit : elles nous permettent de pressentir la grande vie ardente et libre de l'humanité communiste qui, affranchie de tout servage, s'appropriera l'univers par la science, l'action et le rêve. C'est comme le premier frisson qui, dans la forêt humaine, n'émeut encore que quelques feuilles, mais qui annonce les grands souffles prochains et les vastes ébranlements. »

Avec quelle magnificence et quelle richesse de style, unies à la précision la plus rigoureuse, Jaurès rend justice à la pensée de Marx, qui, tout en étudiant l'homme dans la réalité de son milieu économique, d'où dépendent toutes les manifestations de sa vie, n'a jamais nié l'influence des forces morales ! Sans citer les textes, Jaurès fait allusion, en parlant de « la période de pleine liberté intellectuelle », à un passage célèbre d'Engels, interprète fidèle de la pensée de Marx, où il est dit que le socialisme signifie « le saut de la nécessité dans la liberté ». Une fois l'homme émancipé du joug capitaliste, il n'aura pour guide que sa propre nature, sa liberté humaine. Mais l'avenir a ses profondes racines dans le présent. « C'est comme le premier frisson qui, dans la forêt humaine, annonce les grands souffles prochains et les vastes ébranlements ».

Ainsi, en passant par Marx et en l'élargissant, Jaurès ar-

rive à une vaste synthèse historique qu'il formule comme suit [1] :

« Aussi notre interprétation de l'histoire sera-t-elle à la fois matérialiste avec Marx et mystique avec Michelet. C'est bien la vie économique qui a été le fond et le ressort de l'histoire humaine, mais à travers la succession des formes sociales, l'homme, force pensante, aspire à la pleine vie de la pensée, à la communion ardente de l'esprit inquiet, avide d'unité, et du mystérieux univers. Le grand mystique d'Alexandrie disait : « Les hautes vagues de la mer ont sou-« levé ma barque, et j'ai pu voir le soleil levant à l'instant « même où il sortait des flots ». De même les vastes flots montants de la Révolution économique soulèveront la barque humaine pour que l'homme, pauvre pêcheur lassé d'un long travail nocturne, salue de plus haut la première pointe de l'aurore, la première lueur de l'esprit grandissant qui va se lever sur nous.

« Et nous ne dédaignerons pas non plus, malgré notre interprétation économique des grands phénomènes humains, la valeur morale de l'histoire. Certes, nous savons que les beaux mots de liberté et d'humanité ont trop souvent couvert, depuis un siècle, un régime d'exploitation et d'oppression. La Révolution française a proclamé les Droits de l'Homme; mais les classes possédantes ont compris sous ce mot les droits de la bourgeoisie et du capital.

« Elles ont proclamé que les hommes étaient libres quand les possédants n'avaient sur les non-possédants d'autre moyen de domination que la propriété elle-même, mais la propriété c'est la force souveraine qui dispose de toutes les autres. Le fond de la société bourgeoise est donc un monstrueux égoïsme de classe compliqué d'hypocrisie. Mais il y a eu des heures où la Révolution naissante confondait avec l'intérêt de la bourgeoisie révolutionnaire l'intérêt de l'humanité, et un enthousiasme humain vraiment admirable a plus d'une fois empli les cœurs. De même, dans les innombrables conflits déchaînés par l'anarchie bourgeoise, dans les luttes des partis et des classes, ont abondé les exemples de fierté, de vaillance et de courage. Nous saluons toujours avec un égal respect les héros de la volonté, et, nous élevant au-dessus

des mêlées sanglantes, nous glorifierons à la fois les républicains bourgeois proscrits en 1850 par le Coup d'Etat triomphant et les admirables combattants prolétariens tombés en Juin 1848.

« Mais qui nous en voudra d'être surtout attentifs aux vertus militantes de ce prolétariat accablé qui, depuis un siècle, a si souvent donné sa vie pour un idéal encore obscur? Ce n'est pas seulement par la force des choses que s'accomplira la Révolution sociale, c'est par la force des hommes, par l'énergie des consciences et des volontés. L'histoire ne dispensera jamais les hommes de la vaillance et de la noblesse individuelles. Et le niveau moral de la société communiste de demain sera marqué par la hauteur morale des consciences individuelles dans la classe militante d'aujourd'hui. Proposer en exemple tous les combattants héroïques qui, depuis un siècle, ont eu la passion de l'idée et le sublime mépris de la mort, c'est donc faire œuvre révolutionnaire. Nous ne sourions pas des hommes de la Révolution qui lisaient les *Vies* de Plutarque; à coup sûr, les beaux élans d'énergie intérieure qu'ils suscitaient ainsi en eux changeaient peu de chose à la marche des événements. Mais, du moins, ils restaient debout dans la tempête, ils ne montraient pas, sous l'éclair des grands orages, des figures décomposées par la peur. Et si la passion de la gloire animait en eux la passion de la liberté ou le courage au combat, nul n'osera leur en faire grief.

« Ainsi nous essaierons, dans cette histoire socialiste qui va de la Révolution bourgeoise à la période préparatoire de la Révolution prolétarienne, de ne rien retrancher de ce qui fait la vie humaine. Nous tâcherons de comprendre et de traduire l'évolution économique fondamentale qui gouverne les sociétés, l'ardente aspiration de l'esprit vers la vérité totale, et la noble exaltation de la conscience individuelle défiant la souffrance, la tyrannie et la mort. C'est en poussant à bout le mouvement économique que le prolétariat s'affranchira et deviendra l'humanité. Il faut donc qu'il prenne une conscience nette de l'histoire et du mouvement économique et de la grandeur humaine. Au risque de surprendre un moment nos lecteurs par le disparate de ces

grands noms, c'est sous la triple inspiration de Marx, de Michelet et de Plutarque que nous voudrions écrire cette modeste histoire, où chacun des militants qui y collaborent mettra sa nuance de pensée, où tous mettront la même doctrine essentielle et la même foi. »

La tâche est grandiose. Jaurès parvint-il à réunir dans son histoire les caractères de méthodes aussi différentes — bien que nullement opposées — dont chacune a été illustrée par un grand nom : Plutarque, Michelet, Marx? Seule l'analyse complète et impartiale de son œuvre historique peut répondre à cette question. Mais il est incontestable que Jaurès possédait au plus haut degré les qualités qui font le grand historien. Il était avant tout doué d'un sens élémentaire de la vérité. C'est le fond de sa nature. Il avait aussi le sens de la réalité très développé. Et il avait le goût du travail, qui ne le fatiguait jamais. Esprit universel et synthétique, il avait le sens du détail. Aucune étude ne le rebutait. Il voulait tout examiner, tout voir, tout savoir. Joignez à ces qualités un grand courage moral, une noblesse d'âme extraordinaire et une rectitude de jugement impeccable, des connaissancs profondes et variées, et vous trouverez réunies dans une seule personne les rares qualités indispensables à un grand historien moderne.

Il y a pourtant une qualité qui est propre à Jaurès et qui hausse singulièrement la valeur de son œuvre historique. C'est son idéalisme panthéiste, qui lui ouvre des horizons infinis. Cette conception de l'unité et de la pénétration universelles le place, pour ainsi dire, sur une hauteur telle que de là il devient possible de tout voir. Cet idéalisme panthéiste lui interdit toute étroitesse de vue, toute partialité, toute injustice dans les jugements qu'il porte sur les hommes et les choses. Car il le prédispose à lier tout événement à l'ensemble de l'évolution et à tenir toute grande figure historique pour le reflet d'un tout, un assemblage de qualités et de défauts qui tantôt se heurtent et tantôt se réconcilient. Il pénètre ainsi jusqu'aux replis les plus intimes de l'âme humaine. L'homme n'est pas un bloc aux contours abrupts et d'une unité brutale. Il est un mélange complexe aux propriétés contradictoires. Il porte en lui les germes des vertus

surhumaines et les vestiges des vices monstrueux des périodes de barbarie et de brutalité. Les uns et les autres ne sont pas juxtaposés paisiblement, faisant bon ménage ensemble, mais souvent ils mènent un tapage infernal en se heurtant et en se combattant entre eux. L'homme est un perpétuel devenir. Il monte et il descend. Il lutte sans cesse contre lui-même. Tantôt il saigne dans une défaite lamentable. C'est la chute, la déchéance. Tantôt il devient son propre vainqueur. C'est le relèvement, la renaissance. Jaurès l'accompagne dans cette guerre et suit de près le drame qui se joue dans l'intérieur des héros et des personnages de la Révolution.

Par son action politique, par sa profonde connaissance des hommes et des choses de la politique, des partis et de leur vie intime, Jaurès a été solidement préparé pour l'étude et la pénétration de l'épopée révolutionnaire. Rien ne prépare mieux à comprendre l'histoire que la vie politique active. Il faut faire soi-même l'histoire pour être à même d'en pénétrer le sens et d'en voir les ressorts secrets. Les hommes de la Révolution sont encore trop près de nous. Souvent les mêmes idées, les mêmes passions les agitent. La fréquentation régulière d'une section du Parti socialiste dans le Paris de nos jours, l'examen attentif de son mécanisme, du jeu de ses combinaisons petites et grandes nous rapprochent plus de la réalité d'une section révolutionnaire de 1793 que la lecture de documents sans vie. Jaurès était un des militants du Parti socialiste qui suivaient de plus près la vie de son organisation. Il connaissait tous les détails de son fonctionnement. Par là il était en état, en tenant compte des différences de temps et de milieu, de deviner bien des choses inaccessibles aux historiens qui scrutent le passé dans les livres et dans les archives.

Jaurès eut, en plus, cet avantage d'être socialiste et républicain démocrate. Dans son action, il continuait la Révolution. Faisant lui-même partie intégrante de l'évolution qui a eu comme point de départ la grande Révolution, il la portait en soi. En étudiant le drame révolutionnaire, Jaurès étudiait son propre drame. Il s'identifiait avec elle. Il la retrouvait en descendant en lui-même. Et il se retrouvait lui-

même en en suivant le cours. Plus d'une fois il refit les discours que les héros ou les victimes de la Révolution *durent,* selon lui, tenir. Il souffrait peut-être de l'impossibilité posthume de participer à ce drame mondial, pour ne pas dire des *discours rentrés,* du regret des idées qu'il aurait pu semer parmi ces hommes aux grandes et nobles destinées...

Ses connaissances profondes de Marx et des questions économiques lui ont rendu possible la compréhension des ressorts matériels de la Révolution. On peut dire sans exagération que nul en France n'a fait autant pour l'histoire économique de la Révolution que Jaurès. Il accumule des monceaux de faits pris dans la vie économique de l'époque. La Révolution est ainsi révélée dans sa réalité solide et quotidienne. Ce n'est plus seulement une tragédie antique ou un mélodrame aux faux éclats et aux grandes phrases vides, mais aussi et surtout une lutte pour de nouvelles conditions d'existence, une lutte implacable pour la propriété, pour la vie. Ce ne sont plus des êtres abstraits, des fantômes qui se détruisent mutuellement, mais de pauvres êtres humains en chair et en os qui ont besoin d'un lopin de terre pour vivre et faire vivre leurs familles.

Jaurès accomplit sa tâche d'historien de la Révolution en quelques années, qui furent parmi les plus chargées de sa vie politique. C'était la période de l'Affaire Dreyfus et de la lutte pour la laïcité, la démocratie et les réformes sociales (ministères Waldeck-Rousseau-Millerand et Combes). Et on se demande par quel prodige Jaurès put venir à bout de cette tâche écrasante.

Cependant nous avons le témoignage impartial d'un historien spécialiste qui a consacré toute sa vie à l'étude de la Révolution française et dont les ouvrages sont hautement appréciés : celui de M. Aulard. Nous tenons à le citer presque intégralement, et cela d'autant plus qu'à l'ordinaire les historiens spécialistes ne sont pas tendres pour les historiens philosophes. Voici ce qu'écrit M. Aulard dans sa revue *La Révolution Française* (vol. 43, 1902) :

M. Jaurès s'étant fait connaître jusqu'ici comme philosophe, comme orateur, comme polémiste, on pouvait craindre qu'abordant pour la première fois les études historiques, il ne s'y montrât que philosophe,

qu'orateur, que polémiste. Il s'y montre historien, dans toute l'acception du terme, et il a fait, autant qu'il est possible en histoire, une œuvre de vérité, une œuvre d'inspiration scientifique, de tendances scientifiques.

Je devrais parler d'abord de sa documentation. J'aime mieux, puisqu'il s'agit d'un homme politique, d'un homme de parti et de combat, signaler tout de suite son impartialité. Elle est merveilleuse, et nul historien de la Révolution n'en a approché, même de loin. Elle n'est pas guindée, elle ne sent jamais l'effort : ce noble esprit n'a qu'à se laisser aller pour voir et juger le passé sans haine et sans passion, même quand de ce passé il tire toute sa doctrine politique. Cette histoire *socialiste*, c'est de l'histoire, de l'histoire sans épithète, l'histoire la plus haute et la plus sereine.

Cet historien impartial n'est jamais (ou presque jamais) la dupe de son imagination. Tout moderne, instruit des méthodes ou les devinant, il a renoncé à ce qu'il y a de mauvais dans le *genre Michelet*, je veux dire qu'il n'essaie pas de ressusciter le passé, de faire revivre les hommes de la Révolution, de deviner, de reconstruire par des hypothèses, de s'inspirer des textes pour créer avec des éléments, les uns réels, les autres inventés, une vérité moralisatrice. Il réunit de son mieux les textes qui lui semblent les plus authentiques, les plus contemporains, les plus croyables, les plus importants, il en cite l'essentiel, tout l'essentiel, que cet essentiel soit long ou qu'il soit court, cédant le plus souvent possible la parole aux contemporains et, quand il interprète ou résume, ne forçant jamais la pensée du texte, restant plutôt en deçà (1). Nulle préoccupation littéraire et des chiffres, beaucoup de chiffres, des éléments tout bruts de statistique, à côté d'une belle page d'Isnard ou de Vergniaud. Le document tout nu, mais placé dans la juste lumière.

Ni partial ni fantaisiste, ce large récit n'est pas impassible, et c'est ici la grande originalité de M. Jaurès historien. Il juge, il s'émeut, il est éloquent, il est spirituel et ses jugements, ses émotions, ses éloquences, ses ironies sortent, si je puis dire, des faits allégués et des textes cités, ils en sortent si naturellement, si simplement, que jamais il n'en résulte la plus petite altération de la réalité. Par exemple, il aime à juger le jeu des partis, à blâmer les Girondins, à louer Danton, mais c'est après avoir fait connaître intelligemment les Girondins, après avoir fait connaître intelligemment Danton, en toute probité, sans nulle déformation tendancieuse, et si minime qu'elle puisse être, ni des actes ni des personnes.

Ce jugement de M. Aulard confirme ce que nous avons dit de l'impartialité de Jaurès malgré sa passion d'homme de

(1) Voir par exemple, dans le récit des préparatifs à la déclaration de guerre, les citations des débats aux Jacobins et à la Législative sur cette question.

parti. La passion de la vérité vraie emportait, surmontait tout chez Jaurès.

Des esprits superficiels ou malveillants considèrent Jaurès comme un « rhéteur ». Ecoutons le savant historien :

J'ai dit : nulle préoccupation littéraire. C'est évident aux pages où il est question de subsistances par exemple, et où il n'y a que des chiffres et des faits. En est-il de même dans les considérations générales ? Si j'ouvre au hasard ce livre, par exemple, t. I, p. 770, je lis ceci : « Et voilà les paysans condamnés à porter éternellement la chaîne, parce qu'ils n'auront pu en retrouver le premier anneau, analyser de quel métal il était fait et dessiner, pour ainsi dire, le marteau dont il fut forgé. » Je vois les pédants sourire de cette littérature. Ce sont gens qui parcourent et qui ne lisent pas. S'ils lisaient, ils verraient que cette métaphore n'est que le strict, littéral et merveilleusement clair commentaire de la loi qui, au lieu de libérer en bloc la classe paysanne, voulait que chaque paysan fît la preuve directe que des actes particuliers d'oppression et d'extorsion étaient l'origine de ses charges. Ce n'est pas pour éblouir, mais pour éclairer que l'écrivain écrit ainsi. C'est ainsi qu'il voit, c'est ainsi qu'il montre, par des métaphores aussi bien que par des statistiques, et, en fait, jamais une lumière aussi vive n'a été projetée sur l'évolution sociale de la France révolutionnaire.

Ce n'est pas que M. Jaurès croie qu'il soit possible, en l'état actuel de nos connaissances, de tracer un tableau complet de cette évolution. On peut du moins, dit-il (1), « dégager quelques grandes et claires perspectives ». C'est ce qu'il a fait excellemment, soit qu'il reprenne avec ampleur la question de l'abolition progressive de la féodalité, soit que, le premier, il signale le mouvement d'augmentation des salaires à la fin de 1792. Ces résultats et d'autres, les uns partiels et définitifs, les autres généraux et provisoires, me semblent tous infiniment précieux.

J'arrive à la documentation.

Elle est très érudite, originale, intelligente. L'auteur a bien senti l'importance des journaux considérés comme sources, et il a tiré un remarquable parti des *Révolutions de Paris*, de la *Chronique de Paris*, des feuilles de Marat. N'utilisant guère, parmi les Mémoires, que ceux qui sont presque contemporains des événements (comme les Mémoires de Buzot et de Mme Roland), il a cité abondamment les correspondances, surtout celle de Fersen. Il a fait quelques recherches aux Archives nationales. Il s'est beaucoup servi du *Moniteur*. Parmi les ouvrages de seconde main, il s'est servi de quelques histoires provinciales, comme celle du Gard, par feu F. Rouvière, de quelques monographies, comme celle de Jeanbon Saint-André, par M. Lévy-

(1) *Constituante*, Appendice, p. VI.

Schneider, celle de Robert Lindet, par M. Montier. Il connaît les publications de notre Société — sauf des *Conventionnels* de M. Guiffrey, qui lui eussent évité de défigurer parfois les noms propres (1). Il a des trouvailles curieuses : une phrase vague de Michelet lui a permis d'exhumer l'importante œuvre écrite du socialiste lyonnais Lange (voir t. II, p. 329 à 348). Il rencontre et il produit une foule de textes instructifs, que j'ignorais, que nous ignorions tous. Je suis émerveillé de son flair d'érudit, de sa dextérité de metteur en œuvre.

M. Aulard considère que le titre : *Histoire socialiste,* n'est pas scientifique. Et il écrit :

J'avais hâte de signaler au public l'importance d'une œuvre qui a contre *elle et son titre antiscientifique* et l'apparence matérielle de vulgarisation polémique et cette typographie compacte.

M. Aulard, à première vue, semble avoir raison. En effet, il n'y a pas de *physique socialiste,* de *géométrie socialiste.* Pourquoi donc *histoire socialiste?* Cependant, en approfondissant la question, on serait obligé de donner raison à Jaurès. L'histoire touche aux intérêts vitaux des nations, des classes et des individus. Et les nations, les classes et les individus s'emparent de l'histoire, comme d'une arme pour défendre leurs intérêts et leur vie, pour se justifier et pour combattre leurs adversaires. Il n'y a pas d'histoire absolument objective, absolument impartiale. Déjà Hume faisait remarquer que même les théorèmes de géométrie seraient discutés s'ils provoquaient des conflits d'intérêts. Chaque nation, chaque parti, chaque classe, chaque grand historien interprète les événements historiques *à sa façon,* selon ses besoins, selon le degré de développement intellectuel et moral qu'il a atteint.

Toute histoire est partiale. Mais il y a des degrés dans la partialité. La conception socialiste est *pour nous* — et nous ne pouvons juger que par *nous-mêmes* — une conception supérieure. Elle défend une cause qui prétend être celle de l'humanité tout en la rattachant *pratiquement et historiquement* à celle de la classe ouvrière, qui d'ailleurs se distingue des autres classes par l'absence de tout principe exclusif

(1) Ainsi il écrit *Rewbell* pour *Reubell, Jean-Bon* pour *Jeanbon, Clootz* pour *Cloots*, etc.

(naissance ou richesse) et ne base ses revendications que sur le principe fécond et universel du *travail accessible à tous*. La conception socialiste de l'histoire assure donc le plus haut degré possible *à notre époque* de l'impartialité. Naturellement elle ne dispense pas l'historien de la nécessité de s'entourer de toutes les garanties d'ordre documentaire, de la *technique scientifique* la plus perfectionnée. Et, dans ce domaine, M. Aulard a raison d'indiquer quelques lacunes importantes de l'Histoire de Jaurès.

M. Aulard observe que Jaurès n'indique « aucun plan, aucun dessein visible dans la recherche et la réunion des sources ». On ignore quelles sont les « séries » des Archives nationales qu'il a consultées. On ne sait pas les raisons qui ont décidé l'auteur à citer tels journaux révolutionnaires et à omettre les autres. Où l'auteur prend-il le texte de ses discours? Dans le *Moniteur* ou dans les *Débats?* Et les textes des lois? Jaurès les prend dans les *Archives Parlementaires*. Et M. Aulard met Jaurès « amicalement au défi » de prouver que les *Archives Parlementaires* ont reproduit *une seule fois* exactement un texte de loi. C'est encore pire avec les comptes rendus « parlementaires ». Les auteurs des *Archives* se permettent souvent toutes les fantaisies. Il faut consulter pour les lois le procès-verbal et pour les discours la publication spéciale de ces discours ou, faute de mieux, le *Moniteur*, le *Journal des Débats* et le *Républicain Français*. M. Aulard signale encore quelques autres défauts du même ordre.

Jaurès est d'accord avec les historiens de l'école saint-simonienne et avec Karl Marx pour voir dans la Révolution l'avènement de la bourgeoisie. Il prévient contre toute fausse interprétation qui en ferait une Révolution socialiste.

La question de la propriété ne fut sérieusement posée nulle part. Sans doute les artisans, les ouvriers, les « foulons qui valent bien les fabricants » assistèrent aux assemblées primaires comme ils assistaient aux clubs où s'ébauchaient les candidatures. Mais ils n'avaient aucun idéal à opposer à la propriété individuelle bourgeoise affranchie et glorifiée par la Révolution. Ils voulaient seulement un régime de démocratie qui saurait, en son développement, garantir tous les droits et susciter toutes les forces vitales.

Il ne semble pas que les prolétaires aient joué nulle part dans ces

élections un rôle de premier plan. Aucune forte parole de salarié, ouvrier ou paysan, n'est venue jusqu'à nous. Un seul prolétaire fut élu à la Convention, et je crois même que presque aucun d'entre eux ne fut délégué par les assemblées primaires aux assemblées électorales. En celles-ci, presque exclusivement bourgeoises, abondaient et dominaient les administrateurs, les hommes de loi, les médecins, les chirurgiens. Les cultivateurs aussi, mais les cultivateurs propriétaires et les fermiers aisés, étaient nombreux.

Voici, par exemple, le relevé des professions représentées à l'assemblée électorale de la Châtaigneraie pour le district de Fontenay : négociant, juge au tribunal du district, accusateur public, administrateur du département, secrétaire du district, greffier du tribunal criminel du département, avoué, juge de paix, curé, laboureur, propriétaire, fermier, curé, propriétaire, commandant de la garde nationale, tourneur, laboureur, greffier du juge de paix, juge de paix, chirurgien, maire, marchand de bois, notaire, cultivateur, boulanger, etc., etc.

Et il en est ainsi dans tous les autres districts. Si nous avions les listes pour tous les départements comme M. Chassin, dans son admirable ouvrage, nous les a données pour la Vendée, on constaterait, certainement, avec quelques nuances, les mêmes caractères généraux.

Les fonctionnaires de la Révolution tiennent une place immense dans les assemblées électorales et, par eux, la bourgeoisie légiste où surtout ils se recrutent. Mais qu'on n'oublie pas que ce sont les fonctionnaires électifs, en qui est toute vive et toute chaude la passion du peuple lui-même ; qu'on n'oublie pas qu'ils étaient particulièrement menacés par le manifeste de Brunswick, et que, dans la Révolution, ils jouaient leur tête. Ce n'est ni par dédain ni par défiance conservatrice que les salariés, les prolétaires ne furent pas appelés à jouer un rôle de premier plan. Mais, puisqu'ils n'avaient à ce moment d'autre intérêt que celui de la Révolution, pourquoi n'en pas laisser la garde à ceux qui s'étaient ouvertement et officiellement déclarés pour elle ?

Quel était le caractère de cette bourgeoisie révolutionnaire ? Jaurès répond par toute une enquête qui est du plus haut intérêt :

Le suffrage universel était d'institution toute récente. Il datait de quelques jours à peine et fonctionnait pour la première fois. Le prolétariat n'avait donc pu conquérir la moindre parcelle du pouvoir politique. Il n'avait pas un seul représentant parmi les fonctionnaires et les administrateurs des départements, des districts et des communes. Or le personnel politique ne s'improvise pas ; c'est encore à des bourgeois, et seulement à des bourgeois qu'était attachée, en 1792, la force révolutionnaire.

Mais ce n'est pas, si je puis dire, une bourgeoisie de classe, nettement opposée aux prolétaires. Il y a à la Convention un certain nombre de négociants, quelques industriels, notamment deux maîtres

de forge. Mais en somme le patronat y est peu représenté, Même dans les villes de grande industrie comme Rouen, où nous avons vu que le patronat s'était jeté ardemment dans la lutte électorale, même là où bien des éléments étaient modérés, c'étaient des jurisconsultes, comme Thouret, qui étaient les candidats (malheureux d'ailleurs) de la bourgeoisie possédante.

Le département de la Seine-Inférieure, où l'industrie était si active, envoie à la Convention Albitte, homme de loi à Dieppe; Pocholle, maire de Dieppe, ancien oratorien; Hardy, médecin à Rouen; Iger, juge au tribunal de Cany; Hecquet, maire de Caudebec; Duval, greffier du bureau central des juges de paix à Rouen; Vincent, administrateur du district de Neufchâtel; Faure, juge au tribunal du Havre; Lefebvre, receveur du district de Gournay; Bluttet, juge de paix à Rouen; Bailleul, juge de paix au Havre; Mariette, juge de paix à Rouen; Doublet, cultivateur à Loudinières; Ruault, curé d'Yvetot.

Dans le Tarn, où l'industrie de la draperie était si énergique à ce moment et où la bourgeoisie industrielle était si forte, si passionnée que quelques mois plus tard, après le 31 mai, elle entraîna le département dans le mouvement fédéraliste et qu'il faudra toute la vigueur de Baudot, pour la ployer et la réduire, quels sont les élus ? Lasource, ministre protestant; Lacombe Saint-Michel, officier d'artillerie; Solomiac, président du tribunal criminel du département; Campmas, administrateur du département; Marvejouls, administrateur du district de Gaillac; Daubermenil, électeur de Castres; Goury, homme de loi; Rochegude (ci-devant comte de); Meyer, administrateur du département. Pas un industriel, pas un négociant. Il est vrai que la bourgeoisie industrielle protestante avait toute confiance en Lasource, et que c'est par lui qu'elle fut étroitement liée à la Gironde.

Dans la Gironde, sur douze députés, trois négociants : Ducos, Boyer-Fonfrède et Duplantier; les neuf autres, administrateurs ou avocats. Dans les Bouches-du-Rhône, où de si puissants intérêts sont en action, pas un seul négociant.

Duprat, le maire d'Avignon, qui fut un riche marchand de soies, est élu pour son rôle révolutionnaire dans le Comtat, et non à raison des intérêts qu'il représente.

Dans la Meurthe et dans la Meuse où les industries du fer, du verre, sont si puissantes, où il y a des maîtres de forges si influents et si hardis, pas un fabricant n'est élu.

Dans l'Isère, dans cette région dont j'ai noté d'après Roland la merveilleuse activité industrielle, qui a certainement contribué à suggérer à Barnave sa conception économique de la Révolution, pas un chef d'industrie : Baudran, juge au tribunal de Vienne; Genévois, président du tribunal de Grenoble; Servoyat, notaire et juge de paix; Amar, membre du directoire du district de Grenoble; Prunelle de Lière, maire de Grenoble; Boissière, administrateur du département; Genessieu, juge au tribunal de Grenoble.

Dans Rhône-et-Loire, dans cette région de Lyon, Roanne et Saint-

Etienne, où la puissance déjà ancienne de l'industrie est souveraine, et où elle a déjà suscité des conflits sociaux qui annoncent une maturité économique extraordinaire, c'est la bourgeoisie des administrateurs, des juges, des médecins, la bourgeoisie légiste et « intellectuelle » qui emporte presque tous les mandats : Chasset, juge à Villefranche; Dupuy, juge à Montbrison; Vitet, maire de Lyon; Dubouchet, maire de Montbrison; Béraud, juge de paix à Valbenoite; Pressavin, chirurgien, substitut du procureur de la commune; Moulin, maire de Montagny; Michet, juge au tribunal de Montagny; Michet, juge au tribunal de Villefranche; Patrin, naturaliste; Forest, juge au tribunal de Roanne; Javogne, administrateur du district de Montbrison; Lanthenas.

La classe ouvrière n'a qu'un *seul* représentant direct à la Convention. Jaurès nous communique des détails très curieux sur cet unique représentant du prolétariat. Il est naturellement de Lyon, ville d'un grand développement industriel, où eut lieu la première insurrection purement prolétarienne.

Un seul représentant direct du commerce, Cusset, négociant à Lyon. Mais ici, comme il convenait en cette région où la classe des ouvriers et artisans a une avance sociale si marquée, un ouvrier, le seul, absolument le seul qui ait été envoyé à la Convention : Pointe Cadet (Noël), ouvrier armurier à Saint-Etienne. C'était, il faut bien l'avouer, un homme assez médiocre, et il n'a point laissé de traces sur le chemin révolutionnaire. Je ne trouve guère de lui que deux opinions écrites, à propos du jugement et de la condamnation de Louis XVI. C'est souvent d'une littérature emphatique, prétentieuse et banale, comme celle où s'essayent parfois les ouvriers écrivains ou les ouvriers poètes, qui n'ont pas le courage et le sens de parler simplement la langue simple et savoureuse du peuple.

« Je ne prétends pas, citoyens, par le soleil de la philosophie, dissiper les nuages sophistiques dont on enveloppe la question de savoir si l'assassin de la nation française peut ou doit être jugé. » Voilà la phrase du début. Pointe a même la faiblesse, en cette grande crise, de rimer six vers plus qu'inutiles :

Si du cruel tyran la noire barbarie
Trouve des protecteurs : ah! ma chère patrie
De sa férocité tu dois encore souffrir.
Mais si ma faible voix ne peut se faire entendre
A quel prix que ce soit, je prétends te défendre;
J'ai pour dernier effort tout mon sang à t'offrir.

Si Pointe avait fait rédiger son opinion par un collègue, celui-ci n'aurait probablement pas eu la fantaisie de versifier ainsi, et sans doute aussi, avec cette habitude de la versification et de la syntaxe qu'avaient les bourgeois du dix-huitième siècle, il eût évité l'incorrec-

tion grammaticale du cinquième vers. Le morceau est bien de Pointe lui-même. C'est donc un ouvrier, en somme assez instruit et passablement maître de la langue, que Rhône-et-Loire envoya à la Convention. Il avait le sentiment de l'importance particulière de son élection. Toujours, en tête de ses opinions imprimées, il écrit lui-même : « Opinion imprimée de Noël Pointe, ouvrier armurier de Saint-Etienne. » Et dans chacune il fait allusion à sa condition. « N'étant pas de ces hommes, dit-il dans la première, qui ont cultivé les talents de la parole, l'éloquence ne fut jamais mon partage. » Et dans la seconde (15 janvier 1793) il dit une parole qui a une grande portée. Il rabroue rudement la Convention pour ses hésitations et sa mollesse : « La postérité s'étonnera, citoyens, d'apprendre que les citoyens du peuple français, les fondateurs d'une vaste et immense République, aient été si longtemps à se décider sur le sort d'un tyran parjure et assassin. Elle s'étonnera de ce que le premier jour de votre réunion vous eussiez le courage de renverser le trône en abolissant la royauté et que deux mois ne vous suffisent pas pour faire le procès au despote qui en était déchu par tant de trahisons et de cruautés. Elle s'étonnera de ce que vous avez sacrifié un temps si précieux à plaider la cause d'un meurtrier dont l'idée seule des atroces forfaits révolte la nature entière. Elle s'étonnera enfin qu'une Convention nationale, composée d'hommes choisis librement dans tous les états sans distinction, qu'une Convention revêtue des pleins pouvoirs d'une grande nation, qui devait être le dernier boulevard du peuple, en arrachant jusqu'à la dernière racine de l'oppression et de la tyrannie, ait mis autant de lenteur que de faiblesse dans le jugement du tyran le plus barbare et le plus sanguinaire qui fut jamais ». L'accent, malgré une certaine emphase, est vigoureux et brutal. Et nous nous donnerons le plaisir, quand nous assisterons au procès du roi, d'entendre encore sonner cette forte parole ouvrière. Mais, ce que je note en ce moment, c'est l'idée que se fait Pointe, de la Convention; sa force vient de ce qu'elle comprend des hommes de tous les états; l'ouvrier député ne se demande pas si les éléments de la vie nationale sont bien représentés à la Convention dans leur proportion véritable. Qu'un ouvrier, même seul, soit à la Convention, et qu'il ait dépendu de la seule volonté des électeurs d'y en envoyer plusieurs, c'est là en effet un grand événement. Dans aucucne assemblée de l'Histoire tous les états n'avaient été représentés: ni dans les assemblées antiques, qui excluaient l'esclave, ni dans les assemblées barbares qui ne comptaient aussi que les hommes libres, ni dans les communes anglaises où seules une aristocratie foncière et une oligarchie bourgeoise avaient accès.

Oui, pour la première fois depuis l'origine des temps, le plus humble des hommes, l'ouvrier manuel, le prolétaire héritier de l'esclave, était appelé à la souveraineté. L'ouvrier de la fabrique moderne appelé à juger le roi, et gourmandant pour ses lenteurs la bourgeoisie incertaine et divisée, l'ouvrier de fabrique, le rude manieur du marteau et du ciseau faisant la loi avec toute la nation et pour toute la nation, c'est un grand spectacle, et, si je puis dire, une révolution dans la

Révolution. Il faut savoir gré à Noël Pointe de l'avoir senti. Une fois encore il insiste sur son origine populaire :

« La dernière ressource des avocats de Louis est l'appel au peuple. Je suis bien loin de vouloir usurper la souveraineté nationale ; ce serait moi-même me ravir mes propres droits, car je suis vraiment du peuple. »

Evidemment, l'ouvrier armurier donne ici au mot peuple un sens plus profond, plus prolétaire, que celui qu'il avait alors dans la langue politique. Il songe aux usines dont il est sorti, aux bons et rudes camarades d'atelier. Et lorsqu'il ajoute :

« Quant à moi, qui tiens à plus grand prix l'estime publique que les richesses de la vie, je ne partagerai point avec de timides collègues la honte et l'infamie qu'ils auront méritées. Je suis venu pur de mon département, je veux y retourner sans tache », il est visible qu'il a encore présentes à la conscience les objurgations de ses amis et compagnons de travail, les ouvriers métallurgistes de Saint-Etienne : « Au moins, marche droit et ferme, et prouve bien à tous qu'un ouvrier ne trahit pas la Révolution ». Certes il n'oppose pas les ouvriers à la bourgeoisie : il n'ébauche pas une politique de classe ; mais à la façon âpre dont il annonce à ses collègues qu'il se retirera s'ils n'ont ni vigueur, ni décision, on sent une force neuve et distincte et qui a conscience de son originalité. En ces paroles de l'ouvrier armurier Pointe, je trouve l'écho des propos ardents et fiers qu'ouvriers et compagnons de Saint-Etienne, de Lyon et de Roanne échangeaient jusque dans les usines lorsque sa candidature fut décidée. Ce n'est là, à coup sûr, qu'un germe débile et infime ; mais c'est l'indice de ce qu'aurait été la croissance de la classe ouvrière si le suffrage universel et la liberté républicaine avait été maintenus, si la démocratie avait gardé sa pure forme.

Jaurès note l'apparition sur la scène politique d'une « force neuve et distincte et qui a conscience de son originalité ». C'est la classe ouvrière qui prononce timidement, modestement, sa première parole, libre et indépendante, dans un Parlement français. Mais ce n'est qu' « un germe débile et infime ». C'est pourtant le devoir le plus strict de l'historien de le signaler. Et il a fallu l'arrivée d'une histoire *socialiste* pour que ce *fait de classe* soit signalé. Une preuve de plus de la nécessité d'une histoire *socialiste*. Contrairement à ce que pensent, de très bonne foi, des historiens éminents, comme M. Aulard, l'intérêt de la science et celui de la classe ouvrière sont, sur ce point, identiques.

Mais qu'est-ce que la bourgeoisie dont on parle tant ?

Ennemi des formules toutes faites, Jaurès cherche à approfondir et à élargir cette notion. Il écrit :

« Ni la bourgeoisie, ni la société bourgeoise elle-même ne sont un bloc impénétrable. Le mot de bourgeoisie désigne une classe non seulement complexe et mêlée, mais changeante et mouvante. Des bourgeois révolutionnaires de la Convention aux bourgeois censitaires de Louis-Philippe, il y a, à coup sûr, bien des idées communes et des intérêts communs. Contre le communisme, contre la refonte sociale de la propriété, les bourgeois légistes de la Convention auraient été aussi animés que les bourgeois capitalistes de Louis-Philippe. Et pourtant, c'est un autre idéal, c'est une autre âme qui était en eux. Légistes de la Révolution, ils venaient organiser la grandeur bourgeoise; mais ils ne venaient pas organiser l'égoïsme bourgeois. Ils ne voulaient point toucher au principe de la propriété individuelle, telle que le droit romain, la décomposition du régime féodal et la croissance de la bourgeoisie l'avaient constituée. Mais ils étaient parfaitement capables, dans l'intérêt de la Révolution et pour le salut de la société nouvelle, de demander aux possédants de larges sacrifices, de refouler leur cupidité, de violenter leur égoïsme et de payer au peuple, en puissance politique et en garanties sociales, son concours nécessaire à la Révolution. Ils étaient les légistes de la bourgeoisie plus encore qu'ils n'étaient la bourgeoisie elle-même. Et si la Révolution n'envoya ni à la Constituante, ni à la Législative, ni à la Convention, qu'un nombre infime de négociants, ce n'est pas seulement parce que négociants et industriels ne pouvaient aisément quitter leurs affaires, qui n'étaient point comme aujourd'hui concentrées à Paris par les Conseils d'administration des Sociétés anonymes; ce n'est pas seulement parce que industriels ou commerçants n'avaient pas autant que les hommes de loi l'habitude de la parole si nécessaire dans les démocraties; c'est parce que, d'instinct, la Révolution ne voulut pas marquer sa grande œuvre d'une marque de classe trop étroite; c'est que, *suscitée par la croissance économique de la bourgeoisie mais aussi par tout le mouvement de la pensée humaine,* elle entendait que le vœu général de la nation et la vaste compréhension des rapports humains s'exprimassent

dans la loi. Ainsi, plus aisément sans doute que ne l'eût fait une assemblée de bourgeois industriels, de capitalistes et de fabricants obsédés par la hiérarchie de l'usine, la Législative, après le Dix-Août, proclame le suffrage universel. Et les légistes de la Convention portent en eux la nation tout entière, dans tous ses états, comme le dit l'ouvrier Pointe ; ils portent en eux toute la démocratie révolutionnaire, et l'ouvrier stéphanois, expression de la partie la plus ardente, la plus consciente du prolétariat français à cette époque, ne s'adresse point aux légistes bourgeois de la Convention comme à des hommes d'une autre classe, mais comme à des associés un peu gâtés par la fortune et la subtilité du talent, qui ont besoin qu'une force révolutionnaire toute neuve et toute directe ranime leur énergie et rompe leurs complications. »

La Révolution marque ainsi une double croissance : celle de la force économique de la bourgeoisie et celle de tout le mouvement de la pensée humaine. C'est la compréhension intégrale des forces élémentaires qui ont provoqué le drame révolutionnaire. Marx n'a pas empêché Jaurès de voir la réalité historique sous toutes ses faces. Car Marx n'a jamais éliminé les facteurs intellectuel et moral tout en s'occupant presque exclusivement, *en tant qu'économiste novateur,* du « facteur économique ».

Mais le réveil révolutionnaire, au moment suprême, en 1792, n'atteint pas seulement une classe : toute la nation est debout.

« Au travers des compétitions et des intrigues arrivaient les nouvelles impatiemment attendues des frontières. Longwy est-il pris ? Verdun résistera-t-il ? Ah ! que la France soit comme une fournaise et que la Convention forge le glaive ! Souvent les opérations électorales étaient interrompues : c'étaient des dons patriotiques qui affluaient, des lettres chargées d'assignats, des bijoux, des bracelets, ceux de la fière paysanne et ceux de la riche bourgeoise ; que tout cet or soit fondu pour la liberté. Pendant que les hommes se réunissaient à l'assemblée électorale ou au club, les femmes se réunissaient dans les églises, non pour prier, ou tout au moins la prière était courte, mais pour travailler aux effets d'équi-

pement, aux tentes, aux habits, à la charpie aussi. Qu'on lise les journaux de Paris : Toutes les églises étaient pleines de femmes patriotes qui voulaient, suivant le mot de la Commune, ennoblir leurs mains au service de la patrie. Qu'on lise les lettres de Lebas et de son père : partout dans le Pas-de-Calais, dans le Nord, les femmes réunies le soir à l'église, et y portant sans doute les pauvres lumières accrochées d'habitude au manteau de la cheminée, tricotaient, cousaient, effilaient le linge pour les blessés, tendaient parfois l'oreille dans le silence de la nuit aux rumeurs incertaines qui venaient de la frontière : Est-ce le canon de l'ennemi qui gronde déjà aux environs de Lille ? Parfois un homme entrait, un révolutionnaire du bourg ou du village, et il haranguait ces femmes, il les conviait à la constance contre les périls prochains, à l'héroïque courage. Mères, c'est la patrie qui est la grande mère, la patrie et la liberté !

« Parfois celui qui leur avait d'abord parlé familièrement, presque du seuil de l'église où l'avait appelé une clarté, gravissait, à la demande des femmes, les degrés de la chaire. Et pour aucune de ces femmes, restées pourtant presque toutes chrétiennes, il n'y avait là ironie ou profanation. Une harmonie toute naturelle s'établissait dans leur âme entre les émotions religieuses de leur enfance et de leur jeunesse, douces encore au cœur endolori, et les hautes émotions sacrées de la liberté, de la patrie, de l'avenir. Mais celles-ci étaient plus vivantes. Si le prêtre s'insurge contre la liberté, que le prêtre soit frappé ; si la religion ancienne tente d'obscurcir la foi nouvelle, la foi à l'humanité libre, que la vieille religion s'éteigne et que la lampe mystique soit remplacée dans l'église même par la lampe du travail sacré, celui qui vêt, abrite, protège les défenseurs de la liberté et du droit.

« Ainsi jaillissaient des pensées nouvelles, ainsi grandissaient de subites révoltes qui relevaient les fronts inclinés de jadis et faisaient, si je puis dire, éclater la voûte basse des vieilles églises accoutumées aux sourdes paroles de résignation. *Les hommes aux camps ou dans les hôtels de ville, combattant ou élisant, c'est-à-dire combattant encore, les femmes travaillant dans les églises, d'un travail plus fervent qu'une prière, et c'est de tous ces foyers aux lueurs convergentes que jaillit l'ardente Convention.* »

Le génie de Jaurès fait partout surgir l'avenir du présent et le présent du passé. Ainsi s'établit *l'unité historique,* la continuité de la destinée La foi naïve des femmes priant ardemment dans les églises s'allie à leur désir de liberté et de bien-être. La religion ancienne se fond dans l'esprit des croyants avec la foi nouvelle de l'émancipation humaine. Et « de subites révoltes faisaient éclater la voûte basse des vieilles églises accoutumées aux sourdes paroles de résignation ».

L'Histoire ne détruit pas. Elle remplace et renouvelle. Le panthéisme idéaliste de Jaurès et le déterminisme économique de Marx aboutissent à la même loi de la continuité historique. C'est également la conclusion de la théorie de l'évolution universelle des sciences positives. Qui persiste à nier cet enchaînement éternel des choses se refuse volontairement à l'évidence et à la vérité.

Rien ne prouve mieux l'impartialité et la largeur de vues de Jaurès que son attitude dans le grand conflit de la Gironde et de la Montagne, qui domine l'histoire intérieure de la Révolution.

Jaurès était considéré par beaucoup comme un socialiste modéré. A l'époque où il composait son *Histoire socialiste de la Révolution,* il était en lutte violente avec le socialisme « intransigeant » des marxistes et des blanquistes On aurait pu croire qu'il serait tenté de trouver dans l'histoire de la Révolution quelques armes contre un révolutionnarisme souvent purement verbal. Ce serait mal connaître Jaurès. Dans le conflit de la Gironde et de la Montagne, ce « girondin du socialisme » — trait d'un polémiste mal informé — prend résolument parti contre les Girondins. Sa critique de la Gironde, à laquelle il revient sans cesse, fait un des charmes de son œuvre historique. Elle nous fera voir et sa conception générale de la Révolution et sa manière d'en écrire l'histoire. Pour cette raison, nous croyons devoir nous arrêter plus longuement sur ce point.

« A mesure que les Girondins découvriront plus nettement leur passion de domination exclusive, une sorte de stupeur attristée se produira chez ceux-là mêmes qui les ont élus.

Mais les Girondins, étourdis et grisés, affolés de haine contre Robespierre, exaspérés contre Paris qui les avait rejetés, convaincus d'ailleurs qu'ils entraîneraient aisément à leur suite toute la France départementale, formèrent le plan d'en finir avec leurs ennemis. S'ils avaient eu plus de largeur d'esprit et de cœur, s'ils avaient laissé tomber, sans en grossir l'effet, les provocations isolées et à peu près vaines de Marat, s'ils s'étaient groupés autour de Danton pour travailler résolument, exclusivement, au salut de la patrie et à l'organisation de la liberté, bientôt Paris même serait revenu de ses préventions, et toute la France révolutionnaire unie aurait fondé la République immortelle. Mais ils voulaient être les seuls maîtres, les seuls dirigeants ; tout froissement leur était une blessure intolérable. Ils voulaient s'épanouir seuls, comme une fleur éclatante et jalouse, au sommet de la Révolution.

« Presque tout de suite leur plan fut formé. Ils songèrent à exploiter les massacres de septembre, à en attribuer la responsabilité directe à la Commune et à Robespierre. Ils s'appliquèrent à affoler les esprits, à semer la panique, à montrer que tant que les influences parisiennes subsisteraient, il n'y aurait ni liberté, ni sécurité, que l'anarchie, après avoir attenté aux personnes, attenterait aux propriétés, et qu'il fallait éliminer toutes les forces de désorganisation qui faisaient le jeu de l'ennemi. »

Jaurès reproche aux Girondins l'étroitesse d'esprit, l'étourderie et l'affolement. Les modérés de la Révolution, en combattant les montagnards, les dépassent souvent en violence. C'est également le cas de ceux qu'on appelle les « opportunistes », républicains et socialistes. La violence est l'arme préférée des hommes faibles ou bornés. Ainsi les Girondins s'armaient contre Paris, le foyer et le centre de la Révolution.

« Chose inouïe, il y a un moment, dans le système de Barbaroux, où la France révolutionnaire tient tout entière dans la Corse et dans la Vendée. Pour avoir trop aisément déserté Paris, le cœur toujours chaud et toujours ardent de la Révolution et de la patrie, voilà les Girondins réfugiés aux extrémités inertes et glacées. C'est à ce qui est le moins la

France, c'est à la Corse à peine annexée d'hier, c'est à la Vendée déjà travaillée par un esprit de séparation et d'insurrection, qu'ils demandent le salut suprême. Etrange et dangereuse aberration ; car c'était affaiblir la défense que de prendre aussi aisément son parti de la perte de Paris, c'était perdre la France de se figurer je ne sais quelle survivance de la patrie réduite à quelques fragments épars. Il serait criminel de bâtir sur ce roman d'une heure une accusation sinistre de trahison contre la Gironde ; mais il apparaît, par la facilité de ces rêves dissolvants, qu'elle était incapable de sauver la Révolution et la patrie. On dirait que le cœur de la Gironde ne coïncide pas exactement avec le cœur de la France. A cette heure tragique où toutes les énergies devaient être ramassées comme en un centre, ils s'abandonnent à la dérive, au cours incertain de la Loire ou au cours impétueux du Rhône qui fuit vers des rivages lointains. Je ne sais quelle obsession de la patrie locale, et je ne sais aussi quelle crainte des influences locales obscurcissaient la notion de la grande patrie menacée.

« Barbaroux, qui a négocié avec le général Montesquieu, qui compte sur lui, se voit déjà le centre de la résistance dans le Midi, le héros de la France méridionale sauvant, sur les bords du Rhône, la liberté du monde perdue aux bords de la Seine. »

Dans leur étroitesse petite-bourgeoise, les Girondins sacrifient la grande patrie à la petite patrie locale. Ils veulent réduire la grande France révolutionnaire à une petite France méridionale.

« Il y aurait scélératesse à prétendre qu'il y a eu dans l'esprit des Girondins comme un schisme prémédité. C'est seulement en cas de défaite de la liberté au centre, à Paris, qu'ils suscitaient cette République du Midi. Qui peut oublier que, précisément à cette heure, les bataillons marseillais accouraient à Paris pour y livrer, dans l'intérêt de tous, la bataille de la liberté ? Qui peut oublier que Servan, un moment attardé à ces plans enfantins, n'aura bientôt, comme ministre de la guerre, qu'une pensée : couvrir Paris et éliminer tous les plans aventureux qui pourraient laisser la ca-

pitale à découvert? Mais il y avait pourtant je ne sais quel principe secret de dispersion, de paralysie et de défaite dans cette complaisance girondine aux rêves de France restreinte. Les Roland s'occupent de cette France diminuée, de cette France méridionale comme si elle était la France définitive : ils marquent, comme le dit avec une effrayante tranquillité M. Roland, les « lignes de démarcation », ils cherchent comme elle se suffira à elle-même, au point de vue économique, non pas quelques jours, mais toujours. On ne sent pas le frémissement des fibres tranchées qui cherchent à se rejoindre, à se renouer au cœur de la patrie. Je cherche en vain, en tous ces rêves, le plan de reprise de Paris, le retour triomphal de la liberté vers le Nord; elle semble s'immobiliser aux glorieux rayons du Midi et s'y endormir dans une fierté nonchalante. Avant même d'avoir reçu la blessure, le cœur de ces hommes est cicatrisé. Et ce n'est pas seulement dans des conversations privées et un peu romanesques, c'est au Conseil même des ministres, c'est dans les jours tragiques qui suivent la chute de Longwy et de Verdun que cette pensée se fait jour. Danton, un peu plus tard, poussé à bout par la haine meurtrière de la Gironde, se retourne et l'accuse en pleine Convention : « Puisqu'il s'agit de dire hautement sa « pensée, je rappellerai, moi, qu'il fut un moment où la con- « fiance fut tellement abattue qu'il n'y avait plus de minis- « tres, et que Roland lui-même eut l'idée de sortir de « Paris. »

« Mme Roland atténue la chose, mais elle ne peut la nier : « Je sais que, dans la supposition que les Prussiens s'appro- « chassent de Paris, on mit une fois en question ce qu'il « conviendrait de faire et s'il serait sage de faire quitter cette « ville à la représentation nationale qui intéressait tout l'em- « pire, mais la discussion fut légère, hypothétique, plus mê- « me qu'elle n'eût dû l'être; il n'y eut point de menaces « faites par aucun des ministres à ses collègues; c'est Danton « qui a imaginé, après l'événement, de bâtir cette dénoncia- « tion, tant pour s'en faire un mérite que pour nuire à Ro- « land. J'ai ces choses-là très présentes pour en avoir entendu « parler à mon mari en sortant du Conseil, qui se tenait « alors chez lui. »

« Mais si discrètes, si incertaines qu'elles soient, ces premières ouvertures de retraite auraient pu être funestes en propageant la panique. Elles étaient vraiment prématurées, car si Longwy et Verdun étaient pris, ni Kellermann à l'armée de Metz, ni Dumouriez à l'armée de Sedan, n'avaient subi, dans les premiers jours de septembre, aucun échec, et les enrôlements des volontaires se poursuivaient avec un élan admirable. Il n'y a aucun rapport entre ces projets des Girondins et l'acte de Gambetta sortant de Paris pour organiser la résistance en province. Le gouvernement de la Défense nationale n'avait pas quitté Paris ; il y était resté ; il y subissait l'investissement ; et le premier objet de Gambetta en réunissant des troupes sur la Loire, était non de protéger la France du Midi, mais de marcher sur Paris et de le débloquer. Chose étrange ! les Girondins qui ont si abusé des souvenirs sanglants de septembre et qui ont si passionnément essayé d'y compromettre Danton, ne semblent pas avoir songé que quitter Paris, en faire sortir la Convention, c'était livrer la capitale affolée à tous les délires de la vengeance et de la peur. Le sang qui coula en septembre n'était rien à côté des fleuves et des fleuves qui auraient empli les rues de Paris abandonné par la Révolution, abandonné par l'espérance. »

Jaurès profite de toute occasion pour souligner l'aberration modérantiste des Girondins. Il marque finement leur esprit d'intrigue au moment du procès du roi. C'est une page délicieuse de psychologie politique qui ne pouvait être composée que par un homme ayant vécu lui-même la vie politique et appris à la connaître dans tous ses recoins.

« Buzot tenta de réagir et de faire encore une diversion par une manœuvre latérale. Il demanda aussitôt que le duc d'Orléans fût banni. Maintenant qu'il était certain, déclara-t-il, que le roi disparaîtrait, c'est de la disparition de la royauté elle-même qu'il fallait s'assurer. Or, Louis XVI mort ou écarté, le duc d'Orléans devenait, nécessairement, et quoi qu'il voulût, un prétendant au trône. Il avait dans les veines le sang des Bourbons, et il avait su en même temps caresser les partis populaires. Quoi de plus dangereux qu'un homme qui pourrait être porté au pouvoir suprême par la force de

la popularité et par le prestige encore éclatant de la tradition monarchique? Je ne sais si les appréhensions de Buzot étaient sincères; je ne le crois pas. Sans doute, le duc d'Orléans avait joué depuis l'origine de la Révolution un rôle équivoque. On avait cru surprendre sa main, son or, dans les agitations qui aboutirent aux journées des 5 et 6 octobre. Or, à ce moment, il n'y avait pas de républicains en France, et en renversant Louis XVI, le duc révolutionnaire ne pouvait avoir d'autre but que de le remplacer. Depuis la proclamation de la République, il avait affecté de siéger et de voter avec l'extrême gauche. Il avait donné à Marat, pour ses presses, une subvention que Roland lui avait refusée. Et peut-être Buzot voyait-il là le jeu éternel des princes démagogues qui, pour aller plus sûrement vers le pouvoir, suivent les crêtes de la révolution. Le fils du duc d'Orléans, le duc de Chartres, était aux armées, avec Dumouriez. On lui avait ménagé à Jemmapes un rôle éclatant, et par lui un rayon de la gloire révolutionnaire se réfléchissait sur toute la famille. »

Buzot et ses amis pouvaient s'imaginer que les farouches démocrates de la Montagne considéraient le duc d'Orléans au moins comme en-cas. Si la République ne s'acclimatait point en France, si le vieil instinct monarchique se soulevait, le duc d'Orléans serait le roi élu de la Révolution : il serait obligé, pour lutter contre les frères du roi, pour s'assurer contre eux un point d'appui, de conserver dans l'ordre politique et social les principales conquêtes révolutionnaires. Et en outre, il achèterait par de larges prébendes et de belles pensions le silence complaisant de ces Jacobins affamés qui connaissaient le secret de ses intrigues et qui pouvaient le perdre dans l'opinion du monde. Voilà peut-être ce que se disait Buzot pour justifier et pour nourrir les craintes qu'il affectait. L'histoire, qui a vu aux pieds de Bonaparte tant de révolutionnaires assagis et chamarrés, et qui a ensuite conduit au trône des Bourbons, par le détour d'une Révolution, précisément le fils du duc d'Orléans, ne peut opposer à ces inquiétudes un démenti vigoureux. Pourtant, il est malaisé de croire qu'en ces premiers jours de 1793, quand la République toute neuve était rayonnante de victoire et d'espérance, quand elle faisait battre le cœur de la nation et des armées, les démocrates de la Convention aient pu se livrer aux calculs où s'humilia plus tard la Révolution lassée et exsangue. Buzot ne pouvait pas sérieusement se figurer que Robespierre et Danton et Saint-Just allaient livrer la République et oindre du sang de Louis XVI le front d'un prétendant vicieux, lâche et méprisé. C'était surtout manœuvre et tactique. Tactique redoutable et perfide et qui un mo-

ment embarrassa et exaspéra la Montagne. Repousser la motion de Buzot, c'était s'exposer à l'accusation calomnieuse de ménager, en la personne de l'un des Bourbons, l'espoir d'une restauration royale. Sacrifier le duc d'Orléans, c'était proclamer que Louis XVI n'était pas le seul ni peut-être le plus grand péril : c'était avouer que la mort de Louis XVI, si on n'y prenait garde, pouvait être un piège pour la République ; c'était proclamer aussi que les Girondins qui prenaient l'initiative de la motion contre le duc d'Orléans, étaient les seuls amants, vigilants et jaloux, de la liberté républicaine. Il y avait dans cette manœuvre profonde je ne sais quoi de diabolique. Elle était flétrissante et perverse, et ne pouvait faire que du mal. Elle ôtait à la mort de Louis XVI cette efficacité révolutionnaire qui est une sorte de légitimité. A quoi servait en effet que Louis XVI pérît, si le couperet ne tranchait pas pour toute la nation, la royauté elle-même ? Le supplice du roi n'était que la plus vaine, la plus lâche et la plus misérable cruauté s'il ne liait pas la France à la République indissolublement. Quand donc Buzot projetait sur l'échafaud où allait sans doute monter Louis XVI l'ombre d'une conspiration monarchiste, quand il montrait au peuple la royauté tapie sous la lugubre estrade, quand il dénonçait les révolutionnaires les plus ardents, ceux qui réclamaient le plus impérieusement la tête de Louis XVI, comme les artisans sournois d'une intrigue de contre-révolution, quand il donnait à l'échafaud, dressé déjà dans l'imagination des hommes, la figure ambiguë d'un trône où s'élèverait peut-être un prétendant royal éclaboussé du sang du roi, Buzot enlevait à la mort de Louis XVI toute sa valeur révolutionnaire, et il glissait une goutte de poison mortel, une folie de doute et de soupçon, jusque dans l'acte tragique par lequel la conscience de la Révolution voulait s'affirmer à jamais, implacable et éternelle.

« C'était un crime contre le génie révolutionnaire. Si Buzot, à cette minute, avait été sincère et grand, il aurait tenté d'arracher Louis XVI à la mort en démontrant au peuple que le supplice du roi rouvrait la route à la royauté. Mais se résigner, comme il le faisait, à la mort du roi, et insinuer en même temps au peuple qu'elle serait funeste à la République, c'était donner à l'acte révolutionnaire qui allait s'accomplir une duplicité terrible : c'était pousser sous le même couteau Louis XVI et la République.

« Les Montagnards furent d'abord surpris par la manœuvre de Buzot. Ils votèrent l'exclusion du duc d'Orléans, mais dès le lendemain ils en eurent regret et comprirent que la Gironde les avait appelés dans un piège. Aux Jacobins, Robespierre, tout en exhalant contre la Gironde sa colère et sa haine, déclara qu'il était impossible de paraître se solida-

riser avec le duc d'Orléans. Mais Marat fut acclamé quand il s'écria qu'il ne fallait pas se prêter à ces manœuvres et à ces diversions. Un peu plus tard, quand il apparaîtra, par la trahison de Dumouriez, qu'une tentative de restauration royale avait pu, en effet, être conçue au profit de la maison d'Orléans, les Jacobins se prévaudront de l'attitude de Robespierre. Mais en décembre 1792, la pensée directe et hardie de Marat qui crie : « Ne nous laissons pas duper, ne laissons « pas obscurcir par des combinaisons latérales le sens du « grand acte révolutionnaire que nous allons accomplir », répond mieux à l'instinct de la Révolution. La mesure prise contre le duc d'Orléans fut rapportée. Ainsi, c'est à travers une nuée d'intrigues et de querelles que se dessinait la silhouette encore un peu incertaine de l'échafaud royal. »

Mais ce n'est pas seulement dans les grandes circonstances que la Gironde manifeste son esprit d'intrigue. Tout lui est bon pour combattre les révolutionnaires les plus ardents. Contre la Montagne elle joue des cadavres des journées abominables de septembre. Elle les jette étourdiment dans des campagnes électorales.

Il faut en convenir, écrit Buzot, les premiers torts sont aux journalistes du temps, aux députés surtout de l'Assemblée législative qui n'instruisirent leur département ni de l'état où se trouvait l'Assemblée, ni de l'état de la Ville de Paris. Les plus courageux d'entre eux ne s'occupèrent que du soin de pallier les fautes, d'excuser les écarts, de cacher les excès et les crimes. S'ils eussent fait parvenir la vérité jusqu'à nous, s'ils eussent osé la dire aux assemblées électorales, la France était sauvée, avec la liberté, la paix, le bonheur. Une seule résolution prise dans les assemblées électorales eût suffi pour opérer cela. Il ne fallait qu'enjoindre aux députés de se réunir ailleurs que dans Paris, et Marat, Danton, Robespierre, avec leurs associés, n'entraient point dans le sein de la Convention nationale ; on ne prévit rien, la Convention vint à Paris et tout fut perdu.

« Etrange aberration de cette âme orgueilleuse, débile au fond et aigrie ! Il déplore, en somme, qu'aux élections n'ait point été donné le signal de la lutte contre Paris. Il oublie qu'au moment où la Révolution avait à lutter contre l'étranger envahisseur, elle ne pouvait pas, sans se perdre, déclarer la guerre à Paris. Quelle n'eût pas été la stupeur du

pays, quel n'eût pas été son désarroi si, au lieu de se prononcer entre la royauté et la nation, il avait eu à se prononcer entre Brissot et Robespierre, entre Roland et Danton? C'est l'esprit de coterie et de secte porté jusqu'à la folie.

« Heureusement pour la Révolution et pour la France, la Gironde n'eut ni assez de temps ni assez de décision pour jeter les événements de septembre dans la bataille électorale. Quoi! à l'heure où la conscience révolutionnaire avait besoin de haute sérénité, d'unité et d'élan, il aurait fallu la bouleverser et la diviser contre elle-même! il aurait fallu lui proposer l'énigme des journées de septembre, où la responsabilité des partis et des hommes est presque indéchiffrable, au lieu de lui proposer la grande et claire question de la République et de la liberté!

« Encore une fois, c'eût été un crime. Buzot va si loin *en son fanatisme girondin et provincial,* qu'il ne se borne pas à décapitaliser Paris, il ne se borne pas à regretter que la Convention y ait siégé. Il ne se borne pas à insister là-dessus par une note d'une vulgarité brutale :

« Si dans les élections, on eût connu au vrai l'état de la « ville de Paris, la France était sauvée. Jamais la Conven- « tion n'aurait tenu ses séances dans cet endroit-là. »

« Non, il indique encore que la Convention, réunie hors de Paris, aurait fermé ses portes à Danton, à Robespierre, à Marat, aux élus de Paris, condamnés sans doute pour meurtre, anarchie ou dictature. Paris hors la loi! Paris anéanti politiquement! Voilà le rêve insensé dont Buzot regrette de n'avoir pu préparer, pendant les opérations électorales, la réalisation. Et ce n'est point là le propos désespéré d'un vaincu, l'imaginaire et rétrospective revanche d'un proscrit. Dès son arrivée à la Convention, dès le 24 septembre 1792, il tint à la tribune le même langage, il exprima, au sujet des élections, le même regret : « Étranger aux révolutions de « Paris, je suis arrivé dans la confiance que je retrouverais « ici mon âme indépendante et que rien ne me ferait sortir « de la voie que je m'étais tracée. Cependant des bruits « défavorables, l'histoire des scènes de sang, m'avait aliéné. « Et si ces scènes avaient été retracées au fond de nos pro- « vinces dans leur terrible réalité, peut-être, législateurs, nos

« assemblées électorales vous auraient commandé d'aller « siéger ailleurs ».

« Quel langage étrange! Les révolutions de Paris! comme si elles avaient eu un caractère local, comme si le 14 juillet et le 10 août n'avaient été que des événements parisiens! Mais ces regrets même de Buzot, et les reproches qu'il adresse à ses amis, aux journalistes, c'est-à-dire à Brissot, à Cavra, à Condorcet, aux députés, c'est-à-dire à Vergniaud et à la Commission des Douze, démontrent que les dirigeants de la Gironde ne mêlèrent pas les journées de septembre aux élections. Ainsi l'élan révolutionnaire ne fut pas brisé. Ainsi le parti révolutionnaire put opposer sa force d'unité encore intacte à tous les ennemis de la Révolution du 10 août, aux royalistes et aux feuillants.

« Et Buzot lui-même, quoiqu'il fût en somme averti des événements, garda le silence. Il n'osa pas rompre l'unité morale qui, en cette heure vraiment décisive où la Convention naissait, sauva la liberté et la patrie. »

Ainsi la Gironde ne craignait pas, pendant la période électorale, de faire allusion aux luttes aiguës qui commençaient à déchirer la Révolution.

Elle mettait les électeurs des départements en garde contre les calomnies des « brigands », c'est-à-dire des amis de Robespierre et des émissaires de la Commune. Elle n'hésitait pas à opposer les départements à Paris. Mais je répète que dans les départements, ces bruits de guerre entre révolutionnaires ne trouvaient encore qu'un écho léger. Les électeurs soulevés au-dessus d'eux-mêmes par la grandeur des événements et du péril, se demandaient surtout quel Gouvernement ils donneraient à la patrie, quels obstacles ils opposeraient aux despotes étrangers. Ils apprenaient avec quelque étonnement que quelques-uns des amis de la Révolution étaient en querelle. A Marseille et même dans le Midi provençal, où les passions étaient si véhémentes, les esprits si éveillés et si informés, le peuple révolutionnaire ignorait les divisions profondes de Paris. Dans le récit si animé laissé par Barbaroux de la période électorale dans les Bouches-du-Rhône, on saisit à merveille ce prodigieux mélange d'effervescence et de candeur qui caractérisait alors le peuple révolutionnaire de la grande cité et de tous les municipes ardents qui brûlaient autour d'elle comme des foyers secondaires autour du grand foyer. Qu'on n'oublie pas que Barbaroux passionnément est girondin, et qu'au moment où il trace les lignes qu'on va lire il est proscrit. Qu'on n'oublie pas qu'à peine élu à la Convention il fut désavoué, dans sa campagne systématique contre Robespierre, par beaucoup de ceux qui l'avaient élu ; et il se

peut qu'il ait, par représailles, donné au mouvement de démocratie extrême qui s'annonçait dès lors à Marseille des couleurs maratistes trop marquées. Mais, ce que je veux noter, c'est qu'à ce moment, la flamme si active de la Révolution marseillaise ne se laisse pas diviser. Pour les démocrates du Midi, la querelle de Robespierre et de la Gironde est encore une nouveauté ; et ils s'informent auprès de Barbaroux avec une sorte d'innocence. Barbaroux, même proscrit, même à travers les ombres de mort qui l'enveloppent, semble réchauffé encore et comme enivré par ce prodigieux rayon de vie, par ces souvenirs éclatants et chauds. Le triste et fin Buzot n'avait point gardé de ces éblouissements. Quand Barbaroux revint de Marseille après le 10 Août, pour diriger dans l'intérêt de la Gironde le mouvement électoral, il sembla à tous les démocrates de Marseille qu'il portait en lui l'âme de feu de la Révolution, la vive lumière de la République espérée.

Jamais un véritable modéré, c'est-à-dire un esprit timide et incapable de grandes conceptions ou de grandes décisions révolutionnaires, n'aurait pu faire une semblable critique du modérantisme borné.

A la vérité, comme tout grand créateur, comme tout novateur, comme tout penseur logique et homme d'action résolu, Jaurès avait le véritable esprit révolutionnaire. Aucune idée nouvelle ne l'effrayait. Aucune détermination ne l'arrêtait. Seulement il n'a jamais voulu identifier la révolution avec la violence. Sa répugnance profonde et indéracinable pour la violence s'explique non seulement par sa nature délicate, par sa bonté et son humanité, mais aussi par sa conception générale. La violence paraît interrompre la continuité permanente de l'histoire, son cours normal et régulier. Elle semble violer les lois historiques elles-mêmes et être un attentat à la force et à la vie des choses. La violence est une rupture, elle marque une faiblesse de la nature faisant explosion au lieu de se dérouler normalement, pacifiquement. La violence, c'est non seulement le mépris de la vie : elle marque aussi l'impuissance à s'écouler placidement, à s'insérer élégamment dans la suite des phénomènes historiques. C'est un manque de goût et de mesure, ou de tact, de force, de retenue et de réserve, comme l'accès épileptique d'un agité et d'un coléreux.

Malheureusement, la vie n'est pas une symphonie. Elle n'est pas faite sur notre mesure. Et elle se soucie peu ou point de nos goûts. Des forces élémentaires accumulées font explosion

à la moindre résistance. Comme l'Histoire est une lutte des forces sociales opposées, elle se met en mouvement par saccades, avec des interruptions apparentes, par des explosions.

Cette explosibilité de l'Histoire n'exclut pas son cours normal et régulier sous la forme d'une évolution, d'un déroulement harmonieux et rythmique. La révolution est une évolution qui aboutit à son terme naturel : la révolution.

Jaurès s'oppose à la tactique « révolutionnaire » chaque fois qu'on veut la substituer à l'évolution normale et que le terme final de l'évolution se dresse contre les facteurs qui doivent l'amener. Dans sa lutte contre cette tactique, il a souvent commis l'erreur contraire, qui est quasi-fatale : il dressait des forces qui doivent aboutir au terme final contre ce dernier, c'est-à-dire l'évolution contre la révolution. Nous reviendrons sur cette question dans notre dernier chapitre.

Il haïssait tout sectarisme. Il combattait presque avec une égale ardeur la secte girondine et la secte hébertiste. Et chaque fois que la Révolution cherche à se confiner dans une secte et à dégénérer, Jaurès se cabre et la combat. Il lui faut de l'air et de l'espace pour la Révolution, qui est l'épanouissement de la vie et non son rétrécissement.

Jaurès a su tracer le portrait des grands révolutionnaires avec une véritable maîtrise.

En voici un de Robespierre qui est vraiment magnifique :

Robespierre avertit nettement qu'il ne connaît d'autre Dieu que celui de l'humanité libre. Mais il parle du « fils de Marie » avec une sorte de respect équivoque ; il ne veut point déchirer brusquement le voile de divinité sous lequel le peuple adore, sans y prendre garde, les plus hautes espérances et les plus hautes vertus de son propre cœur. *Il espère sans doute que bientôt le peuple s'apercevra de lui-même de cette confusion, et qu'il s'affranchira de ce qui reste de superstition et d'erreur dans sa croyance sans que les notions de justice et les espérances d'immortalité qui en forment le fond soient compromises.*

Un jour, le pauvre vicaire savoyard, devenu prêtre constitutionnel, se tournera vers le peuple libre et chrétien assemblé dans l'église du village, et du haut de l'autel, au moment même où il viendra de consacrer le pain et le vin, lui dira :

« Amis, j'ai respecté jusqu'ici l'innocence de votre foi, bien supérieure à la subtilité des philosophes. Mais je sais maintenant qu'un

long usage de la liberté et de la raison a suffisamment épuré vos idées pour que vous puissiez dégager les vérités essentielles des symboles qui pour vous les enveloppaient. Non, il n'est pas vrai qu'un Dieu soit matériellement present sous les espèces du pain et du vin; *mais la présence morale, en chacun de vous, de celui qui donna aux hommes un exemple incomparable de douceur et de sacrifice est bien plus réelle, bien plus substantielle que si en effet il était caché dans ce peu de matière. Le voile du symbole peut tomber.* Cette figure sensible n'est plus nécessaire à des esprits sûrs d'eux-mêmes. Et il n'est pas vrai non plus, vous l'avez pressenti, que Dieu ait pu s'incarner, se réaliser matériellement dans l'humanité : pas plus qu'il n'est caché en ce moment sous les espèces matérielles du pain et du vin, il n'a été caché sous les espèces matérielles d'une individualité humaine. Mais la sainteté que le Dieu éternel communique à l'humanité s'est manifestée avec tant d'éclat dans la personne et la vie du Christ qu'il est devenu pour nous la figure de la divinité même, éternellement présente parmi les hommes. Ici encore le symbole est inutile. La présence du Dieu éternel parmi les hommes n'a plus besoin d'être figurée par ces touchantes mais incomplètes images. C'est dans la conscience d'un peuple libre et ami de la justice que Dieu se manifeste le mieux. La lumière du Christ n'était que l'aube annonçant la lumière divine et la liberté. Ce n'est pas vers l'orient, c'est vers la pleine lumière de l'humanité libre qu'il faut maintenant se tourner. Vous ne vous êtes point trompés; nous ne nous sommes point trompés. Les symboles sous lesquels vous reconnaissiez la vérité ne vous égaraient pas, puisqu'ils vous préparaient à la vérité tout entière. *Ceux qui les raillaient étaient plus loin du vrai chemin que ceux qui, avertis par le pressentiment encore obscur de leur raison et par l'instinct plus clairvoyant de leur âme, marchaient dans des voies mêlées d'ombres vers le grand jour qui éclate enfin à tous les yeux. Non, nous n'avons rien à effacer, rien à regretter. C'est toujours la même vérité que nous adorons, mais nous pouvons l'adorer enfin sans voile; c'est la récompense de notre longue ferveur et la suprême victoire de la liberté.* »

Voilà ce que Robespierre attendait, à une date que son esprit n'assignait pas, du clergé constitutionnel. Il aurait voulu que le peuple passât de la foi chrétienne au déisme rationnel, sans être un moment embarrassé et comme humilié de lui-même. Et il s'irritait qu'une motion de finances vînt compromettre cette profonde et paisible évolution des consciences. Il se scandalisait que par l'amorce d'une économie, d'une réduction d'impôt, on tentât d'égarer le peuple hors des voies de la croyance, et qu'on parût fixer le tarif d'un reniement universel que la conscience seule n'aurait point dicté. C'est par ce respect profond et délicat pour le peuple que Robespierre était grand. Et c'est par là, malgré ses défauts et ses vices, malgré ses ignorances, ses vanités, ses jalousies et ses haines, c'est par là qu'il allait au cœur du peuple. Il remuait en lui des fibres profondes que les autres ne touchaient pas. Dans un terrible portrait de Robespierre que fait

le 9 novembre le journal de Condorcet, *ce qu'il y a en lui du prêtre est fortement marqué :*

« On se demande quelquefois pourquoi tant de femmes à la suite de Robespierre, chez lui, à la tribune des jacobins, aux Cordeliers, à la Convention ? C'est que la Révolution française est une religion, et que Robespierre y fait une secte ; c'est un prêtre qui a des dévotes ; mais il est évident que toute sa puissance est en quenouille ; Robespierre prêche, Robespierre censure, il est grave, furieux, mélancolique, exalté à froid, suivi dans ses pensées et dans sa conduite ; il tonne contre les riches et les grands ; il vit de peu et ne connaît pas les besoins physiques, il n'a qu'une seule mission : c'est de parler, et il parle presque toujours ; il crée des disciples ; il a des gardes pour sa personne ; il harangue les jacobins quand il peut s'y faire des sectateurs ; il se tait quand il pourrait exposer son crédit ; il refuse les places où il pourrait servir le peuple et choisit les postes où il croit pouvoir le gouverner ; il paraît quand il peut faire sensation, il disparaît quand la scène est remplie par d'autres ; il a tous les caractères, non pas d'un chef de religion, mais d'un chef de secte ; il s'est fait une réputation d'austérité qui vise à la sainteté, il monte sur des bancs, il parle de Dieu et de la providence, il se dit l'ami des pauvres et des faibles d'esprit, il reçoit gravement leurs adorations et leurs hommages ; il disparaît avant le danger, et l'on ne voit que lui quand le danger est passé ; Robespierre n'est qu'un prêtre et ne sera jamais qu'un prêtre. »

« Oui, il y avait en lui du prêtre et du sectaire, une prétention intolérable à l'infaillibilité, l'orgueil d'une vertu étroite, l'habitude tyrannique de tout juger sur la mesure de sa propre conscience, et envers les souffrances individuelles la terrible sécheresse de cœur de l'homme obsédé par une idée et qui finit peu à peu par confondre sa personne et sa foi, l'intérêt de son ambition et l'intérêt de sa cause. Mais il y avait aussi une exceptionnelle probité morale, un sens religieux et passionné de la vie, et une sorte de scrupule inquiet à ne diminuer, à ne dégrader aucune des facultés de la nature humaine, à chercher dans les manifestations les plus humbles de la pensée et de la croyance l'essentielle grandeur de l'homme.

« *Robespierre était en outre incliné vers la pensée chrétienne par une sorte de pessimisme profond, analogue au pessimisme chrétien et au pessimisme de Jean-Jacques.* Le Christianisme n'est pas pleinement et définitivement pessimiste, puisqu'il ouvre à l'homme des horizons surnaturels ; mais il juge sévèrement la nature et la société. Livré à lui-

même, et sans le secours des grâces divines, l'homme n'est que ténèbres et malice ; et les progrès extérieurs qu'il réalise par la science et l'art n'atteignent point le fond de son être malade. Livrées à elles-mêmes, les sociétés ne réalisent jamais un équilibre naturel de justice qui dispense l'homme des espérances surnaturelles. Plus amèrement que la pensée chrétienne et avec plus d'inquiétude, la pensée de Jean-Jacques est pessimiste aussi. L'homme, selon lui, va d'un état de nature où il y a tout ensemble innocence et violence, simplicité et ignorance, à un état policé où le progrès des lumières est inséparable d'un progrès de la corruption. Jamais le système social ne réalisera la justice. Il est douteux que la démocratie absolue puisse convenir aux grands États modernes, et Rousseau, quand il définit la souveraineté du peuple, semble désespérer qu'elle devienne jamais une réalité. Ainsi Jean-Jacques s'enfiévrait de douleur et d'impuissance à porter un rêve de perfection humaine et sociale qu'à aucun moment de l'histoire, ni dans le passé, ni dans le présent, ni dans l'avenir, la réalité n'accueillerait. Il se jetait ainsi hors des temps dans un déisme passionné et presque chrétien qui lui promettait, en un ordre inconnu, les harmonies de justice que le monde immense refusait à son cœur tourmenté.

« *Robespierre n'avait pas pris de Jean-Jacques tout son pessimisme*, puisqu'il croyait la démocratie applicable aux grands États modernes. Mais il se disait que, même après l'institution de l'entière démocratie, bien des maux accableraient l'homme. Il lui semblait impossible de corriger suffisamment les inégalités sociales, il lui semblait impossible de ramener toutes les fortunes et toutes les conditions à un même niveau sans arrêter, sans briser les ressorts humains, et il prévoyait ainsi la renaissance infinie, de génération en génération, de l'orgueil et de l'égoïsme des uns, de la souffrance et de l'envie des autres. Il n'avait aucun pressentiment du socialisme ; il n'entrevoyait pas la possibilité d'un ordre nouveau où toutes les énergies humaines se déploieraient plus harmonieusement.

« Ainsi l'œuvre révolutionnaire, si loin qu'on la poussât, si entier qu'on en espérât le triomphe, lui apparaissait bien courte et bien superficielle, à moitié flétrie d'avance par les

inégalités sociales subsistantes et par les vices de tout ordre qui en procèdent nécessairement. Aussi éprouvait-il quelque respect pour l'action chrétienne qui lui semble avoir pénétré parfois dans les âmes humaines à des profondeurs où l'action révolutionnaire n'atteindrait point. Et il se faisait scrupule d'arracher aux hommes des espérances surhumaines de justice et de bonheur dont la Révolution lui paraissait incapable à jamais d'assurer l'équivalent.

« *Là est, dans la pensée de Robespierre, le grand drame; là est, dans cette âme un peu aride, l'émotion profonde et la permanente mélancolie. Il travaille à une œuvre très difficile à accomplir et dont il sait d'avance que, même accomplie, elle satisfera à peine le cœur de l'homme; et il ne veut pas détruire des réserves d'espérance léguées par le passé à l'heure même où, pour instituer l'ordre nouveau de liberté et de justice, il faut qu'il combatte les puissances du passé.*

« Ferons-nous un grief à Robespierre, nous, socialistes d'avoir souffert des imperfections cruellement ressenties de la Révolution démocratique et bourgeoise et d'avoir cherché dans une sorte d'adaptation moderne du Christianisme un supplément de force morale et de joie qu'en son pessimisme social il n'attendait pas du progrès naturel des sociétés ? Oui, il y avait là une grande et triste pensée, je ne sais quel jour profond, mystérieux et sombre, ouvert sur les douleurs et les injustices que la Révolution ne guérirait pas.

« Mais en même temps cette conception était pleine de périls. D'abord Robespierre prenait trop aisément son parti de l'ignorance du peuple, de la persistante illusion qui l'attachait à des dogmes surannés ; *sous prétexte que sa moralité était traditionnellement liée à sa foi, il prolongeait celle-ci;* visiblement, il n'était pas impatient de voir le peuple s'élever à la science, jeter sur l'univers un regard libre et hardi

« En second lieu, il était très imprudent d'imaginer que, de lui-même et par une sorte d'atténuation et de décoloration de ses dogmes essentiels, le Christianisme se réduirait à la religion naturelle. La divinité du Christ avait pendant dix-huit siècles dominé les consciences ; c'est à cette forme de Dieu, vivante, humaine, historique, bien plus qu'à l'idée abstraite, immobile et pâle de l'être universel, que le cœur des foules

souffrantes s'était donné ; et bientôt, au moindre mouvement de réaction, à la moindre déception du peuple, c'est le Christianisme entier, exigeant, qui reparaîtrait sous le déisme superficiel ; Robespierre n'arrachait pas la racine profonde ; soudain la puissance autoritaire de l'Eglise se développait à nouveau de cette racine cachée.

« Enfin, il était à craindre que Robespierre lui-même, après avoir fait de certains dogmes de la religion naturelle, à peu près confondus avec la forme épurée du dogme chrétien, la condition même de la moralité et de la vertu, ne fût tenté de mettre la force de l'Etat au service de ce compromis christiano-philosophique, et que par des voies équivoques la France ne fût ramenée à l'antique intolérance. »

Quelle psychologie profonde et subtile à la fois ! Quelle finesse et néanmoins quelle solidité d'appréciation ! Jaurès ne voile rien du caractère de Robespierre : ni ses clartés, ni ses ombres. Il connaît sa force maîtresse : l'attachement sincère à la cause populaire, son respect du peuple. « C'est par ce respect profond et délicat pour le peuple que Robespierre était grand ». Mais en même temps Jaurès reconnaît qu'il y avait en Robespierre « du prêtre et du sectaire, une prétention intolérable à l'infaillibilité, l'orgueil d'une vertu étroite, l'habitude tyrannique de tout juger sur la mesure de sa propre conscience, la terrible sécheresse de cœur de l'homme obsédé par une idée et qui finit peu à peu par confondre sa personne et sa foi, l'intérêt de son ambition et l'intérêt de sa cause ». Un homme dans cet état d'esprit, parfaitement décrit par Jaurès, peut commettre les plus grands crimes sans en avoir conscience. Car, espérant sauver par ses crimes l'idée elle-même, condition présumée du bonheur humain, il croit sincèrement faire une bonne affaire pour l'Humanité, lui procurer un grand bien à l'aide d'un petit mal. Il dresse le bilan et conclut à un excédent du bien. L'idée ne lui vient pas que, dans le sous-sol de l'inconscient, son égoïsme moral a pu substituer au bien public son amour-propre, son ambition insatiable. Et il ne se demande pas s'il a le droit de jouer des existences humaines pour ce qu'il croit le salut de l'Humanité. Torquemada n'aurait pas fait carboniser tant de corps hu-

mains s'il avait douté de son pouvoir d'assurer le bonheur éternel à autant d'âmes.

Mais dans Robespierre il n'y avait pas que de l'orgueil et de la vanité, les deux éternels écueils, les deux tares ineffaçables de tout homme public. « Il y avait aussi une exceptionnelle *probité morale, un sens religieux et passionné de la vie* ». Et c'est aussi par esprit de pessimisme, par mauvaise opinion de la nature humaine déchue et dégradée, que Robespierre se tourne vers un christianisme épuré pour l'appeler à l'aide dans l'œuvre de la régénération humaine. Au fond, c'est l'éternelle théorie des classes dirigeantes de la nécessité de la religion « pour le peuple ». Dans cette conception, Dieu devient un gendarme omnipotent et commode accomplissant sa fonction de garde à peu de frais.

Dans l'âme aride de Robespierre, Jaurès voit se dérouler un grand drame. Ce révolutionnaire indomptable, tout en travaillant à détruire les puissances du passé, croit cependant indispensables pour le bonheur des hommes « des réserves d'espérance léguées par le passé ». L'homme ne saurait se sauver lui-même. Donc il faut qu'une force suprême le sauve. Au ciel, c'est Dieu. Sur la terre, c'est Robespierre. La tutelle terrestre se complète par la tutelle céleste. Et le respect du peuple que Jaurès attribue justement à Robespierre n'est que relatif. Robespierre respecte le peuple pour autant que le peuple respecte Robespierre et sa mission à la fois révolutionnaire et divine. Le révolutionnaire de la démocratie bourgeoise était encore loin de la conception socialiste moderne proclamant que l'émancipation du peuple doit être l'œuvre du peuple lui-même.

Aussi Jaurès critique-t-il la conception robespierriste la trouvant « pleine de périls ». Car « elle prend trop aisément son parti de l'ignorance du peuple ». Elle éternise la foi aveugle sous prétexte de moralité. Sa seconde erreur est de s'imaginer qu'on peut modifier à son gré une religion, comme le christianisme, transformer la « forme de Dieu vivante, humaine, historique » en « l'idée abstraite, immobile et pâle de l'être universel ».

Enfin, la divinité robespierriste, appelée en toute hâte au secours de l'Etat, pouvait facilement prendre la figure et les

habitudes des divinités anciennes et ramener la France « à l'antique intolérance ».

Aucun historien de la Révolution n'a donné une analyse aussi profonde du caractère et de l'esprit de Robespierre que Jaurès.

Le portrait de Marat est non moins réussi. Jaurès n'aime pas Marat, mais il sait être juste envers lui. Jaurès n'aime pas les êtres haineux, implacables, les créateurs d'irréparable. Il connaît trop la relativité des choses, la faiblesse irrémédiable des hommes pour leur accorder le droit d'être terribles. Il sait que la haine, par elle-même, ne crée rien et que la destruction des hommes ne détruit pas les obstacles au progrès qui résultent des lenteurs inévitables de l'évolution. Mais comme il voit, selon sa conception de pénétration en harmonie avec sa nature d'une bonté infinie, pour ainsi dire, plusieurs natures dans la nature de chaque homme, Jaurès découvre en Marat de la sagesse et de la modération. Lisez plutôt :

« C'est surtout dans le conflit entre la Convention et la Commune que Marat affirma sa *tactique de sagesse et de modération*. Tout son numéro du 8 octobre est remarquable d'esprit politique, de clairvoyance et de mesure.

. . . .

« *C'était d'un sens politique très pénétrant.* L'homme qui sait parler ainsi d'une Assemblée où il était couvert d'outrages témoigne d'une singulière possession de soi et d'une confiance tranquille en l'avenir.

« Marat était convaincu (et les propos de Buzot, les écrits qu'il a laissés justifient parfaitement cette conviction) qu'au moindre prétexte les Girondins demanderaient à la Convention de quitter Paris ; décision funeste qui aurait perdu à la fois la Révolution et la patrie. Et c'est pour échapper à ce péril que Marat supplie Paris d'être calme et de toujours respecter la loi.

. . . .

« Il semble *qu'à son étroite clairvoyance habituelle se joigne un sens nouveau et large des responsabilités.* Il manœuvre avec précision et sang-froid. Il a jugé ses adversaires, il sent qu'ils sont véhéments mais inconstants et frivoles,

et qu'il faut les surveiller de près, mais qu'ils s'useront d'eux-mêmes en peu de temps à condition qu'on ne leur donne pas prise.

. . . .

« Au moment même où la Gironde est débordante et triomphante, Marat, *d'un regard sûr,* en a démêlé la faiblesse. C'est la même politique de modération et de confiance qu'il soutient aux Jacobins.

« *Les vues de Marat s'élargissent.* Il a compris, par la réaction de pitié et d'indignation qui a suivi les massacres de septembre, que ces moyens sanglants servaient la contre-révolution. Il a compris que son idée d'un tribunal militaire, d'un prévôt de révolution, fournirait trop aisément prétexte à l'accusation de dictature. Et c'est sans violences, sans meurtres, c'est sous la seule influence de l'opinion publique conquise peu à peu à la sagesse des démocrates, qu'il espère rétablir sous la Convention l'unité d'action et de volonté, subordonner et réduire à l'impuissance l'intrigante faction de la Gironde. La Convention, une fois redevenue vraiment maîtresse d'elle-même, et affranchie des coteries, emploiera sa force et son esprit libre à bien déterminer les périls dont la France révolutionnaire est enveloppée et à les combattre. Pas de griserie, pas de fanfaronnade ; une vue nette et sobre des choses, et un immense effort proportionné à l'immense danger. »

. . . .

« *C'est comme un suprême effort d'impartialité et de sérénité que fait Marat.* Oh ! je sais bien que son esprit est encore traversé par de noirs soupçons et prompt à l'injustice. La « diplomatie » qu'il glorifie chez Dillon, il l'a condamnée quelques jours avant chez Dumouriez.

. . . .

« Mais, malgré tout, il était insensé à la Gironde de paraître suspendre toute sa politique à la lutte contre Marat. On dirait que celui-ci, *à ce moment, désire une détente ;* mais quoi ! à l'heure même où il s'applique à se contenir, où il promet d'être modéré et s'y efforce, les clameurs et les menaces redoublent contre lui. Le voilà qui redescend, désespéré,

dans son souterrain, d'où il mènera contre les Girondins une guerre à mort. Le voilà *enfoncé de nouveau dans la haine et dans la nuit,* et ne concevant plus le relèvement des humbles que comme l'abaissement des heureux : *Ut redeat miseris, abeat fortuna superbis. C'est l'épigraphe de son journal.* »

Nous avons réuni des jugements de Jaurès sur Marat épars dans ses volumes sur la Convention. Il en résulte que Jaurès voit les deux traits dominants du grand révolutionnaire : la méfiance soupçonneuse et la haine maladive. Il serait peut-être plus juste de dire que Marat haïssait par tendresse... pour le peuple souffrant toutes les misères. Lui aussi faisait son « bilan » en mettant en regard des souffrances atroces des pauvres et des miséreux les quelques milliers de têtes coupables à abattre pour les délivrer définitivement de la tyrannie. Nous ne croyons pas que Marat cherchât « l'abaissement des heureux » pour le plaisir de l'abaissement. Marat était un grand humanitaire, un sentimental aigri et violent. S'il pouvait sauver un « aristocrate » en satisfaisant le peuple par un simulacre de répression, il le faisait volontiers. La peur d'être dupe de sa tendresse l'emportait. Il était révolté de l'hypocrisie des tièdes qui, voyant le mal, ne le dénonçaient pas par lâcheté. Et il eut le courage de se faire le dénonciateur public, le bourreau de la Révolution, préférant le bonheur et le salut du peuple à son honneur et à sa sécurité personnels. Il se faisait violence en proposant des mesures violentes. L'instinct populaire se trompe rarement lorsqu'il s'agit de sentiments. Le peuple aimait Marat parce qu'il se savait aimé de lui — jusqu'à la folie, *jusqu'au crime.*

Le mal de Marat n'était pas dans son cœur, ni dans sa tête, qui raisonnait admirablement, mais dans la conception étroitement individualiste de son époque et de sa classe. Il attachait une trop grande importance à la disparition des individus nuisibles. Sa méthode, grossièrement « chirurgicale », était la méthode ancienne de tous les pouvoirs établis qui attribuent au mauvais vouloir des individus les maux collectifs. Le terrorisme est une aberration individualiste. Ce sont les majorités qui, *en dernier lieu,* gouvernent ou laissent gouverner

le monde. Il s'agit de gagner à la révolution ces majorités. Or le terrorisme les effraie et les éloigne. Les minorités ont la force de l'initiative, qui est toujours nécessaire mais qui devient néfaste si elle va *contre* l'intérêt de la majorité. Ainsi cette initiative individuelle ne produit rien de durable et d'efficace que lorsqu'elle agit dans la direction de l'intérêt général. La Révolution n'a laissé subsister que ce qui a été fait par et pour la majorité du peuple français.

Le socialisme seul, avec son habitude de tenir compte des collectivités, a mis fin à la méthode terroriste, méthode bourgeoise, parce qu'individualiste. Marat, esprit logique et honnête, d'une sincérité absolue et d'un idéalisme outré, n'a fait, comme tout logicien outrancier doublé d'un esprit faux, que *réduire à l'absurde* une erreur collective de l'époque bourgeoise, qui n'est pas encore arrivée à son terme, même aujourd'hui. Ce que des individus détruisent, d'autres individus peuvent le rétablir. Bonaparte rétablit ce que l'héroïsme révolutionnaire des minorités avait détruit : l'arbitraire du pouvoir. Mais il ne put rétablir l'ancien régime, condamné par la majorité du peuple français.

Passons à la troisième figure dominante de la Révolution : Danton.

« C'était un grand et large souffle. *Danton avait cette méthode souveraine d'emporter, de noyer les difficultés, les rivalités et les haines dans le torrent de l'action. Il ne récrimine pas, il ne discute pas; il n'oppose pas l'Assemblée à la Commune et la Commune à l'Assemblée. Il ne dresse pas, comme Roland, un cahier de griefs et de doléances. Il appelle toutes les énergies au salut de la patrie et de la liberté, et c'est en les tournant toutes vers ce but sublime qu'il espère les réconcilier sans leur parler même de leurs querelles. Il sait, en des paroles à la fois ardentes et calculées, exalter les passions les plus généreuses et ménager les intérêts inquiets*

« Tout devient, à l'heure du péril, le patrimoine de la patrie; mais les citoyens seront indemnisés de tout ce que la patrie aura saisi dans leurs mains pour la défense. Et quelle est sa manière de mettre un terme à ce qu'il y avait d'arbitraire et d'irrégulier dans le pouvoir de la Commune? Ce n'est pas de gronder et de chicaner. Il se proclame le mi-

nistre « révolutionnaire » et il rattache ainsi son pouvoir au même événement d'où la Commune révolutionnaire est sortie. Il la couvre du titre même dont il se réclame, et il paraît ainsi confondre sa cause avec la cause de la Commune. Mais, en même temps, il invite l'Assemblée à agir, à nommer des Commissions qui iront dans toute la France assister les commissaires du pouvoir exécutif. N'est-ce point par cette vigueur d'action que l'Assemblée rétablira à son profit l'équilibre des pouvoirs sans que la Commune puisse se plaindre? Enfin Paris, à s'isoler, à vivre dans le cercle de défiance et de prohibition que la Commune a tracé, risque de s'affaiblir et de s'enfiévrer. Il n'est pas sain à une grande cité ardente de vivre ainsi comme dans une muraille de soupçons. Il n'est pas sain d'habituer Paris, par cette clôture étroite, à se considérer comme un monde à part, comme une sphère contractée et impénétrable. Il n'est pas bon d'habituer la France à vivre aussi comme si Paris était séparé d'elle par un abîme.

« Que les communications soient rétablies entre Paris et la France. Mais au moment où Danton semblait condamner ainsi le système de surveillance jalouse institué par la Commune, il lui donne une satisfaction éclatante en ordonnant des perquisitions, des visites domiciliaires dans tout Paris. Après cette grande mesure de salut national, qui osera chicaner la Commune pour ses initiatives plus timides depuis le 10 août? Et cette grande mesure de police révolutionnaire, la responsabilité en sera répartie entre le pouvoir exécutif qui la propose, l'Assemblée qui la vote, la Commune qui l'exécute. Toutes les forces discordantes et hostiles s'unissent, se pénètrent et se compromettent à la fois dans le même acte.

« Mais quoi? Danton ne va-t-il pas concentrer en une ou deux journées toutes les violences révolutionnaires? Ne va-t-il pas livrer à toutes les frénésies du soupçon les citoyens forcés dans le secret de leur domicile? Mais remarquez comme, après avoir parlé de saisir les traîtres, Danton parle surtout de saisir les armes. C'est donc surtout au profit de la patrie, c'est pour réquisitionner des armes que la Révolution va, pendant un ou deux jours, fouiller Paris. Et les

soldats de la France révolutionnaire iront en chantant vers la frontière, emportant peut-être pour les épurer au feu de l'ennemi les passions haineuses des partis qui déchiraient la cité. *C'est tout cela que j'entends gronder et frissonner dans la parole de Danton comme dans un torrent tumultueux et clair qu'alimente l'eau des cimes.* Pas une seule pensée venimeuse ou basse; pas une insinuation calomnieuse. C'est Marat, c'est Robespierre qui disaient qu'il y aurait péril peut-être à désarmer Paris de ses défenseurs. Danton rassure ces esprits inquiets; il faut que de tout Paris, comme de toute la France, le peuple se précipite en masse sur l'ennemi. Mais s'il tente de dissiper cette excessive défiance de Marat et de Robespierre, il ne les accuse point de manquer de patriotisme. Tandis que le journal de Brissot écrit venimeusement, le 31 août : « Malgré les efforts de Robespierre et de Marat « pour amortir le zèle guerrier des citoyens et les empêcher « de voler au secours de leurs frères d'armes, Paris ne se « déshonorera pas par un lâche égoïsme ». Ah! comme *l'âme de Danton est grande et comme son esprit est haut à côté de ces misérables pensées!* »

Jaurès aime Danton pour sa flamme, pour sa nature ardente et passionnée, pour la hauteur de son esprit. Danton, c'est la fécondité de l'action, c'est la générosité de la vie large et abondante. C'est l'homme « au grand et large souffle » qui noie « les difficultés, les rivalités et les haines dans le torrent de l'action ». C'était la méthode de Jaurès lui-même. Et Jaurès s'aime un peu lui-même en Danton.

Sa parole aussi grondait comme « un torrent tumultueux et clair qu'alimente l'eau des cimes ». Chez Jaurès, comme chez Danton, « pas une seule pensée venimeuse ou basse; pas une insinuation calomnieuse ».

Ainsi Jaurès a pu tenir parole. Il a appliqué la méthode de Plutarque en taillant, comme dans le bronze, les figures héroïques de la Révolution. Par la vivacité de son style, par sa méthode de juger les hommes et les événements du passé comme s'ils étaient encore vivants en les traduisant devant la barre de l'Histoire, en leur reprochant leurs « erreurs » et en exaltant leurs qualités, il a suivi les traces de Michelet. Par sa riche et solide documentation économique, par son enquête substantielle sur le sort des biens nationaux, par

son analyse profonde de la base économique et sociale de la Révolution, il a donné une large satisfaction à la conception marxiste. Aucun marxiste français n'en a fait autant.

Ces trois méthodes — celles de Plutarque, de Michelet et de Marx — ne s'excluent pas, *si on sait les appliquer*. Il faut réduire seulement l'influence des héros à leur role d'initiateurs et de précurseurs inévitables. Il ne faut pas substituer la condamnation du passé à sa compréhension. Souvent, comprendre, c'est condamner. Enfin, il faut reconnaître que les conditions indispensables à la vie — les forces productrices et leur développement — constituent la « base » même, la trame fondamentale, la déterminante « dernière » du mouvement politique et social, tout en ne niant pas l'importance, souvent décisive, du facteur intellectuel et moral, représenté non seulement par des individus isolés, mais aussi et surtout par des masses conscientes et organisées.

Pourtant l'historien en Jaurès n'est pas exempt de défauts. Franz Mehring, l'historien éminent de la social-démocratie, lui a reproché d'aller trop vite en besogne. Il a appelé sa manière d'écrire « la méthode du teuf-teuf » : nous aurions dit en français « la méthode du 150 à l'heure ». Mehring a commis une injustice envers Jaurès. Il lui a cherché querelle pour une appréciation par trop optimiste du rôle de Frédéric le Grand, que Mehring a étudié à fond.

Peut-être Mehring a-t-il un peu raison sur ce point spécial. Oui, Jaurès était parfois trop optimiste. Il dotait les hommes et les choses des lumières qui l'inondaient, de la flamme qui le consumait lui-même. Mais Jaurès n'affirmait rien sans un examen préalable très approfondi, sans de solides études préparatoires. Il se trompait rarement parce qu'il n'avançait que ce qu'il savait à fond. Nous avons montré que Jaurès possédait au plus haut degré les qualités requises de l'historien. Et, tout en restant idéaliste, il était plus marxiste que ceux qui se disaient et se disent marxistes... en France et ailleurs.

Jaurès, tout en écrivant l'histoire, n'oubliait jamais qu'il était homme politique, homme d'action. Dans l'*Histoire de la Guerre franco-allemande de* 1870-71 (collection de l'*Histoire socialiste*), c'est avant tout l'homme politique qui parle. Tout le livre tourne autour de cette idée que l'Empire a com-

mis une erreur funeste en voulant empêcher l'unité allemande. Voici le résumé de sa thèse :

« Il était difficile aux opposants, aux libéraux et aux républicains de mettre de la sincérité dans l'équivoque impériale et de la lumière dans le chaos. Le plus illustre chef de l'opposition parlementaire et libérale, M. Thiers, était le plus étrange amalgame de bon sens et de préjugés. Il démêlait avec une admirable clairvoyance les faiblesses, les contradictions, les duplicités de la politique extérieure de l'Empire. Il lui avait prédit qu'en secondant l'unité italienne, il préparait et encourageait l'unité allemande. Comment, après avoir reconnu le droit de l'Italie une, pourrait-il contester le droit de l'Allemagne une? *Comment, après avoir aidé la monarchie de Savoie à unifier l'Italie, ferait-il obstacle à la monarchie des Hohenzollern unifiant l'Allemagne?* Et, si l'Empire, avec une audacieuse et généreuse conséquence, avait accepté l'unité allemande comme l'unité italienne, s'il avait compris et proclamé qu'il *pouvait y avoir en Europe une Allemagne et une Italie comme il y avait une France,* l'objection de M. Thiers n'eût point porté. Mais comme l'Empire, coopérant à l'unité italienne, non sans restrictions d'ailleurs, *n'osait pas avouer et accepter l'unité allemande,* il était voué à la plus plus triste incohérence.

« Il s'était voué aussi à la duplicité et au mensonge, car il avait trop proclamé le principe des nationalités ; il avait créé, bien mieux, au profit de l'Italie un précédent trop éclatant d'unité nationale pour pouvoir sans scandale et reniement de soi-même s'opposer ouvertement à l'unité allemande. Il était donc réduit à la combattre par des moyens obliques, à ruser entre deux politiques contradictoires... Napoléon avait fait le jeu de M. de Bismarck et de la Prusse, mais il ne croyait pas à la victoire de celle-ci... Il avait, dans les affaires d'Italie, le prestige révolutionnaire de la politique des nationalités. Il avait, dans les affaires d'Allemagne, le profit de la politique traditionnelle de morcellement, de division, d'équilibre impuissant et inerte qui assurait la suprématie de la France. Calcul compliqué et immoral, mais surtout calcul enfantin qui mettait toute la diplomatie de l'Empire, tous ses desseins à la merci d'une victoire de la Prusse. Ce jeu louche et puéril, M. Thiers l'avait très bien discerné... »

TROISIÈME PARTIE

LE SOCIALISTE

CHAPITRE PREMIER

L'Unité d'Action

On connaît la légende, devenue banale à force de répétition, d'un Jaurès passé du centre gauche (1886-1893) au socialisme révolutionnaire de la période 1893-1898 et, ensuite, du socialisme révolutionnaire au socialisme réformiste et gouvernemental de 1898 à 1905, pour faire, enfin, retour définitif au socialisme « unifié », essentiellement révolutionnaire, de la dernière période de sa glorieuse vie, allant de 1905, l'année du Congrès de la Salle du Globe, jusqu'à sa mort. Jaurès, comme tout le monde, connaissait cette légende. Il la déclarait lui-même « indestructible », car elle avait pour elle l'apparence « topographique » : Jaurès siégea pendant la première période de sa vie parlementaire au centre gauche. Cette légende, soigneusement entretenue et répandue par des adversaires politiques, dans un intérêt de parti, avait d'ailleurs un fond de réalité. Comme tout grand esprit, Jaurès ne cessa jamais d'aller à l'école de la vie, de réfléchir et d'étudier profondément et consciencieusement ses problèmes d'une complexité redoutable et croissante. En homme chez qui le sens de la vérité et le sentiment de la sincérité non seulement avec les autres, mais aussi avec lui-même étaient fortement ancrés et toujours présents, il pensait et repensait, pesait et repesait continuellement et minutieusement les mêmes problèmes. Il refaisait, à chaque moment décisif de sa vie politique, le tour des difficultés inhérentes aux problèmes sociaux et politiques. Esprit à la fois fin et d'une étendue immense, il voyait clairement non seulement les difficultés élémentaires, mais il allait à leur rencontre, les recherchait, les provoquait, les amassait, les épuisait. Athlète vigoureux de la dialectique la plus raffinée et la plus habile, il trouvait une joie particulière à les aligner,

les unes après les autres, pour les surmonter, pour les dompter toutes. Observateur attentif, consciencieux, infatigable, il s'enrichissait perpétuellement de nouvelles expériences, de nouvelles connaissances. Et, dans son champ d'observation, Jaurès voyait tout, retenait tout, savait tout, les apparences comme le fond des choses. D'une probité intellectuelle peut-être sans exemple, Jaurès était un éternel étudiant de la réalité. Il interrogeait tout le monde, du savant le plus renommé jusqu'au journaliste, au militant socialiste le plus humble. Il transformait ainsi les couloirs de la Chambre, les salles de rédaction et des Congrès, les arrière-boutiques des réunions publiques en autant de salles d'études. Rien n'était plus curieux que de le voir entouré, à la salle des Pas Perdus de la Chambre des Députés, par une foule de journalistes représentant toutes les couleurs de l'arc-en-ciel politique. Il écoutait, souriait et, surtout, interrogeait. Des observations se croisaient. Des questions, des mots d'esprit, de fines plaisanteries fusaient. Jaurès répondait à tout et à tous, avec une douceur attentive et une indulgence infinie. Au lieu d'écraser son interlocuteur de son autorité, de son immense savoir, de sa dialectique irrésistible, il le faisait, à la manière de Socrate, simplement, modestement et parfois malicieusement, accoucher de tout ce qu'il savait. C'est son auditoire qui était son professeur. Et Jaurès était un excellent élève qui, souvent, faisait la joie et le bonheur de cet auditoire enseignant, en jetant, comme par hasard, un mot étincelant et délicatement spirituel qui répandait une clarté soudaine sur une situation extrêmement embrouillée ou mettait doucement fin à une discussion qui ne s'aigrissait jamais; une bonté infinie plus encore qu'une courtoisie impeccable présidait à tout échange de vues, à toute conversation avec Jaurès.

On comprend aisément que Jaurès, en suivant cette méthode d'investigation perpétuelle dans la vie politique, où règne en souveraine l'habitude la plus déplorable de trancher d'autorité sur tout et sur tous, avec le dédain le plus complet de l'adversaire et de sa thèse, habitude qui devient un moyen infaillible de s'imposer à la foule ébahie et ignorante, on comprend, dis-je, que dans cette éternelle recherche de la vérité vraie Jaurès ait été obligé, au cours de sa longue car-

rière politique, de modifier ses conceptions et sa tactique à l'égard de problèmes d'une complexité infinie. Il observait lui-même, avec sa bonhomie souriante et avisée, qu'il « n'a pas la prétention puérile de n'avoir jamais changé en vingt années d'expérience, d'étude et de combat ou plutôt qu'il ne se calomniait point assez lui-même pour dire que la vie ne lui a rien appris. »

Mais ces modifications étaient d'ordre secondaire. Le *fond* de ses conceptions et de sa tactique est toujours resté identique. C'étaient les variations du même texte fondamental : le socialisme républicain, laïque et démocrate cherchait à concilier dans un tout harmonieux l'idéalisme le plus sublime avec le réalisme le plus concret et à rattacher l'avenir aux forces du présent et du passé.

Jaurès lui-même a expliqué cette tendance fondamentale et unitaire de son évolution dans des pages claires et sobres, et d'une vérité évidente. Nous extrayons de sa longue préface aux *Discours Parlementaires* (édités par M. Clarisse en 1904) quelques données caractéristiques qui prouvent, sans contestation possible, qu'en son essence la vie politique de Jaurès fut *une*.

Voici ce qu'il y dit :

« J'ai cédé sans scrupule aux conseils de ceux qui me demandaient de réunir en volume mes discours parlementaires. Qu'on ne voie là ni péché d'orgueil ni faiblesse de vanité. L'homme politique qui, mêlé à d'incessants combats, s'attarderait avec quelque complaisance littéraire à l'expression oratoire des luttes passées serait bien frivole. Rien au demeurant ne fait mieux ressortir que ces sortes de publications la disproportion entre la force des événements et l'infimité de l'action individuelle. Mais il ne me paraît pas inutile de réunir quelques éléments de propagande qui peuvent être utilisés par les militants socialistes et d'aider la démocratie tout entière à se faire une idée plus nette de la pensée et de l'action de notre parti. Il ne me paraît pas inutile non plus, en ce qui me concerne, de marquer par des témoignages authentiques et irrécusables la ligne de développement que j'ai suivie. Certes, je n'ai pas la prétention puérile de n'avoir jamais changé en vingt années d'expérience,

d'étude et de combat. Ou plutôt je ne me calomnie point assez moi-même pour dire que la vie ne m'a rien appris. Quand je suis entré au Parlement, à vingt-six ans, je puis dire que je sortais du collège. Car, dans notre pays, où il n'y a rien de comparable à cette aristocratie anglaise qui propage la culture politique en tous les milieux où ses fils sont appelés, l'École normale et l'Université sont presque un prolongement du collège; c'est comme un internat intellectuel, animé parfois d'une merveilleuse effervescence d'idées, et d'où l'esprit se passionne pour le mouvement du monde, mais où il n'est point averti par le contact immédiat des hommes et des choses. Dans les esprits ainsi préparés, les informations les plus subtiles parfois et les plus profondes se juxtaposent aux plus singulières ignorances. C'est une chambre recueillie et vaste qui n'a que de médiocres ouvertures sur le dehors, et d'où l'on perçoit mal les objets les plus proches, mais où des combinaisons de miroirs prolongent et compliquent le reflet lointain des aubes et des crépuscules.

« Pour moi, dans mes premières années d'études, j'avais ou pressenti ou pénétré tout le socialisme, de Fichte à Marx, et je ne savais pas qu'il y avait en France des groupements socialistes, toute une agitation de propagande, et de Guesde à Malon, une ferveur de rivalité sectaire. Comment des esprits ainsi formés n'auraient-ils point à apprendre beaucoup de la vie quand enfin ils entrent en communication avec elle? Ils n'ont pas seulement à rectifier et à compléter leur première éducation trop livresque et solitaire; il faut encore, par un nouvel effort, qu'ils se défendent ou qu'ils réagissent contre l'impression trop vive que leur fait la nouveauté des choses. Des hommes que j'avais trop longtemps ignorés ont exercé sur mon esprit, à la rencontre, une séduction soudaine et violente, que je contrôle maintenant, mais dont, malgré les dissentiments ou même les ruptures, je ne me déprendrai jamais tout à fait. Ainsi se meut la pensée des hommes sincères qui cherchent en un travail profond et souvent inaperçu le point d'équilibre de leur vie intérieure et de la vie mouvante des choses.

« Je n'ai donc point à m'excuser de m'être efforcé sans cesse vers la vérité et de m'y efforcer encore. Mais j'ai le

droit de dire que depuis que je suis dans la vie publique, la direction essentielle de ma pensée et de mon effort a toujours été la même. J'ai toujours été un républicain et toujours été un socialiste : c'est toujours la République sociale, la République du travail organisé et souverain qui a été mon idéal. Et c'est pour elle que, dès le premier jour, avec mes inexpériences et mes ignorances, j'ai combattu. De cette continuité la série des discours que j'ai prononcés au Parlement témoigne d'une façon décisive; la série des articles que j'ai publiés en témoignerait dans un détail plus précis encore. Je n'espère point détruire la légende qui fait de moi un ancien « centre-gauche » passé brusquement au socialisme. Les légendes créées par l'esprit de parti sont indestructibles, et celle-ci a pour elle une sorte d'apparence; car si, dans la législature de 1885 à 1889, je n'étais inscrit dans aucun groupe, si je votais souvent avec la gauche avancée, si je manifestais en toute occasion ma tendance toujours plus nette au socialisme, je siégeais géographiquement au centre; et cela a suffi, pour bien des hommes, à me classer. Mais j'étais dès lors, profondément et systématiquement, un socialiste collectiviste. Et dans toutes les paroles que j'ai dites l'inspiration socialiste est évidente. De même que mon idéal est resté le même en ses grands traits, la méthode est demeurée essentiellement la même.

« S'il est faux que je sois passé de la doctrine et du programme du centre gauche à la doctrine et au programme du socialisme, il est faux aussi que j'aie conseillé et pratiqué, de 1893 à 1898, une méthode de Révolution grossière et d'intransigeante opposition, pour adopter ensuite un réformisme atténué et un rythme traînant d'évolution. Certes, dans l'effervescence des premiers grands succès socialistes de 1893, j'ai eu parfois l'illusion de la victoire entière et toute prochaine et vraiment trop facile de notre idéal. Et dans le feu de la lutte contre les gouvernements de réaction systématique qui nous défiaient, qui nous menaçaient, qui prétendaient nous rejeter hors de la République, nous excommunier du droit commun, de la vie nationale, j'ai fait appel aux véhémentes énergies du prolétariat comme j'y ferais appel demain si les pouvoirs constitués prétendaient interdire la libre

évolution légale au collectivisme et à la classe ouvrière. Mais dans tous mes discours de cette période orageuse, et dont je ressens encore avec fierté les âpres émotions, on retrouvera sans peine tous les traits de notre action politique socialiste d'aujourd'hui.

« C'est le même souci fondamental de rattacher le socialisme à la République, de compléter la démocratie politique par la démocratie sociale. C'est le même appel à la force de la légalité républicaine, si seulement cette légalité n'est pas violentée par l'audace des partis rétrogrades ou déformée par leur perfidie. C'est la même passion pour la haute culture humaine en même temps que pour l'organisation croissante et la libération économique du prolétariat. C'est la même préoccupation incessante de clore la période de leurs critiques et de faire apparaître en des projets de loi positifs le caractère organique du socialisme. C'est le même opportunisme à utiliser, au profit du Parti socialiste et du mouvement ouvrier, tous les dissentiments de la bourgeoisie, toutes les forces de liberté ou toutes les chances de moindre oppression que nous a léguées la tradition démocratique et révolutionnaire de la France. C'est la même volonté d'aboutir à ces réformes immédiates qui préparent ou même qui commencent la décisive transformation sociale. C'est la même inflexibilité de tactique, qui, entre l'opposition violente aux ministères Dupuy et Perier et l'opposition violente au ministère Méline, a inséré, sous le ministère de M. Bourgeois, le ministérialisme socialiste le plus délibéré et le plus constant, je dirais presque le plus intransigeant. Ainsi je peux parcourir de nouveau en pensée la ligne que j'ai suivie depuis vingt ans sans m'y heurter à mes propres contradictions. Elle est accidentée comme le terrain lui-même, tantôt escarpée et directe comme pour un assaut, tantôt côtoyant l'abîme, tantôt sinueuse et d'apparence aisée ; mais toujours elle va vers le même but : elle est orientée vers la lumière du socialisme grandissant. »

Par ce précieux document autobiographique nous pouvons suivre chez Jaurès la genèse de la conception socialiste à laquelle il garda une fidélité inébranlable et touchante à travers toutes les vicissitudes et toutes les tempêtes d'une vie

politique violemment agitée. Il arriva au socialisme par des « études », c'est-à-dire par la réflexion, par un effort de raison et un mouvement de cœur. Et dès ses premières études, il a « pressenti ou pénétré tout le socialisme de Fichte à Marx ». Mais il y avait, selon Jaurès lui-même, qui a toujours eu le courage moral, le plus difficile de tous, de se dire la vérité à lui-même, une lacune dans ce socialisme pressenti ou plutôt deviné par une intuition géniale : il ne savait pas qu' « il y avait en France des groupements socialistes, toute une agitation de propagande ». Dans son ardente passion de vérité et de réalité, Jaurès se met en communication avec les chefs des groupements socialistes et étudie leur œuvre. Jaurès a découvert *le socialisme* avant de découvrir *les socialistes* et leurs organisations. Ce fait primordial nous livre la clef de ses rapports ultérieurs avec ces dernières. Il cherche d'abord à apprendre beaucoup de la vie socialiste qui vient soudainement de se révéler à lui. Il complète sa première éducation qu'il trouve « trop livresque et solitaire ». Mais, en même temps, il se met en garde contre « l'impression trop vive » que lui fait « la nouveauté des choses », contre la « séduction soudaine et violente » des premiers fondateurs, des premiers apôtres du socialisme français. Et il soumet à un contrôle rigoureux de sa propre raison, de sa propre conception, cette première fascination des hommes de premier ordre dont il a reçu le premier éblouissement. On dirait qu'il cherche à se prémunir lui-même contre un excès de générosité de cœur et d'esprit qui porte les individualités supérieures à s'effacer et à s'amoindrir volontairement devant leurs prédécesseurs et leurs ancêtres spirituels. Et il cherche instinctivement à équilibrer sa vie intérieure et les influences extérieures pour sauver son originalité propre, son moi persistant au milieu « de la vie mouvante des choses ».

Ceux qui ont suivi attentivement sa vie socialiste ont pu constater par de nombreux faits que jamais Jaurès ne put se départir de cette sorte de timidité généreuse et spontanée vis-à-vis des fondateurs et des premiers propagandistes du socialisme français organisé. Je me rappelle un incident émouvant, entre beaucoup d'autres, qui s'est produit à une des réunions du Conseil National du Parti socialiste

unifié. Jaurès demanda publiquement la permission à Jules Guesde de modifier son attitude dans une question spéciale malgré l'engagement pris la veille dans une entrevue particulière avec le fondateur du Parti Ouvrier Français. Et il déclara devant les délégués de toutes les Fédérations réunies qu'il avait, la veille, subi l'ascendant personnel de Guesde, mais qu'une fois resté seul il s'était « repris » (je me rappelle exactement cette dernière expression employée par Jaurès).

Jaurès composa son document autobiographique en 1903 ou 1904. (Les *Discours* ont paru au début de 1904.) A cette époque, il était violemment et souvent injustement attaqué par les représentants et les membres des vieilles organisations socialistes françaises. Mais, en s'élevant au-dessus de ces attaques, parfois venimeuses, il déclare que « malgré les dissentiments ou même les ruptures », il « ne se déprendra jamais tout à fait » de « la séduction soudaine et violente » qu'ont exercée sur son esprit les hommes qu'il avait « trop longtemps ignorés », c'est-à-dire ceux mêmes qui, en ce moment de scission historiquement inévitable, le déclaraient déchu de la dignité de socialiste. Il est difficile de trouver un exemple d'une plus grande élévation d'esprit et de cœur. Jaurès craignait, semble-t-il, de manquer d'égards à l'Idée elle-même en mésestimant ses premiers annonciateurs.

Pour compléter l'histoire de son adhésion au socialisme, nous citerons un autre document, qui a la valeur d'un témoignage personnel de Jaurès. C'est un discours qu'il prononça, *inter pocula*, au banquet de la *Revue Socialiste* lorsqu'elle fêta, en 1910, son vingt-cinquième anniversaire :

« Je ne veux pas, dit Jaurès, mêler des souvenirs trop personnels à la commémoration de cette grande œuvre de la *Revue Socialiste* dont le caractère est précisément d'avoir été en même temps qu'une œuvre vivante, une œuvre impersonnelle, affranchie de l'esprit de personnalité exclusive et de coterie ; mais je ne peux pas ne pas me rappeler que c'est de la *Revue Socialiste*, au temps où j'étais, paraît-il, dans les régions du centre gauche, que me sont venus les premiers signes d'appel et de reconnaissance.

« Je crois l'avoir dit ailleurs, j'avais fait sur la question

agraire, — Tarbouriech ne le sait peut-être pas quoiqu'il soit le rapporteur officiel du Parti sur la question, — j'avais fait en 1885 ou 1886 un discours où j'avais parlé pour les paysans, pour ceux qui travaillent la terre. Et en lisant la *Revue Socialiste,* j'y vis un article de Rouanet — ce grand étourdi, ce grand distrait, ce grand absorbé qui, j'en suis sûr, à cette heure, est plongé dans les documents où il cherche l'Histoire de la *Revue*, et qui a oublié que c'était ce soir son anniversaire — Rouanet me dit : « Mais venez à nous, monsieur; « vous êtes des nôtres, vous êtes socialiste ». Et c'est le certificat le plus ancien que je puisse produire.

« Je fus encouragé par cet appel, et comme je sentais, socialiste en effet, qu'il fallait chercher un centre d'action, je crois l'avoir raconté ailleurs, un beau jour, un beau soir de ferveur et d'enthousiasme, je gravis la rue des Martyrs qui menait alors au local de la *Revue Socialiste* et je *montai en tremblant,* en député de province, en *néophyte qui était socialiste de cœur mais qui ne connaissait pas le Parti,* le petit escalier tournant, obscur, branlant. J'arrivai à la salle de rédaction. Et sur le seuil de la salle, je demandai : « Est-ce « que M. Benoît Malon est là ? » d'un air si troublé, si gauche que les rédacteurs, avec cette belle impertinence des hommes qui occupent une salle de rédaction, me répondirent : « M. Benoît Malon est sorti ». Et tout confus, je redescendis l'escalier rapidement, mais pas assez vite pour ne pas avoir entendu l'immense éclat de rire socialiste et révolutionnaire.

« Eh bien, je n'ai pas osé y revenir tout de suite, mais je n'ai pas gardé rancune à la *Revue,* et c'est dans la *Revue Socialiste* que j'ai commencé à publier une série d'études sur l'organisation du socialisme.

« C'est le fameux projet que j'ai promis; mais celui-là non plus — c'est une fatalité — je n'ai pas pu le finir.

« Eh bien, citoyens, nous reprendrons peut-être ces choses, et vous voyez que je parle sans mélancolie de ces souvenirs déjà lointains. J'en parle sans tristesse, avec une sorte d'allégresse, avec une sorte de joie, quoique déjà bien des années soient passées et quoique ces vingt années, presque un quart de siècle, aient déjà atteint en la plupart de nous la force première de la jeunesse !

« Le premier sera, en effet, cette coopération de l'action politique, de l'action syndicale et de l'action coopérative. Oh ! Thomas, ne chicanons pas sur des questions de préséances. Quel est le jour où je vous ai dit que l'action parlementaire était prééminente, que l'action syndicale était subordonnée? Si je vous l'ai dit, c'est dans un jour de fantaisie légère, car je n'en ai pas gardé le souvenir. Mais, entre nous, il ne faut pas qu'il y ait de questions de protocole et je crois que lorsque deux, lorsque trois actions sont aussi essentielles que le sont l'action syndicale, l'action coopérative et l'action politique, il est vain de régler entre elles un ordre de cérémonie et qu'il faut les utiliser toutes les trois au maximum. » (1)

Quelles étaient les idées directrices de la vie politique de Jaurès, en apparence accidentée et mouvante ? Jaurès lui-même l'a dit : « J'ai toujours été un *républicain* et toujours été un *socialiste* ». Mais ces deux termes étaient organiquement liés, on peut dire *soudés* chez lui, en formant un ensemble harmonieux et vivant : il était républicain *parce que* socialiste, et socialiste *parce que* républicain.

Homme de synthèse, esprit foncièrement philosophique et universel, il aimait, il guettait l'*unité* profonde dans l'apparente et infinie variété des choses. Il n'opposait pas la République, même bourgeoise, même superficielle et incomplète, aux réalisations intégrales du socialisme le plus révolutionnaire. Pour Jaurès, le socialisme prolongeait, *réalisait* la République démocratique. D'autre part, la République sans le socialisme n'était pour lui qu'une forme vide de réalité, un contenant sans contenu, un trompe-l'œil, une vague promesse et un vain espoir de bien-être et, surtout, une proie par trop facile pour les entreprises de démagogie réactionnaire.

Cette *unité* fondamentale de la République, de la démocratie et du socialisme, qui est le principe régulateur de toute l'action politique et socialiste de Jaurès, détermine logiquement, inévitablement l'*unité d'action* des forces démocratiques, laïques et socialistes.

---

(1) *Revue Socialiste*, 1910, p. 110.

La proclamation de cette unité fut, littéralement, la *première* parole prononcée par lui au Parlement français.

Nous la trouvons consignée dans le *Journal Officiel* de la séance du lundi 23 novembre 1885 (page 86, colonne 2). Cette première phrase, ce premier mot enregistré par l'*Officiel,* le voici :

J. Jaurès. — Vous avez constaté l'*union de la gauche.*

L'idée de l'*unité* de toutes les forces républicaines et socialistes qui préside à toute l'action de Jaurès se manifeste ainsi, on pourrait dire par un hasard quasi-providentiel, dans les premières paroles prononcées par Jaurès au Parlement.

C'est par voie d'interruption qu'a retenti ce mot précieux d'*union,* en réponse à Paul de Cassagnac, bonapartiste, qui tentait une manœuvre antirépublicaine. L'occasion de cette première parole de Jaurès est aussi significative que la parole elle-même.

En effet, Paul de Cassagnac avait demandé « à interpeller le gouvernement sur la scandaleuse pression officielle qui a marqué le second tour de scrutin le 18 octobre ». M. Brisson, président du Conseil, avait répliqué assez énergiquement en s'opposant à l'ajournement de l'interpellation. Paul de Cassagnac retira alors sa demande au milieu « d'exclamations bruyantes de la gauche ». Et c'est par la phrase sur « *l'union de la gauche* » que Jaurès interpelle l'interpellateur de la droite battant en retraite.

On comprend aisément le dépit du fougueux bonapartiste quand on sait que l'unité républicaine a sauvé, au second tour, la République d'un désastre. Voici ce que Jaurès a écrit en 1904 sur cette période :

Après les élections générales de 1885, quand j'entrai à la Chambre, l'état de la République était critique. Les conservateurs, monarchistes et cléricaux avaient enlevé plus d'un tiers des sièges, et s'ils n'en avaient pas conquis davantage, s'ils n'étaient pas en majorité, c'est seulement parce que les deux fractions républicaines, la radicale et l'opportuniste, après s'être déchirées et comme dévorées au premier tour de scrutin, avaient conclu en hâte, pour le second tour, un accord qui n'était dû qu'à l'extrémité du péril et qui pouvait disparaître avec l'impression de ce péril même. De là, pour l'opposition conservatrice, un grand élan et une grande espérance. Après tout, la République

n'avait derrière elle que quinze années d'existence, elle n'était pas protégée par cette longue durée qui, en émoussant le souvenir des régimes antérieurs, semble effacer jusqu'à la possibilité de leur retour. Elle touchait à ce qu'on a appelé l'âge critique des Gouvernements depuis que la Révolution avait ouvert en France l'ère de l'instabilité. Elle avait pu, au lendemain de la guerre, en exploitant les désastres sous lesquels l'Empire avait succombé avec la patrie et en se glissant entre les légitimistes et les orléanistes divisés, proclamer une dérisoire formule de République conservatrice. Elle avait même pu triompher, au Seize-Mai, du retour offensif des conservateurs, parce que ceux-ci, empiétant sur l'avenir et sur la leçon incomplète encore des événements, avaient dénoncé au pays le péril social contenu dans la République avant que ce péril social se fût manifesté aux plus confiants ou aux plus aveugles par des faits. Mais, maintenant, disaient les réacteurs, comme l'expérience était décisive ! (1).

Comme nous l'avons fait observer plus haut, le socialisme pour Jaurès, en dehors de sa valeur propre, avait une signification essentiellement républicaine. L'action socialiste devenait ainsi la sauvegarde de la République, l'instrument le plus puissant pour la défendre. Et voici ce qu'il écrit à ce propos en 1904 :

« Nul n'a le droit d'oublier que ce pays a été condamné, il y a un siècle, à une révolution extrême de liberté et de démocratie, sans avoir été préparé par une lente éducation et par des institutions progressives à la plénitude de la souveraineté et à la continuité de l'action légale. D'où l'incessante possibilité de rechutes déplorables, d'où le fréquent réveil et l'intermittente méprise des forces hostiles que la France nouvelle n'a pas eu le temps d'assimiler et d'éliminer tout à fait. C'est malgré elle que la Révolution a arraché de son sein l'antique monarchie ; c'est seulement dans les effroyables convulsions de la guerre extérieure provoquée par un coup de désespoir, qu'elle a pu s'en débarrasser, et s'il m'est permis de reprendre, en le transformant un peu, le mot de Danton, c'est par un effort violent et presque artificiel qu'après avoir enfanté le monde nouveau, elle a pu rejeter « l'arrière-faix » de royauté qu'elle portait encore en elle. Ainsi la République, quoiqu'elle fût la conséquence logique des prin-

(1) *Discours parlementaires* (1904), p. 5-6.

cipes révolutionnaires, a ressemblé d'abord à un accident. Et c'est presque par accident aussi que la Révolution a tourné un moment à l'entière démocratie. La bourgeoisie révolutionnaire, tout en proclamant ces droits de l'homme qui étaient son titre contre le vieux monde, en limita les effets par une restriction censitaire du droit de suffrage; elle ravala trois millions de prolétaires et de pauvres à l'état de citoyens passifs, et elle ne se résigna à élargir la cité que lorsqu'elle eut besoin, pour abattre la royauté factieuse, de la force publique du peuple soulevé. Enfin, jusque dans la lutte implacable contre l'Eglise, complice du roi et des émigrés, elle fut obligée de ménager sans cesse les habitudes et les croyances séculaires de l'immense majorité des Français. A tous ceux qui, par intérêt ou par orgueil, défendaient l'ancien régime et servaient la contre-révolution, se sont ajoutés, de génération en génération, tous ceux qui veulent limiter la Révolution elle-même et l'arrêter au point même où leur égoïsme s'est fixé, tous ceux qui s'étant constitué des intérêts dans la société nouvelle voudraient la consolider en l'immobilisant. La Révolution ayant abouti à un vaste déplacement de propriété, ils craignent qu'en se développant elle n'ébranle les propriétés nouvelles, comme elle a déraciné une part des propriétés anciennes. Et comme dans la Révolution le mouvement politique et le mouvement social furent liés, ils se tournent contre la démocratie politique pour en prévenir les conséquences sociales. De là, la défiance instinctive d'une partie de la bourgeoisie et des paysans à l'égard de la souveraineté populaire et du prolétariat ouvrier. De là ce prodigieux paradoxe que, pendant près d'un siècle, et jusqu'à l'avènement de la troisième République, la Révolution, pourtant victorieuse, n'avait pu apparaître sous sa forme explicite et vraie qu'en quelques années clairsemées et fuyantes. C'est l'orage de 1792 et 1793; ce sont « les éclairs de Février ». Mais sauf ces brusques révélations, où tout le génie révolutionnaire s'exprime pour un jour, le vaste champ tourmenté du siècle est couvert ou par la monarchie de droit divin restaurée, ou par le césarisme pseudo-démocratique, ou par l'oligarchie censitaire et bourgeoise. Maintenant, c'est bien fini, et la Révolution est assurée en sa forme logique et normale,

qui est la République. Mais quoi d'étonnant si dans cette République même toutes les forces d'ancien régime, toutes les forces de monarchie et d'Empire, d'aristocratie et d'Eglise, de césarisme militaire et de césarisme religieux, grossies de toutes les couches de réaction déposées au cours du siècle, font obstacle au parti républicain? Toutes ces forces du passé accrues des oligarchies modernes, sont impuissantes désormais à fonder un régime durable de contre-révolution, même partielle. Mais en se coalisant, elles peuvent sans cesse agiter et menacer le régime républicain, jusqu'au jour où celui-ci aura suscité des formes sociales qui lui correspondent et qui assurent à jamais la République en la réalisant dans la vie. »

Donc, tant que dure le capitalisme, la République est éternellement menacée, éternellement en danger. Car elle contient une contradiction de principe : l'*universalité* des Droits de l'Homme et les *restrictions* des privilèges bourgeois, les forces vivantes de l'avenir et les survivances de l'ancien régime, « toutes les forces de monarchie et d'Empire, d'aristocratie et d'Eglise, de césarisme militaire et de césarisme religieux. » La présence d'une oligarchie capitaliste dans une société basée sur le suffrage universel est un danger permanent pour la République. Et voilà pourquoi la lutte pour la défense républicaine est toujours à recommencer dans cette société d'essence contradictoire, antagonique.

Pour mettre fin à cette contradiction, Jaurès ne cessait pas de réclamer à la République une action sociale seul moyen pour elle de se consolider définitivement.

En se plaçant à ce point de vue élevé, Jaurès a pu donner un aperçu profond des luttes des partis politiques en France, sans avoir recours aux mesquines et misérables inculpations d'ambition et de trahison individuelles.

« Il était donc puéril aux opportunistes et aux radicaux de 1885 de s'accuser réciproquement de la puissance réveillée de la réaction. Ils n'en devaient accuser que notre Histoire même, et aussi la violence déchaînée de leurs divisions de 1881 à 1885. C'est par un vote de division et de querelle, par le vote si disputé sur les crédits du Tonkin, que s'ouvrit la législature ; et l'âpre débat qui mit aux prises d'emblée, sous

le regard de la droite arbitre, les deux fractions républicaines, marqua d'un signe funeste et comme d'un sceau brisé toutes les années qui allaient suivre. Je considère comme un des plus grands malheurs qui soient arrivés à la République que ce prélude de division et de querelle n'ait pas été épargné à la législature de 1885, et s'il n'y avait pas toujours quelque témérité à parler de faute à propos du gouvernement si difficile et si compliqué des choses humaines, je dirais que l'erreur capitale de la vie de Clemenceau fut de ne pas empêcher ce conflit. Je me souviens qu'au moment où allait s'engager la bataille, M. Brisson, alors président du Conseil, le pressa de tenir compte du résultat des élections récentes et de la leçon de concorde qu'elles signifiaient impérieusement au parti républicain. « Je ne regarde jamais derrière moi, répondit-il; « toujours devant moi. »

« Mais regarder derrière soi, c'est ce qu'on appelle l'expérience. D'ailleurs, c'est surtout à regarder devant soi que la nécessité d'un effort immédiat d'union républicaine apparaissait. Et quelle raison vitale avaient alors les radicaux d'engager sur ce point le combat? La période militaire de l'expédition tonkinoise était à peu près close, le traité avec la Chine était signé, et les millions demandés par le gouvernement étaient destinés à assurer l'occupation et l'organisation de la colonie. Les refuser, c'était rendre l'évacuation inévitable et en donner le signal. Si les radicaux avaient vraiment voulu cela, s'ils avaient cru qu'il y avait pour la France nécessité vitale d'abandonner le Tonkin et que le droit de l'humanité nous en faisait une loi comme l'intérêt de la patrie, alors, oui, c'était leur devoir de prolonger devant la nouvelle Chambre, au prix du débat le plus dangereux et au risque même d'un déchirement définitif, la résistance qu'ils opposaient depuis des années à toute action coloniale. Et tous les arguments de tribune du parti radical, en ce débat, tendaient en effet à l'abandon du Tonkin. Que deviendrait la France à l'heure d'une difficulté européenne si elle était obligée de porter en Extrême-Orient une part de son effort? Et M. Gladstone ne s'était-il pas honoré en abandonnant, même après l'humiliation d'une défaite, le Transvaal?

« Mais, au fond, aucun des radicaux ne voulait vraiment,

en octobre 1885, l'abandon du Tonkin. Aucun gouvernement radical n'en aurait pris la responsabilité. Je me trompe : l'esprit inflexible et l'intrépide logique de Georges Périn n'eussent pas défailli à cette résolution redoutable. Mais il était le seul. J'ai assisté, quelques mois après le vote, à un curieux dialogue entre Georges Périn et Clemenceau. Clemenceau lui demanda brusquement : « Si nous avions pris le pouvoir, auriez-vous évacué le Tonkin? — Oui, tout de suite, avec le seul délai des quelques mois nécessaires pour négocier la sécurité de ceux qui s'étaient là-bas compromis pour nous. — Moi, non, répliqua vivement Clemenceau : c'est impossible! » Ainsi, au fond de leur esprit, les chefs radicaux acceptaient, dès 1885, le fait accompli. Curieuse destinée des partis! Aujourd'hui, c'est le radical socialiste Doumergue, qui, comme ministre des colonies, administre (fort intelligemment d'ailleurs) le vaste domaine colonial de la France. Ce sont deux radicaux, MM. de Lanessan et Doumer, qui ont le plus longtemps gouverné l'Indo-Chine. C'est le brillant collaborateur et ami de Clemenceau, M. Pichon, qui est résident général à Tunis, et nul n'a plus de zèle que Pelletan à assurer la Tunisie contre toute surprise par le développement du magnifique port militaire de Bizerte. C'est un radical socialiste, M. Dubief, qui, dans un substantiel et remarquable rapport, étudie les moyens de consolider l'influence de la France dans ses colonies par une politique avisée, généreuse et humaine. Si donc, en 1885, le parti radical s'était recueilli un moment, s'il avait interrogé de bonne foi son esprit et sa conscience, s'il avait fait sur lui-même et sur le pays un effort de sincérité, il aurait épargné à la majorité républicaine l'épreuve de ce premier débat, d'autant plus redoutable qu'il était factice, et que les radicaux étaient résignés d'avance, peut-être à leur insu, à la solution même qu'ils combattaient. Leur devoir était de dire au gouvernement républicain tout entier :

« Nous avons fait effort pour empêcher la politique coloniale, qui nous a paru deux fois dangereuse. Elle l'est parce qu'elle disperse les forces et les ressources de la France. Elle l'est aussi parce qu'elle disperse sa pensée et qu'elle crée au profit des oligarchies politiques et sociales

une diversion trop efficace. Il ne dépend plus de nous d'arracher du Tonkin, de Madagascar, de la Tunisie, l'effort de la France, et nous ne nous opposons point à ce que les crédits nécessaires pour organiser ces colonies ou ces protectorats soient votés.

« Nous ne voulons pas qu'une question qui n'est plus entière, et qui appartient en quelque façon au passé, pèse encore sur l'avenir en mettant aux prises les républicains. Nous ne demandons à la majorité qu'une chose : c'est de prendre envers elle-même et envers la nation l'engagement solennel de ne pas amorcer d'entreprise nouvelle, de ne pas dériver aux aventures de conquête les énergies nécessaires à la transformation intérieure. Et comme gage de cette volonté pacifique, de ce ferme retour à l'idéal de démocratie, constituons tout ensemble une majorité de progrès et un gouvernement de réforme. Les problèmes abondent : la laïcisation complète de l'enseignement, une loi sur les associations qui prépare la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la réforme fiscale par l'impôt général et progressif sur le revenu, l'égalité devant la loi militaire et le service de trois ans, la loi sur les accidents et l'institution des retraites pour les vieux travailleurs. Et si vous ne voulez pas tous aller d'emblée jusqu'au bout de ces réformes, du moins dirigez-vous nettement vers elles par des étapes marquées et dont nous conviendrons ensemble. La croissance subite du parti radical vous montre que le pays n'a pas peur des hardiesses démocratiques ; il y a ici cent quatre-vingts radicaux qui sont prêts à soutenir le gouvernement de bonne foi, décidé à réaliser un programme limité, mais précis ; nous ne le taquinerons pas, nous ne lui tendrons pas de pièges, nous ne le harcèlerons pas de motions incidentes et incohérentes, nous ne lui demanderons pas de dépasser les termes du contrat intervenu entre la majorité et lui. Nous voulons qu'il dure pour agir. Nous rappellerons seulement à la majorité du pays que les premières réformes auxquelles nous limitons d'abord notre effort, valent surtout parce qu'elles en préparent d'autres, plus étendues et plus profondes. Nous savons que la réforme suscite la réforme, et qu'il y a une forme immanente d'évolution dans les principes de la démocratie.

« A ceux des républicains qui ont combattu la politique radicale, à ceux qui sont des opportunistes, nous n'avons que ceci à dire : ils assurent que leur programme est resté le programme intégral du parti républicain : sécularisation complète de l'Etat, justice fiscale, intervention de la communauté au profit des faibles, et qu'ils ne diffèrent de nous que par la méthode. Nous leur offrons une collaboration loyale pour la réalisation progressive de ce qui est le programme commun des républicains, à la seule condition qu'ils reconnaissent en effet ce programme commun comme l'idéal nécessaire et qu'ils travaillent avec nous à y rallier les esprits restés jusqu'ici hésitants. »

La conception politique de Jaurès découlait de toute une philosophie de l'histoire de la France moderne. On ne peut pas faire de grande politique sans connaître le sens profond de l'histoire, la tendance fondamentale de l'évolution politique et sociale. Et ce qui est grand, important et durable dans la politique de Jaurès, c'est qu'elle découlait d'un principe philosophique essentiel qui est l'*unité* et la *continuité* des choses humaines, de la chose publique. C'est cela qui sépare radicalement l'homme politique du *politicien* vulgaire, l'homme d'Etat, dans le sens noble de ce mot, du démagogue. Avec cette élévation de jugement, même un membre d'un parti militant devient capable de rendre justice, c'est-à-dire d'apprécier à leur juste valeur des adversaires politiques. De fait, nul ne savait aussi bien que Jaurès juger les hommes des autres camps et les pénétrer. Lisez le portrait qu'il traça, en 1904, de Jules Ferry, une des personnalités les plus détestées par l'extrême gauche :

En face du parti radical qui commettait au début même de la législature cette faute décisive, et se livrait, lui et la République, au hasard des chocs aveugles et des combinaisons incertaines, le parti opportuniste se resserrait et se recroquevillait en une sorte d'attente un peu sournoise. Lui, non plus, il n'offrait pas publiquement à tous les républicains un pacte d'union et d'action.

Habitué à la forte majorité gouvernementale que M. Jules Ferry avait disciplinée pendant deux ans et qui n'avait succombé qu'à la panique de Lang-Son, il regardait avec une sorte de dédain et d'aigreur une majorité disparate et qu'il ne dominait pas. Que M. Jules Ferry, fatigué d'un long labeur, pliant sous une impopularité redoutable, et entouré d'ailleurs de haines ou violentes ou calculées qui lui

interdisaient presque la tribune, se soit condamné au silence, il n'y a point à s'en étonner. Mais quelle grandeur si cet homme, secouant les outrages et les tristesses, avait proposé à la majorité nouvelle la discipline impersonnelle d'un programme élargi ! Il resta dans les couloirs et dans la coulisse, attentif à plaire aux nouveaux venus et à ménager le lendemain, cherchant à insinuer dans les Gouvernements bigarrés et instables qui se formaient des influences occultes, et dans ses propos tour à tour onctueux et brusques résumant son expérience d'homme d'Etat vaincu, grand d'ailleurs par la concentration continue de la volonté et de la pensée, et portant le lourd poids des haines avec un courage qui eût été plus émouvant s'il n'avait guetté la décomposition prévue des popularités et des forces qui s'opposaient à son retour. Devant la Chambre il se taisait. Et M. Waldeck-Rousseau, par une absence délibérée, s'exilait presque du Parlement. Les anciens ministres spéciaux ne prenaient la parole qu'en avocats du passé, pour défendre en tel ou tel point leur administration.

Toute l'attitude des chefs opportunistes signifiait : Que faire de ce chaos ? Et comment négocier, comment tenter même un effort de conciliation avec les brouillons arrogants et vaniteux qui ont un moment usurpé la faveur publique et l'influence au Parlement ?

Ainsi s'aggravaient les malentendus, et « le poison du silence » achevait dans le secret des cœurs aigris ce que la violence des paroles avait commencé. Au demeurant, de Gambetta à Ferry, l'opportunisme avait subi une dénaturation qui rendait bien difficile en 1885 le rapprochement loyal avec les radicaux. Gambetta ne répudiait pas le programme traditionnel de la démocratie républicaine ; il en « sériait » les applications. Ferry, à force de dire : l'heure n'est pas venue, disait presque : l'heure ne viendra pas. L'essentiel à ses yeux n'était pas de réformer : c'était de gouverner. Et il ne voulait guère d'autre horizon aux Gouvernements que leur propre durée.

Ce n'est pas que cet homme remarquable manquât de philosophie et de vues générales. Mais il se refusait de parti pris aux perspectives lointaines, et l'idée qu'il se faisait du rôle dominant de la bourgeoisie brisait presque tout essor. Je le pressais un jour sur les fins dernières de sa politique : « Quel est donc votre idéal ? Vers quel terme croyez-vous qu'évolue la société humaine, et où prétendez-vous la conduire ? — Laissez ces choses, me dit-il ; un Gouvernement n'est pas la trompette de l'avenir. — Mais enfin, vous n'êtes pas un empirique, vous avez une conception générale du monde et de l'histoire. Quel est votre but ? » Il réfléchit un instant, comme pour trouver la formule la plus décisive de sa pensée : « Mon but, c'est d'organiser l'humanité sans dieu et sans roi ». S'il eût ajouté « et sans patron », c'eût été la formule complète du socialisme qui veut abolir théocratie, monarchie, capitalisme, et substituer la libre coopération des esprits et des forces à l'autorité du dogme, à la tyrannie du monarque, au despotisme de la propriété. Mais il s'arrêtait au seuil du problème social. Croyait-il donc que la vie humaine est figée à jamais dans les formes économiques présentes ? Non, il avait le sens de l'évolution et de l'histoire. Contre M. de Mun, contre l'utopie rétrograde de la

corporation et du petit métier, il avait défendu la grande industrie moderne, le machinisme brutal et libérateur, avec une ampleur de pensée où semblait tenir la possibilité de transformations nouvelles. Les corporations aussi avaient été utiles, jadis ; mais leur rôle était fini, « et les institutions successives s'effeuillent sur la route du temps ».

L'institution de la propriété capitaliste et oligarchique ne tomberat-elle point à son tour ? Peut-être, mais c'étaient là à ses yeux des spéculations vaines. L'idée d'un ordre social vraiment nouveau n'était point pour lui une force capable d'agir sur le présent, ou même de déterminer un avenir prochain. Au demeurant, il n'avait point sur la propriété de préjugé métaphysique et dogmatique. Il n'y voyait pas « l'expression et le prolongement de la personnalité humaine ». J'ai assisté, entre M. Allain-Targé et lui à une brève controverse. « La propriété est une institution sociale », disait M. Allain-Targé, et il signifiait par là qu'elle n'était possible que par la société, que la société avait donc le droit de régler, de discipliner par des lois une force qui procédait de la société même. — « C'est avant tout, répondait M. Jules Ferry, une institution politique », c'est-à-dire un moyen de prévenir entre les hommes les compétitions qui naîtraient de l'indétermination de la vie économique, et aussi de constituer une classe dirigeante, capable de communiquer à la vie publique la stabilité des intérêts consolidés. La bourgeoisie républicaine apparaissait à ce positiviste comme la synthèse historique des deux grandes forces de progrès et d'ordre qui sont, selon Auguste Comte, les composantes de l'histoire. Il livra toute sa pensée lorsque dans une de ces allocutions méditées et brèves où il excellait, il parla « de cette grande bourgeoisie sans le concours de laquelle rien de durable ne peut se fonder ».

Mais il ne s'agit point de cela : il s'agit de savoir si ces résistances prévues pourront aller jusqu'à rompre l'évolution légale de la République ; si la grande bourgeoisie, avec les formidables moyens dont elle dispose encore, tentera ou un coup d'État politique, ou tout au moins un coup d'État économique. Si elle essayera par de décisives atteintes au crédit public, par des lock-outs, par une sorte de grève capitaliste sournoise, par des crises de chômage et de misère, de jeter sur les timides préludes de l'ordre nouveau une ombre de souffrance et de désespoir ; ou si, au contraire, l'action méthodique et forte de la démocratie inspirée par le socialisme obligera la bourgeoisie à se résigner à la transformation graduelle mais systématique de la propriété, comme elle s'est résignée au suffrage universel, au droit de coalition, au droit de syndicat, à la limitation légale de la journée de travail, comme elle s'est résignée enfin à l'entière égalité des charges militaires, comme elle se résigne peu à peu maintenant à l'assurance obligatoire, c'est-à-dire à la reconnaissance légale du droit au travail et du droit à la vie, comme elle se résignera sans doute bientôt à la transformation en service public de l'industrie des transports et à des essais de socialisme municipal.

Voila le grand problème posé à tous les citoyens ; voilà le grand

problème qu'il dépend, je crois, du socialisme de résoudre dans le sens de l'évolution légale, et par deux moyens. D'abord en ménageant de parti pris les transitions pour émousser la révolte des habitudes, et aussi en enveloppant l'oligarchie possédante d'une telle affirmation continue de l'idéal nouveau, d'une telle puissance de propagande socialiste et d'organisation ouvrière, d'une vigueur si constante de revendication légale, qu'elle-même reconnaisse peu à peu l'inévitable dans la transformation socialiste, et que sa pensée, au lieu de se concentrer tout entière dans la résistance, se divise et se rompe tantôt à essayer cette résistance, mais partielle et intermittente, tantôt à rechercher quelles garanties de bien-être et d'activité pourrait, en des transactions prudentes, lui réserver l'ordre nouveau.

Le secret de la compréhension politique quasi-universelle de Jaurès réside dans ce fait qu'il prend tout homme, tout parti au point d'évolution qu'ils ont réussi à atteindre. Et il dit : Voilà ce qu'ils ont voulu et pu faire dans les cadres historiques et politiques où ils se mouvaient. Mais, s'ils ont mené à bonne fin leur œuvre propre, ils n'en ont pas tiré toutes les conclusions *logiques*. Ainsi Jules Ferry voulait bien une humanité « sans dieu et sans roi ». Mais il ne se souciait pas d'ajouter : « sans patron ». C'est pourquoi Jaurès lui reproche de « s'arrêter au seuil du problème social ». Un partisan de la conception matérialiste de l'histoire se serait hâté d'ajouter : étant donnée sa position de classe, Jules Ferry *n'a pas pu* ne pas s'arrêter au seuil de la Révolution sociale. Jaurès néglige cette impossibilité. Ce qui l'intéresse, c'est le point de conjoncture et non celui de séparation entre les idées, les hommes et les partis. Il est attiré et fasciné par ce qui les *unit* et non par ce qui les divise, par la *continuité historique*, par l'unité et l'harmonie des hommes et des choses. Jaurès est un grand unificateur, un grand conciliateur, un partisan ardent, un amant passionné de l'entente et de la concorde, un homme de paix dans le sens sublime du mot non seulement entre les hommes, mais aussi entre les choses. C'est un champion de la synthèse philosophique, politique et sociale, un apôtre, un héros de l'Harmonie universelle. L'universalité de son esprit, de ses connaissances et de son expérience politique, favorisée et nourrie par une nature aimante et par une bonté infinie a engendré une sorte de panthéisme politique est social en plein accord avec son panthéisme philosophique. Jaurès est l'esprit le plus encyclopédique

du monde politique moderne. Un grand cœur et un grand esprit ont également contribué à la formation de cette merveilleuse, peut-être unique force dont peuvent s'enorgueillir notre époque et ce pays de France.



Cette même méthode d'étudier les hommes et les choses dans leur vie propre, on pourrait dire *chez eux*, a facilité à Jaurès la compréhension de Blanqui et aussi d'un de ses disciples les plus remarquables, Vaillant, qui, de contradicteur et antagoniste, est devenu, depuis l'unification du Parti socialiste en 1905, son ami et son collaborateur. Jaurès était par excellence l'homme de l'action légale, un évolutionniste conscient et logique. Blanqui et Vaillant ont toujours préconisé la méthode révolutionnaire. Mais Jaurès, avec l'esprit de pénétration qui le caractérise ne s'arrête jamais à la surface des choses, aux renommées et aux étiquettes. Et, en plongeant son regard jusqu'au fond de la réalité des faits, il découvre dans Blanqui et dans Vaillant des traits qui échappent à l'observateur vulgaire. Voici comment, toujours en 1904, il caractérise le rôle de Blanqui :

« Ce n'est pas la Révolution qui est d'abord au pouvoir, c'est la contre-Révolution, c'est la coalition de toutes les aristocraties et du clergé. Ce n'est pas sous la protection et l'impulsion dictatoriale d'un gouvernement révolutionnaire que le pays s'éduque et fait un stage d'émancipation forcée pour s'initier à l'émancipation volontaire ; c'est contre un pouvoir rétrograde qu'il conquiert sa liberté en l'exerçant et qu'il justifie, en se faisant lui-même souverain, sa prétention à la souveraineté. Oui, l'hypothèse de Blanqui est une hypothèse attardée qui ne répond plus au mouvement rapide des esprits. Et voici que le premier souci de la République fondée par le peuple sans l'assistance humiliante de la dictature révolutionnaire, c'est précisément de multiplier et d'affranchir les écoles.

« Dès avant 1885, l'œuvre de laïcité et de lumière qui était, selon Blanqui, l'effet essentiel de la Révolution, est

commencée, et il apparaît qu'elle va se poursuivre, qu'il dépend du moins du peuple seul qu'elle aille s'approfondissant et s'élargissant. Dès lors, et par d'autres voies que celles que Blanqui avait prévues, et sous d'autres formes, avec une collaboration plus directe et plus vaste du peuple entier, la révolution voulue par Blanqui était faite. Le long prologue de dictature parisienne et d'oligarchie prolétarienne qu'il avait rêvé n'était qu'un anachronisme de théâtre ; d'emblée et en pleine démocratie la pièce se jouait, le drame de la pensée affranchie engageant la lutte contre les ténèbres.

« Blanqui s'aperçut-il avant de mourir que la Révolution, sa Révolution, était faite ? Ou bien hésita-t-il à la reconnaître sous la physionomie atténuée et dispersée qu'elle avait revêtue ? Si j'en crois les souvenirs de Gabriel Deville, qui l'a beaucoup connu aux derniers temps de sa vie, c'est toujours le problème de l'éducation qui l'absorbait. Tout le reste lui paraissait fanfaronnade et vanité de secte, et il semblait parfois attendre de Clemenceau qu'il conduisît la démocratie républicaine jusqu'à cette limite extrême, jusqu'à ce degré de liberté et de lumière où le problème final de l'association intégrale se poserait comme de lui-même, et où la France entrerait dans la période d'évolution communiste sous la libre discipline du suffrage universel éclairé. Qu'est-ce-à-dire ? C'est qu'au fond, et quels qu'aient pu être les mots d'habitude du révolutionnaire soupçonneux encore, il confiait maintenant à la légalité républicaine l'œuvre de lumière qu'il avait confiée d'abord à une dictature de révolution ; c'est qu'il attendait du suffrage universel l'éducation du suffrage universel, c'est-à-dire instruction et communauté étant à ses yeux identiques, la préparation effective et non plus verbale et sectaire du communisme. Mais beaucoup de révolutionnaires ne s'apercevaient pas encore, à cette date, qu'ils entraient en effet, selon la pensée même de Blanqui, dans la période du suffrage universel. »

Sous la physionomie sombre et soupçonneuse de l'éternel Enfermé, du farouche révolutionnaire conspirateur, Jaurès découvre le réaliste, l'homme d'action légale républicaine et le partisan de l'éducation laïque *avant tout*.

Le cas de Vaillant est encore plus curieux. Pendant que les

vieilles organisations socialistes — le *Parti Ouvrier Français*, dirigé par Jules Guesde et ses amis, et le *Parti Socialiste Révolutionnaire,* sous l'influence prépondérante de Vaillant, étaient en pleine bataille contre Jaurès, ce dernier publia, sous une forme excluant tout soupçon d'arrière-pensée polémique, une étude apologique : *la Philosophie de Vaillant.* Cette étude montre, à la grande surprise du public, un nouveau Vaillant, un Vaillant évolutionniste, on peut dire un Vaillant jauressiste.

En voici de larges extraits. Elle donne une idée et de la perspicacité de Jaurès et de l'unité fondamentale de sa propre conception : *l'Evolution révolutionnaire.*

« Depuis quelques semaines le citoyen Vaillant, s'élevant au-dessus des passagères querelles et des dissentiments secondaires qui troublent encore l'action socialiste, semble tracer avec une haute sérénité les grandes lignes de sa méthode. Il reste le révolutionnaire de combat qu'il a toujours été, prêt à seconder, à encourager, demain comme hier, les mouvements généreux et soudains par lesquels les opprimés brisent leurs chaînes. Il lui paraît douloureux que, si souvent, le progrès humain soit acheté au prix de la violence et il désire que le développement intense de la démocratie, en donnant un jeu plus libre, plus aisé et plus vaste à l'action populaire, dispense le prolétariat des moyens sanglants qui ont affranchi la bourgeoisie révolutionnaire. Mais il sait qu'il ne dépend pas de la classe ouvrière seule de régler les méthodes de révolution. Elle aura peut-être à se défendre contre les agressions brutales des dirigeants, contre les violences des privilégiés ; et la bestialité que le nationalisme « décerveleur » déchaîne dans les « hautes » classes et les classes moyennes, ne permet guère l'idyllique espérance d'une évolution pleinement pacifique.

« Mais, et c'est ici surtout qu'il convient d'insister, il s'en faut que le citoyen Vaillant conçoive la révolution sous la forme soudaine et théâtrale qu'on lui donne trop souvent.

« Pour être révolutionnaire de pied en cap, dit-il avec
« quelque ironie, il faut se créer à soi-même, dans l'illusion
« optimiste, les conditions imaginaires qui mettent le résultat
« à la portée immédiate de l'effort. »

« Ainsi ceux qui semblent rêver à tout propos d'un coup de main décisif, ou même espérer d'une catastrophe l'entier renouvellement social, sont les dupes à demi volontaires d'une illusion. Or, selon le citoyen Vaillant, cette illusion devient de plus en plus malaisée à mesure que le socialisme se surcharge de considérations doctrinaires, c'est-à-dire à mesure qu'il comprend mieux la complexité des faits sociaux et la loi d'évolution qui impose à toute pensée révolutionnaire une longue période de préparation économique et politique.

. . . .

« *Cette philosophie politique et sociale du citoyen Vaillant se rattache à sa philosophie générale de l'univers et de la vie.* Il déclare souvent qu'il est matérialiste et athée, et c'est bien en effet, la traduction la plus populaire, et dans la langue de la philosophie française, la plus exacte, de sa pensée. Mais au fond c'est le grand esprit de la philosophie allemande qui l'anime, l'esprit de Spinoza, de Fichte, de Hegel et de Feuerbach. Il est moniste, c'est-à-dire que pour lui tous les phénomènes de l'immense univers, toutes les forces en apparence les plus diverses ou les plus contraires se ramènent à l'unité de principe, de substance ou de loi. Il n'admet pas la dualité et l'opposition de ce qu'on appelle matière et de ce qu'on appelle esprit ; et si le spiritualisme lui fait horreur, c'est parce qu'il coupe la réalité en deux, et qu'en instituant deux principes, il livre nécessairement l'un à la tyrannie de l'autre. Qui dit dualité dit opposition ; car de deux forces opposées l'une doit dominer l'autre, à moins que ces deux forces ne s'équilibrent et ne se neutralisent dans le néant.

« C'est ainsi que l'Eglise a soumis la vie naturelle à la tyrannie de l'âme, artificiellement isolée du corps. C'est ainsi que le christianisme et le spiritualisme ont soumis le monde à la tyrannie de Dieu. *Le dualisme engendre donc oppression et terreur.* Au contraire, si tous les phénomènes et tous les êtres sont les manifestations infiniment variées d'une même force ou d'une même idée, aucun ne peut prétendre à opprimer les autres ; et une libre et croissante harmonie des énergies et des êtres est possible dans l'immense et mouvante unité. Quelle est la nature de cette force une qui enveloppe à la fois ce que nous appelons matière et ce que nous appelons

esprit ? Le citoyen Vaillant paraît considérer la réponse comme secondaire.

« Il a écrit expressément, il y a quelques années, que le *monisme, qu'il fût matérialiste ou idéaliste, répondait en tout cas au besoin de la pensée qui aspire à unifier le monde, et au besoin de la vie qui ne veut se plier à aucune force extérieure.* Je me garderai bien d'entrer ici, et aujourd'hui, dans ces grands problèmes. Je veux dire seulement au passage, qu'à mes yeux l'heure approche où le prolétariat socialiste et révolutionnaire devra s'approprier une doctrine organisée de l'univers et de la vie.

« Ce qu'a été l'Encyclopédie pour la bourgeoisie révolutionnaire, il faudra qu'une Encyclopédie nouvelle, infiniment plus hardie et plus vaste, le soit pour le prolétariat.

« *Il faudra reprendre le mouvement de la pensée humaine depuis Kant jusqu'à Renan, en passant par Hegel, Comte et Marx.* Il faudra reprendre le mouvement de la science de Laplace à Maxwell, en passant par Darwin, proposer les principaux résultats et les tendances principales au prolétariat qui veut vivre de la pleine vie et projeter sur l'univers une ardente lumière, où les clartés de la pensée individuelle se mêleront à l'ardent rayonnement de la vie sociale.

« Cette organisation vivante d'une Encyclopédie socialiste sera une des plus hautes tâches qui s'imposeront demain à notre Parti et à l'humanité.

. . . .

« *Il n'y a pas de forme sociale immuable et nécessaire qui puisse arrêter la poussée des forces économiques et l'élan des énergies humaines. Voilà la pensée de révolution.* Et aussi, même quand il semble qu'il y a passage brusque d'une forme de vie à une autre, d'une forme de société à une autre, c'est par un sourd travail, c'est par un obscur réarrangement moléculaire, c'est par l'infatigable rongement du flot sur le roc, du désir et de l'action sur le privilège, que les transformations révolutionnaires sont préparées. *Le citoyen Vaillant répugne à tout ce qui immobilise et catégorise.* Ce qu'il reprochait, par exemple, au programme agraire du Parti Ouvrier Français, ce n'était pas de maintenir provisoirement la petite propriété paysanne ; ce n'était pas d'instituer une tran-

sition, mais c'était d'en faire, si je puis dire, une *transition figée.* C'était de ne pas assez dire que, même avant de se perdre enfin dans le communisme, la petite propriété paysanne serait déjà modifiée par le contact ou même par les approches du communisme; c'était de la poser comme une pierre au bord du flot, hors du courant des transformations.

« *Cette philosophie profonde et subtile lui donne le sens très délié de toutes les réformes de transition, de toutes les évolutions nuancées qui préparent et qui commencent la Révolution.* Il ne consentira jamais à dire, comme tant d'autres socialistes, que telle réforme, telle action, telle institution est impossible tant que le capitalisme ne sera pas tombé tout entier. *C'est, pour lui, comme si on disait que l'aube incertaine est impossible tant que n'a pas disparu la nuit.*

« La vérité est que telle institution de solidarité sociale et de dignité ouvrière aura, dans le milieu capitaliste, une forme plus basse, une efficacité moindre que dans le milieu socialiste. Mais le citoyen Vaillant ne conclut pas que ce désaccord entre l'institution nouvelle et le milieu capitaliste rend impossible l'institution. Il conclut, au contraire, que la multiplicité des institutions nouvelles de solidarité et de dignité finira par rendre impossible le milieu qui les déforme et les abaisse.

. . . .

« Et je dis qu'à l'heure présente notre effort passionné doit tendre à assurer, à hâter cette marche méthodique. Trois conditions, à mon sens, sont nécessaires, que je ne puis aujourd'hui qu'indiquer d'un mot :

« 1° Il faut qu'une philosophie générale, à la fois *révolutionnaire et évolutionniste,* se communique, peu à peu, à l'élite consciente du prolétariat, et de proche en proche au prolétariat tout entier. C'est cette Encyclopédie socialiste et prolétarienne dont je parlais plus haut, et sur laquelle je reviendrai.

« 2° *Il faut que le prolétariat s'organise en un parti politique de classe unifiée, ayant une conscience très nette de son but suprême, et sachant marquer aussi, dans toutes les questions, dans la question de l'enseignement, dans la question de la propriété individuelle ou agricole comme dans la question de l'assistance, les étapes que le prolétariat devra fran-*

chir. Ce sera l'objet du programme d'action que tracera le Parti unifié ;

« 3° Enfin, *il faut qu'à cette action évolutive et de transition, il faut qu'à cette société de transition corresponde un organe législatif et gouvernemental approprié.*

« Evidemment, puisque le citoyen Vaillant nous propose cette marche par étapes, cette action évolutive par des lois de plus en plus populaires, il croit possible un appareil législatif et gouvernemental capable de produire ces lois et de les appliquer.

« Voilà pourquoi la formation d'*une majorité de gauche*, si timide qu'elle soit, soutenant avec constance un Gouvernement de gauche, si hésitant ou insuffisant qu'il soit, est à mes yeux un fait d'une importance extrême. C'est, selon moi, le rudiment informe, mais nécessaire de l'*organisme législatif et gouvernemental qui devra diriger prochainement le mouvement de notre société vers les fins suprêmes d'égalité voulues par nous.* C'est une première manifestation, à bien des égards infirme, incohérente et décevante, de la puissance organique de la démocratie faiblement pénétrée de socialisme.

« Il se peut que le Gouvernement actuel ne combatte que mollement et maladroitement l'Église et le militarisme. Mais il a contre lui le pape, les congrégations, les coteries militaires qui haïssent le général André, et aussi les affamés de servitude cosaque. Il a tout cela contre lui, *et il dure ;* c'est le signe qu'avec un nouvel effort de la démocratie et avec une organisation plus puissante du prolétariat, des Gouvernements de gauche, mais plus hardis et plus agissants, seront possibles. Je m'étonne qu'après le règne presque continu des Perier, des Ribot, des Dupuy, des Méline, des Cavaignac, on paraisse faire fi de ce symptôme et de cette promesse. C'est dans ce sens que je suis et que je reste ministériel. » (*La Petite République* du 8 janvier 1901.)

Jaurès tire d'une phrase de Vaillant dans un article de journal tout un monde d'idées dont la substance peut être résumé en quelque propositions que voici :

1° Le socialisme a besoin d'une philosophie politique et

sociale se rattachant à la philosophie générale de l'univers et de la vie.

2° Cette philosophie doit être *moniste*. Le dualisme engendre l'oppression et la terreur. L'*unité* est donc une question de vie ou de mort pour l'humanité ainsi que pour le socialisme. Ainsi « tous les phénomènes de l'immense univers, toutes les forces en apparence les plus diverses ou les plus contraires se ramènent à l'unité de *principe, de substance et de loi* ».

3° Nous avons besoin d'une Encyclopédie socialiste qui reprenne le mouvement philosophique et scientifique depuis Kant, Laplace, jusqu'à Darwin et Maxwell en passant par Hegel, Marx, Comte et Renan. C'était peut-être le rêve de Jaurès de provoquer un mouvement encyclopédique socialiste faisant pendant au mouvement encyclopédique de la bourgeoisie révolutionnaire sous la direction de Diderot et de d'Alembert.

4° Dans son action *pratique*, le socialisme doit suivre une méthode d'*évolution révolutionnaire* qui concilie l'action immédiate et quotidienne avec notre haut idéal social, « le mouvement » avec « le but final » du socialisme, faisant ressortir l'un de l'autre.

5° Pour arriver à ce résultat, il faut au socialisme : *a)* Un Parti politique de classe avec un programme clair et précis; *b)* Un organisme législatif *et gouvernemental* assez souple, assez progressif pour se prêter à la pénétration socialiste continue. Cet organisme ne saurait être qu'*une majorité et un Gouvernement de gauche,* une République résolument démocratique.

Dans les chapitres suivants nous montrerons que ces idées directrices étaient à la base de toute l'action politique et socialiste de Jaurès.

CHAPITRE II

La Politique générale de Jaurès

Jaurès subordonnait sa politique générale à sa politique sociale ou socialiste. Il savait que pour refaire une nouvelle société à l'aide de vastes et profondes réformes organiques, il faut assurer avant tout au monde une paix solide et durable, chasser à jamais le spectre horrible de la guerre. Il faut extirper jusqu'à la racine les germes de haine et de méfiance entre les nations. Et, comme dans tous les problèmes, Jaurès ne se contentait pas d'une orientation générale et superficielle, mais allait au fond des choses, il soumettait souvent la situation du monde et de la France à une analyse approfondie et concrète. Il voyait clairement que la paix armée ruine les nations modernes et rend aléatoire toute évolution pacifique vers un meilleur régime social. Et il ne cessait pas de dénoncer cet imbécile gaspillage des forces vives de l'Europe. En critiquant le budget de M. Cochery pour l'année 1910, il dénonce le 18 novembre 1909, cette perpétuelle menace au progrès dans les termes suivants :

« Eh bien, messieurs, il y a un fait qui frappe également tous les yeux, c'est que ce qui domine aujourd'hui les budgets de l'Europe, on peut dire ce qui les accable, c'est le fardeau croissant des dépenses militaires qu'entraîne la paix armée. Je sais bien que les budgets ont à faire face en même temps à un commencement de dépenses sociales, mais il est clair qu'aujourd'hui ce sont surtout les dépenses militaires qui pèsent sur eux.

« C'est l'aggravation de ces dépenses qui a pour une large part déterminé le déficit, médiocrement comblé par des mesures récentes, du budget allemand.

« Voilà longtemps que l'Allemagne n'a pas voté de grandes lois sociales nouvelles et cependant c'est à un déficit de

500 millions qu'elle avait été récemment conduite par la surenchère européenne des dépenses militaires et des dépenses navales.

« L'accroissement de cet ordre de dépenses a été pour beaucoup aussi, — pour plus de la moitié, — dans le déficit de 500 millions du budget anglais, et, aujourd'hui, en ce qui nous concerne, quand M. le ministre des Finances s'applique à justifier, avec la Commission, les 200 millions d'impôts nouveaux qu'il vous propose, il constate qu'ils ont pour objet de faire face à un accroissement de 140 millions, je crois, dans l'ensemble des dépenses militaires de l'armée continentale ou de l'armée navale.

« Messieurs, le premier problème, le problème essentiel qui se pose devant nous, *problème européen,* mais aussi problème budgétaire, c'est de savoir si nous sommes en face d'une situation définitive et d'un mal irréductible.

« L'autre jour, l'honorable M. Théodore Reinach appelait de ses vœux l'heure où une détente européenne permettrait la limitation des armements. Je crois que nous pouvons et que nous devons analyser les causes essentielles du malaise qui perpétue sur l'Europe les difficultés financières avec lesquelles nous nous débattons, et je crois qu'après les avoir précisées, nous pouvons demander à la France pour sa part, dans la mesure de son rôle qui est resté grand, de contribuer à corriger le mal dont nous souffrons nous-mêmes. »

Il est à peine nécessaire de réfuter l'accusation, colportée contre Jaurès par la basse démagogie réactionnaire, de vouloir diminuer le rôle de la France dans le monde. C'est, au contraire, pour agrandir ce rôle, que nul ne désirait plus beau et plus noble, que Jaurès préconisait une politique de paix, de dignité et de justice.

Il savait que la politique de la France est déterminée par l'ensemble des conditions de la politique européenne. Et il cherchait à pénétrer le sens profond de cette politique :

« Quelle est donc la cause la plus directe de cette tension par le déficit, par le malaise, par de croissantes difficultés? Cette cause directe, c'est, selon moi, et, je le crois aussi,

selon vous, le conflit, tantôt sourd, tantôt aigu, toujours profond et redoutable, de l'Allemagne et de l'Angleterre.

« C'est ce conflit qui pèse sur nous tous, c'est lui qui aggrave ou qui suscite tous les autres conflits. Même les difficultés survenues entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc ne sont guère qu'un épisode et une manifestation superficielle de la profonde rivalité anglo-allemande, et M. le Ministre des Affaires étrangères ne me démentirait pas si je disais que toutes les difficultés balkaniques seraient plus aisément résolues si, derrière les agitations, les complications de la péninsule des Balkans, il n'y avait pas l'Angleterre et l'Allemagne jouant chacune son jeu sur cet échiquier tourmenté.

« Ainsi, messieurs, la première question qui se pose à nous, question vitale, question d'avenir pour l'Europe et pour la France, mais aussi question d'intérêt immédiat et de gestion financière, c'est de savoir si l'Europe est condamnée encore pour de longues générations à ce régime, *si ce conflit de l'Angleterre et de l'Allemagne doit se perpétuer, imposant sur nous tous les charges de la paix armée et aboutissant enfin à la catastrophe d'une grande guerre où tous les peuples de l'Europe risqueraient d'être entraînés, ou si, au contraire, ce conflit peut se résoudre, s'il peut être atténué d'abord, réglé ensuite par des moyens pacifiques et si la France y peut contribuer*. Eh bien, messieurs, au risque de vous paraître optimiste et imprudent dans cet optimisme, je crois que ce conflit peut être pacifiquement résolu, et je n'offenserai pas notre pays en disant que son devoir, proportionné précisément à la grandeur historique de son rôle, est de travailler autant qu'il dépend de lui à la solution amiable de ce conflit.

« Si je prononce ces paroles de confiance, ce n'est pas seulement parce que des symptômes immédiats semblent annoncer entre l'Angleterre et l'Allemagne un espoir, un commencement de détente; vous avez tous recueilli avec joie les paroles récemment prononcées au banquet du lord maire par le premier ministre du gouvernement libéral anglais, disant qu'il y avait tout lieu d'espérer que les relations de l'Allemagne et de l'Angleterre deviendront tous les jours

plus correctes et plus cordiales, qu'il n'y a entre les deux pays aucune raison durable d'hostilité et que c'est là l'opinion des hommes les plus sages en Allemagne comme en Angleterre.

« Mais si j'espère ce dénouement pacifique, si je crois que nous pouvons, sans chimère, sans utopie, y travailler pour notre part, ce n'est pas seulement à cause de ces paroles officielles, c'est aussi, c'est surtout parce qu'à mesure que les années passent et que le temps de la réflexion est laissé aux peuples, l'Allemagne et l'Angleterre s'aperçoivent nécessairement que la guerre, si elle survenait entre les deux pays, serait pour tous les deux un terrible péril et un terrible désastre.

« Je demande à la Chambre française la permission d'insister sur ces choses ; il n'y a là aucune indiscrétion, il n'y a là aucun hors-d'œuvre ; tel est aujourd'hui l'entrelacement des affaires du monde, la répercussion inévitable de toutes les catastrophes et de tous les conflits, que nous ne pouvons pas régler nos propres affaires sans nous intéresser au sort de la paix dans le monde entier.

« Je dis qu'il y a là un intérêt primordial à démontrer, si cela est vrai, comme je le crois, et à démontrer par une analyse exacte, qu'il n'y a pas entre le peuple anglais et le peuple allemand actuellement de conflit, que le conflit peut être écarté et que la France, pour sa part, peut travailler à le prévenir. Je dis que les deux pays s'aperçoivent tous les jours plus nettement que la guerre serait, pour tous les deux, une terrible catastrophe. »

Ici Jaurès montre le point douloureux, tragique de la situation européenne : l'antagonisme anglo-allemand. Il voit le danger. Il touche du doigt la catastrophe imminente. Mais il ne *veut* pas y croire définitivement. Il sait que la guerre serait non seulement un crime, mais une folie. Et il cherche à conjurer le danger, à prévenir le crime, à enrayer la folie. Il suffit pour Jaurès que la guerre entre deux grandes nations civilisées soit une absurdité monstrueuse pour ne pas en admettre la fatalité. Et Jaurès jette dans la balance de l'Histoire le poids de son vigoureux bon sens, de sa subtile éloquence et

aussi de ses profondes connaissances économiques. Il démontre clair comme le jour que cet attentat fratricide est en même temps un non-sens économique.

« L'Allemagne, quelle que puisse être demain la puissance de sa marine, quels que puissent être les ports de refuge ou les points d'appui que sa marine trouverait sur ses côtes difficiles, l'Allemagne risquerait de voir, par des coups soudains, fortement entamer sa puissance navale, et sa puissance économique serait aussi singulièrement menacée par un long conflit.

« Vous le voyez tous les jours, messieurs, dans les statistiques qui nous sont distribuées et on oppose à la lenteur de notre mouvement économique, la croissance rapide de la puissance industrielle allemande et — je ne le méconnais pas — à bien des égards, elle est admirable, mais cette puissance économique de la nation allemande n'est pas encore, si je puis ainsi dire, un édifice trapu, reposant fortement sur les larges assises de capitaux anciens lentement accumulés ; elle est construite sur les bases incertaines du crédit... c'est une haute tour, formidable, orgueilleuse, dominatrice, mais qui repose parfois sur un fondement étroit, et la moindre oscillation du sol suffit à l'ébranler.

« C'est ce que vous avez constaté par les effets de la récente crise américaine. Il a suffi d'une crise banquière, d'une crise monétaire aux Etats-Unis, arrêtant ou diminuant un moment les achats de l'Amérique pour qu'une crise formidable se développe en Allemagne.

« Le péril pour la nation allemande, pour l'industrie allemande gît précisément dans une des organisations qui, en temps de paix, constitue sa force. Une des forces de la production allemande, c'est que l'industrie y est étroitement associée aux banques, c'est que les banquiers commanditent, administrent indirectement, dirigent, contrôlent les industries.

« C'est une raison de puissance, car cette organisation permet à l'industrie allemande, à certaines heures, dans la lutte de la concurrence, des effets de masse, les longues prévoyances et les calculs à longue portée ; mais aussi, comme le sort de l'industrie est lié par les banques au sort du crédit

tout entier, et comme le crédit est exposé à ces oscillations dont je vous parlais, la crise d'une grande guerre pourrait ébranler jusque dans ses fondements la puissance économique de l'Allemagne.

« Les hommes d'affaires de l'Allemagne les plus clairvoyants le savent bien. Il y a un an, il y a eu à Berlin une réunion générale des financiers qui ont constaté que la moindre guerre créerait dans les finances allemandes, dans l'économie allemande, un trouble profond. »

La guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne serait non seulement un désastre économique pour l'Allemagne : elle risquerait aussi de provoquer une crise politique profonde pour l'Angleterre elle-même. Et Jaurès esquisse un tableau de la situation intérieure de ce grand pays.

« Le danger ne serait pas moindre, il serait d'une autre sorte, mais il serait d'un égal degré pour la nation anglaise. Elle est aux prises, elle aussi, dans sa puissance largement étendue, avec des difficultés croissantes. L'Angleterre ne s'est pas bornée à prétendre à l'empire des mers, à organiser pour ses grandes flottes des ports de refuge ou de ravitaillement. Elle a occupé d'immenses territoires. Mais voici qu'en Afrique, en Asie, tous les peuples sur lesquels est levé le manche de son trident commencent à s'agiter, à se réveiller. Voici que la révolution turque a son contre-coup en Europe. Et lorsque l'autre jour un des plus hauts diplomates de la Turquie nouvelle a paru indiquer que le sort de l'Egypte était réglé définitivement, il y a eu au Caire, comme à Constantinople, un soulèvement significatif.

« Dans l'Inde, les difficultés sont graves pour le Gouvernement anglais. A la suite du mouvement japonais, un ébranlement s'est communiqué à toute l'Asie, et il y a dans l'Inde, contre la domination anglaise, un mécontentement qui se propage et qui se traduit par des campagnes hostiles et par des attentats violents. Il y a des ligues qui se forment, de vastes meetings qui se tiennent, des formules de boycottage des marchandises anglaises qui sont propagées. Une grande partie des groupements hindous réclament une extension des libertés de l'Inde, et à l'extrême gauche de ce

mouvement, en marge de ce mouvement, si vous le voulez. il y a des attentats révolutionnaires répétés qui rappellent, par leur fréquence, les attentats qui, il y a vingt ou vingt-cinq ans, se commettaient en Irlande. Le Gouvernement anglais est, tous les jours, plus embarrassé à les réprimer, car ils sont couverts par la complicité passive du silence universel.

« Avant-hier encore, un attentat, qui devait être mortel, a été commis contre le vice-roi de l'Inde ; l'auteur de l'attentat, pour synthétiser en un symbole admirable la beauté réunie de la civilisation européenne et de la nature asiatique, avait fabriqué sa bombe en introduisant de l'acide picrique dans une noix de coco.

« Messieurs, c'est un mouvement vaste, c'est un mouvement profond qui inquiète en Angleterre tous ceux qui réfléchissent et qui prévoient. C'est l'honneur de l'Angleterre, c'est l'honneur de son Gouvernement libéral qu'à l'heure présente il ne songe pas à avoir raison de cette agitation de l'Inde, de cette inquiétude du peuple hindou, s'éveillant à des espérances nouvelles d'indépendance et de liberté ; il ne songe pas à en avoir raison par les seuls moyens de la compression et de la force ; il veut en avoir raison en introduisant en effet, graduellement, dans la gestion des choses de l'Inde, des garanties pour le peuple hindou lui-même, et, au lendemain de l'attentat, il y a deux jours, le vice-roi a promulgué, sans y changer un mot, le nouveau régime, longuement élaboré, pour l'Inde, qui lui accorde des garanties nouvelles, qui développe un Conseil impérial du vice-roi, dans lequel les délégués des groupes hindous et des groupes mahométans sont largement représentés, où les fonctionnaires anglais n'ont que trois voix de majorité, et le même projet crée des Conseils provinciaux à attributions étendues, où les délégués élus des groupements, des communautés hindoues ont la majorité.

« Il est certain que c'est dans cette voie des libertés élargies que se trouveront l'asile et la conciliation de la liberté des peuples et des principes de la conciliation européenne. Mais il est certain aussi que si une guerre était témérairement déchaînée, ces difficultés, dont l'Angleterre peut avoir raison

par la hardiesse de son esprit libéral, en période normale, en période de paix, deviendraient, quand un souffle de feu passerait sur la planète, des difficultés inextricables. »

Jaurès prévoit les conséquences lointaines d'un conflit sanglant entre l'Allemagne et l'Angleterre. Il voit surgir un rival redoutable qui profitera des ruines accumulées : les *Etats-Unis*.

« Il y a une autre raison pour que ces grands peuples ne se jettent pas et ne jettent pas le monde avec eux dans des aventures belliqueuses ; c'est qu'ils savent de plus en plus qu'en s'affaiblissant l'un l'autre, ils travailleraient au profit d'un tiers.

« Pendant que l'Allemagne et l'Angleterre se jalousent, se contrecarrent publiquement et sournoisement à travers le monde, *voici que les Etats-Unis grandissent et que leur ambition mondiale s'éveille*. Longtemps ils se sont bornés à exporter des matières premières ; maintenant, ils les manufacturent, et ce sont des produits fabriqués, ce n'est plus seulement du coton, ce sont des tissus qui sont exportés par eux à travers le monde. Leur commerce extérieur a doublé ; il y a deux mois, le président Taft, tout le long des 14.000 ou 15.000 kilomètres de propagande qu'il a accomplis à travers l'Amérique, a insisté sur cette idée que les Etats-Unis devaient à tout prix s'assurer une marine marchande, et leur intervention active dans la vie économique, dans les conflits économiques du monde se fait plus pressante tous les jours.

« Anglais et Allemands s'étaient querellés en Chine pour les chemins de fer. A la longue, des combinaisons étaient intervenues entre les deux. Les Anglais avaient eu d'abord le plus gros morceau. Les Allemands étaient survenus, offrant à la Chine des conditions meilleures pour elle. Et alors une sorte de Syndicat anglo-allemand, avec adjonction de Français s'était formé. Mais à peine cette convention était-elle connue, que les Etats-Unis, non plus par leurs industriels, non plus par leurs Chambres de commerce, mais officiellement, par leurs représentants à Pékin, ont protesté et ont dit : Et nous ? Et ils ont exigé dans les conces-

sions de chemins de fer de la Chine une part nouvelle pour les Etats-Unis. Leur influence économique et leur ambition économique s'accroissent.

« Les Anglais le savent bien; ils savent qu'il y a bien des points où ils seraient vulnérables. 41 pour 100 des provisions d'alimentation qui viennent à l'Angleterre du dehors sont fournies, savez-vous par quel pays? Par la République Argentine. Les Etats-Unis se sont dit que, s'ils pouvaient mettre la main économiquement sur la République Argentine, ils auraient par là la main sur toute la vie anglaise. Et voici que le trust américain de la viande pousse des entreprises dans la République Argentine au point d'inquiéter le Gouvernement anglais, les grands journaux conservateurs de l'Angleterre.

« Qu'est-ce à dire, messieurs? C'est que, si l'Angleterre et l'Allemagne se déchiraient, s'affaiblissaient, elles trouveraient, le lendemain, devant elles les *Etats-Unis* plus puissants, ayant profité de leur discorde même pour élargir leurs débouchés, pour jeter plus loin leurs filets sur le monde. »

Ce qui se passe en ce moment, en 1914 et en 1915, confirme mot par mot les prévisions et les considérations de Jaurès. La guerre européenne signifie la ruine, sinon le suicide de l'Europe au profit des Etats-Unis.

Jaurès prévoit également le réveil de la Turquie et de la Chine à la lueur sinistre des guerres européennes.

« Il y a une troisième raison qui conseille de plus en plus à la sagesse anglaise et à la sagesse allemande le règlement pacifique de tous les conflits, c'est que de plus en plus les peuples auprès desquels se produit ce travail de la compétition européenne se refusent à être une proie; c'est que de plus en plus la Turquie, la Chine prétendent ne plus subir, au point de vue économique, le despotisme de l'étranger.

« Sous le régime hamidien, la Turquie était presque exclusivement livrée, pour les travaux d'Asie Mineure, à l'influence allemande. La Jeune-Turquie n'a pas voulu proscrire l'influence allemande, elle a laissé aux Allemands leur large part dans les chemins de fer d'Asie Mineure, mais elle

vient, par un habile système d'équilibre qui assure sa propre liberté, de concéder de larges droits à l'Angleterre dans la navigation du Tigre et de l'Euphrate.

« D'autre part, vous voyez que de plus en plus la Chine manœuvre entre les puissances diverses, mettant en opposition, mettant en concurrence les offres des unes et des autres, et assurant de plus en plus sa propre liberté sur la multiplicité même des appétits qui la guettent.

« Ainsi, ceux qui, par la force, auraient prétendu en écrasant un rival, s'assurer la primauté et le monopole des affaires dans le monde, ceux-là pourraient avoir de cruels mécomptes. »

Mais il n'est pas que des périls d'ordre pour ainsi dire extérieur pour guetter les nations qui se jetteront les unes sur les autres. Il y a aussi une grande probabilité de violentes crises intérieures.

« Enfin, il est impossible qu'en Allemagne et en Angleterre, tous ceux qui pensent ne s'aperçoivent pas des risques de conflit, que le développement forcé des armements, conduisent les deux peuples à des crises politiques et sociales redoutables.

« Ah! messieurs, c'est la rançon des entreprises de la force, c'est la Némésis, comme le disait Berthelot, qui guette toutes les œuvres de guerre et de violence : il vient un jour où les peuples se lassent; on n'a pas tenu compte de leurs plaintes et de leurs souffrances; on a laissé, pour la satisfaction des besoins d'orgueil ou des convoitises capitalistes, s'accumuler les risques de guerre; on a pressuré le travail. Mais un jour vient où il faut régler les comptes, où il faut combler l'abîme du déficit qui s'est creusé, et ce jour-là, on est acculé à cette redoutable alternative : *ou l'on demandera des sacrifices aux classes dirigeantes qui veulent bien bénéficier de la guerre, mais qui ne veulent pas en porter le poids, ou bien on demandera, par l'impôt, des sacrifices nouveaux au peuple déjà exploité, et alors le peuple se redresse, il réclame, il revendique, et les œuvres de force qu'on avait préparées deviennent l'occasion de mouvements sociaux et politiques dont l'ampleur épouvante les imprudents qui croyaient*

ne déchaîner que des risques de guerre et qui déchaînent des risques de révolution. »

Jaurès, apôtre et immortel martyr de la paix internationale, ne fut jamais un utopiste croyant qu'il suffit de crier : « Paix! Paix! » pour chasser le spectre de la guerre. A la fois grand idéaliste et réaliste avisé, il ne se dissimulait pas le danger. Mais c'était pour lui une raison de plus pour le combattre. Son point de vue était celui de l'action, jamais celui de la fatalité du mal. L'imminence du danger redoublait son énergie, sa volonté indomptable de l'anéantir, excitait, exaltait sa combativité. Soldat intrépide du bien, il ne désertait pas le champ de bataille sous prétexte que les forces du mal sont supérieures. Il savait que jamais un atome d'énergie humaine tendu vers le progrès ne peut être totalement perdu. Et non seulement Jaurès voyait la menace de guerre, mais il savait aussi d'où elle venait. Et il la dénonçait.

« Ah! messieurs, nous ne nous dissimulons pas le péril, et voilà pourquoi nous voulons que la France prenne position nette. Oui, en Allemagne, en Angleterre, l'immense majorité des hommes dans tous les partis veulent la paix; mais il suffit qu'il y ait dans le pays des groupes, même minorités, rêvant des aventures, pour que notre vigilance doive toujours être en éveil. Dans les choses extérieures, il suffit de l'action de minorités, violentes ou sournoises, pour déterminer par surprise les catastrophes si les peuples ne veillent pas.

« Je constate qu'à côté de l'immense majorité de la nation allemande qui veut la paix, il y a des groupes minuscules qui ont eu l'impudence de déclarer avec le docteur Schliemann que, si un conflit éclatait entre l'Angleterre et l'Allemagne, *c'est la France qui serait prise comme otage*, comme si elle pouvait être aisément prise en otage. »

Passant à la France, Jaurès ne veut « aucune arrière-pensée, aucune racine cachée de politique de revanche ». Les nationalistes n'ont jamais pardonné à Jaurès ce prétendu abandon du droit pour la France de reconquérir ses provinces perdues en 1870, ce renoncement à « la revanche ». Je

vois encore M. Ribot, à la tribune de la Chambre, rappelant, avec une émotion réelle ou simulée, à Jaurès la nécessité de ménager « la pudeur » patriotique et de ne pas renoncer aux réparations du Droit.

Mais jamais, jamais Jaurès n'a renoncé d'un mot ou d'un geste au retour à la France de l'Alsace et de la Lorraine. Il l'attendait seulement non d'une catastrophe sanglante qui ne fait qu'ajouter de nouvelles ruines aux anciennes, aux anciennes violations du droit de toutes récentes, mais de la croissance normale et inévitable des institutions de liberté, de raison et de démocratie. Il se disait avec raison que la guerre ne résout pas les anciens problèmes, mais en fait plutôt surgir de nouveaux, créé un écheveau de torts réciproques inextricables, engendre de nouvelles furies, de nouvelles revanches à prendre sous prétexte de sceller à jamais les lèvres écumantes des furies anciennes... Jaurès aimait trop la France pour risquer, par un jeu sanglant, d'ouvrir à côté de plaies à peine cicatrisées des plaies fraîches encore plus terribles, plus saignantes. Jaurès était un véritable patriote, le plus grand, le plus clairvoyant, qui *vivait* les souffrances passées de la France et tremblait à la seule idée de la possibilité de leur renouvellement...

Ecoutez ses paroles frémissantes de l'amour le plus pur de son pays :

« Ceux qui, comme mes amis et moi, veulent profondément la paix, ceux qui veulent qu'il n'y ait dans la politique française aucune arrière-pensée, aucune racine cachée de politique de revanche, ceux-là peuvent bien dire que le jour où, à la France voulant la paix, le disant au monde, ne se laissant entraîner délibérément dans aucune aventure, on dirait : « Tu seras esclave, tu serviras la politique d'un autre pays, tu seras tributaire du sol de ce pays », jaillirait une résistance incomparable dans l'histoire.

« Sur ce point voilà ce que je voulais dire, et j'ajoute qu'en même temps que nous sommes fondés à tenir ce langage à quelques groupes de pangermanistes d'outre-Rhin, nous ne pouvons laisser, nous ne voulons laisser à aucun groupe de transporteurs et de capitalistes anglais l'illusion

que nous nous laisserions envelopper dans un conflit délibérément préparé avec l'Allemagne.

« De même que les paroles de Schliemann ont révolté votre conscience, de même, je l'avoue, je n'ai pas aimé l'article récent de la grande revue anglaise, le *London Century*, disant que l'Angleterre devait se hâter de préparer un grand corps d'armée expéditionnaire pour être plus sûre de nous entraîner avec elle dans les conflits de l'avenir.

« Il n'appartient à personne de disposer de la France, et je dis que si nous voulons qu'entre l'Angleterre et l'Allemagne le conflit n'éclate pas, nous pouvons y aider pour notre part en avertissant bien haut tous les pays du monde que nous ne nous laisserons envelopper dans aucun conflit, dans aucune intrigue et que nous voulons rester libres de nos mouvements pour travailler à la paix du monde.

« M. Théodore Reinach. — Ce système ne nous a pas réussi à Sadowa, monsieur Jaurès.

« Jaurès. — Monsieur Reinach, je m'aperçois que j'avais raison de dire au début, lorsque je me référais à vos paroles, à vos vœux pour la limitation des armements, qu'il ne suffisait pas de formuler un *pium votum*, un vœu pieux, qu'il fallait avoir le courage de regarder les difficultés en face et d'y répondre.

« Ce qui nous a perdus, ce qui a perdu la France à Sadowa, ce n'est pas d'avoir pratiqué la politique de clarté, la politique de franchise et de simplicité que je formule à cette heure; ce qui nous a perdus, c'est au contraire d'avoir eu une politique de dualité et d'ambiguïté. Au moment où s'accomplissait l'unité allemande, l'Empire n'a pas su s'y opposer, il n'a pas eu le courage de s'y opposer, il n'a pas eu le courage de l'accepter. Il n'a pas combattu pour l'empêcher, mais il a boudé, il a nourri des arrière-pensées, il a suggéré à l'Allemagne que la France n'acceptait pas l'unité allemande, et c'est pour avoir eu une politique équivoque, ambiguë, menteuse, qui donnait des craintes et des espérances illusoires, que l'Empire a mené la France aux abîmes. Moi, je veux que la France dise :

« Voilà ce que je suis : un pays fier, un pays indépendant,

un pays qui ne se laissera pas accabler, violenter, mais un pays qui n'est dupe d'aucune intrigue, qui ne veut servir aucune arrière-pensée, qui ne veut pas sacrifier à une politique de revanche directement avouée la paix du monde, et qui ne veut pas non plus sacrifier cette paix du monde à des intrigues occultes et latérales ourdies par quelques capitalistes des pays voisins.

« Je dis que c'est une politique parfaitement claire, parfaitement nette et qui serait efficace. Elle n'implique en rien la répudiation du droit, elle n'implique en rien la proclamation du droit à la conquête; elle implique la foi dans les réparations de justice qui sortiront naturellement, invinciblement, du développement de la démocratie et de la certitude de la paix.

« Deux grands faits dominent les rapports de la France et de l'Allemagne : le premier, c'est que, depuis quarante ans, la France, sans bassesse, sans abdication, a su maintenir la paix dans la première période où elle était isolée après ses désastres, mais où le ressort de la politique de revanche pouvait être plus énergique par le souvenir plus récent des épreuves. Ni dans cette période, ni quand a été conclue l'alliance russe, ni quand a été conclue l'alliance ou l'amitié anglaise, la France n'a jamais songé à demander la réparation par les armes et n'a jamais songé à remettre le destin du monde et de l'Europe aux hasards de la force, aux hasards des combats.

« En même temps, il y a un autre fait à retenir : c'est que dans cette période de quarante années, l'Alsace-Lorraine a su affirmer dans la paix une admirable vitalité française. Il se peut que pendant dix ans, pendant quinze ans après la guerre de 1870, elle ait attendu avec un mélange d'espérance et d'angoisse les grandes guerres de délivrance que quelques-uns annonçaient tout bas; mais quand elle a vu que les années passaient, quand la dernière protestation intransigeante a été exilée avec Antoine, le député de Metz, c'est alors que l'Alsace-Lorraine a montré le vrai courage. N'attendant plus le retour de justice de la fortune et de la surprise des armes, elle s'est dit que son devoir, son salut, c'était, du moins dans les cadres territoriaux de l'Europe

actuelle, de *garder l'originalité de sa pensée, de perpétuer, sous la dominatiòn du vainqueur, la parcelle d'âme française qu'elle avait gardée en dépôt.* Et c'est ainsi, messieurs, que, dans la bourgeoisie d'Alsace, dans le peuple d'Alsace, jamais la culture de la langue française n'a été aussi répandue qu'aujourd'hui. »

Et Jaurès voit dans la revendication d'une plus large autonomie pour les provinces annexées, dans les mesures de protection contre la brutalité du fonctionnarisme prussien un pas vers une revanche pacifique, vers la conquête du droit pour les Alsaciens-Lorrains de continuer, de prolonger la culture française, un commencement de réconciliation « de la culture française et de la culture allemande » d'où peut sortir la réconciliation de l'Allemagne et de la France.

En parlementaire d'une habileté consommée, Jaurès met à l'épreuve, dans le même discours, le patriotisme des classes dominantes. « Ah ! dit-il, vous aimez la France. Prouvez-le non seulement par des paroles, mais aussi par des actes en vidant vos poches surchargées d'or sur l'autel de la patrie. Accordez à la France une minime partie de vòs revenus sous forme d'impôt. Organisez l'État français dans un sens démocratique en le mettant au service du peuple qui crée toutes les richesses par son travail. Imitez l'exemple de l'Angleterre qui a créé un grand mouvement de radicalisme fiscal et qui a, sous la direction de Lloyd George, entrepris un vaste plan de réformes démocratiques. »

Nous étions à la veille des élections de 1910. Jaurès en profite pour sonner le réveil des consciences.

« Je sais très bien que l'impôt sur le revenu, sous sa forme première, n'est pas destiné à procurer un surcroît de ressources ; mais je sais aussi que c'est un impôt qui, par sa nature même, suivant la croissance de la matière imposable, se développera et qu'à certaines heures critiques vous pourrez, comme l'Angleterre, lui demander un surcroît de ressources.

« Je ne me désintéresse pas du tout, pas plus que mes amis, quoi qu'on ait pu dire, de l'équilibre du budget ; et nous ne jouerons pas ce jeu de voter des réformes sociales et de nous refuser au vote des recettes correspondantes. Mais

nous avons le droit d'exiger que ces recettes soient perçues en conformité avec les programmes, les exigences, les doctrines de la démocratie.

« Pour ma part, tant que vous n'aurez pas inscrit dans vos recettes l'impôt général et progressif sur le revenu, je considérerai comme une tentative involontaire de diversion toute proposition d'impôt nouveau.

« Songez à quelle situation va être acculée par cette politique d'expédients la majorité républicaine, laissez-moi dire d'un mot plus vaste le parti républicain. Vous allez revenir dans quelques mois devant le pays, vous apporterez, si vous les apportez, des impôts nouveaux, vous n'apporterez pas l'impôt sur le revenu. Les paysans vous diront : Il y a des impôts dont vous ne nous aviez jamais parlé ; vous ne nous aviez pas dit que vous mettriez une surtaxe sur l'alcool ; vous ne nous aviez pas dit que vous rétabliriez le droit de circulation sur les vins. Tous les impôts dont vous ne nous avez pas parlé, vous les avez votés ; il y en a un dont vous nous parlez depuis dix ans, et vous ne nous l'apportez pas. C'est une impossibilité politique. »

« Ah ! messieurs, en vérité, laissez-moi vous dire que le contraste est douloureux de l'inertie de la politique imprévoyante et inefficace où nous nous traînons avec l'activité politique qui est développée en ce moment de l'autre côté de la Manche. Oui, il y a, de l'autre côté de la Manche, un grand parti qui n'est pas le mien, qui a le courage de prendre devant la nation des responsabilités décisives. On a dit, pour compromettre ce budget anglais, que c'était un budget socialiste. C'est un enfantillage. Il n'y a de socialisme que là où il y a volonté délibérée, méthodique, de transférer à la collectivité la propriété du capital de production. Ce n'est pas l'objet du budget anglais. Mais c'est un budget composite, qui traduit à la fois la vieille préoccupation des individualistes anglais de lutter contre le monopole foncier de l'aristocratie, et qui traduit en même temps le besoin de la classe ouvrière anglaise de faire face à la loi des retraites, de faire face à la loi annoncée sur le chômage, sans subir les droits de douane. Dans ce mouvement qui est

très vaste, la démocratie anglaise a fait preuve d'une singulière hardiesse et d'une admirable décision. »

« M. Aristide BRIAND, *président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes.* — Monsieur Jaurès, est-ce du président du Conseil qui est sur ces bancs que vous voulez parler ?

« JAURÈS. — Monsieur le président du Conseil, je vous répondrai comme Pascal : Vous ne m'interrogeriez pas si vous ne m'aviez compris.

« C'est là la seule chose dont nous souffrons : c'est que chez nous, quoi qu'on dise, quoiqu'on accuse l'État de déborder et d'empiéter, ce qui nous manque, c'est que l'État ait à cette heure une conscience suffisante et de son droit et de son devoir.

« Entendez-moi bien ; je ne prétends pas que les services actuels de l'État soient des services modèles ; mais pourquoi ? Est-ce parce que l'État, sous le contrôle de la nation, est radicalement incapable d'organiser et d'administrer la nation ? C'est parce que l'État, dans ses services industriels, est constamment dénoncé, combattu et non aidé.. On ne s'applique pas à l'organiser, on s'applique à le décourager et à le refouler.

« Je ne veux pas ici instituer avec M. Jules Roche un débat purement théorique sur les rapports de l'État et de l'individu...

« M. Jules ROCHE. — Il n'est pas théorique.

« JAURÈS. — C'est, à mon sens, dans les termes où vous le posez, un débat abstrait.

« M. Jules ROCHE. — Quand vous voudrez le concréter...

« JAURÈS. — Je suis ici pour cela et vous aussi.

« Je dis que l'antithèse de l'individu et de l'État, en ces termes généraux, est une antithèse abstraite. Il n'y a pas d'État fort, d'État puissant, s'il n'y a pas d'individus, de citoyens énergiques, actifs, entreprenants et libres ; et, d'autre part, *ces individus ne sont pas pleinement libres, si l'État n'est pas assez puissant pour fournir aux indi-*

vidus le point d'appui matériel de leur propre développement. La liberté pure et simple n'est qu'une abstraction pour l'individu tombé au-dessous d'un certain niveau de vie; au-dessous d'un certain minimum d'existence, pour l'individu dévoré d'ignorance, de misère, d'imprévoyance et de maladie, la liberté n'est que le faux nom de la pire oppression.

« S'il est étrange qu'on vienne ici déprimer, outrager, pour ainsi dire, et abaisser l'Etat au moment même où l'on essaye devant les citoyens d'exalter par dessus tout la patrie, où on demande à tous les citoyens de sacrifier leur vie même ou leurs intérêts à la patrie non pas seulement pour garantir la sécurité commune, mais pour protéger parfois au loin, sous le pavillon national, l'âpreté des intérêts qui ne veulent pas alors se réclamer de la pure liberté individuelle.

« Moi, je dis que le grand malheur de notre histoire, au contraire, ça été le discrédit jeté sur l'Etat, le discrédit jeté sur les commencements industriels de la nation.

« Ah! M. Leroy-Beaulieu triomphait l'autre jour à cette tribune du devis malencontreux d'un architecte qui, paraît-il, nous coûte des millions, et c'est par cette erreur d'un architecte qu'il entendait mesurer les facultés d'une nation.

« M. Pierre Léroy-Beaulieu. — Ce n'était pas une erreur unique.

« Jaurès. — S'il apportait ici, en face des gaspillages de l'Etat, que je ne nie point, les gaspillages du capitalisme privé, je ne sais pas de quel côté pencherait la balance.

« Encore une fois je ne veux point par là excuser les fautes de l'Etat, ni prolonger un mauvais régime; il faudra introduire des conditions nouvelles de contrôle, appeler le Parlement et les citoyens, et les consommateurs, et les agents des services publics, à intervenir comme puissance de contrôle de façon que l'Etat devienne enfin la nation organisée. *Mais en vérité nous ne pouvons pas souffrir qu'au nom de l'ordre prétendu du capitalisme contemporain, on dresse contre l'action collective de l'Etat un pareil réquisitoire.* »

Et Jaurès réclame ceci :

« ...impôt progressif sur les successions, monopole de l'alcool, monopole des assurances, reprise du grand domaine minier, organisation nationale du grand domaine des forces hydro-électriques, contrôle des services industriels de l'Etat par la démocratie organisée, et, avec cette grande puissance, préparation des lois sociales d'assurances contre l'invalidité, contre le chômage, contre la maladie, contre les logements insalubres : la hardiesse des réformes servie par la hardiesse des réformes fiscales.

« Cela, il faut le dire, et le dire nettement. Il faut que le Gouvernement renonce au système d'indécision qui a été jusqu'ici toute sa politique. »

Jaurès n'oppose pas l'Etat à la nation, non plus qu'il ne le fait pour l'armée. En vrai démocrate, il voit dans l'Etat la « nation organisée ». Le mal ne peut donc pas venir de l'Etat, car ce serait considérer comme un mal l'organisation, qui est l'ordre en activité, l'ordre vivant et progressif. Jaurès défend l'État contre l'individualisme bourgeois qui, après en avoir tiré tout le profit possible pour sa situation privilégiée, lui crie : halte-là ! toutes les fois qu'il use de sa puissance au profit de la classe ouvrière. On reproche à l'Etat ses gaspillages. Mais le capitalisme privé s'en permet de plus grands. On l'accuse de commettre des abus. Cela ne prouve que l'insuffisance du contrôle. L'État n'est pas assez démocratique ! Voilà tout.

Il est évident que Jaurès parle ici de l'Etat *en général*. C'était sa méthode d'envisager l'Etat *sub specie æternitatis,* dans sa fonction « éternelle » d'organisateur de la société, de gardien vigilant des intérêts généraux et permanents. En un mot Jaurès ne veut connaître que l'État d'Aristote, de Hobbes, de Hegel et de Fichte.

Malheureusement, l'État contemporain, ainsi que l'Etat antique et l'Etat féodal, n'est pas un Etat idéal. A côté de ses fonctions d'ordre général, qui sont réelles, il est surtout — et *avant tout* — chargé de maintenir l'ordre existant, basé sur la propriété oligarchique et capitaliste. *Avant tout*, au risque de disparaître, il doit s'acquitter de sa fonction concrète, histo-

riquement déterminée. Et il ne s'emploie dans l'intérêt général qu'après avoir justifié son utilité en remplissant son rôle de bon gardien de l'ordre établi.

En s'inspirant du même large programme social et démocratique, Jaurès ne cesse pas de critiquer la politique coloniale de l'État capitaliste.

Le 27 novembre 1913, il s'écrie à la tribune de la Chambre :

« Oui, il est temps, il n'est que temps, pour aujourd'hui, et pour demain, et pour l'avenir, de préparer une politique nouvelle. Au Maroc, je n'évoque plus nos anciennes batailles — la Chambre sait la position que nous avons prise, l'effort que nous avons fait — mais je vous dis : Au Maroc, aujourd'hui, dans votre système même, vous allez pousser encore l'expédition et la dépense? Vous préparez une expédition nouvelle, vous la préparez comme les impôts nouveaux après les élections. Ici, vous avez une excuse saisonnière...

« La *France Militaire,* il y a quatre jours — et c'est un journal, vous le savez, qui a de fréquentes confidences ministérielles — précisait le plan : On ne fera rien sur Tazza. On sait qu'on rencontrera, dans de rudes massifs montagneux, des résistances difficiles à vaincre; mais tout est prêt, et les montagnards marocains seront pris entre les forces venues de Fez et les forces venant de l'ouest. L'expédition est préparée, prévue jusque dans les détails. Je demande à M. Dumont si, comme ministre des Finances, il a été appelé à le contresigner d'avance, et en tout cas je demande au Gouvernement de ne pas abuser des facilités d'exigences que la Chambre crédule lui aura ménagées par l'emprunt, pour engager ce pays dans des dépenses nouvelles.

« Sur place, là où vous êtes, vous avez au Maroc une œuvre utile à faire, celle de faire oublier les brutalités de la conquête en administrant selon des lois d'équité et de douceur, et votre pénétration dans les hautes régions sera d'autant plus facile que vous aurez fait sur place la preuve de votre esprit d'équité, d'humanité et de patience, et si vous limitez vos opérations, si vous êtes prudents, si vous comprenez que vous n'avez pas le droit de vous payer un luxe de gloire aux dépens d'un pays dont les finances sont à ce

point surmenées, vous pourrez abaisser de 100 millions au moins le chiffre de vos crédits marocains et vous pourrez, à bref délai, diminuer de 400 millions au moins le chiffre prévu par vous, maintenant, pour vos dépenses militaires normales, si vous décidez à l'avenir d'aller, d'un pas rapide, vers la grande idée de la nation armée ».

Jaurès ne méconnaissait pas les nécessités historiques et capitalistes de la politique coloniale. Mais, comme partout, il réclamait une politique humaine, une politique d'équité et de bon sens. Sur le terrain colonial, Jaurès restait fidèle à son programme de pénétration pacifique. Et cela non seulement pour des raisons d'altruisme qui déjà eussent été suffisantes et décisives pour lui, mais aussi par des considérations d'un politique clairvoyant et aux idées larges qui ne sépare jamais l'intérêt de son pays bien compris de celui du droit et de la justice, *auxquels doit appartenir le dernier mot*. On peut considérer Jaurès comme un précurseur génial d'une politique sociale et morale, d'une politique du droit et de la raison conciliant l'intérêt avec l'équité, en un mot d'une politique rationaliste et socialiste.

Si Jaurès employa parfois une ruse de guerre politique, ce fut toujours pour le bien et au service d'une grande cause. Jaurès ne s'interdisait pas, à ses heures parlementaires, le rôle d'un Machiavel du Droit. Il était fin connaisseur des manœuvres, des « ficelles » politiques... et même politiciennes. Et s'il lui est arrivé d'en user, ce fut plutôt pour déjouer quelque entreprise, au plus grand profit des idées générales et généreuses.

Et il ne se lassait jamais de dénoncer les manœuvres dirigées contre la paix d'où qu'elles vinssent. En novembre 1913, quelques mois avant sa mort, le crucifié de la paix plaide de nouveau, du haut de la tribune française, pour la cause sacrée de l'entente internationale, base de sa politique vraiment nationale :

« Quand tous les peuples s'interrogent, quand tous les Gouvernements se disent : Quel a donc été le fruit de ces années d'alarme, quelle a donc été la conséquence heureuse de toutes ces vicissitudes de diplomatie, de tous ces entretiens, de tous ces papiers échangés, de toute cette vanité éblouissante et bientôt éteinte, quel a été le fruit de

toute cette politique de sang et de meurtre? ils se sentent tous diminués! Il n'y a qu'une chose qui ait grossi : c'est leur budget des armements, c'est leurs budgets de la guerre, c'est la misère de tous dans la déception universelle.

« Oui, l'heure est favorable, oui, l'heure est venue!

« Malgré tout, les grandes forces de paix ont continué à travailler sous ce désordre et les peuples, la partie la plus éclairée des peuples, les démocrates les plus clairvoyants, les citoyens de l'Europe les plus probes, les prolétaires groupés par millions avec une volonté de paix si forte qu'elle a servi d'équilibre et de lest aux Gouvernements désemparés, cette force de paix encore inorganique, diffuse, dispersée, il dépendrait d'un Gouvernement surgissant au nom de la tradition de la Révolution française, au nom de la liberté et de la réconciliation des peuples, de lui donner un corps, d'en faire une des grandes forces de l'histoire d'aujourd'hui et de l'histoire de demain. Et dans cette œuvre, dans cet esprit, dans cette besogne un peu molle de paix, malgré tout, il y a trois peuples qui ont marché d'accord, parce qu'ils n'étaient pas directement intéressés dans le conflit, trois peuples qui ont joué, tous les trois ensemble, un rôle modérateur : c'est l'Allemagne, l'Angleterre et la France.

« Eh bien! Mirabeau disait, écrivant de la cour de Prusse, à la veille de la Révolution : « Le jour où l'Alle-
« magne...» — la Prusse, disait-il alors — « ...l'Angleterre
« et la France seront d'accord et seront en paix, ce jour-là
« sera accomplie la plus bienfaisante révolution qu'aient
« connue les hommes. »

« Edouard VAILLANT. — C'est plus vrai que jamais.

« JAURÈS. — Oui, c'est plus vrai que jamais. Et prenez-y garde : cette parole a été dite à la veille d'un vaste ébranlement social, d'une vaste révolution française qui allait devenir Révolution européenne. *Prenez-y garde : partout les masses souffrent et s'exaspèrent; le fardeau qui les accable est tous les jours plus lourd. Les prolétaires allemands sont menacés de chômage; les prolétaires anglais combinent à l'heure actuelle l'action de toutes leurs grandes organisa-*

tions pour des grèves générales qui seront formidables. En France, il y a déjà, dans les divisions de la classe ouvrière, une tension secrète, un mécontentement âpre. Partout dans le monde, et non seulement en Europe mais dans le Sud-Africain, où les pauvres ouvriers hindous sont en ce moment en révolte contre le capitalisme, partout les travailleurs, accablés à la fois par la dîme du capitalisme et par la dîme d'un militarisme monstrueux, partout ils frémissent, ils s'organisent et, si vous n'entrez pas dans les voies de l'avenir que vous marque la motion du Parti socialiste, vous verrez, et toute l'Europe verra des agitations sinistres ; vous verrez se fermer la possibilité de l'évolution légale, que nous appelons de tous nos vœux. »

La motion à laquelle Jaurès faisait allusion avait été signée par le Groupe socialiste de la Chambre et était ainsi libellée :

« La Chambre, émue par l'énormité des charges croissantes qu'imposent au pays l'impatience des entreprises coloniales, la surenchère des armements européens et l'organisation routinière, rétrograde et onéreuse de la défense nationale ;

« Convaincue que ces charges aggravent dangereusement la cherté de la vie et compromettent la force productive de la nation ;

« Invite le Gouvernement : 1° à limiter le champ des opérations marocaines ; 2° à réduire graduellement la durée du service de caserne et le fardeau financier et économique de l'armée de métier par l'organisation de la nation armée ; 3° à proposer à tous les Gouvernements l'arbitrage intégral pour tous les conflits et à préparer ainsi, au nom de la France, un ordre international moins accablant pour les peuples ;

« Et décide d'ajourner la discussion de l'emprunt jusqu'à ce que le Gouvernement lui ait donné des garanties positives à ce sujet. »

Si Jaurès veut la paix, ce n'est pas une paix paresseuse, amorphe, qui endort, mais une paix active, féconde et vivifiante, qui serait de nature à créer une grande France nouvelle. Nous pouvons suivre cette idée, qui domine la vie de Jaurès, dès le début de sa glorieuse carrière politique. Nous lisons dans la *Dépêche de Toulouse* à la date du 31 décembre 1887 :

« La France veut la paix, sans humiliation et sans faiblesse, *mais elle veut la paix*. Elle en a besoin pour développer sa fortune, arrêtée, sinon atteinte, par une longue crise ; elle en a besoin pour mener à bien l'œuvre admirable qu'elle a entreprise : fonder dans un pays de Révolutions contradictoires un régime définitif de liberté, et réaliser, par une série de tâtonnements, la *formule de Constitution qui convient à la France du suffrage universel*. Une démocratie ardente s'agite en elle, cherchant sa voie et son équilibre, *qu'elle ne trouverait peut-être pas au milieu des secousses extérieures*. Il faut résoudre la question redoutable posée à la France par Paris, en qui se résument les grandeurs et aussi les difficultés de notre histoire. C'est seulement *dans le calme et la tranquillité des esprits que nous pourrons faire leur part aux communes et à la nation. Nous avons, si je puis dire, les bras surchargés de problèmes, et comment, dans ces conditions, souhaiter la guerre ?* »

A ceux qui disent : « Il faut en finir avec la paix armée, par trop lourde à porter », Jaurès répond que « les Etats modernes, par l'accroissement de la population, par la multiplication des capitaux, par l'intensité du travail, sont des colosses de vigueur » qui pourront encore longtemps porter d'énormes budgets de défense nationale. « D'ailleurs, dit-il, est-il certain qu'une guerre nouvelle nous permettrait de désarmer ? » Et il se demande, avec anxiété, si même victorieux, nous serions sûrs « d'écraser à ce point notre adversaire que nous n'ayons plus de précautions à prendre ». Pour toutes ces raisons « nous devons nous tenir avec fermeté, avec suite, sans aucune crise de nervosité à la politique de paix ». Car non seulement nous avons besoin de paix mais, « *pour reprendre notre travail* », nous avons besoin « d'avoir confiance dans la paix ». En face des possibilités de guerre « nous devons toujours, *calmes et armés,* guetter l'horizon ». Mais, en 1887, il croyait la guerre improbable.

Sur ce point Jaurès n'a jamais varié. Et il faut toute la mauvaise foi, toute l'ignorance de la réaction pour accuser Jaurès d'avoir voulu désarmer la France en face d'une Allemagne armée. « Guetter l'horizon, calmes et armés », voilà ce que Jaurès demandait toujours.

Jaurès considérait comme un crime de haute trahison vis-à-vis de son pays et le désarmement unilatéral en face de l'extérieur et ce qu'on peut appeler le désarmement intérieur en face de toutes les fanfaronnades, de toutes les folies, de tous les crimes de la réaction qui crée une atmosphère de guerre sans même être capable de mesurer les conséquences incalculables de son attitude à la fois puérile et périlleuse.

Jaurès veut une France forte et respectée. Mais il sait qu'un pays est fort non seulement par ses armes, mais aussi et surtout par sa productivité économique et par ses institutions politiques. Et il s'écrie en 1904, dans un discours à Saint-Etienne, reproduit, selon la sténographie, par la *Revue Socialiste :*

« Au fond ni les cléricaux ni les nationalistes n'osent dire qu'ils veulent la guerre, car tout le pays s'insurgerait contre eux. Mais dans le fond de leur cœur la guerre est pour eux comme elle est toujours dans l'histoire pour les partis de réaction qui se sentent menacés. La guerre est la diversion espérée. Que la guerre éclate et les états-majors de faux, de mensonges que nous avons démasqués relèveront un front superbe.

« Que la guerre éclate et les cléricaux diront : « Est-ce « que vous allez continuer le combat contre les moines et les « nonnes pendant que le monde brûle ? Est-ce que vous « allez disperser ces missionnaires quand vous en avez besoin « là-bas, dans la Chine, où vous enverrez des soldats. » Et ainsi pour les cléricaux, pour les moines, pour les généraux de massacre et de coups d'Etat, pour tous les fauteurs de réaction, d'oppression, de ténèbres que nous traquons, que nous pouvons accabler ici et pour tous ceux pour lesquels la guerre *serait une diversion et serait le salut, voilà pourquoi la guerre est dix fois, mille fois détestée par nous, parce qu'elle est la barbarie, la sauvagerie, et parce qu'elle est la réaction.* »

Jaurès n'oublie pas un instant qu'entre la France et l'Allemagne il y a la question angoissante de l'Alsace-Lorraine, deux provinces « qui sont restées françaises de cœur et *qui doivent le redevenir de fait* ». Mais il ramène cette question à ceci : « Avons-nous foi dans l'avenir de la démocratie

française ? Avons-nous foi dans l'avenir de la démocratie allemande ? » Si oui, nous devons avoir la certitude que « travailler *pour la démocratie,* c'est vraiment, au sens le plus élevé du mot, travailler *pour la patrie* ». Il ne veut pas faire avec l'Allemagne « la politique du poing dans la poche ». Cela ne l'empêche pas de désapprouver, en 1887, Jules Ferry acceptant l'intervention de Bismarck pour le règlement de la question franco-chinoise. Car « nous n'avons pas à accepter de pourparlers avec les spoliateurs de la patrie. Le dialogue ne pourra recommencer que de peuple à peuple, et quand les deux nations ne seront plus séparées que par le pont de Kehl » (1887).

Et il exprime son idée de toujours, lorsqu'il écrit en 1887 : « En réalité, il nous faut revenir à la politique extérieure de la Révolution française, j'entends à sa politique du début, avant les brigandages de Belgique et les campagnes de Bonaparte. C'est par le droit et par l'idée du droit que nous reprendrons en Europe notre place. Avec de la patience et cette clairvoyance de l'avenir, qui, pour un grand peuple, s'appelle l'espérance, nous verrons cette grande chose : l'intégrité de la patrie française dans la démocratie européenne. » (*Dépêche de Toulouse,* 31 déc. 1887.)

Les années 1887 et 1888 furent une période critique pour la paix : elles apportèrent l'incident Schnæbelé et les progrès du boulangisme. Les nuages s'amoncelaient sur l'horizon européen. Jaurès garde son calme et sa sérénité. Pour avoir la paix, « il faut croire à la paix ». Et il oppose aux alarmistes qui voudraient la guerre pour se débarrasser à tout jamais du militarisme, cet argument décisif : « *On ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre.* » (*Dépêche,* 12 février 1888.)

Dans son optimisme robuste et partant de cette idée que la confiance dans la paix crée la paix, Jaurès est convaincu en 1888 que « les guerres frivoles sont finies », comme il ne cessera d'affirmer plus tard que la guerre dans l'Europe centrale est peu probable. Une paix de quarante ans et l'évidente folie de la guerre paraissaient lui donner raison.

Qu'on ne se hâte pas de crier à l'imprévoyance. Car il ne faut jamais oublier que Jaurès fut avant tout un homme d'action ayant un sens profond de la responsabilité. Toute

préoccupation littéraire, toute pose de prophète apocalytique lui furent étrangères. S'il affirma la paix, ce fut pour la conquérir, pour en augmenter les chances. D'aucuns considèrent comme le comble de la sagesse politique la maxime d'aspect machiavélique : « Si tu veux la paix, prépare la guerre » ; Jaurès disait avec plus de raison : « Si tu veux la paix, crois la paix possible ». Autrement dit : « Si tu veux vraiment la paix, aie le courage de la vouloir jusqu'au bout ». Il serait injuste de faire porter à Jaurès la peine du mauvais vouloir des gouvernants et des classes dominantes européennes qui ont tout fait pour amener la catastrophe et presque rien pour l'écarter.

Jaurès envisageait l'alliance entre la France et la Russie comme devant avoir le même sens de paix, de droit et de dignité. Au moment même où cette alliance, ou plutôt l'idée de cette alliance naissait, il demandait qu'elle n'eût qu' « un caractère strictement défensif ». (*Dépêche,* 12 février 1888). Car « il y a dans la politique russe des poussées obscures que nous ne connaissons pas et auxquelles nous *ne pouvons pas nous associer* ». On ne doit traiter que sur la base d'intérêts communs. Nous n'avons qu'un intérêt commun avec la Russie : « ne pas être surpris par une attaque combinée de l'Autriche et de l'Allemagne ». Et il ajoute : « Le premier intérêt de la politique française, c'est de rester libre, c'est de rester vraiment elle-même. Or, la politique essentielle d'une démocratie souveraine se résume en deux mots : le maintien de la paix, l'affirmation du droit. » (1887.)

Rien ne prouve mieux la solidité et la continuité de la pensée chez Jaurès que ce fait désormais historique de sa dernière intervention, *quelques heures avant sa mort,* auprès des pouvoirs publics, dans le but de sauvegarder l'indépendance souveraine de la politique française vis-à-vis de l'alliance franco-russe.

Jaurès reconnaissait toute la valeur politique, au point de vue extérieur et intérieur, de l'alliance. Après la visite de l'escadre française à Cronstadt, en 1891, Jaurès écrit dans la *Dépêche* : « Chose étrange ! la monarchie de Juillet n'a jamais été reconnue officiellement par les tsars de Russie, l'Empire a été en guerre avec eux, et la République fran-

çaise, que nos monarchistes condamnaient tous les jours à l'isolement éternel, est reconnue, non seulement de fait, mais de cœur, par le chef de l'empire russe, comme l'expression même de la France. »

Et il se réjouit que la République « ait désormais dans le monde, aux yeux de tous, la grandeur inviolable et sacrée de la France elle-même ». C'est pourquoi il trouve « les fêtes de Cronstadt si belles et si émouvantes ». Car « entre les cœurs français et russes, aucun malentendu ne subsistait, aucune réserve : la France, en saluant le drapeau de la Russie, *n'abaissait pas le sien*, et la fierté républicaine ne s'humiliait pas devant la loyauté monarchique ». L'Europe comprenait que « la Russie accueillait la France tout entière, et que les deux nations, s'acceptant ainsi pleinement l'une l'autre, constituaient tout à coup une force incomparable. »

La valeur de l'alliance pour la politique extérieure de la France est considérable. Elle contribuera « au maintien de la paix européenne ». Et cela de deux façons : D'abord elle empêchera l'attaque de la triple alliance contre la France et la Russie amies. En second lieu, elle aura une influence bienfaisante sur la politique russe en prévenant les aventures possibles. Et Jaurès prend la précaution de dire que cette influence ne s'exercera que si nous sommes pour la Russie des « amis ». et non des « solliciteurs » et des « clients ». Car la politique française est claire (« nous ne voulons attaquer personne »). Autre chose la politique russe : « les complications séculaires de la politique russe en *Orient peuvent ouvrir brusquement des conflits où nous serions entraînés* ». On voit que Jaurès, tout en se prononçant, dès le début, pour l'alliance franco-russe, définit magistralement les conditions nécessaires à son fonctionnement, dont la plus importante est celle qui n'a jamais été observée d'une façon complète : *l'indépendance*, rendant toute aventure guerrière impossible.

Jaurès regarde même plus loin que les combinaisons diplomatiques des cabinets européens. Il donne à la France le moyen de dissoudre la Triplice « par une politique démocratique et généreuse donnée de haut à tous les peuples ». Il signale, en 1891, une différence capitale entre la monarchie russe et les monarchies autrichienne et allemande. La première est

« l'âme même du peuple », tandis que entre les monarchies tripliciennes et leurs peuples il y a « un malentendu grandissant ».

Ici la démocratie pacifique et socialiste « est à la veille d'entrer en conflit avec les monarchies militaires appuyées sur les classes privilégiées ».

Il ne faut pas oublier que Jaurès, en 1891, n'appartenait pas encore, d'une façon formelle, au Parti socialiste. Et cependant il conseille aux républicains français de « conduire et de mener à bien, sans le violenter, l'immense mouvement socialiste qui travaille l'Europe ». En se mettant à la tête de la démocratie européenne la France assurera la paix « par la suppression des puissances de haine qui sont dans le monde ». (1891.)

Jaurès n'a jamais voulu l'intervention de la France dans la politique intérieure des autres pays. Avec raison il croyait éphémère une liberté d'importation étrangère, une République apportée sur les pointes des baïonnettes par un conquérant heureux. Il disait : « Nous n'avons pas à faire chez les autres une propagande politique que nous ne tolèrerions pas chez nous. » (*Dépêche,* 6 août 1891). Mais il admettait, exigeait le rayonnement de l'exemple. Et il désirait que « la France réalise chez elle la pleine justice par l'avènement économique de la démocratie et l'organisation fraternelle du travail ». C'est ainsi que la France sera « une fois de plus pour les peuples la libératrice bien-aimée ». Il cherchait à concilier sur les hauteurs « notre idéal patriotique français » avec « notre idéal humain ». (*Ib.*)

Jaurès reste fidèle à lui-même et à sa tactique lorsque plus tard il attaque non l'Alliance, mais la façon dont elle est pratiquée. La politique de l'Alliance a violé la première condition essentielle que Jaurès lui imposait : l'*indépendance* de la politique française. Jaurès est obligé de changer de ton au moment de l'arrivée du tsar à Paris, en août 1896. Et il écrit ces lignes vengeresses :

« Il faut vraiment que l'opportunisme et la réaction comptent sur la diminution intellectuelle et morale du peuple de Paris, pour lui demander d'acclamer le tsar ». Car le Gouvernement a, depuis deux ans « humilié notre politique exté-

rieure devant la politique russe ». Cet effacement de la France est d'autant plus regrettable que le tsar est le « représentant le plus complet de la réaction européenne. » (*Petite République,* 14 août 1896.) Jaurès signale, en passant, « le contre-coup que pourra avoir sur notre politique intérieure l'ovation populaire à un souverain absolu » et aussi « ce qui reste de badauderie monarchiste dans l'âme des foules ». « Mais au peuple français et socialiste on ne peut demander que son silence ». Comme Français, Jaurès ne saurait oublier que « les gouvernants ont sacrifié à l'autocratie russe tous les intérêts et la dignité même de la France ». C'est pour complaire au tsar, qui voulait ménager l'empereur Guillaume, que la flotte française a dû aller à Kiel « saluer l'empereur allemand, qui nous jette de si insolents défis militaires ». La France « devenue dans l'Extrême-Orient la servante de la Russie » s'est rendue par cela même suspecte à la Chine, menacée par la Russie. La France « a laissé se commettre en Arménie, sans une protestation, sans un murmure, les plus abominables massacres qu'ait vus l'histoire ». Elle a consenti aussi à étouffer au profit des Turcs « la juste insurrection crétoise » ; « sans l'opposition de l'Angleterre, la France, oublieuse de toutes ses traditions, allait prendre parti contre la Crète, et contre la Grèce, et contre le droit ». Et ce n'est pas seulement les socialistes « toujours suspects d'exagération » qui le disent. Le rédacteur ordinaire du *Temps* pour les affaires extérieures, F. de Pressensé (qui, alors, n'avait pas encore adhéré au socialisme) écrit : « Il est temps que la France retrouve un peu du prestige qu'elle a perdu pour s'être laissé subalterniser par la Russie ». Le peuple acclamant les marins russes ne savait pas que « des gouvernants sans habileté et sans fierté » allaient transformer « le lien d'amitié » en « un lien de servage ».

Jaurès ne veut pas non plus qu'on acclame « la pire réaction capitaliste » représentée par le tsarisme. Le temps n'est plus où la réaction russe n'avait aucune analogie avec la réaction française. « Maintenant la civilisation industrielle et capitaliste a pénétré en Russie. » Il y a de grandes usines à Saint-Pétersbourg et à Moscou, comme à Paris et à Roubaix ; et tout récemment, au lendemain même du sacre du

tsar Nicolas, quarante mille ouvriers de fabrique à Saint-Pétersbourg se mettaient en grève. Le Gouvernement du tsar intervint *pour défendre aux patrons de céder. Et les patrons retirèrent leurs concessions déjà faites.*

Jaurès ajoute : « Voilà ce qu'on demande aux prolétaires parisiens d'acclamer à pleine poitrine : *on leur demande de supplicier une fois de plus les prolétaires russes.* » Comme l'empereur Guillaume, le tsar est devenu « l'un des gardiens de l'ordre capitaliste ». Il est « une des forces d'oppression qui pèsent sur les ouvriers de tous les pays ». Jaurès, tout en déconseillant aux ouvriers et aux socialistes de Paris toute « vaine protestation », leur recommande « d'assister en silence » à toutes les parades de la réaction « pour pouvoir dire le lendemain à la France républicaine qu'ils sont restés républicains, à l'humanité socialiste qu'ils sont restés socialistes ». (*Petite République*, 14 août 1896.)

Le 1er septembre de la même année, Jaurès écrit : « Il (le tsar) veut bien se servir de nous, mais il ne veut pas se brouiller avec les autres peuples et les autres Gouvernements. » Il dénonce la manœuvre des conservateurs qui désireraient que « le peuple républicain marchât sur le pavé de Paris comme sur le parquet d'une antichambre royale ». L'idée du tsar est de conserver le *statu quo*. Aussi les nationalistes comptant sur l'Alliance pour la revanche ne sont que des dupes. « Le tsar n'apporte rien à la France ». Pis encore. Il lui apporte de la réaction qui finira par considérer la République elle-même comme « une sorte de trahison contre la France ». Jaurès sait que la protestation socialiste n'empêchera rien : « les foules se précipiteront, et se livreront ». Mais il sait également que, quand ce torrent sera passé, « il n'y aura plus en France qu'un parti républicain *et français : le Parti socialiste.* » (*Petite République*.)

En effet, l'Alliance n'est qu'une forme. Son contenu dépend de la politique intérieure française. Toute vague réactionnaire et nationaliste lui fait rendre tous ses effets réactionnaires. Par contre, le triomphe de la démocratie avancée sous Combes, pendant la période de défense républicaine, paralysa presque complètement ses conséquences néfastes. Lorsque Jaurès, quelques jours avant sa mort, voit que l'Alliance

va jeter la France dans la plus effroyable des aventures sanglantes, il tourne de nouveau résolument le dos à cette association dangereuse et équivoque. Et il prononce dans son dernier discours à Bruxelles, qui est son chant du cygne, ces paroles mémorables que j'ai eu le bonheur d'entendre : « Lorsqu'on invoquera notre traité secret avec la Russie, nous invoquerons, nous, notre traité public avec l'Humanité. » (*Humanité,* juillet 1914.)

Ainsi s'expliquent, d'une façon simple et naturelle, les prétendues contradictions de l'attitude de Jaurès vis-à-vis de l'Alliance. Jaurès était toujours l'adversaire de la propagande républicaine et révolutionnaire *au dehors.* Mais il repoussait avec horreur l'idée de toute apparence de vassalité de la France vis-à-vis de la Russie, *tsariste ou non,* ainsi que vis-à-vis de n'importe quel pays. Il savait que la France a besoin d'alliances, mais pour lui *alliance* ne voulait pas dire *soumission :* il était *trop bon Français, trop bon démocrate, trop bon socialiste.* Dans la question de l'Alliance, comme dans tant d'autres questions, Jaurès était meilleur Français, *meilleur patriote* que ses ennemis et ses calomniateurs qui, en s'abaissant devant le tsarisme, abaissaient la France, le Pays de la Révolution et des Droits de l'Homme.

On ne sauve pas la France en la rendant esclave de la Russie.

CHAPITRE III

La Politique internationale socialiste

Depuis 1847, année de la publication du *Manifeste des Communistes* écrit et signé par Karl Marx et Frédéric Engels, mais élaboré par une élite de réfugiés socialistes de tous les grands pays, le mot d'ordre du socialisme est : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Le socialisme le plus révolutionnaire n'a jamais demandé aux prolétaires de quelque origine qu'ils soient de renier leur nationalité, de trahir leurs compatriotes. On sait avec quel scrupule Marx et Engels ont traité les sections nationales de la première Internationale, fondée à Londres le 28 septembre 1864, à l'occasion d'une manifestation en l'honneur de l'indépendance de la Pologne. L'idée de l'autonomie et de l'indépendance nationales présida donc à la naissance même de l'Internationale. Toute la conception scientifique et historique de Karl Marx, le *spiritus rector* de la première Internationale, excluait *a priori* le mépris d'un *fait* aussi fondamental que celui de la nationalité. En effet, cette conception ne dit pas à la réalité historique : « *Je veux* que tu sois à mon image ». Elle ne cherche pas à modeler, à former ou à reformer l'histoire selon une *idée* préconçue, mais, au contraire, elle commence par se soumettre elle-même à la réalité en cherchant à en pénétrer le sens intime, *la direction*. Elle tient compte de *ce qui est. Elle a le culte de la réalité*. Et, avant de lui opposer quoi que ce soit, elle exige la plus parfaite connaissance de la vie. Par ce trait dominant et distinctif, le socialisme moderne est de caractère non seulement scientifique, mais, par un certain côté, conservateur puisque son point de départ est le fait existant. Cependant ce conservatisme tout apparent ne l'empêche nullement d'être foncièrement *révolutionnaire*. Car, au lieu de prendre la réalité en inertie, au repos, à l'*état statique*,

le socialisme moderne l'envisage toujours à l'état vivant, dans son perpétuel mouvement, en un mot, dans son devenir révolutionnaire. Oui, la nationalité est *un fait*. Et l'on est chimérique, utopiste, ignorant, si on le nie, si on n'en tient pas compte dans son action. Mais, comme tout fait historique la nationalité est un fait vivant, qui se modifie, qui *évolue*. La division de la société *en classes*, la croissance de la conscience de classe révolutionnaire; la notion de la nationalité, le développement du capitalisme international et du marché mondial, le développement d'une science et d'une littérature universelles, la croissance de multiples rapports entre les nations, créent une nouvelle mentalité internationale, des organisations internationales.

La classe ouvrière déborde les frontières nationales, comme l'a fait le christianisme, comme l'a fait la science.

Les nations avec leurs génies particuliers, avec leurs conditions de vie particulières ne sont pas supprimées pour cela. Mais il se produit un nouveau phénomène, d'une importance considérable et grandissante : l'internationalisme. Les classes dominantes en subissent aussi bien l'influence que la classe ouvrière. Il y a pourtant une différence entre *l'internationalisme d'intérêt* des gouvernants et des dirigeants et *l'internationalisme de solidarité* du prolétariat socialiste mondial, ayant, dans tous les pays modernes, les mêmes aspirations générales, les mêmes idées directrices, on peut dire le même programme d'émancipation et de destruction du joug capitaliste. Si la classe ouvrière dans chaque nation forme une cellule nationale relativement indépendante, arrivée à la conscience socialiste elle commence à aspirer à la solidarité internationale. La classe ouvrière socialiste de chaque pays est nationale *de fait*, en subissant tous les contre-coups des luttes nationales, mais internationale *de droit* et de conception. Elle milite dans une nation déterminée pour un idéal, pour une société d'essence internationale. Elle est internationaliste, comme l'est, *en partie, et matériellement*, pour ne pas dire *grossièrement*, le capitalisme lui-même.

Mais la tendance nationale de chaque pays s'affirme avec force. Le capitalisme, comme l'État, est à la fois national et international. La lutte pour l'existence sous le régime de la

propriété privée revêt un caractère national. La concurrence économique et les rivalités politiques des classes dominantes sont propres à éterniser les conflits de nation à nation, de pays à pays, *à élargir* et à *consolider les différences naturelles des races, des peuples et des Etats.* La lutte pour le partage de la surface du globe et de ses richesses qui dure depuis l'origine des sociétés humaines, mais qui prend une forme particulière avec la société capitaliste, la lutte pour ce qu'on appelle « la place au soleil » devient de plus en plus âpre, et même tragique. Le prodigieux développement du capitalisme semble exiger pour chaque pays capitaliste l'ouverture de nouveaux débouchés, la formation d'un marché mondial, l'extension de son hégémonie politique et économique. Grâce à la multiplication pour ainsi dire miraculeuse des forces de production technique, du machinisme producteur, on a vu naître et s'amplifier, dans des proportions inouïes, un machinisme destructeur qui est le militarisme moderne. Le progrès technique gigantesque se tourne ainsi contre lui-même et menace de se détruire de ses propres bras formidablement armés. Les Etats mi-capitalistes et mi-féodaux se sont mis au service des exigences capitalistes pour transformer nos sociétés en camps retranchés. La menace de révolutions politiques et sociales qui se perpétue depuis la grande Révolution française de 1789-93 a contribué puissamment à l'hypertrophie du militarisme européen, qui absorbe graduellement toutes les forces vives des nations et crée un état chronique d'insécurité internationale.

Le socialisme grandissant dut naturellement voir dans le militarisme son adversaire irréductible. Il lui déclara une guerre à mort. En effet, tout dans le socialisme est contraire au militarisme. Le socialisme veut l'organisation de la production. Le militarisme travaille en vue de la destruction. Le socialisme cherche à réaliser les aspirations de solidarité et de fraternité. Le militarisme vit de la haine et de la méfiance pour l'étranger. Le socialisme est démocratique, libre-penseur. Le militarisme est autoritaire et réactionnaire. Toutes les classes de conservation et de réaction se groupent autour du militarisme, leur base de salut. Toutes les classes d'avant-garde se concentrent sous le drapeau socialiste et démocratique.

Voilà pourquoi, depuis la fondation de la seconde Internationale à Paris en 1889, sur les larges bases des partis socialistes nationaux, la lutte contre le militarisme n'a pas quitté, pour ainsi dire, son ordre du jour. Le point culminant de cette lutte est le Congrès de Stuttgart en 1907. Jaurès y prit une part active. En rendant compte à Paris, le 7 septembre de cette même année, devant l'élite du prolétariat parisien, dans l'immense salle du Tivoli-Waux-Hall, de son mandat de délégué au Congrès de Stuttgart, Jaurès développe, d'une façon complète, ses idées internationalistes et sa tactique, l'action antimilitariste, à laquelle il resta fidèle jusqu'au dernier moment de sa vie.

Les voici :

« Qu'a dit, citoyens, qu'a proclamé le Congrès international de Stuttgart ? Il a proclamé deux choses : il a proclamé d'abord l'indépendance de toutes les nations, que la liberté de toutes les patries était inviolable et que partout les prolétaires devaient s'organiser pour défendre contre toute violence et toute agression l'indépendance nécessaire des nationalités, et, en même temps qu'il proclamait cette inviolabilité, cette intangibilité des nations, le Congrès international affirmait le devoir des prolétaires de tous les pays de s'organiser pour maintenir la paix. Maintenir la paix pour mettre précisément les nations à l'abri des surprises et des coups de force, maintenir la paix pour empêcher les diversions sanglantes des despotes et des privilégiés... maintenir la paix pour sauver le prolétariat universel de l'horrible épreuve et de l'horrible crime d'une guerre mettant aux prises les frères de travail et de misère du monde entier.

« Le Congrès international a donc proclamé deux vérités indivisibles, deux vérités indissolubles : la première, c'est que les nations autonomes avaient le droit et le devoir de maintenir énergiquement leur autonomie ; la seconde, c'est que pour empêcher les chocs funestes, pour empêcher les rencontres sanglantes où saigneraient, plus que les veines, la conscience du prolétariat, le devoir des travailleurs était d'empêcher les guerres, et non pas, vous m'entendez bien, par de simples malédictions de paroles, non pas par des gémisse-

ments stériles, non pas par des anathèmes impuissants : l'Internationale a dit aux prolétaires qu'ils n'avaient pas le droit, qu'ayant grandi, ils n'avaient pas le droit d'assister, gémissants et inertes, aux guets-apens des despotes et des capitalistes contre la paix, mais qu'ils devaient, par toute l'énergie de leur action : action parlementaire ou action révolutionnaire, écraser dans leur germe les guerres funestes.

« Et pour ceux qui connaissent un peu l'histoire de notre Parti, c'est l'évidence même : ce que l'Internationale Ouvrière a proclamé à Stuttgart, c'est précisément ce que le Parti socialiste français avait proclamé lui-même à Limoges et à Nancy. Lorsque Vandervelde, rapporteur du Congrès international, disait d'abord que l'Internationale ne serait pas une masse informe, une bouillie de nations décomposées, mais la libre et harmonieuse fédération de nations autonomes, lorsqu'il disait que la liberté et l'originalité des patries étaient nécessaires à la croissance du prolétariat et à la richesse variée du génie humain, lorsque Bebel, dans la Commission, rappelait que lorsqu'une nation a été opprimée, les prolétaires de cette nation sujette sont si prodigieusement hantés, comme les prolétaires de Pologne, par la volonté de ressusciter leur peuple, qu'ils ne peuvent plus porter toute leur activité sur l'émancipation directe du prolétariat lui-même ; *lorsque Bebel ajoutait que si une nation, en quelque circonstance que ce fût, renonçait d'avance à se défendre, elle ferait le jeu des gouvernements de violence, de barbarie et de réaction ; lorsque Vandervelde et Bebel disaient cela, ils ne faisaient que reproduire dans l'Internationale ce qu'avait dit Limoges, ce qu'avait dit Nancy et ce que moi-même, dans les libres controverses de notre Parti, j'ai objecté bien souvent à Hervé.* »

Pas de malentendu possible ! Le Parti socialiste international s'est prononcé à Stuttgart *contre* la guerre et *pour* l'indépendance des nations, *contre* « les rencontres sanglantes » où saignerait « la conscience du prolétariat » et « les guets-apens des despotes et des capitalistes », mais en même temps *pour* la défense nationale. Car renoncer à se défendre, pour une nation, c'est « faire le jeu des Gouvernements de violence, de barbarie et de réaction ». Le mot d'ordre de l'Internationale fut à Stuttgart : « Ni traître au socialisme et à la

classe ouvrière, ni traître à la patrie ! » La guerre à la guerre, par *tous* les moyens, légaux ou révolutionnaires, est un devoir au même titre que la guerre pour la défense de l'indépendance nationale.

Par là Jaurès est amené tout naturellement à parler de l'hervéisme première manière qui prêchait l'indifférence en matière nationale. Et il dit :

« Ah ! citoyens, je peux sans embarras, devant vous, parler de l'hervéisme...

« UNE VOIX. — Il n'existe pas !

« UNE AUTRE VOIX. — Vive Hervé !

« JAURÈS. — Le premier devoir des esprits libres, c'est qu'on puisse parler avec modération et sincérité de tout homme et de toutes choses...

« Je disais donc que je peux sans embarras parler devant vous de l'hervéisme, car si je fais, sur une partie des formules et des doctrines d'Hervé, les réserves qui me paraissent nécessaires, personne, parmi vous, j'en suis sûr, n'imputera mon langage à timidité ou calcul électoral... *Depuis seize ans, j'ai vécu dans une nuée d'outrages, avec de rares éclaircies...* Je suis donc habitué à ces choses et je ne puis pas vous dire à quel point je méprise les indignations patriotiques de la plupart de nos contradicteurs... Si donc j'étais convaincu que, dans les doctrines et dans les formules d'Hervé, il n'y a que vérité...

« QUELQUES VOIX. — Bravo !

« JAURÈS. — Ah ! prenez garde, citoyens, vous êtes en train de me comprendre presque aussi bien que nos adversaires... Je disais donc — et je le disais au conditionnel : si j'étais convaincu que dans les formules, que dans les doctrines d'Hervé, il n'y a que vérité, quels que fussent les outrages, quels que fussent les anathèmes, quels que fussent les périls, je le dirais. J'ajoute même que, pour faire des réserves sur les affirmations d'Hervé, j'ai besoin d'oublier de quelles attaques nous sommes l'objet.

« Je dis donc que, dès le début, parlant au peuple de Paris, au lendemain du jour où, dans cette salle même, Hervé avait

lancé pour la première fois ses formules les plus retentissantes, j'ai déclaré d'emblée que, dans un parti d'avant-garde, dans un parti de mouvement, qui prétendait renouveler le monde, il ne fallait avoir peur d'aucune formule ni d'aucune idée, il ne fallait procéder par aucune excommunication, mais discuter, analyser, pour retenir la part de vérité contenue dans le paradoxe et laisser peu à peu tomber le reste, sous la seule action de la raison.

« Citoyens, l'expérience a démontré que cette méthode était la bonne. L'hervéisme se composait de deux éléments : d'une part, il faisait appel, avec une vigueur croissante, à l'énergie organisée des prolétaires pour combattre le militarisme et la guerre, et cette partie de l'hervéisme qui était solide, qui était saine, elle est restée, et je n'ai aucun embarras à reconnaître que c'est en partie à l'activité d'Hervé que nous devons que la question du Maroc ait été posée aussi nettement et aussi brutalement qu'elle l'a été.

« Mais, comme il arrive toujours ou presque toujours aux hommes hantés par une pensée, il a négligé une partie du réel et il n'a pas tenu un compte suffisant du fait des nationalités et de la nécessité, pour le prolétariat universel, de défendre, de maintenir l'autonomie des nations. Je n'y insiste pas, citoyens, car lui-même a reconnu, à Nancy, qu'il avait donné à sa pensée, pour qu'elle entre mieux dans les esprits, une forme trop simple et trop unilatérale. Oui, il est impossible aux prolétaires de se désintéresser de l'indépendance des nations dans l'état présent du monde. L'unité humaine se réaliserait dans la servitude si elle résultait de l'absorption de toutes les nations vaincues par une nation dominatrice ; l'unité humaine ne peut se créer dans la liberté que par la fédération des nations autonomes.

« Hervé dit — il l'a répété ces jours-ci — que toutes les patries, au moins celles qui sont arrivées à peu près au même moment de l'évolution, se valent... C'est possible ; mais c'est précisément parce qu'elles se valent qu'aucune n'a le droit d'asservir les autres... Les anciens disaient : Plaignez l'esclave, car il n'a que la moitié de son âme... Eh bien ! il en est ainsi des nations esclaves, des nations serves : leur âme est mutilée, leur génie est incomplet et nous avons besoin, pour

la grande œuvre de libération ouvrière et d'organisation humaine, que tous les cerveaux aient leur force originale, leur génie et leur faculté propre de développement.

....

« Et en même temps le socialisme, socialisme français, socialisme international, se préoccupait de mettre au service de la liberté des nations des moyens de défense conformes au génie de peuples libres : plus d'armée de métier, plus d'armée de caste, plus de corps d'officiers aristocratiquement ou bourgeoisement recrutés et élevés à part dans des écoles closes : le peuple lui-même, le peuple en armes, le peuple organisé, le peuple formant ses milices, le peuple choisissant ses chefs, et ces chefs eux-mêmes pénétrés de science, pénétrés de démocratie, mêlés à la vie moderne. Voilà, en attendant l'heure du désarmement général, la forme de l'appareil militaire que l'Internationale prescrit pour sauver l'indépendance des nations de toute agression extérieure, tout en empêchant les agressions et la domination de classe sur le peuple asservi. »

Telle est, exprimée d'une façon claire et solide, la doctrine socialiste dans la question nationale. Le socialisme ne veut pas de nations esclaves, de nations mutilées, asservies ou même humiliées et mortifiées. Le socialisme, ennemi irréductible de l'exploitation de l'homme par l'homme, est par cela même ennemi non moins irréductible de l'exploitation politique et économique d'une nation par une autre nation. Toute domination universelle, toute hégémonie dans le monde est un obstacle à la réalisation de l'idéal socialiste : *l'unité humaine par la fédération des nations autonomes*. Et, comme garantie de la réconciliation de ces deux termes du problème : la paix et l'indépendance, le socialisme propose un système démocratique de défense nationale : les milices populaires. Une armée vraiment démocratique servira à la nation de bouclier, jamais de moyen d'agression contre l'indépendance d'une autre nation.

Mais que devons-nous faire en face des menaces de guerre ?

« D'abord, le socialisme international proclame que dès maintenant, — dès maintenant, vous m'entendez, — même dans le chaos capitaliste, il est possible aux prolétaires, s'ils

le veulent bien, de prévenir et d'empêcher la guerre. Oh! sans doute, la résolution de Stuttgart rappelle que la guerre est de l'essence du capitalisme et que la racine de la guerre ne sera arrachée que lorsque le capitalisme lui-même aura été déraciné. Oui, c'est la vérité socialiste. Oui, dans le monde capitaliste, il y a guerre permanente, éternelle, universelle, c'est la guerre de tous contre tous, des individus contre les individus dans une classe, des classes contre les classes dans une nation, des nations contre les nations, des races contre les races dans l'humanité. Le capitalisme, c'est le désordre, c'est la haine, c'est la convoitise sans frein, c'est la ruée d'un troupeau qui se précipite vers le profit et qui piétine des multitudes pour y parvenir.

« Oui, le capitalisme et la guerre sont liés, mais l'Internationale ne veut pas que nous attendions passivement, endormis à moitié sur un oreiller doctrinal, la chute du capitalisme pour combattre la guerre. Et la résolution de Stuttgart, après avoir dit que la guerre étant de l'essence du capitalisme, ne périra substantiellement qu'avec le capitalisme même, ajoute (et ces mots sont empruntés à la motion première proposée par Bebel), la résolution de Stuttgart ajoute : « Ou lorsque le far-
« deau en hommes et en argent que la guerre impose aux
« peuples leur aura paru si écrasant que les peuples secoue-
« ront ce fardeau ». Ainsi, si vous le voulez, ouvriers et prolétaires de tous les pays, si vous avez conscience et de votre devoir et de votre force, si vous savez être unis, si, aux crises décisives de l'histoire, vous savez jeter dans les événements l'héroïsme par lequel vos pères ont conquis les premières libertés, — alors, même aujourd'hui, même dans le monde du capital et du désordre, même dans le monde des rois, des empereurs, des états-majors et des grands bourgeois, vous pouvez empêcher la guerre. Oui, elle jaillit du capitalisme. Mais le capitalisme, il essaie aussi d'exploiter au maximum les ouvriers; il tente de pousser le plus loin possible la durée de la journée de travail, d'avilir le plus possible les salaires. Et pourtant, pour réclamer des journées de travail plus courtes, pour réclamer des salaires plus hauts, vous n'attendez pas la fin, la chute du capitalisme, vous vous organisez dès maintenant contre le patronat. Et

quand il emploie des jaunes, vous luttez pour empêcher l'action des jaunes, dans les grèves. De même, vous ne tolèrerez pas, et l'Internationale proclame que dès aujourd'hui vous ne devez plus tolérer que la guerre vous dévore. Vous pouvez, dès aujourd'hui, agir sur la marche des événements sur les résolutions des hommes. *Hors de vous, hors du prolétariat, les intérêts, — s'ils ont entre eux un lien de classe — sont divisés cependant, car l'effet du capitalisme, ce n'est pas simplement de diviser les sociétés, c'est de diviser les capitalistes eux-mêmes. Il est rare que tous les bourgeois, tous les capitalistes, tous les possédants grands ou petits, aient à la même heure le même intérêt précis.* Au moment où je vous parle, il y a des flibustiers, il y a des journalistes de proie, il y a des banquiers d'audace, il y a des capitalistes cyniques qui rêvent au Maroc une grande expédition fructueuse. Mais pendant que cette écume des hautes classes capitalistes va allègrement vers les rivages marocains, il y a, même dans la bourgeoisie moyenne, même dans la petite bourgeoisie, même dans la démocratie paysanne qui n'est pas encore venue au socialisme intégral, il y a des millions d'hommes qui ne veulent pas que l'or et le sang de la France coulent pour ces aventures stériles et coupables. Seulement, toutes ces volontés de paix, elles sont dispersées, elles sont disséminées, elles sont flottantes...

« Ah! comme elles deviendraient puissantes si elles trouvaient un centre organisé et clair de volonté pacifique ! Eh bien, ce centre de volonté pacifique, cette force de paix organisée, vigilante, c'est vous, prolétaires ouvriers, c'est vous salariés des cités industrielles, c'est vous, travailleurs socialistes, qui pouvez, qui devez le former. Et alors, c'est vous qui deviendriez les chefs du grand Parti de la paix et vous apparaîtriez au monde, non seulement comme les gardiens et les sauveurs de votre propre classe, mais comme les gardiens et les sauveurs de la civilisation elle-même. Il se trouve, par une admirable fortune, qu'au moment où l'Internationale ouvrière proclame cette nécessité, cette efficacité de l'action immédiate contre la guerre, elle peut proposer aux hommes un moyen de paix qu'elle emprunte à nos adversaires eux-mêmes, aux gouvernements eux-mêmes. »

Il y avait toujours une fraction socialiste qui disait : Rien à faire, en dehors de la propagande socialiste, contre le militarisme et la guerre ! Le capitalisme, c'est la guerre. Et la guerre durera tant que durera le capitalisme. Jaurès reconnaît le lien qui existe entre le capitalisme et la guerre. Mais il n'admet pas que le Parti socialiste et la classe ouvrière puissent « s'endormir à moitié sur un oreiller doctrinal ». Il demande que le Parti agisse contre la guerre, comme il ne cesse d'agir contre le capitalisme en cherchant à lui arracher, par une action de tous les jours, la diminution de la durée de l'exploitation et l'augmentation des salaires. Si le peuple emploie, aux heures décisives, la même énergie pour conquérir la paix qu'il a déployée pour conquérir ses premières libertés, il pourra empêcher la guerre « même aujourd'hui, même dans le monde du capital et du désordre, même dans le monde des rois, des empereurs, des états-majors et des grands bourgeois ». Les capitalistes ne forment pas un bloc. A côté de capitalistes aventuriers, il y a des capitalistes et des bourgeois qui repoussent les aventures guerrières, « stériles et coupables ». Le peuple paysan ne veut pas de guerre. Et les ouvriers, en formant « le grand Parti de la paix », apparaîtront au monde comme « les gardiens et les sauveurs de la civilisation elle-même ». Par bonheur, la classe ouvrière peut proposer aux hommes un moyen de paix emprunté à nos adversaires eux-mêmes : l'arbitrage international.

« Longtemps, le socialisme a tenu en défiance l'arbitrage international. Il avait ses raisons. Quand on a vu l'arbitrage et le désarmement proposés à la Conférence de la Haye par le tsar à la veille de la guerre contre le Japon et du massacre des ouvriers russes ; quand on voit combien de temps les plénipotentiaires réunis à la Haye emploient à ne pas aboutir et quand on constate que pendant qu'ils délibèrent au nom des Gouvernements sur les moyens d'assurer la paix, les obus pleuvent sur Casablanca ; que la flotte américaine passe de l'Atlantique dans le Pacifique, comme pour menacer le Japon ; quand les travailleurs voient tout cela, ils ont bien le droit de ne pas témoigner à l'arbitrage international, auquel s'essaie la bourgeoisie, un enthousiasme immodéré. »

« Pourtant, citoyens, pourquoi donc les diplomates, pourquoi les délégués des gouvernements et les gouvernements eux-mêmes éprouvent-ils le besoin de donner au monde tous les trois ans cette représentation de la paix? Si c'est un jeu, c'est un jeu dangereux pour les gouvernants; car, à force de jouer sur un théâtre aussi en vue la comédie de la paix, ils donnent envie aux peuples de monter un peu eux-mêmes sur le théâtre pour jouer, eux aussi, la même pièce, mais plus sérieusement. »

. . . .

« Quand un litige commencera, nous dirons aux gouvernants : Entendez-vous par vos diplomates. Si vos diplomates n'y réussissent pas, allez devant les arbitres que vous avez désignés vous-mêmes, inclinez-vous devant eux; pas de guerre, pas de sang versé : l'arbitrage de l'humanité, l'arbitrage de la raison. Et si vous ne le voulez pas, eh bien, vous êtes un gouvernement de scélérats, un gouvernement de bandits, un gouvernement de meurtriers. *Et le devoir des prolétaires, c'est de se soulever contre vous, c'est de prendre, c'est de garder les fusils que vous leur mettez en mains, mais non pas...*

. . . .

« Je dis qu'alors, avec cette règle, avec cette sommation d'arbitrage obligatoire que vient de formuler l'Internationale réunie à Stuttgart, toutes les questions se simplifient. Il n'est plus nécessaire de rechercher dans la complication des événements et le mystère des gouvernements, quel est le gouvernement qui attaque, quel est le gouvernement qui est attaqué. L'agresseur, l'ennemi de la civilisation, l'ennemi du Prolétariat, ce sera le gouvernement qui refusera l'arbitrage et qui, en refusant l'arbitrage, acculera les hommes à des conflits sanglants. Et alors, l'Internationale vous dit que le droit, que le devoir des prolétaires, c'est de ne pas gaspiller leur énergie au service d'un gouvernement de crime, c'est de retenir le fusil dont les Gouvernements d'aventure auront armé le peuple et de s'en servir, non pas pour aller fusiller de l'autre côté de la frontière des ouvriers, des prolétaires, mais pour abattre révolutionnairement le gouvernement de crime.

« Et qui pourra alors dans le pays s'insurger contre ce mouvement révolutionnaire ? Si nous dénonçons, si nous attaquons révolutionnairement le Gouvernement coupable de ne pas avoir accepté l'arbitrage, de n'avoir pas voulu aller à la Haye, que pourront nous dire les excellents conservateurs qui nous calomnient et les délicieux radicaux qui nous outragent ?

« Aux conservateurs, nous dirons : Quoi ! vous refusez aux prolétaires le droit de prendre au sérieux les propositions du tsar ? Nous dirons au gouvernement de M. Clemenceau, nous dirons au Gouvernement des radicaux : Qui donc a envoyé à la Haye des plénipotentiaires pour négocier au nom de la France un arbitrage international ? Et quelle figure feront M. Léon Bourgeois et M. Constant d'Estournelles, de retour de la Haye, si, après avoir essayé là-bas de faire accepter par les puissances l'arbitrage obligatoire, ils voient le peuple ouvrier de France tout entier se lever pour en faire une vérité ? C'est une révolution qui sortira non seulement du cœur du prolétariat révolté à la seule pensée de la guerre où on veut l'entraîner contre d'autres prolétaires ; cette révolution jaillira aussi de la conscience même du pays. Et alors le Prolétariat soulevé, usant de ses armes, non plus pour le crime, mais pour le salut et l'affranchissement, instituera un gouvernement populaire. Et ce gouvernement dira aux agresseurs massés à la frontière ou qui auront essayé de la franchir : « Vous voulez la paix ? Allons devant les arbitres ». Et ce sera l'apaisement par la République sociale. Ou s'ils ne le veulent pas, s'ils continuent alors à mobiliser leurs bataillons, ce sera pour écraser le prolétariat et le prolétariat se défendra lui-même en défendant la patrie de la Révolution.

« C'est cette politique d'action, sous des formes diverses mais toujours vigoureuses, que conseille la résolution de Stuttgart et vous voyez comme cette doctrine internationale est conséquente, comme elle est logique, comme elle est claire, comme elle est bien liée. Et pour que l'effort des prolétaires d'un pays soit secondé par l'effort des prolétaires des autres pays, l'Internationale a proclamé à Stuttgart que tous les prolétaires, que toutes les nations devaient développer le

maximum d'efforts pour empêcher les guerres ou pour en châtier révolutionnairement les auteurs. Et il a chargé le Bureau Socialiste International, où siègent des délégues de tous les partis nationaux, de stimuler et de coordonner l'effort de tous les prolétaires, afin que ce ne soit pas un seul peuple, mais tous les peuples que leurs gouvernements veulent engager dans le conflit qui se soulèvent à la fois d'un effort concerté, d'un effort passionné, pour que la guerre soit prise entre deux feux. »

L'arbitrage ou la Révolution ! Jaurès, homme d'action légale et pacifique, était décidé à l'insurrection contre un Gouvernement de crime qui se refuserait à l'arbitrage.

Oui, Jaurès qui détestait de tout son grand cœur la violence s'était résigné à demander le recours éventuel à la violence pour prévenir la guerre! Avec sa clairvoyance géniale, il avait prévu que la guerre mettrait en question et en danger toute la civilisation européenne, toutes les conquêtes du progrès. Il voyait la bestialité déchaînée, la réaction triomphante, Attila fouler le sol de la société moderne, le prolétariat déchiré, ensanglanté et empoisonné par la haine. Et il était prêt à jouer le tout pour le tout : la paix ou la Révolution ! Il savait qu'entre le socialisme et la guerre un duel à mort est engagé et il se disait : Il faut que le socialisme tue la guerre. Dans le cas contraire, la guerre tuera le socialisme.

Et ce magicien de la parole faisait revivre, devant son auditoire ébloui et charmé, le mouvement international pour la paix.

« Et si vous aviez vu, pour ne citer que ces détails de mécanisme, ces détails extérieurs, mais qui ont leur sens, si vous aviez vu avec quelle précision, malgré la nécessité d'employer trois langues différentes, malgré le nombre énorme de délégués venus de tous les continents — il y en avait neuf cents — si vous aviez vu avec quelle précision le Congrès a fonctionné, avec quelle sûreté il a abouti, quelle est l'exactitude en la minutie des résolutions qu'il a prises sur des questions précises comme celle de l'émigration, vous diriez : Oui, l'Internationale est sortie de la période des tâtonnements, elle est sortie de la période de chaos, elle apparaît maintenant

au-dessus du monde comme une force de lumière. C'est à elle que vont se rallier les prolétaires, c'est la colonne de feu qui va guider tous les souffrants, les souffrants de la mine, de la verrerie, des tissages, les pauvres paysans accablés, tous les travailleurs du sol et du sous-sol, quelles que soient leur nation, leur race, tous souffrants, exploités, mais tous saluant dans leur conscience internationale la libération prochaine du prolétariat.

« Citoyens, la force me manque pour entrer aujourd'hui dans l'examen précis des applications que nous devons faire ici, en France, dès maintenant, des règles d'action internationale posées à Stuttgart. J'y reviendrai avec vous. Il ne faut pas que les réunions soient des parades, mais des entrevues périodiques où nous arrêterons le plan de notre action.

« Je veux dire seulement une chose : c'est qu'il faut que, dans l'Internationale, une pénétration se fasse, une combinaison se fasse des qualités, des forces, des facultés des différents peuples. Le nôtre a reçu de son histoire une force d'élan révolutionnaire qu'il porte de son mieux au dehors. Nos camarades d'Allemagne ont eu la générosité de dire tout haut, Kautsky a eu la générosité de penser, d'écrire dans la *Neue Zeit* que, désormais, il n'y a plus une hégémonie du socialisme allemand, non pas que le socialisme allemand ait baissé, mais parce que le socialisme des autres pays a monté. Et alors il y aura équivalence et échange des forces et des facultés. Eh bien, de même que nous pouvons communiquer à d'autres un peu de cet élan révolutionnaire qui émane de notre histoire, de même il est de notre devoir d'emprunter au socialisme allemand l'admirable puissance d'organisation, d'éducation, de méthode, qui fait sa force et sa grandeur.

Tout à l'heure, des interrupteurs me disaient : Parlez-nous du Maroc. Eh ! que voulez-vous que je vous en dise, sinon que, malgré nos efforts, nous ne parviendrons pas à empêcher les flibustiers de faire leur coup. Pourquoi ? Parce que, derrière notre force parlementaire, il n'y a qu'un embryon de force ouvrière.

Ah ! si avec votre idéalisme révolutionnaire, si avec votre force d'élan, au lieu d'être comme vous en France 500,000 syndiqués sur 5 ou 6 millions de prolétaires, adhérents à la Confédération générale du Travail, si vous étiez comme les Syndicats allemands qui, en quelques années, ont dépassé le premier million ; si vous étiez comme

ces Trade-Unions anglaises dont le Congrès, réuni en ce moment-ci, représente exactement 1,700,000 ouvriers cotisants; si vous aviez cette force du nombre, avec votre passion, avec votre élan, il n'y a pas de Gouvernement, qu'il fût soutenu par le *Matin*, le *Temps*, les *Débats*, les autres journaux, qui pourrait faire avaler à ce pays une expédition coloniale dont il ne veut pas.

La première leçon de Stuttgart, c'est que, pour être capables de remplir le mandat que l'Internationale a donné à tous, il faut que nous nous organisions, il faut que nous développions, que nous accroissions nos forces. Nous le pourrons; je sais que déjà à Paris, il y a, depuis quelques années, des corporations qui s'organisent; je sais que le Bâtiment est beaucoup mieux organisé qu'il ne l'était il y a trois ans; il dépend de vous de devenir véritablement une force. Et, en vérité, il est trop commode de maudire la patrie. Ce sont des mots. Il vaut mieux la conquérir. Il dépend de vous qu'elle soit à vous. Pourquoi est-elle la patrie des bourgeois ? Parce que vous êtes divisés, parce que vous êtes inertes. Vous êtes le nombre. Si vous aviez en même temps l'organisation et la volonté, vous socialiseriez la patrie, vous la feriez vôtre, vous en feriez le domaine, la chose du prolétariat. C'est cela que l'Internationale vous demande, c'est à ce but que nous irons avec nos camarades de tous les pays.

Mais il ne faut pas croire que Jaurès se fît illusion sur l'action commune des socialistes et des bourgeois même radicaux en faveur de la paix. Il connaissait trop bien les politiciens radicaux, leur ignorance et leur timidité incurables. Mais il s'adressait aux masses qui les suivent. Et il cherchait à les éclairer sur la nature des hommes qui se servent d'elles.

« Je dis qu'à côté des radicaux qui ont perdu le sens vivant de l'idéal et qui ne comprennent pas, il y en a d'autres qui comprennent trop bien. Ce sont ceux qui, après avoir, avec l'appui des socialistes, réalisé leur programme politique, s'étaient dit : Il faut y coudre un programme social. Ce programme social, ils l'ont porté allègrement tant qu'il n'y avait aucune chance prochaine de le réaliser. Puis, à mesure que l'ordre du jour des Chambres est débarrassé des problèmes purement politiques, successivement résolus, et à mesure que nous abordons les problèmes fiscaux, les problèmes sociaux, à mesure que les radicaux sont obligés de demander à une partie de leur clientèle composite quelques sacrifices positifs, ils se disent que ce programme est excellent, mais à la condition de rester à l'état de programme, et ils cherchent un moyen élégant de ne pas le réaliser. Ils en ont trou-

vé un ; ils disent : Oui, ce serait très bien, mais on ne peut le réaliser qu'avec le concours des socialistes, et comme les socialistes sont dès maintenant des insurgés, des révolutionnaires, des sans-patrie, nous ne pouvons pas honnêtement accepter la collaboration de ces gens tarés. Et comme ils savent qu'ils ne pourront réaliser leur programme qu'avec nous, ils nous disqualifient afin de ne pas le réaliser. Hervé est un monstre ; moi, je suis le lieutenant d'Hervé. Les radicaux socialistes qui n'ont pas encore tout à fait abandonné leur programme sont restés vaguement dans ma dépendance : donc dans la dépendance et dans la gueule d'Hervé... qui est un monstre. Donc, voter les réformes, les retraites ouvrières, la contribution patronale, l'impôt progressif sur le revenu, ce serait faire le jeu des socialistes, ce serait faire le jeu de Jaurès... qui fait le jeu d'Hervé... qui fait le jeu de l'empereur d'Allemagne.

« Et voilà comment, par patriotisme, ces messieurs se préparent à lâcher leur programme. Ah ! ils sont à leur manière des déserteurs, et ils appliquent l'hervéisme à la politique...

« Eh bien, citoyens, toute cette comédie, je sais où elle finira : A force de nous dénoncer, à force de grossir contre nous les griefs et d'enfler les déclamations, ils finiront sincèrement par se faire peur à eux-mêmes et par faire peur à une grande partie de leur clientèle, au moins pour un moment. Et alors, ils ne pourront se sauver, nous ayant dénoncés, qu'en se jetant dans les bras des conservateurs, des réacteurs proprement dits... Ah ! je leur souhaite beaucoup de plaisir...

« Mon ami Varenne essayait de les effrayer en leur disant : Mais, en combattant les socialistes, vous vous mettez à la merci de la réaction, et, par conséquent, vous ne pourrez pas appliquer votre programme... Ah ! que Varenne est naïf ! C'est précisément ce que les radicaux souhaitent. Seulement, il ne leur suffira pas de ne pas appliquer leur programme ; les conservateurs, les modérés, les mélinistes ne veulent pas simplement des satisfactions de classe, ils veulent des satisfactions de personnes. Et alors on commence à dire aux radicaux socialistes : « Oh ! dépouillez-vous au moins de l'étiquette, du vêtement, de l'épithète de *socialiste !* » Puis on leur dit : « Ce n'est pas assez... Pourquoi donc encore garder

« cette épithète de *radical* qui vous distingue de l'ensemble « des républicains ?... » Et on les invite à se dépouiller successivement de toutes les épithètes qu'ils ont revêtues... Mais cela ne suffit pas encore et on leur dit : « Quoi que vous fassiez, « vous serez des nouveaux venus à la sagesse ; vous vous « apercevez que les socialistes sont des monstres ; mais vous « vous en apercevep trop tard, nous vous le disions depuis « longtemps ! Vous êtes les ralliés de la peur : nous avons eu « peur tout le temps, nous vous sommes donc bien supé- « rieurs ». Et alors on les invite à s'effacer, à s'absorber dans la vieille clientèle conservatrice... Qu'ils y disparaissent, ce sera leur juste châtiment !

« Pour moi — et je crois parler ici au nom de notre Parti — je ne fais pas le fanfaron : je sais très bien que nous allons traverser des temps difficiles, je sais très bien qu'il se prépare contre nous une coalition radicale et conservatrice qui sera d'autant plus redoutable et d'autant plus conservatrice qu'elle se produira sous l'apparence d'un vocable radical et d'un Gouvernement radical ; je sais que cet effort de coalition et de résistance se prépare contre nous et je n'hésite pas à dire que cette coalition pourrait nous faire perdre une large part des mandats que nous avons à cette heure au Parlement. Mais qu'importe ?...

« Ah ! je ne fais pas fi, vous le savez bien, de l'action parlementaire, de l'action politique, de l'action électorale, mais je dis que notre Parti a assez prouvé sa capacité d'action parlementaire pour qu'il puisse subir devant les coalitions de l'ennemi même des défaites momentanées sans être amoindri, et il vaut mieux que notre Parti perde une part de ses mandants en dressant son drapeau, que disparaître dans d'apparentes victoires comme sera la victoire honteuse et fausse des radicaux coalisés avec la réaction... »

. . . .

« Ah ! citoyens, j'ai, quant à moi, dans l'avenir, une confiance illimitée. C'est avec une certitude sereine que nous regardons les choses et que nous marchons dans la bataille. Le grand poète Dante raconte, dans un songe de la *Vie Nouvelle*, qu'il a souffert jusqu'à la frénésie en rêvant que l'idéale beauté de Béatrix pouvait périr... Mais l'idéale beauté de la

justice sociale, de la révolution prolétarienne ne peut pas périr; elle est immortelle comme le travail, impérissable comme la conscience, et je salue avec vous, soldats de l'Internationale, l'avènement de l'humanité socialiste! » (1907.)

Dans son *Armée Nouvelle,* œuvre grandiose, Jaurès fait de sa conception de la patrie, de la paix et du rôle de l'Internationale, un exposé remarquable que nous ne voudrions pas atténuer par de faibles commentaires. Ces pages de clarté et de feu montrent cette nature sublime dans toute sa grandeur et dans toute sa beauté.

« Dès maintenant, c'est une joie pour tous les militants du socialisme international, c'est une fierté et une force de faire appel, en vue de l'ordre nouveau, à ce que les patries ont de plus noble dans leur tradition, dans leur histoire, dans leur génie. Tous les actes de courage et de noblesse qui marquent le niveau où peut se hausser la nature humaine, tous les efforts d'invention, toutes les audaces de l'esprit, tous les progrès de liberté, de démocratie et de lumière, qui ont préparé une civilisation supérieure, et qui ont disposé le peuple à y participer, nous les appelons à nous, nous les évoquons. Nous disons aux hommes : Pourquoi ce mouvement s'arrêterait-il? Pourquoi tous ceux qui sont restés jusqu'ici dans la dépendance et dans l'ombre ou dans la pénombre ne seraient-ils pas élevés à la liberté et à la clarté? Mais n'est-ce pas dans un régime de coopération sociale que toutes les initiatives trouveront leur garantie, que toutes les intelligences et les consciences auront leur plein essor? Nous prenons à témoin la patrie elle-même dans sa continuité et dans son unité. L'unité sera plus forte quand à la lutte des classes dans chaque patrie sera substituée l'harmonie sociale, quand la propriété collective servira de fondement à la conscience commune. La continuité sera plus profonde quand tous les efforts du passé aboutiront à l'universelle libération, quand tous les germes d'égalité et de justice s'épanouiront en une magnifique floraison humaine, quand les œuvres les plus fines et les plus hautes du génie seront enfin, dans la culture individuelle et la culture sociale agrandies, l'orgueil et la joie de toutes les intelligences. Par là, la patrie sera le miroir vi-

vant où toutes les consciences pourront se reconnaître. Par là, les prolétaires qui n'eurent au cours des temps qu'une possession partielle et trouble de la patrie, en auront enfin la possession pleine et lumineuse. Elle sera bien à eux, même dans le passé, puisque par leur effort suprême tout le travail des siècles aura abouti à leur exaltation dans la justice. Dès aujourd'hui, parce qu'ils peuvent lutter dans la patrie pour la transformer selon une idée plus haute, ils ne sont pas extérieurs à la patrie. Ils sont en elle parce qu'ils agissent sur elle, parce que l'indépendance des nations comme nations abrite l'effort socialiste international, parce que la démocratie, forme des nations modernes, seconde l'action des salariés, parce qu'ils ne peuvent vaincre qu'en s'appropriant, en chaque pays, les plus hautes qualités d'esprit et d'âme, et l'essence même du génie de la nation, parce que l'humanité nouvelle ne sera riche et vivante que si l'originalité de chaque peuple se prolonge dans l'harmonie totale et si toutes les patries vibrent à la lyre humaine. Ainsi les patries, en leur mouvement magnifique de la nature à l'esprit, de la force à la justice, de la compétition à l'amitié, de la guerre à la fédération, ont à la fois toute la force organique de l'instinct et la toute puissance de l'idée. Et la classe prolétarienne est plus que toute autre classe dans la patrie, puisqu'elle est dans le sens du mouvement ascendant de la patrie. Quand elle la maudit, quand elle croit la maudire, elle ne maudit que les misères qui la déshonorent, les injustices qui la divisent, les haines qui l'affolent, les mensonges qui l'exploitent, et cette apparente malédiction n'est qu'un appel à la patrie nouvelle qui ne peut se développer que par l'autonomie des nations, l'essor des démocraties et l'application à de nouveaux problèmes de toute la force des génies nationaux, c'est-à-dire par la continuation de l'idée de patrie jusque dans l'humanité.

« Voilà pourquoi, en tous ses congrès, l'Internationale ouvrière et socialiste rappelle aux prolétaires de tous les pays le double devoir indivisible de maintenir la paix, par tous les moyens dont ils disposent, et de sauvegarder l'indépendance de toutes les nations. Oui, maintenir la paix par tous les moyens d'action du prolétariat, même par la grève générale internationale, même par la révolution. Combien de malenten-

dus volontaires ou involontaires, combien de méprises et de calomnies les adversaires du socialisme ont accumulés sur cet objet ! Ils oublient, ils affectent d'oublier que même dans les pays démocratiques la guerre peut être déchaînée sans le consentement du peuple, à son insu, contre sa volonté ! Ils oublient que dans le mystère où s'enveloppent encore les diplomaties, la politique extérieure échappe trop souvent au contrôle des nations, qu'une imprudence, une fatuité, une provocation imbécile ou la convoitise scélérate de quelques groupes financiers peuvent déchaîner des conflits soudains ; qu'il dépend encore d'une minorité, d'une coterie infime, d'un homme systématique et infatué, d'engager la nation, de créer de l'irréparable, et que la guerre et la paix se meuvent encore hors de la loi de démocratie. Dans l'évolution intérieure, il y a aussi des surprises, des attentats, mais dont les effets peuvent être combattus et limités. Quand des fous ou des criminels ont allumé la guerre, comment le peuple peut-il circonscrire ou étouffer l'incendie ? Les vastes combinaisons personnelles de M. Hanotaux ont conduit la France au seuil d'une guerre avec l'Angleterre. Les vastes combinaisons personnelles de M. Delcassé ont conduit la France au seuil d'une guerre avec l'Allemagne. Les conflits obscurs des coteries dans la chancellerie allemande se répercutaient dans toute la politique européenne, et selon que l'emportait le groupe Holstein ou le groupe Eulenbourg, les chances de guerre s'accroissaient ou diminuaient. C'est dans de sombres coulisses de finance que s'est agité à certaines heures le conflit marocain. L'antagonisme des financiers français et des financiers allemands a mis en péril la paix de l'Europe, et c'est l'entente de ces groupes d'abord hostiles, puis associés enfin pour une exploitation plus fructueuse du Maroc, qui a facilité un accord dont les effets généraux sont excellents, dont les sources sont ignominieuses, comme étaient ignominieuses les causes du conflit. Quelle ressource ont donc les peuples devant ces combinaisons, devant ces manœuvres, devant les mensonges sensationnels de la presse dirigée souvent par le capital véreux et qui, par calcul financier ou par délirant orgueil, sème la panique et la haine et se joue cyniquement et étourdiment du destin de millions d'hommes ? Les

peuples n'ont qu'un moyen de défense; le prolétariat n'a qu'une ressource : c'est de signifier que dans ces aventures « il ne marchera pas » ou plutôt qu'il marchera contre les machinateurs criminels, qu'il brisera s'il le peut les forces de guerre, qu'il se soulèvera pour arracher la patrie aux maquignons de la patrie! Ah! oui, terrible hypothèse dont il connaît toutes les difficultés et tous les périls! Il serait coupable en effet s'il s'y prêtait légèrement, si c'était un jeu d'imagination romantique. Mais il sait bien qu'il n'aura le droit de mettre en œuvre ces moyens tragiques et qu'il n'aura quelques chances d'y réussir que s'il a épuisé d'abord tous les moyens de prévenir la guerre que met en ses mains la démocratie trop incomplète. Qu'il surveille sans cesse les événements pour écraser les germes de guerre avant qu'ils aient pu dangereusement se développer. Qu'il envoie dans toutes les assemblées politiques une minorité toujours accrue qui dénonce les intrigues, dissipe les malentendus, rappelle sans cesse les diplomaties convoiteuses ou aventureuses à l'esprit d'équité, de modération et de paix. Qu'il prépare, qu'il trace par ces délégués, par des juristes pénétrés de son esprit, un code de droit international qui prévienne les compétitions funestes et les entreprises violentes de l'impérialisme capitaliste; qu'il protège tous les peuples, toutes les races contre ceux qui veulent se tailler aux dépens de leur indépendance des privilèges, des monopoles, des concessions exclusives. Qu'il élargisse toutes les tentatives d'arbitrage. Qu'il ne cède pas à la tentation médiocre et vulgaire de railler la Cour de la Haye, mais qu'il s'applique au contraire à la fortifier, qu'il réclame pour elle une activité toujours plus haute et s'exerçant sur tous les litiges. Qu'il comprenne toute l'importance, toutes les conséquences des questions posées d'abord devant elle et qui peuvent, comme la question du droit de prise, neutraliser la concurrence navale de l'Angleterre et de l'Allemagne, enlever tout prétexte à l'émulation sinistre des armements maritimes. Que les organisations prolétariennes de tous les pays, réunies en des congrès internationaux, affirment avec une force croissante leur volonté de paix et que leur solidarité tous les jours plus visible et plus solide soit comme un obstacle compact aux courants de folie belliqueuse,

Quand les socialistes et travailleurs de tous les pays, dans les parlements, dans les syndicats, dans les coopératives, dans les fédérations ouvrières de tout ordre dont le réseau tous les jours plus serré et plus vaste s'étend sur le monde, auront fait vivre cette œuvre incessante, multiple, méthodique; quand ils auront prodigué les efforts de sagesse, de raison, de propagande et d'organisation pour prévenir les conflits, pour épargner aux nations la double épreuve de la guerre et de la révolution qui en sera la réplique presque fatale; alors, si des gouvernements d'aventure et de proie s'obstinent; si, dans la pensée folle de créer une diversion au problème social, ou d'affermir des monarchies chancelantes, ou de sauver les privilèges bourgeois, ou encore dans un appétit scélérat de lucre et de finance, les dirigeants déchaînent la tempête, s'ils refusent encore, à la dernière heure, avant la consommation du crime, les suprêmes appels à l'arbitrage qui leur viendront du prolétariat universel, alors, oui, ce sera le droit et le devoir de la classe ouvrière, ce sera son droit et son devoir, par un effort simultané et concerté de ses militants dans les pays exposés à l'horrible catastrophe, de se soulever, de faire appel désespérément à la force révolutionnaire, de briser ces gouvernements de délire, de rapine et de meurtre et de jeter dans la tourmente, pour la sauvegarde et l'honneur des patries comme pour la sauvegarde et l'honneur de l'humanité, la parole de paix, la parole de justice.

« Pour avoir à mon tour répété ces choses dans le commentaire que je donnais du Congrès de Stuttgart, j'ai été outragé, dénoncé comme un traître à la patrie. Il me semble qu'on n'ose plus, aujourd'hui, répéter contre le parti socialiste et contre l'Internationale ces calomnies imbéciles. Le Congrès de Copenhague, quoiqu'il ait marqué un pas nouveau dans la lutte internationale révolutionnaire contre la guerre, quoiqu'il ait mis à l'ordre du jour de tous les pays l'étude des moyens précis de la prévenir par l'action concertée du prolétariat, n'a pas provoqué les mêmes injures que celui de Stuttgart. Peu à peu, la démocratie européenne se familiarise avec la grandeur de la pensée internationale. On n'ose plus nous dire à nous, socialistes français, ou du moins on ne nous dit plus que faiblement que nous voulons désorganiser la dé-

fense de notre propre patrie et que nous sommes ou les complices de l'étranger ou au moins les dupes lamentables de ces socialistes du dehors qui, eux, dissimulant sous de faux semblants internationalistes leur dessein de primauté nationale et leur orgueil chauvin, sauront bien exploiter au profit de leur patrie casquée l'anarchie révolutionnaire de France. Non, on n'ose plus reproduire, au moins du même ton, ces inepties calomnieuses, car dans toute l'Europe une agitation se propage. Les démocraties s'émeuvent. Les peuples manifestent leur lassitude du régime épuisant de la paix armée. Partout ils veulent prendre en mains la conduite des affaires nationales, et dans les pays même où l'autorité est le plus solide, des forces populaires s'accumulent et montent, qui ne permettront plus de dire que les effets révolutionnaires de la guerre seront limités aux pays latins. Il n'est plus de souverain, il n'est plus de caste, il n'est plus de classe, en quelque pays de l'Europe que ce soit, qui puisse jouer sans péril avec le feu de la guerre. Et ce n'est pas une action unilatérale, c'est une action internationale, c'est un mouvement révolutionnaire que l'Internationale veut opposer aux puissances d'agression. Quelle aberration de la combattre et de la calomnier ! Déjà ceux-là même qui nous dénonçaient le plus comprennent qu'en essayant de prévenir la guerre, qu'en dressant contre toute politique belliqueuse la menace sérieuse et solide d'une révolution ouvrière, le socialisme international protège la civilisation démocratique contre les surprises et les cataclysmes. C'est la guerre surtout qui rendrait impossible la régulière évolution sociale. Au contraire, par la certitude de la démocratie et de la paix, par la plénitude du droit populaire et de la sécurité internationale, le passage de la société bourgeoise à l'ordre socialiste peut s'accomplir par étapes, par transitions ménagées, sans violence et sans effusion de sang, sans gaspillage des forces économiques. Les hommes qui poussent la volonté de paix jusqu'à menacer d'un mouvement révolutionnaire tous les fauteurs de conflit sont les serviteurs les plus clairvoyants de l'évolution humaine, du progrès social ordonné, vigoureux et sage. Que la double tâche de lutter, même révolutionnairement, contre la guerre et de sauvegarder dans la tourmente

l'indépendance des nations soit aussi difficile que grandiose, les prolétaires le savent. La classe qui assume cette responsabilité glorieuse et formidable s'oblige elle-même à un immense effort d'éducation et d'organisation, d'habileté et d'héroïsme. Elle n'a pas la naïveté de prétendre enfermer d'avance dans une formule bien équilibrée des événements tumultueux. Un schéma abstrait ne suffit pas à guider les hommes dans ces crises confuses et terribles. Mais ce qui est certain, c'est que la volonté irréductible de l'Internationale est qu'aucune patrie n'ait à souffrir dans son autonomie. Arracher les patries aux maquignons de la patrie, aux castes de militarisme et aux bandes de la finance, permettre à toutes les nations le développement indéfini dans la démocratie et dans la paix, ce n'est pas seulement servir l'Internationale et le prolétariat universel, par qui l'humanité à peine ébauchée se réalisera, c'est servir la patrie elle-même. Internationale et patrie sont désormais liées. C'est dans l'Internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie; c'est dans les nations indépendantes que l'Internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles. On pourrait presque dire : Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale; beaucoup de patriotisme y ramène.

« Il n'y a donc aucune contradiction pour les prolétaires socialistes et internationalistes à participer de façon active à l'organisation populaire de la défense nationale. Au contraire, plus le problème qu'ils ont à résoudre est difficile et troublant, plus il importe qu'ils accroissent leur autorité et leur influence en exerçant toute la force d'action dont ils peuvent disposer ; plus il importe aussi qu'ils aient sur l'armée des prises très fortes, pour la faire mieux servir, aux heures de crise, aux fins sublimes du prolétariat, à la protection de la paix internationale et de l'indépendance nationale. Leur participation active au fonctionnement de l'armée renouvelée est donc une loi de la croissance prolétarienne et de l'action socialiste. Cette loi, il est impossible que les prolétaires ne la reconnaissent point. De même qu'il arrive au prolétariat, par dégoût des actes de la République bourgeoise, de paraître détaché de la République, mais qu'il s'émeut de

colère quand réellement la République est menacée, et qu'il tressaille de joie quand une République nouvelle, même bourgeoise, surgit en Europe, de même, et malgré l'abus des formules paradoxales, il a beau, pour protester contre les formes bourgeoises et capitalistes de la patrie, jeter l'anathème à la patrie elle-même, il se soulèverait tout entier le jour où réellement l'indépendance de la nation serait en péril. Et il débarrasserait la patrie des gouvernements de corruption et d'aventure pour mieux préserver, avec la paix du monde, l'autonomie nationale. La vaine outrance des paradoxes anarchisants ne résisterait pas une minute, un jour de crise, à la force de la pensée ouvrière complète, qui concilie l'Internationale et la Nation. C'est à cette pensée ouvrière complète que la République peut, dès maintenant, faire appel si elle veut assurer l'organisation d'une armée vraiment défensive, populaire et efficace. »

CHAPITRE IV

L'Organisation de la Nation armée

Jaurès incarne le génie et la conscience de la France moderne, de la France issue de la Révolution. Il a un véritable culte, une passion pour la France. Aucun homme politique moderne n'a eu pour elle une plus grande ambition, une plus profonde conscience de son rôle dans l'avenir. Et c'est contre cet homme, la force et l'honneur de son pays, la force et l'honneur de l'humanité, que la réaction scélérate, ignorante et imbécile, a osé diriger son venin de serpent, en le représentant comme traître à son pays. Jaurès avait très rarement recours à des polémiques personnelles. Aux calomnies perfides et venimeuses il répondait par l'action, par toute une vie de bienfaisance et d'activité quasi-surhumaine. Aux *manœuvres* des adversaires il opposait des *œuvres* de bonne foi. C'est ainsi qu'il réfuta par un projet de loi, qui a pris l'extension d'un livre, l'*Armée Nouvelle,* ceux qui, stupidement et malhonnêtement, l'accusaient, sans y croire eux-mêmes, de vouloir désarmer la France au milieu des puissances armées.

Cette œuvre, tenue pour remarquable par des spécialistes de l'organisation militaire, contient toute une philosophie démocratique et sociale. Jaurès y mit tout son génie, tout son esprit, tout son cœur, toute sa flamme et tout son talent. On ne sait ce qu'il faut le plus admirer en l'auteur de cette œuvre de premier ordre : de sa capacité prodigieuse à s'assimiler, dans tous leurs détails, concrets et techniques, les problèmes les plus ardus et les plus compliqués, ou de son génie généralisateur et synthétique ou, enfin, de sa généreuse passion dévorante pour tout ce qui est beau, pour tout ce qui est grand.

Il commence par faire disparaître tout malentendu entre le socialisme et la patrie.

« Pour la nation aussi, il y a un intérêt vital à ce que tout malentendu entre elle et le socialisme soit dissipé. *Un pays qui ne pourrait pas compter, aux jours de crise où sa vie serait en jeu, sur le dévouement national de la classe ouvrière, ne serait qu'un misérable haillon.* Par quelle aberration la démocratie française s'obstinerait-elle à calomnier la pensée de ce prolétariat de France qui proclame sans cesse le devoir et la volonté des prolétaires de défendre l'autonomie de la nation ? Ce qu'il demande à la nation, il a le droit et le devoir de le lui demander.

« Il lui demande simplement de lui épargner un crime aussi funeste à la France qu'à la classe ouvrière elle-même, et ce crime c'est de jeter les ouvriers dans une guerre contre leurs frères des autres pays sans avoir mis du côté de la France l'évidence du droit. Or, au moment où la France prend à la conférence de la Haye, très mollement, la direction de la politique d'arbitrage, au moment où elle propose que tout pays, à la veille d'un conflit, saisisse du conflit la conférence de la Haye, la France prend l'engagement moral de pratiquer cette politique. Elle n'y saurait manquer sans scandale. Et les travailleurs de France n'abusent pas vraiment quand ils adjurent la France de ne pas déchirer étourdiment et cruellement le lien de solidarité qui les lie aux ouvriers de tous les pays. Ils l'adjurent de rester fidèle à ce qu'il y a de meilleur en elle, et en protégeant son idéal le plus haut contre la surprise des passions ou la manœuvre d'intérêts subalternes, ils servent la patrie comme le prolétariat.

« CE QU'ILS DEMANDENT ENCORE, CE QU'ILS ONT LE DROIT ET LE DEVOIR DE DEMANDER, C'EST QUE LA NATION ORGANISE SA FORCE MILITAIRE SANS AUCUNE PRÉOCCUPATION DE CLASSE OU DE CASTE, SANS AUTRE SOUCI QUE CELUI DE LA DÉFENSE NATIONALE ELLE-MÊME.

« J'ose prier les officiers eux-mêmes de méditer sans passion et sans préjugé l'idée générale du socialisme et l'application qu'il en fait à l'institution militaire. Il serait funeste pour eux, j'entends pour la vie de leur esprit, de céder aveuglément à des préventions haineuses contre des hommes qu'ils ne connaissent pas, contre des systèmes de pensée qui heur-

tent d'abord leurs habitudes. Ils ont fait l'épreuve, dans le drame de l'affaire Dreyfus, du péril de ces malentendus. Ils ont cru, sur la foi de quelques chefs compromis, sauver l'armée en luttant contre le vrai et le juste. Je ne sais quelle est la conclusion secrète qu'ils ont tirée de cette tragédie. Le pire serait que par une gageure insensée, ils aient persévéré silencieusement dans l'erreur première, ou que par dégoût d'un drame où leur conscience et leur raison furent engagées si à faux, ils en aient détourné leur pensée sans avoir déduit les conséquences nécessaires. Mais s'ils ont ce haut courage qui cherche dans les plus douloureuses épreuves et les plus mortifiantes erreurs une leçon et un renouvellement, ils ont certainement conclu qu'ils devaient garder l'intelligence ouverte et la conscience libre. Le jour où l'existence nationale serait en jeu, ils auraient à conduire à la bataille des millions de prolétaires ; quelle faiblesse et quelle tristesse si entre eux et ces hommes il y a comme un divorce moral, un irréparable malentendu de la conscience et de la pensée ! »

Mettre le droit de son côté et mettre la force vraiment nationale au service du droit, quel rêve plus noble peut-on nourrir pour son pays ! Jaurès veut concilier la nation avec son armée, l'armée avec la justice et la force avec le droit. Il veut faire une réalité de la pensée de Napoléon définissant, quant à son sens, la révolution une *idée armée*. Jaurès ne veut pas désarmer la France : il veut armer la justice, le droit, rendre invincible la démocratie, la France de la Révolution. Pour atteindre ce but, il commence par révolutionner l'éducation militaire à laquelle il demande l'abandon complet de tout esprit de caste et de réaction.

« Le seul moyen de résoudre les difficultés et d'écarter les périls, le seul moyen de donner au pays pour sa défense l'éducation militaire la plus intense, la plus continue, la plus profonde, c'est de renoncer à la superstition du service de caserne, c'est de ne voir dans ce service qu'une école de recrues donnant au soldat, en quelques mois, les éléments nécessaires, et d'organiser sérieusement dans le pays même des unités organiques de combat, des compagnies à plein effectif qui pourront être convoquées périodiquement sur le territoire

même où vivent les citoyens qui en font partie, et vigoureusement entraînées par des exercices énergiques et efficaces.

« Pour quelles raisons donc ce système qui prélève inutilement sur la nation tant de forces jeunes et vives et qui ne sert vraiment ni l'éducation des soldats ni l'instruction des cadres, mais qui les contrarie et qui fait obstacle à la formation dès le temps de paix de vivantes unités de combat, comment donc et par quelle superstition ce système a-t-il pu se maintenir jusqu'ici ? C'est d'abord un effet de la routine. Depuis des générations, les armées, dans les grands Etats modernes, sont des armées de caserne. Il semble qu'il n'y ait d'armée permanente que là où il y a un rassemblement permanent d'hommes armés. Même quand on cède à la force du temps nouveau, même quand on est obligé, par le service obligatoire personnel et égal, d'affirmer le principe de la nation armée et d'incorporer des masses énormes qui doivent former la véritable puissance défensive, on reste hanté par le passé, on essaie de retenir tout ce qu'on peut de la vieille armée, et on veut réduire l'armée nouvelle à n'être qu'une contrefaçon de l'ancienne. Ainsi de la petite partie de l'armée groupée à la caserne, on fait consciemment ou inconsciemment le tout ; de ce qui ne doit être que l'école, que le stage, on fait l'essentiel ; de ce qui n'est que l'échafaudage, on fait la charpente permanente, destinée seule à porter tout l'édifice. Ceux qui observent l'histoire et y constatent les lois du progrès humain ne sont pas surpris de cette résistance. Les idées nouvelles ne triomphent d'habitude que par une série de compromis où se prolonge très longtemps l'effet des idées anciennes. Les lois militaires qui se succèdent depuis trente ans chez nous, les institutions militaires dont ces lois sont la formule sont le résultat de transactions successives entre la conception ancienne de l'armée de métier, séparée de la nation, longuement cloîtrée dans une vie spéciale, et la conception de la nation armée qu'imposèrent à la fois les victoires politiques de la démocratie et les défaites militaires de la vieille armée. Mais aujourd'hui, quand nous voulons dégager le dernier terme de cette évolution, nous nous heurtons à la résistance suprême des habitudes. Nous nous heurtons aussi à la résistance des amours-propres de caste,

ou, si l'on veut, de corporation. Il semble à bien des chefs que leur prestige est bien plus éclatant de commander de vastes rassemblements d'hommes, toujours groupés dans leur main, que d'être les premiers citoyens d'une armée confondue avec la nation. Maintenant, par l'importance dominante donnée à ce qu'on appelle l'armée active et qui n'est plus que l'armée encasernée, l'armée paraît constituer un monde à part, une sphère éclatante et sonore, ayant ses lois propres, son mouvement propre et par la concentration visible de ses énergies, une sorte de flamboiement auguste. De même que les esprits façonnés par l'habitude monarchique ne reconnaissent la majesté du pouvoir que concentrée dans une famille ou dans un homme et que la souveraineté de la démocratie leur semble je ne sais quoi de médiocre, de terne et de diffus, de même les esprits formés par notre tradition militaire ne reconnaissent la puissance de l'armée que dans une institution concentrée, autonome, vivant de soi. Et plus les nécessités politiques et sociales ouvrent cette armée à toute la nation, plus ils essaient de se persuader que la force essentielle de l'armée est dans ce qui subsiste du régime ancien de spécialité et de séparation. Tous ces hommes se trompent. De même qu'il n'y a pas de pouvoir qui ait plus de majesté que celui qui réside dans la volonté de tous constatée par la loi, de même il n'y a pas d'armée qui ait plus de force et d'éclat et qui puisse communiquer à ses chefs, s'ils sont vraiment en harmonie avec elle, plus d'autorité morale et plus de prestige, qu'une armée qui sera la nation elle-même, passionnée pour son indépendance et organisée pour la défendre.

« Les résistances des préjugés, des amours-propres surannés ne prévaudront pas contre la volonté profonde de la nation qui veut porter au plus haut ses chances de vie. Une heure vient où le pays s'aperçoit que les compromis trop prolongés sont dangereux, que les concessions faites au passé paralysent le développement du principe nouveau. Et alors à la période des mélanges confus et des combinaisons hybrides, succèdent les institutions décidées et nettes. L'armée de caserne grossie à un rôle démesuré masque l'armée véritable, elle l'offusque. Elle fait obstacle à l'organisation sérieuse des forces défensives de la France.

« Il est temps d'aller au secours de la véritable armée, qui périt de langueur, étouffée par des formes parasitaires.

« Déjà, comme je vais le montrer, la fausse et rétrograde conception des rapports de l'active et de la réserve, la prédominance de l'une, l'humiliation et l'abandon de l'autre ont produit cet effet funeste de mutiler la défense de la France, de lui retirer en fait la moitié des forces disponibles. Au point de vue de la défense, on peut dire qu'aujourd'hui, par le vice de l'institution militaire, il ne reste plus que la moitié de la France. »

Jaurès veut mettre fin à ce dualisme de l'armée active et de la réserve qu'il croit funeste pour « les chances de vie » de la nation. C'est le contraire d'une diminution de la force défensive du pays qu'il réclame : c'est la défense complète, intégrale, efficace et décisive. Comme il confond l'armée avec la nation, l'idée de l'armée démocratique avec l'idée de la justice armée et triomphante, il parle de l'armée avec la même passion ardente que de la nation elle-même, et il l'entoure de la même tendresse. Jaurès aime passionnément l'armée parce qu'il adore la France. Il a le culte de la France parce qu'il l'identifie avec le droit, avec la Révolution. Et il la veut formidable.

« Quand on entend sans cesse, au Parlement, discourir de la « *nation armée* », quand on constate que la plupart des chefs militaires, même ceux qui ont l'esprit le plus conservateur, déclarent accepter le principe de la « *nation armée* », on est amené à croire qu'en effet, au jour du péril tous les citoyens vraiment capables de porter les armes et de marcher iront au-devant de l'ennemi. Quand on entend répéter, quand on lit dans des œuvres comme celle du général Langlois, que la principale force de la France est dans ses réserves, on est tenté de supposer qu'en effet les onze classes de la réserve de l'armée active participeront activement à la défense du sol menacé. Ce serait un effectif formidable. Deux millions d'hommes, tous exercés, tous valides, tous jeunes, tous en pleine force, puisque les plus âgés d'entre eux n'auraient pas plus de trente-quatre ans, se lèveraient à l'appel de la patrie ; ce ne serait ni une élite restreinte, ni une multitude confuse et

tumultueuse, mais une masse éduquée et disciplinée, joignant la force de l'organisation à la puissance du nombre. Il n'en est rien, et, dans les combinaisons présentes de nos états-majors, dans les plans actuels de mobilisation et de concentration il n'y a que cinq classes de réserve sur onze, pas même la moitié, qui sont destinées à un rôle vraiment actif et de premier plan, à une œuvre décisive de choc et d'écrasement. Sept classes de réserve, tous les hommes de vingt-sept à trente-quatre ans, sont rejetées de l'armée de première ligne.

« Ainsi, au jour de la mobilisation, les réservistes fantassins des classes les plus jeunes sont versés dans les 144 régiments d'infanterie de l'armée active; ils en doublent l'effectif. Les autres sont affectés à des régiments de réserve qui seront en réalité des régiments de territoriale et qui auront pour fonction éventuelle ou de garder des places fortes et des voies de communication, ou d'alimenter en hommes l'armée de première ligne à mesure que celle-ci subira des pertes par le feu ou la maladie. C'est M. Messimy qui, dans ses rapports de 1906 et 1907, constate, pour ainsi dire officiellement, que les dirigeants de la France ont renoncé à utiliser, pour produire sur l'envahisseur un effet de masse, les sept dernières classes de la réserve, c'est-à-dire au moins un million d'hommes en pleine vigueur. Il écrit en 1906 : « Pour « notre part, contrairement à l'opinion généralement admise « jusqu'à ce jour, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire « de faire faire aux réservistes deux périodes égales dans « les troupes actives de première ligne. Ces hommes sont « en effet, affectés à des formations différentes suivant leur « âge; de vingt-cinq à vingt-sept ans, ils feraient partie à la « mobilisation des régiments actifs; de vingt-huit à trente-« trois ans, ils appartiendraient aux régiments de réserve, « formations sinon identiques, du moins très analogues aux « régiments territoriaux. »

« Il insiste en 1907 : « La conséquence logique de la ré-« duction de la seconde période à quinze jours serait le grou-« pement de tous les réservistes anciens, qui, dans la pratique, « ne font plus partie, comme ceux des cinq ou six classes « les plus jeunes, des formations de première ligne, en régi-« ments de réserve, et leur envoi, non plus aux grandes ma-

« nœuvres, mais dans des camps d'instruction que nous avons « organisés à grands frais, mais dont nous ne savons pas « encore convenablement tirer parti. »

« Certes, dès maintenant, la séparation des deux parties de la réserve est complète. Il y en a une, au moins égale à l'autre, qui n'est plus que de nom réserve de l'armée active. Elle n'aura avec celle-ci aucun rapport pendant la guerre; il convient qu'elle n'en ait même point pendant la paix, et qu'elle apparaisse bien comme n'étant qu'une forme de l'armée territoriale destinée ou à un service sédentaire ou à un service d'arrière. La France a trop de réservistes; elle a trop de citoyens capables de la défendre; elle ne saurait qu'en faire; elle en serait plus encombrée que protégée. »

La nation armée signifie nécessairement la nation juste. Les gouvernements qui renoncent à l'emploi immédiat de toutes leurs réserves avouent par là même des arrière-pensées de violence inique et des desseins suspects. L'Allemagne impérialiste et militariste est logique lorsqu'elle met de plus en plus sa confiance et le centre de gravité de sa force militaire dans son armée active de caserne, quand elle tend à réduire de plus en plus, dans les premiers événements de guerre qu'elle imagine décisifs, le rôle des réserves, c'est-à-dire de la nation.

Elle se dispense par là de compter avec le sentiment national, avec un commencement de démocratie, avec un commencement de socialisme. M. le général Langlois est logique, détestablement logique, lorsque, dans une même étude, il proclame à la fois que la France doit reprendre non seulement une tactique offensive, mais une politique agressive et qu'elle doit compter surtout sur des formations militaires où l'active dominera.

Lui aussi il a pour les citoyens mariés une touchante sollicitude. Admirable prétexte à discréditer les réserves, c'est-à-dire à tenir la nation en dehors du drame et à remettre aux mains d'une armée professionnelle savamment extraite de la nation armée tout le destin de la patrie. Ah! oui, M. le général Langlois a raison de crier à la fin de son article : « Sus aux désorganisateurs! »

Il n'en est pas de pires que ceux qui désorganisent la défense nationale en la mutilant dans son corps et en l'abaissant dans son âme. Du même coup ils lui prennent la force d'un million de soldats et la force du droit certain qui est dans la volonté de paix.

La France d'aujourd'hui est aussi logique, tristement logique avec sa propre incohérence et sa propre confusion lorsqu'elle institue un système militaire équivoque qui répond à l'ambiguïté de ce régime, fait de démocratie politique et d'oligarchie sociale, de tradition conqué-

rante et d'aspiration à la paix. C'est par un effet de ce désordre et de ce mélange qu'elle fait dans son armée de première ligne une part aux réserves plus grande que ne fait l'Allemagne, et qu'elle traite cependant les réserves en force subordonnée et presque suspecte dont on ne se sert qu'à demi, par contrainte et avec une sorte d'appréhension ou de mépris.

Elle ne sera vraiment forte, elle ne sera invulnérable que le jour où elle aura pleinement conformé son organisation militaire à une politique de démocratie et de paix. Lorsque, comptant en effet sur les nécessaires restitutions du droit par la démocratie et la paix, elle aura le courage et la dignité de répudier définitivement devant le monde toute idée d'une revanche par les armes dont, au fond, elle ne veut pas et dont elle prolonge, par un faux orgueil, caricature de fierté, la formule creuse ; quand elle aura délibérément, publiquement comme en secret et sans la moindre arrière-pensée, rejeté toute politique offensive ; quand elle aura donné à tous les peuples l'assurance répétée qu'elle est prête à soumettre à l'arbitrage international tous les litiges ; quand elle vivra ainsi dans la pleine lumière et dans le rayonnement de sa propre volonté de paix, elle pourra, si elle est menacée, faire appel au dévouement enthousiaste de tous ses citoyens, pour les grands chocs de première ligne comme pour la résistance innombrable et prolongée.

Ce jour-là, malheur vraiment à ceux qui oseront la menacer ! Mais quelle pitié de voir des hommes qui se proclament les premiers des patriotes, les gardiens patentés de l'esprit de sacrifice et de la vertu militaire, retirer à la France, par l'inutilisation de plus de la moitié des réserves, cette puissance d'un million d'hommes et de l'élan national unanime !

Quelle pitié de les voir diviser la nation en citoyens célibataires et citoyens chefs de famille, avouant aux ennemis qu'ils sont incapables d'élever l'action militaire de la France à cette pure défense nationale où il n'y a plus de différence entre les citoyens, confondus en une seule âme, dans un même devoir, dans une même pensée, dans une même impossibilité de discerner les nuances du sacrifice ! Quelle pitié aussi de les voir, à l'heure où ils gémissent sur la faible natalité de la France, sur la supériorité croissante de la population de l'Allemagne, retirer à la France la seule supériorité militaire qui lui reste, je veux dire la pleine et soudaine utilisation de ses réserves ! La France, plus que l'Allemagne, en aurait la possibilité financière, car elle a de plus puissantes provisions d'or, de plus anciennes et plus fortes accumulations de capitaux, une aisance plus générale et un équilibre plus sûr de puissance industrielle et de puissance agricole ; un plus grand effort d'argent lui serait permis.

La France, plus que l'Allemagne, aurait la possibilité morale d'appeler toutes ses réserves : car dans l'hypothèse où je me suis placé, elle serait manifestement l'objet d'une agression et les raisons politiques et sociales qui font que l'Allemagne impérialiste hésite à mobiliser ses réserves pour les premiers chocs seraient alors portées au maximum. Plus que l'Allemagne elle en aurait la possibilité stra-

tégique, car c'est sur le territoire même de la France assaillie que se livrerait la bataille, et il est plus facile à un peuple de concentrer toutes ses réserves sur son propre terrain, à condition qu'il ait la clairvoyance et le courage de choisir des zones de concentration où il puisse, en effet, amener à temps toutes ses forces, qu'il n'est facile à l'envahisseur de porter en pays étranger, et d'un premier élan, toute sa force profonde, surtout là où elle est travaillée par le doute, par le malaise d'une lâche complicité dans une agression injuste. A UNE PARTIE QUI S'ENGAGERAIT DE LA SORTE, J'OSE DIRE QUE L'ALLEMAGNE MILITARISTE ET ABSOLUTISTE NE SE RISQUERAIT PAS OU QU'ELLE Y SUBIRAIT UN DE CES DÉSASTRES QUI SONT, POUR LES RÉGIMES FONDÉS SUR LA FORCE SEULE, LE PRÉLUDE DES RÉVOLUTIONS.

Appuyée dès les premiers jours sur la totalité de ses réserves et sur l'unanimité des cœurs, la France serait si forte que les plus téméraires hésiteraient à la provoquer. CETTE POLITIQUE DE SUPRÊME DÉFENSE NATIONALE ABOUTIRAIT BIENTÔT, POUR LA FRANCE, NON SEULEMENT A LA PAIX, MAIS A LA CERTITUDE DE LA PAIX, c'est-à-dire au commencement de la plus nette et de la plus bienfaisante révolution qui se soit accomplie depuis quelque temps parmi les hommes. Et c'est pour cela, *c'est pour assurer la paix en assurant le plein de la défense nationale*, que nous nous élevons contre le système absurde qui enlève à la France une si large part, la meilleure peut-être, de sa force défensive. *Nous voulons restituer à la patrie un million de soldats que les professionnels du patriotisme et du militarisme sont en train de lui dérober obscurément, sournoisement, sans qu'elle s'en doute.* Car c'est chose étrange combien peu la nation est avertie de tous ces problèmes, où sa vie pourtant est engagée. Qui sait, parmi les citoyens, même à grands traits, en quoi consiste la mobilisation ? Qui se demande, dans le Parlement et dans le pays, comment se posent les problèmes de la concentration et quel est, en gros, l'usage que feraient les états-majors, pour la défense du pays, de toutes ses forces armées ?

Jaurès dénonce, d'après les rapports officiels, la non-utilisation des sept dernières classes de la réserve, c'est-à-dire d'un million d'hommes. Dans l'emploi des réserves, il voit une garantie de justice. Car « la nation armée signifie nécessairement la nation juste ». Un peuple tout entier ne saurait passer et demeurer à l'état de crime, se dégrader au rang d'un malfaiteur public. Et renoncer à l'emploi immédiat de toutes les réserves, c'est avouer une arrière-pensée de mauvais coup, de dessein criminel. Jaurès donne un million de soldats de plus à la France démocratique et révolutionnaire.

Il y a plus. Une armée vraiment démocratique, vraiment

nationale qui n'a pas la superstition de la caserne et qui a en revanche pleine confiance en les réserves populaires est une garantie de paix. On hésite à attaquer une nation qui met volontairement toutes ses forces au service d'une défense suprême. « Les professionnels du patriotisme et du militarisme dérobent obscurément, sournoisement à la nation un million de soldats. » Il faut que la nation elle-même soit avertie du problème militaire dans toute son étendue, car son existence se joue sur les champs de bataille.

« Le rapport de M. Messimy, les déclarations récentes du ministre de la Guerre, qui suppriment presque officiellement la moitié des réserves, ont passé à peu près inaperçus. Aucun Français ne se demande, ni tout haut ni tout bas : Mais enfin, puisque la France exige de tous les hommes valides deux années de leur vie, puisqu'on nous répète que l'art de la guerre consiste à pouvoir toujours, sur le point décisif, opposer des forces supérieures à l'ennemi, puisque les chefs prétendent que les premiers événements de la guerre ont une influence décisive ou capitale sur toute la guerre, pourquoi les *seize cent mille* hommes valides des onze classes de réserve ne sont-ils pas concentrés dès les premiers jours avec les deux classes de l'active ? et pourquoi toute cette masse n'est-elle pas précipitée sur l'envahisseur comme un bloc d'airain? Y a-t-il une impossibilité pratique, technique? Qu'on le dise ou plutôt qu'on étudie. Ces sortes de problèmes techniques ne sont insolubles qu'aux pays qui ne veulent pas les résoudre.

« La vérité est que la nation se désintéresse de ces problèmes et qu'elle permet ainsi aux professionnels de s'en désintéresser ou de les trancher arbitrairement dans le sens des intérêts de caste les plus égoïstes, ou des préjugés les plus étroits, ou des routines les plus paresseuses.

« *L'éducation militaire de la nation n'est pas faite. Elle est à peine ébauchée; l'essentiel y manque encore, le souci direct, passionné et constant de la nation elle-même pour sa propre sécurité, la discussion publique et le contrôle public des méthodes qui doivent le mieux la procurer.* Il ne s'agit pas de livrer à l'ennemi le secret de tel ou tel plan de cam-

pagne plus ou moins élaboré et d'une application d'ailleurs incertaine. Il s'agit de déterminer l'idée générale d'une stratégie qui permette à la nation armée de développer sa force défensive. La stratégie d'un peuple est aussi inséparable que son organisation militaire de son régime politique et social. A ce titre, la stratégie de la nation, comme son organisation politique et militaire, doit être soumise, non pas dans le détail de ses opérations, mais dans son principe, dans ses règles, dans ses méthodes, dans son objet, au contrôle de la nation. IL N'Y A DE DÉFENSE NATIONALE POSSIBLE QUE SI LA NATION Y PARTICIPE DE SON ESPRIT COMME DE SON CŒUR.

« Tout autre sera la stratégie d'une politique défensive, tout autre la stratégie d'une politique offensive, tout autre encore et pleine de périls la stratégie ambiguë qui répondrait à une politique ambiguë, tiraillée de la défensive à l'offensive. Tout autre aussi sera la stratégie oligarchique et professionnelle qui ne comptera guère que sur l'armée de caserne et sur une faible part des réserves cousues à l'active, comme une méchante petite pièce d'étoffe à un drap solide; tout autre la stratégie vraiment nationale et démocratique qui fera appel d'emblée à toutes les forces disponibles de la nation. Toutes ces questions, que le pays tout entier devrait connaître, débattre, résoudre, se débattent et se résolvent sans lui, hors de lui, peut-être contre lui. Peut-être, pendant qu'il s'habitue à abdiquer, pendant qu'il livre à des spécialistes le soin de décider dans le secret, non seulement, je le répète, les détails, mais les règles mêmes de l'action nationale, peut-être les états-majors sont-ils occupés à abandonner, *par esprit de système et par l'effet de doctrines surannées,* un million de défenseurs; peut-être renoncent-ils à l'emploi efficace des réserves, non point par impossibilité technique de manier d'aussi grandes masses, mais par préférence systématique pour les armées réduites, par hésitation paresseuse de l'esprit devant l'immense effort d'organisation et d'invention qu'exigerait la magnifique intensité de la défense nationale.

« Un des effets du projet de réorganisation militaire que nous soumettons au Parlement et au pays, ce sera, en constituant vraiment la nation armée, dont nous n'avons encore qu'une faible et contradictoire ébauche, de poser en même

temps les grands problèmes de stratégie qui sont liés à l'utilisation sérieuse des masses organisées. Il aura donc pour effet de secouer l'engourdissement de l'esprit public et, en créant la nation armée, de créer, dans les choses de l'armée, la nation pensante. »

Démocrate jusqu'aux profondeurs de son âme, jusqu'aux plus intimes replis de sa pensée, Jaurès veut que la nation prenne en main sa propre défense. Il veut contraindre le peuple à penser toujours à son armée, à ne pas la considérer comme un corps étranger, mais comme la chair de sa chair, comme le sang de son sang. Il se méfie de la routine, de l'esprit systématique et dogmatique des spécialistes et des professionnels. Pour Jaurès, le peuple est toujours une force vivifiante, un élément de critique et de vérité, une force de mouvement et de vie. Il faut que le peuple se gouverne *et se défende lui-même*. Et s'il se soumet à la discipline ce ne doit être qu'en pleine connaissance, en pleine clarté, en pleine liberté. Or, la défense du peuple par le peuple, ce sont les milices, l'organisation méthodique des soldats-citoyens. Et Jaurès soumet à une critique approfondie et consciencieuse les objections faites au système des milices.

« La mobilisation et la concentration des soldats-citoyens de l'Est pourra être hâtée encore si chacun d'eux (au moins pour l'infanterie) a à domicile son équipement et ses armes. C'est l'excellente et admirable pratique suisse. Je ne la propose pas d'emblée pour l'ensemble de notre pays, car je ne veux pas que de bonnes âmes m'objectent que sous prétexte de rendre la mobilisation plus rapide et la défense nationale plus efficace, je cherche à armer contre les pauvres bourgeois la révolte furieuse des prolétaires. Je ne veux pas que l'on écarte ainsi, par un argument grossier, le système que je propose et qui doit être examiné en soi, au point de vue même de la force défensive de la France. A vrai dire, je ne crois pas que l'armement universel des citoyens ayant chacun à domicile leur sabre et leur fusil ait la conséquence sociale qu'on imagine. Dans les émeutes, dans les grèves, il est plus facile de se servir de son fusil quand on ne l'a pas que quand on l'a. Quand on n'a pas de fusil, l'appel au fusil n'est qu'une

métaphore qui n'entraîne pas de risques très sérieux pour l'orateur, ou pour ses amis, ou pour ses adversaires. C'est une rhétorique un peu vaine et dont, sans doute, le prolétariat se guérira à mesure qu'il sera réellement une force, mais enfin c'est une rhétorique innocente. Parler de fusil quand on en a, quand il suffit de le décrocher et de l'armer, c'est autre chose. On risque d'être pris au mot et cela peut avoir des conséquences. D'abord il faut être terriblement excité, ou obéir à une redoutable consigne pour donner la mort. Quand les soldats tirent sur la foule, ils sont, pour ainsi dire, en fonction de meurtre, et ils éprouvent pourtant une répugnance qui va croissant. Pour qu'un individu, sous sa responsabilité, déchaîne la mort, il faut un emportement étrange et qui est, à bien des égards, surhumain. Les chefs du mouvement, matériellement et moralement responsables, s'opposeront sans doute avec une énergie passionnée à toute tentative de violence meurtrière; tel ouvrier, telle femme de gréviste qui n'hésite pas à lancer une pierre, hésiterait beaucoup à lancer une balle. Quand les soldats tirent, il n'y a pas seulement effroi et colère, il y a une impression de scandale. Si les ouvriers abusaient, pour verser le sang, du fusil remis en leurs mains pour la défense commune, une terrible réaction morale se déchaînerait contre leurs revendications et contre leur cause. C'est un jeu dangereux qu'ils ne joueraient pas. Ils soulèveraient contre eux, pour de terribles représailles, même physiques, non seulement toute la partie de la population qui n'est pas proprement prolétarienne, mais cette partie de la classe ouvrière qui, par des mobiles divers, sagesse ou timidité, résignation ou idéalisme, répugne à l'emploi de la force, et surtout à l'emploi de la mort. Les ouvriers révolutionnaires ne seraient pas les seuls armés. Les bourgeois, petits et grands, les paysans, les ouvriers à demi conservateurs, formeraient une masse formidable exaspérée par la colère et la peur et les premiers meurtriers disparaîtraient dans un ouragan de meurtre. Le pressentiment de ce terrible drame suffirait à coup sûr à prévenir le recours au fusil. En Suisse, la tentation n'en est jamais venue aux socialistes, aux prolétaires, et quand je leur ai demandé : Les classes dirigeantes et possédantes ne craignent-elles pas ce si facile recours aux

armes, si facile en apparence? Ils m'ont répondu : On n'y a même pas songé. Cela apparaîtrait comme une folie et ceux qui donneraient ce signal de mort seraient perdus.

« Il est vrai que depuis quelques années, si les soldats de la Suisse ont encore à domicile leur fusil, il n'y ont plus les boîtes de cartouches. Ils les trouvent maintenant aux sociétés de tir quand ils y vont pour l'exercice. Mais (j'en ai eu l'assurance des socialistes eux-mêmes et des plus animés contre la bourgeoisie capitaliste), ce n'est pas du tout par méfiance conservatrice et par précaution d'ordre public que les cartouches ont été retirées aux citoyens, c'est à la demande des citoyens eux-mêmes qui redoutaient l'imprudence des enfants ou des fous, ou même, détail curieux, les trop grandes facilités de suicide données à des malades ou à des désespérés. Ce sont des faits-divers tragiques, ce ne sont pas des événements sociaux qui ont déterminé ce retrait. Aussi bien la plupart des citoyens suisses ont chez eux des cartouches qui leur sont restées des exercices de tir et ils peuvent en acheter à volonté chez les marchands officiels, j'en ai fait personnellement la constatation à Lausanne. Qu'on ne dise pas que le peuple suisse est un peuple agricole, pastoral, de tempérament placide et qui ne connaît pas les terribles luttes de classe développées par le capitalisme et la grande industrie.

« Voilà longtemps déjà que ce n'est plus vrai. Aujourd'hui, l'industrie est, par rapport à l'agriculture, plus développée qu'en France. Les cités industrielles et ouvrières grandissent à vue d'œil. Des hommes très différents de race et de tempérament entrent tous les jours dans la nationalité suisse, Français, Allemands, Italiens, et ceux-ci sont très passionnés, très prompts aux gestes de colère. M. le général Picquart, essayant de justifier comme ministre de la Guerre les mesures qui restreignaient ou supprimaient le recrutement régional à la suite des troubles du Midi, disait : « Oui, j'ai eu une « autre idée, j'ai eu une autre espérance à une époque où « je vivais en contact avec une démocratie saine, où chaque « citoyen a son fusil, mais où chaque citoyen, aussi, a le « respect de la loi ». M. le Ministre semblait ignorer que récemment, à Vevey, dans une grève de chocolatiers, il y

eut des collisions violentes. Il y a eu en Suisse, dans tous les cantons, de grandes grèves passionnées. Il est arrivé que les soldats ont tiré sur la foule. Il n'est jamais arrivé encore, et par l'effet des raisons que j'ai dites, que les ouvriers, que les socialistes aient « *décroché leur fusil* ». Les splendides soieries s'étalent aux somptueux magasins des grandes avenues de Zurich, les splendides bijoux étincellent aux vitrines de Genève, les valeurs s'accumulent dans les banques de Berne et tout le prolétariat, qui a son armement à domicile, circule, pauvre souvent, souvent irrité, dans les vastes rues pleines de tentations, dans les sordides ruelles pleines de misère, sans que jamais l'idée lui vienne de charger son fusil. »

Selon son habitude, Jaurès prend le taureau de la sottise réactionnaire par ses cornes mêmes : la méfiance du peuple et la peur des violences populaires, la peur de la révolution. Les classes dominantes ont la conscience mauvaise. Elles savent qu'*en dernier lieu,* elles ne dominent et elles ne peuvent maintenir leur domination qu'à l'aide de la violence exercée en fait ou tenue en réserve. Et elles vivent dans la crainte éternelle que le peuple trompé, exploité et opprimé, qui est la force souveraine et toute-puissante, *s'il sait et s'il veut,* ne découvre ce secret soigneusement caché et n'applique, à son tour, la violence révolutionnaire pour mettre fin au régime basé sur la violence ou la menace de la violence. Les classes dominantes et leurs Gouvernements tremblent devant l'idée d'un Samson populaire réveillé et mettant bas par une secousse de ses épaules de géant le magnifique édifice d'iniquité et de misères sociales. Elles reculent d'épouvante en pensant à cette *ultima ratio* populaire : la Révolution !

Jaurès le sait. Il sait que le patriotisme professionnel et aventurier n'hésiterait jamais à sacrifier la défense nationale à la conservation sociale. Et comme Jaurès *met au-dessus de tout le culte de la patrie, parce que, en socialiste clairvoyant, il a la conviction que les destinées de la patrie se confondent avec celles du socialisme,* il cherche avant tout, pour faire accepter ses projets *salutaires pour la France* même par les adversaires politiques, à écarter de son chemin cet argument capital, cet argument d'autant plus dangereux

qu'il reste souvent intime et inavoué chez les adversaires des milices. Et il le fait avec un véritable luxe de preuves neuves et frappantes. Il introduit son lecteur dans l'intimité même de la vie des milices suisses. Il les montre à la fois dans leur fierté indomptable d'hommes libres et indépendants, toujours prêts à se sacrifier pour la liberté et dans leur sentiment bien ancré des responsabilités.

Jaurès, comme toujours, va à l'encontre des objections. Il les accumule lui-même pour en démontrer le néant. Il ne faut pas juger le peuple par les violences verbales des réunions publiques : les mêmes chefs du mouvement ouvrier, les mêmes orateurs violents qui y prononcent des paroles meurtrières, des paroles qui s'appliquent comme un baume aux plaies atroces de la misère populaire et, en donnant une expression véhémente aux justes colères populaires, les soulagent et les calment, ces mêmes hommes hésiteront mille fois avant de prendre la responsabilité effective d'une excitation à un fait, à un acte de force. Ceux qui connaissent le mouvement ouvrier savent que *cela n'arrivera jamais*. Et, avec une parfaite connaissance de la psychologie populaire, Jaurès note que « telle femme de gréviste qui n'hésite pas à lancer une pierre hésiterait beaucoup à lancer une balle ».

Les classes possédantes suisses connaissant exactement l'esprit de la classe ouvrière suisse, ne songent même pas à priver les ouvriers de leurs fusils qu'ils ont accrochés chez eux. Et ce sont les miliciens eux-mêmes qui se débarrassent parfois des paquets de cartouches pour éviter « des faits-divers tragiques » individuels et non par peur des émeutes collectives.

On objecte la placidité des Suisses, « peuple pastoral et agricole ». Mais la réalité est tout autre. L'industrie est actuellement plus développée en Suisse qu'en France. Des cités industrielles et ouvrières, comme Zurich, Winterthür, Bâle et tant d'autres ont surgi et grandissent tous les jours. Des richesses immenses s'accumulent. Une vie de luxe et de plaisir, avec son scandaleux étalage de jouissances pour les riches en face des innombrables souffrances pour les malheureux producteurs de toutes les richesses se développe là comme ailleurs. De grandes grèves éclatent. Comme ailleurs

aussi, il arrive que le soldat suisse tire sur la foule des grévistes. Mais les ouvriers socialistes n'ont jamais songé à « décrocher leur fusil ». Les misérables passent résignés et placides devant « les splendides bijoux » qui « étincellent aux vitrines de Genève », où il y a pourtant des miliciens d'origine et de sang français, et devant les valeurs qui affluent de plus en plus abondamment dans les banques de Berne. Le peuple armé n'a non plus jamais menacé « les splendides soieries s'étalant aux somptueux magasins des grandes avenues de Zurich ».

Après avoir ainsi calmé les inquiétudes réelles et intimes des privilégiés à l'endroit des milices populaires, Jaurès s'occupe des problèmes concernant leur organisation technique. Le grand problème qui le préoccupe surtout, c'est celui de l'instruction des officiers. Car il sent là *l'autre* grand obstacle, qui, dans l'esprit des privilégiés, s'oppose au système des milices.

Jaurès a écrit des pages sublimes sur le métier des armes qui de prime abord étonnent sous la plume d'un socialiste. Mais il ne faut pas oublier que pour Jaurès le militaire, dans une démocratie libre, ne doit être qu'un soldat du droit, un défenseur de la liberté, un milicien de la démocratie. Le soldat devient ainsi l'homme du plus haut devoir, accomplissant, au prix de sa vie, une mission sacrée. Le militarisme professionnel, égoïste et borné, supprime la personnalité, se dresse contre la réflexion et la critique en exigeant une obéissance passive, quasi-cadavérique. Le *milicisme,* si je puis user de ce néologisme, de Jaurès, au contraire, a, pour base théorique, l'exaltation de la personnalité qui, librement et stoïquement, se voue à une grande cause digne du sacrifice suprême. Et il demande surtout pour l'officier, l'âme de l'armée, un niveau intellectuel supérieur et une instruction supérieure.

« Il y a une sorte d'arbitraire candide et terrifiant dans les termes du rapport qui exigent des officiers UNE CERTAINE INTELLECTUALITÉ. Ce que la nation doit leur demander à tous, selon les conditions de leur préparation, c'est le plus haut degré d'intellectualité possible ; et si, pour obtenir le

maximum de rendement, elle est obligée de situer les écoles à des niveaux différents, le dogme d'une prétendue origine ne doit pas prévaloir contre cette loi supérieure du salut national. Et comme cela est peu militaire dans le grand et noble sens du mot ! Ce qui fait la beauté de la profession des armes, c'est qu'elle exige de l'homme qu'il soit toujours prêt à donner le plein effort, l'effort suprême. Il n'en est pas de plus grand que de donner sa vie, et de la donner, si je puis dire, avec réflexion et sagesse en obtenant du sacrifice consenti le plus d'effet possible pour la patrie. Garder la maîtrise de soi-même et la lucidité du commandement jusque dans l'extrémité du péril, et en ces minutes mêmes d'une sublime équivoque où l'homme ne sait plus au juste de quel côté de la mort il se trouve, c'est le devoir de l'officier, et pour qu'il y puisse atteindre, il faut que toutes les puissances d'héroïsme et de raison soient exaltées au plus haut. Mais quel est l'homme qui pourra ainsi se dépasser lui-même, s'il est habitué, par la vie militaire et pour elle, à un régime de médiocrité, si ses facultés d'esprit et de volonté à demi tendues restent languissantes et lâches? Dans les périodes de longue paix où nous vivons, l'épreuve des périls répétés manque aux officiers. Il n'est qu'un moyen de suppléer à cette sorte de familiarité du danger, *à cet apprentissage du sacrifice,* c'est de donner à ces hommes, même dans la paix, l'habitude des plus hauts élans de l'intelligence et de la conscience. L'homme qui ne s'est pas dit, à certaines heures de rêverie concentrée et exaltée : Je vais travailler le plus possible, apprendre le plus possible, grandir le plus possible pour être à la mesure de mon devoir, cet homme-là pourra bien, à l'heure de l'épreuve, être soutenu par la force de son tempérament et de son orgueil. Il n'aura pas fait tout ce qui dépend de lui pour être digne de sa mission. Il n'aura pas mis d'avance toute son âme dans la bataille. Et c'est à ces officiers que l'on demande non pas tout l'acte de pensée dont ils sont capables, mais « *une certaine intellectualité* », dosée selon les ressources des médiocres et des plus ignorants. On les habitue, on les oblige à négliger une partie de leurs facultés et de leurs forces. Dans toute éducation humaine, c'est un contresens, mais surtout dans l'éducation de ceux dont la fonction est de se donner tout entiers. »

C'est l'intérêt supérieur du salut national qui exige, pour l'officier, une préparation intellectuelle supérieure. Pour qu'il se trouve à la hauteur de sa mission, qui est la défense de la liberté et du droit, « il faut que toutes les puissances d'héroïsme *et de raison soient exaltées au plus haut* ». Il faut rendre l'officier accessible aux « plus hauts élans de l'intelligence et de la conscience ».

Il est évident que cet idéal ne saurait être atteint que par un homme qui a su se débarrasser de toute idée réactionnaire de caste. Il faut que l'officier s'identifie avec la nation et son génie révolutionnaire. Jaurès veut élever l'officier au-dessus de la médiocrité bourgeoise et le pénétrer d'un idéal social supérieur. Et c'est toujours vers la glorieuse tradition révolutionnaire qu'il revient.

« Tandis que Montaigne, n'osant pas plus interroger l'avenir des hommes que le sien propre, « se laissait tomber dans « la mort, stupidement et sans pensée, comme en une pro« fondeur muette pleine d'insipidité et d'indolence », Rabelais, sans paraître scruter le problème et descendre dans l'abîme, l'éclairait jusqu'au fond par un invincible rayonnement d'espoir et de pensée. C'est pourquoi Hoche, menacé de mort, et de la mort la plus inique, demandait à Rabelais de l'aider à mourir dans une grande espérance, sans maudire la vie si déconcertante et les hommes si insensés. Il avait démêlé le vrai sens du maître. Il en avait reconnu la force. Les hommes mêlés à la grande action reçoivent de la vie des lumières pénétrantes sur les grandes œuvres de l'esprit où circule une vie secrète. Toutes les forces de l'esprit humain et de l'action humaine se rejoignent, se complètent, s'interprètent les unes les autres. Rabelais aide Hoche à rester fidèle jusqu'au bout à la pensée de la Révolution, et la Révolution nous aide par l'expérience de l'âme de Hoche à mieux comprendre Rabelais. *Tant qu'il y aura une armée, ce sera un crime contre le génie de la France et contre l'armée elle-même de la séparer de la nation.*

« C'est ce crime qu'ont commis depuis cent quinze années tous les pouvoirs qui ont ou altéré ou refoulé la Révolution. Ils ont contrarié l'évolution normale de la France nouvelle.

Et ils ont dénaturé et abaissé l'armée en la réduisant à être ou l'instrument éclatant et faussé des desseins d'un homme, ou une caste d'orgueil et de violence au service d'intérêts privilégiés, ou une institution incertaine à demi séparée de la nation et exposée par là à tous les désastres comme à tous les préjugés. L'armée a été pendant tout un siècle à la fois la favorite et la victime de la contre-révolution. Elle a perdu au service de Napoléon l'esprit de liberté révolutionnaire qui avait fait sa grandeur première et elle ne fut plus enfin, après les stériles et dangereuses victoires qui préparaient l'abaissement et le démembrement de la patrie, qu'une douloureuse épave désertée par des chefs égoïstes, parvenus fatigués qui se ralliaient à la monarchie de l'ancien régime. Puis, après avoir subi quelques persécutions dirigées contre les survivances confuses de révolution et de napoléonisme qui étaient en elle, elle devint une des pièces de la combinaison monarchique et bourgeoise ; elle est employée à écraser le prolétariat, c'est-à-dire la République de 1848. Elle aide le prétendant à achever par le coup d'État la République meurtrie. Elle continue sous l'Empire une vie brillante, privilégiée, étourdie, oubliant ou négligeant les avertissements sévères qui lui venaient de ses victoires mêmes en Crimée et en Italie. Aussi incapable d'exercer sur elle-même une nécessaire critique que de s'associer à la pensée de l'élite de la nation qui cherchait un peu de liberté, elle est isolée à la fin du règne entre un gouvernement impopulaire et impuissant et une classe ouvrière hostile, qui a gardé la meurtrissure des jours de répression. Elle ne reçoit d'aucune force, ni de l'Empire épuisé, ni de la démocratie défiante, l'élan de réforme, l'esprit d'organisation qui lui font défaut. Elle aborde la grande épreuve de la guerre sans préparation, sans doctrine, sans méthode, et les improvisations de l'héroïsme, les prodiges de courage, ne la sauvent pas de la ruine lamentable. Elle se relève à demi sous la troisième République ; mais d'une part elle tient par des racines d'éducation et de caste aux vieux partis ; d'autre part elle est anémiée par la République gouvernementale, par l'esprit de démocratie superficielle et bourgeoise qui la cajole tout en la séquestrant. Pendant quelques années l'idée de la revanche masque aux yeux de l'armée l'incertitude de son rôle.

le néant d'une vie morale détachée de tout. Mais quand ce fantôme se dissipe ou s'éloigne, l'armée prend peu à peu conscience du vide où elle se débat. Et dans cette solitude elle devient à elle-même son centre et son but. Elle se considère comme une institution à part qui a son code spécial, son honneur spécial. Les gouvernements bourgeois cherchant dans le patriotisme des mots et dans l'exaltation du militarisme une diversion à la poussée ouvrière et à la question sociale, la flattent lourdement et la magnifient d'autant plus qu'ils lui retirent toute force substantielle en la séparant du vivant esprit prolétarien.

« Pas de pensée, pas de doctrine, pas d'idéal, mais des louanges creuses et la pompe des glorifications officielles. Sur la façade du temple vide, des trophées, des drapeaux et des écussons de gloire. Ou, quand les partis de réaction les plus violents songent à exploiter ce militarisme monstrueux et vide, comme les Grecs se logeant au ventre creux du cheval de bois, la République bourgeoise est réduite à parer par des moyens de fortune, par des procédés de police qui exaspèrent dans l'armée les anciens partis et qui compromettent les forces nouvelles. Et maintenant, si l'institution militaire n'est pas renouvelée par une sorte de révolution sociale et morale, l'armée française bourgeoise, sans la discipline automatique des monarchies d'autorité, sans l'élan des démocraties populaires, ne sera qu'une énorme administration sans objet défini et sans âme. Ah ! certes, il serait facile de m'opposer tous les talents, toutes les énergies qui se sont manifestés dans l'armée et dans le commandement de l'armée depuis un siècle, dans cette période même où le divorce de l'armée et de la démocratie révolutionnaire a compromis l'institution militaire. Je sais ce qu'il y a eu de pensée et d'héroïsme chez les individus. Je sais ce qu'il y a eu de noblesse chez ces officiers dont Vigny a retracé les douleurs qui souffraient jusqu'au désespoir de la servitude de l'armée, esclave aux mains des partis. Je sais quelle fut la hauteur d'esprit de ceux des officiers qui s'associèrent au mouvement saint-simonien d'une part, à la propagande républicaine de l'autre. Jé sais tout ce qu'il y a eu chez les officiers, aux jours les plus frivoles, de courage allègre, d'héroïsme brillant, de ressources d'intelligence,

d'étincelles d'esprit, et je sais enfin, depuis trente ans, quels ont été les efforts de travail, de recherche, de patriotisme vrai, d'un grand nombre de chefs, quels sont depuis quelques années les tâtonnements douloureux des meilleurs qui cherchent les voies nouvelles et qui se débattent dans l'impuissance où les réduit un système faux. Ils ont l'angoisse des assiégés dans une ville à qui les sources d'eau ont été coupées. Il n'y a plus au fond des puits qu'un reste d'eau fade et ce n'est pas la faute de ceux qui se sentent pris de désespoir morne. »

On voit que Jaurès considère comme un crime la séparation de l'armée et de la nation. Et il nomme le criminel responsable : c'est la réaction qui a fait de l'armée un instrument contre-révolutionnaire au service des partis du passé, « une des pièces de la combinaison monarchique et bourgeoise ». L'armée réactionnaire a écrasé la République de 1848 et son artisan, le prolétariat. Elle a fait le coup d'État du 2 décembre. Instrument de la réaction, l'armée devient incapable de se reformer elle-même. Elle est un corps figé et anémié, obligé de masquer, sous la troisième République, « le néant d'une vie morale » sous « l'idée de la revanche ». Les Gouvernements la flattent grossièrement, mais ils sont incapables de lui souffler une nouvelle vie. Elle manque de pensée, de doctrine, d'idéal. Et c'est alors que « *les partis de réaction les plus violents songent à exploiter ce militarisme monstrueux et vide, comme les Grecs se logeant au ventre creux du cheval de bois* ».

Jaurès voit ceux des officiers qui ont une haute idée de leur mission souffrir horriblement. Il reconnaît volontiers « ce qu'il y a eu chez les officiers, aux jours les plus frivoles, de courage allègre, d'héroïsme brillant, de ressources d'intelligence, d'étincelles d'esprit ». Mais ils se débattent dans l'impuissance contre un système faux basé sur la routine et l'égoïsme d'une caste.

Jaurès veut mettre fin à ce dualisme de l'armée et de la nation : il veut nationaliser, humaniser l'armée, la rendre pénétrable aux grandes idées émancipatrices du siècle. Toutes les accusations lancées contre Jaurès par des hommes de

bonne foi appartenant aux partis avancés, qui le croyaient sérieusement converti au militarisme, tombent d'elles-mêmes quand on étudie de près son œuvre. C'est le contraire qui est vrai. Jaurès déclare une guerre à mort au militarisme « monstrueux et vide », il ne cherche qu'à établir une démocratie armée en vue de la défense d'un idéal supérieur. *Il veut une armée idéale au service de l'Idéal.*

Pour arriver à son but, Jaurès demande de l'instruction, de l'instruction et encore de l'instruction. Cette instruction ne doit pas isoler l'officier de la masse populaire. Avant d'être versé dans l'armée, l'officier doit, pour ainsi dire, être versé dans la masse de la nation.

C'est d'abord des officiers que je m'occupe. Le problème n'est pas tout à fait le même à mon sens pour les sous-officiers. Il y a à cette heure, en France, dans l'armée dite active, 31.000 officiers de tout grade et de toutes armes. Il est vrai que sur ce nombre il y a 6.000 officiers sans troupes, officiers d'administration, officiers de santé, officiers d'état-major, etc., et il se peut qu'une organisation différente, plus industrielle et plus civile, des services administratifs ait pour conséquence une réduction des effectifs d'officiers. Mais je prends en ce moment le problème en gros.

Ces 31.000 officiers de tout ordre inscrits en ce moment sur les tableaux de l'armée active, ne suffisent pas à encadrer au jour de la mobilisation les onze classes de réservistes qui doivent, les unes réellement, les autres théoriquement, participer à la défense du pays.

L'Administration de la guerre prévoit environ 18.000 officiers de réserve : 12.300 pour l'infanterie, 1.300 pour la cavalerie, 3.500 pour l'artillerie, 900 pour le génie, 400 pour le train. Le nombre des officiers de l'active étant pour l'infanterie de 14.000, on voit que pour celle-ci le nombre des officiers de réserve prévu est à peu près égal au nombre des officiers de l'active. En fait, le chiffre nécessaire est bien loin encore d'être atteint, puisque pour la seule infanterie il y a à l'heure actuelle un déficit de 5.600 officiers, près de la moitié. Mais je n'examine pas en ce moment cette question, je cherche seulement à donner une idée du nombre des officiers dont devra disposer l'armée milicienne si elle est encadrée comme doivent l'être, dans l'organisation présente, les formations de guerre portées à leur plein. C'est donc un effectif de 50.000 officiers environ qu'il faut constituer. Il est impossible que tous soient des officiers professionnels. Des raisons d'ordre financier s'y opposent; l'entretien de ces cadres formidables serait trop onéreux. De plus, les unités dont ces officiers auraient le commandement auront bien une existence permanente, mais elles ne fonctionneront qu'à des intervalles assez éloignés, et des officiers dont un emploi exclusif dans la vie serait de les diriger auraient sans aucun doute une existence de désœuvrement et de semi-

parasitisme funeste à l'institution militaire. Enfin, pour que le caractère civique de l'armée nouvelle apparaisse nettement, pour que cette armée ait confiance en son principe, il ne suffit pas que les soldats ne soient retenus à la caserne que le temps strictement nécessaire à l'école des recrues, il ne suffit pas qu'ils soient formés en unités territoriales et que le recrutement soit aussi immédiatement local que possible, il ne suffit pas que la démocratie armée puisse exercer une certaine influence et un certain contrôle sur le choix et la promotion de ses chefs, de tous ses chefs. Il faut encore que la plus large part des officiers vive comme les soldats, de la vie civile, de la vie commune. Il faut que la nation ait le sentiment très net et continu qu'elle porte en elle, dans l'habitude de sa vie quotidienne et de son travail, toutes les ressources de défense et de combat, les ressources de commandement comme les autres. D'autre part, il importe au plus haut degré, pour corriger le défaut de tradition militaire spontanée et vivante qui caractérise l'histoire du pays de France, qu'une forte impulsion soit donnée à l'armée citoyenne par une puissante élite de spécialistes, sans cesse en communication avec la démocratie militaire organisée et avec toute la vie du monde moderne, sans cesse obligés de compter avec la démocratie et de s'inspirer d'elle, mais pouvant donner tout leur temps à l'étude des problèmes militaires toujours plus complexes, à l'étude et à la propagation des méthodes les plus efficaces de commandement et de combat, à l'éducation vigoureuse de la nation. Et de même que la Révolution française, dans l'amalgame, avait formé les brigades d'un bataillon de l'ancienne armée des troupes de ligne et de deux bataillons de volontaires, de même il me semble que les cadres d'officiers dans l'armée citoyenne devraient être formés pour un tiers ou un quart de spécialistes, d'officiers professionnels, dont la France exigera le plus haut degré possible de culture générale et technique et qui représenteront dans la démocratie l'enseignement supérieur de la science militaire, et pour deux tiers au moins d'officiers civils, dont l'éducation militaire sera fortifiée par les leçons, par les exemples, par la collaboration des officiers qui donneront toute leur vie à l'organisation scientifique et populaire de la nation armée. J'ajoute que ces officiers civils doivent provenir d'une double formation. Une moitié d'entre eux, qui aura fourni la preuve d'une culture générale très sérieuse et qui aura suivi des cours élevés et complets, sera appelée, après un séjour assez court dans le grade de sous-officier, au grade d'officier. Une autre moitié sera formée par l'avancement des sous-officiers de l'armée citoyenne qui auront révélé dans l'exercice même de leur modeste mais si importante fonction, de solides qualités de commandement, qui auront suivi, dans des conditions déterminées, des cours de préparation au grade d'officier. Ainsi, le recrutement des cadres d'officiers se fera par trois sources fournissant chacune à peu près un tiers de l'effectif : des officiers de profession ; des officiers civils ayant pu dès leur jeunesse par l'effet d'une haute culture générale atteindre à un niveau élevé d'éducation militaire ; et d'anciens sous-officiers élevés par leur mérite au rang d'officiers, j'entends d'offi-

ciers civils. Par là seront utilisées au maximum, pour la plus forte organisation possible du commandement, toutes les ressources d'intelligence, de science et d'énergie dont dispose la France en l'état présent de son développement intellectuel et social.

Je n'ai, comme on voit, aucun souci de ce qu'on appelle l'unité d'origine des officiers, car cette prétendue unité d'origine n'est qu'une fiction : ou plutôt elle est à la fois un leurre et un péril. Tant que la société d'aujourd'hui subsistera en son principe, tant qu'elle n'aura pas subi jusque dans son fond et par l'institution de la propriété commune une transformation vraiment révolutionnaire, tant que la multitude des prolétaires sera privée des moyens de culture que la possession exclusive du capital grand ou moyen réserve à la bourgeoisie, la prétendue unité d'origine ne sera qu'une comédie : ce sera un cadre factice bientôt rompu par la force des choses, une duperie consciente ou inconsciente bientôt démentie par la réalité sociale. A vrai dire il n'est pas démontré du tout que, même dans une nation communiste mais qui aurait à se défendre contre l'agression possible du reste du monde réactionnaire encore et capitaliste, l'unité d'origine des officiers s'imposât. Cette société-là, où le peuple tout entier aurait en main la force souveraine de la propriété, n'aurait rien à redouter de l'esprit de caste ; et il se peut très bien qu'elle jugeât expédient, par une application scientifique de la division du travail et de la loi de spécialisation, de confier une partie des fonctions directrices de son armée à des hommes qui y donneraient tout leur temps et toute leur intelligence. Mais aujourd'hui, mais dans ce monde divisé en prolétaires et bourgeois, que peut bien signifier l'unité d'origine? Pour qu'elle fût réelle, il faudrait en effet qu'à l'origine, au point de départ, tous ceux dont la nation disposera pour les grades d'officiers aient reçu la même culture, la même provision de science, la même impulsion d'esprit. Sinon, la prétendue égalité ne sera qu'un trompe-l'œil. A quoi sert-il de faire passer tous ces hommes dans le même couloir si les uns sont condamnés, par l'insuffisance même de leur source originelle, à s'arrêter au bout de quelques pas, si les autres ont d'emblée une vigueur et un élan qui leur donne la certitude de dépasser les premiers? Que des ballons d'une force ascensionnelle égale tentent à la fois l'aventure de l'espace, c'est bien ; la chance est la même pour tous : et la victoire sera décidée par la faveur des courants, que la fortune met en commun, par l'habileté et l'audace des hommes. Mais abriter un moment sous un même hangar des ballons d'une force ascensionnelle inégale et prétendre que par là on leur a donné les mêmes chances, c'est se moquer du monde.

Pratiquement, en ce qui concerne le recrutement des officiers, la prétendue unité d'origine se préciserait de la façon suivante : tous les futurs officiers, après avoir servi le même temps sous les drapeaux, après avoir passé également par les grades de sous-officiers, suivraient les cours des mêmes écoles et seraient promus en vertu des notes données par ces écoles identiques, comme en vertu des notes obtenues par eux dans l'exercice du commandement. C'est

la formule la plus complète, c'est la formule suisse. Il ne paraît pas qu'en France les « *démocrates* » qui tendent vers l'unité d'origine l'entendent avec cette rigueur. D'abord pour le service militaire proprement dit, pour le service de caserne en qualité de simple soldat, ils n'y astreignent que partiellement les futurs officiers; et pour les futurs officiers eux-mêmes ces dispenses partielles sont très inégales. La loi organique de 1905 décide que les futurs officiers, même les élèves de Saint-Cyr et de l'Ecole polytechnique, passeront par le régiment comme soldats. On ne pourra plus dire qu'en France tout le monde est soldat excepté les officiers, et je suis loin de critiquer cette disposition excellente à bien des égards; j'observe seulement que tandis que la loi impose deux années de service militaire à tous les citoyens, les élèves des grandes écoles sont placés, dès la fin de leur première année, dans des conditions exceptionnelles.

Jaurès veut entourer son armée démocratique de toutes les garanties possibles. Voilà pourquoi il demande que « la plus large part des officiers vive comme les soldats, de la vie civile, de la vie commune ». Et il veut en même temps que le peuple lui-même se sente soldat et que « la nation ait le sentiment très net et continu qu'elle porte en elle, dans l'habitude de sa vie quotidienne et de son travail, toutes les ressources de défense et de combat, *les ressources de commandement comme les autres* ». Il ne se soucie guère de l'*unité d'origine* des officiers. Leur point de départ peut être différent. Leur recrutement peut se faire par trois sources : des officiers de profession, des officiers civils et des sous-officiers élevés, par leur mérite, au rang d'officiers.

Si Jaurès n'entend pas sacrifier la démocratie à l'armée, il ne demande pas non plus que l'on sacrifie aux exigences d'une égalité mécanique, d'une prétendue démocratie élémentaire les besoins techniques de l'armée. Il n'y a pas d'égalité absolue entre les capacités. Il ne peut y en avoir, non plus, dans les éléments commandant l'armée. D'ailleurs cette égalité du point de départ est toute fictive. Et Jaurès, qui a le génie de l'expression, trouve une jolie image pour illustrer son idée : « Abriter, dit-il, un moment sous un même hangar des ballons d'une force ascensionnelle inégale et prétendre que par là on leur a donné les mêmes chances, c'est se moquer du monde ».

Le véhément polémiste des premiers siècles de l'Eglise criait aux païens : « Nous sommes partout, dans vos tribunaux, dans vos ar-

mées, dans vos palais. Nous ne vous laissons que vos temples ». Il faut que la bourgeoisie ne puisse plus faire un mouvement sans rencontrer sur son chemin un témoignage de la force et de la grande ambition prolétarienne. Quel est l'officier ainsi élevé qui pourrait renier le prolétariat ou cesser de le comprendre?

En second lieu, pour que les officiers soient en communication aisée avec la démocratie, il convient d'en finir avec le régime à la fois aristocratique et claustral des écoles spéciales militaires. C'est dans les universités que le haut enseignement militaire sera donné désormais. Aux mêmes centres d'études que les juristes, les chimistes, les ingénieurs, les médecins ou les professeurs, les officiers seront éduqués. A cette conclusion tout nous conduit. D'une part, l'idée même d'université s'est élargie et organisée. Le haut enseignement ne se distribue plus par compartiments fermés, par spécialités impénétrables. Entre les anciennes Facultés closes, des passages ont été pratiqués. Partout où il a été possible, des cours communs aux spécialités diverses, en tout cas aux spécialités les plus voisines, ont été établis. Surtout les étudiants sont incités de plus en plus, en approfondissant, en creusant le champ propre de leurs études, à suivre les rapports de leur science particulière à l'ensemble des sciences et à toute l'activité humaine. Une grande école, l'Ecole normale supérieure, s'est fondue dans l'université de Paris, ou du moins elle s'y est rattachée. Elle reste comme un institut supérieur de pédagogie, mais qui ne prend pas toute la vie de ses étudiants et qui ne les dispense pas de la vie commune avec les autres.

La science militaire est une partie essentielle du système du savoir humain. Sa place est marquée dès maintenant dans les grandes universités qui combinent l'esprit d'analyse et l'esprit de synthèse, les cultures spéciales et la culture générale. D'autre part, des brèches sont pratiquées au mur d'enceinte des écoles militaires spéciales. Prendre dès le lendemain du concours l'élève reçu à Saint-Cyr ou à l'École polytechnique et l'envoyer au régiment, c'est proclamer que les futurs officiers doivent être en communication avec l'ensemble des citoyens soldats, avec la démocratie représentée par l'armée nationale où se confondent toutes les conditions et toutes les classes. Les tentatives mêmes qui ont été faites pour diminuer la durée des études dans les écoles militaires, si malencontreuses qu'elles soient, auraient du moins pour effet de diminuer le temps de la claustration. Ainsi le vieux système de spécialisation orgueilleuse et de clôture appliquée aux futurs officiers est entamé sur plusieurs points, menacé sur beaucoup d'autres. Pourquoi ne pas ouvrir toute grande, si je puis dire, la fenêtre de l'enseignement militaire à la lumière du dehors? Pourquoi maintenir entre la nation vivante et l'armée un reste de séparation, un vestige d'esprit de caste? Pourquoi priver les futurs chefs de l'armée du surcroît de vie qu'ils trouveraient à l'université, dans le libre échange des idées, dans la mise en commun au moins partielle des études et des recherches, dans une camaraderie plus vaste et plus variée? Et pourquoi priver l'université du nouvel affluent de vie intellectuelle et morale que lui apporte-

raient les jeunes gens qui se préparent à organiser la défense nationale? Dans les écoles militaires, comme l'a marqué fortement la Commission des écoles, il y a une discipline étouffante, une discipline de hiérarchie, qui ne convient pas à former des esprits libres pour l'armée vraiment populaire d'une démocratie en mouvement. Dans ces écoles, le professeur est avant tout un chef, un *supérieur*. Il n'enseigne pas, il commande, ou plutôt son enseignement même est un commandement. Entre ses subordonnés et lui il n'y a pas cette familiarité, cette liberté de causerie qui seules permettent l'éveil des idées. Jusque dans le travail de l'intelligence intervient une discipline mécanique, automatique, qui pèse toute la vie sur les habitudes de pensée.

Même les professeurs civils, même les « laïques » qui sont appelés du dehors pour donner quelques cours sur des objets définis, sont gagnés par cette solennité rigide. Ils étonneraient, ils détonneraient s'ils provoquaient des controverses, les affirmations hardies, les doutes, les combats.

C'est pourquoi l'impulsion donnée à l'esprit des officiers dans les écoles militaires ne se survit qu'en un petit nombre; étant mécanisme, elle s'arrête. Ce n'est pas l'horloge solaire, infatigable comme le mouvement de la lumière et de l'ombre; c'est l'horloge de caserne ou de clocher qui ne va que si on la remonte; et on ne la remonte plus.

Dans l'université, les professeurs de sciences militaires, même si ce sont des officiers, des chefs, seront gagnés par l'influence générale de liberté, de controverse, d'examen familier et hardi, et les étudiants de l'art de la guerre auront le même esprit critique, les mêmes curiosités indépendantes que les étudiants de hautes mathématiques, d'histoire et de philosophie. Qu'on ne dise pas qu'ils doivent être soumis à certains exercices. En vérité, rien n'empêche de répartir leur temps de telle sorte qu'ils puissent manœuvrer à la caserne ou au champ de tir, suivre à l'université les cours particuliers de leur section et participer à certains cours communs à diverses catégories d'étudiants. De même que les normaliens suivent à l'université de Paris des cours communs à tous les étudiants en lettres ou en sciences, puis vont à l'école et au musée pédagogique recevoir les leçons techniques nécessaires au futur professeur, de même les futurs officiers seront formés à la fois par la spécialité de l'enseignement militaire et par l'universalité de l'enseignement militaire et scientifique. Je n'imagine pas pour eux un système d'éducation précipité et fébrile, qui les surmène et leur ôte le libre jeu de la pensée. Il n'est pas bon que les futurs officiers disposent pour le haut apprentissage des premières années, si décisives, de moins de temps que les futurs médecins ou les futurs avocats. Nous leur demanderons, en comptant les six mois passés à l'école des recrues, quatre années de préparation. Elles peuvent être ménagées de façon qu'ils portent dans les compagnies, dans les unités formant la vivante cellule de l'armée nationale, des connaissances techniques très précises, très minutieuses, et une éducation générale très étendue et très forte, capable de développements nouveaux et spontanés. M. Messimy constate que tout

l'effort d'enseignement des officiers se porte sur les premières années et qu'on les néglige ensuite, et il rappelle ce mot d'un général : Nous donnons toute notre avoine à nos poulains, nous ne donnons rien à nos chevaux faits. Nous, nous ne voulons pas limiter à ces années d'université toute l'éducation, tout le travail d'esprit des officiers. Nous voulons que leur éducation soit personnelle, que leur apprentissage dure autant que leur vie active, que des cours échelonnés et une virile habitude du travail personnel tienne les intelligences en haleine. Mais précisément pour que ces hommes puissent dominer la routine de leur métier qui les abaisserait comme tout métier abandonné à son propre poids, pour qu'ils puissent plus tard porter dans les écoles successives qui s'ouvriront à eux une curiosité toujours en éveil, il faut qu'ils aient reçu de leur haute éducation première, spacieuse et forte, une magnifique impulsion de science et de liberté, l'habitude du mouvement dans les grands horizons.

Des avantages suffisants seront faits aux étudiants militaires dans les années d'université, leur entretien sera assuré de telle sorte par la nation et les groupements de tout ordre dont j'ai parlé, et une prime d'avancement récompensera ce premier et grand effort d'une façon assez marquée pour qu'une abondante élite se présente aux concours variés qui donneront accès à la section d'enseignement militaire. Le groupe d'étudiants affectés chaque année à une université sera environ de vingt, comme sont aujourd'hui les groupes de jeunes gens qui sont préparés au chef-lieu du corps d'armée au grade de sous-lieutenant de réserve. Ainsi, chacune des principales universités de France, Paris, Lyon, Lille, Toulouse, Bordeaux, recevrait à peu près soixante-dix ou quatre-vingts étudiants militaires ; et quelle flamme de vie où se condenseraient toutes les forces de la pensée et de l'action !

·

Dans sa politique militaire, comme dans sa politique générale, Jaurès appliquait méthodiquement son principe panthéiste de *pénétration universelle :* Il n'y a pas de vide absolu entre les choses et les hommes. Tout est lié par une substance commune .Tout s'entremêle, s'enchevêtre, s'entrepénètre. Tout est dans tout. Ni l'univers, ni l'humanité ne se composent de parties séparées les unes des autres par des cloisons étanches ou par des abîmes infranchissables. La continuité est absolue. Le vide n'est nulle part. L'univers est un organisme. Nous l'avons déjà constaté en étudiant la philosophie de Jaurès. Ici on peut ajouter que sa conception démocratique pénètre jusqu'à sa conception cosmique. On rendra exactement la pensée intime de Jaurès en disant que pour lui l'univers même est une sorte de démocratie cosmique

où tout est organiquement lié, où tout se tient et où tout soutient et fait vivre tout.

De même dans les choses de l'armée. Jaurès combat énergiquement le régime claustral des écoles militaires spéciales, où ne pénètre nul esprit, nul souffle du dehors. Comme l'officier ne doit faire qu'*un* avec le peuple, il doit aussi vivre la vie commune de l'élite intellectuelle de la nation. « La science militaire est une partie essentielle du système du savoir humain ». Il faut lui donner une place dans l'Université. Le futur officier doit débuter comme simple étudiant se préparant, par des études spéciales, à l'art de la défense nationale. On supprimera ainsi tout vestige d'esprit de caste. Et on ouvrira toute grande « la fenêtre de l'enseignement militaire à la lumière du dehors ». Dans les écoles militaires, on n'enseigne pas : on commande. La pensée est mécanisée. Elle manque de mouvement, de souplesse, de vie. Pour caractériser ce régime figé, Jaurès dit spirituellement : « Ce n'est pas l'horloge solaire, infatigable, comme le mouvement de la lumière et de l'ombre : c'est l'horloge de caserne ou de clocher qui ne va que si on la remonte ; *et on ne la remonte plus* ».

« Mais à mesure que nous recherchons de façon plus précise les conditions d'organisation d'une armée vraiment populaire, une question vitale se dresse plus pressante devant nous. Est-ce que le peuple ouvrier et paysan est disposé à assurer le fonctionnement de l'armée ? Tous les mécanismes ne seront rien s'ils ne sont pas animés par l'énergie, par la passion du prolétariat lui-même. Tous les systèmes de recrutement des cadres, si démocratiques ou populaires qu'on les suppose, seront inefficaces si le peuple ouvrier et paysan se désintéresse de cette grande œuvre, s'il ne se préoccupe pas de soumettre le commandement à son influence et de le pénétrer de son esprit, et il ne le pourra que s'il intervient lui-même passionnément dans le fonctionnement de l'organisation militaire. S'il a une attitude hostile, ou même s'il boude et s'abstient, tout changement de forme dans l'institution militaire aboutira ou à dissoudre la défense nationale et à livrer la France à toutes les surprises du dehors, ou à re-

constituer une oligarchie armée d'autant plus dangereuse qu'une apparence d'organisation démocratique couvrira la puissance persistante et le privilège de fait des classes possédantes, seules maîtresses, par l'inepte indifférence du peuple, de l'appareil de combat et de répression. Mais pourquoi le prolétariat n'assumerait-il pas, de son point de vue à lui, dans son esprit à lui, et selon la mesure de sa force grandissante, la grande tâche de l'organisation militaire et de la défense nationale ? J'entends bien qu'une prédication souvent confuse d'antimilitarisme ou même d'antipatriotisme a accumulé sur ce problème des obscurités et des malentendus, mais cela même est une raison de plus de poser la question, et je suis convaincu qu'une analyse exacte du problème fera apparaître aux travailleurs la nécessité sociale et prolétarienne aussi bien que nationale, la nécessité révolutionnaire aussi bien que française, de constituer une armée nouvelle par l'intervention du prolétariat. Les journaux de la bourgeoisie essaient sans cesse d'exploiter et d'aggraver l'équivoque d'une propagande où des paradoxes frivoles et malsains sont mêlés à des vérités nécessaires et à des hardiesses fécondes. Ils interprètent de façon contradictoire, selon les besoins changeants de leur polémique et de leurs combinaisons, les effets de cette propagande sur l'esprit des masses. Tantôt, quand ils redoutent un rapprochement du parti socialiste et du parti radical, et la coopération de toutes les forces démocratiques à une œuvre hardie de progrès social, ils grossissent le péril. Ils montrent l'antipatriotisme installé en maître dans le syndicalisme et décomposant de proche en proche toutes les énergies nationales, ils concluent en disant aux radicaux : Allez-vous tendre la main au parti qui désorganise la France? Tantôt, quand ils veulent décider des gouvernements incertains à frapper d'un coup accablant le syndicalisme et le socialisme, ils disent : Ne craignez rien. Ces hommes sont impuissants : ces groupes sont sans forces, ils n'ont pas réussi à glisser dans le peuple ouvrier et paysan une seule de leurs idées funestes. Ils n'ont même pas entamé, — loin qu'ils l'aient ébranlée, — la conscience populaire ; et la preuve c'est que jamais dans les manœuvres les soldats ne furent plus résistants à la fatigue, plus alertes, plus joyeusement déférents à leurs chefs.

« Nous laisserons la bourgeoisie conservatrice et réactionnaire à ses contradictions et à ses misérables intrigues. Ce n'est pas là qu'est le problème. Il ne s'agit pas de savoir jusqu'où va aujourd'hui la révolte des prolétaires contre les formes présentes de l'armée et contre l'usage qui en est fait, ou même contre les formes données à l'idée de patrie par la réaction sociale; il ne s'agit pas de savoir si, chez quelques-uns d'entre eux, emportés par la colère ou égarés par l'abus des formules simples, la révolte est allée jusqu'à nier toute armée, même défensive et populaire, et toute patrie, même pacifique et juste. Ce qu'il faut savoir dans l'état présent du monde et au degré politique et social où est parvenue la nation française, c'est si le prolétariat juge qu'il est de son devoir et de son intérêt de prendre en main la réorganisation nécessaire de l'armée, dans un sens démocratique et populaire, et de devenir, sous des règles générales et hautement affirmées de justice et de paix, le gardien vigilant de la patrie graduellement transformée. Il faut qu'il intervienne, et au plus tôt, pour la sécurité de la France, condition de sa libre évolution intérieure, car j'ai démontré que l'organisme militaire présent est à bout de souffle, que l'organisation présente de la défense nationale est inconsistante et débile. Ainsi la classe ouvrière française est placée dès maintenant dans ce dilemme : ou de laisser la France sans protection suffisante tout en gaspillant son temps et sa force au service d'une institution contradictoire et vieillie; ou bien de procéder elle-même à l'organisation d'un système de défense nouveau qu'elle a seule la force de promouvoir et de faire vivre. Et il ne suffira pas qu'elle adopte des formules, même positives et précises, de réorganisation, il faudra que par une application sérieuse et constante elle donne à ses formules vie et réalité. A quoi servira par exemple de proclamer la supériorité du régime des milices sur le régime de caserne, si le peuple ouvrier ne se prête pas a toute la libre éducation militaire, aux exercices de gymnastique et de tir, aux manœuvres de plein air, qui remplaceront le stérile, onéreux et funeste dressage d'aujourd'hui? Les obligations légales qui mettent en branle tout l'appareil nouveau seront presque sans effet si elles ne sont pas soutenues par l'assentiment moral, par

la sympathie active du peuple lui-même. Et à quoi servira que le prolétariat puisse intervenir par ses groupements, par la force du principe électif, dans le recrutement et l'avancement des officiers, s'il se désintéresse de la valeur technique, morale et sociale des cadres ? Que sera une milice de trois millions d'hommes, même avec la forte charpente légale que notre loi lui donne, si les cent mille sous-officiers recrutés pour une large part dans les prolétaires ne voient dans la défense du pays qu'une corvée rebutante ? Encore une fois, c'est un problème vital qui est posé à la France et au prolétariat. Ou la France s'attardera dans une forme militaire surannée, inconsistante et insuffisante, et elle sera à la merci de tous les hasards ; ou la classe ouvrière interviendra délibérément pour créer un système nouveau plus vivant et plus vaste et pour en assurer de plein cœur le fonctionnement. Mais pourquoi ne le ferait-elle point ?

« Ce que les ouvriers, les socialistes reprochent à l'armée, c'est d'être aux mains de la bourgeoisie l'instrument des répressions intérieures et des aventures extérieures. A vrai dire, elle n'est, en effet, qu'un instrument. Elle n'a pas une force propre, une volonté autonome, une politique à elle. Elle est, au moins en France, la servante du pouvoir civil. Même quand elle commet des excès odieux, quand elle viole la Constitution, menace ou écrase la liberté, fusille le peuple, ce n'est point par l'initiative de ses chefs qu'elle agit, ce n'est point pour son intérêt propre et direct.

« En Espagne, en Turquie, en Grèce, l'armée fait, de son propre mouvement, des révolutions, bienfaisantes ou malfaisantes. En France, elle n'est qu'un outil dans le conflit des forces sociales. La grande Révolution française a été une révolution civile et elle a marqué de son empreinte toute l'histoire qui a suivi. Les grenadiers de Brumaire n'opéraient pas au profit d'une caste. L'élévation du général Bonaparte avait été rendue possible par le long déchirement où les partis s'étaient épuisés et auquel l'armée avait été étrangère. Bonaparte lui-même affectait d'être au dehors et au-dessus de l'armée, et sa fortune a inquiété au moins autant ses compagnons d'armes que les révolutionnaires restés fidèles à la République. Quoique présidée par un général, le général Ca-

vaignac, la formidable répression de juin n'a pas été machinée par des soldats et pour l'intérêt des soldats. Elle n'avait pas pour but d'accroître la puissance de la caste militaire dans la République. Elle fut l'œuvre d'une bourgeoisie égoïste et apeurée, à la fois violente et sournoise, qui guettait depuis des mois l'occasion d'écraser d'un coup le socialisme. L'Eglise, qui savait très bien qu'elle ne pouvait avoir raison de la République démocratique que si la classe ouvrière meurtrie et violentée se détournait avec dégoût de la bourgeoisie républicaine, a poussé furieusement au conflit et elle s'est servie du glaive. Mais en s'en servant elle le redoutait. Montalembert craignait que la force matérielle n'assumât seule le maintien de l'ordre bourgeois et que la société trop aisément sauvée par le sabre ne se crût dispensée de recourir à la force morale, c'est-à-dire à la puissance catholique et à l'éducation cléricale.

« Dans l'abominable coup d'État de Décembre, préparé par l'aveugle enthousiasme napoléonien d'une trop grande partie des masses paysannes et par l'égoïsme de la bourgeoisie qui avait brisé la force populaire et étouffé la flamme républicaine, les généraux ambitieux et jouisseurs, groupés autour du prétendant, n'ont qu'une responsabilité de second ordre. Ce fut un coup d'Etat social, conservateur et bourgeois, beaucoup plus qu'un coup d'Etat militaire. A coup sûr, le sinistre aventurier fut servi dans ses desseins par l'esprit d'obéissance passive de l'armée, par le mécanisme brutal d'autorité qui met les soldats et les officiers même à la merci de quelques chefs audacieux, par l'instinct de violence et de domination qui se développe dans les armées de métier séparées de la nation. Mais ce n'est pas dans une prétention ou une revendication militaire que fut l'origine profonde du mouvement. De même, dans le drame de la Commune, ce n'est certainement pas l'influence de l'armée qui a jeté M. Thiers et l'Assemblée de Versailles à la lutte contre Paris républicain et ouvrier : l'armée n'était plus qu'une épave. Le commandement, discrédité par la défaite, l'incapacité, la trahison, n'avait pas assez de prestige et d'autorité pour diriger les événements et pour formuler une volonté. L'entreprise ou plutôt la velléité politico-militaire de Bazaine avait sombré dans le déshonneur et

dans le désastre. Le vieux parlementaire entêté et étroit qu'était M. Thiers, mais préservé par sa vanité même de toute abdication, entendait rester le maître des généraux, et l'Assemblée de Versailles elle-même n'était pas militariste. Républicains et monarchistes étaient unis dans la haine et la peur du césarisme, et le pouvoir militaire était pour tous, pour les fervents de démocratie et pour les illuminés de droit divin, nettement subordonné au pouvoir civil venu du peuple ou venu de Dieu. Entre ces groupements contraires d'idéalistes, les habiles du parlementarisme orléaniste manœuvraient, et ils comptaient moins, pour arrêter et refouler la démocratie, sur la force immédiate du glaive, que sur les combinaisons constitutionnelles et sur un ingénieux système de freins et de contrepoids. Le prolétariat socialiste et républicain de Paris a eu devant lui aux derniers jours du combat des soldats enivrés et furieux, des généraux fanfarons et implacables. Il a vu tout ce qui bouillonnait de haine contre lui dans l'âme vaniteuse et atroce de Ducrot cherchant à rejeter sur « *la populace parisienne* », qu'il n'avait su, au temps du siège, ni organiser ni conduire, la responsabilité de ses maladresses brouillonnes et de ses vantardises impuissantes. Il a subi ou les cruautés ou les attitudes et les parades d'un général de Galliffet, et c'est sous l'uniforme du soldat, c'est sous la livrée sanglante du général bourreau que la réaction victorieuse est restée dans son esprit et dans ses yeux. Mais ce n'est pas à l'instigation de l'armée, ce n'est pas pour elle que l'Assemblée nationale a combattu. Elle voulait, en écrasant la démocratie républicaine et ouvrière de la grande ville qui si souvent avait donné le branle à la France, assurer pour plusieurs générations contre toute offensive même légale de la volonté populaire la monarchie traditionnelle ou parlementaire que préparaient les uns, la République bourgeoise et conservatrice que prévoyaient les autres. Ce ne fut pas une entreprise de caste militaire : ce fut une grande précaution sanglante des classes privilégiées. Et quand, après cette tourmente de réaction, le suffrage universel affirma sa volonté républicaine, quand les partis conservateurs, malgré leurs efforts pour semer la panique dans les masses en criant au péril social, furent débordés par la démocratie, ils n'osèrent pas faire

appel contre la force légale de la nation à la force brutale de l'armée. Le chef du Gouvernement était un soldat, le maréchal de Mac-Mahon. Il fut certainement sollicité à un coup d'Etat militaire par les plus furieux, par les plus césariens des hommes qui venaient d'être vaincus, sans doute aussi par quelques généraux et par quelques évêques. S'il y songea un instant, il n'osa pas le risquer. Pourquoi? Parce que la volonté légale de la nation s'était manifestée avec trop d'éclat et de force; parce que tous les républicains, des plus modérés aux plus hardis, étaient unis contre la détestable entreprise; parce que plusieurs des chefs politiques de la réaction, gênés par leur tradition parlementaire, répugnaient à l'emploi du sabre; mais aussi parce que l'armée n'était pas sans réserve à la disposition d'un pouvoir de contre-révolution et de coup d'Etat. »

Jaurès organise l'armée *pour* et *par* le peuple. Et il se pose naturellement la question : « Que pense le peuple lui-même de l'armée ? » Toute organisation militaire serait inefficace si le peuple n'intervenait pas lui-même passionnément dans son fonctionnement, si la nation s'en désintéressait. Et il en serait ainsi, si le peuple la considérait comme un appareil de combat et de répression au service des classes possédantes.

Jaurès entreprend la réfutation de cette conception. Comme pour l'Etat, il se place au point de vue de l'idéal. « Il ne s'agit pas, dit-il, de savoir jusqu'où va aujourd'hui la révolte des prolétaires contre les formes présentes de l'armée et contre l'*usage qui en est fait,* ou même contre les formes données à l'idée de patrie par la réaction sociale ». Il s'agit de savoir si le peuple veut réorganiser l'armée « dans un sens démocratique et populaire ». Il doit choisir entre une France sans défense et une France défendue sérieusement par un système populaire. Il ne faut pas qu'il voie dans le devoir militaire « une corvée rebutante ». Car dans le système de milices il aura à fournir cent mille sous-officiers pour une armée de trois millions d'hommes.

Jaurès reconnaît une part de vérité dans les reproches faits à l'armée d'« être aux mains de la bourgeoisie l'instrument

des répressions intérieures et des aventures extérieures ». C'est un instrument. « Elle n'a pas une force propre, une volonté autonome, une politique à elle ». Mais il y a tout de même une différence entre l'armée en France et l'armée en Espagne, en Turquie, en Grèce. Là, elle agit de son propre mouvement. A elle seule, elle fait des révolutions. « En France, elle n'est qu'un outil dans le conflit des forces sociales ». Même les grenadiers de Bonaparte n'opéraient pas au profit d'une caste. Les journées de Juin n'ont pas été faites par les soldats *pour* les soldats. Elles furent « l'œuvre d'une bourgeoisie égoïste ». L'Eglise se méfiait d'un trop grand ascendant de l'armée rendant superflu tout recours « à la force morale » du clergé. Le coup d'Etat de décembre fut « un coup d'État social, conservateur et bourgeois ». Le sinistre aventurier n'a fait que se servir du « mécanisme brutal qui met les soldats et les officiers même à la merci de quelques chefs audacieux ». De même dans le drame sanglant de la Commune. L'armée d'alors « n'était plus qu'une épave ». Le commandement était discrédité. Thiers était le maître. M. Ducrot n'a fait que subir ou les cruautés ou les attitudes et les parades d'un général de Galliffet, et c'est sous l'uniforme du soldat, c'est sous la livrée sanglante du général bourreau que la réaction victorieuse est restée dans l'esprit du prolétariat républicain. Mac-Mahon, sollicité à un coup d'État, n'osa pas agir contre la volonté légale de la nation, qui s'était manifestée avec éclat.

Tous ces exemples bien choisis ne prouvent, au fond, qu'une chose : dans les grands pays capitalistes l'armée agit en fonction de la structure sociale de la nation. Jaurès l'admet lui-même. Elle n'a pas le caractère prétorien du Bas-Empire. Mais elle est, *avant tout,* comme l'État, à la disposition du régime, de l'ordre établi. Elle est le gardien vigilant, dans la société capitaliste, de la propriété capitaliste. Elle se prête à toutes les aventures coloniales. Et la pensée intime de Jaurès est de la réorganiser de telle façon qu'elle soit obligée de changer de nature et de fonction. *L'Etat pour le peuple* s'appuiera sur une armée formée *par et pour le peuple.* Sa fonction de classe cédera la place à sa fonction nationale. Jaurès arrache l'armée à la réaction, la cause sacrée de la

défense nationale au sordide égoïsme de classe. Une armée s'identifiant avec la nation est toute-puissante pour le bien, pour la défense de la liberté et de l'indépendance et impuissante pour le mal. Car comment imaginer que la nation armée se soulèverait contre elle-même pour supprimer son indépendance intérieure ? En rendant l'armée à sa véritable fonction de gardienne de la liberté, Jaurès la rend en même temps inviolable aux yeux de la nation, qui se retrouve, se reconnaît et s'aime dans son armée, devenue l'expression de sa puissance, de son indépendance, de sa liberté.

Jaurès réhabilite l'Etat et l'armée en les transformant.

Mais ici une confusion est possible. La foule des ambitieux et des ignorants sont, dans leur hâte d'arriver, enclins à confondre l'idée, la notion idéale de l'Etat et de l'armée avec la réalité de l'Etat actuel, de l'armée non transformée. Et, profitant de l'auréole qui s'attache à l'idéal, ils se constituent les serviteurs de l'ordre établi, du *statu quo*. La politique idéaliste et, au fond, révolutionnaire de Jaurès peut dégénérer ainsi en un plat opportunisme au service de bas appétits. Jaurès n'est pas responsable du mauvais usage de sa méthode qui consiste non à abaisser l'homme au niveau de la petite réalité du moment, mais à l'élever jusqu'aux cimes immaculées de l'Idéal. Pour réaliser le programme de Jaurès, il faut des hommes comme Jaurès.

Jaurès veut asseoir son idée sur une base solide. Il se met à la recherche d'une force sociale capable de prendre dans ses mains la réforme de l'armée. Et il la trouve dans la démocratie et dans le prolétariat socialiste. Il invite alors la classe ouvrière à entrer dans son armée à elle.

« L'armée est, en France, une force subordonnée ; elle ne constitue, à aucun moment, une force dirigeante, mais, par son mécanisme actuel dont le fonctionnement échappe beaucoup trop à l'action de la volonté populaire, elle est un instrument trop facile aux mains du pouvoir de répression et elle constitue à la longue une sorte d'administration fermée, dont l'esprit corporatif se développe en militarisme.

« L'institution militaire est donc maniable à la démocratie. Et si le prolétariat, développant son action sur la démocra-

tie, intervient pour transformer l'institution militaire, s'il assume dans l'institution militaire transformée un rôle actif, il ne risque pas d'être pris dans un mécanisme supérieur à sa force et qui déforme sa volonté. Qu'il ne craigne donc pas de lutter pour substituer à l'armée demi-nationale, demi-professionnelle, à moitié démocratique, à moitié oligarchique d'aujourd'hui, une armée vraiment nationale et populaire qui ne pourra être tournée contre le droit de la classe ouvrière et contre sa volonté de paix. Qu'il ne craigne pas de rechercher et d'exercer dans l'institution militaire la plus grande part possible de commandement, afin d'assurer le fonctionnement de l'armée populaire selon l'esprit qui l'aura créée. Et qu'il n'allègue point que, par là, il assumera la responsabilité des répressions sanglantes qui, dans les conflits sociaux, meurtrissent la classe ouvrière, car d'abord si cette objection valait, ce n'est pas seulement comme officiers ou comme sous-officiers que les prolétaires, les socialistes, les démocrates, devraient refuser de servir : c'est comme soldats, car les soldats aussi sont exposés à être contre les prolétaires en grève ou en révolution les instruments de la répression bourgeoise, ou plutôt c'est comme soldats que les prolétaires sont le plus passifs. Dans un commandement même modeste, comme lieutenants ou sous-officiers, ils peuvent atténuer la rigueur des ordres reçus, adoucir la brutalité des consignes, substituer dans le maintien même de l'ordre des procédés prudents de conciliation aux initiatives provocantes. Les soldats, au contraire, quand ils sont jetés par un ordre précis dans un conflit brutal, sont obligés souvent ou de se risquer à la désobéissance formelle, ou d'exécuter passivement la consigne de violence et de meurtre. Si donc, par peur d'être employés à la politique bourgeoise, le prolétariat et la démocratie socialiste refusaient de fournir des cadres à l'armée nouvelle, la logique voudrait qu'ils combattent toute institution de service militaire universel et qu'ils laissent ou à des troupes soldées, ou à des contingents africains, ou à une garde civile bourgeoise, avec toute la responsabilité des interventions répressives dans les conflits sociaux, le monopole formidable de la force armée. Mais tout l'instinct, toute la pensée de la classe ouvrière, dans tous les pays, vont au sens contraire.

Partout, les ouvriers, les socialistes, demandent le service militaire pour tous. Pas plus qu'ils ne peuvent admettre que la bourgeoisie soit dispensée par le privilège de l'argent de sa part du fardeau, ils n'admettraient que la classe ouvrière fût rejetée de l'armée, comme les ilotes de Sparte ou les esclaves à Rome, et que la classe bourgeoise dominât, comme une forteresse hérissée de fusils et de canons, un vaste prolétariat dispensé et servile.

« Ils veulent être dans l'armée, même dans l'armée d'aujourd'hui, au risque d'y subir de redoutables consignes. Ils savent bien que ce n'est pas comme classe qu'ils entrent dans l'armée ; ils savent bien qu'ils ne sont pas encore assez forts, politiquement et socialement, pour saisir l'énorme appareil militaire, et qu'ils sont exposés sous l'uniforme à faire les besognes d'un Etat de privilège, trop asservi encore à la propriété bourgeoise. Mais ils savent aussi qu'ils ne peuvent agir sur l'institution militaire que du dedans. Ils savent que c'est une force pour le peuple ouvrier de porter les armes, même sous le commandement de l'Etat bourgeois. Ils savent que l'esprit prolétarien et socialiste insinué dans l'armée par la masse des travailleurs ouvriers et paysans agit malgré tout à certaines heures, qu'il faut que le pouvoir lui-même, malgré ses contraintes et ses Codes, compte avec cette masse de travailleurs armés, et que celle-ci ne serait pas maniable à tous les desseins. Même si elle ne pouvait, de longtemps encore, recourir qu'à la force d'inertie, cette résistance sourde est parfois presque invincible. Et comment, dans les grandes commotions tragiques, le prolétariat ne serait-il pas mieux préparé à utiliser toutes les chances, étant déjà logé en masse au cœur de la forteresse bourgeoise? Mais, dès lors, il y aurait folie pour lui à ne pas assumer, à ne pas rechercher dans l'armée transformée selon le plan populaire que j'expose toutes les fonctions de commandement qui lui seront ouvertes. Même au prix de difficultés tragiques et de responsabilités redoutables, il faut que le prolétariat organisé fournisse le plus possible de cadres nouveaux à l'armée nouvelle. »

L'esprit toujours en éveil, ne négligeant aucune objection d'où qu'elle vienne, Jaurès est évidemment préoccupé des opinions qui circulent dans certains milieux ouvriers, dans

les Cercles syndicalistes, libertaires et antimilitaristes, où, ne voulant voir que la fonction coërcitive et répressive de l'armée, on l'attaque et on la rejette en bloc, et l'on refuse d'avoir rien de commun avec elle. Jaurès s'empresse de répondre à ces objections. Non seulement il ne les méconnaît pas, mais, au contraire, il les amplifie et leur donne la forme la plus rationnelle, la figure d'arguments sérieux pour faire disparaître, par une réfutation solide, en règle, toute hésitation, le moindre doute chez les esprits sincères. Il dit aux démocrates, aux socialistes, aux prolétaires : « Vous ne voulez pas servir dans l'armée comme officiers ou sous-officiers pour ne pas prendre la responsabilité des répressions sanglantes et tragiques. Dans ce cas, vous devez refuser de servir également comme soldats. Car si les supérieurs peuvent encore atténuer, adoucir la brutalité des consignes, le soldat est obligé de l'exécuter passivement, aveuglément ». Et il rassure la conscience délicate des socialistes en leur disant que s'ils n'entrent pas dans les cadres de l'armée, « comme classe », ils doivent pourtant savoir « qu'ils ne peuvent agir sur l'institution militaire que du dedans ». C'est une force pour le peuple de porter les armes. Car être exclu du service militaire, cela signifie être réduit à l'état d'ilote, d'esclave, auquel le maître n'ose pas confier des moyens de défense. Le peuple, une fois armé, peut, « dans les grandes commotions tragiques, utiliser toutes les chances de lutte et de succès au service d'une cause à lui ».

De même qu'en prenant part à la direction de l'Etat, la classe ouvrière, *en participant* à la direction de l'armée, se loge « en masse au cœur de la forteresse bourgeoise ». Et ce serait folie de ne pas saisir l'occasion d'y entrer de plein droit.

Ici pas plus qu'ailleurs, Jaurès n'admet le point de vue exclusif de la critique négative. Il faut se mêler à la vie. Il faut agir. Il faut, comme dit le peuple, « mettre la main à la pâte », au risque même de subir des promiscuités, de se compromettre avec des forces ennemies. Car les germes féconds de l'avenir abondent dans les choses. Et toute bonne volonté n'a qu'à suivre la voie lumineuse qu'ils tracent pour accomplir simplement et infatigablement sa tâche utile en dépit des obstacles et des *éléments hostiles*. Ces éléments,

grâce *au principe optimiste* inhérent à la philosophie jauressiste, *se trouvent toujours, en fin de compte, en minorité.* Le bien finira donc, en s'installant au cœur de la vie, par l'emporter. Il faut y mettre seulement du temps et du travail.

Le succès final est assuré à l'idéal, bien que le chemin qui y mène soit escarpé et accidenté.

En démocratisant l'armée et en armant la démocratie, Jaurès, tout en ayant les yeux toujours fixés sur l'idéal à atteindre, n'oublie jamais le but immédiat, l'action quotidienne. Il prévoit la possibilité d'un conflit armé. Et il veut la France prête à toute éventualité. Ce pays a une population stationnaire. Pour ne pas être écrasé par un pays plus peuplé, il ne voit qu'un moyen décisif : l'utilisation complète et efficace des réserves.

Dans cette sorte de lutte, la France est vaincue d'avance. Elle ne peut vivre, elle ne peut vaincre que par la puissance et l'élan de ses réserves, portées d'un bond au premier plan du combat. Elle ne peut se sauver, elle ne peut vaincre qu'en faisant, de la nation armée et pacifique, une vérité vivante. Aussi bien si elle prétendait copier, dans ses institutions et dans son esprit, l'Allemagne impérialiste et militaire, si elle mettait tout son espoir et toute sa force dans l'armée active, si elle ne voyait dans les réserves qu'un complément presque négligeable et un accessoire, et si, grisée par des alliances et l'apparente faveur des événements, elle se détournait de la politique de paix, si elle devenait offensive et agressive et jetait sur l'Allemagne son armée active devenue à peu près la seule armée, il se pourrait, par un redoutable renversement des rôles, que l'Allemagne menacée retrouvât en cette commotion les forces nationales de 1813 et que ce fût elle qui nous apprît à nouveau la puissance défensive d'abord, offensive ensuite des réserves. Après tout, il se peut que pour l'Allemagne même, cette primauté aggravée de l'active, cette rupture décidée avec la grande tradition nationale de 1813 soit un signe d'affaiblissement militaire. Il se peut qu'elle marque le besoin de repliement d'un régime qui n'a plus en la nation, en toute la nation, docile à coup sûr et disciplinée, travaillée cependant de ferments nouveaux, la pleine confiance qui convient aux jours de crise. Tenir la force armée de l'Empire en vase clos, pour la préserver d'innombrables germes socialistes qui flottent dans l'air, ce n'est peut-être pas la meilleure préparation à la guerre, ou, tout au moins, à la victoire.

Procéder au moyen d'une armée de première ligne restreinte à la brusque action de l'offensive contre une nation qui mettrait d'abord en jeu toutes ses réserves, c'est s'exposer sans doute à de cruels mécomptes si cette nation sait adopter la stratégie qui s'accorde avec

son organisation militaire (je veux dire avec le fonctionnement effectif de la nation armée). Bien loin que la France doive se laisser entraîner par l'exemple de l'Allemagne à concentrer sa force militaire dans son armée de caserne et à dédaigner ses réserves ou à ne les utiliser qu'imparfaitement, elle doit au contraire développer sa constitution militaire selon ses tendances, son génie propres, c'est-à-dire selon la loi idéale d'une pleine démocratie pleinement pacifique : elle doit élever toutes ses réserves à être la grande et véritable armée active. L'irréparable désastre de son esprit comme de son indépendance nationale ce serait d'être une impuissante contrefaçon de l'Allemagne militaire ; la première et essentielle revanche, prélude de toutes celles qui suivront sans violence et par la seule force du droit, c'est de libérer des prises du militarisme allemand la pensée française. DE FORTES MILICES DÉMOCRATIQUES RÉDUISANT LA CASERNE A N'ÊTRE QU'UNE ÉCOLE ET FAISANT DE TOUTE LA NATION UNE IMMENSE ET VIGOUREUSE ARMÉE AU SERVICE DE L'AUTONOMIE NATIONALE ET DE LA PAIX, VOILA, DANS L'ORDRE MILITAIRE, LA VRAIE LIBÉRATION DE LA FRANCE. ELLE N'EST QUE LA.

Jaurès est, parmi nos contemporains, le représentant le plus brillant du génie français. Mais c'est un génie averti. Il connaît à fond la culture allemande, la culture anglaise, la culture européenne. Et ces éléments je ne dis pas étrangers, mais venus du dehors, se fondent en lui dans un tout harmonieux, avec la prédominance de l'originalité française. Sa politique générale, sa conception socialiste, sa tactique, son éloquence, tout son être sont d'un grand Français et portent l'empreinte de cette noble et généreuse race. Ainsi dans son plan de réorganisation militaire il rejette toute imitation aveugle de la manière, de la tactique allemande. A chaque peuple son génie ! Un socialiste ne nie pas les génies nationaux. Il les respecte, il les aime *tous*. Il les veut *tous* au service du génie humain, racine et synthèse profonde et éternelle des génies particuliers. Mais il est absurde et criminel de forcer la nature. Que chaque nation, chaque race, chaque peuple agisse librement selon sa nature propre, son génie propre en laissant la même liberté complète à tous les autres.

Voilà pourquoi Jaurès invite les organisateurs de l'armée française à ne pas se laisser hypnotiser par l'ascendant militaire d'un vainqueur momentané. Il veut libérer l'esprit français d'une sorte d'asservissement intellectuel vis-à-vis de l'état-major allemand. Et il emploie tous les trésors infinis de son éloquence, de sa subtile dialectique et de sa riche érudition

à faire accepter cette idée, que « de fortes milices *démocratiques, réduisant la caserne à n'être qu'une école et faisant de toute la nation une immense et vigoureuse armée au service de l'autonomie nationale et de la paix: voilà, dans l'ordre militaire, la vraie libération de la France.* »

La méthode de réorganisation militaire recommandée par Jaurès n'est pas nouvelle *quant à son principe.* Elle a été appliquée victorieusement et triomphalement pendant la période révolutionnaire. Jaurès, qui connaît à fond cette époque, possède une vaste documentation sur son histoire militaire En voici un exemple :

Le châtiment des peuples qui se laissent arracher ou dérober la liberté un moment conquise, c'est que la tradition même en est faussée dans les esprits. Ceux mêmes qui croient s'y rattacher la défigurent. L'âpre et rude vérité s'atténue et s'affadit pour eux en je ne sais quel idéalisme niais de romance. Ces hommes se représentaient les volontaires de 92 avec un nimbe d'héroïsme immaculé; ils ne pouvaient supposer un instant que des soldats dont l'ange classique de la liberté avait de son aile touché le front, aient été capables d'une défaillance, d'un soupçon injuste, d'une exigence mauvaise, d'une panique. Ils s'imaginaient glorifier l'idée en lui attribuant une vertu magique qui faisait tomber du premier coup tous les obstacles et abolissait les misères de l'humaine nature. Ils ont fait ainsi la partie belle à la pitoyable érudition de la contre-révolution, qui découvre sans peine et étale en effet comme une découverte les tares, les faiblesses, les vices d'une organisation encore incertaine et d'une humanité toujours imparfaite. Pauvres songe-creux qui, s'imaginant exalter le génie de la Révolution, lui retiraient sa virile grandeur! Ce qui est, en effet, la force et l'honneur de ces hommes, c'est qu'ils ont vu avec une lucidité admirable, proclamé avec une admirable franchise les désordres et les fautes qui viciaient le régime nouveau, mais que jamais ils ne se rebutèrent. Ce n'est pas en atténuant et en affaiblissant l'idée par de lâches compromis, c'est en la fortifiant, au contraire, c'est en pénétrant de son action tous les éléments désordonnés qu'ils créèrent vraiment de l'ordre et sauvèrent la patrie. Avec la correspondance de Carnot, en avril 1793, il serait facile de dresser contre les soldats de l'armée du Nord le plus formidable réquisitoire. Taine y pourrait surprendre tout à son aise les pires effets de l'anarchie révolutionnaire et de la monstrueuse aberration jacobine : immoralité, insolence, crapuleuse débauche des soldats que la Convention a autorisés à se marier malgré leurs chefs et qui, sous ce prétexte, ont empli les casernes de filles de joie, qu'ils installaient même aux cantonnements chez les « pures villageoises », et qui, de leur longue traînée de chariots scandaleux, surchargent et ralentissent toutes les marches; querelles dans les auberges avec

les hôteliers pour le change des assignats; prétentions puériles et vanité des volontaires qui voudraient tous, au lieu de s'encadrer dans les compagnies déjà formées, constituer des compagnies nouvelles, des « corps francs » où il leur serait loisible d'avoir « trois fois plus d'officiers que de soldats », trafic des recrues vendant leurs vêtements, leur fusil, leur poudre, lâcheté même, oui, dénoncée par Carnot; lâcheté des hommes « énervés par les catins » : quelle misère! Quelle apparente faillite de l'idée et quelle déroute de l'espérance! Comme nos philosophes « réalistes » en auraient triomphé! Et quelle tentation pour des esprits débiles de se jeter vers le passé ou d'abdiquer dans un pessimisme amer! La Révolution était perdue si un moment elle avait douté d'elle-même. Tous les esprits qui doutaient vraiment se détachaient de l'arbre de vie et tombaient comme des feuilles mortes; mais sur cette jonchée des âmes lasses, la Révolution héroïque continuait son chemin. Pas une minute, au navrant spectacle du mal qu'il dénonçait, la foi profonde de Carnot n'a hésité. Il a eu un accès de colère plus que de découragement quand les soldats, après s'être emparés vaillamment de la ville de Furnes, s'enivrèrent de bière en fêtant leur victoire et se livrèrent à un pillage ignominieux. Il demanda son rappel à la Convention. Mais il domina aussitôt cette défaillance, et tout en exigeant la répression implacable des actes de pillage, de violence et d'indiscipline, c'est sur le retour de l'honneur révolutionnaire qu'il compte surtout. Et sa certitude vaillante ne fut pas ébranlée. C'est qu'il savait que dans ces âmes livrées à toutes les médiocrités et à tous les désordres, il y avait un ressort sublime qu'on saurait bien mettre en jeu. Et c'est lui qui avait raison d'espérer quand même; c'est lui qui avait raison de croire, car ce sont ces mêmes soldats de l'armée du Nord, corrompus, semblait-il, et décomposés au point d'avoir perdu même le courage; ce sont ces mêmes soldats qui, cinq mois après, dans un élan discipliné de courage héroïque, emportaient le camp de Maubeuge, et plus de la moitié d'entre eux n'avaient pas de souliers! Et il manquait à l'armée des milliers de baïonnettes pour qu'elle pût tout entière « attaquer à la française ».

Jaurès ne s'abaisse jamais au rôle subalterne d'apologète à tout prix de la Révolution. Il en connaît les faiblesses, les tares même. Il les voit. Il les touche du doigt. Il en souffre. Mais, dans ce brasier où les scories se mêlent au métal pur, il voit avant tout la flamme qui monte au ciel de l'idéal. Et il ne retient que le ressort sublime de l'action révolutionnaire vivifiante et purifiante. On peut dire que Jaurès porte la Révolution française dans son âme de feu. Son génie est celui de la Révolution. Son besoin ardent d'action, sa passion dévorante de justice et de vérité, son culte du progrès et de la démocratie; le bouillonnement de ses pas-

sions généreuses, la pureté cristalline de sa vie privée, sa force quasi-illimitée de travail, de création, d'activité, tout cela, c'est du pur esprit révolutionnaire, tout cela fait l'âme même de la Révolution française. Jaurès et la Révolution française sont deux êtres de même nature, deux âmes sœurs, ou, pour employer les termes de la philosophie panthéiste chère à Jaurès, deux attributs de la même substance : *l'action, ou la vie.*

Jaurès recommande à la France de la Révolution le système militaire qui a fait ses preuves en Suisse, démocratie et République comme la France. Mais il est loin de demander « que l'on transporte purement et simplement en France le système suisse ». Il cherche à adapter « aux conditions de la vie française » ce système qui seul convient à une grande démocratie libre.

De tous les systèmes militaires pratiqués dans le monde, c'est à coup sûr le système suisse qui se rapproche le plus de l'idéal d'une armée démocratique et populaire : c'est celui qui, par la réduction au minimum du séjour à la caserne, par le recrutement non seulement régional mais local, par l'organisation de toute la masse des citoyens valides en unités territoriales, confond le plus essentiellement la vie militaire et la vie civile. Je me garde bien pourtant de demander que l'on transporte purement et simplement en France le système suisse. Plusieurs modifications très importantes y doivent être faites pour l'adapter aux conditions de la vie française.

D'abord en ce qui touche l'éducation militaire permanente, surtout l'éducation militaire préparatoire de l'enfance et de l'adolescence, il faut suppléer en France par la vigueur de la loi au défaut des mœurs. Ces mœurs se créeront sans doute en France quand tous les citoyens auront compris dans leur conscience renouvelée la nécessité, la beauté du devoir militaire débarrassé de toutes les souillures de l'esprit de caste et de classe et de toutes les violences de l'esprit de conquête, et ramené à ce sublime objet : LA PROTECTION DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE POUR LA LIBRE ÉVOLUTION DE LA JUSTICE SOCIALE. Mais la démocratie a été trop longtemps comprimée et l'institution militaire a été trop tristement faussée pour que ce ressort joue spontanément dans toutes les âmes. Il est nécessaire, en attendant la transformation morale et sociale qui donnera au devoir militaire tout son sens et tout son attrait, d'agir par la force éducative de la loi; en Suisse même, si forte que soit la tradition, si puissantes que soient en ce sens les initiatives privées, la loi n'abandonne pas à ces seules initiatives l'éducation militaire préparatoire. Elle décide (depuis 1874) « *que tous les jeunes gens dès l'âge de dix ans jusqu'à l'époque de la sortie de l'école primaire, qu'ils la fré-*

quentent ou non, doivent suivre, par les soins des cantons, des cours de gymnastique préparatoire au service militaire ». Or, on sait que l'école, en Suisse, est obligatoire jusqu'à quatorze ans. Ce sont les instituteurs, préparés à cet enseignement dans les écoles normales et aussi dans les écoles de recrues (c'est-à-dire dans les semaines de caserne), qui sont les maîtres de gymnastique; la loi suisse avait décidé en outre en principe que depuis la date de leur sortie de l'école primaire jusqu'à celle de leur appel sous les drapeaux, les adultes continueraient à suivre des cours de gymnastique préparatoire au service militaire et prendraient part, de dix-huit à vingt ans, à des exercices de tir. Mais, comme le constate M. Lemant dans le très minutieux travail dont j'ai parlé, cette partie de l'obligation légale n'a pas été organisée. En fait, l'enseignement de la gymnastique est imposé aux enfants de dix à quinze ans, mais ensuite, et jusqu'à l'appel sous les drapeaux, aucune réglementation précise n'est intervenue; la loi est donc restée à l'état de principe et seul un enseignement volontaire fonctionne, très encouragé d'ailleurs par les autorités cantonales et par des groupes de citoyens zélés. Notre projet décide que l'éducation militaire préparatoire sera fortement organisée par la loi avec des sanctions sérieuses. S'en remettre aux seules initiatives privées aurait un double inconvénient. D'abord elles sont encore très incertaines en ce sens et trop faibles pour pouvoir produire un effet utile; en second lieu elles sont souvent corrompues par des préoccupations politiques. Les partis cherchent à amuser par la gymnastique, par les parades et mimiques militaires des groupes d'adolescents et de jeunes gens pour mieux saisir ensuite les hommes faits. Et souvent c'est un esprit d'enfantillage ou un chauvinisme réactionnaire qui leur est inoculé. Pour que l'éducation militaire puisse être appliquée sans péril à l'enfance et à la première jeunesse, pour qu'elle ne soit pas un moyen de déformation et un instrument nouveau de division, il faut qu'elle soit donnée par la nation elle-même, dans un esprit de démocratie, d'indépendance nationale et de paix. Il faut aussi que la réclame tapageuse des partis ne soit pas admise à donner un caractère théâtral et vain à des exercices qui doivent être sérieux, efficaces et sobres.

Jaurès a l'esprit philosophique, universel ou, pour employer un terme d'école, synthétique. Il aime à promener son regard pénétrant sur l'ensemble des choses naturelles et humaines. L'unité de la nature et de la vie humaine, qui est une forme de solidarité bienfaisante, l'attire et le retient, le fascine et le préoccupe. C'est non seulement une unité de surface, une unité spatiale, géométrique, unité du contenant ou de pure forme qu'il tente d'établir, mais aussi une unité de fond. Comme nous l'avons vu plus haut, Jaurès cherche non seulement une unité idéale des cimes aspirant vers l'infini,

qu'on peut appeler l'*unité par en haut,* mais aussi une unité fondamentale de base, une unité substantielle, qu'on peut considérer comme l'*unité par en bas.*

Mais cet esprit foncièrement philosophique et généralisateur n'empêche pas chez Jaurès l'étude la plus attentive. la plus consciencieuse et la plus scrupuleuse du détail. Il accumule des faits sans nombre pour le service de sa thèse, les examine attentivement et les utilise tous. Comme législateur, Jaurès — nous l'avons vu — était une des grandes compétences, la plus grande de la Chambre. Son plan de réorganisation de l'armée est, sous la forme d'un volume de sept cents pages. un exposé précédant un projet de loi soumis à la Chambre et rapporté par une Commission. Il entre donc dans tous les détails de l'organisation et prouve que rien, absolument rien n'a été négligé par lui dans ce domaine qui fourmille des problèmes les plus variés. Nous ne pouvons donner à nos lecteurs que quelques passages de cette œuvre. Nous choisirons les plus intéressants.

Donc, les enfants, à partir de dix ans, seraient rattachés, comme élèves soldats, à l'unité militaire territoriale où, comme hommes, ils seraient plus tard appelés. Le recrutement devant être aussi local que possible, et l'organisation militaire devant mettre en œuvre sur place les énergies civiques, il est aisé de remarquer d'emblée, et dès l'enfance, le lien qui doit rattacher chaque citoyen à une unité organique d'éducation militaire et de combat. Ces enfants recevront jusqu'à leur sortie de l'école, qu'elle soit privée ou publique, l'enseignement gymnastique. et tous les maîtres, ceux des écoles privées comme ceux des écoles publiques, seront tenus de se préparer à donner cet enseignement. A la sortie de l'école primaire, ces distinctions d'écoles privées ou publiques cessent, et à partir de l'âge de treize ans tous les enfants, quelle que soit leur origine, qu'ils viennent d'une école publique ou d'une école privée, ou qu'ils continuent leurs études dans des établissements d'enseignement secondaire, seront tenus de prendre part, à des dates déterminées, à des exercices communs de gymnastique, de marche et de tir, selon leur âge et leur degré de préparation. Ces convocations auront lieu obligatoirement à raison d'un dimanche par mois, et les exercices se feront sous la direction et le contrôle d'instituteurs de gymnastique, des officiers éducateurs des unités militaires auxquelles les enfants et les adolescents sont rattachés, et enfin d'un comité de perfectionnement militaire élu en chaque région par les soldats-citoyens et dont je déterminerai un peu plus tard la formation et les attributions. Ces convocations ayant lieu sur le territoire de la

commune même ou du moins à des points de rassemblement très voisins de l'habitation des citoyens, nul ne sera excusable de s'y dérober. Aux familles qui négligeraient d'envoyer leurs enfants, des sanctions pécuniaires seraient appliquées. Surtout les enfants qui, par des fautes graves, par des absences et négligences répétées, par un mauvais vouloir évident, se priveraient eux-mêmes et priveraient la patrie du bénéfice de cette éducation nécessaire au salut de tous et au vigoureux maintien de la paix seraient punis doublement. Ils seraient obligés de racheter par un plus long séjour à la caserne le temps sottement perdu par eux, et ils seraient déclarés inadmissibles aux emplois publics de la nation.

Que la nation sache joindre à ces fortes sanctions l'attrait d'exercices entraînants et variés, qu'elle stimule par des jeux gymnastiques, par des concours, par des prix de résistance à la marche, de vitesse à la course, d'habileté au tir, les amours-propres et les activités, qu'elle fasse comprendre aux jeunes gens tout le prix de ces habitudes vaillantes, principe de santé et de courage, qu'elle leur rappelle sans cesse que cette éducation de vigueur et d'adresse a pour but d'assurer, avec l'indépendance de la nation, la paix du monde et l'avènement d'une haute justice humaine faite de la liberté de toutes les patries, alors l'enfance et l'adolescence françaises iront à la convocation des devoirs militaires comme à la plus noble des fêtes et à la plus joyeuse des disciplines.

Cette première éducation ne sera point, il est vrai, soutenue comme en Suisse par des habitudes séculaires du peuple tout entier. En Suisse, l'organisation populaire et démocratique de l'armée se rattache à des traditions très anciennes. Desaix, dans les notes de voyage qu'a publiées récemment M. Chuquet, note que les Suisses, dans les plus petits villages, se livrent à l'exercice du tir et qu'il y a des concours et des jeux où l'émulation est excitée à un degré extrême. C'était, bien avant la Révolution, bien avant l'avènement de la démocratie, la pratique du peuple helvétique dans tous ses cantons. La démocratie nouvelle n'a eu, pour ainsi dire, qu'à glisser son esprit dans ces habitudes toutes faites. Elle a pu utiliser et continuer dans la Suisse plus centralisée tout à la fois et plus libre, et pour la fière sauvegarde de l'indépendance nationale, des institutions qui avaient été développées par le souci de l'indépendance locale, par l'habitude des guerres de canton à canton, et de ville à ville, et même par le souci de maintenir la valeur marchande de cette force militaire qu'elle louait à beaux deniers à toutes les puissances guerrières de l'Europe. Depuis des générations, les enfants eux-mêmes sont sollicités par cet exemple, enveloppés de cette influence. Au contraire, dans la France de l'ancien régime qui n'a été arrachée aux tyrannies dispersées de la féodalité que pour tomber sous le despotisme concentré de la monarchie absolue, les milices ont commencé comme une servitude, comme une corvée royale.

Les hommes qui manœuvraient sur la place du village à l'ombre des ormeaux étaient recrutés d'autorité, enlevés de force pour des expéditions lointaines. La levée en masse de la Révolution ne fut

qu'un soulèvement précipité, volcanique; l'épopée impériale jeta entre le pays et l'armée des abîmes d'espace et d'aventure, et le régime de conscription et de caserne fut une mutilation tout ensemble et une séquestration de la vie militaire. Comment l'habitude de la vie militaire se serait-elle enracinée à nouveau dans la familiarité de la vie quotidienne? C'est pourquoi il importe que la force centrale de la nation, s'exprimant par la loi, crée le système d'habitudes que la tradition n'a pas formé. Mais en un sens, la France dispose pour cette grande œuvre de plus de ressources morales que la Suisse. Elle peut passionner cette éducation de soldats-citoyens d'une flamme d'idéalisme révolutionnaire dont la Suisse n'a pas connu toute l'intensité.

Même sans cette éducation préparatoire de l'enfance et de l'adolescence, il serait inutile, je l'ai démontré, de retenir deux ans à la caserne les soldats. En France comme en Suisse, la caserne ne doit être que l'école des recrues. Mais ici encore nous demanderons aux citoyens de France, quand ils parviennent à l'âge de vingt ans, un effort plus grand que celui que la Suisse leur demande. Nous leur demanderons non pas trois mois, ou deux mois, mais six mois d' « *écolage* ». L'habitude spontanée de l'action militaire étant moindre en France qu'en Suisse, il convient d'y suppléer par un plus grand effort légal, au moins jusqu'à ce que l'éducation préparatoire ait créé en France des mœurs nouvelles. Cette école de recrues pourra être placée, selon les régions, selon les climats, dans la partie de l'année la plus convenable aux exercices, à l'apprentissage du métier militaire. Elle se tiendra ou dans la caserne, ou surtout dans des camps d'instruction ou dans des cantonnements mobiles. Elle aura pour objet de préparer les hommes autant que possible à la réalité de la guerre, de leur enseigner les mouvements individuels ou collectifs qui vraiment peuvent servir à la guerre. Cette école de recrues ne sera qu'une école. Elle ne fera point partie de l'organisation militaire elle-même, je veux dire que les rassemblements d'hommes ainsi formés pour une première instruction n'auront pas un caractère durable. De même que les officiers de l'École de Saint-Cyr ou de l'École polytechnique ne continuent point à former un même bataillon mais sont distribués, à leur sortie, dans les régiments où ils doivent servir, de même les soldats groupés dans les écoles de recrues ne constitueront pas une unité permanente. Ils seront réintégrés dans l'unité territoriale à laquelle ils appartiennent par leur résidence et où déjà ils ont dû s'inscrire dès leur enfance comme élèves-soldats.

Tous ces soldats ainsi éduqués, ainsi constitués en unités territoriales formeront, de vingt et un à trente-quatre ans, la véritable armée active. Ce sera une masse homogène. Ces hommes, dans les treize années de service actif qu'ils ont à fournir, seront convoqués huit fois pour des exercices et manœuvres. Ces exercices seront alternativement des manœuvres de petites unités, faites sur place ou dans un rayon assez étroit, et des manœuvres de grandes unités qui auront lieu dans les camps d'instruction ou en terrain libre; les

manœuvres de petites unités dureront onze jours; les grandes manœuvres dureront vingt et un jours.

Jaurès n'a pas de haine *a priori* contre la caserne. Il la considère seulement comme inutile. Et tout effort inutile est un gaspillage. Mais tout gaspillage dans le domaine de la défense nationale est un crime contre la nation. Car gaspiller les forces de la défense, c'est l'affaiblir. Il demande que la caserne ne soit que « l'école des recrues ». Et il réclame en même temps des citoyens français parvenus à l'âge de vingt ans un effort plus grand que celui que donnent les Suisses. Il ne se contente pas, comme en Suisse, de deux ou trois mois, mais il propose « six mois d'*écolage* ». Il tient compte de ce fait que « l'habitude spontanée de l'action militaire » est moindre en France qu'en Suisse : il convient d'y suppléer par un plus grand effort exigé par la loi militaire. Les soldats réunis dans l'école de caserne ne formeront pas, à la sortie, des groupes permanents durables. En quittant cette école, ils seront versés dans divers régiments, comme les officiers de l'École de Saint-Cyr ou de l'École Polytechnique. Ils formeront des unités territoriales et, de vingt et un à trente-quatre ans, la véritable armée active.

Jaurès n'admet pas la perte criminelle d'un seul atome de l'énergie nationale. Et il en fait un bloc formidable, irrésistible, invincible, une masse de fer au service de la nation immortelle, du droit imprescriptible et de la justice impérissable. Obtenir le maximum de force défensive avec le minimum de dépense, tel est l'objectif militaire de Jaurès. Car comme démocrate, comme homme de paix, comme socialiste, comme Français clairvoyant aimant passionnément son pays, il sait que la force défensive d'une nation est non seulement dans les armes, mais aussi et surtout dans la production matérielle et intellectuelle. Il est donc funeste pour la puissance militaire d'un pays de réduire inutilement, de si peu que ce soit, sa force productive. C'était également son grand argument contre la loi de trois ans, loi de gaspillage des forces nationales s'il en fut.

Mais il ne suffit pas d'avoir des soldats bien éduqués. Il faut des cadres. Jaurès voue donc toute son attention à l'étude de ce problème d'organisation militaire.

Comment ces forces immenses seront-elles encadrées? Comment toutes les unités tactiques de cette énorme « *élite* », de cette armée active colossale, comprenant toutes les classes de vingt à trente-cinq ans, seront-elles pourvues de sous-officiers expérimentés, d'officiers compétents et instruits? Il est impossible, évidemment, d'encadrer toute cette armée rien qu'avec des « *professionnels* ». Déjà, dans l'organisation militaire d'aujourd'hui, des sous-officiers et officiers de réserve rentrés dans la vie civile sont appelés à exercer un commandement dans les formations de première ligne. L'entretien de cadres permanents exclusivement voués à l'éducation des soldats et au commandement militaire épuiserait les ressources de la nation, ses ressources en argent et ses ressources en hommes, j'entends en hommes ayant des compétences techniques et des qualités de chef. Non seulement il n'est pas possible d'accroître le nombre des sous-officiers de métier, mais à mesure que la caserne tiendra moins de place dans la vie des soldats, les officiers de caserne et de garnison doivent tenir une moindre place dans l'organisation militaire. L'éducation des soldats-citoyens se continuera de la première adolescence à l'âge mûr dans des conditions qui ne rompent pas la vie civile, elle se fera donc, pour une large part, par des officiers-citoyens restés, eux aussi, dans la vie civile. Les officiers et sous-officiers permanents seront une élite de spécialistes fortement éduquée, chargés de l'instruction des recrues, de l'éducation des cadres, du renouvellement incessant et de l'incessante propagation de la science militaire.

Ils seront les entraîneurs de l'armée; ils donneront l'exemple et vulgariseront la pratique des méthodes sans cesse perfectionnées. Il ne me paraît pas possible en France, au moins en ce moment, de réduire les cadres permanents au chiffre relativement infime prévu par l'organisation suisse, car l'énormité même des masses françaises à mettre en mouvement, la complexité des problèmes de tout ordre, administratifs, techniques, stratégiques, que soulève la mise en œuvre scientifique de cette masse, exigent un personnel de spécialistes plus nombreux, assidûment et exclusivement voués à l'étude et au maniement de ce mécanisme formidable; et d'ailleurs la nation française n'a pas été familiarisée par une longue tradition avec la question militaire. Elle a été accoutumée, en cet ordre comme en beaucoup d'autres, à la passivité, elle a beaucoup trop abandonné aux officiers de métier la question militaire comme aux prêtres la question religieuse, comme aux gouvernants et aux législateurs l'élaboration et le contrôle des lois, comme aux bureaucrates la gestion des services publics. Et c'est par degrés seulement qu'elle peut être habituée à susciter des énergies de son propre fond.

Faisant donc ici œuvre d'évolution, je propose pour la formation des cadres une combinaison intermédiaire entre le système d'aujourd'hui qui met dans les cadres permanents d'officiers professionnels presque toute la force du commandement, et le système suisse qui, réduisant presque à l'instruction des recrues le rôle des cadres permanents, les ramène à des proportions très faibles. En Suisse, les

instructeurs forment un corps spécial ayant sa hiérarchie propre. Cette hiérarchie est définie par les articles 105 et suivants de la nouvelle loi fédérale sanctionnée par le vote populaire du 3 novembre 1907 et qui, d'ailleurs, ne fait guère que maintenir en ce point les dispositions antérieures. « Un corps d'instructeurs est institué pour la direction de l'instruction des recrues et pour l'instruction des cadres dans les écoles spéciales. »

Tout problème en s'insérant tout naturellement dans la série des problèmes connexes ou voisins revêt immédiatement chez Jaurès une portée générale et systématique. Aussi le problème de l'organisation militaire se trouve-t-il intimement lié à celui de la réorganisation sociale et politique de la France. *L'Armée Nouvelle* n'est que le premier chapitre d'un plan de réforme sociale ou socialiste depuis longtemps promis au public et sur lequel ses adversaires l'ont tant et si étourdiment raillé ! Le crime réactionnaire a empêché ce plan grandiose de devenir une réalité. Mais en étudiant attentivement l'œuvre de Jaurès on s'aperçoit aisément que la même idée directrice inspire son *Armée Nouvelle* et tout ce qu'il a dit, tout ce qu'il a écrit, tout ce qu'il a fait pendant les trente ans de sa glorieuse vie active. *C'est l'organisation et l'éducation de la démocratie en vue de la réalisation de la liberté et de la justice sociale.* Il veut arracher la nation française à la « passivité ». Il ne veut pas abandonner exclusivement aux hommes de métier l'organisation militaire. Il veut en faire l'affaire de la nation elle-même. Sur le terrain politique et législatif, il tend vers le même but : le gouvernement du peuple par le peuple. De même sur le terrain économique et social : la production doit être dirigée et contrôlée par les producteurs eux-mêmes, au profit des producteurs.

Dans son projet de loi de réorganisation militaire, Jaurès a montré, ainsi que dans son œuvre législative et sociale, qu'il sait ménager les transitions. Car l'histoire, comme la nature, ne fait pas de « sauts » sans rapport aucun avec la totalité de ses phénomènes. Même les révolutions qui paraissent comme des éruptions volcaniques, comme des catastrophes géologiques, s'insèrent bien dans l'ensemble des conditions qui les ont nécessairement provoquées. Et on peut imaginer quelles richesses d'idées et de suggestions Jaurès, en suivant la méthode qu'il applique à la réorganisation militaire, aurait déve-

loppées sur les terrains de la réorganisation politique, sociale et morale.

Jaurès a plus que tout autre de nos contemporains travaillé à la régénération, à la véritable renaissance nationale. Il voulait la France féconde, belle, grande, juste, riche, humaine et formidable : puissance morale et matérielle de premier ordre. C'était un grand Français capable de créer une nouvelle grande France.

Et s'il haïssait de toute sa force — *lui qui ne savait qu'aimer* — la réaction, c'est parce qu'il la voyait se ruer furieusement au travers de tout mouvement progressif, au travers de toute tentative de rénovation politique ou sociale.

Aussi, avant de terminer son *Armée Nouvelle,* il lui jette un nouveau défi. Et il écrit :

Et me voilà ramené, au moment où je touche à la conclusion de ce travail, à ce que je disais au début : que le grand malheur de la démocratie française, c'est qu'elle ne sache pas se décider ; c'est qu'elle ne transforme pas son institution militaire avec toute la hardiesse que lui permettrait, que lui commanderait la logique de son principe. Mais déjà, dans l'esprit inquiet de l'armée, dans les recherches tâtonnantes des officiers qui sentent que le système militaire actuel porte à faux, se révèlent des tendances qui, sous l'impulsion d'une idée claire pourraient se développer et s'organiser en une doctrine. Je ne parle pas de M. le général Bonnal dont le pessimisme réactionnaire et aigri glacerait aux os l'armée si elle se laissait pénétrer à son influence, et paralyserait la défense nationale. Il condamne le service de deux ans, il ne croit pas à l'efficacité des armées nombreuses, et on dirait qu'il attend que quelque cataclysme en démontre l'inanité. Il dédaigne les réserves et il considère notre armée de première ligne comme incapable, en sa forme actuelle, de résister à l'armée de première ligne allemande. Il affirme dogmatiquement, et comme si l'immense événement des guerres futures entre nations modernes avait livré d'avance tout son secret, que la première bataille décidera de tout. Sur le peuple intrépide qui continuerait le combat, la résistance, pour la liberté et la vie, il fait peser une sentence d'irrévocable défaite, dure et lourde comme une pierre tombale. « La grande armée qui aura arraché à sa rivale la victoire, celle-là pourra se permettre toutes les audaces, car tout lui sera facile. L'autre, au contraire, sera mise en un tel état d'infériorité morale que toute action vigoureuse lui échappera et que la grandeur même de ses effectifs deviendra pour elle un cause de faiblesse et de ruine. Que la nation vaincue dans la première grande bataille veuille continuer la guerre, ou qu'elle implore la paix, le résultat sera le même. Seulement les conditions du vainqueur seront d'autant plus onéreuses et cruelles que

la résistance aura duré plus longtemps. On est loin de blâmer ici les efforts glorieusement dépensés par la défense nationale pendant la seconde période de la guerre de 1870-1871. Rien n'est perdu quand l'honneur subsiste, et l'énergie du vaincu combattant « quand même » inspire au vainqueur un respect qui sauvegarde la durée de la paix future; mais, en se plaçant au point de vue des réalités, on doit bien se dire que de la première grande bataille dépendent les succès ou les revers de toute la campagne, et il semble impossible à notre époque de reconquérir la victoire une fois qu'elle est passée dans le camp ennemi. » De quel droit M. le général Bonnal tient-il ce langage? De quel droit dit-il à un peuple de trois millions de combattants qu'un premier et grand revers ne pourra pas être réparé par la force de vouloir? Quelle est cette stratégie de fatalisme? et comment oser dire, dans ce drame aux combinaisons infinies, que la fortune a dit du premier mot tout son secret, que la conscience a épuisé en un seul élan toutes ses résistances?

J'entends bien que le pronostic accablant est prononcé aussi bien contre nos ennemis éventuels que contre nous. Mais on ne peut empêcher qu'il porte surtout contre notre peuple, puisque c'est lui qui n'a pas réussi à communiquer à nos chefs d'armée cette énergie vitale dont est faite l'espérance. Etrange éducation en vérité pour les jeunes officiers qui devront porter au plus haut le cœur des combattants! Ce qui est plus grave, c'est qu'après avoir proclamé que la première bataille sera décisive, il semble incliner à croire que nous devons la perdre, et il n'a guère plus de recours qu'aux troupes noires, sans lesquelles notre armée de première ligne, c'est-à-dire toute notre armée utile, serait presque certainement défoncée. Voilà les vues d'un de nos théoriciens les plus éminents. Voilà à quoi aboutit dans certains esprits le divorce de la pensée militaire et de la pensée républicaine et sociale. C'est une réaction morose et déprimante.

L'Armée Nouvelle contient une foule d'idées philosophiques, politiques et sociales qui complètent et précisent la conception socialiste de Jaurès. Nous les écartons de ce chapitre qui a pour objet exclusif les idées militaires de Jaurès. Nous les citerons, au fur et à mesure des besoins de notre exposé, dans les chapitres auxquelles elles se rattachent.

Dans sa Conclusion de l'*Armée Nouvelle*, Jaurès concentre, comme dans un foyer, les idées principales de son œuvre. Nous la donnons presque en entier. Nos lecteurs ne nous blâmeront pas de leur avoir procuré le plaisir intense de relire et de pouvoir méditer ces pages magnifiques, d'une éloquence et d'un enseignement supérieurs. C'est encore Jaurès qui fait le mieux connaître et aimer Jaurès !

J'espère, par la proposition que je formule ici, contribuer au nécessaire mouvement des idées. J'espère que ce plan systématique de réforme, par où l'institution militaire est harmonisée à l'esprit moderne et à tout le mouvement social de notre temps, aidera ceux qui pensent dans l'armée à se libérer des dernières entraves de la routine et à systématiser leurs vues incomplètes ou éparses. Et c'est pour que la réforme ainsi proposée ait toute sa vertu éducative, c'est pour qu'elle communique aux esprits un salutaire et nécessaire ébranlement, que je désire qu'elle soit réalisée en bloc. Certes, je ne fais point fi de tout ce qui peut la préparer et l'amorcer. J'aiderai, pour ma part, de mon mieux, à toutes les réformes de transition. Qu'on revienne au recrutement régional, qu'on le précise même en recrutement subdivisionnaire jusqu'à confondre le plus possible l'organisation de l'armée et l'organisation de la vie civile. Qu'on mette dans l'éducation de caserne plus de vie, plus de liberté, que l'on multiplie les exercices en terrains variés, avec liaison des armes. Qu'on double, qu'on triple le nombre des camps d'instruction, qu'on rapproche et solidarise le plus possible dans les manœuvres les quatorze classes de l'active et de la réserve. Qu'on étudie sans routine, sans prévention, en tenant compte seulement des faits, quel doit être le volume de chacune des unités de combat, de façon qu'elles soient proportionnées à la faculté réelle de commandement des chefs. Qu'on se demande, par exemple, s'il ne conviendrait pas, maintenant que les hommes doivent s'éparpiller dans le combat et que les unités occupent une plus large quantité de terrain, de ramener à 150 hommes les compagnies, pour que chaque capitaine ait sa compagnie dans la main et dans le regard. Qu'on se préoccupe, pour ces études, non pas de traditions peut-être surannées, mais des nécessités vivantes de la guerre d'aujourd'hui, comme le demandent, à ma connaissance, beaucoup d'officiers. Qu'on rende par là même le commandement des compagnies plus accessible. Que, dans toutes les manœuvres, manœuvres d'unité ou de groupes d'unités, les chefs se proposent un but intelligible, de telle sorte que, selon la recommandation célèbre de Souvarov, tous les mouvements puissent être expliqués aux soldats et compris par eux. Que les grandes écoles militaires soient mises le plus possible en communication avec tout le mouvement intellectuel du monde moderne. Que les groupes d'officiers d'état-major, dégagés de l'immense et souvent stérile besogne administrative qui les accable, puissent se livrer vraiment à l'étude de la science militaire, de l'art militaire, et deviennent dans toute l'armée des forces de pensée, de travail et de progrès. Que les sinécures dorées des grands chefs soient abolies et que partout il y ait à la fois travail et responsabilité. Qu'un effort systématique soit fait pour développer la valeur des officiers de réserve, qu'un diplôme d'études militaires soit exigé à l'entrée non seulement de toutes les fonctions publiques, mais de toutes les fonctions dirigeantes de la vie civile. Qu'un effort immense soit fait aussi pour développer l'éducation physique de la jeunesse, non point par l'apprentissage puéril et l'anticipation mécanique des gestes militaires, mais par une gymnastique rationnelle s'adressant à tous et se pro-

portionnant à tous, aux faibles comme aux forts, et élevant le niveau de la race. Oui, il faut travailler à tout cela, et je ne dédaigne rien, pour ma part, de ce qui peut être tenté dans ce sens. Mais la réforme sera d'autant plus efficace qu'elle s'accomplira d'ensemble et d'un seul jet. D'abord, au point de vue budgétaire et financier, il ne sera possible de développer vraiment et à fond l'éducation de la défense nationale que si l'institution militaire est désencombrée. Pour une population d'environ 3.400.000 âmes, le budget militaire suisse est de 41 millions de francs. Cela supposerait, pour une organisation identique de la population française, un peu moins de 500 millions. Or, le budget de la guerre français est de 872 millions. Je sais bien que dans notre plan la durée des écoles de recrues est plus grande et que nous maintenons un nombre important d'officiers professionnels. Cependant, si un chiffre complémentaire d'environ 200 millions est prévu pour tous ces objets, et si nous portons le budget militaire à environ 700 millions, il peut faire face largement à toutes les dépenses du nouveau système, et c'est une économie appréciable d'environ 180 millions qui est réalisée. Encore une fois, ni l'éducation physique de l'enfance et de la jeunesse, ni l'éducation des hommes au sortir de l'école des recrues ne pourront être dotées comme il convient, tant que les services de caserne parasitaires seront conservés et tant que le cadre d'officiers presque tout entier sera formé de professionnels. Ceux que nous garderons comme un ferment, comme une élite, comme une force d'entraînement, nous voulons qu'ils soient bien payés. Mais on pourra relever toutes les soldes des officiers permanents, tout en reportant une part des crédits maintenant absorbés par les cadres sur l'éducation vivante et libre de la nation armée. Bien entendu, les officiers actuels seront maintenus dans leur grade et affectés aux unités nouvelles. Ce n'est que par extinction que seront réduits les cadres professionnels.

Mais ce n'est pas seulement pour des raisons budgétaires, c'est pour des raisons morales que la réforme doit être faite d'ensemble. Tant que le régime de caserne subsistera en sa forme actuelle, avec la pesanteur d'aujourd'hui, la nation française ne prendra pas au sérieux l'effort qui doit être fait en dehors de la caserne, et les chefs de l'armée le dédaigneront. De plus, le régime de caserne faussera en tout sens l'éducation militaire. Il donnera par exemple une forme factice, une direction déplorable à l'éducation de l'enfance et de la jeunesse qui ne sera conçue, qu'on le veuille ou non, que comme une sorte d'anticipation de la vie et des exercices de régiment. Je n'ai pas à prendre parti ici dans la querelle entre les diverses méthodes de gymnastique. Peut-être M. le docteur Pittié a-t-il des vues excessives. Peut-être a-t-il tort d'exclure trop dédaigneusement, sous le nom un peu prodigué d'acrobaties, tous les exercices qui tendent un moment tous les ressorts de l'être physique et qui l'habituent, pour ainsi dire, à se donner tout entier, à se dépasser lui-même. Il est vrai qu'il faut songer à tous, et que l'éducation physique doit être graduée et assouplie à tous les tempéraments et à toutes les constitutions.

Il est très vrai aussi que le développement rationnel, scientifique, équilibré des forces de l'organisme ne doit pas procéder par coups de violence et par une sorte de surenchère physiologique. Ce sera aux maîtres, éduqués eux-mêmes, et aux médecins à déterminer quelle doit être la proportion de ce que j'appellerai les exercices de base assurant d'abord la force et la souplesse, et des exercices d'élan et de bravoure permettant à l'organisme de déployer soudain toutes ses ressources.

Mais quelle que puisse être la conclusion de toutes les controverses passionnées engagées sur les méthodes d'éducation physique, ce qui est certain, c'est qu'elles seront viciées jusque dans leur fond si elles sont comme une première épreuve de gymnastique militaire. Il s'agit avant tout de donner à tous les êtres humains un développement harmonieux et fort qui puisse servir à leur vie de citoyen comme à leur vie de soldat et qui ne soit pas d'abord étroitement et ridiculement spécialisé dans une sorte d'affectation militaire. Sans doute, par des exercices de tir, par des excursions de reconnaissance topographique, apprenant aux jeunes gens à marcher et à s'orienter, à juger de la disposition du terrain, ils pourront être préparés à certaines fonctions essentielles de la vie de soldat. Mais il convient que ce ne soit là qu'une application spéciale et un cas particulier d'une éducation physique plus générale. Sans doute, aussi, il conviendra que les officiers qui commandent les unités territoriales dont le recrutement se fait par la jeunesse du pays même, de la commune ou du canton, s'intéressent de bonne heure à l'éducation de cette jeunesse, qu'ils concourent, avec les instituteurs et professeurs, avec les médecins, avec les maîtres de gymnastique soigneusement préparés, à déterminer le programme des exercices, des jeux scolaires, des sports, qu'ils en contrôlent pour leur part l'exécution. Oui, mais seulement si eux-mêmes sont libérés de l'esprit de caserne, s'ils ne voient plus la vie et la défense nationale elle-même sous la forme d'un militarisme mécanique, pédantesque et exclusif.

Enfin, et c'est là, je crois, une raison décisive qui nous commande une action d'ensemble, une réforme rapide et systématique, le peuple ne s'intéressera au système nouveau que s'il lui apporte, avec un régime plus souple, plus libre, plus vivant, avec la garantie d'un beau développement physique et moral de tous les individus, avec une sauvegarde plus vigoureuse et plus pleine de l'indépendance nationale, une plus ferme certitude et un gage nouveau de la paix voulue par lui. Or, faire de la mobilisation de l'armée la mobilisation de la nation elle-même, c'est rendre plus difficile aux gouvernements les pensées d'aventure. Et quand la France aura fait cela, quand elle aura devancé les autres nations dans une voie où elle peut entrer la première sans risque, puisque par là elle se fortifie au lieu de s'affaiblir, il faudra bien que les autres nations, il faudra bien que notamment l'Allemagne, quelles que puissent être ses raisons politiques et sociales de mettre dans ses contingents de l'armée active l'essentiel de sa force et de son espoir, se préoccupent à leur tour d'organiser et de mouvoir des masses équivalentes à celles

dont disposera la France républicaine et démocratique. Je ne sais si elle commencera par railler, mais elle finira certainement par se troubler et elle sera obligée, selon le mot de Falkenhaus, d'approfondir les sources de sa force militaire, c'est-à-dire de faire appel aux couches profondes de la nation. Pour elle aussi il y aura là, avec un accroissement de sécurité nationale, une obstacle au militarisme belliqueux. Ce sera en Europe une ère nouvelle, et cette haute espérance de justice et de paix aidera la classe ouvrière française à comprendre le sens, l'intérêt, la nécessité de l'institution que nous proposons et que nous travaillerons d'un cœur passionné et d'une volonté persévérante à réaliser, comme une partie du vaste plan de rénovation sociale qui s'impose aujourd'hui à tous les bons citoyens, à tous les bons Français.

Comme nous l'avons dit au début du chapitre, Jaurès veut réconcilier le peuple avec l'armée en faisant de la nation une *nation armée,* c'est-à-dire une nation *armée exclusivement* pour la sauvegarde de la paix et de la liberté, de la vraie indépendance, intérieure et extérieure. Et il recommande la même organisation aux autres nations. Car, avec juste raison, Jaurès voit dans l'organisation démocratique de l'armée une garantie de paix. Une armée populaire ne cherche pas d'aventures guerrières. Avec le système de Jaurès, « ce sera *en Europe* une ère nouvelle, et cette haute espérance de justice et de paix aidera la classe ouvrière française à comprendre le sens, l'intérêt, la nécessité de l'institution que nous proposons et que nous travaillerons d'un cœur passionné et d'une volonté persévérante à réaliser, *comme une partie du vaste plan de rénovation sociale qui s'impose aujourd'hui à tous les bons citoyens, à tous les bons Français* ».

Les derniers mots que nous soulignons montrent clairement que l'*Armée Nouvelle* n'était, pour Jaurès, qu'une partie d'un vaste plan de réformes et de rénovation sociales.

On connaît le sort fait car la Chambre à l'*Armée Nouvelle.* Jaurès était au-dessus de la compréhension des classes dominantes. Comme tous les grands précurseurs, comme tous les annonciateurs des vérités de demain, Jaurès a été considéré comme un utopiste. En effet, il l'était s'il croyait à la réalisation immédiate ou même à la prise en considération de ses idées par les classes possédantes et dirigeantes. Jaurès voulait une armée nationale. Les *beati possidentes,* les heu-

reux possédants, ont besoin d'une armée de classe, d'un instrument de domination. L'armée est un des organes de la société actuelle. Et tout organe est soumis, dans son développement, à la loi de symétrie qui exige une concordance déterminée de cet organe avec la structure et la vie de tout l'organisme. Une société capitaliste ne saurait tolérer qu'une armée façonnée à son image.

Jaurès le savait. Mais, fidèle à sa méthode d'évolution révolutionnaire, il travaillait dans le sens de l'évolution en propageant ses nouvelles idées, qui ne sauraient être réalisées que lorsque les circonstances leur permettront de s'insérer dans un nouvel organisme local : *Une nouvelle société aura une nouvelle armée !*

Jaurès avait un écueil à éviter. En s'appliquant à réorganiser l'armée, il risquait de tomber lui-même dans une sorte d'idéalisme guerrier. C'est le cas de Proudhon écrivant *la Guerre et la Paix*. Proudhon finit par exalter la guerre à la manière de Joseph de Maistre, le père spirituel de la réaction militariste. Il découvre au carnage humain ou plutôt inhumain « une nature divine ».

Malgré sa nature impressionnable et enthousiaste, Jaurès a presque toujours évité cet idéalisme primitif et réactionnaire qui consiste à faire de la douloureuse nécessité de légitime défense par le fer et de la destruction une vertu, un objet de rêve et d'exaltation. Le socialisme, c'est l'*homo homini deus*, l'homme sacré à l'homme. La guerre, c'est l'*homo homini lupus,* l'homme transformé en bête féroce pour l'homme. La guerre et le socialisme sont donc des ennemis irréductibles. L'un tue l'autre. Lorsque la guerre sévit, atroce et tragique, le socialisme cesse de vivre. Les prolétaires, au lieu de s'unir, se détruisent plus ou moins férocement. La vie internationale et nationale est brusquement interrompue. Les fureurs de la bestialité sont déchaînées. La furie de la haine et de la sottise sévit partout. La raison, la justice se taisent.

Jaurès le sait. Et il considère comme un crime la guerre faite pour d'autres raisons que le suprême besoin de légitime défense. On a le droit et le devoir de se défendre contre *toute* attaque. Mais on ne cherche aucune rencontre. Le sang du

peuple est trop précieux pour le risquer à la légère. Un socialiste imbu des sentiments de fraternité considère les nations comme un père de famille ses enfants. Il ne désire pas l'extermination de l'un par l'autre, pas même la domination de l'un sur l'autre. Le socialiste ne va pas de bon gré à la guerre. Ce sont ses ennemis qui l'y traînent.

Malheureusement, il est dans la nature humaine d'exalter *les moyens* nécessaires pour atteindre une fin qui lui est chère. L'armée est un *moyen* de défense. La guerre, dans la conception de Jaurès, n'est pas autre chose. Un gouvernement qui n'a pas *tout* tenté pour obtenir la paix est « un gouvernement de crime qu'il faut abattre ». La réaction militariste a assez insulté Jaurès, le plus noble et le plus grand patriote français, à cause de ces nobles paroles, pour qu'elles trouvent leur place d'honneur dans sa vie. Mais, la guerre une fois déchaînée, l'armée devient pour la nation le moyen de salut. On ne discute pas son existence : on la défend. Seulement, les hommes risquent de confondre le *but* avec le *moyen*, de s'incliner trop facilement devant le fait accompli, d'exalter *l'armée comme armée, la guerre pour la guerre* et d'adopter *toute* l'idéologie qui en résulte.

Jaurès n'était pas homme à tomber dans ce travers. Malgré quelques expressions qui, de son vivant, ont donné matière à discussion et à critique, toute sa vie d'apôtre de la paix, ses efforts suprêmes pour épargner au monde la catastrophe et la honte suprêmes qui, en ce moment, souillent notre civilisation, ces efforts, dont il est tombé victime immortelle, tout cela nous permet de répondre : Non, Jaurès n'était pas militariste. Non, Jaurès était incapable d'aimer autre chose que la paix et l'harmonie universelle, le progrès et le bien-être humain, qu'il identifiait avec celui de sa nation.

Jaurès, qui cherchait à bien comprendre tout, à toujours être juste envers les hommes et les choses, exprimait sur l'art militaire des pensées qui se retrouvent sous la plume d'un grand démocrate, le malheureux Armand Carrel : « On persuaderait difficilement aux hommes, écrit celui-ci, et surtout aux hommes de notre temps, qui ont vu beaucoup de militaires, que l'art de la guerre est celui de tous peut-être qui donne le plus d'exercice à l'esprit. Cela est pourtant vrai,

et ce qui fait cet art si grand, c'est qu'il exige le caractère autant que l'esprit, et qu'il met en action et en évidence l'homme tout entier. »

Les socialistes préfèrent les arts de la paix, dont l'exercice, tout en réclamant également « l'homme tout entier » n'a pas pour objet la destruction non moins entière de nos semblables.

CHAPITRE V

Jaurès et Jules Guesde ou la valeur socialiste des réformes

On considère souvent Jaurès comme le fondateur ou le chef du *socialisme réformiste.* Cela n'est pas exact. Il est vrai que Jaurès a l'horreur de toute action qui n'aboutit pas à une œuvre *positive.* On a défini le diable « un être qui dit toujours non ». Jaurès a horreur du diable. Il n'aime pas la négation systématique. La haine et la négation, effet de la haine, répugnent à son esprit créateur, à sa nature aimante et féconde. S'il parle parfois, d'une manière polémique, de la « force créatrice de la haine », c'est qu'il envisage une haine particulière: celle qui enlève l'obstacle opposé à une construction positive. Jaurès est un ouvrier vigoureux, plein de gaieté et d'ardeur qui ne boude jamais à l'ouvrage. C'est un rude travailleur qui met toute son âme de flamme dans son œuvre qui ne chôme jamais. Il a une véritable passion du travail, de la création. Il aime la vie et il cherche constamment à la faire surgir autour de lui. Il est comme consumé par l'immense besoin d'une action infinie, multiple et variée.

Comme républicain et comme socialiste, il ne se contente pas de critiquer les survivances de l'ancien régime et les misères de la société présente. Il veut une République agissante et un socialisme réformateur, créant tous les jours *du nouveau.*

Mais les réformes ne sont pour lui que des étapes sur la route de la réforme fondamentale, finale : la socialisation de la propriété. Il aime les réformes pour elles-mêmes; elles adoucissent et atténuent les maux innombrables inhérents au régime capitaliste. Mais il les préconise surtout pour les germes féconds d'avenir qu'elles contiennent. Il les considère non seulement comme des palliatifs, des calmants et des adoucissants, mais comme des préparations organiques,

comme des éléments constitutifs de la future société socialiste. Et *toute* son action socialiste est animée de cette conception créatrice et organique de la réforme. L'œuvre réformatrice s'accomplissant sous la direction ou sous l'inspiration du Parti socialiste, de l'idée socialiste doit aboutir inévitablement au socialisme.

Ce n'est pas en attendant, les bras croisés, l'arrivée de la Révolution sociale, ce n'est même pas en groupant et en éclairant, par le moyen d'une propagande incessante, la classe ouvrière que nous pouvons arriver à notre « but final » qui est la propriété sociale et le bien-être universel, *mais en créant sans cesse des œuvres socialistes.* La cité future se bâtit à chaque instant, pierre par pierre. *La révolution sociale se fait tous les jours.*

Jaurès est amené, en cherchant à promouvoir sa conception du *socialisme se réalisant au jour le jour,* à se heurter à la conception opposée de Jules Guesde, qui fait de la critique du régime capitaliste, de la propagande et de l'organisation socialistes en vue de la conquête du pouvoir politique *la base* de l'action socialiste.

Jaurès expose, à grands traits, en 1904, ce débat qui, depuis 1898 jusqu'à sa mort, n'a pas cessé un instant d'agiter, plus ou moins violemment, l'opinion socialiste.

En parlant d'une nouvelle orientation des partis politiques en France vers une œuvre de réformes sociales, Jaurès marque l'attitude du Parti Ouvrier Français et de son chef, Jules Guesde, dans les termes que voici :

« Jules Guesde, avec le Parti Ouvrier Français, commençait à en avoir le pressentiment, mais il ne se l'avouait à lui-même qu'à moitié, et sa pensée restait ambiguë et contradictoire. Il comprenait bien qu'il ne suffirait pas de faire appel à la force et d'attendre la libération sociale d'un soulèvement ; la démocratie, le suffrage universel étaient des faits dont il était impossible de ne pas tenir compte. Il y avait tout un mécanisme de souveraineté sur lequel il fallait bien que la classe ouvrière essayât de mettre la main. Il y avait un Parlement et des pouvoirs publics, et il fallait que le prolétariat y pénétrât, ne fût-ce que pour les mieux livrer du dedans, le jour de l'assaut, à la Révolution. Aussi, après

avoir répudié d'abord, à la manière anarchiste, toute action électorale et parlementaire, toute communication légale du prolétariat avec les pouvoirs publics, il se tournait maintenant contre l'anarchisme. Il dénonçait brutalement « comme des farceurs et des fumistes » ceux qui refusaient même de porter aux gouvernants les revendications et les sommations de la classe ouvrière, et il leur demandait avec insulte si les ouvriers exploités par le patronat refusaient de porter aux patrons leurs requêtes par peur de compromettre leur intégrité prolétarienne. L'État bourgeois étant la représentation politique de la bourgeoisie, il fallait investir politiquement l'État bourgeois, comme les ouvriers organisés investissent économiquement, par leurs syndicats, leurs grèves, leurs revendications collectives, la bourgeoisie.

« Mais à aucun moment, dans cette période, Guesde ne renonce à l'emploi prochain de la force révolutionnaire. Entré au *Cri du Peuple* le 17 novembre 1885, il est facile de suivre sa pensée presque jour par jour. Jamais il ne s'en remet au suffrage universel organisé et éduqué d'instituer le collectivisme. La force n'est plus pour lui, comme en sa toute première période, le moyen unique, mais elle reste le moyen décisif. Même dans les batailles électorales, il juxtapose, en d'étranges et pittoresques formules, l'action légale et l'action violente. Quand il recommande, par exemple, en vue des élections l'unité aux révolutionnaires si divisés alors, c'est pour avoir contre la classe ennemie « candidats communs et fusils communs ». L'agitation électorale, la conquête de quelques mandats ne sont qu'un moyen secondaire et provisoire pour mieux assurer la victoire de la Révolution et lui ménager dans la forteresse même du capitalisme des intelligences et des points d'appui. »

Après avoir ainsi fait ressortir, avec courtoisie mais sans faiblesse, les contradictions réelles entre les manifestations de la pensée de Jules Guesde aux différentes époques de la vie politique de ce dernier — contradictions qui ne s'expliquent que *partiellement* par celles du régime capitaliste lui-même, — Jaurès souligne, en face de la politique radicale de M. Clemenceau, les traits dominants de la conception « guesdiste ».

« Où Clemenceau avait prise encore, c'est par l'insuffisante et inconsistante notion que le socialisme révolutionnaire avait alors des réformes économiques et sociales. De même que tout en commençant à réclamer des réformes, il ne voyait en elles qu'un misérable palliatif quand il ne les dénonçait pas comme un piège. Sans doute, il y avait alors entre les diverses fractions socialistes des divergences assez marquées ; les possibilistes insistaient plus que les amis de Guesde sur la nécessité des réformes immédiates. Et Paul Brousse, en demandant la transformation des entreprises capitalistes les plus monopolisées en services publics, ouvrait les voies à une action légale progressive du prolétariat. Il reconnaissait que celui-ci peut, dès maintenant, par l'Etat et la commune, influer sur la marche de la production et sur l'organisation du travail et de l'échange, il reconnaissait donc en même temps que l'Etat de classe et la commune de classe ne sont pas absolument impénétrables à la pensée prolétarienne. Mais, dans l'ensemble, et quelle que fût l'opposition des tendances, comment le socialisme aurait-il pu avoir une conception nette et forte de la politique de réformes à l'heure même où il attendait d'un coup de violence prochain la libération soudaine et totale du prolétariat ?

« La pensée de Guesde surtout était déconcertante ; il promulguait dans les Congrès du Parti Ouvrier des programmes de réformes, et il s'appliquait à discréditer presque toute réforme.

« Il écrit, en 1886 : « En régime capitaliste, c'est-à-dire « aussi longtemps que les moyens de production et d'exis- « tence seront la propriété exclusive de quelques-uns — qui « travaillent de moins en moins — tous les droits que les « constitutions ou les codes peuvent attribuer aux autres, « à ceux qui concentrent de plus en plus tout le travail mus- « culaire et tout le travail cérébral, demeureront toujours « et fatalement lettre morte. En multipliant les réformes, on « ne fera que multiplier les trompe-l'œil.

« S'agit-il de l'assistance médicale par les communes ? « Allez-y gaiement, messieurs les blessés. Grâce au « pro- « gressiste » Lyonnais, ce sont les contribuables qui payeront « Ce sont eux qui fourniront gratuitement à vos victimes

« médecins et médecines... et qui sait? un cercueil au besoin.
« Député ouvrier Lyonnais est un fumiste. »

« Cela paraissait dans le *Cri du Peuple* le 12 novembre 1885. Lorsque dix ans plus tard, Guesde, député, demandait la création de pharmacies municipales à Roubaix, se souvenait-il de ces âpres paroles? C'est bien aux frais des contribuables qu'il voulait donner aux ouvriers et ouvrières des « médecines ». Allez-y gaiement, messieurs les patrons !

« S'agissait-il de la loi sur les accidents du travail et de l'assurance obligatoire? Guesde déclarait alors que, couverts par les polices d'assurance, les industriels n'auraient aucun souci de la sécurité. Prédiction démentie par les faits, car les polices d'assurance sont calculées d'après les chances plus ou moins grandes d'accidents qu'offre l'organisation prudente ou défectueuse de l'atelier, et le patronat a un intérêt permanent à en réduire le danger.

« Est-il question des retraites ouvrières? Ce n'est pas seulement contre tout prélèvement sur le salaire que Guesde protestait, mais aussi contre toute contribution patronale, sous prétexte que celle-ci serait nécessairement reprise sur les ouvriers. « Qui ne comprend, écrivait-il en 1886, que ce « concours de l'employeur sera purement nominal; que si « ce sont les fabricants qui versent, ce sont les fabriques qui « fourniront aux versements, les réductions de salaire n'ayant « pas été inventées pour les chiens? » L'objection n'a pas arrêté Vaillant, qui, dans son projet d'assurance sociale, prévoit une large contribution patronale. Mais si elle est sérieuse, elle s'applique aussi à l'impôt. Ou bien celui-ci portera sur les ouvriers, et c'est un prélèvement sur le salaire; ou il portera sur les patrons, et il sera, comme la contribution patronale directe, rejetée par eux sur les salariés. D'où l'impossibilité absolue de constituer une retraite aux travailleurs, les trois sources : versement ouvrier, versement patronal, versement de l'État, étant également fermées. Pour les mêmes raisons et plus fortement encore, toute organisation sociale contre le chômage est impossible; et même si elle pouvait fonctionner, elle n'aurait qu'un intérêt très secondaire. « Il y a longtemps, en effet, que « le droit au travail », par « lequel les travailleurs parisiens se faisaient soigner en

« juin 1848, a cessé d'être l'objectif, le desideratum du pro-
« létariat des deux mondes. Aujourd'hui, après la grande
« école de l'Internationale, après la constitution sur la base
« du collectivisme et du communisme scientifiques des divers
« partis nationaux, ce que veut le peuple des salariés, ce
« qu'il attend de la force demandée à une organisation poli-
« tique distincte, ce n'est pas seulement que ses bras soient
« occupés à son profit. Ce qu'il lui faut, c'est le fruit intégral
« de son travail, c'est la totalité des valeurs qui sont son
« œuvre.

« Il n'entend plus, en d'autres termes, être l'abeille qui fait
« son miel pour autrui, le bœuf ou le cheval qui tire la char-
« rue pour le maître, le mouton qui porte la laine pour le
« tondeur, mais jouir de sa laine, de sa moisson et de son
« miel.

« Assez longtemps il a joué, dans ce qui n'était pas une
« fable, hélas ! le rôle des membres en mouvement, peinant,
« suant pour remplir un estomac étranger ; il prétend être
« enfin son propre estomac, consommer lui-même ses pro-
« duits.

« Et Empire ou République, un état de choses qui se bor-
« nerait à lui assurer du travail, du travail dans les condi-
« tions présentes, c'est-à-dire enrichissant les non-travail-
« leurs, réduits à ce qui leur est strictement indispensable
« pour végéter et se reproduire, n'est et ne sera jamais le
« sien.

« En fût-il autrement, d'ailleurs, et la classe productive
« bornât-elle son ambition à vivre mal en « bûchant » sans
« intermittence trois cent soixante-cinq jours par année, que
« ce travail qu'il s'est avisé de lui promettre, ni le bis-
« marckisme, ni aucun autre gouvernement conservateur du
« présent ordre économique ne saurait le lui tenir.

« Etant donnée la loi de l'offre et de la demande fonction-
« nant comme aujourd'hui entre une minorité détentrice
« exclusive du capital et une majorité réduite à sa seule ac-
« tivité musculaire, il n'est pas de pouvoir au monde qui
« puisse empêcher l'offre des bras de dépasser la demande
« et les bras qui s'offrent en trop de rester inoccupés.

« Tant que, par suite de la concentration entre les mains

« de quelques-uns de l'instrument et de la matière de la pro-
« duction, la production sera régie, déterminée par l'intérêt
« de quelques-uns, nul ne saurait garantir les travailleurs
« contre les chômages de plus en plus fréquents et de plus
« en plus étendus, résultant soit d'un excès de production,
« soit d'une « saute » de la mode, soit d'un perfectionnement
« de l'outillage, soit de la migration de telle ou telle industrie.

« En dehors de la rentrée à la collectivité de tout le capi-
« tal existant, instrument de travail et matière première, en
« dehors de la propriété et de la production sociales substi-
« tuées à la propriété et à la production privées, le problème
« du chômage est aussi insoluble que le problème du pau-
« périsme. »

« Je n'ouvre pas ici le débat, et tous les socialistes sont d'accord sur la nécessité d'organiser la propriété et la production collectives. Mais l'assurance sociale contre le chômage est-elle impossible ou vaine? Est-il impossible d'atténuer les effets du chômage? Est-il impossible d'appeler dès maintenant la classe ouvrière organisée à régler en quelque mesure la production, comme au point de vue patronal et capitaliste, les cartells et les trusts cherchent à la régler ? Lorsque, l'autre jour, devant la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, Vaillant déclarait que l'assurance sociale contre le chômage était la plus urgente et la plus importante de toutes, lorsque les socialistes allemands demandent qu'elle complète l'assurance d'accidents, de vieillesse et d'invalidité, ils ne s'inspirent pas du pessimisme absolu de Guesde. Il ne condamnent pas à un avortement misérable tout l'effort d'organisation, de science et de solidarité jusqu'à la chute totale du capitalisme.

« Contre les services publics, même sentence meurtrière :

« Qu'il se soit trouvé un Louis Blanc pour proposer dans
« son organisation du travail un pareil pouvoir économique
« pour l'État moderne, nous ne le contestons pas. Mais le
« louisblancisme — en admettant qu'il ait vécu — n'a pas
« attendu pour mourir la mort de son inventeur — bre-
« veté avec garantie du gouvernement de Versailles — et
« si, depuis un an, il s'est rencontré quelques farceurs (*c'est*
« *Brousse et ses amis que Guesde désigne*) pour reprendre,

« sous le nom de services publics, cette théorie fatale de la
« transformation des industries privées en industries d'État,
« ils n'ont obtenu aucun succès, même parmi ceux qui les
« suivent sans les avoir lus. Le socialisme scientifique, dans
« tous les cas, qui inspire et dirige le mouvement ouvrier mo-
« derne, n'a rien à faire avec un système renouvelé de ces
« excellents jésuites du Paraguay.

« Pour songer à mettre entre les mains de l'État mines,
« chemins de fer, hauts-fourneaux, tissages, filatures, raffi-
« neries et autres moyens de production, il faudrait n'avoir
« pas sous les yeux l'expérience des postes et des télégra-
« phes, des tabacs et autres branches de l'activité humaine
« déjà gouvernementalisées, sans autre résultat que d'élever
« à la deuxième puissance l'exploitation ouvrière.

« De même que le spectacle des ilotes ivres suffisait à
« détourner de l'ivresse la jeunesse lacédémonienne, le spec-
« tacle de la servitude et de la misère des employés de l'État
« aurait suffi à guérir à tout jamais les plus obtus de la
« prétendue solution de la question sociale demandée au
« fonctionnarisme universel.

« L'État producteur et employeur n'est pas la destruction
« de l'ordre capitaliste, — ce qui est le but du socialisme —
« il en est, au contraire, le couronnement et l'aggravation en
« même temps. Au lieu de l'exploitation capitaliste indivi-
« duelle, anarchique et concurrente, se détruisant à la longue
« par les désordres qu'elle entraîne, c'est l'exploitation ca-
« pitaliste collective, unifiée et centralisée, d'autant plus ter-
« rible par suite et plus difficile à briser. »

« Ici encore je ne discute pas : la controverse serait infinie. Guesde oublie que l'État producteur est soumis au contrôle de la démocratie et que, quelle que soit l'influence de la classe capitaliste sur l'État, l'État n'est pas aussi exclusivement capitaliste que la classe capitaliste elle-même. D'autres influences pénètrent en lui. Si l'État était aussi capitaliste que le capitalisme même, pourquoi Guesde et le Parti Ouvrier demandent-ils à l'État, dans leur programme, d'intervenir pour protéger les ouvriers contre l'excès de l'exploitation patronale? Pourquoi lui demandent-ils de limiter par la loi la durée de la journée de travail et d'instituer un minimum de

salaire? Il serait plus court de demander tout cela directement à la classe capitaliste elle-même; car il est plus aisé d'obtenir une concession du capitalisme divisé que du capitalisme unifié. Mais je ne m'attarde point à ce débat; il a été clos, en fait, par la politique du Parti socialiste tout entier qui, dans tous les pays, insiste pour la transformation en services publics, nationaux ou communaux, d'un grand nombre d'industries. Je constate seulement qu'en 1885 Guesde, de même qu'il condamnait toute assurance sociale contre la maladie, l'accident, la vieillesse et le chômage, condamnait toute tentative pour nationaliser ou municipaliser les entreprises capitalistes. De même, enfin, il dénonce les coopératives, même de consommation, comme un danger pour le prolétariat :

« Il est certain que rien n'empêche les ouvriers, dans les « différentes villes, de s'associer pour devenir leurs propres « fournisseurs et pour bénéficier de l'écart entre les prix de « gros et les prix de détail qu'ils paient présentement à des « tiers, soit que les coopératives livrent à leurs membres les « denrées au prix de revient, soit qu'elles préfèrent vendre « au prix courant du marché, en portant la différence ou « l'économie ainsi obtenue à l'avoir de chaque associé ou en- « core au fonds commun.

« Mais si la chose est faisable, si même — j'accepte sans « les discuter les chiffres du *Temps* — elle équivaut pour « la boulangerie seulement à un bénéfice de 20 à 24 0/0, « il ne s'ensuit pas qu'elle soit d'un « intérêt évident » pour « la classe ouvrière. Loin de là, pour qui voit plus loin que la « caisse patronale, cet « instrument de bon marché » ne re- « présentant et ne pouvant représenter qu'un instrument de « surmisère.

« De l'aveu du *Temps*, par exemple, les associations coo- « pératives de consommation « visent le commerce de dé- « tail » ; elles « tendent à lui enlever sa clientèle », c'est-à- « dire à tuer, dans un temps donné, boulangers, bouchers, « épiciers, etc.

« Or, ces débitants sans débit, ces boutiquiers jetés par la « faillite hors de leurs boutiques — fermées — peuvent être « pour les bûcheurs à la Scherer des « intermédiaires su-

« perflus », des « parasites » dont la ruine ne compte pas.
« Mais à moins qu'après leur avoir pris leurs moyens d'exis-
« tence, on ne leur prenne l'existence en même temps, force
« leur sera, sous peine de mort, de se faire « ouvriers »,
« de grossir l'armée du travail proprement dite. Et comme ils
« sont plus d'un demi-milion et que déjà c'est par centaines
« de mille que se comptent les bras inoccupés, à quel sur-
« croît de chômage et à quel avilissement de salaire n'abou-
« tira pas cette nouvelle et fatale concurrence ?

« Ce que les travailleurs coopératisés auront pu « gagner »
« comme consommateurs, ils le paieront, et au delà, comme
« producteurs, soit qu'ils se voient expulsés de l'atelier par
« ceux-là mêmes qu'ils auront expropriés de leur comptoir,
« soit qu'ils aient à subir l'abaissement du prix de la main-
« d'œuvre qu'emportera nécessairement avec elle cette sura-
« bondance de la marchandise travail.

« Un danger d'un autre ordre, mais qui n'est pas moin-
« dre, c'est le drainage et la confiscation des supériorités
« ouvrières qui résulteraient de toutes ces sociétés à gérer.
« A-t-on réfléchi à la dépense de temps, d'activité, d'éner-
« gie et de dévouement que coûterait aux meilleurs des pro-
« létaires, aux plus intelligents et aux plus capables, une pa-
« reille administration commerciale ? Il y aurait là, pour le
« travail et sa cause, une perte blanche plus irréparable que
« la perte rouge de mai 1871. Et qui rirait et se frotterait
« les mains ? Ce seraient les bénéficiaires et les souteneurs de
« l'ordre capitaliste débarrassés des plus militants des sa-
« lariés, disparus avec leurs revendications dans la cassonade
« et la moutarde coopératives.

« Nul n'ignore enfin — ou n'a le droit de l'ignorer — que
« la rémunération du travail en régime de salariat est réglée
« par le prix des subsistances. A la vie chère correspondent —
« et ne peuvent pas ne pas correspondre — les salaires éle-
« vés, parce qu'autrement disparaîtrait, faute d'avoir pu se
« conserver et se reproduire, la force-travail indispensable
« à la mise en valeur des capitaux de messieurs les capita-
« listes. De même que la vie à bon marché engendre les
« bas salaires. Et si elles étaient généralisées, étendues de
« quelques individus à toute la classe-outil, les coopératives

« de consommation, en permettant la vie ouvrière au ra-
« bais, permettraient aux employeurs et les obligeraient,
« sous l'empire de la lutte entre eux engagée pour la réduc-
« tion des frais de revient, de réduire le prix du travail.

« Cela est si vrai qu'à défaut des coopératives ouvrières,
« nous avons vu surgir de plus en plus partout, à Decaze-
« ville, des coopératives patronales nourrissant au prix de
« revient les salariés, afin de pouvoir les payer moins.

« Féconde », la coopération l'est sans doute, mais pour ces
« véritables chevaliers d'industrie » que sont les patrons
« individuels ou collectifs. Elle décuplerait leurs profits.

« Ce qui ne veut pas dire qu'exceptionnellement, dans cer-
« taines conditions et entre certaines mains, les coopératives
« de consommation ne puissent rendre certains services aux
« travailleurs. Il n'y a, pour se convaincre du contraire,
« qu'à voir le parti qu'en a pu tirer le socialisme flamand.

« C'est autour, pour ne pas dire sur la boulangerie coopé-
« rative de Gand, le *Vooruit,* que s'est formé et organisé
« l'admirable mouvement communiste que l'imbécillité ou
« la mauvaise foi de notre presse démocratique s'est avisée
« d'opposer à notre parti ouvrier.

« Mais comment et pourquoi ce résultat? Parce que sous
« l'influence de marxistes comme Anseele et Van Beveren,
« les fins commerciales de l'entreprise ont fait place à des
« fins de propagande. Le pain à meilleur marché n'a été qu'un
« moyen de grouper les hommes et de véhiculer les idées,
« tous les bénéfices réalisés servant à fonder et à soutenir
« un journal de combat.

« Ainsi entendue et pratiquée, alors, oui, la coopérative
« devient une véritable arme prolétarienne qui ne blesse que
« l'ennemi. »

« Que d'objections vaines, ou qui n'ont qu'une vérité provisoire! Je ne parle même pas du rappel suranné de la loi d'airain. Mais si les petits commerçants ruinés par les coopératives vont grossir les rangs du prolétariat et faire concurrence à la main-d'œuvre, suit-il de là nécessairement qu'il y aura crise durable et surmisère?

« Le prolétariat, débarrassé du prélèvement mercantile, disposera de plus larges ressources; il pourra consommer plus

de produits, et cette consommation accrue développera la production, c'est-à-dire l'emploi de la main-d'œuvre. Il n'y aura pas plus de chômage, et le niveau général de l'existence ouvrière sera haussée. Et si l'administration des coopératives retient une partie des énergies intellectuelles de la classe ouvrière, suit-il de là que le fonds prolétarien sera épuisé ou même entamé? Ce serait dire qu'il y a dans le prolétariat une somme brute d'intelligence qui ne se peut accroître par l'exercice même.

« Mais cette intelligence, la coopération ne l'absorbe pas seulement; elle l'éduque et elle la multiplie. Par l'exemple d'une gestion autonome, elle propage dans la classe ouvrière cette confiance en soi qui est la condition première de l'éveil des facultés. Dans l'ordre social et humain, bien plus encore que dans l'ordre naturel, c'est le besoin qui crée l'organe, et à mesure que se multiplieront les fonctions de pensée ouvrière, les facultés pensantes du prolétariat s'accroîtront.

« Mais je ne veux, en ce moment, retenir qu'une chose : c'est que malgré l'apparent correctif de la fin, Guesde condamne même dans l'emploi qu'en a fait Anseele et qu'en a fait après lui, dans le Nord de la France, à Lille, à Roubaix, à Armentières, à Houplines, le Parti Ouvrier.

« Car s'il est vrai, comme Guesde l'affirme, que les salaires sont régis par la loi d'airain, et que tout abaissement dans le coût de la vie entraîne nécessairement une réduction du salaire; s'il est vrai que les coopératives, par cette réduction fatale des salaires et par l'aggravation forcée des chômages, ne sont et ne peuvent être que des « instruments de surmisère », en quoi la coopération cesse-t-elle d'être funeste parce que cet instrument de surmisère est manié par le Parti socialiste? Quoi! il suffira que les bénéfices de la coopération soient employés à soutenir un journal de propagande marxiste, pour qu'une institution devienne louable qui ravale tout autour d'elle le salaire des salariés, et qui noie le travail dans un flot de main-d'œuvre inemployée? Mais ou bien les prolétaires sur lesquels sévit la coopération de propagande se rendent compte du dommage qu'ils s'infligent ainsi à eux-mêmes et à leurs frères de travail dans l'intérêt de leur cause; ils savent qu'ils se condamnent eux et tout le prolétariat

qui les environne à des salaires plus bas; ils savent que le patronat profitera de l'exemple de vie à bon marché donné par eux pour réduire même le salaire de ceux qui ne participent point comme eux aux bénéfices de la coopération; ils savent que le chômage de tous va être prolongé et la misère intensifiée. Mais comme avant tout ils veulent susciter et soutenir un journal de combat prolétarien, ils consentent pour eux et pour leur classe à toute cette surmisère. Ils n'ont qu'une pensée : réunir en hâte, par n'importe quel moyen, au prix de n'importe quels sacrifices, les ressources nécessaires à la propagande, pour précipiter, après une courte épreuve, la révolution libératrice. Mais alors, à ces prolétaires si conscients et que soutient un tel héroïsme de pensée et de volonté, pourquoi ne pas demander directement la contribution nécessaire à la vie du Parti et de son journal? Pourquoi infliger cette inutile épreuve de surmisère à un prolétariat qui pourrait s'affranchir par des moyens moins onéreux?

« Ou bien les prolétaires sont à demi inconscients encore, et pour les entraîner au sacrifice nécessaire, pour se procurer par eux les fonds qui doivent alimenter la propagande, il faut les grouper d'abord autour de la coopérative et les amorcer par la diminution immédiate du prix du pain. Oui, mais si cette amorce est trompeuse? Oui, mais si, comme le prétend Guesde, les prolétaires trouvent en effet, au bout de quelque temps, réduction de salaire et aggravation de chômage là où ils espéraient trouver allègement et réconfort, quelle abominable mystification! Ils ont été attirés à la coopération comme à un piège, et c'est d'autorité, sans les avertir, qu'on leur inflige une période de surmisère, pour préparer sans eux leur propre libération, dont on ne leur livre même pas le secret. Étrange véhiculation des idées, qui a l'ignorance pour moteur!

« Étrange libération qui procède d'une duperie, c'est-à-dire de la pire servitude! De ce véhicule qui porte l'avenir, les prolétaires ne sont plus que la roue gémissante, aveugle et surchargée.

« Non, ce n'est pas ainsi qu'Anseele entendait la coopération. S'il a vu en elle un moyen d'alimenter la propagande

politique du socialisme libérateur, c'est parce qu'elle améliorait d'abord la condition matérielle des prolétaires, c'est parce qu'elle leur assurait de plus larges disponibilités, équivalant à une augmentation de salaire. La coopération n'était pas un appât de mensonge : elle était un bienfait immédiat, suscitant et permettant des bienfaits plus vastes.

« Lorsque Guesde, au contraire, dénonce la coopération comme un instrument de « surmisère »; il a beau excepter ensuite de cet anathème la coopération aux fins socialistes. il a condamné, il a flétri toute coopération, la coopération socialiste comme les autres, plus que les autres, puisqu'elle elle est comme les autres « un instrument de surmisère », et qu'elle est en outre un instrument de tromperie ouvrière délibérément manié.

« Donc, ni assurance sociale d'aucune sorte, ni service public d'aucune sorte, ni coopération d'aucune sorte : rien qui suppose que dans la société présente le prolétariat peut commencer à hausser sa condition, à s'organiser, à conquérir des garanties, à ébaucher des formes de production qui préfigurent et préparent, dans l'ordre capitaliste même, l'ordre communiste, rien qui ressemble à cette admirable évolution et complication croissante des formes d'association et d'assurance qui allait, selon Blanqui, vers la forme suprême du communisme. C'est le pessimisme absolu, c'est le néant absolu. C'est l'attente désespérée et farouche, ou fantaisiste et paradoxale, d'une soudaine explosion révolutionnaire. Et pourtant, il y a dès lors, dans la politique du Parti Ouvrier, un programme de réformes qui suppose que quelque chose peut être dès maintenant arraché à l'État. Contradiction intenable, comme est intenable et contradictoire le double appel simultané à l'action légale du suffrage universel et à la violence libératrice. »

On voit l'abîme qui sépare la conception de Jaurès de celle de Jules Guesde. Le fondateur du Parti Ouvrier Français, tout entier à l'agitation fébrile du moment, méprisant les nuances et les restrictions, écrit brutalement, en 1885 : « En multipliant les réformes, on ne fera que multiplier les trompe-l'œil ». Et, implacable et sarcastique, il traite de « fumiste » celui qui promet une assistance médicale gratuite et « un

cercueil au besoin »... Jaurès, au contraire, reconnaît que, *dès maintenant,* le prolétariat peut, par l'Etat et la commune, « influer sur la marche de la production et sur l'organisation du travail et de l'échange ».

Pour Jules Guesde, l'Etat et la commune ont un caractère de classe, sont au service des ennemis du prolétariat, surtout l'Etat, *la forteresse* qu'il s'agit non de démanteler pierre par pierre — ou réforme par réforme — mais de prendre d'assaut : l'Etat est « impénétrable ». Jaurès ne le croit pas. Il a une autre conception de l'Etat. Il le voit « pénétrable » de toutes parts aux influences de la pensée prolétarienne. Et Jaurès note finement que le même Jules Guesde, dix ans plus tard, demandait, en sa qualité de député de Roubaix, la création de pharmacies municipales dans cette ville, devenue après la victoire du chef du Parti Ouvrier, « la Mecque du socialisme ».

Est-il question des retraites ouvrières ? Guesde est avant tout préoccupé des *répercussions* qui diminuent la valeur de la réforme. Avec sa méthode absolue d'agitateur qui cherche à frapper, à éblouir l'imagination de son auditoire populaire, Guesde ne s'arrête pas à mi-chemin : il ne se contente pas de diminuer la réforme, de prouver son insuffisance et ses lacunes, tant que dure le régime capitaliste. Non ; il faut à Guesde qu'elle soit un rien absolu, pis encore un piège, c'est-à-dire un obstacle à l'émancipation intégrale, un mirage, contre lequel il met constamment le prolétariat « en garde ». C'est non seulement l'Etat capitaliste que Jules Guesde veut prendre d'assaut, mais, en propagandiste et organisateur de grande envergure, il prend aussi d'assaut le cerveau et le cœur de la classe ouvrière. Pas de siège en règle de la société capitaliste ! Pas d'investissement et de tentatives de pénétration partielle par la ruse ou la persuasion, mais la conquête impétueuse, brutale, décisive. Jules Guesde a devant les yeux le grand objectif : le collectivisme réalisé par le prolétariat maître absolu du Pouvoir politique. Et, devant ce grand objectif, les misérables réformes font vraiment piètre figure : il les morigène, il les nargue, il les piétine, *il les excommunie* ...en théorie, quitte à les faire entrer doucement par la porte basse du programme dit minimum et celui des « revendications immédiates »...

Chez Jaurès, c'est tout le contraire. Tout en n'oubliant pas « le haut idéal socialiste », il s'attache surtout à l'œuvre réformatrice. Il reconnaît les imperfections et les lacunes des réformes bourgeoises. Mais il croit inutile, vain, même nuisible de s'attarder outre mesure à les critiquer. Comme la réforme est l'outil par excellence de la Révolution, il lui paraît contraire au but proposé de dénigrer systématiquement cet instrument indispensable de la Révolution sociale.

Jaurès, qui cherche à pénétrer le fond de la réalité, à l'épuiser, entoure sa pensée de nuances et de restrictions. Il tient à être juste et à demeurer dans le vrai. Il ne le fait pas seulement parce qu'il a un autre auditoire à satisfaire et à conquérir : celui du Parlement et de la démocratie instruite, auditoire exigeant, toujours prêt à la discussion et à la riposte. La différence entre le public de Jules Guesde (qui d'ailleurs souvent s'adressait également au Parlement et aux intellectuels) et celui de Jaurès, n'explique que très partiellement ces deux manières de procéder. En effet, Jaurès apportait dans sa propagande populaire, dans les réunions publiques et aux Congrès socialistes le même souci des nuances, la même préoccupation de vérité et de justice intégrales. Guesde a dû trouver Jaurès terriblement compliqué pour la classe ouvrière qui, selon lui, n'accepte que des vérités claires et simples, des vérités tranchantes, absolues. La tactique de Guesde est plus conforme à la tactique, consciente ou non, des grands fondateurs des religions, des Eglises, ou des sectes, qui traitent le peuple en grand enfant et le mènent à la foi à coups de miracles et de révélations.

Jaurès est, au contraire, un homme politique moderne au courant de la terrible complexité des choses et qui cherche à surmonter les difficultés en « sériant » les problèmes et à les abattre au fur et à mesure qu'elles se présentent.

En voici quelques exemples. Guesde rejette en 1886 la contribution patronale à la Caisse des retraites ouvrières, parce que, dit-il, « le concours de l'employeur sera purement nominal ». En 1910 il vote seul, dans le Parti socialiste unifié, contre le projet des retraites ouvrières en raison de la contribution ouvrière, qu'établira la loi de 1910. Car la contribution ouvrière représente en effet « une dimi-

nution du salaire ». La contribution de l'Etat, à plus forte raison que celle du patron, n'est qu'un « concours nominal ». En dehors de cette triple forme de contribution, on ne voit que l'impôt (sur les héritages, par exemple), comme source alimentant la Caisse des retraites. Mais, avec l'impôt aussi, observe avec raison Jaurès, la répercussion est possible, inévitable. Au fond, la pensée de Guesde était de faire accepter le collectivisme comme la seule solution décisive du problème social, de tous les problèmes sociaux. Il craignait, qu'en accordant aux réformistes l'utilité même relative, même temporaire des réformes, de produire de la confusion dans les esprits ouvriers avides de vérités simples, claires et nettes. Pour se prémunir contre ceux qui opposaient la réforme à la Révolution sociale, le « socialisme gagne-petit » ou le « socialisme au compte-goutte » à la révolution sociale intégrale, Guesde courait volontairement, *dans l'intérêt de la propagande,* à un autre extrême: il *opposait la Révolution à la Réforme sociale,* à la tâche quotidienne, au pain quotidien du socialisme agissant sa tâche « finale », son salut définitif : la socialisation des moyens de production et d'échange.

Jaurès, comme toujours, cherchait à concilier les contraires. Il faisait procéder la révolution de la réforme, la réalisation du « but final » de la continuité indéfinie du « mouvement » réformiste.

Malgré sa profonde estime pour l'œuvre critique et « positive » de Bernstein, il n'a jamais voulu souscrire à la formule lapidaire de l'opportunisme socialiste classique: « le mouvement est tout, le but final n'est rien ». Un « mouvement » sans « but » déterminé était pour Jaurès un non-sens. Il était l'adversaire le plus acharné de la « négation systématique » aussi bien pour le « mouvement » réformiste que pour le « but final » socialiste.

De même pour les services publics. En face des tentatives utopiques des broussistes, qui réduisaient le socialisme à un système de services publics ou, plus exactement, de réformes municipales, Jules Guesde proclamait que « de même que le spectacle des ilotes ivres suffisait à détourner de l'ivresse la jeunesse lacédémonienne, le spectacle de la servitude et de la misère des employés de l'Etat aurait suffi

à guérir à tout jamais les plus obtus de la prétendue solution de la question sociale demandée au fonctionnarisme universel ». Et il ajoutait : « L'État producteur et employeur n'est pas la destruction de l'ordre capitaliste — ce qui est le but du socialisme — il en est au contraire le couronnement et l'aggravation en même temps ».

Il est évident que Guesde exagère... pour les besoins de la cause socialiste. Les employés de l'État sont loin d'être plus misérables que les ouvriers des industries privées. L'État, en effet, trouve dans leur situation relativement plus favorisée et, en tout cas, plus assurée, un prétexte pour les priver du droit de coalition syndicale et de grève. Les emplois de l'État sont très recherchés. Ce fait à lui seul prouve l'inexactitude de l'affirmation de Jules Guesde qui *oppose* violemment les unes aux autres des solutions, même là où la conciliation paraît possible.

Jaurès objecte à Guesde que « l'État n'est pas aussi exclusivement capitaliste que la classe capitaliste elle-même ». Il pose également en fait incontestable que la question est résolue « par la politique du Parti socialiste tout entier qui, dans tous les pays, insiste pour la transformation en services publics nationaux ou communaux d'un grand nombre d'industries ». En effet, Jules Guesde n'a jamais voulu accorder que sa conception *personnelle* de la réforme — et toute municipalisation en est une — se trouve en contradiction flagrante non seulement avec le programme des Partis socialistes de tous les pays, mais aussi avec celui du *Parti Ouvrier Français lui-même*, où sont formulées des revendications immédiates. Mais, pour être juste envers Jules Guesde, il faut ajouter que cette intransigeance antiréformiste — intermittente d'ailleurs — avait plutôt un caractère éducatif : elle avait pour but de combattre l'absorption opportuniste du socialisme par le réformisme. Guesde exécute le réformisme pour sauver le socialisme. Jaurès les concilie, tout en voyant le danger réel de cette absorption.

Jaurès constate la même rupture de continuité, la même explosibilité, si je puis dire ainsi, dans la politique internationale de Jules Guesde. Il en donne un tableau d'une vivacité extrême :

« Même impuissance et même confusion dans sa politique extérieure. Il va de soi qu'il est nettement internationaliste. Il combat dès lors, avec véhémence, le chauvinisme de Déroulède et des « patriotes » et il signale le danger que fait courir à l'esprit public cet entraînement de charlatanisme belliqueux. Mais son internationalisme n'est pas un internationalisme de paix, permettant à tout le prolétariat européen d'accroître les libertés générales, et, par elles, sa puissance propre ; lui permettant aussi de concentrer sur la transformation nécessaire de la propriété toutes les ressources de force morale et de force budgétaire qui sont dévorées aujourd'hui ou par la guerre, ou par la paix armée. Non ; comme ce n'est pas de la croissance régulière du prolétariat et du progrès des démocraties qu'il attend la délivrance des salariés, mais de commotions profondes qui feront jaillir du sol déchiré la force révolutionnaire, les cataclysmes les plus vastes seront les plus féconds. Or, il n'y a pas de plus grand cataclysme que les rencontres sanglantes des grands peuples qui portent déjà en eux le tressaillement intérieur des prochaines guerres sociales. Car dans ces guerres où les organisations nationales du capitalisme universel se blesseront et se ruineront les unes les autres, toutes les entraves tomberont qui arrêtent l'élan du prolétariat révolutionnaire, et de l'enveloppe gouvernementale et capitaliste des nations déchirées par le choc des guerres, l'internationale du travail jaillira.

« Quel cataclysme surtout, c'est-à-dire quelle aubaine de révolution, si la Russie et l'Angleterre se heurtaient, si elles se détruisaient l'une l'autre ! La Russie, métropole de l'absolutisme ; l'Angleterre, métropole du capitalisme ! Toutes les deux pèsent sur le prolétariat universel et ajournent la Révolution.

« La Russie n'est pas seulement une menace cosaque pour les libertés républicaines ou constitutionnelles de l'Occident. En obligeant l'Allemagne, sa voisine immédiate de l'ouest, à se tenir sans cesse sur le qui-vive, la Russie justifie en quelque sorte l'impérialisme militaire allemand, gardien de l'indépendance germanique, et le prolétariat allemand lui-même hésite à livrer l'assaut à l'empire de peur que dans les hasards de ce formidable conflit intérieur le tsarisme n'inter-

vienne pour réduire l'Allemagne à n'être plus qu'une Pologne. L'Angleterre aussi pèse sur le prolétariat universel, parce qu'ayant associé en quelque mesure son prolétariat au bénéfice de la conquête économique du monde, elle l'immobilise dans l'esprit conservateur ou dans un réformisme timide. La chute du tsarisme libérerait la démocratie socialiste allemande, la chute du capitalisme anglais précipiterait le prolétariat anglais dans le mouvement universel de révolution. Aussi c'est avec joie que Guesde salue le conflit qui s'élève en 1885 entre la Russie et l'Angleterre à propos de l'Afghanistan ; il exalte « la guerre féconde » :

« Loin de constituer un point noir dans le ciel révolution« naire, ce gigantesque duel que ne voit pas approcher sans « terreur l'Europe gouvernementale, ne peut que faire les « affaires du socialisme occidental, quel que soit celui des « deux Etats « civilisateurs » qui en sorte désemparé. A « plus forte raison, si tous les deux devaient être blessés à « mort.

« La Russie écrasée dans l'Asie centrale, c'est la fin du « tsarisme, qui a pu survivre à la mise en pièces d'un tsar, « mais ne saurait résister à l'effondrement de la puissance « militaire sur laquelle il s'appuie et avec laquelle il se con« fond. Les classes aristocratique et bourgeoise, qui, trop « lâches pour opérer elles-mêmes, n'ont su jusqu'à présent « que laisser passer les bombes nihilistes, se trouvent du « coup portées au gouvernement désormais constitutionnalisé, « parlementarisé, occidentalisé. Et le premier effet, l'effet « inévitable de cette révolution politique à Pétersbourg est « la libération de l'Allemagne ouvrière. Débarrassée du cau« chemar moscovite, certaine de ne plus trouver en travers « de ses efforts l'armée d'un Alexandre derrière l'armée « d'un Guillaume, voilà la démocratie socialiste allemande en « mesure d'ouvrir sur les ruines de l'empire de fer et de « sang, le bal révolutionnaire, le Quatre-Vingt-Neuf ouvrier. « En attendant, et avant toute défaite — les journaux tsa« ristes sont obligés de le confesser — c'est la banqueroute « russe qui va ébranler le vieux monde.

« Vive la Guerre ! Les derniers « risques » de paix se sont « évanouis... Les destinées vont donc s'accomplir. Dans quel-

« ques jours, dans quelques semaines au plus tard, le mili-
« tarisme moscovite et le commercialisme anglais seront aux
« prises. Et pendant que, selon l'expression du *Temps,*
« l'Europe capitaliste voit avec anxiété grandir le spectre
« d'une pareille guerre », pendant que le monarchisme du
« *Soleil,* l'opportunisme de la *République Française* et le
« radicalisme de la *Justice,* une fois de plus d'accord, s'épou-
« monnent à crier au « désastre », nous battrons, nous, des
« mains à ce duel entre les deux grandes forces conserva-
« trices de l'époque, et nous dirons, avec les socialistes d'ou-
« tre-Manche par leur organe officiel, le *Commonwealth :*
« Puisse-t-il avoir pour issue l'anéantissement définitif non
« pas de l'un, mais des deux adversaires ! »

Guesde a prononcé des paroles vraiment prophétiques en affirmant, comme dans une vision de l'avenir, que « la Russie ecrasée dans l'Asie centrale, c'est la fin du tsarisme, qui a pu survivre à la mise en pièces d'un tsar, *mais ne saurait résister à l'effondrement de la puissance militaire sur laquelle il s'appuie et avec laquelle il se confond* ». On peut dire qu'en 1885 Guesde prédisait 1905, la Révolution russe suivant, comme une ombre, la défaite du tsarisme dans les champs de la Mandchourie. En cette occasion, Jules Guesde se trouve plus d'accord avec ce qu'on peut appeler la dialectique de l'Histoire faisant sortir le bien du mal que Jaurès, dont la nature répugnait profondément à ce machiavélisme sanglant des événements. L'idéaliste et panthéiste Jaurès voyait un double attentat à l'humanité et à la raison dans cette fatalité sanglante et implacable. Il ne reconnaissait ni la fatalité de la Révolution, ni la fatalité de la guerre. Il repoussait avec horreur cette filiation diabolique des abîmes sanglants. Il rejetait comme « un vain cauchemar » cette conception de Jules Guesde que la guerre est la « mère de la Révolution »... Jaurès croyait à la toute-puissance de la raison et de la persuasion. En un sens, il était plus révolutionnaire que Jules Guesde. Car, au lieu de faire plier la raison à la nécessité historique, au fatum de l'histoire, il exigeait de l'histoire elle-même qu'elle se soumît aux lois de la raison. Il voulait une humanité humaine et logique, noble et bonne. Et il s'est refusé de croire à l'impossibilité de diriger les événements dans ce

sens. Comme il n'admettait pas un Etat « impénétrable » aux influences prolétariennes, il ne pouvait pas également admettre l'histoire impénétrable à la raison. Il ne croyait à la nécessité historique ni de la guerre ni de la révolution. Toute son action tendait à conjurer ces sortes de catastrophes. La réforme sociale était pour lui précisément le moyen de résoudre les antinomies sociales par la méthode de l'évolution pacifique. Jaurès est un Prométhée de l'évolution qui se dresse fièrement contre le « Dieu » ou le fatum des inexorables et sanglantes lois de l'histoire. C'est un révolté humain contre la loi d'airain des cataclysmes sociaux et politiques, qui paraissent la négation de toute humanité et de tout bon sens. Jaurès déclare la guerre à la fureur indomptable des instincts aveugles et impitoyables. Il se jette, comme une Sabine, entre les combattants. Et, suprême récompense, il reçoit le coup mortel de la folie, incapable d'entendre la voix de sa claire raison et les battements de son grand cœur meurtri et déchiré par la pitié...

CHAPITRE VI

Le Problème de la Participation socialiste au pouvoir

Jaurès a posé devant le socialisme international le problème de la participation des socialistes au Pouvoir dans la société bourgeoise. Pour lui, la politique n'était qu'un moyen de réaliser un grand et haut idéal social. Il vit le socialisme grandir et devenir une force nationale et internationale. Et il songea à le doter d'un instrument d'action, qui est le pouvoir politique. Mais, comme le socialisme n'était pas assez fort pour s'emparer de *tout* le pouvoir, il en demanda pour lui et pour la classe ouvrière *une part*. C'est ainsi qu'est né le problème de la *participation*, qui a provoqué tant de discussions dans le socialisme français et international et amené même une scission passagère entre les forces socialistes françaises.

Jaurès se prononça énergiquement *pour* la participation. En cela, il restait encore fidèle à sa conception d'évolution révolutionnaire. Oui, disait-il, il faut à la classe ouvrière, avant-garde de la démocratie, *tout* le pouvoir. Mais rien ne se conquiert d'un coup, par une rupture violente, catastrophique de la continuité historique. Et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat doit se faire graduellement. Il aimait à citer, en cette occasion, la Révolution de 1848, où, pour la première fois, les représentants de la classe ouvrière, Louis Blanc et l'ouvrier Albert, participèrent, comme ministres, au gouvernement de la République. Et il ajoutait ce petit détail : Or on attachait alors un petit ruban rouge au drapeau tricolore. La participation, c'est le ruban *rouge* qui envahit la République bourgeoise. Et cette tâche rouge grandira, grandira... jusqu'à envahir toute la République.

Mais, à côté de cette continuité de l'histoire, il y a celle de l'évolution de la classe ouvrière elle-même. Là aussi, il ne faut pas de rupture. Et Jaurès noblement, stoïquement, se soumettait à la discipline du Parti socialiste et refusait de participer, comme ses anciens amis Millerand, Briand et Viviani, pour son propre compte au pouvoir, qui était à sa portée. Il ne cherchait pas le pouvoir pour le pouvoir, par ambition personnelle. Il le voulait pour son Parti, pour la classe ouvrière, pour le socialisme. Et il attendait patiemment le moment où le Parti lui-même, après mûre réflexion, après débat, donnera le mandat à ses porte-parole, à ses chefs autorisés d'aller le représenter au gouvernement, à côté des représentants des partis bourgeois.

C'est à la suite de l'affaire Dreyfus, qui bouleversa la France, que la question s'est posée. J'ai assisté aux hésitations de Jaurès. Il savait que les vieilles organisations socialistes, le Parti Ouvrier Français (P. O. F.) et le Parti Socialiste Révolutionnaire (les « blanquistes ») avec Jules Guesde et Edouard Vaillant, étaient hostiles à la *participation*. Il craignait surtout pour l'unité socialiste, qui était en train de se réaliser : la participation pouvait devenir un brandon de discorde entre socialistes des différentes écoles. Elle-même perdait, dans ces conditions, une part notable de son efficacité. Car le ministre socialiste ne pouvait pas se dire le représentant du Parti socialiste et de la classe ouvrière. Son autorité diminuait d'autant.

Jaurès donna les raisons de sa tactique « participationniste » dans un débat contradictoire avec Jules Guesde, qui, au Congrès de la salle Japy en 1899, avait prononcé un brillant discours contre la participation. Le débat eut lieu à Lille.

Jaurès commence par la définition de la lutte des classes :

« A mes yeux, citoyens, l'idée de la lutte de classe, le principe de la lutte de classe, est formé de trois éléments, de trois idées. D'abord, et à la racine même, il y a une constatation de fait, c'est que le système capitaliste, le système de la propriété privée des moyens de production, divise les hommes en deux catégories, divise les intérêts en deux vastes groupes, nécessairement et violemment opposés. Il y a, d'un côté, ceux qui détiennent les moyens de production et qui

peuvent ainsi faire la loi aux autres, mais il y a de l'autre côté ceux qui, n'ayant, ne possédant que leur force de travail et ne pouvant l'utiliser que par les moyens de production détenus précisément par la classe capitaliste, sont à la discrétion de cette classe capitaliste.

« Entre les deux classes, entre les deux groupes d'intérêts, c'est une lutte incessante du salarié, qui veut élever son salaire, et du capitaliste qui veut le réduire ; du salarié qui veut affirmer sa liberté et du capitaliste qui veut le tenir dans la dépendance.

« Voilà donc le premier élément de la lutte de classe. La condition de fait qui le fonde, qui le détermine, c'est le système de la propriété capitaliste, de la propriété privée. Et, remarquez-le bien, comme il s'agit des moyens de travailler et, par conséquent, des moyens de vivre, il s'agit de ce qu'il y a pour les hommes d'essentiel, de fondamental, il s'agit de la vie privée, de la vie de tous les jours. Et, par conséquent, un conflit qui a pour principe la division d'une société en possédants et en non-possédants n'est pas superficiel ; il va jusqu'aux racines mêmes de la société, jusqu'aux racines mêmes de la vie.

« Mais, citoyens, il ne suffit pas pour qu'il y ait lutte de classe qu'il y ait cet antagonisme entre les intérêts. Si les prolétaires, si les travailleurs ne concevaient pas la possibilité d'une société différente, si tout en constatant la dépendance où ils sont tenus, la précarité dont ils souffrent, s'ils n'entrevoyaient pas la possibilité d'une société nouvelle et plus juste ; s'ils croyaient, s'ils pouvaient croire à l'éternelle nécessité du système capitaliste, peu à peu cette nécessité s'imposant à eux, ils renonceraient à redresser un système d'injustices. Cette tâche ne leur apparaîtrait pas comme possible.

« Donc, pour qu'il y ait vraiment lutte de classe, pour que tout le prolétariat organisé entre en bataille contre le capitalisme, il ne suffit pas qu'il y ait antagonisme des intérêts entre les capitalistes et les salariés, il faut que les salariés espèrent, en vertu des lois mêmes de l'évolution historique, l'avènement d'un ordre nouveau dans lequel la propriété cessant d'être monopoleuse, cessant d'être particulière et privée, deviendra sociale, afin que tous les producteurs associés par-

ticipent à la fois à la direction du travail et au fruit du travail.

« Il faut donc que les intérêts en présence prennent conscience d'eux-mêmes comme étant, si je puis dire, déjà deux sociétés opposées, en lutte, l'une, la société d'aujourd'hui, inscrite dans le titre de la propriété bourgeoise, l'autre, la société de demain, inscrite dans le cerveau des prolétaires.

« C'est cette lutte des deux sociétés dans la société d'aujourd'hui qui est un élément nécessaire à la lutte de classe.

« Et enfin, il faut une troisième condition pour qu'il y ait lutte de classe. Si le prolétariat pouvait attendre sa libération, s'il pouvait attendre la transformation de l'ordre capitaliste en ordre collectiviste ou communiste d'une autorité neutre, arbitrale, supérieure aux intérêts en conflit, il ne prendrait pas lui-même en main la défense de la cause.

« C'est ce que prétendent, vous le savez, les socialistes chrétiens dont quelques-uns reconnaissent la dualité, l'antagonisme des intérêts, mais qui disent au peuple : « Ne vous « soulevez pas, ne vous organisez pas, il y a une puissance « bienfaisante et céleste, la puissance de l'Eglise, qui fera « descendre parmi vous, sans que vous vous souleviez, « la justice fraternelle. »

« Eh bien, si les travailleurs croyaient cela, ils s'abandonneraient à la conduite de cette puissance d'en haut et il n'y aurait pas de lutte de classe. Il n'y aurait pas de lutte de classe encore si les travailleurs pouvaient attendre leur libération de la classe capitaliste elle-même, de la classe privilégiée elle-même, cédant à une inspiration de justice.

« Vous savez, citoyennes et citoyens, que tant qu'a duré la période de ce que Marx et Engels ont appelé le « Socialisme utopique », les socialistes croyaient que la libération du prolétariat se ferait par en haut.

« Robert Owen, le grand communiste anglais, faisait appel, pour réaliser la justice sociale, aux puissances de la Sainte Alliance réunies au Congrès de Vienne. Fourier, notre grand Fourier, attendait tous les jours l'heure qu'il avait marquée, la venue du donateur généreux qui lui apporterait le capital nécessaire pour fonder la première communauté, et il espérait que le seul exemple de cette communauté radieuse, se

propagerait de proche en proche, étendant, pour ainsi dire, les cercles d'organisation et d'harmonie, suffirait à émanciper et à réjouir les hommes.

« Et, plus tard, à un autre point de vue, Louis Blanc s'imaginait que c'était la bourgeoisie, à condition qu'elle revînt à certaines inspirations de 1793, qui pourrait affranchir les prolétaires. A la fin de son Histoire de Dix ans, il invitait la classe bourgeoise à se constituer la tutrice du prolétariat.

« Tant que le prolétariat a pu attendre ainsi des tuteurs, tuteurs célestes ou tuteurs bourgeois, tant qu'il a pu attendre son affranchissement d'autres puissances que la sienne, il n'y a pas eu lutte de classe.

« La lutte de classe a commencé le jour où, à l'expérience des journées de Juin, le prolétariat a appris que c'était seulement dans sa force à lui, dans son organisation, qu'il portait l'espérance du salut.

« C'est ainsi que le principe de la lutte de classe, qui suppose d'abord la division de la société en deux grandes catégories contraires, les possédants et les non-possédants ; qui suppose ensuite que les prolétaires ont pris conscience de la société de demain et de l'expérience collectiviste, c'est ainsi que la lutte de classe s'est complétée par la conviction acquise par le prolétariat qu'il devait s'émanciper lui-même et pouvait seul s'émanciper. »

Il est difficile de mieux définir la lutte des classes, qui suppose *antagonisme* profond des intérêts primordiaux, *conscience* de l'intérêt de classe et *indépendance* de tactique. Aucun marxiste ne trouvera rien à redire à cette définition. Il s'agissait donc pour Jaurès de lier sa tactique de participation à sa conception de la lutte des classes, qui est celle du socialisme international. Et il chercha à le faire avec sa courageuse franchise habituelle.

« Voilà, citoyens, comment m'apparaît, comment je définis la lutte de classe et j'imagine qu'en ce point, il ne pourra pas y avoir de contradiction grave entre nous. Mais je dis que, quand vous l'avez ainsi analysée, quand vous l'avez ainsi définie, il vous est impossible d'en faire usage pour

déterminer d'avance, dans le détail, la tactique de chaque jour, la méthode de chaque jour.

« Oui, le principe de la lutte de classe vous oblige à faire sentir aux prolétaires leur dépendance dans la société d'aujourd'hui. Oui, il vous oblige à leur expliquer l'ordre nouveau de la propriété collective. Oui, il vous oblige à vous organiser en syndicats ouvriers, en groupes politiques, en coopératives ouvrières, à multiplier les organismes de classe.

« Mais il ne vous est pas possible, par la seule idée de la lutte de classe, de décider si le prolétariat doit prendre part à la lutte électorale et dans quelles conditions il y doit prendre part ; s'il peut ou s'il doit, et dans quelles conditions il peut ou il doit, s'intéresser aux luttes des différentes fractions bourgeoises. Il ne vous est pas possible de dire, en vertu du seul principe de la lutte de classe, s'il vous est permis de contracter ou si vous êtes tenus de répudier toutes les alliances électorales.

« Ce principe si général vous indique une direction générale ; mais il ne vous est pas plus possible d'en déduire la tactique de chaque jour, la solution des problèmes de chaque jour, qu'il ne vous suffirait de connaître la direction générale des vents pour déterminer d'avance le mouvement de chaque arbre, le frisson de chaque feuille dans la forêt.

« De même, vous aurez beau connaître tout le plan de campagne d'un général, il vous sera impossible, par la connaissance générale de ce plan de campagne, de déterminer d'avance tous les mouvements particuliers d'offensive ou de défensive, d'escalade ou de retraite que devra accomplir chacune des unités tactiques qui composent l'armée.

« Dans chaque cas particulier, il faudra que vous examiniez l'intérêt particulier du prolétariat. C'est donc une question de tactique, et nous ne disons pas autre chose.

« De même, il n'est pas possible que vous prétendiez introduire le principe de la lutte des classes, en disant, comme le font souvent nos contradicteurs, que le Parti socialiste doit être toujours un parti d'opposition. Je dis qu'une pareille formule est singulièrement équivoque et singulièrement dangereuse.

« Oui, le Parti socialiste est un parti d'opposition continue,

profonde, à tout le système capitaliste, c'est-à-dire que tous nos actes, toutes nos pensées, toute notre propagande, tous nos votes doivent être dirigés vers la suppression la plus rapide possible de l'iniquité capitaliste. Mais, de ce que le Parti socialiste est ainsi foncièrement, essentiellement, un parti d'opposition à tout le système social, il ne résulte pas que nous n'ayons à faire aucune différence entre les différents partis bourgeois et entre les différents gouvernements bourgeois qui se succèdent. »

Mais toute la question est précisément de savoir si en participant, comme *minorité* au pouvoir, le Parti socialiste sera en état de réagir contre la tendance fondamentale du régime et de sa *majorité gouvernementale*. Et il s'agit de savoir si c'est le socialisme qui tiendra le Pouvoir ou si c'est le Pouvoir qui tiendra, c'est-à-dire aura à sa disposition et à sa discrétion le socialisme. Jaurès a dû sentir la difficulté, et, en dialecticien habile, il s'empresse de quitter ce terrain pour passer à une question où il se sent très fort — et l'est réellement — celle de l'attitude vis-à-vis des différents partis bourgeois. Jules Guesde les mettait tous dans le même sac... à jeter dans la Seine. D'accord avec *la pratique* du Parti socialiste de tous pays, la France y comprise, Jaurès *distingue* entre les partis bourgeois.

« Ah ! oui, la société d'aujourd'hui est divisée entre capitalistes et prolétaires ; mais, en même temps, elle est menacée par le retour offensif de toutes les forces du passé, par le retour offensif de toute la barbarie féodale, de la toute-puissance de l'Eglise, et c'est le devoir des socialistes, quand la liberté républicaine est en jeu, quand la liberté intellectuelle est en jeu, quand la liberté de conscience est menacée, quand les vieux préjugés qui ressuscitent les haines de race et les atroces querelles religieuses des siècles passés paraissent renaître, c'est le devoir du prolétariat socialiste de marcher avec celle des fractions bourgeoises qui ne veut pas revenir en arrière.

« Je suis étonné, vraiment, d'avoir à rappeler ces vérités élémentaires, qui devraient être le patrimoine et la règle de tous les socialistes. C'est Marx lui-même qui a écrit cette pa-

role admirable de netteté : « Nous, socialistes révolution-
« naires, nous sommes avec le prolétariat contre la bourgeoi-
« sie et avec la bourgeoisie contre les hobereaux et les
« prêtres.»

« Et de même qu'il est impossible au prolétariat socialiste, sans manquer à tous ses devoirs, à toutes ses traditions et à tous ses intérêts, de ne pas faire une différence entre les fractions bourgeoises les plus violemment rétrogrades et celles qui veulent au moins sauver quelques restes ou quelque commencement de liberté, il est impossible, particulièrement aux élus socialistes, de ne pas faire une différence entre les divers gouvernements bourgeois.

« Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus, et le bon sens révolutionnaire du peuple fait, lui, une différence entre le ministère Méline et le ministère Bourgeois ; il fait une différence entre le ministère d'aujourd'hui et les combinaisons nationalistes qui le guettent. »

On notera avec quelle habileté Jaurès oppose Marx lui-même aux marxistes français, qui ne pouvaient jamais se départir d'une erreur de conception et de tactique qui les compromettait sérieusement aux yeux des socialistes du monde entier et semblait donner une apparence de justification à l'accusation lancée contre eux de vouloir faire « le jeu de la réaction ».

L'Affaire Dreyfus présentait ce que Bacon appelle « un cas privilégié » pour vérifier cette tactique.

Le capitaine Dreyfus était un bourgeois. Ses adversaires l'étaient également. Mais ceux-ci appartenaient à la réaction qui a fait de la prétendue culpabilité de Dreyfus son affaire, une affaire du parti. Et Jaurès illustre sa tactique par l'attitude à tenir dans cette affaire.

« Il y a des heures où il est de l'intérêt du prolétariat d'empêcher une trop violente dégradation intellectuelle et morale de la bourgeoisie elle-même et voilà pourquoi, lorsque, à propos d'un crime militaire, il s'est élevé entre les diverses fractions bourgeoises la lutte que vous savez, et lorsqu'une petite minorité bourgeoise, contre l'ensemble de toutes les forces de mensonge déchaînées, a essayé de crier justice et

de faire entendre la vérité, c'était le devoir du prolétariat de ne pas rester neutre, d'aller du côté où la vérité souffrait, où l'humanité criait.

« Guesde a dit, à la salle Vantier : « Que ceux qui admi-
« rent la société capitaliste s'occupent d'en redresser les er-
« reurs ; que ceux qui admirent le soleil capitaliste s'appli-
« quent à en effacer les taches. »

« Eh bien, qu'il me permette de le lui dire, le jour où contre un homme un crime se commet ; le jour où il se commet par la main de la bourgeoisie, mais où le prolétariat en intervenant pourrait empêcher ce crime, ce n'est plus la bourgeoisie seule qui en est responsable, c'est le prolétariat lui-même ; c'est lui qui, en n'arrêtant pas la main du bourreau prêt à frapper, devient le complice du bourreau ; et alors ce n'est plus la tache qui voile, qui flétrit le soleil capitaliste déclinant, c'est la tache qui vient flétrir le soleil socialiste levant. Nous n'avons pas voulu de cette flétrissure de honte sur l'aurore du prolétariat. »

Il y a deux façons de comprendre la lutte des classes. On peut n'envisager que l'intérêt direct, immédiat et, pour ainsi dire, palpable du prolétariat : l'amélioration des conditions matérielles de son travail, l'élévation de son *standard of life*. N'importe quel parti peut y contribuer *jusqu'à un certain degré*. Tout parti politique, même réactionnaire, surtout dans un pays de suffrage universel, comme la France, peut s'engager à servir les intérêts immédiats et quotidiens du prolétariat. Telle n'est pas la conception du Parti socialiste. Il défend non seulement les intérêts matériels et immédiats de la classe ouvrière *dans la société capitaliste,* mais aussi *et surtout* ses intérêts *généraux* et *permanents,* ses intérêts sociaux, politiques et *moraux*. Il veut son émancipation intégrale. Il l'élève au-dessus de sa condition de classe exploitée pour lui conquérir celle d'une classe d'avant-garde, d'une classe révolutionnaire. Le prolétariat conscient de son grand et noble rôle historique accomplit ainsi une mission sociale très importante qu'il se donne à lui-même, dans son propre intérêt supérieur et bien compris. D'après cette conception, le prolétariat devient le défenseur né de tous les intérêts géné-

raux et permanents de la société elle-même. Ainsi le prolétariat ne vit plus en dehors de la société, mais dans, par et pour la société, en ce qu'elle a de vivant et de progressif. Le prolétariat devient alors la force par excellence du progrès. Il en a la charge. Il en est la garantie la plus solide. Et il peut dire : *Humanitas sum* et *nihil humani mihi alienum puto*. Le prolétariat annonce alors la venue d'une *nouvelle humanité*.

Telle était aussi la conception de Jaurès dans l'Affaire Dreyfus. Et il le dit avec son éloquence supérieure. Il ne veut pas que « le prolétariat devienne le complice du bourreau » ou, ce qui revenait alors au même, le complice de la réaction militariste et nationaliste. Ce rôle du prolétariat était à la fois si beau et si naturel pour lui qu'il a séduit, un moment, Jules Guesde lui-même. Jaurès le raconte en présence de ce dernier, au cours de la réunion.

« Ce qu'il y a de singulier, ce qu'il faut que tout le parti socialiste en Europe et ici sache bien, c'est qu'au début même de ce grand drame, ce sont les socialistes révolutionnaires qui m'encourageaient le plus, qui m'engageaient le plus à entrer dans la bataille.

« Il faut que vous sachiez, camarades, comment, devant le groupe socialiste de la dernière législature, la question s'est posée.

« Quand elle vint pour la première fois, quand nous eûmes à nous demander quelle attitude nous prendrions, le groupe socialiste se trouva partagé à peu près en deux.

« D'un côté, il y avait ceux que vous me permettrez bien d'appeler les modérés du groupe. C'était Millerand, c'était Viviani, c'était Jourde, c'était Lavy, qui disaient : « Voilà « une question dangereuse, et où nous ne devons pas intervenir. »

« De l'autre côté, il y avait ceux qu'on pouvait appeler alors la gauche révolutionnaire du groupe socialiste. Il y avait Guesde, Vaillant et moi, qui disions : « Non, c'est une « bataille qu'il faut livrer. »

« Ah ! je me rappelle les accents admirables de Guesde lorsque parut la lettre de Zola. Nos camarades modérés du groupe socialiste disaient : « Mais Zola n'est point un socia-

« liste; Zola est, après tout, un bourgeois. Va-t-on mettre « le Parti socialiste à la remorque d'un écrivain bourgeois ? »

« Et Guesde, se levant comme s'il suffoquait d'entendre ce langage, alla ouvrir la fenêtre de la salle où le groupe délibérait, en disant : « La lettre de Zola, c'est le plus grand acte « révolutionnaire du siècle! »

« Et puis, lorsque animé par ces paroles, en même temps que par ma propre conviction, lorsque j'allai témoigner au procès Zola; lorsque devant la réunion des colonels, des généraux, dont on commençait alors à soupçonner les crimes, sans les avoir profondément explorés, lorsque j'eus commencé à témoigner, à déposer, et que je revins à la Chambre, Guesde me dit ces paroles, dont je me souviendrai tant que je vivrai : « Jaurès, je vous aime, parce que, chez vous, « l'acte suit toujours la pensée. »

« Et comme les cannibales de l'Etat-Major continuaient à s'acharner sur le vaincu, Guesde me disait : « Que ferons- « nous un jour, que feront les socialistes d'une humanité ainsi « abaissée et ainsi avilie? Nous viendrons trop tard, disait-il, « avec une éloquente amertume; les matériaux humains se- « ront pourris, lorsque ce sera notre tour de bâtir notre « maison. »

« Eh bien, pourquoi après ces paroles, pourquoi après ces déclarations, le Conseil national du Parti, quelques mois après, au mois de juillet, a-t-il essayé de faire sortir le prolétariat de cette bataille?

« Peut-être, j'ai essayé de me l'expliquer bien des fois, les révolutionnaires ont-ils trouvé que nous tardions trop dans ce combat, que nous y dépensions trop de notre force et de la force du peuple?

« Mais qu'ils me permettent de leur dire : Où sera, dans les jours décisifs, l'énergie révolutionnaire des hommes si, lorsqu'une bataille comme celle-là est engagée contre toutes les puissances de mensonge, contre toutes les puissances d'oppression, nous n'allons pas jusqu'au bout?

«Pour moi, j'ai voulu continuer, j'ai voulu persévérer jusqu'à ce que la bête venimeuse ait été obligée de dégorger son venin. Oui, il fallait poursuivre tous les faussaires, tous les menteurs, tous les bourreaux, tous les traîtres; il fallait les

poursuivre à la pointe de la vérité, comme à la pointe du glaive, jusqu'à ce qu'ils aient été obligés à la face du monde entier de confesser leurs crimes.

« Et, remarquez-le, le manifeste par lequel on nous signifiait d'avoir à abandonner cette bataille, paru en juillet, a précédé de quelques semaines l'aveu qu'en persévérant nous avons arraché au colonel Henry.

« Eh bien, laissez-moi me féliciter de n'avoir pas entendu la sonnerie de retraite qu'on faisait entendre à nos oreilles; d'avoir mis la marque du prolétariat socialiste, la marque de la Révolution sur la découverte d'un des plus grands crimes que la caste militaire ait commis contre l'humanité.

« Ce n'était pas du temps perdu, car, pendant que s'étalaient ses crimes, pendant que vous appreniez à connaître toutes ses hontes, tous ses mensonges, toutes ses machinations, le prestige du militarisme descendait tous les jours dans l'esprit des hommes et, sachez-le, le militarisme n'est pas dangereux seulement parce qu'il est le gardien armé du capital, il est dangereux aussi parce qu'il séduit le peuple par une fausse image de grandeur, par je ne sais quel mensonge de dévouement et de sacrifices.

« Lorsqu'on a vu que cette idole si glorieusement peinte et si superbe; que cette idole qui exigeait pour le service de ses appétits monstrueux, des sacrifices de générations; lorsqu'on a vu qu'elle était pourrie, qu'elle ne contenait que déshonneur, trahison, intrigues, mensonges, alors le militarisme a reçu un coup mortel, et la Révolution sociale n'y a rien perdu.

« Je dis qu'ainsi le prolétariat a doublement rempli son devoir envers lui-même. Et c'est parce que dans cette bataille le prolétariat a rempli son devoir envers lui-même, envers la civilisation et l'humanité; c'est parce qu'il a poussé si haut son action de classe qu'au lieu d'avoir, comme le disait Louis Blanc, la bourgeoisie pour tutrice, c'est lui qui est devenu dans cette crise le tuteur des libertés bourgeoises que la bourgeoisie était incapable de défendre; c'est parce que le prolétariat a joué un rôle décisif dans ce grand drame social que la participation directe d'un socialiste à un ministère bourgeois a été rendue possible. »

Il me sera permis de souligner les dernières paroles de Jaurès. L'admirable campagne de l'Affaire Dreyfus, qui aboutit à la participation d'un socialiste notoire au pouvoir, a dévié un moment par l'effet de préoccupations étrangères à la campagne.

Il s'agit ici d'expliquer le pourquoi et le comment de la tactique « participationniste » de Jaurès. On s'élevait, à l'époque du ministère Waldeck-Rousseau-Millerand-Galliffet, contre l'intervention tragique des troupes dans les grèves de la Martinique et de Chalon. Jaurès ne cherche pas à la justifier, mais à l'expliquer.

« Et maintenant, je ne veux dire que quelques mots des douloureux événements de la Martinique et de Chalon ; mais laissez-moi rappeler à ceux de nos camarades qui se laissent emporter jusqu'à en faire un grief contre nous qu'ils commettent une confusion étrange.

« Lorsqu'on soutient un ministère dans la société bourgeoise, même un ministère où il y a un socialiste, cela n'implique pas qu'on ait la naïveté d'attendre de ce ministère, et d'aucun ministère bourgeois, l'entière justice et l'entière déférence aux intérêts du prolétariat. Nous savons très bien que la société capitaliste est la terre de l'iniquité et que nous ne sortirons de l'iniquité qu'en sortant du capitalisme.

« Mais nous savons aussi qu'il y a des ennemis plus forcenés dans la société bourgeoise, des adversaires plus haineux et plus violents les uns que les autres ; et lorsque nous soutenons un ministère, ce n'est pas pour ce ministère, c'est contre les autres plus mauvais qui viendraient le remplacer pour vous faire du mal.

« Alors c'est une injustice meurtrière de nous reprocher les fautes, les erreurs ou les crimes de ceux que nous ne soutenons que pour empêcher des crimes plus grands.

« Quoi ! le maire de Lille, le citoyen Delory, le maire de Fourmies, — de Fourmies ! la ville assassinée — tous ces maires élus, tous ceux qui portent en eux la responsabilité de la cité, vont s'asseoir à la même table que Waldeck-Rousseau, et lorsque la Chambre est rentrée, lorsque le Parlement est réuni, lorsqu'il y a une interpellation sur la politique géné-

rale, lorsqu'il ne s'agit pas seulement de Chalon et de la Martinique, mais de Sipido, ignominieusement expulsé, mais de Morgari, chassé; lorsqu'il s'agit de tout cela, telle est pourtant la force des choses, tel est l'intérêt suprême du prolétariat à ne pas se livrer à la réaction nationaliste et cléricale que tous vos élus, tous, tous, Zévaès qui est ici, comme Vaillant, tous ont donné un vote de confiance au Gouvernement. »

Après avoir écarté les reproches faits au ministre « socialiste » à la suite de l'intervention gouvernementale dans les grèves, Jaurès cherche à prouver la nécessité et l'utilité de la participation ministérielle en la représentant comme conséquence naturelle et logique de l'action parlementaire. Cette forme d'action, elle aussi, a été combattue, comme une atteinte grave à l'intransigeance socialiste. Le socialisme a passé outre, et il a bien fait. Il en serait de même de la participation ministérielle. Et Jaurès, admirablement renseigné sur l'histoire du mouvement socialiste en Allemagne, en tire habilement argument pour sa thèse.

« Ah! citoyens, depuis trente ans, le Parti socialiste a fait du chemin dans le monde. Il s'est mêlé à beaucoup d'événements, à beaucoup d'institutions en dehors desquelles il se tenait d'abord. Nous discutons aujourd'hui pour savoir si le Parti socialiste peut participer, par un des siens, au gouvernement bourgeois, mais nous sommes tous d'accord pour dire que le Parti socialiste doit participer à l'action parlementaire.

« N'allez pas pourtant vous imaginer, camarades, qu'il en a toujours été ainsi. Il y a eu dans l'histoire du Parti socialiste depuis trente ans un moment où ceux qui conseillaient l'entrée des socialistes dans le Parlement étaient combattus aussi violemment, dénoncés aussi âprement que nous, nous le sommes aujourd'hui.

« Ecoutez, je vous prie, ce qu'écrivait, en 1869, le grand socialiste démocrate dont l'humanité socialiste a pleuré la mort, le citoyen, le compagnon Wilhelm Liebknecht.

« En 1869, au moment où venait d'être créé depuis deux ans déjà le suffrage universel en Allemagne, pour le Parlement de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Liebknecht a

écrit une brochure pour chercher ce que les socialistes pouvaient et devaient faire au Parlement.

« Non seulement il ne voulait pas qu'on s'y occupât d'action réformatrice, mais il considérait que la tribune parlementaire était inutile même pour les discours de pure propagande et il disait :

« Nos discours ne peuvent avoir aucune influence directe
« sur la législation ; nous ne convertissons pas le Parlement
« par des paroles ; par nos discours nous ne pouvons jeter
« dans la masse des vérités qu'il ne soit possible de mieux
« divulguer d'une autre manière.

« Quelle utilité pratique offrent alors les discours au Par-
« lement ? Aucune ; et parler sans but constitue la satisfac-
« tion des imbéciles.

« Pas un seul avantage.

« Et voici de l'autre côté les désavantages : Sacrifice des
« principes, abaissement de la lutte politique, réduite à une
« escarmouche parlementaire ; faire croire au peuple que le
« Parlement bismarckien est appelé à résoudre la question
« sociale serait une imbécillité ou une trahison. »

« Voilà comment, en 1869, apparaissait aux socialistes démocrates l'action même, l'action de propagande de nos élus dans le Parlement. J'imagine que vous avez reconnu là, appliquée à un objet différent, les condamnations que l'on porte contre nous à propos de l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois.

« Quelques années après, pourtant, entraîné par l'irrésistible mouvement des choses, non seulement Liebknecht demeurait un combattant à l'assemblée de l'empire, mais il entrait au Landtag saxon, où on ne peut entrer qu'en prêtant le serment de fidélité à la constitution royale et bourgeoise : « Je jure devant Dieu... »

« Mais voyez, citoyens, à quel malentendu extraordinaire peuvent conduire les préventions que nous avons les uns contre les autres. Je viens de vous annoncer qu'on ne pouvait entrer au Landtag sans prêter un serment de fidélité au roi de Saxe ; je vous rappelle, je vous décris la formule du serment prêté par Liebknecht pour entrer au Landtag de Saxe,

et voilà des camarades un peu pressés qui ne sont pas fâchés de me taxer de cléricalisme.

« Représentez-vous bien que c'est Liebknecht qui parle :

« Je jure devant Dieu d'être inébranlablement fidèle à la « Constitution et de servir, selon ma conscience, par mes « propositions et mes votes, l'intérêt inséparable du roi et de « la patrie. Ainsi Dieu me soit en aide. »

« Il se trouva à ce moment, camarades, des purs, des intransigeants qui accusèrent Liebknecht, envers la démocratie socialiste, d'avoir prêté ce serment en vue d'obtenir un siège au Landtag ; et Liebknecht, l'admirable révolutionnaire, répondait avec raison : « Mais alors nous serions éternelle- « ment les dupes des dirigeants, s'il leur suffisait de mettre « sur notre route cet obstacle de papier d'une formule de « serment. »

« Et moi je vous demande, lorsqu'on fait un crime à un ministre socialiste d'avoir accepté ce que j'appellerai la formalité ministérielle de l'apparente solidarité de vote avec ses collègues du Cabinet, je vous demande si cette formalité est plus humiliante pour le Parti socialiste de France que ne l'était, pour les révolutionnaires socialistes d'Allemagne, le serment prêté devant Dieu d'être fidèle au roi.

« Je vous demande si, nous aussi, nous nous arrêterons devant ces obstacles de papier, devant ces formalités et ces chinoiseries, et si nous hésiterons, quand il le faudra pour notre cause, à jeter un des nôtres dans la forteresse du gouvernement bourgeois. »

Que répondit Guesde à cette argumentation de Jaurès ? Pour faire ressortir toute la gravité du problème nous donnons largement la parole à Jules Guesde lui-même qui, avec sa fougue ordinaire, reprit un à un les arguments du grand orateur socialiste :

Il vous a dit : De l'affaire Dreyfus, de la campagne que j'ai menée avec un certain nombre de socialistes pour Dreyfus, il est sorti la collaboration d'un socialiste à un Gouvernement bourgeois. Cela est vrai, citoyen Jaurès, et cela suffirait, en dehors du reste, pour condamner toute espèce de coopération socialiste à la campagne dont vous vous vantez.

Oui, il a fallu cette première déformation, il a fallu l'abandon de son terrain de classe par une partie du prolétariat pour qu'à un moment

donné on ait pu présenter comme une victoire la pénétration dans un ministère d'un socialiste qui ne pouvait pas y faire la loi, d'un socialiste qui devait y être prisonnier, d'un socialiste qui n'était qu'un otage, d'un socialiste que M. Waldeck-Rousseau, très bon tacticien, a été prendre dans les rangs de l'opposition pour s'en faire une couverture, un bouclier, de façon à désarmer l'opposition socialiste, de façon à empêcher les travailleurs de tirer non seulement sur Waldeck-Rousseau, mais de tirer sur Galliffet, parce qu'entre eux et Galliffet, il y a la personne de Millerand.

Ah ! vous dites et vous concluez que vous aviez raison dans la campagne Dreyfus parce qu'elle a conduit Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau-Galliffet. Je dis, moi, que là est la condamnation définitive de cette campagne. Il a suffi qu'une première fois le Parti socialiste quittât fragmentairement son terrain de classe ; il a suffi qu'un jour il nouât une première alliance avec une fraction de la bourgeoisie, pour que sur cette pente glissante il menace de rouler jusqu'au bout. Pour une œuvre de justice et de réparation individuelle, il s'est mêlé à la classe ennemie, et le voilà maintenant entraîné à faire Gouvernement commun avec cette classe.

Et la lutte de classe aboutissant ainsi à la collaboration des classes, cette nouvelle forme de coopérative réunissant dans le même Gouvernement un homme qui, s'il est socialiste, doit poursuivre le renversement de la société capitaliste, et d'autres hommes, en majorité, dont le seul but est la conservation de la même société, on nous la donne comme un triomphe du prolétariat, comme indiquant la force acquise par le socialisme. Dans une certaine mesure, oui, comme le disait Lafargue. C'est parce que le socialisme est devenu une force et un danger pour la bourgeoisie, à laquelle il fait peur, que celle-ci a songé à s'introduire dans le prolétariat organisé pour le diviser et l'annuler ; mais ce n'est pas la conquête des pouvoirs publics par le socialisme, c'est la conquête d'un socialiste et de ses suivants par les pouvoirs publics de la bourgeoisie.

Et alors, nous avons vu, camarades, ce que j'espérais pour mon compte ne jamais voir, nous avons vu la classe ouvrière, qui a sa République à faire, comme elle a sa Révolution à faire, appelée à monter la garde autour de la République de ses maîtres, condamnée à défendre ce qu'on a appelé la civilisation capitaliste.

Je croyais, moi, que quand il y avait une civilisation supérieure sous l'horizon, que lorsque cette civilisation dépendait d'un prolétariat responsable de son affranchissement et de l'affranchissement général, c'était sur cette civilisation supérieure qu'on devait avoir les yeux obstinément tournés ; je croyais qu'il fallait être prêt à piétiner le prétendu ordre d'aujourd'hui pour faire ainsi place à l'autre.

Il paraît que non ; il paraît que les grands bourgeois de 1789 auraient dû se préoccuper de défendre l'ancien régime, sous prétexte des réformes réalisées au cours du dix-huitième siècle ; je croyais, moi, qu'ils avaient marché contre ce régime, qu'ils avaient tout balayé, le mauvais et le bon, le bon avec le mauvais ; et je croyais que le prolétariat ne serait pas moins révolutionnaire, que, classe providentielle

à son tour, appelé à réaliser, à créer une société nouvelle, émancipatrice non plus de quelques-uns, mais de tous, il devait n'avoir d'autre mobile que son égoïsme de classe, parce que ses intérêts se confondent avec les intérêts généraux et définitifs de l'espèce humaine tout entière !

La nouvelle politique que l'on préconise au nom de la lutte de classe consisterait donc à organiser à part, sur son propre terrain, le prolétariat, et à l'apporter ensuite, comme une armée toute faite, à un quelconque des états-majors bourgeois. Alors que, abandonnée par les salariés, qui sortaient de ses rangs politiques au fur et à mesure de leur conscience de classe éveillée, la bourgeoisie se sentait perdue, on nous fait aujourd'hui un devoir, pour demain comme pour hier, de nous porter à son secours chaque fois que se produira une injustice, chaque fois qu'une tache viendra obscurcir son soleil.

Ah ! camarades, s'il vous fallait faire disparaître l'une après l'autre toutes ces taches, non seulement vos journées, mais vos nuits n'y suffiraient pas et vous n'aboutiriez pas à nettoyer ce qui est innettoyable ; mais, à ce travail de Pénélope, vous auriez prolongé la domination qui vous écrase, vous auriez éternisé l'ordre de choses d'aujourd'hui qui pèse sur vos épaules, après dix-huit mois de collaboration socialiste au pouvoir bourgeois, aussi lourdement qu'à l'époque des Méline, des Dupuy et des Perier.

Il n'y a rien de changé et il ne peut rien y avoir de changé dans la société actuelle tant que la propriété capitaliste n'aura pas été supprimée et n'aura pas fait place à la propriété sociale, c'est-à-dire à votre propriété à vous.

Cette idée-là que, depuis vingt et quelques années, nous avons introduite dans tous les cerveaux ouvriers de France, doit rester l'unique directrice des cerveaux conquis et doit être étendue aux cerveaux d'à côté où la lumière socialiste ne s'est pas encore faite. C'est là notre tâche exclusive ; il s'agissait de recruter, d'augmenter la colonne d'assaut qui aura, avec l'Etat emporté de haute lutte, à prendre la Bastille bourgeoise comme a été prise la Bastille féodale ; et malheur à nous si nous nous laissions arrêter le long de la route, attendant comme une aumône les prétendues réformes que l'intérêt même de la bourgeoisie est quelquefois de jeter à l'appétit de la foule, et qui ne sont en ne peuvent être que des trompe-la-faim ! Nous sommes et ne pouvons être qu'un parti de révolution, parce que notre émancipation et l'émancipation de l'humanité ne peuvent s'opérer que révolutionnairement.

Nous détourner de cette lutte, camarades, c'est trahir, c'est déserter, c'est faire le jeu des bourgeois d'aujourd'hui qui savent bien, comme le disait Millerand à Lens, que le salariat n'est pas éternel, qui savent bien, comme l'a répété, comme un écho, Deschanel à Bordeaux, que le salariat est un phénomène provisoire... mais qui renvoient la disparition de cette dernière forme de l'esclavage à je ne sais quelle date plus éloignée que le paradis même des religions, qui au moins doit suivre immédiatement votre mort. Vous ne vous paierez pas de cette

monnaie de promesses, vous êtes actuellement trop conscients et trop forts.

Mais Jaurès a été plus loin ; il a essayé d'assimiler l'action électorale du socialisme emmanchant le suffrage universel comme un moyen de combat, à l'action ministérielle d'un socialiste emmanché comme ministre par la bourgeoisie gouvernementale. Il a été encore au delà, il a prétendu qu'en installant avec vos propres forces Carrette à l'Hôtel de Ville de Roubaix et Delory à l'Hôtel de Ville de Lille, vous aviez autorisé Millerand à accepter un morceau de pouvoir de la classe contre laquelle vous êtes obligés de lutter jusqu'à la victoire finale. Il vous a cité, d'autre part, certaines paroles de Liebknecht, qui aurait condamné en 1869 l'entrée des socialistes dans le Parlement bourgeois, alors que la même année il se laissait porter avec Bebel dans le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord ; il vous a rappelé que Liebknecht a pénétré également dans le Landtag de Saxe alors qu'il y avait un serment à prêter et que Liebknecht disait : « Si nous n'étions pas capables de passer par-dessus cet obstacle de papier, nous ne serions pas des révolutionnaires. »

Quel rapport est-il possible d'établir entre ces deux situations ? Pour entrer dans le Reichstag de la Confédération de l'Allemagne du Nord, il fallait y être porté par les camarades ouvriers organisés ; il fallait y entrer par la brèche ouverte de la démocratie socialiste ; on était le fondé de pouvoir de sa classe. Il fallait, pour le Landtag de Saxe, prêter serment, sans doute ; mais ce serment dérisoire, comme celui que Gambetta devait prêter à l'Empire, n'empêchait pas que ce fût en ennemi qu'on s'introduisait dans l'Assemblée élective, comme un boulet envoyé par le canon populaire... Et vous osez soutenir que les conditions seraient les mêmes de Millerand acceptant un portefeuille de Waldeck-Rousseau ? C'est le prolétariat, paraît-il, qui, l'année dernière, a donné un tel coup d'épaule électoral que la brèche a été faite par laquelle Millerand a passé. Une pareille thèse n'est pas soutenable. Il est arrivé au Gouvernement appelé par la bourgeoisie gouvernementale qui, autrement, n'aurait pas fait appel à son concours. On pouvait constituer un ministère, même de plus de défense républicaine que celui dont nous jouissons depuis dix-huit mois, sans qu'un socialiste en fît partie. Vous avez parlé du cabinet Bourgeois ; il n'y avait pas de socialiste dans ce cabinet, et il a fait, on peut l'affirmer, une œuvre plus républicaine que le cabinet d'aujourd'hui. Une preuve, entre autres, c'est que la loi sur les successions, votée alors, n'a pas trouvé grâce devant le Gouvernement de défense républicaine de l'heure présente, qui compte un socialiste, et qui a lâché une partie de la réforme d'alors.

Camarades, le jour où le Parti socialiste, le jour où le prolétariat organisé comprendrait et pratiquerait la lutte des classes sous la forme du partage du pouvoir politique avec la classe capitaliste, ce jour-là il n'y aurait plus de socialisme ; ce jour-là il n'y aurait plus de prolétariat capable d'affranchissement ; ce jour-là les travailleurs seraient redevenus ce qu'ils étaient, il y a vingt-deux ans, lorsqu'ils répondaient, soit à l'appel de la bourgeoisie opportuniste contre la

bourgeoisie monarchiste, soit à l'appel de la bourgeoisie radicale contre la bourgeoisie opportuniste ; ils ne seraient plus qu'une classe, qu'un parti à la suite, domestiqué, sans raison d'être et surtout sans avenir.

Quelle que soit l'attitude du Parti socialiste, qui est le nôtre, dans la question de la participation, l'argumentation de Jules Guesde contient une idée d'une portée incalculable et qui lui est personnelle. Il dit notamment que « les grands bourgeois de 1789... avaient tout balayé, le mauvais et le bon, le bon avec le mauvais... » de l'ancien régime. Et Guesde demande que le prolétariat qui est une classe non moins révolutionnaire, non moins providentielle que la bourgeoisie de 1789, ne suive que « son égoïsme de classe parce que ses intérêts se confondent avec les intérêts généraux et définitifs de l'espèce humaine tout entière ».

Nous sommes de nouveau en face de *deux* conceptions, de *deux* tactiques, de *deux* manières. Guesde ne voit que le prolétariat, son égoïsme de classe, qui, *comme tel,* agit dans le sens de l'émancipation intégrale. Jaurès suit de près *toute* l'évolution humaine et veut faire participer la classe ouvrière, partie intégrante de la société, son avant-garde, à cette évolution. La classe ouvrière n'a le droit de se désintéresser d'aucun problème politique et social. Pour Guesde, le prolétariat remplit son devoir social, *tout* son devoir social en faisant ses propres affaires, en combattant sur son propre terrain. Jaurès l'envoie sur tous les terrains, tout en cherchant à lui garder partout sa physionomie propre. La participation découle donc pour Jaurès d'une conception du socialisme ayant pour base « l'évolution révolutionnaire » et la continuité historique, dans le temps et dans l'espace, dans la suite des événements comme dans la solidarité présente des intérêts, de *certains* intérêts de toutes les classes.

Mais bien que défendant ses propres vues, sa propre tactique, Jaurès conclut à l'unité du Parti socialiste. Il place au-dessus de sa conception personnelle celle du socialisme organisé. Et il dit :

« Citoyens et amis, j'ai abusé de votre bienveillante attention et je ne me consolerais pas de brusquer ainsi ma démonstration, de la laisser incomplète, pour céder à Guesde

mon tour de parole, si je ne me disais qu'après tout, quels que soient les dissentiments, quelles que soient les difficultés, quelles que soient les polémiques d'un jour, entre socialistes on se retrouve.

« Nous reviendrons, non plus pour batailler, non plus pour polémiquer, mais quand le Parti sera organisé, pour chercher ensemble, en loyaux camarades, quel est le meilleur moyen de servir les intérêts du Parti. Ah! on dit au Parti : « Restez isolés, restez à l'écart, ne vous mêlez pas à l'action « gouvernementale; tenez-vous aussi loin que possible de « l'Etat bourgeois. »

« Et moi je vous dis que toutes les grandes révolutions ont été faites dans le monde parce que la société nouvelle, avant de s'épanouir, avait pénétré par toutes les fissures, par toutes ses plus petites racines, dans le sol de la société ancienne.

« L'autre jour, Kautsky, nous raillant un peu, nous disait : « Mais vous imaginez-vous conquérir le pouvoir gouverne- « mental de l'Etat en conquérant portefeuille par porte- « feuille? C'est comme si, au temps de la Réforme, les pro- « testants s'étaient imaginés qu'ils allaient conquérir le « monde en conquérant un cardinal après l'autre, dans le « Sacré-Collège. »

« J'en demande pardon à Kautsky; ce qui a fait la force des hérésies, des grandes révoltes de la conscience religieuse indépendante au XIIe et au XIIIe siècles, ce qui fit ensuite la force de la Réforme, c'est précisément qu'elle a surgi en s'emparant d'une partie même du pouvoir de l'ancienne Eglise; c'est qu'il y a eu, au XVIe siècle, une période où les fidèles ne savaient plus au juste si leurs cardinaux, évêques ou moines, étaient restés avec le pape ou étaient allés avec Luther.

« L'Eglise l'a si bien senti, elle a si bien compris que le péril pour elle était dans cette pénétration, que l'ordre des jésuites, qui s'est constitué pour la sauver, s'est donné pour mot d'ordre de pénétrer partout et d'être, lui, impénétrable à tous.

« L'Eglise s'est sauvée pour des siècles en se fermant à l'action de la société nouvelle. Mais ce que l'Eglise a pu faire, la démocratie bourgeoise ne peut pas le faire; elle ne pourra

se fermer; elle vous a laissé déjà pénétrer dans les municipalités.

« On parle des responsabilités qu'assume un ministre socialiste dans un ministère bourgeois; mais est-ce que vos élus municipaux n'assument pas des responsabilités?

« Est-ce qu'ils ne sont pas une partie de l'État bourgeois? Mais le suffrage universel qui le nomme, il est réglé, il est limité par la loi bourgeoise.

« Et si je voulais triompher au point de vue intransigeant où se placent quelques-uns de vos amis, comme je pourrais vous rappeler que vous acceptez ainsi le pouvoir municipal d'un suffrage universel d'où la loi bourgeoise, en excluant les assistés ou les ouvriers errants, a exclu les plus pauvres des prolétaires; comme je pourrais vous dire que le maire socialiste, tout socialiste qu'il est, peut être suspendu par le pouvoir central, et pour un an n'être pas rééligible; comme je pourrais vous dire qu'il accepte forcément parce qu'il est maire, d'appliquer, d'administrer un grand nombre de lois bourgeoises; comme je pourrais vous dire que s'il se produit des conflits violents dans vos rues, il est obligé, lui aussi, sous peine de laisser dire que le socialisme c'est le pillage et le meurtre, de faire appel à la force publique. »

Rien ne fait mieux ressortir la pureté des intentions, la grandeur d'âme de Jaurès que son attitude vis-à-vis du problème de la participation, préconisée en théorie et refusée en pratique. Jaurès soutenait un principe général, mais se refusait à toute œuvre de division socialiste, à toute manœuvre politicienne.

CHAPITRE VII

La Conception socialiste de Jaurès

Jaurès est considéré comme un *idéaliste*. Certes, il ne lui serait jamais venu à l'idée de répudier ce nom d'une signification supérieure. En effet, Jaurès était idéaliste par la grandeur et la noblesse de son caractère, par l'élan de son cœur et l'élévation de son esprit. Il l'était aussi par la force durable et solide de son enthousiasme. Enfin, il l'était par la portée qu'il attribuait aux *idées*.

Mais, philosophiquement parlant, il serait injuste d'enfermer l'infinie complexité de la pensée de Jaurès dans un terme d'école par trop étroit et exclusif. Jaurès n'aimait pas ces sortes de prisons intellectuelles qui éliminent l'horizon et rendent impossible tout essor libre de l'esprit. Aux systèmes figés il préférait de vastes synthèses qui réconcilient les contraires.

On désigne par *idéaliste*, dans la théorie de la connaissance, celui qui nie l'existence du monde. Or, Jaurès, comme nous l'avons montré, affirmait la *réalité* du monde sensible. Dans le domaine de la philosophie de l'Histoire, on dit *idéaliste* celui qui déduit les événements historiques des *idées* et des opinions de fortes *individualités*, celui qu'on peut appeler partisan de la conception intellectualiste ou héroïque de l'histoire. Or, Jaurès était trop imprégné de l'esprit réaliste et trop panthéiste pour abandonner la destinée humaine à l'arbitraire individuel ou individualiste.

Fidèle à son principe constant, Jaurès cherchait l'unité, la synthèse de la conception idéaliste et de la conception matérialiste du socialisme.

Dans sa discussion publique avec Paul Lafargue sur l'*Idéalisme et le Matérialisme* dans la conception de l'Histoire, il veut montrer que « la conception matérialiste de l'histoire n'empêche pas son interprétation idéaliste ». Et Jaurès défend Marx, qu'il connaissait peut-être mieux que certains repré-

sentants du marxisme français — car les sources *directes* lui étaient accessibles — contre toutes sortes de fausses interprétations. Selon lui, Marx ne réduit pas « tout phénomène de conscience à de simples groupements de molécules matérielles ».

« Ce n'est pas non plus ce que l'on appelle parfois le matérialisme moral, c'est-à-dire la subordination de toute l'activité de l'homme à la satisfaction des appétits physiques et à la recherche du bien-être individuel. Au contraire, si vous vous rappelez comment, dans son livre sur le Capital, Marx traite la conception utilitaire anglaise, si vous vous rappelez comment il parle avec dédain, avec mépris de ces théoriciens de l'utilitarisme comme Jérémie Bentham, qui prétendent que l'homme n'agit toujours qu'en vue d'un intérêt personnel consciemment recherché par lui, vous verrez qu'il n'y a rien de commun entre ces deux doctrines. Bien mieux, c'est l'inverse ; car précisément parce que Marx estime que les modes mêmes du sentiment et de la pensée sont déterminés dans l'homme par la forme essentielle des rapports économiques de la société où il vit ; par là Marx fait intervenir dans la conduite de l'individu des forces sociales, des forces collectives, des forces historiques, dont la puissance dépasse celle des mobiles individuels et égoïstes. Ce qu'il entend, c'est ce qu'il y a d'essentiel dans l'histoire, ce sont les rapports économiques, les rapports de production des hommes entre eux.

« C'est selon que les hommes sont rattachés les uns aux autres par telle ou telle forme de la société économique qu'une société a tel ou tel caractère, qu'elle a telle ou telle conception de la vie, telle ou telle morale, et qu'elle donne telle ou telle direction générale à ses entreprises. De plus, suivant Marx, ce n'est pas selon une idée abstraite de justice, ce n'est pas selon une idée abstraite du droit que les hommes se meuvent : ils se meuvent, parce que le système social formé entre eux, à un moment donné de l'histoire, par les relations économiques de production, est un système instable qui est obligé de se transformer pour faire place à d'autres systèmes ; et c'est la substitution d'un sys-

tème économique à un autre, par exemple de l'esclavage à l'anthropophagie, c'est cette substitution qui entraîne, par une correspondance naturelle, une transformation équivalente dans les conceptions politiques, morales, esthétiques, scientifiques et religieuses : en sorte que, selon Marx, le ressort le plus intime et le plus profond de l'histoire, c'est le mode d'organisation des intérêts économiques.

« Le nom de matérialisme économique s'explique donc en ce que l'homme ne tire pas de son cerveau une idée toute faite de justice, mais qu'il se borne à réfléchir en lui, à réfléchir dans sa substance cérébrale les rapports économiques de production.

« En regard de la conception matérialiste, il y a la conception idéaliste sous des formes multiples. Je la résumerai ainsi : C'est la conception d'après laquelle l'humanité, dès son point de départ, a, pour ainsi dire, une idée obscure, un pressentiment premier de sa destinée, de son développement.

« Avant l'expérience de l'histoire, avant la constitution de tel ou tel système économique, l'humanité porte en elle-même une idée préalable de la justice et du droit, et c'est cet idéal préconçu qu'elle poursuit, de forme de civilisation en forme supérieure de civilisation ; et quand elle se meut, ce n'est pas par la transformation mécanique et automatique des modes de la production, mais sous l'influence obscurément ou clairement sentie de cet idéal.

« En sorte que c'est l'idée elle-même qui devient le principe du mouvement et de l'action, et que bien loin que ce soient les conceptions intellectuelles qui dérivent des faits économiques, ce sont les faits économiques qui traduisent peu à peu, qui incorporent peu à peu dans la réalité et dans l'histoire l'idéal de l'humanité. »

Ainsi sont écartées dédaigneusement et justement toutes les objections vulgaires contre le marxisme qui abaissent cette grande et subtile conception de la vie sociale à une sorte de socialisme de ventre ramenant toute la complexité de la vie à une question d'intérêt matériel. « Marx fait intervenir dans la conduite de l'individu *des forces sociales*, des forces collectives, des forces historiques, dont la puissance *dépasse*

celle des mobiles individuels et égoïstes ». Jaurès relève ainsi le sens profond du marxisme, qui est avant tout *une philosophie sociale, une philosophie collectiviste,* ayant pour point de départ non l'individu isolé et égoïste, mais l'organisation sociale. Il y a plus. Marx n'étudie pas, à la manière des sociologues bourgeois, *la société en général,* et ne fait pas, comme Taine, dépendre l'individu du *milieu général.* Non. Il examine la société *historiquement déterminée,* exactement circonscrite: *la société esclavagiste, la société féodale* et surtout *la société capitaliste,* dont il découvre le secret.

Jaurès voit juste quand il explique que Marx n'admet pas que les hommes se meuvent « selon une idée abstraite de justice » ou de droit. C'est le fond même de la doctrine: le ressort le plus intime de l'histoire est « le mode d'organisation des intérêts économiques » ou, comme disent plus exactement les marxistes, « le mode de production », ou « la croissance des forces productives de la société ».

C'est une chose infiniment plus complexe que « l'intérêt égoïste et matériel des individus ».

L'intérêt égoïste et matériel est simple et connu: toujours plus de richesse et plus de puissance, et ainsi plus de moyens d'action et de jouissance. Mais le mode de production est autre chose. Pour le connaître, il faut connaître tout le système des « forces sociales », l'anatomie et la physiologie. de l'histoire, l'économie et la politique des sociétés humaines.

Rien n'est moins simpliste que la *conception matérialiste de l'histoire,* dont Jaurès définit exactement et largement le sens profond.

Les conceptions matérialiste et idéaliste de l'histoire paraissent exclusives l'une de l'autre. Tel n'est pas l'avis de Jaurès. Il prétend que « dans la conscience contemporaine elles sont à peu près confondues et réconciliées ». En effet, « il n'y a pas un seul idéaliste qui ne convienne qu'on ne pourrait réaliser un idéal supérieur de l'homme sans une transformation préalable de l'organisme économique ». D'autre part, les adeptes du matérialisme économique font appel à l'idée de la justice et du droit. La société communiste de demain sera non seulement « la conséquence fatale de l'évolution économique », mais « une réalisation plus haute de la justice et du

droit ». Il est vrai que Marx n'a que « des railleries pour ceux qui font un appel — *exclusif*, aurions-nous ajouté — à l'idée pure de justice ». Néanmoins Jaurès croit réalisable la conciliation entre les deux conceptions. Il la voit s'opérer dans l'histoire de la pensée elle-même. Et il croit pouvoir constater que « depuis quatre siècles, depuis la Renaissance, c'est la conciliation, la synthèse des contraires et même des contradictoires ». Il trouve dans cet effort constant vers la conciliation de la conception idéaliste et matérialiste « la marque, la caractéristique de tout le mouvement philosophique et intellectuel ».

« La Renaissance se trouvait devant une sorte de contradiction en apparence insoluble : l'esprit chrétien persistant et l'esprit de l'antiquité réveillé. Or, l'esprit de l'antiquité, c'était le culte, mieux que l'acceptation : l'adoration de la nature ; l'esprit chrétien, c'était la condamnation, la négation de la nature.

« En sorte que les hommes pensants, au sortir du moyen âge, se sont trouvés en face d'un héritage intellectuel contradictoire, d'un dualisme à concilier, à ramener à l'unité. »

« Le développement continu des sciences exactes semblait aggraver le conflit. Grâce aux études exactes, mathématiques et mécaniques, la nature elle-même perdait avec « le prestige de beauté », son « apparence de vie intérieure et divine », et devenait une simple trame de causes et d'effets. Descartes se renferme et s'isole dans l'intérieur de sa conscience (*Cogito, ergo sum*). Il croit arriver ainsi à la certitude. Pourtant, « il retrouve l'idée de Dieu ». Mais, après « avoir traversé l'état d'esprit chrétien, il ne s'en sert que pour fonder la science positive, expérimentale et déductive «.

« Dans Leibniz, vous voyez la même tentative pour ramener à l'unité l'homme et la nature, en montrant partout, jusque dans les forces purement matérielles, jusque dans cette table, jusque dans ce sol sur lequel nous marchons, quelque chose d'analogue à l'esprit ; le désir, le sens même de la beauté, des rapports harmonieux, mathématiques et certains, dans les lois de la physique et les combinaisons de la chimie. C'est la même conciliation entre l'universel déterminisme et l'universelle liberté.

« D'un côté il affirme qu'il n'y a pas dans le monde un seul mouvement qui ne soit lié à l'infini à d'autres mouvements.

« Le mouvement que je détermine en ce moment dans l'atmosphère par l'émission de la voix est la suite d'innombrables mouvements antérieurs, et ce mouvement lui-même sera répercuté à l'infini, ébranlant imperceptiblement la muraille même de cette enceinte, par elle l'atmosphère extérieure, et par là se transmettant sous des formes obscures que nous ne pouvons suivre mais que rien n'arrête ; de telle sorte que nous ne pouvons produire un seul mouvement, déplacer un seul grain de sable sans modifier l'équilibre de l'univers tout entier. Mais en même temps que cette liaison des mouvements, des phénomènes, des faits est universelle et illimitée, il n'y a pas une seule force qui procède par la contrainte ; lorsqu'une boule de billard en choque une autre, cette dernière se met en mouvement ; mais elle ne le fait que suivant certaines lois d'élasticité qui lui sont propres, qui résultent de sa contexture, et ce mouvement qui a l'air de venir du dehors, jaillit du dedans : il y a tout ensemble continuité et spontanéité absolue.

« Pour Spinoza, c'est la même conciliation entre la nature et Dieu, entre le fait et l'idée, entre la force et le droit.

« Pour Kant, vous le savez tous, le problème philosophique consiste expressément à trouver la synthèse des affirmations contradictoires qui s'offrent à l'esprit de l'homme : L'univers est-il limité ou infini ? le temps est-il limité ou infini ? la série des causes est-elle limitée ou infinie ? tout est-il soumis à l'universelle et inflexible nécessité ? ou y a-t-il une part pour la liberté des actions humaines ?

« Autant de thèses et d'antithèses, de négations et d'affirmations, entre lesquelles hésite l'esprit.

« L'effort de la philosophie kantienne est tout entier dans la solution de ces contradictions, de ces antinomies fondamentales.

« Enfin c'est Hegel qui vient donner la formule de ce long travail en disant que la vérité est dans la contradiction : ceux-là se trompent, ceux-là sont les jouets d'une logique étroite, illusoire, qui affirment une thèse sans lui opposer la

thèse inverse. En fait, dans la nature, dans la réalité, les contraires se pénètrent ; le fini, par exemple, et l'infini se pénètrent. Ce plateau est limité, c'est une surface restreinte et pourtant, dans la limite de cette surface, je puis tracer indéfiniment figures et figures ; en sorte que si vous vous bornez à affirmer la limitation de ce carré, vous ne dites qu'une part de la vérité, vous êtes dans l'erreur : il est tout ensemble fini et infini. »

Nous retrouvons de nouveau l'idée fondamentale de la conception jauressiste : celle de *l'unité et de la pénétration universelles*. On se trompe en séparant ce qui est rationnel de ce qui est réel, et « ce qui est réel de ce qui est rationnel ». On croit que l'idéal en se réalisant se diminue. C'est une idée fausse. « Tout ce qui est rationnel rentre nécessairement dans la vie ». Et « il n'y a pas une idée rationnelle qui ne soit traduite dans la réalité et il n'est pas une seule réalité qui ne puisse se ramener à une idée et recevoir une explication rationnelle ».

Nous tenons ici la célèbre formule de Hegel : Tout ce qui est est rationnel (« *Alles, was existiert ist vernuenftig* »). Jaurès ne le dissimule pas. Et il dit :

« Je crois inutile de rappeler aux adeptes de la doctrine de Marx, que Marx a été le disciple intellectuel de Hegel ; il le déclare lui-même, il le proclame dans son introduction du *Capital* (et Engels, depuis quelques années, semble, par cette pente qui porte l'homme qui a longtemps vécu à revenir vers ses origines, s'appliquer à l'étude approfondie de Hegel lui-même). Il y a une application saisissante de cette formule des contraires, lorsque Marx constate aujourd'hui l'antagonisme des classes, l'état de guerre économique, opposant la classe capitaliste à la classe prolétarienne ; parce que cet antagonisme est né sous le régime capitaliste, sous un régime de guerre et de division, il prépare un régime nouveau de paix et d'harmonie. Selon la vieille formule d'Héraclite que Marx se plaît à citer : « La paix n'est qu'une « forme, qu'un aspect de la guerre ; la guerre n'est qu'une « forme, qu'un aspect de la paix. Il ne faut pas opposer « l'une à l'autre ; ce qui est lutte aujourd'hui est le com- « mencement de la réconciliation de demain. »

Jaurès soutient « l'identité des contraires » qui est caractéristique de la pensée moderne. Et il la retrouve dans la conception marxiste. En effet, qu'enseigne le marxisme? L'humanité a été jusqu'ici conduite, pour ainsi dire, par la force inconsciente de l'histoire. Les hommes ne se meuvent pas d'eux-mêmes : ils s'agitent et l'évolution économique les mène. « L'humanité a été, en quelque sorte, comme un passager endormi qui serait porté par le cours d'un fleuve sans contribuer au mouvement, ou du moins sans se rendre compte de la direction, se réveillant d'intervalles en intervalles et s'apercevant que le paysage a changé. »

Mais le socialisme, selon Marx lui-même, ouvre une nouvelle ère de conscience. L'humanité passe du régime de la dure nécessité au « régime de la liberté ».

« Eh bien, lorsque sera réalisée la révolution socialiste, lorsque l'antagonisme des classes aura cessé, lorsque la communauté humaine sera maîtresse des grands moyens de production selon les besoins connus et constatés des hommes, alors l'humanité aura été arrachée à la longue période d'inconscience où elle marche depuis des siècles, poussée par la force aveugle des événements, et elle sera entrée dans l'ère nouvelle où l'homme, au lieu d'être soumis aux choses, règlera la marche des choses. Mais cette ère prochaine de pleine conscience et de pleine clarté, elle n'a été rendue possible que par une longue période d'inconscience et d'obscurité.

« Si les hommes, à l'origine incertaine de l'histoire, avaient voulu délibérément régler la marche des événements et des choses, ils auraient contrarié simplement le cours de ces événements, ils auraient gaspillé les ressources de l'avenir, et pour avoir voulu agir trop tôt avec pleine conscience, ils se seraient retiré le moyen d'agir jamais avec pleine conscience; comme l'enfant que l'on aurait appelé trop tôt à la vie pleinement consciente de la raison réfléchie, et en qui on n'aurait pas laissé se produire l'évolution inconsciente de la vie organique et des premières manifestations de la vie morale, pour avoir été un penseur à la première heure de la vie, aurait été incapable de penser ensuite. »

Jaurès se demande « si l'on ne peut pas, si l'on ne doit pas, sans manquer à l'esprit même du marxisme, pousser

plus loin cette méthode de conciliation des contraires, de synthèse des contradictoires » et chercher « la conciliation fondamentale du matérialisme économique et de l'idéalisme ».

Cette conciliation, Jaurès ne la veut pas mécanique et artificielle. Il ne veut pas mettre la conception matérialiste d'un côté d'une cloison, et la conception idéaliste de l'autre. Il prétend qu' « elles doivent se pénétrer l'une l'autre comme se pénètrent, dans la vie organique de l'homme, la mécanique cérébrale et la spontanéité consciente ».

« Je dis qu'il n'y a pas dans le cerveau un seul mouvement qui ne corresponde d'une façon claire ou obscure à un état de conscience, et qu'il n'y a pas un seul état de conscience qui ne corresponde à un mouvement cérébral. Et si l'on pouvait ouvrir le cerveau et suivre l'infinie délicatesse des mouvements qui s'y produisent, s'y déterminent et s'y enchaînent, on pourrait suivre par l'envers physiologique tout le travail psychologique de nos pensées, de nos conceptions, de nos volitions; et pourtant il y a là une singulière antinomie résolue par la vie sans que nous paraissions nous en douter. »

Nos idées actuelles sont déterminées par les idées antérieures, avec lesquelles elles ont des rapports logiques. Elles sont également provoquées par des intentions et des fins à réaliser dans l'avenir, de sorte que « ma pensée présente, en même temps qu'elle est déterminée par la série des pensées antérieures, semble provoquée par une idée d'avenir ».

Ce n'est pas le cas du développement physiologique, mécanique des mouvements cérébraux. Ici *le présent* n'est déterminé que par *le passé.*

« On dirait donc qu'il y a contradiction absolue entre le mode selon lequel fonctionne ma vie cérébrale et le mode selon lequel fonctionne le développement conscient de nos idées et de nos pensées.

« Et pourtant, quoiqu'il y ait antinomie apparente entre ces deux modes, entre ces deux points de vue, la synthèse est faite, la conciliation est faite, et il n'y a pas une seule de mes pensées qui ne corresponde à un mouvement cérébral comme il n'y a pas un seul mouvement cérébral qui ne corresponde au moins à un commencement de pensée. »

Il en est de même dans l'histoire. On peut expliquer en

même temps « tous les phénomènes historiques par la pure évolution économique », mais on peut aussi les expliquer « par le désir inquiet, permanent que l'humanité a d'une forme supérieure d'existence ». Et Jaurès se trouve obligé de demander aux théoriciens du marxisme quelques explications :

« Marx dit : « Le cerveau humain ne crée pas de lui-même « une idée du droit qui serait vaine et creuse ; il n'y a « dans toute la vie, même intellectuelle et morale, de l'hu- « manité qu'un reflet des phénomènes économiques dans « le cerveau humain ».

« Eh bien, je l'accepte. Oui, il n'y a dans tout le développement de la vie intellectuelle, morale, religieuse de l'humanité que le reflet des phénomènes économiques dans le cerveau humain ; oui, mais il y a en même temps le cerveau humain, il y a par conséquent la préformation cérébrale de l'humanité.

« L'humanité est le produit d'une longue évolution physiologique qui a précédé l'évolution historique, et lorsque l'homme, selon cette évolution physiologique, a émergé de l'animalité immédiatement inférieure, il y avait déjà dans le premier cerveau de l'humanité naissante des prédispositions, des tendances. »

Quelles étaient-elles, ces tendances ? Il y avait « les sensations désintéressées » esthétiques et morales. Aux rangs inférieurs de l'animalité, la vue et l'ouïe, les deux véhicules des sensations désintéressées, sont peu développées. A mesure que les sens supérieurs se développent « l'univers pénètre dans l'animalité sous une autre forme que celle de la lutte pour la vie ». C'est déjà le besoin, la joie, l'éblouissement de la lumière, l'enchantement de la mélodie et de l'harmonie. « L'univers entre dans l'animal comme un roi. »

Outre ces facultés esthétiques, il y avait dans l'homme-animal celle « de saisir le général dans le particulier, de démêler la ressemblance générique à travers les diversités individuelles ». En un mot, *la faculté de raisonner*.

A côté de lui, l'homme-animal voit des semblables. Et il s'éveille en lui un premier instinct de sympathie. Il sent et il devine les joies et les douleurs des autres. « Dès le début de la vie, à côté de l'égoïsme brutal on trouve ce sentiment

sympathique préparant la réconciliation fraternelle de tous les hommes ».

Enfin, dès le début de sa vie, l'homme a « ce qu'on peut appeler *le sens de l'unité* ». L'homme est dès la première heure « un animal métaphysicien ». Car l'essence même de la métaphysique, c'est « la recherche de l'unité totale dans laquelle seraient compris tous les phénomènes et enveloppées toutes les lois ». C'est ainsi qu'est né le langage, avec « ses hiérarchies de mots » qui ne font que représenter des hiérarchies d'idées « s'enveloppant les unes les autres ».

Jaurès accorde à Marx que tout le développement ultérieur ne sera que le réfléchissement des phénomènes économiques dans le cerveau, mais il demande la reconnaissance de ce fait que des forces fondamentales du cerveau interviennent *dans la vie économique* par le sens esthétique, par la sympathie et par le besoin de l'unité.

« Remarquez, encore une fois, que je ne juxtapose pas les facultés intellectuelles aux forces économiques, que je ne veux pas reconstituer ce syndicat de facteurs historiques que notre éminent ami Gabrielle Deville a dispersé avec tant de vigueur il y a quelques mois. Non, je ne veux pas cette juxtaposition, mais je dis qu'il est impossible que les phénomènes économiques constatés pénètrent dans le cerveau humain sans y mettre en jeu ces ressorts primitifs que j'analysais tout à l'heure. Et voilà pourquoi je n'accorde pas à Marx que les conceptions religieuses, politiques, morales ne sont qu'un reflet des phénomènes économiques : il y a dans l'homme une telle pénétration de l'homme même et du milieu économique qu'il est impossible de dissocier la vie économique et la vie morale ; pour les subordonner l'une à l'autre, il faudrait d'abord les abstraire l'une de l'autre ; or, cette abstraction est impossible : pas plus qu'on ne peut couper l'homme en deux et dissocier en lui la vie organique et la vie consciente, on ne peut couper l'humanité historique en deux et dissocier en elle la vie idéale et la vie économique. Telle est ma thèse, dont je trouve la confirmation partielle dans la philosophie grecque. »

Les Grecs ont réuni d'un même coup d'œil et dans une même conception les phénomènes économiques et les phéno-

mènes naturels. Dans Héraclite, le mot *Kosmos* formule tout à la fois l'ordre du monde résultant de la conciliation des contraires, et l'ordre dans la cité, résultant de la conciliation des factions. « C'est d'une seule vue que les penseurs grecs saisissent l'ordre du monde se débrouillant du chaos social ».

Jaurès tente ensuite une critique téléologique de la conception matérialiste de l'histoire, qui paraît exclure la notion de finalité, de progrès.

« Il ne suffit pas de dire qu'une forme de la production succède à une autre forme de la production ; il ne suffit pas de dire que l'esclavage a succédé à l'anthropophagie, que le servage a succédé à l'esclavage, que le salariat a succédé au servage, et que le régime collectiviste ou communiste succédera au salariat. Non, il faut encore se prononcer. Y a-t-il évolution ou progrès ? Et s'il y a progrès, quelle est l'idée décisive et dernière à laquelle on mesure les diverses formes du développement humain ? Et encore, si l'on veut écarter comme trop métaphysique cette idée de progrès, pourquoi le mouvement de l'histoire a-t-il été ainsi réglé de forme en forme, d'étape économique en étape économique, de l'anthropophagie à l'esclavage, de l'esclavage au servage, du servage au salariat, du salariat au régime socialiste, et non pas d'une autre façon ? Pourquoi, en vertu de quel ressort, je ne dis pas en vertu de quel décret providentiel, puisque je reste dans la conception matérialiste et positive de l'histoire, mais pourquoi, de forme en forme, le développement humain a-t-il suivi telle direction et non pas telle autre ? »

La raison en est simple si on admet, avec Jaurès, « l'action de l'homme comme homme », l'action des forces fondamentales de l'homme : le sens de beauté, la sympathie et l'intelligence. Les rapports économiques de production s'adressent à des hommes. De ce fait, les contradictions et les oppositions sont fatales. Spinoza et Hegel l'ont constaté en faisant ressortir la fragilité de tout régime tyrannique obligé de traiter comme des instruments inertes des hommes qui, quels qu'ils soient, « ne pensent jamais descendre à l'inertie des machines matérielles » (ces expressions sont celles de Hegel). Et fidèle à sa méthode à la fois idéaliste, humaine

et objective, Jaurès concentre son attention sur les contradictions résultant de la *nature humaine elle-même* et non, comme Marx, de la nature des forces sociales en lutte. L'homme-animal s'oppose à l'homme-machine. Une réaction automatique des forces humaines se produit contre l'abaissement de l'homme par les forces mécaniques aveugles. L'anthropophagie était contradictoire. Car en faisant égorger l'homme par l'homme, elle faisait violence à l'instinct de sympathie. L'esclavage ménageait mieux et blessait moins cet instinct fondamental. On peut raisonner de même pour le servage et pour le salariat. Ainsi tout le mouvement de l'histoire résulte « de la contradiction essentielle *entre l'homme et l'usage qui est fait de l'homme* ». On formulerait la pensée de Jaurès en disant que la contradiction fondamentale de l'histoire est celle de l'homme compris comme un *organisme* vivant et de l'homme traité en *mécanisme* soumis à des pressions inhumaines.

Aucun marxiste ne s'opposerait à cette *nouvelle description* du processus social. Elle est exacte et originale. Marx lui-même, en critiquant le régime capitaliste, montre le rôle du prolétaire comme « appendice » à la machine, comme automate travaillant à produire la plus grande quantité de plus-value. Et il cite Aristote parlant de l'esclave antique comme d'un *instrument parlant*. .

Marx n'exclut pas l'homme et toutes ses facultés. Mais il trouve ce point de vue trop général, trop élevé, et, par conséquent, de valeur explicative moindre pour les phénomènes *particuliers* de la vie sociale. Les facultés dont parle Jaurès sont incontestables. Elles agissent d'une façon permanente et efficace. Mais leur permanence, leur constance même les prive de la faculté d'expliquer le passage d'une étape à une autre de l'histoire. Pourquoi l'anthropophagie a-t-elle cédé la place à l'esclavage, l'esclavage au servage et le servage au salariat ? On répondra qu'il y eut accumulation, développement du sens esthétique, de la sympathie et de l'intelligence. Mais comment expliquer cette accumulation? Et surtout quelle fut la *marche concrète et particulière* de l'évolution historique ? Quelles sont les *forces sociales particulières* mises en mouvement ?

Jaurès a raison lorsqu'il s'agit de construire un système de philosophie intégrale de l'histoire et de la sociologie. Tout doit être alors pris en considération. Aucune parcelle de vérité ne doit être négligée. Tous les ressorts humains entrent alors en action. La nature et le jeu de nos facultés, leur influence et leur développement doivent être étudiés et évalués.

Mais, pour expliquer la transformation sociale, la méthode de Marx, que Jaurès accepte et applique brillamment dans son œuvre historique, est sans doute plus efficace. Elle nous aide à découvrir toute une série de forces concrètes, des classes sociales et des phénomènes économiques, qui résolvent bien des « énigmes » historiques et nous fournissent un moyen sûr de prévision et souvent un critère d'action.

D'ailleurs, Jaurès lui-même, avec son impartialité habituelle, reconnaît que Marx n'a pas éliminé le facteur humain tout en laissant à d'autres le soin d'en approfondir l'analyse. Il dit :

« Mais, pour revenir à la question économique, est-ce que Marx lui-même ne réintroduit pas dans sa conception historique l'idée, la notion de l'idéal, du progrès, du droit ? Il n'annonce pas seulement la société communiste comme la conséquence de la société capitaliste : il montre qu'en elle cessera enfin cet antagonisme des classes qui épuise l'humanité ; il montre aussi que pour la première fois la vie pleine et libre sera réalisée par l'homme, que les travailleurs auront tout ensemble la délicatesse nerveuse de l'ouvrier et la vigueur tranquille du paysan, et que l'humanité se dressera, plus heureuse et plus noble, sur la terre renouvelée.

« N'est-ce pas reconnaître que le mot de justice a un sens, même dans la conception matérialiste de l'histoire ? et la conciliation que je vous propose n'est-elle pas, dès lors, acceptée de vous ? »

A l'appui de sa thèse, Jaurès aurait pu citer les statuts de l'Internationale composés par Marx et dont voici un article :

« Le Congrès de l'Association internationale des Travailleurs, tenu à Genève le 3 septembre 1866, déclare que cette Association, ainsi que toutes les Sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur

conduite envers tous les hommes la *Vérité,* la *Justice,* la *Morale,* sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité. » (1).

Cet esprit de conciliation, Jaurès l'applique également dans son action pratique. Il concilie l'action réformatrice avec l'action révolutionnaire, l'action parlementaire avec l'action syndicale : en un mot, *l'évolution avec la révolution.* Jaurès veut le socialisme total, intégral, universel et humain.

Dans cette œuvre de conciliation, Jaurès se trouva entravé et combattu — *violemment* avant l'unité socialiste — par le Parti Ouvrier Français, *vulgo* les « guesdistes ». Jaurès n'aimait pas la polémique. Il répugnait à tout ce qui n'était pas action *positive* et créatrice. Mais il fut obligé, surtout sous le Gouvernement Waldeck-Rousseau-Millerand qu'il soutenait, de défendre sa tactique de collaboration avec le parti républicain. Et il le fit en termes très mesurés, en exposant les idées directrices de sa tactique. Il profita d'une élection à Lille pour critiquer la tactique « guesdiste ».

« Mais il reste vrai qu'à Lille et dans la région du Nord a éclaté d'une façon déplorable la contradiction de pensée qui perdra le Parti Ouvrier Français. *Il a deux conceptions rigoureusement opposées du mouvement social.* De ces deux conceptions opposées dérivent deux tactiques contraires. Le Parti Ouvrier Français à Lille recourt successivement, et dans un très faible espace de temps, à deux tactiques ; et, comme elles sont inconciliables, il est clair qu'elles se paralysent et qu'elles le paralysent.

« D'un côté, le Parti Ouvrier Français interprète la lutte de classe dans le sens le plus étroit, si *nettement répudié par Marx.* Il déclare volontiers qu'en dehors du prolétariat proprement dit, toutes les forces sociales ne forment qu'un bloc réactionnaire. Il affecte de ne pas distinguer entre les diverses catégories de classes possédantes et entre les divers partis. Il met sur le même plan, il coud dans le même sac les réactionnaires, les modérés, les radicaux socialistes. Il affirme qu'entre les cléricaux et les démocrates même d'extrême gau-

(1) Voir *Un peu d'Histoire,* par Ch. Rappoport, 1er volume de *l'Encyclopédie Socialiste.*

che, le peuple ouvrier n'a aucune différence à faire. Et même, comme les radicaux démocrates pourraient surprendre plus aisément, par quelques formules de progrès social, la confiance populaire, c'est eux que l'on dénonce avec le plus de virulence. Voilà un des aspects de la pensée du Parti Ouvrier Français, voilà une de ses tactiques. C'est celui qui a joué à Lille au premier tour de scrutin.

« Mais il y a un autre aspect, et il y a une autre tactique. Foncièrement, malgré l'affectation d'intransigeance de classe, les ouvriers socialistes du Nord adhérents au Parti Ouvrier Français sont républicains, démocrates et anticléricaux. Ils savent que la République est, au moins en France, une force populaire, une condition du progrès; et ils sentent aussi qu'elle est un commencement de socialisme, et la forme politique du collectivisme. Ils sont démocrates: ils tiennent passionnément à l'égalité des droits politiques, au suffrage universel, à la portion de souveraineté que le peuple peut conquérir dans les municipalités, dans les Conseils généraux, au Parlement. Enfin, ils veulent arracher à l'Eglise sa puissance politique, ses privilèges sociaux, sa dotation budgétaire. Ils veulent l'exclure de tous les services publics, de l'enseignement, de l'assistance, et la réduire à être une association privée, jusqu'à ce que le progrès des lumières, l'influence de l'éducation publique laïque et le relèvement social des opprimés aient séché peu à peu des habitudes et des croyances qui ont encore des racines tenaces dans le prolétariat comme dans la bourgeoisie.

« Parce qu'ils sont républicains, démocrates, anticléricaux, ils ont de grands intérêts communs avec les partis non socialistes qui veulent maintenir la République, développer la démocratie, combattre le privilège de l'Eglise. Ils font donc nécessairement une différence entre les partis qui soutiennent et les partis qui combattent la République, la démocratie, le libre examen. Et voilà la seconde conception sociale du Parti Ouvrier. Cette conception, il l'a affirmée par ses actes, lorsqu'il a conquis la municipalité de Lille avec le concours des radicaux. Il l'affirmait encore au second tour de scrutin lorsqu'il faisait appel, au nom de la République, aux suffrages des radicaux mis en minorité au premier tour. A Bor-

deaux, le Parti Ouvrier Français parle de « solidarité républicaine ». A Lille, il fait appel au second tour aux vrais républicains. Mais que signifie cette solidarité ? Et en vertu de quel droit fait-on cet appel ? »

Jaurès a absolument raison lorsqu'il déclare que l'idée que « toutes les forces sociales ne forment qu'un bloc réactionnaire » a été nettement répudiée par Marx. Cette idée hantait l'esprit de Lassalle, et surtout de son successeur Schweitzer, accusé, par Bebel, non sans raison, de faire le jeu de la réaction et de Bismarck. Marx, au contraire, proclame dans son Manifeste que le prolétariat doit parfois soutenir « les ennemis de ses ennemis », la bourgeoisie industrielle contre la réaction féodale et terrienne. Marx combat la thèse de Lassalle dans sa *Lettre sur l'Unité socialiste en Allemagne*.

Jaurès sait que les prolétaires du Nord, la force principale du « guesdisme », sont foncièrement républicains et démocrates. Comme le déclarait Delory au Congrès de Toulouse, ils se prononcent toujours *pour* les républicains *contre* les réactionnaires. Et Jaurès signale la contradiction réelle qui existe entre la tactique des socialistes du Nord et les idées de Jules Guesde qui, à l'occasion, met au même niveau républicains et réactionnaires.

Si républicains et réactionnaires ne forment qu'un bloc, les socialistes doivent, dans leur tactique électorale, agir en conséquence.

J'ai demandé en vertu de quel principe le Parti Ouvrier Français faisait appel, au second tour, aux républicains radicaux. Comment les discerne-t-il tout à coup dans la mêlée, après avoir déclaré qu'ils sont indiscernables, confondus dans la même armée ennemie ? Et quel titre peut-il invoquer auprès d'eux pour les appeler à lui ? Il leur dit : « Vous êtes républicains et démocrates ; nous sommes républicains et démocrates : vous devez voter pour nous. » Mais les radicaux et républicains bourgeois ne peuvent voter pour des socialistes qu'en faisant abstraction des antagonismes de classe. Ils ne le peuvent qu'en se détachant du bloc réactionnaire. Ils ne le peuvent qu'en proclamant qu'il y a plus d'intérêt pour eux, républicains bourgeois, à voter pour des républicains, même socialistes, que pour des non-républicains, même bourgeois. Les socialistes qui les appellent supposent donc que la masse bourgeoise peut se dissocier. Ils supposent donc que chez une partie au moins des républicains bourgeois l'antagonisme de classe, si puissant qu'il soit, peut être vaincu par des forces d'union, par la solidarité républicaine et démocratique. Ou l'appel du second

tour lancé par le Parti Ouvrier Français n'a pas de sens, ou il a celui-là. Et il est absolument contraire aux formules intransigeantes du premier tour.

Encore une fois, ces contradictions n'excusent pas l'attitude des radicaux lillois, qui, eux, ont commis la contradiction suprême : celle d'affimer la République et de la livrer ensuite par ressentiment de quelques outrages électoraux, les plus vains de tous.

Mais la question électorale est secondaire pour Jaurès. Il est préoccupé d'un problème infiniment plus grave : *celui des réformes.*

« La classe ouvrière veut des réformes, j'entends des réformes prochaines, immédiates. Elle en a besoin pour vivre, pour ne pas fléchir sous le fardeau, pour aller d'un pas plus ferme vers l'avenir. Elle a besoin de lois d'assistance ; elle a besoin que sa force de travail soit protégée ; elle a besoin que la loi ramène à des proportions humaines la durée quotidienne du labeur. Elle a besoin que l'âge d'admission des enfants dans les usines soit élevé, pour qu'ils puissent recevoir une assez haute culture. Elle a besoin que l'inspection du travail soit plus sérieusement soumise à l'action du prolétariat lui-même. Elle a besoin que la puissance sociale et légale des Syndicats soit renforcée, qu'ils deviennent de plus en plus les représentants du droit de la classe ouvrière. Elle a besoin que des institutions sociales d'assurance contre la maladie, la vieillesse, l'invalidité, le chômage, soient établies. Elle a besoin d'être introduite peu à peu, *comme classe*, dans la puissance économique, dans la propriété.

« Et elle aura un grand intérêt, si les services capitalistes, mines, chemins de fer, sont nationalisés, à obtenir que les Syndicats ouvriers et les grandes corporations soient associés à l'Etat dans la gestion et le contrôle des nouveaux services publics. Elle aura un grand intérêt à être représentée de droit, par ses Syndicats, dans les Conseils d'administration des six mille Sociétés anonymes, civiles ou commerciales, qui détiennent le grand commerce et la grande industrie. Elle aura intérêt à exiger, à obtenir qu'une partie des actions soit réservée de droit, en toute entreprise, aux organisations ouvrières, afin qu'ainsi, peu à peu, le prolétariat pénètre au centre même de la puissance capitaliste, et que la société nouvelle sorte de l'ancienne avec cette force irrésistible d' « évolution révolutionnaire » dont a parlé Marx. »

Le Parti Ouvrier Français ne méconnaît pas la valeur des réformes, bien que, dans le feu de la polémique, des paroles amères contre toute réforme échappent parfois à son chef. Jules Guesde. En réalité, l'organisation de Guesde, la plus forte de toutes les organisations socialistes de France, réclamait et acceptait *toutes* les réformes, même les « réformettes ». Mais — et en cela elle avait indiscutablement raison — elle se refusait à substituer l'œuvre réformatrice dans les cadres du régime capitaliste à l'organisation et à la propagande purement socialistes. Autrement dit, le Parti Ouvrier était « *pour* les réformes *contre* le réformisme », comme doctrine.

Jaurès, au contraire, espérait briser les cadres mêmes de la société capitaliste en la faisant envahir de toutes parts par l'esprit socialiste. Nous retrouvons là, une fois de plus, son idée fondamentale de l'unité, de la continuité et de la pénétration universelles. La société communiste prolonge la société capitaliste. La société capitaliste, pénétrée et saturée de réformes sociales, aboutit, par étapes, à la société communiste. Le socialisme se réaliserait ainsi « par l'influence grandissante de la classe ouvrière sur l'ensemble de la nation, par l'adhésion plus ou moins spontanée de la majorité de la nation aux réformes successivement proposées par la minorité socialiste ».

Jaurès combattait, vers 1900, la conception blanquiste de la Révolution. Connaissant à fond l'œuvre de Marx, il se réclamait habilement du fondateur du socialisme scientifique pour confirmer sa thèse de l'*évolution révolutionnaire*.

On sait que Marx lui-même était en lutte vers 1850 avec la fraction révolutionnaire allemande Willich-Schapper, qui voulait agir à la mode blanquiste, par des conspirations et des émeutes condamnées d'avance à la défaite. Et Marx leur disait : « Alors que nous attirons l'attention des ouvriers allemands sur l'état informe du prolétariat d'Allemagne, vous flattez de la façon la plus lourde le sentiment national et le préjugé corporatif des artisans allemands, *ce qui, sans nul doute, est plus populaire*. De même que les démocrates avaient fait du mot *peuple* un être sacré, vous en faites autant du mot *prolétariat*. Comme les démocrates, vous substituez à *l'évolution révolutionnaire la phrase révolutionnaire* ».

Marx adressait un autre reproche aux révolutionnaires qui, se souvenant trop bien des succès partiels des mouvements révolutionnaires de 1848, voulaient continuer : « A la place de la conception critique, la minorité (c'est-à-dire les révolutionnaires à la Willich-Schapper) en met une dogmatique, à la place de l'interprétation matérialiste l'idéaliste. Au lieu que ce soient les rapports véritables, c'est la *simple volonté* qui devient le moteur de la révolution. Tandis que nous disons aux ouvriers : « Il vous faut traverser quinze, vingt et cinquante ans de guerres civiles et de guerres entre peuples non seulement pour changer les rapports existants, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre capables du pouvoir politique », vous dites au contraire : « Nous devons arriver tout de suite au pouvoir, ou sinon, aller nous coucher. »

Ces lignes de Marx datent de 1850. Le fondateur de la nouvelle école socialiste ne varia jamais sur ce point. Il s'opposait à toute aventure révolutionnaire, à toute tentative prématurée de soulever les masses inconscientes et inorganisées. Embrassant d'un coup d'œil génial l'ensemble des phénomènes sociaux, Marx attendait que le concours des choses se combinât avec l'initiative révolutionnaire des hommes. L'évolution économique et politique doit précéder la révolution pour lui faire donner son maximum d'efficacité. Et il est évident que lorsque Marx parlait de l'*évolution révolutionnaire*, il ne songeait nullement à substituer l'évolution à la révolution en rendant cette dernière inutile. Non, il voulait rendre seulement la révolution efficace. Il demandait qu'elle s'accomplît dans des conditions normales lui assurant un succès, devenu possible par la force des choses. Il reconnaissait à l'évolution elle-même une vertu révolutionnaire. La révolution violente, nécessaire, ne devait être que l'aboutissement de l'évolution.

Jaurès, sans le vouloir, força le sens des paroles de Marx en faisant de lui *un simple évolutionniste*. Mais il est clair que Jaurès eut raison d'opposer les vues de Marx à la théorie insurrectionnelle des « coups de main » en disant :

En somme, le mode de croissance de la démocratie, dans les Etats de l'Europe occidentale, a déconcerté et déconcerte toutes interventions

violentes des puissances d'oppression. Ce n'est pas par explosion soudaine que la démocratie prend possession des Etats et que le socialisme prend possession de la démocratie. Les lois par lesquelles, de 1860 à 1885, l'Angleterre a conquis à peu près le suffrage universel, sont aussi profondes que des révolutions, et pourtant, hors des érudits, nul n'en connaît la portée précise. C'est comme une floraison silencieuse. Le rôle nouveau des classes ouvrière et paysanne dans la vie nationale et gouvernementale italienne est aussi l'équivalent paisible d'une révolution : c'est un autre *risorgimento*. Et de même la poussée multiple du prolétariat français. Le tsarisme peut contrarier et amortir tous ces mouvements. Il peut, par sa diplomatie à la fois subtile et pesante, envelopper le Gouvernement, mais il ne peut plus arrêter l'irrésistible mouvement des nations vers l'entière démocratie, et l'irrésistible croissance de la classe ouvrière dans les démocraties.

Ainsi l'obstacle qui, selon Marx, devait disparaître avant que la classe ouvrière fût capable vraiment en Europe du pouvoir politique, n'a pas été brisé, mais il a été diminué ou tourné. Il a été diminué par la guerre de Crimée, qui a immobilisé pour de longues années l'autocratie russe, et qui a permis quatre ans après, en 1859, la résurrection de la nation italienne. Il a été tourné par la subtilité de l'histoire, qui a désarmé les défiances du tsarisme en suscitant un commencement de démocratie allemande sous les auspices de l'absolutisme prussien. Il est miné sur place par la force grandissante de la classe ouvrière et du libéralisme russes. Enfin, il est éludé et comme réduit à rien par la continuité même de la croissance démocratique et socialiste qui partout en Europe s'affirme sans crise de guerre.

L'idée de la *continuité historique* qui est à la base même du marxisme, héritier socialiste du saint-simonisme, concordait absolument avec les vues intimes, la conception philosophique de Jaurès lui-même. Et voilà pourquoi, malgré ses tendances idéalistes, Jaurès reste profondément réaliste, plus réaliste que certains représentants quasi-officiels du « marxisme français » qui empruntaient à Marx des formules toutes faites, dont souvent ils méconnaissaient le sens réel et profond.

C'est en s'appuyant et sur la conception marxiste et sur l'expérience historique que Jaurès combattait la théorie blanquiste des « minorités agissantes », initiatrices des révolutions :

« Ces grands changements sociaux qu'on nomme des révolutions ne peuvent pas ou ne peuvent plus être l'œuvre d'une minorité. Une minorité révolutionnaire, si intelligente, si énergique qu'elle soit, ne suffit pas, au moins dans les sociétés

modernes, à accomplir la révolution. Il y faut le concours, l'adhésion de la majorité, de l'immense majorité.

« Il se peut — c'est un difficile problème d'histoire à résoudre — qu'il y ait eu des périodes et des pays où la multitude humaine était si passive, si inconsistante que les volontés fortes de quelques individus ou de quelques groupes la façonnaient. Mais depuis la constitution des nations modernes, depuis la Réforme et la Renaissance, il n'y a presque pas un seul individu qui ne soit une force distincte. Il n'y a presque pas un individu qui n'ait ses intérêts propres, ses attaches au présent, ses vues d'avenir, ses passions, ses idées. Tous les individus humains sont donc depuis des siècles, dans l'Europe moderne, des centres d'énergie, de conscience, d'action. Et comme dans les périodes de transformation où les antiques liens sociaux se dénouent, toutes les énergies humaines sont équivalentes, c'est forcément la loi de la majorité qui décide. Une société n'entre dans une forme nouvelle que lorsque l'immense majorité des individus qui la composent réclame ou accepte un grand changement.

« Cela est évident pour la Révolution de 1789. Elle n'a éclaté, elle n'a abouti que parce que l'immense majorité, on peut dire la presque totalité du pays, la voulait. Qu'étaient les privilégiés, haut clergé et noblesse, en face du tiers état des villes et des communes ? Un atome : deux cent mille contre vingt-quatre millions ; un centième. Et encore le clergé et la noblesse étaient divisés, incertains. Il y a des privilèges que les privilégiés renoncent à défendre. Eux-mêmes doutaient de leurs droits, de leurs forces, et semblaient se livrer au courant. La royauté même, acculée, avait dû convoquer les Etats généraux, tout en les redoutant. »

Dans ma *Révolution Sociale* (IVe vol. de l'*Encyclopédie socialiste*) je suis arrivé aux mêmes conclusions en partant de prémisses purement marxistes. Ce sont les majorités qui font l'histoire *telle qu'elle est*. Les « minorités agissantes » sont utiles et nécessaires, mais à la condition qu'elles agissent dans le sens de l'évolution historique et qu'elles s'assurent l'adhésion, exprimée ou tacite, des majorités. Les minorités peuvent triompher *par surprise*. Mais les révolutions *faites* par les minorités sont, tôt ou tard, *défaites* par les majorités.

C'est ainsi que s'expliquent les désastres des minorités révolutionnaires de 1793, de 1848 et de la Commune de 1871. Jaurès a mille fois raison lorsqu'il démontre que le recours à la force des *minorités apparentes* du 14 juillet et du 10 août n'avait pas pour objet d' « imposer à la nation la volonté d'une minorité ». Toute la France acclama le 14 juillet. Toute la France ratifia le 10 août. Le recours à la force fut « la vigoureuse sauvegarde des majorités ». Et le triomphe de la République de 1792 était dans « la logique même de la volonté générale ».

Et Jaurès conclut :

« Plus certainement encore, ce n'est pas par l'effort ou la surprise d'une minorité audacieuse, c'est par la volonté claire et concordante de l'immense majorité des citoyens, que s'accomplira la Révolution socialiste. Qui compterait sur la faveur des événements ou les hasards de la force et renoncerait à amener à nos idées l'immense majorité des citoyens renoncerait par là même à transformer l'ordre social. »

Jaurès cite pour appuyer sa thèse les fortes paroles de Liebknecht père, qui expriment bien sa propre pensée :

Il ne faut pas demander : Es-tu salarié? mais : Es-tu socialiste?

Réduit aux salariés, le socialisme est incapable de vaincre. Compris par l'ensemble du peuple qui travaille et par l'élite morale et intellectuelle de la nation, sa victoire est certaine.

Pourquoi devons-nous maintenant subir la persécution infligée à nos amis ? Pourquoi sommes-nous soumis aux plus indécentes brutalités ?

Parce que nous sommes encore faibles.

Et pourquoi sommes-nous faibles ?

Parce que seule une petite partie du peuple connait la doctrine socialiste.

Et nous devrions, nous qui sommes faibles, accroître encore notre faiblesse en écartant de nous des milliers d'hommes, sous prétexte que le hasard n'a pas fait d'eux les membres d'un groupe social déterminé ? La sottise serait ici trahison envers le Parti.

Ne pas resserrer, étendre, voilà quelle doit être notre devise. De plus en plus le cercle du socialisme doit s'élargir, *jusqu'à ce que nous ayons converti la majorité de nos adversaires à être nos amis,* ou que tout au moins nous les ayons désarmés.

Et la masse indifférente, qui dans les temps paisibles n'est d'aucun poids dans la balance politique, mais qui dans les temps d'agitation est la force décisive, doit être si largement éclairée sur les buts et

l'essence même de notre Parti qu'elle cesse de le craindre et qu'elle ne puisse plus être lancée contre nous comme la meute de la sorcière.

Toutes les mesures législatives que, si l'occasion nous en est offerte, nous aurons à appuyer, doivent avoir pour but de prouver l'*aptitude du socialisme à servir les intérêts communs,* et de détruire les préjugés courants contre nous.

Jaurès, commentant les paroles de Liebknecht, ajoute :

« Ainsi Liebknecht conçoit toute une période d'action législative où le socialisme fera, si je puis dire, ses preuves de large compréhension, où il apparaîtra aux plus aveugles comme un parti d'intérêt général, et où il habituera ainsi tous les hauts esprits, toutes les nobles consciences, toute la petite bourgeoisie et les paysans, à le suivre jusqu'au bout de sa doctrine et de son idéal, sans répugnance et sans peur. Ce sera comme une propagande en action complétant la propagande de la parole. »

Et, pour résumer, Jaurès cite cette parole significative du même Liebknecht :

« La démocratie socialiste est le parti de l'*ensemble du peuple,* à l'exception de deux cent mille grands propriétaires, hobereaux, bourgeois et prêtres. »

Ici, un malentendu est possible. Le Parti socialiste n'est pas simplement un parti démocrate *populaire.* Il a pour base le prolétariat industriel et agricole. Mais il se trouve heureusement que l'intérêt du prolétariat est identique aux intérêts *permanents* de l'immense majorité de la nation. Le prolétariat est également le meilleur défenseur des libertés démocratiques, en dehors desquelles il ne saurait vivre ni s'organiser. Enfin, le prolétariat est le combattant le plus résolu du progrès social. Car sa situation fait qu'il n'a rien à perdre et tout à gagner. C'est la classe la plus révolutionnaire parce que l'intérêt de la possession ne le lie pas organiquement à la société actuelle.

En faisant du socialisme *la chose de tous,* nous avons raison dans un sens profond, pour l'avenir et pour *les intérêts généraux* du présent. Mais cette idée prête à confusion si l'on veut l'appliquer dès maintenant et à *toutes* les questions. L'esprit prolétarien s'émousse et cède la place à l'esprit petit-bourgeois, qui reflète la situation économique équivoque des

petits propriétaires malheureux. Le petit bourgeois n'aime pas *les abus* de la société capitaliste, mais s'accommode bien avec elle si elle lui accorde des satisfactions personnelles sous forme de mesures protectionnistes contre la concurrence intérieure et extérieure du grand capital ou d'impôts sur les grands revenus.

Jaurès est partisan d'un Parti socialiste groupant indistinctement *tous* les adversaires de la propriété oligarchique, petits bourgeois aussi bien que prolétaires. Il compte sur la force des choses et sur la puissance de la propagande pour élargir l'horizon étroit de la petite bourgeoisie, éternellement ballottée entre deux peurs : celle de perdre son apparence d'indépendance économique et celle de se compromettre avec le prolétariat révolutionnaire.

La tactique prolétarienne « resserre » les cadres du Parti socialiste tandis que Jaurès cherche à les « élargir ». Mais, en cherchant à élargir indéfiniment nos cadres, nous risquons de perdre notre centre de gravité, notre colonne vertébrale ou notre force d'appui : le prolétariat révolutionnaire, et de subir le sort peu enviable du radicalisme bourgeois.

En citant Marx et Liebknecht, Jaurès ne cherchait pas à couvrir sa tactique évolutionniste et réformiste d'une autorité révolutionnaire et à se donner des apparences d'intransigeance. Rien ne répugnait plus à la loyauté de Jaurès que cette mascarade. Il le dit courageusement :

« Je ne cite point ces magnifiques paroles pour couvrir d'une autorité révolutionnaire la politique socialiste que j'ai en vue. Le Parti socialiste serait bien misérable et bien lâche si chacun de nous n'y disait pas toute sa pensée sans autre recours qu'à la raison.

« Non, nous n'avons pas besoin de l'autorité de personne, de la protection de personne, pour rechercher tout haut, avec le prolétariat lui-même, quel est le chemin le plus large, le plus lumineux, le plus doux et le plus rapide.

« Et, à vrai dire, je crois que, dans l'esprit même de Liebknecht, ces grandes idées si nobles et si pratiques tout ensemble étaient contrecarrées et obscurcies par trop d'idées différentes ou même opposées pour qu'elles aient pu surgir utilement et profondément. Je crois que l'heure est venue

de les méditer et d'en faire non plus l'heureux et brillant accessoire, mais le fond même et la substance de notre politique et de notre pensée. Je crois que si le Parti socialiste ne laissait pas ces grandes pensées à l'état de formule générale, s'il les réalisait en un programme précis d'évolution équitable et large vers un communisme bien défini, s'il donnait l'impression qu'il est à la fois généreux et pratique, ardent au combat et ami de la paix, très ferme contre les institutions iniques et décidé à les abattre méthodiquement, très conciliant aussi envers les personnes, il avancerait d'un demi-siècle la vraie Révolution sociale, celle qui serait dans les choses, dans les lois et dans les cœurs, non dans les formules et dans les mots, et il épargnerait à la grande œuvre de la Révolution prolétarienne l'écœurante et cruelle odeur de sang, de meurtre et de haine qui est restée attachée à la Révolution bourgeoise. »

Il est évident que Jaurès sentait le danger de confusion qui peut résulter d'une conception démocratique du socialisme embrassant *toutes* les classes et *tous* les individus qui souffrent, à un degré quelconque, du régime capitaliste et des survivances politiques et religieuses du passé.

Pour combattre ce danger, il comptait sur trois facteurs : la *propagande* strictement socialiste, l'*organisation* d'un Parti socialiste indépendant des partis bourgeois bien que collaborant avec eux à l'occasion, et sur l'*alliance* étroite avec les organisations purement *ouvrières*.

Jaurès donnait toujours à l'*idéal socialiste* l'expression la plus magnifique, la plus brillante, qui rend impossibles toute confusion, toute équivoque. Nous citons, à titre d'exemple, en entier, ce bel exposé de notre but final, qui n'a rien de banal ni de vulgaire malgré sa publication dans un quotidien socialiste s'adressant au grand public :

« La première condition du succès pour le socialisme, c'est d'expliquer à tous clairement son but et son essence ; c'est de dissiper beaucoup de malentendus créés par nos adversaires, et quelques malentendus créés par nous-mêmes.

« L'idée socialiste est claire et noble. Nous constatons que la formule actuelle de la propriété divise la société d'aujourd'hui en deux grandes classes, et que l'une de ces classes,

celle des prolétaires, est obligée pour vivre, pour exercer en quelque mesure ses facultés, de payer une sorte de dîme à la classe capitaliste. Voici une multitude d'êtres humains, de citoyens; ils ne possèdent pas. Ils ne peuvent vivre que de leur travail, et comme, pour travailler, ils auraient besoin d'un coûteux outillage qu'ils n'ont pas, de matières premières et d'avances qu'ils n'ont pas, ils sont obligés de se mettre à la disposition d'une autre classe qui possède les moyens de production, le sol, les mines, les machines, les matières premières et des ressources monétaires accumulées. Et naturellement, la classe capitaliste et propriétaire, usant de sa puissance, fait payer à la classe prolétarienne une large redevance. Elle ne se borne pas à récupérer les avances faites par elle et à amortir l'outillage. Sur le produit du travail ouvrier et paysan, elle prélève tous les ans et indéfiniment une part notable: fermage, rente du sol, loyer des immeubles urbains, arrérages de la rente d'État, revenus des actions et obligations, bénéfice industriel, bénéfice commercial.

« Ainsi, dans la société d'aujourd'hui, le travail des prolétaires ne leur appartient pas tout entier. Et comme, dans notre société fondée sur la production intensive, l'activité économique est une fonction essentielle de toute personne humaine, comme le travail est une partie intégrante de la personnalité, la personne des prolétaires ne leur appartient pas tout entière. Ils aliènent une part de leur activité, c'est-à-dire une part même de leur être, au profit d'une autre classe. Le droit humain en eux est donc incomplet et inutile. Ils ne peuvent plus faire un acte de la vie sans subir cette restriction du droit, cette aliénation de la personne. A peine sont-ils sortis de l'usine, de la mine, du chantier, où ils ont abandonné une partie de leur effort pour créer le dividende et le bénéfice, à peine sont-ils rentrés dans le pauvre appartement où est entassée leur famille, nouvel impôt, nouvelle redevance pour créer le loyer. En même temps, l'impôt d'État dans toutes ses formes, impôt direct et impôt indirect, rogne leur salaire déjà deux fois rogné, non pas pour pourvoir seulement à des dépenses de civilisation et d'intérêt commun, mais pour assurer l'écrasant service de la rente au profit de la même classe capitaliste, ou pour entretenir de formidables et inutiles armées.

Enfin, quand avec le résidu du salaire ainsi entamé, le prolétaire va acheter les denrées nécessaires à la vie de chaque jour, ou bien, faute de suffisantes avances et de temps, il s'adresse au détaillant, et il subit ainsi la charge de toute une organisation surabondante d'intermédiaires; ou bien il s'adresse au grand magasin, au grand bazar, et il doit assurer, en sus des frais directs de manutention et de répartition de la marchandise, le bénéfice à dix ou douze pour cent du grand capital commercial. Comme la route féodale est encombrée et coupée presque à chaque pas de droits de péage, la route de la vie est coupée, pour le prolétaire, par les droits féodaux de tout ordre que lui impose le capital. Il ne peut ni travailler ni se nourrir, ni se vêtir ni s'abriter, sans payer à la classe capitaliste une sorte de rançon.

« Et non seulement il est atteint dans sa vie même, mais il est atteint dans sa liberté. Pour que le travail soit vraiment libre il faut que tous les travailleurs soient appelés pour leur part à le diriger, il faut qu'ils participent au gouvernement économique de l'atelier, comme ils participent par le suffrage universel au gouvernement politique de la cité. Or, les prolétaires jouent dans l'organisation capitaliste du travail, un rôle passif. Ils ne décident point, ils ne contribuent point à décider quel travail sera fait, quel emploi sera donné aux énergies disponibles. C'est sans les consulter, c'est souvent à leur insu que le capital créé par eux suscite ou abandonne telle ou telle entreprise. Ils sont les manœuvres du système capitaliste, chargés seulement d'exécuter les plans que le capital détermine seul. Et ces entreprises conçues, voulues par le capital, c'est sous la direction de chefs élus par le capital que les prolétaires les accomplissent. Ainsi, les travailleurs ne concourent ni à déterminer le but du travail, ni à régler le mécanisme d'autorité sous lequel le travail s'exécute. C'est dire que le travail est doublement serf, puisqu'il va à des fins qu'il n'a pas voulues, par des moyens qu'il n'a point choisis. Ainsi, le même système capitaliste qui exploite la force de travail de l'ouvrier, attente à la liberté du travailleur. Et la personnalité du prolétaire est diminuée, comme sa subsistance. »

Jaurès n'a jamais cessé d'affirmer, d'expliquer, de prouver

notre *but final :* la socialisation des moyens de production et d'échange. Il a toujours évité de soutenir des paradoxes dans le genre de celui de Bernstein : le *mouvement* est tout, le *but final* n'est rien. Ce qui distingue la conception socialiste de Jaurès, c'est d'abord la *déduction idéaliste.* Jaurès ne déduit pas le socialisme de l'évolution économique. Il voit dans le socialisme *la réalisation d'une idée :* celle du Droit. Le *contenu,* ou l'objet du socialisme est d'ordre économique. Mais *la forme* du socialisme, son âme, pour ainsi dire, est d'ordre moral. Le socialisme, c'est la Révolution Française arrivée à son terme normal, la démocratie intégrale réalisée, les Droits de l'Homme et du Citoyen passés du domaine de *la théorie* dans celui *des faits.*

Par cette *déduction* du socialisme, Jaurès est idéaliste. Il connaissait et exposait assez souvent la conception marxiste qui fait dériver le socialisme de l'évolution de la société capitaliste divisée contre elle-même en classes opposées et en lutte. Pour Marx, le capitalisme moderne élabore dans son sein les éléments *techniques,* matériels, de la Révolution sociale : les forces de production, et l'élément *humain :* le prolétariat conscient et organisé, devenu « fossoyeur » du régime. La Révolution sociale sort de l'usine capitaliste. Jaurès la fait sortir de l'enceinte législative.

Jaurès ne nie pas le but final. Mais il le fait sortir du « mouvement » démocratique qui a, comme arme principale et décisive le suffrage universel et la législation. La classe ouvrière joue un rôle extrêmement important comme force de pression sur le Parlement. Jaurès est donc profondément *légaliste* et *évolutionniste.* La tactique de classe est acceptée par lui comme moyen *provisoire.* « Il n'y a — dit-il — *que la nation* qui puisse fournir à tous des moyens de libre développement. Les associations particulières, restreintes, temporaires, peuvent protéger *pour un temps* des groupes restreints d'individus. Mais il n'y a qu'une association permanente qui puisse assurer le droit de tous les individus sans exception, et non pas seulement des individus vivants, mais de ceux qui sont à naître, dans la suite des générations » (1901). Jaurès ne sacrifie pas à la nation-idole la liberté des individus. « Le droit social, le droit national n'est

pour nous que le lien géométrique des droits de toutes les personnes ». La domination d'une classe est un attentat à l'humanité. Le socialisme est une restitution de l'humanité. Qu'on ne dise pas qu'il est puéril d'invoquer la justice, que « c'est une idée toute métaphysique et ployable en tous sens, et qu'en cette pourpre banale toutes les tyrannies se sont taillé un manteau ». Non, « *le mot de justice* prend un sens de plus en plus précis et vaste ». On peut même dire que pour Jaurès le mot de justice n'est pas un mot : *c'est un fait*. Mais « c'est seulement par l'abolition du capitalisme et l'avènement du socialisme que l'*humanité s'accomplira* ».

Ainsi l'humanité est *donnée* pour ainsi dire *a priori*. Le socialisme n'a qu'à l' « accomplir », à la réaliser. C'est la méthode idéaliste platonicienne ou hégélienne.

Marx, représentant type de la méthode matérialiste, parle aussi d'une idée devenant « une force matérielle en s'emparant des masses ». Mais Marx vise une idée concrète s'emparant d'une classe déterminée : l'idée socialiste s'emparant de la classe ouvrière, tandis que Jaurès, ne voulant pas rompre la continuité idéologique, emprunte à l'idéologie ancienne « le mot de justice », et cherche à réaliser l'idée de justice à l'aide du socialisme. Ici, encore une fois, Jaurès demeure essentiellement, profondément *idéaliste*. Il écrit en 1901 : « C'est le socialisme seul qui donnera à la Déclaration des Droits de l'Homme *tout son sens et qui réalisera tout le droit humain* ».

Pour un matérialiste, cette Déclaration n'est qu'une expression idéologique des tendances de la bourgeoisie révolutionnaire. Le *fait* révolutionnaire a précédé *l'idée*. Pour Jaurès, l'idée précède le fait, comme chez le « divin » Platon. « La vie n'abolit point le passé : elle se le soumet. La Révolution n'est point une rupture, c'est une conquête » (1901).

« Ainsi jusque dans le droit révolutionnaire bourgeois, dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du droit à la vie, il y a une racine de communisme. Mais cette logique interne de l'idée de droit et d'humanité serait restée inefficace et dormante *sans la vigoureuse action extérieure du prolétariat*. Dès les premiers jours de la Révolution, il intervient. Il n'écoute pas les absurdes conseils *de classe* de ceux

qui, comme Marat, lui disent : « Que fais-tu? et pourquoi « vas-tu prendre la Bastille, qui n'a jamais enfermé dans « ses murs de prolétaires? » Il marche; il livre l'assaut; il décide du succès des grandes journées; il court aux frontières; il sauve la Révolution au dehors et au dedans; il devient une force nécessaire et il recueille en chemin le prix de son incessante action. D'un régime semi-démocratique et semi-bourgeois, il fait en trois ans, de 1789 à 1792, une démocratie pure, où parfois l'action des prolétaires est dominante. A déployer sa force, il prend confiance en lui-même, et il finit par dire, avec Babeuf, qu'ayant créé une puissance commune, celle de la nation, il doit s'en servir pour fonder le bonheur commun.

« Ainsi, par *l'action des prolétaires, le communisme cesse d'être une vague spéculation philosophique pour devenir un parti, une force vivante.* Ainsi, le socialisme surgit de la Révolution Française sous l'action combinée de deux forces : la force de l'idée du droit, la force de l'action prolétarienne naissante. Il n'est donc pas une utopie abstraite. Il jaillit au point le plus bouillonnant, le plus effervescent des sources chaudes de la vie moderne. »

La conception jauressiste n'exclut pas la prédominance du rôle du prolétariat *mis au service de la justice*. En cela, Jaurès se distingue de tous ses anciens amis du socialisme *réformiste* (Millerand, Viviani, Briand). Il ne quitte pas le prolétariat, en dehors duquel il ne voit pas la possibilité de la réalisation socialiste.

« Non, le socialisme n'est pas une conception arbitraire et utopique; il se meut et il se développe en pleine réalité; il est une grande force de vie, mêlée à toute la vie et capable bientôt d'en prendre la direction. A l'application incomplète de la justice et du droit humain que faisait la Révolution démocratique et bourgeoise, il a opposé la pleine et décisive interprétation des droits de l'homme. A l'organisation de richesse incomplète, étroite et chaotique qu'essayait le capitalisme, il a opposé une magnifique conception de richesse harmonique où l'effort de chacun s'agrandissait de l'effort solidaire de tous. A la sécheresse de l'orgueil et de l'égoïsme bourgeois rapetissés en exploitation censitaire et monopo-

leuse, il a opposé l'amertume révolutionnaire, l'ironie provocante et vengeresse, la meurtrière analyse qui dissout le mensonge. Et voici enfin qu'à la primauté sociale du capital il oppose l'organisation de classe, tous les jours plus forte, du prolétariat grandissant. »

Et Jaurès considère comme « la honte intellectuelle du parti radical » de n'avoir répondu à l'immense problème qui nous presse tous que par une équivoque formule électorale : « Maintien de la propriété individuelle ». Cette indignation de Jaurès vient surtout de l'idée que les radicaux ne comprennent pas leurs propres principes généraux contenus dans la Déclaration des Droits. Au lieu de dire que cette Déclaration correspond au caractère bourgeois des radicaux, Jaurès préfère accuser les radicaux *d'infidélité* à leurs principes bourgeois. C'est la conséquence fatale de la conception idéaliste, de la méthode idéaliste.

Et il est facile à Jaurès de prouver, dans une brillante série d'études réunies par Charles Péguy sous le titre l'*Action Socialiste* (1901) que « le mot de *propriété individuelle* ne signifie rien ».

La propriété change constamment de forme et de mains. L'Etat s'est fait une spécialité de la violation permanente du droit de propriété. Il en use et en abuse. L'esclavage était un des modes de la propriété individuelle. Il a été remplacé. Le servage en était un autre. Il a disparu. C'est maintenant le tour de la propriété capitaliste, battue en brèche par tout un système d'impôts qui va souvent jusqu'à la confiscation partielle ou totale.

Et Jaurès trace, de main de maître, une page sociale de l'histoire de la Révolution bourgeoise qui traite la propriété comme une matière molle à pétrir à volonté. La voici, cette page maîtresse :

M. Sagnac écrit dans son livre vraiment magistral sur la *Législation civile de la Révolution française:*

« Après avoir fortifié le droit de propriété, les révolutionnaires l'affaiblissent. L'individu a bien le pouvoir d'user et d'abuser de ses biens; mais c'est un droit essentiellement viager qui ne doit jamais nuire à la famille et à la société. Au-dessus de l'individu sont des groupes naturel et artificiel, la famille et l'Etat, qui ne doivent point

être sacrifiés, et dans l'intérêt desquels le législateur doit établir les règles de la transmission des biens. »

Le Code civil, tel qu'il a été fixé sous le Consulat, ne nous donne qu'une bien faible idée des audaces de la Révolution en matière successorale. La Constituante, la Législative discutèrent le problème, et les vues les plus hardies furent émises par Mirabeau, Petion, Tronchet, mais elles n'aboutirent pas. C'est la Convention qui légiféra. Voilà pourquoi, dans l'*Histoire Socialiste,* j'ai réservé à la Convention l'exposé minutieux et l'analyse critique de cette partie si importante de la pensée et de l'œuvre révolutionnaires. Mais la Convention ne fit que formuler en lois les principes affirmés dans toutes les Assemblées de la Révolution. Ces lois, au point de vue de la transmission des biens, ne se bornaient pas à réduire le droit de la propriété individuelle : elles le supprimaient presque complètement.

Tandis qu'aujourd'hui le père peut disposer de la moitié de son bien s'il a un enfant, du tiers s'il en a deux, et du quart s'il en a trois, et qu'il peut en disposer au profit d'un de ses enfants, qui recevra ainsi une part plus grande que les autres, la Convention décrète, le 7 mars 1793, que « la faculté de disposer de ses biens, soit à cause de mort, soit entre vifs, soit par donation contractuelle en ligne directe, est abolie et que, en conséquence, tous les descendants auront une portion égale sur les biens des ascendants ». Le père ne peut favoriser aucun de ses fils, le grand-père ne peut favoriser aucun de ses petits-fils. Tous, ils recevront absolument, mathématiquement, part égale. C'est la suppression complète du droit de tester, du droit de disposer en ligne directe. A l'égard des fils ou des petits-fils, la volonté individuelle de l'ascendant ne compte pas ; il n'est pas vraiment propriétaire ; il n'est que le gérant d'une propriété sur laquelle tous les descendants du même degré ont, par la loi de l'Etat, un droit égal et souverain. Et non seulement l'ascendant ne peut favoriser aucun de ses descendants, non seulement il ne peut accroître la part d'aucun d'eux en leur donnant la quotité disponible, mais cette quotité est réduite presque à rien. Ce n'est pas d'une moitié, ou d'un tiers ou d'un quart de sa fortune que le père peut disposer. Les lois de la Convention de 1793 ne permettent à l'ascendant, s'il a des descendants, fils ou petits-fils, de disposer que *d'un dixième.*

On voit que l'idéalisme de Jaurès n'exclut pas la compréhension aiguë des réalités économiques. Il suit de près les faits eux-mêmes. Mais il était nécessaire et juste de marquer les traits capitaux de sa méthode. Jaurès, tout en cherchant la conciliation universelle, se rattache aux grands idéalistes qui soumettent la *Réalité* à l'*Idée.*

CONCLUSION

Au terme de notre travail, une question se pose : Quel sort réserve l'avenir aux idées de Jaurès? Dans son œuvre immense et féconde, une idée brille d'un éclat particulier : *c'est celle de la paix entre les nations comme base de l'évolution organique et pacifique des sociétés modernes.* Jaurès voyait clairement le lien intime existant entre la paix mondiale et l'évolution pacifique vers la démocratie socialiste. Jaurès préconisait la paix pour elle-même, comme l'essence même de la civilisation. Mais il l'appréciait surtout comme la garantie d'une évolution sociale normale, sans heurts ni violences inutiles. La paix extérieure était pour lui, comme de raison, organiquement liée avec la paix intérieure, l'évolution pacifique internationale avec l'évolution pacifique nationale.

Mais cette conception d'évolution pacifique intégrale faisait elle-même, chez Jaurès, partie intégrante de sa philosophie dans laquelle, malgré son esprit réaliste, l'idéalisme — subordination de la réalité à l'Idée — *prédomine.*

L'idéalisme a des amis dangereux — des pragmatistes ou des néo-mystiques — et des ennemis irréductibles : les savants naturalistes. Les pragmatistes opposent à la science rationaliste l'intuition idéaliste, rebelle à toute définition, à toute analyse rationnelle; de leur côté, les savants naturalistes identifient l'idéalisme avec le verbalisme. Un éminent professeur de faculté, M. Pierre Delbet, n'a-t-il pas proclamé tout récemment le délicieux, le « divin » Platon lui-même un « grand malfaiteur » convaincu du crime d'idéalisme? (*La Science et la Réalité,* p. 110.)

L'idéalisme ne mérite ni cette flétrissure indignée des positivistes ni l'apothéose des pragmatistes. On confond ordinairement deux espèces d'idéalisme qu'il est absolument nécessaire de distinguer : l'idéalisme d'action et l'idéalisme de raisonnement, de connaissance ou même de rêve. L'idée est une nécessité primordiale pour l'action. Un homme qui agit se pose un but — c'est-à-dire une idée — à réaliser. L'*idée* se transforme en *idéal,* en « but final » lorsqu'il s'agit d'un mouvement social de quelque envergure. Plus l'idée est nette et claire, plus elle a de force d'action. Elle devient une véritable *idée-force.* Plus elle correspond à des réalités sociales, plus elle est susceptible de « s'emparer des masses » selon l'expression de Karl Marx, peu enclin à *idéaliser la réalité.* L'idéalisme d'action, ou l'idéalisme agissant est donc une nécessité et un bienfait. C'est la *prévoyance* pratique, la *prescience* de ce qui doit arriver au terme d'une action déterminée. L'idée est l'âme de l'action, l'esprit qui dirige, le mobile qui pousse, la lumière qui éclaire la route, l'aimant qui attire l'énergie, la boussole qui indique la direction, l'œil qui voit de loin, le stimulant qui active et accélère le mouvement, en un mot, l'idée est un accumulateur de force.

Le champ d'action de l'idée n'est pas seulement la vie pratique. La science, elle aussi, a besoin de l'idée pour se mettre en mouvement. Les hypothèses sont des idées à réaliser par l'expérience, ses éclaireurs et ses guides indispensables. La raison — même la raison expérimentale — ne saurait vivre, pas plus qu'un Etat moderne, sans crédit.

En se faisant diriger par une idée — ou une hypothèse — elle fait un prélèvement sur l'avenir, elle se fait crédit à elle-même, ce qui n'est pas sans risques et périls. La recherche de la vérité est souvent un danger qui exige du courage.

Pour tout dire, l'idéalisme d'action est une nécessité bienfaisante d'ordre pratique et théorique.

Toute l'action de Jaurès, d'une fécondité et d'une portée historique incalculables, est le triomphe de cet idéalisme d'action. L'homme n'est pas un automate raisonnant, une machine à attacher les effets aux causes et *vice versa.* L'homme est

un être vivant et agissant. Il est mis en mouvement par des motifs, par des intérêts, par des idées et des passions. Le socialisme réalise une morale supérieure, agissante, qui s'interdit toute indifférence en face de l'iniquité triomphante, toute neutralité dans le duel à mort entre les forces de progrès et les forces de réaction. Jaurès n'aimait pas à marquer les coups dans cette lutte, mais, guidé par son idéalisme toujours en éveil, il intervenait toujours, au risque de soulever un monde contre lui. Le socialisme sera empreint de cet idéalisme révolutionnaire de Jaurès ou il ne sera pas! La terrible crise actuelle du socialisme international provient, en partie, de ce fait qu'oublieux de sa glorieuse tradition et de ses promesses, il s'est effacé, par endroits, devant la barbarie de la force brutale, de la force impérialiste. Le retour du socialisme à l'idéalisme agissant est la condition *sine qua non* de sa renaissance, de son progrès, de sa vie.

Jaurès, dans le mouvement socialiste international, sera le maître immortel de l'idéalisme agissant, de l'idéalisme révolutionnaire.

Il n'en est pas de même de l'idéalisme de raisonnement et de rêve qui prend ses idées, c'est-à-dire ses désirs, pour des réalités. Cet idéalisme rationaliste dit, avec Hégel, lorsque la réalité des faits ne justifie pas la *théorie* : « *Tant pis pour les faits!* » Dès qu'il s'agit de la constatation d'un état de fait, nous ne sommes plus libres : Nous avons le devoir de dire *ce qui est*. Notre intelligence doit se modeler sur la réalité. Son rôle est « passif », ou réceptif. Elle est obligée d'accueillir, de photographier *toute* la vérité, *toutes* les vérités. Dans l'action, lorsqu'un fait — disons un crime — nous révolte, *nous ne nous inclinons pas*. Dans ce cas — et dans ce cas seulement — nous avons le droit de dire : « *Tant pis pour le fait!* » Mais avant de le combattre, nous avons le devoir de *connaître* ce fait criminel. Et dans l'ordre de la connaissance, l'objectivité totale, absolue, *en tant que possible,* est obligatoire.

On sait que le socialisme a passé, avant d'arriver à son état scientifique, par une période utopique. Les utopistes furent des idéalistes de raisonnement et de rêve prenant leurs idées, leurs plans, leurs rêves, pour des réalités. Le socia-

lisme moderne depuis Saint-Simon et Karl Marx est entré dans la phase scientifique qui déduit l'idéal socialiste de l'évolution historique accomplie ou en train de s'accomplir.

Jaurès a loyalement et franchement adhéré aux idées et aux méthodes du socialisme scientifique moderne. Mais son tempérament de lutteur passionné et indomptable le portait parfois à un optimisme exagéré. Cet optimisme a beau être réfléchi et raisonné, il a beau se proclamer, non sans raison, un principe salutaire d'action, il n'en reste pas moins vrai que le propre de l'optimisme est de *colorer* la réalité. Et Jaurès est amené souvent à attribuer sa propre lumière, sa propre flamme aux hommes et aux choses qui l'entourent. Avide de progrès, partisan enflammé de la renaissance politique et sociale de la France et de l'humanité, il voyait dans toute amélioration, si minime fût-elle, un reflet de l'Idée, du Droit et de la Justice. Et il exagérait parfois son importance, souvent à dessein, pour en faire un levier des progrès ultérieurs...

Jaurès voyait l'horrible monstre de la guerre s'approcher. Il étudiait les moyens de le combattre. Mais jusqu'au dernier moment il s'est refusé à y croire. Car, avec sa clairvoyance merveilleuse, il entrevoyait les désastres qui devaient fatalement en découler. Il y entrevoyait surtout la destruction fatale de *la base* même de l'évolution organique et pacifique dont il était tout à la fois l'apôtre et le plus vigoureux, le plus fécond artisan.

Ce que Jaurès redoutait est arrivé. La réaction politique et militariste en poussant le monde dans l'abîme d'une aventure sanglante sans précédent a détruit les faibles garanties d'une évolution pacifique. Dans tous les pays qui sont privés, pour leur politique intérieure et extérieure, des conditions élémentaires de la liberté démocratique, elle a mis à l'ordre du jour : la Révolution.

Cette révolution destructrice de l'impérialisme et du militarisme aura comme *premier* résultat la *démocratisation* de l'Europe, tâche à laquelle Jaurès travailla pendant toute sa glorieuse vie.

TABLE DES MATIÈRES

29

TROISIÈME PARTIE. — **Le Socialiste.**

ERRATA

Page 8, 4e ligne de la note : fermer le » après le mot *existe*.
— 47, 3e ligne : lire *signez* donc, etc... au lieu de signer.
— 48, 33e ligne : lire *Reinach* au lieu de moi.
— 80, 28e ligne : lire *commettraient* au lieu de commettaient.
— 87, 8e ligne : lire il *n'y a* au lieu de il n' ya.
— 136, 21e ligne : lire *sionné* au lieu de cionné.
— 221, avant-dernière ligne : lire *et* social au lieu de est social.
— 253, 19e ligne : lire *mee* par trop lourde, etc..., au lieu de née par trop lourde, etc.
— 263, rétablir ainsi les lignes 8 et 9 : sance de la conscience de classe révolutionnaire, le développement du capital international.
— 326, 7e ligne : lire de la liberté, Jaurès, etc., au lieu de de la liberté. Jaurès, etc.
— 348, 12e ligne : lire organisme *social* au lieu de organisme local.
— 366, 4e ligne par en bas : lire En *1910* au lieu de en 1909.

A la page 34, 16e ligne, lire : Gérault-Richard fut condamné au maximum, ce qui lui a valu une élection retentissante à Paris.



L'Émancipatrice (Imp. coop.), 3, rue de Pondichéry. Paris. 10933-5-15.